



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

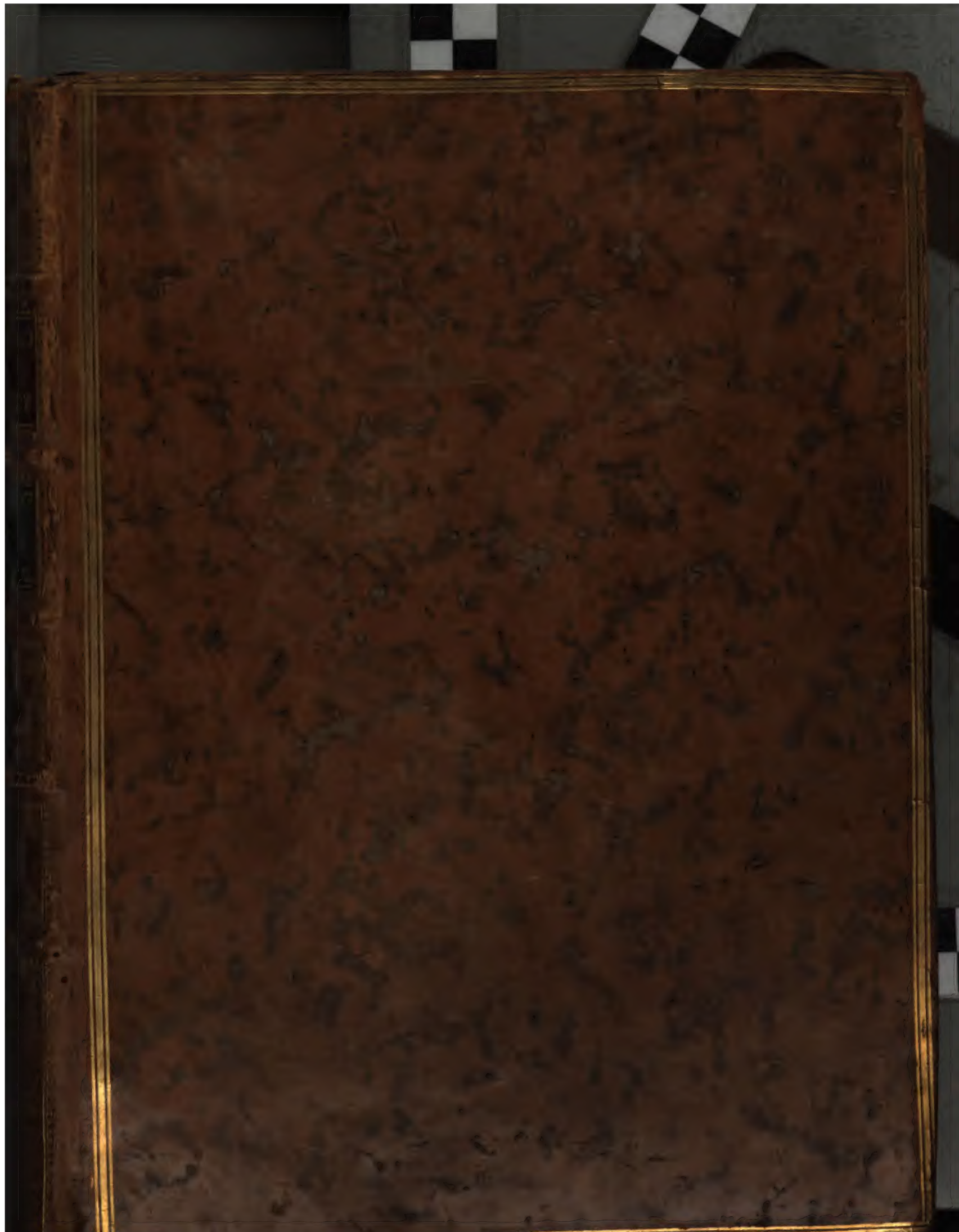
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

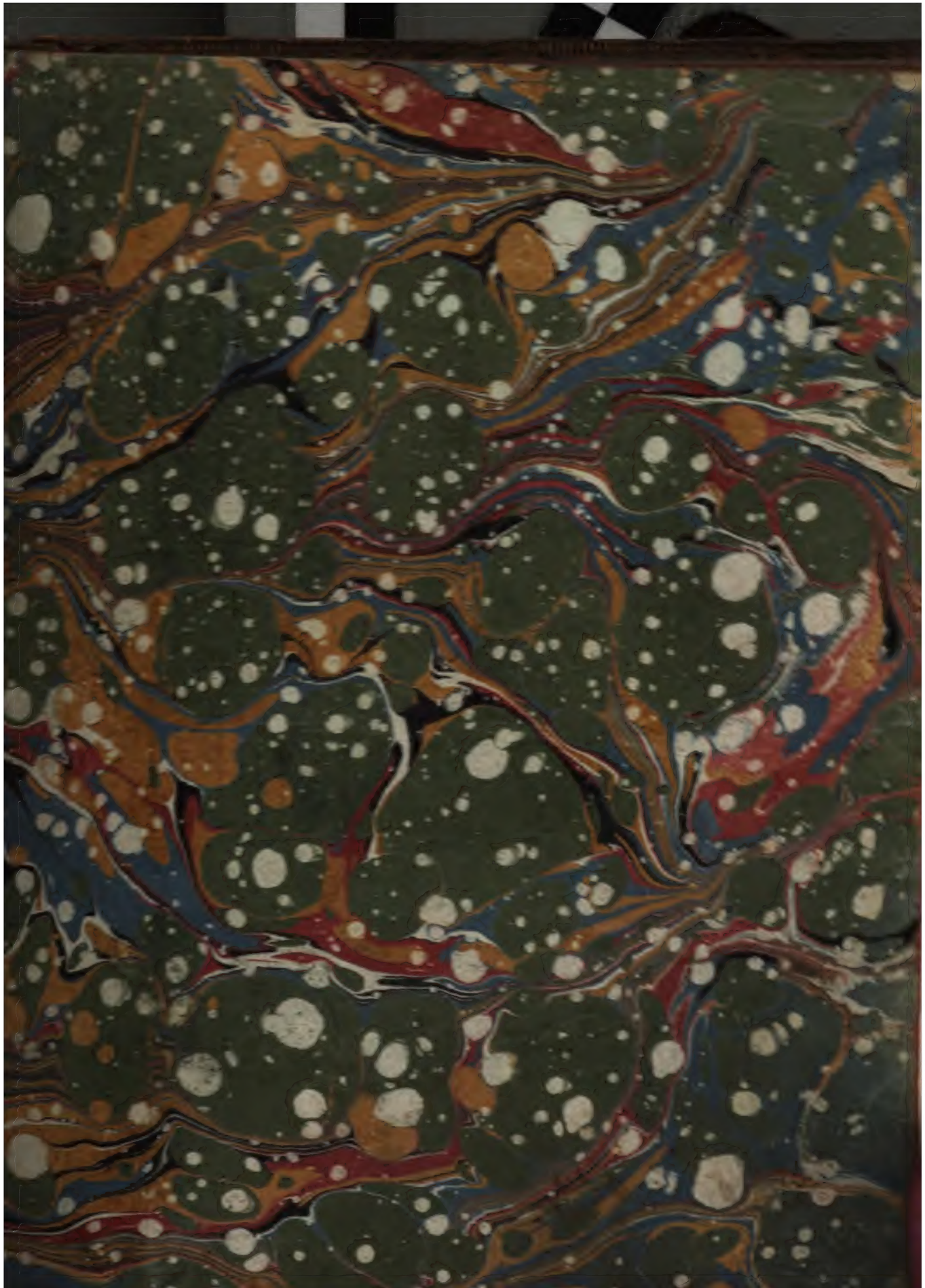
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



76. k. 8





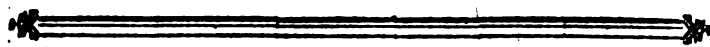




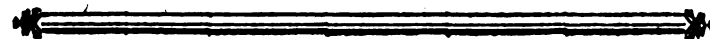
HISTOIRE

D E

FRANCE.



TOME HUITIEME.



K I I O T 2 I H

10

T A S E

1971

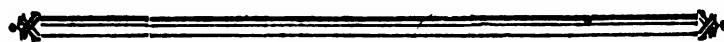
HISTOIRE

D E

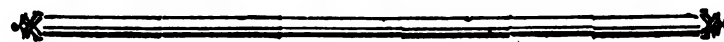
FRANCE,

*DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DE LA MONARCHIE
JUSQU'A LOUIS XIV.*

Par M. VILLARET.

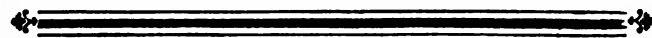


TOME HUITIEME.



A PARIS,

Chez { *SAILLANT & NYON, rue Saint-Jean-de-Beauvais.*
DESAINT, rue du Foin Saint-Jacques.



M. DCC. LXX.

Avec Approbation, & Privilege du Roi.

INTO THE

THE

OF THE

THE

THE

THE



THE



HISTOIRE

DE

FRANCE.

CHARLES VII.

UN demi-siècle s'est écoulé, pendant lequel nous n'avons eu à rapporter que des fautes & des disgraces, conséquences inévitables d'un gouvernement injuste & d'une administration vicieuse. Nous avons rempli cete tâche pénible avec douleur, mais avec cete impartialité que le devoir d'historien nous imposoit. Toujours en garde contre ce sentiment d'affection, si naturel à tous les hommes pour la société qui les a vu naître, nous ne nous sommes proposé que de réciter les faits tels que les monuments les attestent, sans acception de patrie, sans flater notre nation aux dépens des nations rivales, sans attribuer à celles-ci sur la nôtre une supériorité démentie par une multitude de preuves contraires. Tous les mortels, susceptibles des mêmes vices & des mêmes vertus, partagent également cete vicissitude d'événements qui en font la punition ou la récompense. Après de longs malheurs les Fran-

AN. 1430.

Tome VIII.

A

AN. 1430.

çois vont respirer : les Anglois éprouveront à leur tour la foiblesse & l'infortune ; & leurs revers seront , ainsi que les nôtres , une suite nécessaire de leurs erreurs. Il nous seroit facile , en imitant quelques-uns de leurs historiens , qui se sont atachés à nous acabler dans notre abaissement , d'ajouter maintenant aux coups de la fortune qui les trahit , des imputations odieuses , dictées par un esprit de vengeance : repréfailles impuissantes , vains outrages que la passion prodigue , qui ne servent qu'à couvrir de honte l'écrivain qui les emploie , sans honorer ceux qu'il prétend favoriser. C'est ainsi que Rapin Thoyras , aveuglé par son ressentiment contre la France , s'est avili , malgré les talents supérieurs qu'il avoit pour écrire l'histoire. Décrier les François dans Londres , insulter du sein de Paris les Anglois , peuple à qui sans injustice nous ne pouvons refuser notre estime , c'est une égale lâcheté. Laissons au vulgaire ces injures nationales , qui fomentent , qui perpétuent les haines. Peut-être un jour le genre humain plus instruit , plus éclairé , assurera-t-il sa tranquillité sur des fondements plus solides que ceux sur lesquels notre incertaine politique a prétendu l'établir. Peut-être ce système d'intérêts combinés & balancés entre les puissances Européennes , considéré jusqu'à présent comme la chimere des gens de bien , n'est-il pas absolument impraticable. La réunion de tous les peuples sous une loi universelle , concertée entre eux , & qui fixeroit invariablement leur position , leurs limites , leurs droits , qui garantiroit leur prospérité mutuelle , paroît à la vérité le chef-d'œuvre de la sagesse ; mais elle n'est pas un être de raison. L'art de penser , qui fait sans cesse de nouveaux progrès , nous en fait sentir la possibilité ; & le siecle qui doit produire cete transaction désirée , n'est peut-être pas si éloigné qu'on se l'imagine.

Avant que de reprendre le récit des événements , nous croyons devoir prévenir les lecteurs sur les reproches de prolixité qu'on pouroit nous faire ; reproches que sembleroit mériter l'étendue donnée à quelques parties de cete histoire , principalement à celles qui embrassent nos discordes civiles. Il est des vérités affligeantes dont l'exposition peut de-

venir d'autant plus salutaire , qu'elles flatent moins notre amour - propre. Tout alors paroît intéressant : les détails multipliés sont indispensables dès qu'il s'agit de former un tableau fidele. On ne doit rien épargner pour la réunion des traits qui peuvent rendre la ressemblance plus frappante & plus instructive. Ces tristes temps forment dans nos annales une époque funeste , dont on ne peut retracer la mémoire avec de trop vives couleurs. Il ne s'agit pas seulement de transmettre à la postérité , que nous étions alors le peuple le plus misérable & le plus insensé , il faut qu'elle sçache comment & par queles causes nous étions parvenus à cet excès d'extravagance & de calamités. C'est la leçon des peuples & des rois.

S'il arivoit malheureusement que dans les siecles à venir de vils flatteurs parvinssent à persuader les princes qu'ils sont les arbitres absolus des hommes que la Providence les a chargés de conduire avec équité ; qu'ils peuvent les sacrifier impunément à leurs vues ambitieuses ; que leurs passions , leurs caprices sont les loix suprêmes que le vulgaire doit adorer en silence : si des esprits , non moins dangereux , sous le voile spécieux d'amour de la liberté , ouvroient un jour les barieres à la licence ; s'ils osoient , par leurs maximes séditiones , soulever la nation & lui faire méconnoître l'autorité légitime : que les uns & les autres se rapellent les infortunes de nos peres , qu'ils se représentent ces désastres , nés de nos fatales divisions ; qu'ils comparent ces jours d'horreurs & de troubles à ces années de paix & de félicité , dont la France jouit depuis qu'un gouvernement modéré a réprimé les tempêtes qui agitoient l'intérieur du royaume , a ramené le calme dans nos provinces , a réconcilié l'obéissance & l'autorité , en soulageant l'une & l'autre par le contre-poids des loix : concorde inestimable dont peut être nous ne sentons pas tout le prix , nous qui sommes quelquefois assez injustes pour nous plaindre. Cete utile comparaison peut dans tous les siecles apprendre également aux souverains & aux sujets leurs obligations respectives , & leur faire chérir l'heureuse harmonie , qui résulte infailliblement de l'exécution de ces devoirs si saints & si essentiels au bonheur de l'humanité.

AN. 1430.

Prise de
Gournai par
le duc de
Bourgogne.

*Monstrelet.
Chron. de
France.*

Diverses
hostilités.

Défaite d'un
parti Bourgui-
gnon par
Xaintrailles &
la pucele.
Ibid.

Quoique la treve entre le roi & le duc de Bourgogne n'eût point interrompu les hostilités auxquelles la guerre, toujours subsistante entre les François & les Anglois, servoit de prétexte, le duc n'avoit point paru enfreindre ses engagements. Il étoit pour lors à Péronne où il rassembloit ses troupes, n'attendant que la fin de la suspension d'armes qui expiroit à Pâques. Il fit l'ouverture de la campagne par le siege de Gournai sur Aronde, place appartenante au comte de Clermont son beau-frere. Le gouverneur sommé de livrer la forteresse convint de se rendre le premier jour d'Août, s'il n'étoit secouru avant ce terme. Le duc de Bourgogne acorda cete capitulation, quoiqu'il eût des forces suffisantes pour emporter la place & pour obliger les assiégés de se soumettre à discrétion. Les nouvelles qu'il reçut dans le même temps l'apeloient vers les frontieres de la Champagne, où le damoiseau de Commerci venoit d'investir Montagu. La vigoureuse défense de la garnison lui donna le temps d'ariver assez promptement pour obliger le Damoiseau de lever le siege, & de se retirer avec tant de précipitation qu'il abandonna son artillerie. Le duc, après cete expédition, rentra en Picardie. Tandis qu'il s'emparoit de Choisi-sur-Oise, qu'il fit raser, Luxembourg, avec un détachement de l'armée Bourguignone, courut & traversa le Beauvaisis, escalada quelques forteresses, passa les garnisons au fil de l'épée, envoya des prisonniers au suplice, en un mot commit les cruautés que l'usage de la guerre autorisoit.

Les Anglois de leur côté avoient fait quelques tentatives sur Lagni, qui échouerent en partie par la valeur d'Ambroise de Lore, de Foucaut, de Chabannes, de Xaintrailles, & de Jeanne d'Arc. Elle avoit depuis peu quitté la cour de Charles pour se rendre dans les provinces qui étoient actuellement le principal théâtre de la guerre. Si l'on s'en raporte à ce qu'elle dit elle-même, cete héroïne avoit un pressentiment secret du malheur dont elle étoit menacée. Toujours animée du même courage, elle n'étoit plus excitée par cete confiance qui lui avoit fait mépriser les plus grands dangers: il sembloit qu'elle ne cherchât plus qu'à périr glorieusement, & à rendre du-moins ses derniers moments utiles à son par-



La. Manno sculpsit

Jean Van Eyck pinx.

J.J. Flapart sculp.

ti. Elle se précipitoit aveuglément dans les occasions les plus périlleuses. A la tête de trois cents hommes, elle ataquâ un de ces chefs de compagnies qui combattoient sous l'enseigne Bourguignone. Ce capitaine, nommé *Franquet d'Aras*, s'étoit rendu célèbre par ses brigandages & ses cruautés. Quoiqu'il fût brave & qu'il commandât une troupe aguerrie, Jeanne assistée de Foucaut & d'Ambroise de Lore, le défit, & le força de se rendre prisonnier. Il fut peu de jours après exécuté à Lagni, malgré les efforts que la Pucele employa pour lui sauver la vie : on lui reprocha même l'intérêt qu'elle prenoit à la conservation d'un homme qui avoit mérité le dernier supplice par une infinité de violences commises contre les loix de la guerre. Cete exécution injuste ou légitime, mais dont il est démontré que Jeanne étoit innocente, forma dans la suite un chef d'accusation contre elle.

AN. 1430.

*Procès MSS.
de Jeanne
d'Arc. B. R.*

Le duc de Bedford pressoit incessamment le conseil d'Angleterre d'avancer le départ du roi. Il se flatoit que la présence de ce jeune monarque contribueroit à rétablir la fortune des armes Angloises, rapéleroit au service de ce prince, né d'une fille de France, ceux de la nation qui l'avoient abandonné pour embrasser le parti du roi Charles, ou fixeroit au-moins les irrésolutions de ceux qui ne s'étoient pas encore déclarés. Depuis près de six mois il annonçoit l'arivée prochaine de Henri, qui toutefois ne se rendit à Calais qu'au commencement de cete année. Rien ne démontre mieux quels tristes fruits on recueille des plus brillantes conquêtes, que l'état d'épuisement où se trouvoit alors l'Angleterre. Après tant d'années d'une aparente prospérité, le parlement se trouva hors d'état d'assigner les fonds nécessaires, soit pour la solde des troupes, soit pour les autres dépenses qu'exigeoit ce voyage. Il falut abandonner d'avance le produit des revenus à venir, pour garantir la sûreté des emprunts. Cete ressource n'étant pas suffisante, on fut obligé d'engager les meubles, les bijoux de la couronne : enfin on se trouva réduit à cete nécessité d'expédients, qu'on remit une partie de ces effets aux religieux & abé de Westminster, pour caution d'un diadème qui devoit servir au couronnement du roi en France. Le duc de Glocestre, assisté d'un conseil d'Etat, fut établi

*Passage du
roi d'Angle-
terre en Fran-
ce.*

*Rap. Thoyr.
Rymer. att.
publ.*

*Regist. du
parlement.
Monstrelet.*

AN. 1430.

gardien du royaume pendant l'absence du monarque. Par un acte, qui précéda l'embarquement, il fut décidé que le cardinal de Winchester, revêtu du titre de principal conseiller du roi, l'accompagneroit en France, & que le duc de Bedford abdiqueroit celui de régent, aussi-tôt que Henri seroit entré dans le port de Calais. Cet article étoit une satisfaction que l'on donnoit au duc de Glocestre, privé de la dignité de protecteur d'Angleterre, après le couronnement du roi son neveu. On mettoit par ce moyen une espece d'égalité entre les deux freres : mais Bedford en quittant la qualité de régent, en conserva toute l'autorité. Henri, en abordant en France, étoit accompagné du cardinal, du duc d'York, des comtes de Warwick, de Stafort, d'Arondel, & d'une foule de noblesse. On lui avoit dépuré l'évêque de Beauvais, Pierre Cauchon. Ce prélat, partisan outré des Anglois, sembloit ne respirer que la ruine de sa patrie. Aussi lâche qu'ambitieux, il croyoit s'attirer la considération à force de flateries, de bassesses & d'indignités.

Causes qui firent différer le couronnement.

Le jeune monarque s'étant arrêté quelques jours à Calais, fut conduit à Rouen, où il demeura pendant presque tout le temps de son séjour en France, c'est-à-dire pendant près de deux ans. La cérémonie de son couronnement qui devoit se faire immédiatement après son arrivée, fut remise jusqu'à la fin de l'année suivante *. Ce délai ne fut pas certainement occasionné par l'embaras des préparatifs qu'exigeoit la cérémonie, il en faut chercher les causes ailleurs, d'autant plus que la découverte des motifs véritables sert au développement de l'histoire.

Le dessein des Anglois étoit de réparer la décadence de leurs affaires, en offrant du moins, à ce qui leur restoit de partisans, un phantôme de souverain : mais pour en imposer par l'éclat de cete inauguration, les pertes multipliées qu'ils venoient d'essuyer, ne rendoient pas les circonstances favo-

* L'historien d'Angleterre place le couronnement de Henri au mois de Décembre de cete année 1430. C'est une erreur démentie par les registres du parlement, les seuls monuments authentiques où l'entrée dans Paris du jeune roi soit rapportée ; les actes publics d'Angleterre n'en faisant aucune mention. Henri ne fut couronné qu'au mois de Décembre de l'année 1431. *Vid. Rapin Thoy. Rymer. act. publ. tom. 4, part. 4. Reg. du parlement, année 1430 & 1431.*

rables. Au-lieu de prévenir & de captiver le suffrage des peuples par des remises de subsides, on n'avoit que de nouvelles demandes à leur faire. Loin d'être en état d'accorder des grâces, le ministère ne pouvoit même remplir les obligations les plus indispensables. Le conseil assiégé de requêtes, n'y répondoit que par des promesses, dont l'effet étoit toujours remis au temps où le roi se rendroit à Paris; & l'impuissance de les exécuter, retardoit toujours ce voyage. Aucune des charges de l'administration n'étoient acquittées. Depuis plus de deux ans les magistrats du parlement, privés de leurs gages, en sollicitoient envain le paiement. On se trouvoit tous les jours à la veille de voir fermer les tribunaux; & lorsque les députés aloient à Rouen solliciter des secours, on les remettoit au temps où l'on devoit recevoir des fonds qu'on atendoit d'Angleterre, & ces fonds n'arivoient jamais. La France étoit ruinée, sans que nos ennemis parussent avoir profité de ses dépouilles. Qu'étoient donc devenues les richesses du royaume? ce qu'elles deviennent dans des temps d'orage, & sur-tout de discordes civiles; une partie étoit passée dans les provinces limitrophes que la guerre avoit épargnées; l'autre, détournée par les mains avides de quelques particuliers, demeuroid enfevelie jusqu'à des jours plus tranquilles.

AN. 1430.

Reg. du parl.

Indépendamment de cete raison, tirée de l'indigence des deux nations, qui fit différer le couronnement, il y en avoit une autre non moins pressante, on vouloit faire intervenir le duc de Bourgogne, premier pair du royaume, puissant par ses vastes domaines, respectable par son mérite personnel. Si les Anglois conservoient l'espoir de se soutenir, c'étoit principalement par l'attachement que la nation avoit pour lui. Ce prince, quoique leur alié, ne pouvoit qu'avec une extrême répugnance autoriser par son aveu public un acte qui consacroit une usurpation qu'au fond de son cœur il se repentoit d'avoir favorisée. Pour se prêter à cete démarche, il falloit qu'il cédât la préséance au duc de Bedford: cete difficulté, rendue insurmontable par la fierté des deux princes, fut l'objet de plusieurs négociations, qui ne servirent qu'à perpétuer le refroidissement qui régnoit entre eux depuis quelque temps.

Idem, ibid.

AN. 1430.
 Siege de
 Compiègne.
Monstrelet.
Chroniq. de
France.
Chroniq. de
Charles VII.
par Alain
Chartier.
Rap. Thoy.

Le dessein du duc de Bourgogne, par la prise de Choisi & de quelques autres forteresses sur l'Oise, étoit de se rendre maître des passages de cete riviere, pour assurer la réduction de Compiègne qu'il avoit résolu d'assiéger. Cete ville, au pouvoir des Royalistes, interrompoit la communication entre la Picardie & l'Ile de France. Il étoit d'une importance extrême de la réduire. Une garnison nombreuse, l'abondance des vivres & des munitions de guerre, dont on avoit eu soin de la pourvoir, & plus que tout cela, le courage & le zele des habitants, rendoient l'entreprise difficile. On peut se rapeler l'empressement avec lequel ils s'étoient remis sous l'obéissance du roi. Le duc de Bourgogne concerta ses mesures de maniere que la ville devoit se trouver investie de tous côtés dans le même jour. Ses dispositions ne purent toutefois être si secretes que les François n'en fussent informés. Jeanne d'Arc, accompagnée de Xaintrailles, s'étoit jetée dans la place. Tandis que le duc de Bourgogne s'emparoit du poste de Condin, situé à une lieue de Compiègne, Jean de Luxembourg s'avançoit vers Clarei; un autre corps de troupes commandé par Baudo de Noyelle, se logeoit à Marigni sur la chaussée; & les Anglois, sous les ordres de Montgomeri, dressoient leurs tentes dans l'espace qui borde la ville du côté opposé.

Jeanne d'Arc
 faite prison-
 niere dans une
 sortie.
Ibid.

La Pucele crut pouvoir profiter de l'embaras inséparable de la premiere distribution des ennemis dans les différents quartiers qu'ils s'étoient assignés. Elle fit une sortie à la tête de six cents hommes de la garnison, & tomba sur le poste de Marigni, où Luxembourg & quelques autres généraux s'étoient rendus pour examiner les aproches de la ville. Les ennemis, surpris de cete attaque imprévue, combattirent en désordre & d'abord avec désavantage; mais ayant été promptement secourus par des détachements des autres corps, ils n'eurent pas de peine à rétablir l'équilibre; & de nouvelles troupes arivant successivement obligerent les Royalistes de songer à la retraite, dans l'appréhension d'être envelopés par Montgomeri, qui ayant rangé les Anglois en bataille, marchoit à leur tête dans le dessein de les couper entre la ville & la chaussée. Les François se retirerent en bon ordre, quoique

quoique poursuivis par les ennemis. La Pucele, qui étoit à l'arrière-garde, s'arrêtoit de temps en temps, & faisoit volte face. Son aspect, qui avoit tant de fois inspiré la terreur, ralentissoit la poursuite, & donna le temps aux troupes de rentrer dans la ville. Les derniers rangs avoient déjà passé les barrières, lorsqu'un archer Anglois, plus hardi que les autres, s'approcha de notre héroïne, la saisit & la renversa de son cheval. Lionnel, bâtard de Vendôme, survint dans ce moment. Jeanne, hors d'état de se défendre, se rendit prisonnière & lui donna sa foi.

AN. 1430.

Cete prise faite à la vue de nos troupes, les pénétra de la plus vive douleur. On accusa Flavi, gouverneur de Compiègne, d'y avoir contribué, en ordonnant secrètement qu'on fermât la barrière lorsqu'elle se présenteroit pour rentrer dans la ville : mais cete perfidie n'est point avérée. On ne trouve, ainsi que le pere Daniel l'a judicieusement remarqué, aucune particularité qui puisse appuyer cete opinion, dans le procès manuscrit qui contient toutes les actions de la vie de Jeanne, jusqu'au moment de sa captivité. Elle n'auroit pas certainement manqué de se plaindre du gouverneur, s'il étoit vrai qu'il l'eût si lâchement trahie. Il est assez probable que cete accusation fut avancée par les ennemis que Flavi s'attira dans la fuite* ; mais malgré leurs perquisitions ils ne purent le convaincre du crime d'avoir livré la Pucele. Le silence de l'auteur des chroniques de France, écrivain contemporain, & de Monstrelet, qui se trouvoit pour lors à la suite du duc de Bourgogne, paroît le justifier suffisamment.

Idem, ibid.

Si quelque chose étoit capable d'ajouter à la gloire de

Joie immo-
dérée des An-
glois.

* Les historiens qui ont accusé Flavi assurent qu'il fut depuis poursuivi juridiquement, & qu'il n'évita la punition de son crime que faute de preuves. Ils ont ajouté que sa femme l'ayant fait mourir, obtint sa grace, parce qu'elle prouva qu'il avoit livré la pucele au comte de Ligni. Tous ces faits ne sont appuyés d'aucune autorité. D'ailleurs il est invinciblement démontré, par les dépositions de Jeanne d'Arc elle-même, que le jour de son entrée dans Compiègne fut celui de sa prise. Il faudroit donc supposer que Flavi, qui n'étoit point prévenu de son arrivée, auroit fait son traité avec le comte de Ligni ce jour-là même, ce qui ne paroît pas vrai-semblable. Le zèle & le courage que Flavi témoigna dans la défense de Compiègne, pendant un siège de six mois, forme un nouveau préjugé en faveur de son innocence. *Vid. Histoire de la pucele d'Orléans. Procès MS. de Jeanne d'Arc. B. R.*

Ibid.
Registres du
parlement.

AN. 1430.

Jeanne, ce feroit la joie immodérée que les Anglois & les Bourguignons firent éclater. Monstrelet, auteur entièrement dévoué aux adversaires du roi, nous en a transmis un témoignage non suspect. Les soldats acouroient en foule pour considérer cete fille de dix-huit ans, dont le nom seul, depuis plus d'une année, les faisoit trembler, & portoit la terreur jusque dans Londres*. Leur camp retentissoit de cris d'algresse. Jamais les victoires de Créci, de Poitiers ou d'Azincourt n'avoient excité de pareils transports : ils aloient jusqu'à l'ivresse. Le duc de Bourgogne la vit, lui parla quelque temps. Déjà Lionnel avoit remis cete illustre captive au comte de Ligni, Jean de Luxembourg. On la conduisit au château de Beaulieu, d'où elle fut quelque temps après transférée à celui de Beurevoir. On dépêcha des couriers à toutes les villes pour les inviter à partager la satisfaction qu'inspiroit cet avantage. Le duc de Bedford ordonna dans Paris des réjouissances publiques, précédées d'un *Te Deum*, en action de graces d'un événement dont il osoit tout espérer.

Continuation
du siège
de Compiègne.
Ibid.

Les attaques de Compiègne furent poussées d'abord avec toute l'ardeur imaginable. On dressa des bateries. On creusa des mines qui furent éventées, & dans lesquelles plusieurs des assiégeants perdirent la vie. Sur ces entrefaites, le duc de Bourgogne reçut un défi de la part de l'évêque de Liège, qui l'obligea de songer à la défense de ses propres Etats. Il envoya le seigneur de Croi avec un détachement de ses troupes, pour conserver le comté de Namur, où les Liégeois se dispoisoient à faire une invasion. D'un autre côté, Jean de Luxembourg quita pendant quelque temps le poste qu'il occupoit devant Compiègne, pour aler s'emparer de Soissons, où depuis quelque temps il pratiquoit des intelligences secrètes : après s'être rendu maître de cete ville, il soumit plusieurs forteresses dans les environs. Ces diversions ralenti-

* Ce n'est point une exagération. Les actes publics d'Angleterre contiennent plusieurs proclamations faites en Angleterre pour obliger les hommes d'armes & les archers, destinés à passer en France, de revenir sous leurs enseignes qu'ils avoient abandonnées. Ils s'obstinoient à se cacher, dans la crainte d'avoir à combattre les sortilèges de cete redoutable enchanteresse qui faisoit triompher le roi Charles. *Vid. Rym. att. pub. t. 4, part. 4.*

rent les opérations du siège, quoique le duc de Bourgogne n'épargnât rien pour le faire réussir. Le seul boulevard qui couvroit la tête du pont, du côté de la Picardie, se défendit pendant plus de deux mois.

AN. 1430.

Bientôt un objet plus intéressant que la prise de Compiègne, obligea le duc de retourner dans les Pays-Bas. Philippe de Brabant son cousin venoit d'expirer : il se hâta d'aller prendre possession de ce riche héritage que la comtesse de Hainaut menaçoit de lui disputer. Leurs droits respectifs sur ce duché n'étoient pas trop décidés : la douairière de Hainaut étoit plus proche héritière ; le duc alléguoit la prérogative de la parenté masculine. Il avoit la force en main pour faire valoir ses prétentions : la comtesse, se faisant une vertu de la nécessité, renonça aux siennes. Bruxelles & les autres villes dépendantes du Brabant reconnurent le duc, qui ajouta cete province fertile & commerçante à ses autres domaines.

Mort du duc
de Brabant.
Ibid.

Luxembourg, depuis le départ du duc de Bourgogne, étoit revenu devant Compiègne : il se trouva pour lors chargé de la conduite du siège, conjointement avec le comte de Hostidonne, général Anglois. Les assiégés, quoique vivement pressés, se défendoient avec un courage qu'animoit encore l'espoir d'un secours prochain. Le maréchal de Bouffac & Xaintrailles rassembloient des troupes & couroient les bords de l'Oise, où ils prenoient & démolissoient une infinité de petites places, qui étoient devenues autant de retraites de brigands, en attendant que leurs forces augmentées les missent en état d'attaquer les ennemis. Rien n'étoit alors si difficile que de former des armées nombreuses, quoique la France fût inondée de troupes. L'impuissance de les payer avoit rendu les gens de guerre en quelque sorte indépendants. Chaque chef se cantonnoit avec sa compagnie dans le lieu où il pouvoit la faire subsister. Comme le pillage étoit le seul salaire, l'espoir du gain dirigeoit presque toujours leurs expéditions. Il arrivoit rarement que l'intérêt général s'accordant avec leurs intérêts particuliers, les réunît au corps. On avoit absolument perdu toute idée de subordination, & les malheurs de l'Etat ne permettoient pas qu'on songeât à ré-

AN. 1430.

primer une licence que ces guerriers indociles regardoient comme le prix de leurs services. Ces désordres irrémédiables multiplioient les hostilités dans toutes les parties du royaume, dépeuploient également les villes & les campagnes, en un mot éternisoient toutes les horreurs d'une guerre, dont les effets destructeurs nous paroïtroient incroyables, si les auteurs contemporains ne nous en avoient transmis les tristes monuments. On voit dans les annales de ce déplorable siècle, les calamités publiques & particulières se succéder sans interruption. C'est à ces causes qu'on doit attribuer la lenteur avec laquelle notre nation secouoit le joug étranger, & recouvroit son gouvernement légitime.

Levée du
siège de Com-
piègne.
Ibid.

La ville de Compiègne, investie depuis près de six mois, se trouvoit réduite aux dernières extrémités. La famine, plus pressante encore que les efforts des ennemis, faisoit désespérer qu'on pût éviter de se rendre. Luxembourg en regardoit la réduction comme infaillible, lorsque le comte de Vendôme, Xaintrailles, Bouffac, Chabannes, Longueval, Gaucourt & plusieurs autres chefs, ayant joint les troupes qu'ils commandoient, & formé un corps de quatre mille combattants, s'avancèrent jusqu'à Verberie dans l'intention de secourir la place. Les ennemis assemblèrent le conseil de guerre, où ils résolurent qu'on laisseroit des forces suffisantes pour défendre les travaux du siège, & qu'on marcheroit avec le reste des troupes pour combattre les François, qui ayant passé entre la rivière d'Oise & la forêt, vinrent se présenter en bataille à la vue de Compiègne. Les Bourguignons & les Anglois avoient mis pied à terre : ils s'atendoient que les Royalistes engageroient le combat en les attaquant les premiers ; mais ce n'étoit pas leur dessein.

Levée du
siège de Com-
piègne.

Monstrelet.
Chron. de Fr.
Histoire de
Charles VII.
Hist. d'An-
gleterre.

Tandis que les deux armées, en présence l'une de l'autre, se tenoient respectivement en échec, divers détachements François ayant fait un circuit étoient entrés dans la ville par la porte opposée. Ces détachements, auxquels se joignit une partie de la garnison, sous la conduite de Flavi, vinrent attaquer une bastille que défendoient Brimeu, maréchal de Bourgogne, & le seigneur de Créqui. Les assaillants furent repoussés deux fois ; mais ranimés par Xaintrailles & par les

habitants de la ville, hommes & femmes, qui acouroient partager le péril & la gloire, ils revinrent à la charge une troisieme fois & emporterent le poste. Luxembourg fut instruit de ce revers sans pouvoir le prévenir ni le réparer. La prise de cete bastille ouvrit l'accès de Compiègne aux troupes Françoises qui vinrent s'y loger à la vue des ennemis. Les François non contents de ce premier avantage construisirent à la hâte un pont de bateaux, passerent l'Oise, & se rendirent maîtres d'un second fort sur le bord de cete riviere. Les ennemis éfrayés abandonnerent une troisieme bastille, enforte qu'il ne leur resta plus que la quatrieme construite en face du pont. Luxembourg, déconcerté de tant de pertes, fit rentrer ses troupes dans leurs quartiers, incertain du parti qu'il prendroit : mais la désertion d'une partie de ses soldats, & des Anglois même, termina ses irrésolutions. Obligé de se retirer précipitamment, à peine eut-il le temps d'envoyer ordre à Baudon de Noyelle de mettre le feu à la quatrieme bastille. Les ennemis abandonnerent avec tant de désordre les différents postes qu'ils occupoient, qu'ils ne purent emporter qu'une partie de leur bagage : le reste devint la proie du vainqueur, ainsi que leurs vivres, leurs munitions & leur artillerie.

Cete déroute des Anglois & des Bourguignons, après six mois employés inutilement au siege d'une seule place, rendit les Royalistes maîtres de la campagne. Ce qu'il y a de singulier, c'est que les François obtinrent cet avantage contre le sentiment du roi & de son conseil. On avoit persuadé au monarque qu'il étoit à propos de remettre Compiègne au pouvoir du duc de Bourgogne, afin qu'étant assuré de ce passage il pût se transporter plus facilement de ses Etats de Flandre dans l'Ile de France & dans la Picardie. On àléguoit pour motif d'une pareille complaisance l'espoir de l'accommodement qu'on négocioit avec ce prince. Charles, séduit par ces mauvais conseils, avoit mandé à Flavi de livrer la place. Ce gouverneur qui en connoissoit l'importance, refusa d'obéir aux ordres réitérés qui lui vinrent de la cour. Il encourut la disgrâce de son souverain, qui profitoit toutefois de sa désobéissance ; mais il fut aprouvé par

Idem, ibid.

AN. 1430.

ceux qui connoissoient & qui desiroient le bien de l'Etat. Ces exemples au surplus étoient alors fréquents. Il s'agissoit de sauver la France : dans une circonstance si critique, le véritable intérêt de Charles sembloit exiger qu'on le servît souvent malgré lui-même. On ne doit pas omettre qu'au siege de Compiègne Philippe de Gamaches, abé de Saint-Pharon de Meaux, signala son courage & son zele pour sa patrie : on le vit à toutes les atakes partager avec Flavi l'honneur de repousser les ennemis.

Réduction
de plusieurs
places.
Ibid.

Après la délivrance de Compiègne, les François reprirent Gournai sur Aronde, le Pont Saint-Maxence, Longueil, Breteuil, & plusieurs autres places, tant en Picardie que dans le Soissonnois & dans l'Île de France. Le maréchal de Bouffac tenta de se rendre maître de Clermont en Beauvaisis : le bâtard de Saint-Paul à la tête de mille hommes d'armes l'obligea de se retirer. Une victoire complete remportée par Pothon de Xaintrilles sur les Anglois & les Bourguignons à Germigni, mit le comble aux succès des armes du roi pendant le cours de cete campagne. Le nombre des prisonniers qu'on fit dans ces diverses expéditions étoit prodigieux, la plupart gens de distinction, tels que le Seigneur de Brimeu, maréchal de Bourgogne, Créqui, Beauval, Bétencourt, Thomas Kiriell, général Anglois, & une infinité d'autres moins considérables. Nous pouvions disposer alors de dix hommes contre un des nôtres, que les ennemis avoient en leur pouvoir. Il est étonnant que personne ne se soit empressé d'offrir quelques-uns de ces prisonniers en échange de la généreuse & infortunée Jeanne d'Arc. Après de si grands services un pareil oubli fait peu d'honneur à la mémoire du prince dont elle avoit rétabli la fortune*, & des guerriers qui avoient tant de fois triomphé sous ses auspices.

* Le nouvel éditeur du pere Daniel, dans une de ses remarques sur cet historien, voudroit faire conjecturer qu'Agnès Sorel, qui avoit un empire absolu sur l'esprit & sur le cœur du roi, l'empêcha de faire aucun effort pour sauver la vie à cete fille dont elle étoit jalouse. Quel rapport y avoit il entre deux personnes dont le caractère & les inclinations se ressembloient si peu ? L'une contribuoit aux plaisirs, l'autre à la gloire du monarque. Agnès, rivale de Jeanne ? Etoit-ce jalousie de métier ? Ce qu'on pourroit dire de plus plausible, c'est que la favorite rougissoit peut-être en secret de la comparaison. *Histoire de France de Daniel, tome 7, page 98.*

C'est une réflexion involontaire qu'on croit devoir soumettre au jugement du lecteur, en le priant de ne pas perdre de vue cete héroïne, maintenant chargée de fers, livrée à la rage de ses ennemis, abandonnée de tout le monde, n'ayant d'autre consolation dans sa prison que de faire encore des vœux pour son roi & pour sa patrie.

AN. 1430.

Le duc de Bourgogne, sur les premières nouvelles de la levée du siège de Compiègne & de la dispersion de ses troupes, étoit rentré en Picardie, où il avoit rassemblé de nouvelles forces. Il se rendit de Péronne à Roie pour en faire la revue. Les troupes découragées par les précédentes déroutes ne se pressoient pas d'arriver au rendez-vous indiqué, de sorte qu'il se trouva inférieur au comte de Vendôme & au maréchal de Bouffiac qui lui envoyèrent offrir la bataille. Le prince auroit bien voulu l'accepter, mais son conseil s'y opposa. On lui fit sentir le danger d'un combat inégal, & dont l'issue ne pouvoit être que funeste. Il n'y avoit certainement pas de honte à éviter de s'exposer imprudemment. La faute que commirent les conseillers du prince fut de faire dire aux généraux François que le duc de Bourgogne ne refuseroit pas de mesurer ses forces contre un prince son égal; que s'ils vouloient attendre, Jean de Luxembourg les combatroit. C'étoit assurément mal couvrir l'honneur du duc, car le comte de Vendôme, ainsi que lui prince du sang François, l'égalait par la naissance & pouvoit le combattre sans blesser son orgueil. Les troupes Françaises & Bourguignonnes étoient rangées en bataille, en présence les unes des autres, à quelque distance de la ville de Roie. Plusieurs mauvais qui les séparoient empêchèrent le comte de Vendôme de mettre le duc de Bourgogne, malgré le refus insultant qu'il faisoit de s'essayer contre lui, dans la nécessité d'en venir aux mains. Il reprit la route de Compiègne; & le duc rentra dans Roie, où il licencia une partie de ses troupes.

Le duc de Bourgogne refuse de combattre.
Ibid.

Le bonheur des armes Françaises n'étoit pas renfermé dans les seules provinces de Picardie & de l'Île de France. Barbazan qui venoit de s'emparer de Pont sur Seine, ayant rassemblé aux environs de Châlons en Champagne un corps de trois mille hommes, eut la hardiesse d'attaquer les Bourgui-

Victoire remportée à la Croisette par les Royalistes, sous les ordres de Barbazan.
Chron. de Fr.

AN. 1430.

gnons & les Anglois réunis. La supériorité des ennemis, dont le nombre montoit à huit mille hommes, ne l'étonna pas. Ils s'étoient retranchés avec avantage dans un lieu apelé la Croisette. Les François engagerent l'action avec une bravoure dont les ennemis soutinrent les premiers efforts avec intrépidité, lorsque le Bourg de Vignoles, frere de la Hire, vint, suivant les ordres de Barbazan, tomber sur leur arieregarde. Cete attaque imprévue les mit en désordre : leurs chefs tenterent inutilement de les rallier : pressés, enfoncés de toutes parts, ils furent entièrement défaits : presque tous perdirent la vie, ou demeurèrent prisonniers. Cete victoire, l'une des plus completes que les généraux de Charles eussent encore remportées depuis le commencement de son regne, ne coûta que quatre-vingts hommes aux Royalistes.

Indolence de
Charles VII.

Charles ne parut dans aucune de ces diverses expéditions. Ce monarque indolent sembloit entièrement absorbé dans les plaisirs & l'oïfiveté, tandis qu'on triomphoit pour lui. Quelques efforts que l'on ait employés pour le justifier, on est forcé de convenir que pendant une partie de son regne il se montra peu capable de remplir les devoirs que son rang, sa naissance, & l'état de ses affaires exigeoient de lui. Il fut long-temps heureux sans paroître le mériter. Il avoit toutefois de grandes qualités : nous le verrons dans la suite démentir cete honteuse obscurité, sortir de cete léthargie, développer les ressorts de son ame, donner des preuves non suspectes de génie & de courage, se montrer digne enfin de sa fortune. On pouroit dire de lui que la moitié de sa vie répara la foiblesse de l'autre. C'est cete opposition de caracteres dans le même homme, cete contrariété qui a gêné la plupart des écrivains dans les jugements qu'ils ont portés sur ce monarque. Les uns ne considérant que ses premières années, n'ont vu en lui qu'un prince médiocre ; les autres ne l'envisageant que dans la seconde partie de sa carriere, ont découvert le grand homme. Pour le représenter tel qu'il fut, il ne faut pas séparer ces deux portraits qui lui conviennent également.

AN. 1431.

La rigueur de l'hiver, sans interrompre absolument les hostilités, ne fit qu'en ralentir la fureur pendant quelque temps.

temps. Les expéditions de part & d'autre se bornèrent à des courses peu importantes jusqu'à la saison d'entrer en campagne. Dès le commencement de l'année un parti de quatre cents hommes d'armes des troupes du comte de Luxembourg, sous la conduite de Manicamp, de Créqui & de Gribeauval, tenta de se rendre maître de l'abbaye de Saint-Vincent, près de Laon, dans l'intention de la piller. Pennesac, gouverneur de Laon, survint dans le moment qu'ils s'étoient déjà emparés d'une des forteresses qui défendoient le monastere : après un sanglant combat il les défit entièrement. Les François dans le même temps escaladerent Rambures : ce château extrêmement fortifié pour le temps, leur servit de place d'armes, d'où ils pouvoient ravager impunément le Vimeu. Barbazan, établi gouverneur de Champagne & de Brie, après avoir soumis Norinville, Voisines & quelques autres places, s'étoit attaché au siege d'Anglure. Le duc de Bedford chargea le comte d'Arondel d'arrêter ses progrès : il lui donna pour cet effet seize cents lances. Le jeune Warwick, qui dans la suite devint le plus fameux guerrier de sa nation, & fut surnommé *le faiseur de rois*, fit ses premières armes en cete occasion. Barbazan inférieur en nombre, attendit l'ennemi dans un poste avantageux, où il étoit impossible de le forcer ; le général Anglois, après avoir essayé sans succès de l'attirer au combat, fut obligé de se contenter d'avoir dégagé la garnison & la dame d'Anglure, avec lesquelles il se retira, ayant auparavant mis le feu à la citadelle. D'un autre côté Chabanne, Blanchefort & Longueval furent repoussés devant Corbie, par Humieres & Créqui, & par l'abbé de Corbie. Le duc de Bourgogne fit démolir & raser plusieurs places le long de la Somme & dans les environs.

La guerre, ainsi qu'on peut le remarquer, ne se faisoit que par détachements. Le maréchal de Bouffac & Xaintrailles ayant rassemblé huit cents hommes entreprirent de faire une course en Normandie. Le projet de cete expédition avoit été formé sur la foi d'un berger, nommé Guillaume, prétendu inspiré, que Xaintrailles entretenoit à sa suite. Ils partirent de Beauvais & s'avancerent vers Gournai, où ils furent rencontrés par le comte de Warwick & Talbot. Le

Tome VIII.

C

AN. 1431.
Continuation
de la guerre.
Monstrelet.
Chron. de Fr.
Hist. d'An-
gleterre.

Courses des
Royalistes en
Normandie.
Xaintrailles
est fait prison-
nier.
Ibid.

AN. 1431.

* Tome VII de
cete histoire.Procès de
la pucele.Monstrelet.
Chron. de Fr.
Journal de
Paris.Pasquier.
Registres du
Parlement.Hist. de la
pucele.Preuves justi-
ficatives.Procès MSS.
B. R.

maréchal jugeant la partie inégale, reprit la route du Beauvaisis, abandonnant Xaintrailles, qui avec soixante hommes avoit engagé le combat. N'étant point secondé, il fut obligé de *donner sa parole à Talbot*. Le brave Anglois lui rendit généreusement la liberté, heureux d'avoir trouvé cete occasion de lui marquer sa reconnoissance *. Le berger prophète fut du nombre des prisonniers : les Anglois le chargerent de chaînes, & le réserverent pour l'un des ornements destinés à décorer l'entrée de Henri VI dans Paris. Les merveilles opérées par Jeanne d'Arc avoient acrédité les révélations. On avoit l'année précédente arêté deux femmes, qui furent *préchées* au parvis de la cathédrale de Paris. L'une d'elles afirmoit que Dieu, revêtu d'une robe blanche & d'une *huque vermeille*, s'étoit montré à elle ; qu'elle avoit eu de fréquents entretiens avec lui. On auroit dû la renfermer dans un hôpital de fous : on la brûla. Cete inhumanité étoit bien plus conforme au génie du siecle.

Le temps étoit arivé où l'infortunée Jeanne d'Arc devoit être la victime de l'injustice de ce siecle barbare. Qu'il nous soit permis de développer les moyens qui furent employés pour donner l'aparence d'une forme légale à ce sacrifice médité depuis long-temps. Cete digression, quoiqu'occasionnée par un fait particulier, n'est pas un objet indigne de la curiosité des lecteurs. Indépendamment de la célébrité que Jeanne s'étoit aquisée par ses services & son courage ; son caractère, ses vertus, ses malheurs intéressent l'humanité. C'est à l'histoire de la nation qu'elle servit, qu'appartient l'honneur de venger sa mémoire, de dévoiler l'iniquité de ses persécuteurs, d'exposer aux yeux de l'univers indigné les ressorts honteux que la fausse politique, la bassesse & la méchanceté mirent en usage, pour acabler une fille de dix-huit ans, qui n'avoit commis d'autres crimes que de contribuer au salut de sa patrie & au rétablissement de son souverain. Ce n'est point aux Anglois, ce n'est point aux François qu'on doit imputer sa condanation & sa mort ; c'est en général à la perversité des hommes toujours aveugles, toujours injustes, lorsqu'ils n'écoutent que la voix de leurs passions. Nous oserons dire des vérités que des préjugés populaires auroient prosrites dans des temps antérieurs, mais qui, graces aux

lumieres d'un siecle où la raison trop long-temps captive se perfectionne & se fortifie tous les jours, n'ont plus rien d'offensant. Nous sommes à présent convaincus que ce n'est pas en déguisant les fautes de nos prédécesseurs que nous parviendrons à nous instruire.

AN. 1431.

Jeanne, immédiatement après sa prise, avoit été cédée par le bâtard de Vendôme au comte de Ligni, Jean de Luxembourg. A peine fut-on informé de cet événement à Paris, que *frere Martin*, vicaire général de l'inquisition en France, titre heureusement oublié parmi nous, ainsi que le tribunal de sang auquel il devoit son institution, réclama la prisonniere *comme véhémentement soupçonnée de plusieurs crimes sentant hérésie, crimes qui ne pouvoient se dissimuler ni passer sans bonne & convenable réparation.* Ce fut dans ces termes qu'il écrivit au duc de Bourgogne & au comte de Ligni, *les suppliant très humblement de bonne affection, & quelques lignes après, leur enjoignant expressément de droit de son office & de l'autorité à lui commise par le saint Siege, sous les peines de droit, d'envoyer le plutôt que faire se pourra ladite Jeanne pour procéder par-devant lui contre le procureur de la sainte inquisition.* La Pucele avoit été prise le 24 Mai, & cete lettre est datée du 27 du même mois. Un empressement si marqué faisoit déjà pressentir le fort qu'on lui préparoit.

L'inquisiteur
la réclame.
Ibid.

L'université de Paris écrivit dans le même temps au duc & au comte, & ses sollicitations étoient encore plus pressantes. La sagesse, la modestie, l'honêteté qui caractérisent notre université moderne, mettent une si grande différence entre elle & l'ancienne école, que la conduite du recteur & des facultés en cete occasion ne peut porter la moindre atteinte à la juste estime que nous avons pour le corps académique : cete estime même ne peut que s'acroître par la comparaison. Intimement pénétrés de cete vérité, nous alons rapporter librement ce qui se passa pour-lors. Tout ménagement seroit une injure & une imposture. Il est certain que l'université prostitua aux ennemis de l'Etat les preuves du dévouement le plus lâche & le plus servile. Elle étoit à la vérité sous le joug des Anglois : mais les autres compagnies, telles que le parlement, les cours supérieures, le corps de ville, qui tous

AN. 1431.

garderent le silence, gémissaient-ils moins sous la tyrannie ? Non contente de prier le duc de Bourgogne & Luxembourg de livrer la Pucele à l'inquisition, l'université porta sa prévoyance jusqu'à recommander qu'on veillât soigneusement à ce qu'elle ne pût se soustraire à la justice ecclésiastique. *Vous avez employé votre noble puissance, disoit-elle au comte, à appréhender icelle femme, qui se dit la Pucele, au moyen de laquelle l'honneur de Dieu a été sans mesure offensé, la foi excessivement blessée, & l'Eglise trop fort deshonorée ; car par son occasion, idolatrie, erreurs, mauvaise doctrine & autres maux inestimables se sont ensuivis en ce royaume.... mais peu de chose seroit avoir fait telle prise, si ne s'en suivoit ce qu'il appartient pour satisfaire l'offense par icelle femme perpétrée contre notre doux Créateur & sa foi, & sa sainte Eglise, avec ses autres méfaits innumérables... & si, seroit intolérable offense contre la majesté divine, s'il arrivoit qu'icelle femme fût délivrée.* Ce honteux écrit, ainsi que celui adressé au duc de Bourgogne, trop diffus tous deux pour être transcrits en entier, sont insérés dans le procès criminel dont l'original est déposé à la bibliothèque royale. On y employoit les plus vives instances pour empêcher que la Pucele ne s'échappât, ou qu'elle ne fût mise à rançon. On supplioit le prince de la faire remettre à l'inquisiteur, ou à l'évêque de Beauvais, son juge, attendu qu'elle avoit été arrêtée dans les limites de son diocèse.

Cet évêque chassé de son siège par les habitants mêmes de Beauvais, dont il s'étoit attiré la haine & le mépris, traînoit son ignominie à la suite de la cour d'Angleterre. Il n'éprouvoit qu'un chagrin, c'étoit celui de se voir un impuissant ennemi de sa patrie. Les commissions les plus odieuses le flatoient, pourvu qu'elles le fissent sortir de son obscurité. C'étoit un de ces hommes qui aiment mieux être méchants que de n'être rien. Dès que Jeanne d'Arc fut arrêtée, *Pierre Cauchon*, c'étoit, ainsi qu'on l'a marqué ci-dessus, le nom de cet indigne prélat, réclama, comme son pasteur métropolitain pour l'instant de sa prise, le droit de la condamner. C'étoit déjà une fausseté. La Pucele fut faite prisonnière au-delà du Pont de Compiègne dans le territoire de l'évêché de Noyon. Il s'adressa pour cet effet à l'université, à l'inquisiteur,

au duc de Bourgogne , au roi d'Angleterre : il ne discontinua pas ses poursuites qu'on ne lui eût livré sa proie. Aussitôt qu'il se fut érigé de son chef en juge , il fit commencer les informations. Il envoya à Dom-Remi un homme chargé de s'instruire des mœurs & de la conduite de la Pucele. Il refusa de payer les frais du voyage , & il acabla le messager des plus grossières injures , parce qu'il ne lui avoit rapporté qu'un témoignage avantageux. On peut juger par cete seule circonstance en queles barbares mains la destinée de l'innocence étoit remise.

AN. 1431.

Jeanne gémissoit dans les fers, tandis que l'injustice conjuroit sa ruine. Elle avoit d'abord été renfermée dans la forteresse de Beaulieu , ensuite dans celle de Beaurevoir. La rigueur de sa captivité ne lui faisoit que trop présager queles en seroient les suites funestes. Cete idée éfrayante se joignant à l'indignation que lui causoient les railleries continues & les propos outrageants de ses gardes , elle résolut de tout entreprendre pour se procurer la liberté. Ayant saisi le moment où ses surveillants l'observoient moins exactement , elle se précipita d'une des fenêtres de la tour. Elle se blessa si douloureusement , qu'elle ne put se relever. Ses gardes acoururent ; elle fut renfermée plus étroitement , & peu de temps après transférée au château du Crotoi. Cependant on négocioit , ou , pour mieux dire , on mettoit son sang à prix. Il falloit la tirer des mains du comte de Ligni. Ce seigneur d'abord ne paroissoit pas disposé à faire ce sacrifice : le duc de Bedford s'adressa au duc de Bourgogne pour déterminer le comte. L'évêque de Beauvais avoit déjà fait sommer juridiquement l'un & l'autre de mettre la prisonniere en son pouvoir. On offrit au comte une somme de six mille livres d'abord , qui fut ensuite portée à dix mille. C'étoit le prix auquel il étoit permis aux souverains de s'emparer des prisonniers , de quelque condition qu'ils fussent. Edouard III n'avoit pas donné une somme plus considérable pour le roi Jean.

Idem, ibid.

Ces injonctions & ces ofres ébranlerent Luxembourg , malgré les sollicitations de la dame son épouse , qui plusieurs fois embrassa ses genoux , en le conjurant par les motifs les

Idem, ibid.

AN. 1431.

plus pressants de l'honneur & de l'humanité, de ne pas livrer à une mort certaine une captive intéressante par son courage & son innocence, que d'ailleurs les loix de la guerre obligeoient de respecter; puisqu'en se rendant prisonnière, elle avoit donné sa foi & reçu celle de son vainqueur. L'inquisiteur, l'évêque de Beauvais, l'université de Paris, revinrent à la charge, presserent de nouveau le duc de Bourgogne, offrirent au comte de Ligni caution de dix mille livres, portèrent même la lâcheté jusqu'à présenter une requête au roi d'Angleterre pour *prier sa haute excellence, en l'honneur de Notre-Seigneur & Sauveur Jésus-Christ, d'ordonner que cete femme fût brièvement mise ès mains de la justice de l'Eglise.* Il seroit difficile d'imaginer une manœuvre plus artificieuse que celle du duc de Bedford & du ministère Anglois, qui se faisoient demander ce qu'ils desiroient plus que les François eux-mêmes. Ils étoient impatients d'immoler la Pucele; sa perte étoit utile à leurs intérêts; ils vouloient la rendre éclatante, & leur politique s'atachoit à rejeter sur notre nation la honte d'une injustice manifeste: ils se vengeoient en nous couvrant d'opprobre. Enfin le marché fut conclu moyennant dix mille francs payés à Luxembourg, & une pension de trois cents livres pour le bâtard de Vendôme. Jeanne fut remise à un détachement de troupes Angloises qui la conduisirent à Rouen, où, suivant les lettres décernées au nom du roi d'Angleterre, le procès devoit s'instruire. L'archevêché pour lors étoit vacant: le chapitre prêta territoire à l'évêque, c'est-à-dire, permit qu'il exerçât les fonctions de juge dans le diocèse.

Idem, *ibid.*

On choisit ceux qui devoient composer le tribunal. Plusieurs ecclésiastiques, redoutant l'infâmie d'être désignés au nombre des juges, prirent la fuite: il ne s'en trouva toutefois que trop pour compléter le nombre des assesseurs. Le détail exact des différentes procédures qui remplirent seize séances, dont la première se tint le 21 Février 1430, n'offriroit au lecteur qu'un tissu de minuties fastidieuses, de demandes absurdes, peu intéressantes, de répétitions continueles. On se bornera au précis des interrogatoires qui ont pour objet les révélations, la créance & les exploits de l'accusée qu'on vouloit

condaner, à quelque prix que ce fût. Ce sommaire sera suffisant pour se former une idée juste de la bassesse, de l'ignorance & de la mauvaise foi des juges.

AN. 1431.

La première fois que Jeanne citée à la requête du promoteur* comparut, on la fit, suivant l'usage, jurer de dire la vérité, ce qu'elle ne promit jamais que conditionnellement : *Vous pouriez, dit-elle, me demander ce que je ne puis vous révéler sans parjure.* Cete restriction concernoit principalement ce secret qu'elle avoit découvert au roi, dont il a été fait mention précédemment : elle persista jusqu'à la mort. L'évêque de Beauvais la pressa de réciter l'oraison dominicale : elle y consentit, à condition qu'il l'entendrait en confession : son dessein étoit d'exclure par ce moyen du nombre des juges ce prélat dont elle connoissoit le dévouement fervile aux Anglois. On lui défendit de songer à s'évader : *Si je me sauois, dit-elle, on ne pourroit m'acuser d'avoir violé ma parole, puisque je ne vous ai point donné ma foi.* Elle étoit chargée de fers, auxquels on ajoutoit une chaîne pour l'attacher pendant les nuits. Elle demanda plusieurs fois, mais inutilement, qu'on adoucît à cet égard l'horreur de sa captivité ; ses impitoyables juges se faisoient un barbare plaisir d'ajouter à la mort qu'ils lui préparoient, des souffrances continues.

Idem, ibid.

Tome VII de cete histoire.

Le lendemain on l'interrogea sur ses révélations que nous avons rapportées ci-dessus. On lui demanda si le roi Charles avoit aussi des visions : « Envoyez - lui demander, répondit-elle ». On la pressa plusieurs fois de dire si elle croyoit avoir bien fait d'attaquer les remparts de Paris un jour de fête : sa réponse à la fin fut qu'il étoit juste de respecter la solennité des fêtes, mais que c'étoit à son confesseur de lui en donner l'absolution. Dès la troisième séance elle fit sentir à l'évêque de Beauvais, qu'elle connoissoit la passion qui l'animoit, & la justice qu'elle devoit attendre de lui. « Vous dites que vous êtes mon juge ; mais prenez garde au fardeau que vous vous êtes imposé ». Elle lui réitéra plus d'une fois cet avertissement. Lorsqu'on lui demanda si les bienheureux dans leurs fréquents entretiens lui avoient an-

Ibid.

* Les fonctions de promoteur dans les tribunaux ecclésiastiques, répondent à celles de procureur du roi dans les juridictions séculières.

AN. 1431.

noncé la descente des Anglois, elle répondit qu'ils étoient depuis long-temps en France, lorsque pour la première fois elle avoit eu des révélations. Elle n'étoit effectivement âgée que de trois ans, lorsqu'en 1415 Henri V aborda pour la première fois les côtes de Normandie. On voulut sçavoir d'elle si elle avoit eu dès son enfance desir de combattre les Bourguignons : « J'ai toujours souhaité, dit-elle, que mon » roi recouvrât ses Etats ». Le jour suivant, les juges lui firent diverses questions relatives à la levée du siège d'Orléans & à ses autres expéditions.

*Lettre du
comte d'Arma-
gnac produite
au procès MS.*

Dans la cinquième séance elle annonça qu'avant sept ans les Anglois feroient une plus grande perte que celle qu'ils avoient éprouvée devant Orléans. Comme on s'attachoit à tout ce qui pouvoit fournir des apparences de preuves, on la pressa de dire ce qu'elle pensoit du pape régnant qu'elle ne connoissoit pas. On produisit une lettre par laquelle le comte d'Armagnac la consultoit pour sçavoir s'il devoit adhérer au pape Martin V, ou à Clément VII, successeur de Benoît XIII, ou à Benoît XIV, autre antipape, qui, disoit-on, avoit été élu secrètement par le seul cardinal de saint Etienne, après la mort de Pierre de Lune.

Les juges se rassemblèrent le 3 Mars pour la sixième fois, les mêmes demandes furent renouvelées. Jeanne, remplie de confiance pour ses révélations, laissoit de temps en temps entrevoir l'espérance d'être délivrée. On voulut sçavoir si les esprits célestes lui avoient promis qu'elle s'échaperoit. *Cela ne touche point mon procès*, leur répondit-elle ; *voulez-vous que je parle contre moi ?* On l'interrogea au sujet d'un enfant de Lagni, qui, disoit-on, avoit été ressuscité par elle. L'évêque de Beauvais crut qu'en avouant ce miracle elle alloit se trahir. Sans s'étonner elle répondit que cet enfant cru mort avoit été porté à l'église, où il avoit donné quelques signes de vie suffisants pour lui administrer le baptême ; *que ce prodige n'étoit dû qu'à Dieu seul*. On tendit un nouveau piège à l'accusée pour la convaincre de superstition, en lui demandant si elle changeoit souvent de bannières, si elle les faisoit bénir, par quel motif elle y avoit fait broder le nom de Jésus & de Marie, si elle étoit persuadée, & si elle avoit

avoit fait croire aux troupes Françoises que cete banniere portoit bonheur. « Je ne renouvelois mon étendard, répon- » dit-elle, que lorsqu'il étoit brisé; jamais je ne l'ai fait bénir » avec des cérémonies particulieres. C'est des ecclésiastiques » que j'ai appris à faire usage non-seulement pour mon éten- » dard, mais même pour les lettres que j'écrivois, des noms » du Sauveur du monde & de sa mere : à l'égard de la for- » tune qu'on prétend que j'attribuois à cete banniere; je di- » sois pour toute assurance aux soldats, *Entrez hardiment au » milieu des Anglois, & j'y entrais moi-même* ». On ne doit pas oublier cete généreuse répartie. Lorsqu'on lui demanda pourquoi à la cérémonie du couronnement de Charles VII, elle avoit tenu sa banniere levée près de la personne du roi. « *Il étoit bien juste, dit-elle, qu'ayant partagé les travaux & les » dangers, je partageasse l'honneur* ».

AN. 1431.

La naïveté, la modestie, la noblesse des réponses de Jeanne auroient fait rougir des juges moins corrompus, elles ne ser- voient qu'à les déconcerter, sans toucher leurs cœurs. Ils eu- rent recours à l'expédient d'altérer ses réponses, à dessein d'y donner une interprétation criminele. *Guillaume Manchon*, l'un des deux gréfiers, atesta qu'il avoit refusé de se prêter à cete indigne manœuvre, malgré les pressantes sollicitations de l'évêque de Beauvais, dont il s'atira des reproches sanglants. Vers le milieu de l'instruction du procès, on lui associa un second notaire apostolique plus complaisant. Cauchon char- gea de plus un prêtre, nommé l'*Oyseleur*, de s'introduire dans la prison & de gagner sa confiance, en feignant d'être ainsi qu'elle retenu dans les fers. Abusée par le perfide elle ne fit pas difficulté de se confesser à lui. Tandis que ce minis- tre sacrilege recevoit sa confession, deux hommes cachés derrière une fenêtre couverte d'une simple serge, transcri- voient ce qu'elle disoit. Cependant ces lâches artifices n'a- voient encore pu fournir la moindre preuve des crimes dont on la chargeoit. L'évêque ne sçavoit plus qu'imaginer. Ce fut dans ce temps-là qu'on le soupçonna d'avoir voulu l'em- poisonner.

On rédigea le procès - verbal des demandes & des ré- ponses, qui ne furent pas estimées suffisantes par des docteurs

*Déposition
de Thiphac ,
chan. & médec.
Procès MS.*

AN. 1431.

choisis pour examinateurs, hors du nombre des juges. Il faut reprendre le cours des interrogatoires, toujours sur les mêmes objets. A la treizieme séance on s'efforça de lui faire comprendre la distinction qu'on mettoit entre l'*Eglise triomphante* & l'*Eglise militante*. Elle avoit été sommée plusieurs fois de répondre sur cete différence : question qu'on ne pouvoit certainement faire à une fille qui ne sçavoit ni lire ni écrire, qu'avec la maligne intention d'abuser de ses paroles : elle dit qu'elle seroit toujours prête de se soumettre à l'Eglise. Un de ses juges, nommé frere Isembart, augustin, touché de compassion, saisit ce moment pour lui conseiller de s'en rapporter au jugement du pape & du concile, ce qu'elle fit à l'heure même. Cet apel aloit l'arracher à la fureur de ses ennemis, lorsque l'évêque de Beauvais regardant d'un œuil menaçant le conseiller trop charitable, s'écria : *Taisez-vous de par le diable*. Il défendit en même temps au gréfier de faire mention de cet apel. Jeanne s'aperçut de cete réticence infidèle, & s'en plaignit en ces termes : *Ah ! vous écrivez bien ce qui fait contre moi, & ne voulez pas qu'on écrive ce qui fait pour moi*. On revint encore dans les deux séances suivantes, qui furent tenues le 17 Mars, aux demandes vingt fois rebattues dans les précédents interrogatoires.

On ne peut retenir les mouvements de son indignation, lorsqu'on se représente cete foule de théologiens, de prêtres, de docteurs, présidés par un évêque furieux, qui s'arment contre une jeune fille simple & sans expérience, de toutes les subtilités que pouvoit leur suggérer le desir impuissant de la trouver condamnable. Sans cesse ils tendoient quelque nouveau piège à son ignorance ; demandes captieuses, toujours les mêmes, quoique proposées sous des formes différentes ; passages subits ; questions imprévues faites en même temps sur divers objets, qui n'avoient entre eux aucune connexité, suppositions d'aveux ; enfin tous les détours, toutes les feintes, dont l'habitude de regarder tout accusé comme coupable, a pu dans de certains cas introduire le dangereux usage : art insidieux, redoutable au crime, quelquefois funeste à l'innocence, qu'un interprete des loix ne peut employer avec une circonspection trop religieuse, lorsqu'il s'agit de

prononcer sur la vie de ses semblables. Souvent ils paroissent perdre de vue l'objet principal pour l'interroger sur les minuties les plus absurdes & les plus puériles. Sçavoir, si elle aloit fréquemment se promener dans son enfance, si elle s'étoit batue contre des enfants de son âge; si elle s'étoit fait peindre; si les saints ou saintes qui lui aparoissoient parloient Anglois ou François, s'ils avoient des boucles d'oreilles, des bagues: *Vous m'en avez pris une*, dit-elle à l'évêque de Beauvais, *rendez-la moi*. Si ces saints avoient des cheveux, s'ils étoient nus ou habillés. Réponse. *Pensez-vous que Dieu n'ait pas de quoi les vêtir?* Si elle avoit vu des fées, ce qu'elle en pensoit. Réponse. *Je n'en ai point vu, j'en ai entendu parler; mais je n'y ajoute point de foi*. Si elle avoit une mandragore, ce qu'elle en avoit fait. *Je n'en ai point eu, on dit que c'est une chose dangereuse & criminelle*. Ce qu'il y a de singulier, c'est de voir que dans toutes ses réponses elle paroît entièrement exemte de tous les genres de superstition que la crédulité de son siècle adoptoit. On n'aperçoit dans tout le cours de cete injuste & fastidieuse procédure qu'une constance inébranlable à soutenir la réalité de ses révélations. C'est ici le seul article sur lequel on pouvoit former contre elle un chef d'accusation. Un des commissaires se retira, disant qu'il ne vouloit plus assister à un jugement où l'on faisoit dépendre les jours de l'accusée d'une distinction grammaticale; puisque, si au-lieu d'affirmer qu'elle croyoit ses aparitions réelles, elle avoit dit qu'elles lui sembloient teles, on n'auroit jamais pu la condamner.

AN. 1431.

*Dépos. cont.
au procès de
justif. MS. B.
R.*

Quelquefois plusieurs juges l'interrogeoient dans le même moment: *Beaux peres*, leur disoit-elle, *l'un après l'autre, s'il vous plaît*. Excédée de cete multiplicité de questions inutiles, déplacées, indécentes même, sur-tout de la part de l'évêque, elle s'écria plus d'une fois: «Demandez à tous les juges » assistants si cela est du procès, & j'y répondrai».

Dans le temps que les commissaires travailloient à l'instruction du procès avec le plus actif acharnement, le comte de Ligni-Luxembourg eut l'inhumaine curiosité de voir cete généreuse prisonniere, lui qui l'avoit si lâchement vendue. Les comtes de Warwick & de Stafford l'accompagnoient. Il vou-

*Dépos. du
seigneur de Ma-
cy, présent à
cete entrevue.*

AN. 1431.

Jurement
Anglois, qui
signifie Dieu
me dâne.

lut lui persuader qu'il venoit pour traiter de sa rançon. Elle dédaigna de lui faire des reproches & se contenta de lui dire : *Vous n'en avez ni la volonté, ni le pouvoir. Je sçais bien que ces Anglois me feront mourir, croyant qu'après ma mort ils gagneront le royaume de France ; mais seroient-ils cent mille Goddons, (Godam) plus qu'ils ne sont à présent, ils n'auront pas ce royaume.* Stafford tira son épée & l'auroit percée, si le comte de Warwick ne l'avoit retenu. Elle se plaignit qu'un très grand seigneur d'Angleterre l'avoit voulu violer dans sa prison. L'autorité du coupable n'a pas permis qu'il nous parvînt d'éclaircissements sur cete infâme particularité. Voici un fait attesté. La duchesse de Bedford, princesse vertueuse, obtint qu'on respecteroit du - moins la virginité de Jeanne. Elle l'avoit fait visiter *. Il n'est pas du ressort de l'histoire de prononcer sur l'infailibilité des signes : équivoques ou certains, ils ne prouveroient point l'innocence de l'accusée. La pureté de ses mœurs étoit un témoignage irréprochable de son intégrité. Ces monuments ajoutent que le duc de Bedford vit cet examen d'une chambre voisine, par le moyen d'une ouverture pratiquée dans le mur de séparation. Indépendamment de toutes les loix de l'honnêteté blessées par une surprise si honteuse, quel jugement porter de ce prince ? Que se passoit-il dans son ame au moment qu'il outrageoit à la fois les mœurs & l'humanité. Il destinoit au dernier supplice cete malheureuse sur laquelle il osoit promener ses regards indiscrets. Il ajoutoit à la cruauté le mépris de la pudeur. Que de grands hommes aux yeux du public sont par leurs actions particulieres au-dessous de leur réputation !

Cependant la Pucele captive, enchaînée, traitée avec la dernière inhumanité, journellement insultée par ses gardes, par ses juges, étoit tombée dangereusement malade. Le duc

* Jeanne fut visitée plusieurs fois pendant sa captivité. On peut se rapeler qu'elle avoit subi cet examen lorsqu'elle fut présentée au roi. Le motif de cete visite étoit fondé sur l'opinion reçue qu'une forcier ne pouvoit être vierge. Cete double erreur a subsisté long-temps. Dans le dernier siècle, Marie des Vallées de Coutance, accusée de sortilège, fut reconnue vierge, & déclarée innocente par le parlement de Rouen, parce que, dit l'auteur de la relation de cet événement, les juges sçavoient bien que la qualité de forcier étoit incompatible avec la virginité. Lettre à un docteur, de sorbonne sur Marie des Vallées.

de Bedford, le cardinal de Winchester, le comte de Warwick, chargerent deux médecins de veiller à la conservation de ses jours. Ils leur enjoignirent sur toutes choses « de prendre » garde qu'elle ne mourût de sa mort naturelle, ajoutant que » le roi d'Angleterre l'avoit chèrement achetée; qu'il vou- » loit la faire brûler; que l'évêque de Beauvais le sçavoit » bien, & que c'étoit pour cela qu'il pressoit l'instruction du » procès avec tant d'ardeur». Les juges en éfet s'assembloient souvent deux fois dans le même jour. Elle subit outre cela plusieurs interrogatoires dans sa prison. L'évêque voulut la faire apliquer à la question. Il ordonna qu'on exposât à ses yeux l'appareil de la torture. Cet aspect terrible ne la fit point chanceler dans ses réponses. Elle déclara que si les douleurs lui arachoient quelque aveu contraire, elle protestoit d'avance, & ne manqueroit pas de desavouer après, les faussetés dont la violence des tourments l'auroit forcée de convenir. La seule crainte qu'elle ne mourût à la question obligea le barbare prélat de se désister de son projet.

AN. 1431.

*Dépos. de la
Chamb. médi-
cin. Procès
MS.*

L'unique objet sur lequel il s'agissoit de prononcer, c'étoit d'absoudre ou de condaner Jeanne, aculée d'avoir affirmé la réalité de ses révélations: toutefois à force de multiplier, de varier les interrogations, d'altérer ses réponses, de substituer des expressions à d'autres, le promoteur parvint à former ses conclusions de soixante-dix articles. On les réduisit à douze chefs principaux qui furent envoyés à l'université de Paris, dont la décision fut conforme aux vues du tribunal de Rouen. L'université dans le même temps écrivit au roi d'Angleterre & à l'évêque de Beauvais pour hâter le jugement: sollicitation superflue, puisque les procédures ne furent pas même interrompues pendant la quinzaine de Pâques. La Pucelle, à la lecture des charges du procès, réprouva plusieurs articles comme faux & contraires à ses réponses. Ses protestations n'empêcherent pas les juges de passer outre. Le 23 Mai elle fut admonestée dans sa prison. Le lendemain on la conduisit dans la place du Cimetière de l'abbaye de Saint-Ouen, où l'on avoit dressé deux échafauds: l'évêque de Beauvais & ses dignes collègues s'y étoient rendus. Deux prélats Anglois, le cardinal de Winchester & l'évêque de Norwich,

Idem, ibid.

AN. 1431.

*Dépos. di-
verses conte-
nues dans le
procès MS.*

augmenterent le nombre des assistants. Une foule de peuple inondoit la place. Un docteur, nommé Guillaume Erard, prononça un discours rempli des invectives les plus grossières contre l'acusée, contre les François & contre l'honneur du roi Charles. *C'est à toi Jeanne que je parle*, s'écrioit-il, *& te dis que ton roi est hérétique & schismatique*. Jeanne étroitement garotée, malade, presque mourante, menacée à chaque instant d'être précipitée dans les flammes, eut encore le courage d'interrompre cet impudent déclamateur. *Par ma foi, sire, révérence gardée, je vous ose bien dire & jurer sur peine de ma vie, que mon roi est le plus noble chrétien de tous les chrétiens, & n'est point tel que vous dites*. Après cet infâme sermon, qualifié dans le procès de *prédication charitable*, l'évêque de Beauvais se leva pour prononcer sa sentence.

Idem, ibid.

Le dessein que les ministres & les juges s'étoient proposé ne se trouvoit rempli qu'imparfaitement. Condamner l'acusée comme atteinte des forfaits qui lui étoient imputés, la faire périr en conséquence de ce jugement, sans que son propre aveu justifiât sa condamnation, ce n'étoit pas détruire les soupçons trop fondés qu'on se vengeoit plutôt qu'on ne punissoit. Elle avoit refusé la plupart des chefs d'acusation : le défaut de témoins rendoit la procédure irrégulière. Il n'y avoit d'autre moyen de la faire paroître coupable que de l'obliger de se rétracter publiquement. On la somma d'abjurer. Elle dit qu'elle ne comprenoit point ce que ce terme signifioit, & pria qu'on lui donnât quelqu'un qu'elle pût consulter. Celui qui fut choisi pour son conseil, l'affura que si elle persistoit à contredire quelqu'un des articles, elle seroit infailliblement *arfe* (brûlée). Il la pressa de s'en rapporter au jugement de l'Eglise. Jeanne élevant la voix dit, *Je m'en raporte à l'Eglise universelle, si je dois abjurer. Tu abjureras présentement*, lui cria le prédicateur Erard, *ou tu seras arse*. Tandis que cete scene se passoit sur l'échafaud, le peuple témoignoit son indignation par un murmure confus ; l'évêque de Beauvais aloit rendre l'arrêt définitif, il le feignoit du-moins ; on faisoit entendre à la Pucele que cet arrêt une fois prononcé ne laissoit plus de retour à la miséricorde. On lui monroit l'exécuteur qui l'atendoit à l'extrémité de la place avec une

charete pour la conduire au bucher. Intimidée par ses juges qui la menaçoient de la livrer aux flammes, pressée par des docteurs qui l'exhortoient d'un ton affectueux à sauver son corps & son ame par une rétractation, elle dit qu'elle se soumettoit pour ses révélations aux décisions de l'Eglise & de ses ministres. Alors le gréfier s'aprocha, & lui lut un modele d'abjuration, qui contenoit simplement une promesse de ne plus porter les armes, de laisser croître ses cheveux, & de quitter l'habit d'homme. Il falloit mourir, ou signer cet écrit. Elle y consentit, dans l'espoir d'éviter l'horreur du supplice. Dans le moment on substitua une autre cédule où elle se reconnoissoit dissolue, hérétique, schismatique, idolâtre, séditeuse, invocatrice des démons, sorciere, coupable enfin des forfaits les plus contradictoires & les plus abominables. Cete infidélité manifeste est prouvée par la déposition même du gréfier qui lui fit la lecture du premier de ces deux écrits. Immédiatement après qu'elle eut signé d'une croix cete abjuration supposée, l'évêque de Beauvais proféra le jugement qui la condanoit pour réparation de ses fautes, à passer le reste de ses jours dans une prison perpétuelle *au pain de douleur & à l'eau d'angoisse*, suivant le style de l'inquisiteur, style usité dans les cloîtres, & que les moines apportèrent à ce tribunal, lorsque la superstition & le fanatisme les choisirent pour arbitres entre les hommes & l'Etre suprême. L'assemblée se sépara. Cauchon & les autres juges en se retirant furent acablés d'injures & poursuivis à coups de pierres par la populace. Ces ministres d'iniquité n'avoient pu, même en se couvrant d'opprobre, satisfaire les ennemis auxquels ils vendoient leur honeur & leurs consciences. Les Anglois vouloient les exterminer, les acusant de n'avoir pas gagné l'argent qu'ils avoient reçu du roi d'Angleterre. Le comte de Warwick en fit de vifs reproches à l'évêque & aux docteurs qui avoient assisté au jugement. Il leur déclara sans détour que les intérêts du roi souffroient un dommage manifeste de ce qu'ils permettoient qu'elle évitât le supplice : *Ne vous embarrassez pas*, dit l'un d'eux, *nous la rattraperons bien*.

Jeanne ayant repris l'habit de femme, supplia qu'on l'enfermât dans les prisons de l'archevêché, où elle espéroit être

AN. 1431.

*Dépos. de
Jean Massieu,
gréfier, procès
MS.*

*Dépos. de
Jean Franc,
maître des re-
quêtes. Ibid.*

*Dépos. de
plusieurs té-
moins. Procès
MS.*

AN. 1431.

traîtée moins rigoureusement. On lui refusa cete grace ; elle fut reconduite dans le même cachot où elle avoit été détenue pendant tout le cours du procès. La nuit même les gardes enleverent les robes de femme qui étoient sur son lit & leur substituerent son habit d'homme. Lorsque le jour parut, elle pria qu'on *la déferât*, c'est-à-dire qu'on relâchât la chaîne qui l'atachoit par le milieu du corps. Apercevant ensuite son habit d'homme, elle demanda qu'on lui rendît celui de son sexe, ce que les gardes ne voulurent jamais lui acorder, quelques instances qu'elle employât. Envain elle leur dit plusieurs fois qu'ils seroient les auteurs de sa perte, qu'ils sçavoient bien que les juges lui avoient expressement défendu de s'habiller en homme. Ils lui répondirent brutalement qu'elle n'en auroit point d'autre. La crainte de désobéir l'empêcha de se lever jusqu'à l'heure de midi, que pressée par des besoins naturels elle fut contrainte de quitter le lit & de se couvrir des seuls vêtements qui lui étoient offerts. C'étoit tout ce qu'on demandoit. A l'instant même plusieurs témoins entrèrent pour constater cete prétendue transgression. Sur leur déposition les juges acoururent à la prison. Tandis qu'on dressoit un procès-verbal de l'état où se trouvoit la prisonniere, un des docteurs assistants, nommé *André Marguerie*, dit qu'il falloit lui demander les motifs qui l'avoient portée à reprendre l'habit d'homme. Cete observation, qui pouvoit servir à découvrir la vérité, pensa coûter la vie à celui qui l'avoit hasardée. Quelques autres juges éfrayés du danger, & honteux d'avoir prêté leur ministère à tant d'injustices, se retirèrent. Pierre Cauchon transporté de joie, en sortant de la prison, rencontra le comte de Warwick : *Farewell, Farewell*, (adieu, adieu, portez-vous bien) s'écria-t-il en éclatant de rire, *c'en est fait, nous la tenons*. Le lendemain la commission se rassembla, on fit lecture des nouvelles charges : les opinions furent recueillies pour la forme, Jeanne fut condanée comme *relapse, excommuniée, rejetée du sein de l'Eglise, & jugée digne par ses forfaits d'être abandonnée à la justice séculiere*. Tele étoit la formule usitée dans les arêts de l'inquisition. Ce tribunal, en dévouant ses victimes, ne les envoyoit pas à la mort : l'Eglise abhorre le sang. Nos aïeux, malgré leur

leur ignorance & leur crédulité, n'auroient pu voir, sans en être scandalisés, des prêtres violateurs de cete maxime sacrée, qui rend le sacerdoce protecteur de la vie des hommes. Fidele, en aparence, à cete loi, qui fait un devoir de la clémence aux ministres d'un Dieu de miséricorde, le saint office rejetoit sur la justice séculière ce qu'il y avoit d'odieux dans la rigueur des jugements en matiere de foi; il croyoit éluder le précepte, lorsqu'en remettant aux magistrats la punition des coupables, il les prioit de traiter avec douceur ces hérétiques, ces excommuniés, qu'il auroit trouvé fort mauvais qu'on épargnât.

L'auteur moderne de la vie de Charles VII, & Mézerai lui-même avoient sans doute oublié qu'ils écrivoient l'histoire, lorsqu'ils nous ont représenté la Pucele recevant son arrêt avec cete intrépidité dont elle avoit donné tant de preuves dans les combats, marchant d'un pas ferme au suplice, montant sur le bucher avec assurance, haranguant le peuple, acablant les Anglois de reproches, & leur prédisant tous les malheurs qu'ils éprouverent dans la suite. Ces fables magnifiques, faites pour orner une fiction ingénieuse produite par l'imagination, ne peuvent être admises dans un ouvrage uniquement consacré à la vérité. Jeanne d'Arc avoit le courage d'un homme, & cete sensibilité qui fait le partage de son sexe: jamais elle n'avoit tremblé devant l'ennemi; jamais son cœur ne s'étoit fermé à la pitié. Telle étoit la trempe de son ame tendre & généreuse: compatissante pour ses semblables, on peut bien lui passer la foiblesse, si c'en est une que d'écouter le cri de la nature, d'avoir été compatissante pour elle-même. Lorsqu'on lui vint annoncer la mort, elle éprouva cete honte que tous les êtres sensibles ont pour leur destruction. Pénétrée de douleur elle se plaignit, mais sans emportement, sans bravades, sans injures. On la pressa de nouveau d'avouer la fausseté de ses révélations. Dans ces tristes instants, où elle n'avoit plus rien à ménager, les juges espéroient qu'elle se rétracteroit. *Or ça, Jeanne, lui dit l'évêque de Beauvais, vous nous avez toujours dit que vos voix vous disoient que vous seriez délivrée, & vous voyez maintenant comme elles vous ont déçue: dites-nous-en la vérité?* L'état

Tome VIII.

E

AN. 1431.

où elle se trouvoit l'obligea de convenir que ses visions l'avoient trompée à l'égard de sa délivrance, dont elle ne reconnoissoit que trop l'impossibilité : mais elle soutint jusqu'au dernier soupir la réalité de ses aparitions. *Soit bons, soit mauvais esprits*, ajouta-t-elle, *ils me sont aparus*. Jamais elle ne varia sur cet article, le seul qui motiva sa condamnation.

Elle fit supplier ses juges pour unique faveur, de lui permettre de recevoir le sacrement de l'Eucharistie, ce qui lui fut acordé *. Cete contradiction paroîtroit incroyable si elle n'étoit attestée par les actes du procès. Rejetée du sein de l'Eglise, anathématisée, elle communia par ordre des juges, le jour même de sa mort, avant que d'aler entendre la lecture de la sentence qui la retranchoit du nombre des fideles. Elle sortit de la prison le 30 Mai, escortée d'une garde de six-vingts hommes d'armes. On l'avoit revêtue d'un habit de femme : sa tête étoit chargée d'une mitre, sur laquelle étoient inscrits ces mots : *hérétique, relapse, apostate, idolâtre*. Deux religieux dominicains la soutenoient. Elle s'écrioit sur la route : *Ah ! Rouen, Rouen, seras-tu ma dernière demeure !* On avoit élevé deux échafauds dans la place du vieux marché. Le cardinal de Winchester, Luxembourg, chancelier de France, évêque de Thérouanne, l'évêque de Beauvais & les autres juges étoient déjà placés, attendant leur victime. Jeanne parut garotée ; son visage étoit baigné de pleurs : on la fit monter. Nicolas Midi, chargé de prononcer la prédication funèbre, mit dans son discours toute la véhémence du fanatisme, & tout le fiel de l'hypocrisie : il termina sa harangue par ces mots : *Jeanne, alez en paix, l'Eglise ne peut plus vous défendre, & vous abandonne à la justice séculière*. L'évêque de Beauvais fulmina ensuite la sentence de condamnation, à la fin de laquelle il invoqua la clémence des juges séculiers qui

Déposition
des Domini-
cains qui l'as-
sisterent. Procès
MSS.

* Massieu, curé de saint Cande de Rouen, l'un des notaires, chargé ordinairement de la conduire devant les juges, déposa que plusieurs fois il lui avoit permis de s'arrêter devant la chapelle du château pour y faire sa prière. Cete indulgence lui atira de la part du promoteur Jean Bénédicté, les plus sanglants reproches. *Truand*, lui dit-il, *qui te fait si hardi d'approcher cete P. excommuniée de l'église, sans licence ? Je te ferai mettre en telle tour que tu ne verras ni lune ni soleil d'ici à un mois, si tu le fais plus*. Ce promoteur n'adressoit jamais la parole à Jeanne d'Arc dans tout le cours du procès, qu'avec les termes d'hérétique, d'infâme, de paillard, d'ordure. *Dépos. Procès MSS.*

étoient placés sur le second échafaud. Avant que de descendre elle dit à l'évêque : *Vous êtes cause de ma mort : vous m'aviez promis de me rendre à l'Eglise, & vous me livrez à mes ennemis.* Ce fut en ce seul instant que la pitié se fit entendre, pour la première fois, dans le cœur de ce lâche prélat. Le barbare, honteux de se sentir attendri, s'efforçoit de dévorer les pleurs qui le trahissoient : le reste des juges, le peuple, les Anglois, les archers, le bureau fondoient en larmes.

AN. 1431½

Jeanne se mit à genoux, implora l'Être suprême, recommanda ses derniers moments à la commisération des assistants, réclama la piété, les prières des ecclésiastiques, eut encore la généreuse assurance de parler en faveur de son roi, de ce Charles qui l'avoit oubliée. Le bailli de Rouen & ses assistants mandés pour représenter le tribunal séculier, ne prononcèrent point de sentence : ils se contenterent de dire, *menez-la.* En face du bucher paroissoit un tableau sur lequel on lisoit cete inscription : *Jeanne, qui s'est fait nommer la pucelle, menteresse, pernicieuse, abuseresse de peuples, devineresse, superstitieuse, blasphémeresse de Dieu, présomptueuse, malcréante de la foi de Jésus-Christ, meurderesse, idolâtre, cruele, dissolue, invocatrice du diable, apostate, schismatique & hérétique.* L'exécuteur tremblant s'avança pour la recevoir des mains des archers. Elle demanda un crucifix : un Anglois présent rompit un bâton dont il fit une espece de croix : elle la prit, la souleva de ses mains apesanties, l'aprocha de sa bouche, la mit contre son sein, monta sur le bucher. On lui présenta la croix de l'église voisine qu'elle avoit demandée avec instance. Elle supplia qu'on attachât devant elle ce signe du salut des chrétiens. Lorsqu'elle sentit que la flamme commençoit à l'ateindre, elle avertit les deux ministres qui étoient près d'elle, de se retirer. Comme on ne vouloit laisser aucun doute sur sa mort, on avoit donné au bucher une élévation extraordinaire, afin qu'elle fût aperçue de tout le peuple. Cete précaution rendit le suplice beaucoup plus long & plus douloureux *. Lorsqu'on crut qu'elle étoit expirée, on ordonna

* Quoique l'exécution eût été faite en plein jour, & que le concours des assistants fût nombreux, cela n'empêcha pas qu'il ne parût quelque temps après plusieurs fausses Jeanne d'Arc, comme nous avons vu depuis de faux Démétrius &

au boudoir d'écarter le feu, pour qu'il fût plus facile de la considérer. Tant qu'elle conserva un souffle de vie, on n'entendit sortir du sein des flammes que le nom de *Jésus*, exclamation qui n'étoit interrompue que par les sanglots & les gémissements que les douleurs lui arrachoient. Après sa mort le cardinal de Winchester ordonna qu'on rassemblât ses cendres & qu'on les précipitât dans la Seine. On vit avec étonnement que le cœur n'avoit point été consumé; mais la surprise auroit cessé, si l'on avoit fait réflexion à la disposition du bucher & au trouble de l'exécuteur*.

Teles sont les principales circonstances du supplice de cete guerrière infortunée, rapportées avec une fidélité scrupuleuse, d'après les actes mêmes insérés dans le procès. On ne peut, sans se rendre coupable d'injustice & d'ingratitude, lui contester un des premiers rangs parmi les héros de notre nation. Les François doivent éternellement chérir & respec-

de faux Sébastiens. Il s'en présenta d'abord une à Metz, qui fut même reconnue pour tele par les freres de la pucele qu'elle trompa. A la faveur de cete imposture elle épousa un gentilhomme de la maison des Armoises : elle reçut à Orléans les honneurs dûs à la libératrice de la ville. Une seconde aventuriere abusa pareillement de la reconnoissance des Orléanois : elle vint à Paris, où sa fourberie fut découverte : on l'exposa aux regards du peuple sur la pierre de marbre qui étoit alors au bas des grands degrés du palais. Enfin une troisième voulut persuader qu'elle étoit la pucele ressuscitée : elle fut présentée au roi, qui lui dit : *Pucele, ma mie, soyez la très bien revenue, au nom de Dieu, qui sçait le secret qui est entre vous & moi.* Lorsqu'elle entendit parler d'un secret dont elle n'avoit nule connoissance, elle se jeta aux genoux du monarque, & lui découvrit tout l'artifice. Charles VII lui pardonna, & fit sentir les effets de son indignation à ceux qui avoient engagé cete fille à profiter de sa ressemblance avec Jeanne d'Arc pour jouer ce personnage. *Histoire de la pucele, par l'abbé Lenglet. Pasquier, liv. 6. Histoire d'Orléans. Mélanges curieux.*

* Immédiatement après l'exécution le boudoir vint trouver les deux religieux qui l'avoient assistée : il leur dit en pleurant « qu'il ne croyoit pas que Dieu lui » pardonnât le tourment qu'il avoit fait souffrir à cete sainte fille. Il ajouta que ja » mais il n'avoit tant craint de faire une exécution : que les Anglois avoient fait » construire un échafaud de plâtre si élevé, qu'il ne pouvoit atteindre à elle ; ce » qui avoit rendu ses douleurs plus longues & plus cruelles. Un secrétaire du roi » d'Angleterre s'écria tout haut : nous sommes tous perdus & déshonorés d'avoir » fait cruellement mourir une femme innocente. D'autres disoient qu'elle auroit » mérité les plus grands éloges si elle étoit née Angloise ». Ceux des juges qui laissent échapper quelques marques de repentir de leur jugement, eurent beaucoup de peine à se soustraire aux perquisitions. Deux d'entre eux furent arrêtés, & n'obtinrent leur grace qu'en se soumettant à la honte d'une rétractation publique. *Vid. Procès criminel MSS. B. R. n°. 5965. Id. Procès MSS. de justif. n°. 181. Pasquier, Monstrelet, Journal de Paris, &c.*

ter sa mémoire. L'obscurité de son origine ajoute encore un nouveau lustre à l'innocence, à la noblesse, à la dignité de son courage. Son zèle pour le rétablissement du souverain légitime, son amour pour sa patrie, enflammerent son imagination. Elle se crut réellement inspirée. Les effets seuls distinguent le fanatisme de l'enthousiasme vertueux. Jeanne d'Arc, née Françoise, fut le premier mobile du salut de la France : elle mourut à l'âge de dix-neuf ans.

AN. 1431.

L'irrégularité des procédures, l'injustice manifeste de la condamnation, alarmerent les juges. Ils se voyoient, depuis l'exécution de la pucele, exposés à la haine du peuple, au mépris même des Anglois. On les montrait dans les rues : on les évitoit comme des objets d'exécration. Pierre Cauchon crut se mettre à couvert des reproches, en obtenant du roi d'Angleterre des lettres de garantie contre le saint siège & le concile. On expédia dans le même temps au nom du jeune monarque, un écrit circulaire, contenant un récit abrégé de la prise, du jugement & du supplice de Jeanne. Cete espèce de manifeste étoit adressé à l'empereur, au pape & à toutes les puissances de l'Europe : le ministère Anglois rendoit compte de ce qui s'étoit passé comme de l'événement le plus important. On fit une procession générale en action de grâces à saint Martin-des-Champs de Paris. Un jacobin inquisiteur de la foi, prononça une déclamation contre Jeanne : il dit entre autres *que frere Richard le cordelier l'avoit gouvernée, & lui avoit baillé trois fois le jour de Noël le corps de notre Seigneur.* Ce moine ignorant & fanatique s'attacha principalement à démontrer que *tout ce qu'elle avoit fait, c'étoit œuvres du diable & non de Dieu.* Vingt-cinq ans après, Robert Cibole, théologien & chancelier de l'université, entreprit l'apologie de la pucele.

Actes du procès MSS. Monstrelet.

Journal de Paris.

Pasquier, liv. 6, chap. 5.

Ce fut dans ce même temps que Charles VII fit revoir le procès & réhabiliter la mémoire d'une guèriere, dont la gloire n'avoit pas certainement besoin de cete réparation. Le souverain pontife Calixte III, autorisa par ses bulles les commissaires chargés de la révision du jugement. Les chefs de la commission étoient l'archevêque de Reims & les évêques de Paris & de Coutances. Les informations furent faites à la

AN. 1431.

requête de Jean & de Pierre d'Arc, freres de Jeanne. On conserve encore les dépositions de cent douze témoins, toutes avantageuses à l'honneur de cete héroïne. A la tête de ces témoins de tous les ordres, tant de la noblesse que des magistrats & du clergé, on voit les noms du duc d'Alençon, prince du sang, du bâtard d'Orléans, pour lors comte de Dunois, de Gaucourt, grand-maitre de France, de Jacques de Chabanne, de Mailli, évêque d'Avranches, & de plusieurs autres prélats. Le cardinal d'Estouteville commença les premieres instructions. Par sentence définitive du 7 Juillet 1456, le premier jugement fut déclaré nul, abusif & manifestement injuste : on le lacéra publiquement, & Jeanne d'Arc fut reconnue innocente de tous les crimes qu'il lui avoient été imputés. En conséquence de cete sentence on fit deux processions solennelles, suivies de prédications en forme d'apologie. La premiere dans la place du cimetiere de S. Ouen, la seconde, dans celle du vieux marché de Rouen. On érigea une croix au lieu même où l'exécution avoit été faite. On y voit encore de nos jours la statue de cete fille célèbre. Cependant malgré la perfidie & l'iniquité avérées des premiers juges, on ne les poursuivit pas criminellement comme ils le méritoient : ils jouirent de l'impunité jusqu'à la fin de ce regne & pendant les premieres années du suivant. Louis XI, fils & successeur de Charles, soit par un sentiment de justice, soit pour acuser tacitement la conduite de son pere, ordonna qu'on reprendroit le cours des procédures. Presque tous ceux qui avoient condané la pucele aux flammes étoient morts, & la plupart misérablement. Deux vivoient encore : ils furent arêtés & punis du même suplice.

Si le duc de Bedford avoit cru que l'exécution publique de la pucele rétablirait les affaires du roi son neveu, & ranimerait le courage de sa nation ; le peu de fruit qu'il recueillit de cet acte barbare, ne tarda pas à le détromper. La premiere impulsion une fois donnée, toutes les tentatives qu'il employoit accéléroient le mouvement, loin de l'arrêter. Les François couroient d'eux-mêmes au-devant de la révolution que Jeanne avoit préparée. Rebutés depuis long-temps de la dureté du joug étranger, ils regrétoient la domination mo-

dérée de leurs souverains légitimes. Tout annonçoit cete disposition. Nous avons vu avec quel empressement la plupart des villes rentroient sous l'obéissance du roi : il s'étoit en un jour rendu maître de Compiègne, que les Anglois & les Bourguignons avoient été forcés d'abandonner après six mois d'un siege inutile. Il en étoit de même des autres expéditions. Lorsque les royalistes se présentoient devant une ville occupée par les ennemis, ils n'avoient presque jamais que la garnison à combattre : ceux-ci au contraire ataquoient-ils une de nos places, on voyoit la valeur & le zele des citoyens disputer aux gens de guerre l'honneur de la défense. La nature de cet ouvrage, destiné principalement à faire connoître le génie & le caractère de notre nation, rend cete observation indispensable. Elle sert à prouver que la force effenciele de ce royaume réside moins dans sa position, dans son étendue, dans ses limites, que dans les cœurs de ses habitants. Il est étonnant après l'heureuse expérience que Charles avoit faite l'année précédente de l'affection des peuples, qu'il se montrât si peu jaloux d'y répondre par son activité. Jamais monarque affermi sur le trône, dans l'ivresse d'une longue prospérité, n'avoit paru plus tranquille & plus indifférent. C'est en partie à cete inaction qu'on doit attribuer la lenteur de ses progrès qu'il n'auroit tenu qu'à lui de rendre plus rapides.

On se flatoit toujours de fléchir le duc de Bourgogne, lorsqu'un nouveau sujet de querele vint encore éloigner l'espoir de cete réconciliation. Louis, cardinal, duc de Bar, marquis de Pont-à-Mousson, évêque de Verdun, avoit institué son héritier René d'Anjou, son ariere-neveu, frere puîné de Louis III, roi de Sicile. Le cardinal voulut mettre le comble à ses bienfaits par le mariage de René avec Isabele, troisieme fille de Charles, duc de Lorraine. Les deux aînées avoient, à ce que l'on assure, renoncé à la succession de leur pere. Cete alliance paroissoit désigner le prince Angevin pour successeur de Charles, qui n'avoit point d'enfants mâles. Le cardinal & le duc étant morts à peu de distance l'un de l'autre, René, reconnu duc de Bar & marquis de Pont-à-Mousson, prit en même-temps possession de la Lorraine, malgré les prétentions d'Antoine, comte de Vaudemont, fils de Feri, frere

AN. 1431.

Diférend
entre René
d'Anjou & le
comte de Vau-
demont, pour
le duché de
Lorraine.

Monstrelet.
Annales de
France.

Histoire de
la maison de
Lorraine.

Rap. Thoyr.

AN. 1431.

du duc Charles, & par conséquent cousin germain d'Isabele. Le comte apuyoit la validité de ses droits sur ce que la Lorraine étoit un fief masculin. René soutenoit le contraire. On est toujours surpris de trouver dans ces temps-là l'ordre des successions de la plupart des principautés de l'Europe sujet à tant d'incertitudes & de contradictions. En voyant les droits d'hérédité si mal éclaircis, on eût dit que ces puissances ne faisoient que de naître. Le plus funeste inconvénient qui résultoit de ces contestations, c'est que les peuples en étoient toujours les malheureuses victimes.

Le roi de France embrasse le parti de René, le duc de Bourgogne celui du comte de Vaudemont.
Ibid.

On prit les armes de part & d'autre. Après quelques hostilités, on convint de s'en rapporter au jugement de l'empereur & du concile, qui pour lors étoit assemblé à Bâle. La décision fut favorable à René. Le comte de Vaudemont refusa de s'y soumettre, & s'adressa au duc de Bourgogne pour défendre la justice de sa cause, tandis que de son côté le duc de Bar avoit recours à la protection du roi de France son beau-frere. Barbazan, lieutenant-général dans les provinces de Champagne & de Brie, reçut l'ordre de joindre ses troupes à celles de René. Ils entrèrent à main armée dans le comté de Vaudemont, qu'ils ravagerent, & vinrent ensuite former le siège de la capitale. Cependant le duc de Bourgogne envoya le maréchal de Toulangeon au secours de son alié. Ce général rassembla pour son expédition tout ce qu'il put trouver de gens intrépides, de ces aventuriers acoutumés à vivre de pillage, dont la France étoit alors infestée. Monstrelet nous représente ces soldats de fortune comme *de pauvres compagnons, mais roides, vigoureux, & qui ne cherchoient que leur avantage, tant sur leur propre pays qu'ailleurs.* Leurs capitaines étoient le bâtard de Humieres, le bâtard de Fosseuse, le bâtard de Brimeu, le bâtard de Neuville, & un bandit nommé *Robinet Huche-Chien*. Le maréchal scut les attirer par l'apât des récompenses & du butin. Il traversa la Champagne avec ce corps redoutable, qui laissoit sur tous les lieux de son passage des traces de désolation. Ayant été joint par les troupes de Bourgogne, il entra dans le Barois, où le comte de Vaudemont l'atendoit.

Idem, ibid.

Le premier éfort de la guerre tomba sur les habitants. La flamme

flamme & le fer dévasterent la province, avant qu'on songeât à combattre. Cependant cete armée, composée en partie de compagnies disciplinées & de brigands, ne pouvoit subsister long-temps dans le même lieu sans se dissiper. Elle n'étoit éloignée que de sept lieues de celle du duc de Bar; mais elle se trouvoit arêtée par la difficulté des chemins entrecoupés de bois & de marécages. René, pour triompher, n'avoit qu'à poursuivre le siege de Vaudemont, les ennemis se feroient dispersés d'eux-mêmes. La place qu'il tenoit investie depuis trois mois, réduite aux dernières extrémités, n'atendoit que cete dispersion pour se rendre: tel étoit l'avis du sage Barbazan. Le prince emporté par l'ardeur de la jeunesse, & ne consultant que son courage, dédaigna ce conseil salutaire. Rempli de confiance & mesurant ses forces sur le nombre de ses soldats, supérieur à celui de ses adversaires, il étoit impatient d'en venir aux mains. Il sembloit craindre qu'un plus long délai ne lui arachât une victoire aussi glorieuse qu'assurée. Il laissa seulement quelques corps à la garde des postes du siege, & se mit en marche pour aler présenter la bataille à son rival.

AN. 1431.

Toulangeon avoit déjà donné ses ordres pour le décampement, lorsqu'on lui vint annoncer que le duc de Bar s'approchoit à la tête de toutes ses troupes. Une nouvele si avantageuse lui parut d'abord incroyable; il n'y ajouta foi que lorsque le raport des détachements qu'il envoya pour reconnoître l'ennemi, la lui eût confirmée. Il ne songea plus qu'à se préparer au combat. Tous les hommes d'armes mirent pied à terre. Il plaça les chevaux à l'arrière-garde, ainsi que les bagages & tous les chariots dont il fit un retranchement. Le front de bataille formé par les archers, couverts de leurs piquets, étoit fortifié de plusieurs pieces de canon, placées sur les ailes & au centre. C'est ici, pour la première fois, qu'on voit faire usage de l'artillerie dans une bataille: du moins c'est ici que les historiens contemporains commencent à s'exprimer d'une manière précise sur ce sujet.

Disposition
des troupes.
Idem.

Le maréchal de Bourgogne ayant réglé ses dispositions, attendit tranquillement qu'on le vînt attaquer. Le comte de Vaudemont cependant parcouroit les rangs, exhortant ses

Bataille de
Bullegne-
ville. René
vaincu & pri-
sonnier.
Ibid.

Tome VIII.

F

AN. 1431.

soldats à faire leur devoir, rapelant aux Bourguignons l'attachement qu'il avoit toujours témoigné à la maison de leurs princes, *assurant les uns & les autres, sur la donation de son ame, que sa querelle étoit bonne & juste.* Le lieu où les deux armées se trouverent en présence l'une de l'autre, n'est pas clairement designé dans les anciennes chroniques. Nos historiens modernes s'accordent à le nommer Bullegne - Ville : Monstrelet l'apele *Villeman*. Ce qu'il y a de certain, c'est que le terrain où l'action se passa est situé à l'extrémité du Barois, aux environs de Neuf-Châtel, près des rives de la Meuse. Barbazan, que l'ordre de bataille de Toulangeon inquiétoit, employa des efforts inutiles pour modérer l'impétuosité du duc de Bar, qui voyant les ennemis immobiles, s'avança dans la résolution d'engager le combat. A peine fut-il à la portée du trait, que les premiers rangs Bourguignons, qui masquoient les bateries, s'ouvrirent tout-à-coup. A l'instant même un feu terrible foudroya les Barois. Cete manœuvre, inusitée jusqu'alors, tant de fois renouvelée depuis, & presque toujours avec succès, produisit tout l'effet qu'on en devoit attendre. L'action fut décidée en moins d'un quart d'heure. Dès la premiere décharge les troupes de Bar & de Lorraine, soldats peu aguerris, qui composoient la plus nombreuse partie de l'armée du duc, se mirent en désordre. L'effroi en un instant fut général. Les uns se jetoient à terre, tandis que les autres prenoient la fuite. Les Bourguignons les poursuivirent l'épée dans les reins : ils en firent un carnage horrible. Le duc de Bar blessé au visage fut fait prisonnier, ainsi que l'évêque de Metz, & une multitude de seigneurs Lorains & Alemands, qui ne vouloient pas l'abandonner. Il perdit près de trois mille hommes à cete bataille, ou pour mieux dire, dans cete déroute, qui ne coûta pas quarante hommes au vainqueur. Mais la perte la plus considérable pour la France dans cete journée fut celle du brave Barbazan, qui pris & percé de plusieurs coups, mourut quelque temps après de ses blessures. Cete mort priva le roi d'un général, qui joignoit à une expérience consommée, une valeur & une fidélité peu communes. Il fut inhumé à Saint-Denis, où l'on peut voir encore son tombeau décoré d'une épitaphe

honorable , & de sa représentation exécutée en bronze.

Le duc de Bar fut conduit à Dijon où le duc de Bourgogne eut soin d'adoucir l'ennui de sa prison , par tous les égards dûs à sa naissance , à son courage , à son malheur. Cete victoire au surplus affoupit la contestation au sujet du duché de Lorraine. Après plusieurs années de captivité , René paya une rançon de deux cent mille écus ; & le mariage d'Yoland d'Anjou , l'aînée de ses filles , avec le prince Ferri , fils du comte de Vaudemont , fut le sceau de la transaction qui régla les prétentions respectives des deux maisons.

La journée de Bullegne-Ville fut suivie de la levée du siege de Vaudemont. Les troupes que le duc de Bar avoit laissées devant cete place , aux premieres nouvelles de la déroute , se retirerent précipitamment , abandonnant leurs bagages & leur artillerie. La garnison fit en même temps une sortie générale , qui acheva de mettre le désordre. La plus grande partie des Barois fut taillée en pieces. Cependant Luxembourg étoit entré dans la Champagne à la tête d'un corps de mille hommes d'armes. Clamegi , capitaine Anglois , & le jeune Warwick (on l'apeloit alors *l'Enfant de Warwick*) vinrent se joindre à lui. La province fut ravagée. Le pillage , la dévastation , le meurtre , l'incendie , tels étoient ordinairement le principe , l'objet & le résultat de ces courses. Luxembourg , hors d'état de former une entreprise considérable , borna son expédition à la prise de quelques places peu importantes. Le détail de ces diverses opérations , qui ne servoient qu'à chasser des troupes de bandits des asyles où ils s'étoient cantonnés , pour y substituer de nouveaux brigands , ne mérite pas d'ocuper l'attention du lecteur. Voici l'unique circonstance digne d'être rapportée , en ce qu'elle tient aux mœurs. Le commandant d'une forteresse , nommé *Guerron* , après quelques jours de siege , se trouvant absolument incapable de résister , offrit de se rendre ; & sur le refus des assiégeants de le recevoir à composition , il fut enfin obligé de subir les conditions qu'on lui voulut imposer. La capitulation portoit que le quatrieme & le sixieme hommes des troupes qui avoient défendu la place demeureroient à la discrétion du vainqueur. Les conventions de cete nature étoient alors.

AN. 1431.

Idem, ibid.

Hostilités en
Champagne.
Ibid.

AN. 1431.

Nouveau supplément à l'Essai sur l'Hist. univers. par M. de V. pag. 121.

fort en usage, & leur exécution étoit de rigueur. La garnison désarmée passa en revue. On choisit le nombre prescrit des victimes. Luxembourg les envoya au suplice, & ce fut un de ces malheureux qui servit de boureau. Ce seul trait, parmi une infinité d'autres de même espece, peint les guerriers de ce siecle. Ces atrocités peu conformes au caractère de notre nation, ont paru si dénuées de vraisemblance à quelques-uns de nos modernes, qu'ils ont refusé d'y ajouter foi. Fondé sur cete opinion que les hommes ne sont point assez dépravés pour être barbares de sang froid, M. de Voltaire, dans son Essai sur l'Histoire générale*, n'a pas fait difficulté d'affirmer qu'Eustache & les cinq autres bourgeois de Calais qui se livrerent à la discrétion d'Edouard III, n'étoient pas réellement destinés au suplice. Il est fâcheux pour l'honneur de l'humanité qu'une multitude d'exemples démente le sentiment de ce célèbre écrivain, qui dans cete occasion a cru devoir se contenter de consulter la générosité de son ame, au-lieu de faire d'exactes recherches. La premiere obligation d'un historien est de représenter les hommes

* Si les ouvrages de M. de Voltaire étoient moins connus, on ne s'attacheroit point à combattre ici son opinion; mais sa réputation nous met dans l'indispensable nécessité de relever une erreur qu'une pareille autorité n'est que trop capable d'acréditer. Nos historiens, dit-il, s'extasient sur la générosité, sur la grandeur d'ame des six habitants de Calais qui se dévouerent à la mort; mais au fond ils devoient bien se douter que si Edouard III vouloit qu'ils eussent la corde au cou, ce n'étoit pas pour la faire serrer. Il suffira d'oposer à cete affirmation, destituée de toute espece de preuve, le témoignage de Froissard, auteur contemporain, qui vivoit familièrement à la cour d'Edouard, qui fait perpétuellement l'éloge de ce prince. Il assure positivement que le monarque Anglois avoit intention de faire mourir Eustache & ses cinq compagnons; qu'il refusa leur grace aux sollicitations des seigneurs de sa cour, aux instances réitérées du prince de Galles son fils; qu'il ordonna même en leur présence qu'on fit venir le boureau, & qu'il ne céda qu'aux prières & aux larmes de la reine. Tous les faits historiques peuvent être révoqués en doute, si l'on conteste celui-ci. Dans ces siècles barbares il arivoit rarement qu'on épargnât ceux qui, par une capitulation forcée, étoient désignés pour être livrés à la volonté du vainqueur. On a dû remarquer dans le cours de cete histoire plus d'un exemple de semblables cruautés. Eustache de Calais & les cinq autres victimes, en se rendant au camp du roi d'Angleterre, croyoient marcher à la mort. C'est le plus sublime effort où puisse atteindre l'ame humaine échauffée par l'amour de la patrie. Ce sentiment est trop précieux pour ne pas chérir & recueillir avec soin tous les monuments de vertu qui peuvent contribuer à l'inspirer. N'envions point à notre nation un acte d'héroïsme en ce genre, que les traits les plus brillants de l'histoire Grecque ou Romaine n'effaceront jamais. *Vid. Froissard.*

tels qu'ils étoient, & non tels qu'ils auroient dû être.

Les Anglois pendant le reste de cete campagne, soit découragement des pertes précédentes, soit impuissance de les réparer, ne firent aucun mouvement qui mérite d'être remarqué, si ce n'est une seconde tentative sur Lagni, qu'entreprit Lile-Adam. Ce seigneur, à la recommandation du duc de Bourgogne, venoit d'être rétabli dans la dignité de maréchal de France. Foucaut qui commandoit dans la place, soutint l'affaut avec tant de valeur, que le maréchal, quoique secondé par le bâtard de Saint-Paul, fut obligé de se retirer après avoir perdu une partie de ses troupes. Si les ennemis se trouvoient en quelque sorte réduits à se tenir sur la défensive, l'inaction des Royalistes étoit à-peu-près égale à la leur. La guerre qui se continuoît toujours dans le Poitou entre le connétable & le seigneur de la Trémoille, afoiblissoit journellement le parti de Charles, en le privant non-seulement d'un de ses plus habiles généraux, mais encore des forces dont il dispoisoit. Les meilleures troupes du roi ne furent employées pendant presque tout le cours de cete année, qu'à soumettre plusieurs villes appartenantes au connétable. Il fut si sensible à la perte de ces places, entre autres à celle de Châtelailon, qu'il fit décapiter le gouverneur qui l'avoit rendue. Tous les gens bien intentionnés voyoient avec douleur un roi de France armé pour son favori, contre un prince, le premier officier de la couronne, dont le génie & la valeur auroient pu servir utilement l'Etat. Cete querelle, qu'on tenoit envain de terminer, étoit d'autant plus préjudiciable, qu'elle faisoit perdre toute espérance de regagner le duc de Bretagne. Le projet de cete réunion avoit été l'objet de plusieurs négociations infructueuses. Le duc & la Trémoille se virent à Chantocé. Le seul effet que produisit cete entrevue fut une permission accordée par le duc de Bretagne au seigneur de Laval de servir le roi avec un certain nombre de troupes destinées à couvrir le Maine & l'Anjou. Sans ces différends, il y a toute apparence qu'on seroit parvenu à détacher entièrement le duc de Bretagne de l'alliance des Anglois qu'il n'aimoit pas, & qui d'ailleurs ne lui fournissoient que trop fréquemment des sujets de rupture. La garnison Angloise

AN. 1431.
Entreprise
sur Lagni par
le maréchal de
Lile-Adam.
Monstrelet.

AN. 1431.

d'Avranches venoit encore récemment de commettre des hostilités en Bretagne & de faire des courses jusqu'aux portes de Saint-Malo. Le duc de Bedford à qui l'on avoit porté des plaintes de cete violence exercée au mépris de la foi d'un traité, soit affectation, soit négligence, ne paroissoit pas fort empressé d'apaiser le duc par une réparation convenable : ainsi de part & d'autre, la foiblesse, l'injustice, la jalousie, l'orgueil, produisoient des fautes qui éternisoient les malheurs du royaume. La cause générale toujours subordonnée aux passions de ceux qui auroient dû la servir, se trouvoit étouffée & presque anéantie sous la multiplicité des intérêts particuliers.

Entrée &
couronne-
ment de Henri
VI.

*Monstrelet.
Chron. de Fr.
Journal de
Charles VII.
Registres du
parlement.
Hist. de la
ville de Paris.*

Depuis dix-huit mois que le jeune Henri étoit en France, on avoit diféré sous divers prétextes son entrée dans la capitale, & la cérémonie de son couronnement qui devoit s'y célébrer. On trouve dans les registres du parlement que l'arivée de ce prince avoit été plusieurs fois annoncée. Les magistrats trompés par ces fausses promesses avoient réglé les préparatifs de sa réception, toujours retardée par de nouveaux délais *. Enfin il partit de Rouen vers la fin de Novembre, escorté d'environ trois mille hommes. Il arriva le premier jour du mois de Décembre à Saint-Denis. Le lendemain il s'avança jusqu'à la Chapelle où il reçut les complimens ordinaires en ces solennités, de la part des compagnies souveraines & des officiers municipaux. Il entra dans Paris acompagné des cardinaux de Wincester & d'Yorck, des ducs de Bedford & d'Yorck, des comtes de Warwick, de Salisbury, de Suffolk, d'Arondel, des évêques de Théroouanne, de Beauvais, de Noyon, de Paris & d'Evreux. Heureusement pour l'honneur de la Noblesse Françoisse, le seigneur le plus distingué de notre nation qui parut en cete occasion, fut le

* Comme le nombre des magistrats diminueoit journellement, il fut réglé que les avocats & procureurs qui auroient des chevaux se joindroient à eux pour augmenter le cortège. Le ministère avoit depuis long-temps cessé d'aquiter les charges de l'Etat. Les conseillers ne recevoient plus de gages, on négligeoit de subvenir aux dépenses les plus indispensables. Cete négligence, consignée dans les registres de la cour, étoit portée à cet excès, que le gréfier déclare ne pouvoir inférer la description des cérémonies observées à l'entrée du roi d'Angleterre, attendu le défaut de parchemin, & la splendeur de la justice éclipsée. *De cateris solemnitatibus primi adventus regis nihil aliud describitur, ob defectum pergameni & eclipsim justitiæ.* Reg. du parlement.



HENRI VI.

Roy d'Angleterre.

Mort à la Tour de Londres au Mois de May 1471.

bâtard de Saint-Paul. Comme on a pu voir dans les volumes précédents des descriptions à-peu-près pareilles de ces sortes de fêtes, on se contentera de rapporter les particularités les plus remarquables par leur singularité. On voyoit en tête de la marche ce malheureux berger Guillaume, soi-disant prophète, pris quelque temps auparavant à la suite de Xaintrailles. Cet insensé, dit le journaliste de Charles VII, *faisoit les gens idolâtrer, chevaucher de côté, & montrait par fois ses mains, pieds & côté tachés de sang comme saint François*. Cete imitation des stigmates du patriarche d'Assise a plusieurs fois été renouvelée, mais moins heureusement. Le crédit de semblables prodiges dépend du temps & des circonstances. Immédiatement après ce fanatique imbécile s'avançoient dix-huit personnes des deux sexes habillées à l'antique, représentant *les neuf preux* & les neuf preues leurs compagnes*. Ces guerriers de nos annales fabuleuses combattoient *chacun armé des armes à lui appartenant*. Les rues par lesquelles le monarque passa étoient tapissées. On avoit élevé d'espace en espace plusieurs échafauds sur lesquels on représenta divers mystères exécutés par des acteurs muets. Depuis quelque temps ces jeux pantomimes étoient en usage. On trouvoit ingénieuse l'invention de priver de la parole & de réduire à la

* L'étimologie de cete expression, d'où vient celle de *prouesse*, est assez incertaine, à-moins qu'on ne veuille la rapporter aux mots *procer* ou *primus*, dont on a fait celui de *preu*, encore usité de nos jours dans le langage populaire. On désignoit sous le nom de *Preux* ces anciens Paladins de la cour de Charlemagne, tant célébrés dans les fables de nos romanciers, que les Anglois imiterent en imaginant *les preux de la table ronde*, institués par leur prétendu roi *Artus*. L'origine de ces fictions se perd dans la nuit de nos temps héroïques. Les poètes les firent revivre pendant les premières Croisades. Ils attribuerent à ces guerriers les exploits les plus étonnans; ces aventures gigantesques suffisoient pour exciter la valeur d'une nation naturellement belliqueuse, ignorante & avide de tout ce qui portoit un caractère de merveilleux. On conservoit encore dans le seizième siècle la forme de l'habillement des héros de ces siècles reculés. François I, le prince le plus galant, le plus spirituel, le plus brave de son temps, se faisoit un plaisir de paroître quelquefois devant ses courtisans, habillé comme ces *preux* du premier âge, armé de toutes pièces, ayant des brodequins, une vaste mante en forme de draperie, & la barbe parsemée de boutons d'or, de paillettes & de poudre du même métal. Lorsque le duc de Lorraine vint, après la journée de Nanci, rendre les derniers devoirs à Charles le Téméraire, tué à cete bataille; il portoit, disent nos vieilles chroniques, *une grande barbe d'or venant jusqu'à la ceinture, en signification des anciens preux, & de la victoire qu'il avoit eue sur lui*. Vid. *Mém. sur l'ancienne chevalerie de M. de Sainte Palaye. Antiquités Gauloises. Fauchet. Chron. de S. Denis.*

AN. 1431.

simple expression de l'atitue , les personnages vivants ; tandis que dans les tableaux & les tapisseries on faisoit parler les figures , par le moyen des écriteaux qui sortoient de leurs bouches. Près de la porte de Paris , sur une longue estrade , paroissoit un enfant de l'âge du roi , revêtu d'habits royaux , ayant la tête ornée de deux couronnes. Il étoit entouré de *jeunes garçons* représentant les pairs de France & d'Angleterre , revêtus d'habits ornés des armes de ces seigneurs , relevées en broderies. Ils offrirent au monarque les deux écus de France & d'Angleterre. Le cortège s'arêta quelque temps au palais , où l'on montra au roi & à sa suite les reliques conservées dans le trésor de la Sainte-Chapele. Henri prit ensuite le chemin de l'hôtel des Tourneles * , préparé pour le recevoir. En aprochant de l'hôtel de Saint-Paul , qui n'étoit séparé de celui des Tourneles que par la rue Saint-Anroine , on lui fit remarquer la reine son aïeule , qu'il salua en abaissant *son chaperon*. La malheureuse Isabele ne put soutenir un spectacle qui lui rapeloit le souvenir de ses injustices. Elle rendit le salut , laissa échaper quelques larmes , & se détournant aussitôt , elle courut renfermer au fonds de son palais sa honte , ses crimes & peut-être ses remords. Le lendemain le jeune roi se rendit à Vincennes , où il demeura jusqu'au 17 du même mois , qu'il vint à l'église cathédrale recevoir l'onction royale des mains du cardinal de Winchester , malgré les protestations de l'évêque de Paris , qui prétendoit en cete qualité avoir droit de présider à cete cérémonie. Le cardinal lui mit une couronne sur la tête , il y en avoit une seconde placée à côté de lui sur un careau. On désignoit par ce double diadème les deux souverainetés réunies en sa per-

* L'hôtel des Tourneles , ainsi nommé à cause de plusieurs petites tours qui l'environnoient , étoit situé vis-à-vis l'hôtel de Saint Paul. Il embrassoit le terrain qu'occupent aujourd'hui la place royale , les Minimes , la rue de ce nom , ainsi que celles des Tourneles , du Foin , de Saint Gilles & du Parc Royal. Il avoit successivement appartenu aux ducs d'Orléans & de Berri. Le duc de Bedford s'étoit plu à l'embellir , & en avoit fait le palais le plus magnifique pour le temps , & le plus commode. Nos rois , depuis le rétablissement de Charles VII , en firent leur demeure , & le préférèrent à celui de Saint Paul. Henri II fut le dernier qui l'habita. On voit encore dans une maison de la rue du Haha , qui en faisoit partie , une salle qu'on prétend être un reste de celle où furent célébrées les noces d'Elisabeth & de Philippe II , & celles de la duchesse de Savoie. *Antiquités de Paris* , liv. 7.

sonne.

sonne. Le jour même de son sacre Henri dina publiquement sur la table de marbre dans la grande sale du palais. On avoit dressé dans le même lieu plusieurs tables tant pour les seigneurs que pour le peuple, où il régna une confusion horrible, par le peu d'ordre qu'on avoit apporté, soit pour régler les places, soit pour la distribution des services. Quatre jours après son sacre, le nouveau roi tint son lit de justice, où l'on fit lecture des anciennes ordonnances. On publia ensuite la formule d'un nouveau serment * que tous les assistants prêterent entre les mains du chancelier, Louis de Luxembourg. Le jeune monarque assura en Anglois qu'il maintiendrait & garderait le royaume. Le comte de Warwick dit alors que ceux qui voudroient rendre hommage y seroient admis, ce qui fut exécuté sur-le-champ par le comte de Stafford pour le comté du Perche, par le bâtard de Saint-Paul, & par plusieurs autres possesseurs des terres nouvellement confisquées sur les partisans du véritable souverain.

Le peuple s'étoit flaté de l'abolition des impôts, & de la délivrance des prisonniers; mais il eut tout lieu de regretter la générosité de ses princes, qui donnoient ordinairement dans ces circonstances d'éclat des marques de leur clémence & de leur libéralité. Loin de diminuer les subsides, on continua de les exiger avec plus de rigueur que jamais; on n'accorda aucune grace ni publique, ni particulière; & quelques jours après le couronnement, le duc de Bedford fit re-

* Vous jurez & promettez que à notre souverain seigneur Henri, par la grace de Dieu, roi de France & d'Angleterre ci-présent, vous obéirez diligemment & loyalement, & ferez ses loyaux officiers & vrais fugiez & de ses hoirs perpétuellement, comme vrai roi de France, & que jamais à nul autre pour roi de France ni obéirez ou favoriserez. *Item*, que vous ne ferez en aide, conseil, ou consentement, que nostredict souverain seigneur ni ses hoirs, rois de France & d'Angleterre, perdent la vie ou membre, ou soient pris de mauvaise prise, ou qu'ils souffrent dommage ou diminution en leurs personnes, de leurs estats, seigneuries ou biens quelconques; mais se vous sçaviez ou cognoissiez aucune chose estre faite, pourpensée ou machinée, qui leur puißt porter dommage ou préjudice, ou à leurs adversaires prouffit, aide, ou confort ou faveur, comment que ce soit, vous l'empêcherez en tant que vous pourrez & sçaurez, & par vous-même, par messages ou lettres le ferez sçavoir auxdits Rois, ou à leurs principaux officiers, ou autres leurs gens ou bienveillants auxquels pourrez avoir accès, tout le plustot qu'il vous sera possible, sans dissimulation aucune; & entendrez & vous employerez de tous vos pouvoirs à la garde, tuition & défense de sa bonne ville de Paris. *Regist. du parlement, sub anno 1431.*

AN. 1431.

Entreprife
fur Rouen
avortée.
Monstrelet.

prendre au roi son neveu le chemin de Rouen, d'où bientôt il repassa en Angleterre.

Après tant d'avantages remportés par le roi, peu s'en falut qu'un événement encore plus heureux ne couronnât les succès de cete année, & peut-être ne terminât la guerre, en réparant toutes les pertes que la France avoit essuyées dans ses longs démêlés avec l'Angleterre, depuis le malheureux regne de Philippe de Valois. Le maréchal de Bouffac avoit formé une entreprise sur Rouen, dont la réussite paroïssoit infallible, & l'auroit effectivement été sans le défaut de subordination, que le malheur des temps entretenoit parmi les gens de guerre. Un de ces aventuriers, qui servoient indifféremment les deux partis, avoit promis de lui livrer une des portes du château. Le jour fut pris pour l'exécution de ce projet. Le maréchal, accompagné des seigneurs de Fontaines, de Fouquet & de Mouhi, partit de Beauvais, à la tête d'un corps de troupes, & vint se mettre en embuscade dans un petit bois à une lieue de Rouen. Ricarville, gentilhomme Normand, suivi d'un détachement de six vingts hommes, s'avança jusque sous les murs de la citadele. Au signal convenu, *Pierre Audebeuf, Béarnois*, c'étoit le nom de cet aventurier, l'introduisit avec tous ses gens. Les François font à l'instant main-basse sur les Anglois. Le comte d'Aron del surpris de cete attaque imprévue se sauve à peine : la plupart de ses soldats sont taillés en pieces. Ricarville ayant emporté la principale tour, fait pointer l'artillerie qu'il y trouve. Jamais projet n'avoit été suivi d'une exécution plus prompte & plus heureuse. Les François maîtres de la citadele n'auroient pas eu de peine à s'emparer de la ville, étant appuyés par la faveur des habitants : le roi d'Angleterre, qui s'y trouvoit pour lors, ne pouvoit éviter d'être pris.

Ricarville monte à cheval sur-le-champ & court donner avis au maréchal de ce qui venoit de se passer. Tout dépendoit de la célérité. Mais les troupes de Bouffac, composées de brigands rassemblés à la hâte, refuserent absolument de marcher, avant que d'avoir réglé le partage du butin. Jamais il ne fut possible de les acorder. On employa vainement les plus instantes prières ; les soldats reprirent d'eux-mêmes le

chemin de Beauvais, & leurs chefs furent obligés de les suivre. Cependant les François ne voyant point ariver le renfort qu'ils atendoient, jugerent bien qu'ils étoient abandonnés : ils ne songerent plus qu'à vendre chèrement leurs vies. Ils défendirent la tour pendant quinze jours, & ne se rendirent que lorsque les munitions leur manquerent. Cent cinquante furent envoyés au suplice, & le Béarnois fut écartelé.

AN. 1431.

Dans le même temps un parti de François passa la Somme près de Péquigni, entra dans le Ponthieu, surprit par escalade la forteresse de Dommart. Jacques de Craon, qui en étoit seigneur, fut fait prisonnier avec son épouse. Dans le Vermandois les habitants de Chauni-sur-Oise se rendirent maîtres du château qui commandoit leur ville, & le rasèrent jusqu'aux fondements. D'un autre côté, Kiriél, capitaine Anglois, s'empara par surprise du château de Clermont en Beauvaisis. Le duc de Bourgogne, qui avoit confié le gouvernement de cete forteresse au seigneur de Crevecœur, se plaignit au duc de Bedford de cete violence. Le régent auroit bien voulu donner sur-le-champ satisfaction au duc; mais Kiriél refusa, sous divers prétextes, d'évacuer la citadelle, & ne la rendit qu'après s'en être servi long-temps de place d'armes, d'où il désoloit les environs à plus de vingt lieues à la ronde. Le même esprit de rapine, de cruauté, de brigandage & d'indépendance régnoit également parmi les gens de guerre Royalistes, Anglois ou Bourguignons.

Diverses
hostilités.
Ibid.

Vers la fin de cete année un nouveau motif d'inimitié vint encore aigrir la mésintelligence qui régnoit depuis si long-temps entre le connétable de Richemont & le seigneur de la Trémoille. Le duc d'Alençon réclamoit quelques sommes qui lui étoient dues du prix des terres qu'il avoit vendues au duc de Bretagne. Après en avoir inutilement sollicité le paiement, il enleva le chancelier de Bretagne : le duc irrité de cet affront mit sur pied une puissante armée, composée de Bretons & d'Anglois. Il vint assiéger Pouencé. Le duc d'Alençon eut recours au roi, & obtint du secours par la faveur de la Trémoille. Le connétable prit le parti de son frere, & vint presser les atakes de la place, où la duchesse

Diférend entre les ducs de Bretagne & d'Alençon, apaisé par le connétable.
Histoire de Bretagne.
Monstrelet,
&c.

AN. 1431.

d'Alençon étoit renfermée avec sa famille. Richemont cependant faisant réflexion que cete guerre aloit faire triompher les ennemis en les unissant d'intérêt avec le duc de Bretagne, se porta pour médiateur entre son frere & le duc d'Alençon. Les efforts inutiles que ce prince avoit tentés pour faire lever le siege de Pouencé, l'engagerent à profiter de cet honête expédient de terminer une querelle entreprise légèrement.

Siege de S.
Célérin. Dé-
faire des An-
glois.
Ibid.

Il est triste de n'avoir à présenter aux lecteurs que le récit monotone & rebutant d'hostilités multipliées presque à l'infini. L'œil s'égare à tous moments dans ce tableau confus de carnage & de destruction. Dans nos champs cultivés, où l'on ne respire que la paix & l'abondance, on cherche aujourd'hui vainement la place qu'occupoient alors quantité de forteresses, qui dans ces malheureux siècles coûtèrent la vie à plusieurs milliers d'hommes. Saint Célérin, petite place située à trois ou quatre lieues d'Alençon, que le duc avoit fait fortifier pour tenir en bride les Anglois, maîtres de cete capitale de ses domaines, soutint par la valeur d'Ambroise de Lore trois sieges consécutifs dans l'espace de moins de dix-huit mois. Les Anglois qui vouloient absolument s'en rendre maîtres, firent un dernier effort : ils étoient conduits par Wilbi, Salisbury & Mathago *. Leurs troupes étoient nombreuses : ils avoient une artillerie formidable. La garnison se défendit pendant plusieurs mois. De Lore rassembla quelques compagnies dans l'Anjou, dont il forma un corps de huit cents hommes. Les seigneurs de Breuil & de Beauveau le joignirent. Ils passerent la Sarthe à Beaumont. Les Anglois détacherent au-devant d'eux trois mille hommes sous les ordres de Mathago & de Salisbury. Il se livra un sanglant combat dans un village éloigné d'une demi-lieue de Beaumont. La victoire fut indécise pendant presque tout le jour. Les François eurent d'abord du désavantage : ils revinrent à la charge avec une nouvele ardeur. On fit de part & d'autre des prodiges de valeur : mais enfin les ennemis, quoique supérieurs en nombre, s'ébranlerent & prirent la fuite, après avoir laissé six cents des leurs étendus sur le champ de bataille, outre une infinité de prisonniers, parmi

* Mathieu
Ibid.

lesquels étoit le capitaine Mathago. Ambroise de Lore fut blessé dangereusement ; il avoit été fait prisonnier dans le fort de l'action ; les troupes dont il étoit fort aimé le dégagèrent. Le lendemain les Anglois, sur le bruit de l'approche des François, leverent le siege de Saint Célérin, abandonnant leur artillerie & leurs munitions. La garnison sortit en même temps & poursuivit leur ariere-garde jusqu'aux portes d'Alençon, où ils se renfermerent.

AN. 1431.

La réduction de Chartres au pouvoir du roi signala le commencement de cete année. Cete ville avoit toujours été occupée par les Bourguignons ou par les Anglois, depuis l'année 1417, que le duc de Bourgogne s'en étoit rendu maître. Le bâtard d'Orléans forma le projet de la surprendre par le moyen de deux habitants qu'il avoit faits prisonniers, & qui promirent de la lui livrer. Un dominicain, nommé *frere Jean Sarrazin*, entra dans le complot. Le 20 Avril, jour de pâques, fut choisi pour l'exécution. Le religieux, prédicateur renommé, avoit publié qu'il prononceroit ce jour-là un sermon dont les auditeurs seroient édifiés, & *qui moult profiteroit pour le sauvement de leurs ames*. Il donna pour l'entendre rendez-vous à l'une des extrémités de la ville, opposée à la porte qu'on devoit ataquier. Cependant le bâtard d'Orléans, Gaucourt, d'Estouteville, d'Illiers, la Hire & Felins, à la tête de quatre mille hommes, s'étoient aprochés à la faveur des ténèbres jusqu'à un quart de lieue de Chartres, où ils s'arêterent, attendant le moment de l'exécution. Les deux habitants qui dirigeoient l'entreprise se présenterent dès la pointe du jour à la porte de Blois : ils acompagnoient plusieurs charettes chargées de vins, conduites par des soldats, dont les armes étoient cachées sous leurs casques. Tandis qu'ils amuserent les gardes par des propos indifférents & par le présent de quelques *Alofes*, les charetiers déguisés fondent sur eux l'épée à la main, massacrent les portiers, se saisissent de la porte & des barrières. Dans le même temps d'Illiers, qui s'étoit avancé jusque sous le rempart avec un détachement de cent vingt hommes, entre dans la ville : il est à l'instant suivi d'un second corps de trois cents combattants. Ils marchent enseignes déployées jusqu'à la cathédrale, en

AN. 1432.

Réduction
de la ville de
Chartres.

Monstrelet.

Chron. de

France. Alain

Chartier.

Histoire de
Charles VII.

AN. 1432.

faisant retentir les cris de *la paix, la paix, vive le roi !* Le bâtard d'Orléans, la Hire & les autres chefs arrivent avec le reste des troupes. L'alarme se répand, & parvient jusqu'à cet endroit de la ville où frere Jean prêchoit. Le peuple épouvanté déserte l'auditoire. Les uns courent à leurs maisons, les autres se rassemblent près de l'évêque, zélé partisan des Anglois & des Bourguignons. Ce prélat marche à leur tête : il rencontre les François dans le marché, il les attaque & meurt percé de coups. Il se nommoit Jean de Festigni. Environ quatre-vingts bourgeois subissent le même sort. On fait six cents prisonniers, du nombre desquels étoit le commandant Anglois. Le reste de la garnison fuit par une autre porte. La ville est prise & livrée au pillage. Les soldats se dispersent dans les différents quartiers, & s'abandonnent à tous les excès que leur suggerent l'avarice, la débauche & la cruauté. Les citoyens riches évitèrent la mort en payant de fortes rançons. Le lendemain on exécuta tout ce qu'on put trouver d'Anglois, de Bourguignons ou de leurs partisans. On eut soin de laisser dans la ville une nombreuse garnison, dont quelques jours après le roi donna le commandement au bâtard d'Orléans.

Négocia-
tions. Treve
rompue.
Ibid.

L'arrivée du cardinal de Sainte-Croix, chargé par le pape Eugene IV de ménager la réconciliation des princes, fit concevoir au peuple l'espérance de voir enfin terminer une guerre si longue & si funeste. Il se tint plusieurs conférences auxquelles assisterent les députés Anglois, Bourguignons & Royalistes. Les Anglois proposerent des conditions si dures, qu'on ne se flata pas long-temps de pouvoir traiter avec eux. Il n'en fut pas de même du duc de Bourgogne : ses ministres & ceux du roi conclurent une treve pour six ans. Charles & Philippe ratifierent le traité par des lettres-patentes revêtues de leurs sceaux. A peine la nouvele de cet acommodement si désiré se fut-elle répandue, qu'on en remarqua les plus sensibles effets. On vit aussi-tôt le commerce se rétablir entre les habitants des frontieres que les armes aloient déformais respecter. Les cultivateurs acouroient labourer ces champs si long-temps abreuvés de sang. La terre fertilisée par leurs mains laborieuses se préparoit à les récompenser,

en leur prodiguant les trésors de la nature : mais bientôt le renouvellement des hostilités vint faire avorter de si belles espérances. Ces compagnies de scélérats, qui n'avoient d'autre intérêt que de perpétuer la guerre, leur unique élément, ne se servirent de l'armistice que pour exercer leurs brigandages avec plus d'impunité. Les uns, sous l'enseigne Francoise, ataquoient les Bourguignons ; les autres arboroiént la croix de Bourgogne pour surprendre les Royalistes avec plus d'avantage. Il ne fut au pouvoir, ni du roi, ni du duc de Bourgogne, d'arrêter ces désordres. Obligés, malgré leur intention, de rompre la trêve qui ne dura pas trois mois, il fallut reprendre les armes, & recommencer des hostilités que le malheur des temps rendoit inévitables. Les auteurs contemporains rapportent qu'on ne reconnoissoit plus dans le royaume *ni raison ni justice*. La France entière étoit livrée à la barbare avidité des gens de guerre ; rien ne pouvoit assouvir leur avarice ; & les peuples n'avoient autre recours, sinon de crier misérablement vengeance à Dieu.

AN. 1432.

Cependant le duc de Bedford voyoit avec dépit la fortune de Charles prendre chaque jour un nouvel ascendant. Aronde, Warwick, Lile-Adam & le bâtard de Saint Paul, venoient de former une quatrième tentative sur Lagni. Après avoir rompu le pont, & détruit le boulevard qui défendoit la ville de l'autre côté de la Marne, ils livrèrent plusieurs assauts, où ils furent repoussés avec une si grande perte, que leurs soldats découragés déserterent en foule & les obligèrent de se retirer. Cet affront essuyé par les meilleurs généraux que les Anglois eussent alors, fut pour le régent un motif de plus d'émulation & de ressentiment. Il fit un amas prodigieux de machines, & vint avec six mille combatants investir Lagni, résolu de ne pas lever le siège qu'il ne s'en fût rendu maître. Ambroise de Lore, commandant, Foucaut & un capitaine Ecoissois, nommé Quennedi, défendoient la ville avec une garnison de huit cents hommes. L'artillerie foudroya la place. On livra plusieurs assauts que les assiégés repoussèrent toujours avec autant de bonheur que de courage. L'espoir d'un prochain secours redoubloit leur zèle. La place toutefois n'auroit pu éviter de se rendre ; un siège de cinq

Siege de
Lagni.
Ibid.

AN. 1432.

mois l'avoit réduite aux dernières extrémités, lorsque les marchaux de Bouffac & de Rais, le bâtard d'Orléans, Gaucourt, Xaintrailles & Villandras, rassemblèrent dans l'Orléanois huit cents hommes, avec lesquels ils passèrent la Seine à Melun, ariverent devant Lagni, forcerent un des quartiers des ennemis, firent entrer un convoi dans la ville sous la conduite de Gaucourt. Les François, après cete heureuse expédition, traversèrent la Marne & entrèrent dans l'Île de France. Le duc de Bedford appréhendant qu'ils ne s'emparassent de quelques-unes de ses places, & peut-être même de Paris, dont l'attachement des habitants lui étoit devenu suspect, se hâta de décamper. Il le fit si précipitamment que l'armée laissa une partie de ses bagages, quantité de munitions, & toute la grosse artillerie, qui consistoit *en canons & bombardes*. Ces dernières pieces étoient d'une grandeur prodigieuse. Les historiens rapportent qu'une de ces bombardes rompit d'un seul coup l'arche du pont de Lagni. Il n'y auroit pas eu alors de fortifications à l'épreuve de ces machines énormes, si ceux qui les servoient avoient sçu en diriger l'effet, & calculer avec plus de précision les divers degrés de force & d'activité de la poudre. Les François repassèrent la Marne, lorsqu'ils furent informés que le duc de Bedford avoit levé le siege & repris le chemin de la capitale.

Prise de
Montargis,
de Saint-Cé-
lérin & de
Louviers.
Combat de
Gerberoi.
Mort du com-
te d'Arondel.
Ibid.

Tandis que le duc de Bedford assiégeoit Lagni, les Anglois s'étoient emparés par surprise de Montargis. Gravelle & Guitri acoururent, reprirent la ville, ataquerent inutilement la citadele, où les ennemis avoient eu le temps de se fortifier. On acusa la Trémoille d'avoir négligé de faire partir un renfort de troupes qu'ils avoient fait demander au roi. On prétend que cete négligence fut l'origine de la disgrâce de ce seigneur, dont la faveur commençoit à diminuer. Vers le même temps, le comte d'Arondel vint assiéger Saint-Célérin, c'étoit pour la quatrième fois. Après trois mois il força la garnison de se rendre & fit raser la forteresse. La réduction de Louviers, arrivée à-peu-près dans le même temps, fut suivie de la prise de la Hire; mais il fut délivré presque aussi-tôt. Sur la fin de l'année il se joignit avec Xaintrailles.

trailles. Ces deux capitaines ayant rassemblé environ mille hommes se cantonnerent à Gerberoi, château abandonné dans le Beauvaisis. Le comte d'Arondel qui venoit de faire des courses dans le Maine & d'assiéger *Sillé-le-Guillaume*, s'avança dans le dessein de les investir. La Hire & Xaintrailles ne jugerent pas à propos de se laisser enfermer dans une place dont les fortifications n'étoient pas encore réparées. Ils sortirent à la tête de toutes leurs troupes, dans le moment que les ennemis, occupés à choisir leurs postes & à se loger, s'atendoient le moins à cete ataque imprévue. Il se livra un sanglant combat. Arondel, malgré la supériorité du nombre & son courage, fut vaincu, fait prisonnier, & mourut peu de jours après de ses blessures.

AN. 1432.

Une entreprise exécutée par Ambroise de Lore, avec autant de bravoure que de bonheur, fut sans contredit une des plus glorieuses expéditions de cete campagne. Il partit du Maine avec sept cents hommes, vint passer la petite riviere d'Orne à trois lieues au-dessus de Caen. On tenoit alors la foire de Saint-Michel devant l'abaye de Saint-Etienne, qui se trouve aujourd'hui renfermée dans le fauxbourg, nommé *le Bourglabé*. Cete foire atiroit un concours prodigieux. Les Anglois qui la gardoient furent en un moment tués ou faits prisonniers. Le pillage se fit avec un ordre qu'on n'observoit pas communément. Tandis qu'une partie des soldats se chargeoit du butin & emmenoit les prisonniers, de Lore avec cinquante lances & cent archers repoussoit la garnison Angloise qui étoit acourue au secours. Quelques hommes d'armes, en poursuivant les ennemis, entrèrent dans la ville: mais se trouvant en trop petit nombre pour s'en rendre maîtres, ils se retirerent. Cependant les François conduisoient leur prise. De Lore avec ses cent cinquante hommes fit toujours l'ariere-garde jusqu'au passage de la riviere. Lorsqu'ils l'eurent traversée, le général les fit arrêter & leur commanda au nom du roi & du duc d'Alençon, dont il étoit maréchal, de rendre la liberté à tous les ecclésiastiques, ainsi qu'aux femmes, aux enfants, aux vieillards & aux laboureurs. Cet ordre publié, sous peine de mort, fut ponctuellement exécuté. Il porta la précaution jusqu'à faire escorter ces prison-

Ambroise
de Lore sur-
prend & pille
la foire de
Caen.
*Chron. de
France.*

AN. 1432.

niers, ainsi délivrés, dans l'appréhension qu'ils ne fussent repris par ses soldats. Les cruautés & le brigandage qu'on exerçoit alors à la guerre, prêtent un nouveau lustre à ce trait d'humanité.

Embaras du duc de Bedford. Brouillerie en Angleterre.

Histoire d'Angleterre.

Rymer. ant. publ. tom. 4, part. 4.

Le duc de Bedford, malgré sa fermeté, voyoit avec dépit les revers se multiplier chaque jour. Il s'efforçoit envain de trouver dans son génie les ressources qui lui manquoient d'ailleurs. Le fruit que l'Angleterre avoit recueilli d'une guerre si longue & si glorieuse en apparence, avoit été de s'épuiser. Le parlement refusoit absolument d'accorder des subsides que la nation ne pouvoit plus acquitter. Le jeune Henri étoit depuis le commencement de cette année de retour à Londres, où le cardinal de Winchester l'avoit suivi. Les démêlés entre ce prélat & le duc de Glocestre s'aigrissoient de plus en plus. Le duc en étoit venu au point de vouloir accuser son rival du crime de haute trahison. Le cardinal irrité vint au parlement, offrit de se justifier, demanda qu'on fit paroître ses délateurs. Personne n'osa se présenter. Glocestre, honteux d'avoir échoué dans une démarche plus injurieuse que réfléchie, eut encore le désagrément de voir la chambre des pairs & celle des communes combler d'éloges Winchester de ce qu'il soulageoit les besoins de l'Etat, en prêtant au roi une somme de douze mille livres sterling.

Mort de la duchesse de Bedford.

Monstrelet, &c.

Le ministère Anglois occupé de cette querelle, perdoit de vue les affaires de France. D'un autre côté la révolte des Gantois excitoit l'attention du duc de Bourgogne. Ses intérêts l'appeloient en Hollande. Il avoit à défendre son comté de Namur contre les Liégeois. Différents partis de Royalistes désoloient les frontières de la Bourgogne & du comté d'Artois. Ses propres affaires lui caufoient assez de soins pour l'empêcher de prendre part à celles des Anglois qu'il n'aimoit pas, & dont l'alliance ne lui étoit ni honorable, ni avantageuse. Anne de Bourgogne, duchesse de Bedford, mourut d'une maladie de langueur à l'hôtel des Tournelles le 14 Novembre de cette année : elle fut inhumée aux célestins, dans la même chapelle où reposoit le corps du duc d'Orléans. La mort de cette princesse acheva de rompre les liens qui pouvoient retenir le duc de Bourgogne, & l'obliger à conserver

quelques ménagements pour le duc régent, son beau-frere. Celui-ci comprit les suites fâcheuses de cete perte; & cete idée lui fit sentir encore plus vivement la privation d'une épouse pour laquelle son respect égaloit sa tendresse.

AN. 1432.

Dans ces circonstances, tous les partis fatigués de la guerre, hors d'état de la continuer avec vigueur, sembloient devoir être portés à s'acommoder, sinon par amour pour la paix, du-moins par lassitude de se battre, & par impuissance de s'exterminer. On travailloit encore au projet de leur réunion.

Nouvelles
négociations.
Ibid.
Rymer. att.
publ. tom. 4.
part. 4.

Les députés du roi, ceux du duc de Bourgogne & d'Angleterre eurent à ce sujet plusieurs conférences en présence du cardinal légat dans la ville d'Auxerre, & successivement dans celles de Melun & de Corbie : mais ces pourparlers ne furent pas plus heureux que les précédents. Charles desiroit sincèrement la paix; elle s'acordoit avec son indolence & son goût pour les plaisirs. Le duc de Bourgogne n'avoit aucun motif qui pût l'en détourner, & les Anglois en ne consultant que leurs intérêts devoient la regarder comme nécessaire. Ce fut cependant par leur faute que les négociations échouèrent. Ils ne pouvoient oublier qu'ils s'étoient vus en quelque sorte les arbitres du royaume : ils ne vouloient pas considérer que le changement des conjonctures ne leur permettoit plus les mêmes prétentions. Ils s'obstinoient à prescrire les conditions du traité, avec la même hauteur qu'ils avoient manifestée dans les temps de leur plus grande prospérité. Cete fierté, qui n'étoit plus de saison, leur fut préjudiciable. Ils pouvoient démembrer la France, & s'assurer de la possession des provinces qu'on leur auroit cédées : ils réclamoient sans cesse leurs droits sur le royaume entier, en vertu d'une convention que le malheur avoit dictée, & que la force seule pouvoit maintenir. Ils poussèrent l'inflexibilité jusqu'à refuser à Charles le titre de roi, prétendant que satisfait de la jouissance de quelques provinces, il renonçât aux droits qu'il tenoit de sa naissance & des constitutions de l'Etat. Par ce qui vient d'être observé sur la position respective des puissances belligérentes, on a peine à concilier la politique du duc de Bedford avec sa conduite. La fin de la guerre lui étoit plus avantageuse qu'à ses ennemis; il devoit le pré-

AN. 1432.

voir ; il devoit se convaincre que désormais les délais ne pouvoient plus que lui être préjudiciables : cependant ses agents-oposèrent le principal obstacle à la paix. Les plénipotentiaires se séparèrent convaincus de l'inutilité de leurs efforts.

Affaires ecclésiastiques.

Histoire ecclésiastique, liv. 104 & suiv.

Histoire des conciles.

Spicil.

Du Tillet,

&c.

On avoit perdu toute espérance de parvenir à la paix. Toutefois les opérations de la guerre pendant le cours de cete année & des deux suivantes, n'en furent pas plus animées. D'un côté l'inertie, de l'autre l'épuisement, ralentissoient involontairement les hostilités. Cet état de langueur nous permet d'employer quelques instants à nous rapeler parmi les affaires ecclésiastiques, celles qui ont un rapport nécessaire à l'histoire de notre monarchie. La réformation de l'Eglise dans son chef & dans ses membres, qui avoit, aussi-bien que l'extinction du schisme, été annoncée comme l'un des plus importants objets de l'assemblée de Constance, y fut à peine entamée, quoique les sessions eussent rempli l'espace de trois ans & demi. Avant que de se séparer les pères convinrent de la tenue du prochain concile dans la ville de Pavie. Entre plusieurs dispositions réglées pendant celui de Constance, le nouveau pontife Martin avoit fait divers concordats particuliers avec les députés des nations chrétiennes. La France refusa d'accepter celui qui lui fut présenté, comme contraire aux libertés de l'Eglise gallicane. Ce concordat regardoit le nombre & la qualité des cardinaux, la provision des églises & des monastères, les réserves du Siege apostolique, les collations de bénéfices, les graces expectatives, la confirmation des élections, les annates, les causes en cour de Rome, les commendes, les indulgences & les dispenses. Nous avons dû remarquer plus d'une fois avec quelle constante fermeté notre clergé, nos universités & nos magistrats se sont élevés contre cete multitude de prétentions & de droits réclamés par l'Eglise Romaine.

Martin V, après la séparation du concile, se rendit en Italie, & s'arêta long-temps à Florence *. Ce fut dans cete

* Les Florentins, à ce qu'on prétend, s'ennuyèrent du long séjour que le pape faisoit dans leur ville. Ils répandirent plusieurs écrits satiriques contre lui. Il eut la mortification d'entendre les enfants chanter dans les rues, *papa Martino non val più quertino*. Martin, toutefois l'un des plus respectables pontifes Romains, étoit

ville qu'il abolit une secte de nouveaux fanatiques, formée par un dominicain nommé *Manfred*. Ce religieux s'étant échauffé l'imagination par la lecture de l'Apocalypse, avoit cru voir dans ce mystérieux livre la dissolution prochaine de l'univers & la venue de l'ante-christ. Ces pieuses rêveries annoncées d'un ton de prophète avoient fait une si vive impression sur les esprits, qu'il ne falut pas moins que l'autorité du pontife pour engager le moine précurseur à renfermer ses extravagances dans son cloître, & pour disperser la foule de ses disciples.

AN. 1432.

Les ambassadeurs de l'empereur de Constantinople trouverent le Saint Pere à Florence. Les Grecs occupés à défendre contre les Turcs les débris du trône des Constantins & des Théodores, imploroient sans cesse le secours des puissances chrétiennes. Leurs envoyés étoient chargés de proposer la réunion des deux Eglises. Il y eut plusieurs ambassades à ce sujet, tant de la part de Martin, que de celle de l'empereur : c'étoit Manuel Paléologue, auquel succéda Jean, son fils. Mahomet avoit réparé les disgrâces de Bajazet, relevé l'empire Ottoman, dont il venoit d'établir le siege à Andrinople, après avoir ajouté de nouvelles conquêtes à celles de ses prédécesseurs. Amurat, son successeur, acrut encore cette puissance formidable. Les Grecs avoient fermé l'isthme de Corinthe, trop faible barrière pour arrêter ces fiers conquérants. Le pape fit assurer Manuel & Jean, son fils, associé depuis peu à l'empire, d'un puissant secours : mais il exigeoit qu'ils commençassent par embrasser la croyance des Latins. Les Grecs proposerent un concile composé des prélats des deux Eglises, & demanderent en même temps que cette assemblée se tint à Constantinople. Martin, après avoir hésité quelque temps, y consentit, pourvu que les deux empereurs en fissent les frais. Ceux-ci au-contre aléguoient leur impuissance, & prétendoient que c'étoit au pape à se charger de la dépense. Ces difficultés firent avorter une négociation dans laquelle on ne cherchoit de part &

par ses vertus & ses grandes qualités au-dessus de ces injures grossières : mais qui pouroit contenir l'emportement indiscret d'un peuple dont l'indépendance enhardit la méchanceté ? *Hist. ecclésiast. tom. XXI, liv. 104.*

AN. 1432. d'autre qu'à se surprendre. Les Grecs étoient trop atachés à leurs principes pour exécuter les propositions de Manuel ; & le pontife Romain promettoit ce qu'il ne pouvoit tenir, en ofrant d'armer les Occidentaux. La guerre qui ravageoit alors presque toute l'Europe rendoit impraticable le projet d'une croisade. Ces expéditions éloignées n'excitoient plus la valeur des Européens, assez occupés de leurs guerres particulières. On reçut avec la plus grande indifférence la nouvelle de trois descentes consécutives du soudan de Babylone dans l'île de Chipre, la désolation entière de ce royaume, la prise de *Jean de Lusignan*, qui fut contraint de payer pour sa rançon deux cent mille ducats. Envain l'on publia en Europe un prétendu manifeste du prince Mahométan, conçu dans les termes les plus injurieux *, adressé à tous les souverains de la chrétienté : ces impostures avoient perdu leur crédit.

Cependant au temps marqué le concile s'assembla dans la ville de Pavie, d'où quelque temps après, la contagion obli-

* Montrelet, historien estimé, nous a transmis cet écrit. Les expressions bizarres dont il est rempli, sont, par leur ridicule, dignes de la curiosité des lecteurs, d'autant plus que ce monument, présenté comme authentique par un auteur d'ailleurs assez instruit pour le temps, sert à faire connoître l'esprit de son siècle. Le voici : « Baldadoch, fils d'Aire, connestable de Jérico, prévost de Paradis terre, neveu des Dieux, roi des rois, prince des princes, souldan de Babylone, de Perse, de Jérusalem, de Chaldée, de Barbarie, prince d'Afrique & animal d'Arcadie, seigneur de Sicile, des Aïnces, des Payens & des Maritans, maître Anchipotel, advoué d'Amazone, gardien des îles, doyen des abayes, commandeur des temples, froisseur des heaumes, fendeur des escus, perceur de haubers, rompeur de harnois & de places, lanceur de glaives, effondeur de destriers, tresperceur de presses, destructeur de chasteaux, fleur de chevalerie, sanglier de hardiesse, aigle de largesse, cremeur des ennemis, espérance d'amis, recouvreur des desconfits, estendard de Machomet, seigneur de tout le monde : aux rois d'Allemagne, de France & d'Angleterre, & à tous les autres rois, ducs & comtes, & généralement à tous ceux esquels nostre débonnaireté est à advenir, salut & dilection en nostre grace. Comme ainsi soit qu'il est bien loisible de relenquir (laisser) erreur par sagesse qui passe qui veult : vous mande, que vous ne laissez nuleme, ne tardez à venir par devers moi, & relevez vos fiefs & terres de ma seigneurie, en reniant vostre Dieu & la foi chrestienne, délaissant vos erreurs, esquelles vous & vos devanciers avez été enveloppez trop longuement : ou autrement mon indignation & la puissance de ma forte épée, tournera sur vous assez briefvement, dont j'aurai vos testes en rançons sans rien espargner. Ces lettres furent données la vigile des Ambassadiens, l'an dixieme de nostre couronnement, la seconde année après nostre noble victoire & destruction du malheureux pays de Chypre ».

gea de le transférer à Sienne. On y renouvela la condanation des erreurs de Wiclef & de Jean Hus. Les prélats s'étoient rendus en très petit nombre à cete assemblée, ce qui servir de prétexte au Saint Pere pour en ordonner la dissolution. Le grand projet de la réformation fut remis au concile prochain, indiqué à sept ans de là dans la ville de Bâle.

AN. 1432.

Durant l'intervale de ces assemblées écuméniques, on tint quelques conciles nationaux. L'archevêque de Sens en convoqua un à Paris, dont nous alons rapporter quelques dispositions relatives aux mœurs & à la discipline ecclésiastique. Les défenses, tant de fois publiées de profaner les églises par des farces ridicules, dont l'ignorance & la superstition avoient introduit l'usage, y furent renouvelées, sans qu'il fût possible d'abolir entièrement ces coutumes barbares*. Le même concile ordonna qu'à l'avenir les évêques auroient soin d'avertir dans leurs diocèses ceux qui aspiroient au sôdiaconat, que cet état exigeoit une continence perpétuelle : ce qui sembleroit prouver que jusqu'alors on avoit cru que cete obligation n'imposoit pas un devoir de rigueur. On rapela les anciens canons, qui interdisoient aux ecclésiastiques l'usure, le commerce, les habits rouges ou verts, à queues trainantes, fendus par-devant ou par derrière au-dessus des genoux; la fréquentation des jeux, des cabarets; & sur-tout l'entretien des concubines. La corruption des mœurs étoit si grande, qu'on ne doit pas être surpris de voir les vices des séculiers se glisser parmi les ministres de l'autel. Plusieurs prêtres incontinents imaginèrent l'expédient d'entretenir des femmes dans des maisons étrangères, persuadés qu'à la faveur de ce subterfuge ils satisfaisoient littéralement aux réglemens qui leur défendoient d'avoir des *chambrières chez eux*. Il falut s'expliquer d'une maniere plus précise; mais les interprétations

Concile de Paris.
Hist. de la ville de Paris.
Registres du parlement.
Hist. ecclésiast.
&c.

* Elles étoient regardées dans quelques endroits comme des prérogatives inviolables. On portoit ces excès jusqu'à la plus monstrueuse indécence. Dans la Bretagne, les prêtres accompagnés de laïques, aussi peu sentés qu'eux, entroient de force dans les maisons, faisoient ceux qu'ils trouvoient encore au lit, les trainoient nus jusqu'à l'église, les couchoient sur l'autel, & ne les laissoient échapper qu'après les avoir couverts d'un déluge d'eau. La seconde des fêtes de Pâques étoit particulièrement affectée à cete burlesque cérémonie. *Preuves pour servir à l'hist. de Bretagne.*

AN. 1432.

de la loi n'arêterent pas le cours de ces désordres. Une funeste expérience ne nous a que trop démontré combien cet abus a causé de préjudice à la religion dans l'esprit du vulgaire, acoutumé à ne juger de la sainteté du culte que par les mœurs de ses ministres. Au-surplus, cete défense qui comprenoit les séculiers, ainsi que les clers, ofre une singularité dont il seroit difficile de rendre raison. Un prêtre concubinaire n'étoit puni que par le retranchement d'une partie de son revenu, tandis que les canons condanoient un laïque à des peines corporeles.

Les diverses regles prescrites dans cete assemblée nous instruisent d'une infinité d'usages ignorés de nos jours. On enjoignoit aux chanoines un extérieur de dévotion en récitant leurs heures. Il leur étoit défendu, sous peine d'être privés de leurs rétributions, de commencer un verset que le précédent ne fût achevé. Comme quelques-uns d'entre eux possédoient plusieurs canonicats en même temps dans différentes églises, il arivoit souvent que pour ne pas manquer leur droit de présence ils précipitoient leurs offices : on les voyoit dans les rues courir d'une colégiale à l'autre, revêtus de leurs ornements, ce qui les exposoit aux railleries & souvent aux huées de la populace. Les chapitres eurent ordre de réprimer l'indécente avidité de ces *apureurs de bénéfice*. Plusieurs des dispositions concernant la modestie & la forme des habillements, chaussures, chaperons & capuchons, nous apprennent que le luxe avoit pénétré jusque dans les monastères. On s'attacha pareillement à détruire, ou du-moins à diminuer ces nuées de quêteurs vagabonds, qui munis de fausses bulles, parcouroient les provinces en distribuant des indulgences à tout prix.

Dans cete multitude de réglemens, la plupart très sages, il s'en trouve quelques-uns, conformes à la vérité, au génie du siècle, mais que le nôtre n'adopteroit pas aussi facilement. Il suffira d'en citer un seul exemple pour s'en convaincre. Lorsqu'un magistrat séculier ayant fait emprisonner un clerc refusoit de le rendre à la première sommation du juge ecclésiastique, on cessoit de célébrer le service divin, non-seulement dans la paroisse, mais dans les églises voisines & dans

dans les monasteres; de maniere que le juge rebele & les habitants de son ressort étoient également excommuniés. Vainement la justice séculiere, fécondée par la plus saine partie des ecclésiastiques, s'éforçoit de réprimer l'abus des excommunications; ce mal invétéré subsistoit sous deux abris trop puissants, le fanatisme & l'avarice. Cete proscription sacrée, accompagnée de rites propres à inspirer la terreur, en imposoit toujours à ceux qu'elle frapoit justement ou sans cause légitime. On la fulminoit dans l'horreur des ténèbres, au son de toutes les cloches : après avoir jeté à terre la Croix & l'Evangile, on prononçoit les plus éfrayantes imprécations. Ces malédictions exprimées dans un latin barbare glaçoient les auditeurs. Les noms des condanés étoient inscrits sur deux tables, dont l'une posée sur l'autel, ou contre les murs de l'église, rendoit l'infamie publique. Ce qui augmentoit le scandale, c'est qu'il n'y avoit rien de si commun que ces condanations : on les prodiguoit pour les causes les plus légères & purement civiles. On obtenoit une sentence d'excommunication contre un citoyen, comme on obtient de nos jours une sentence du châtelier ou des consuls. Les recteurs des églises avoient des registres exacts. Ces listes, qui contenoient les noms des proscrits, étoient en quelque sorte des rôles de contributions; car l'argent seul avoit le pouvoir de conjurer la foudre. Il y en avoit un tarif. Le malheureux poursuivi par l'anathême, obligé de s'adresser au *porte-sceau* pour la levée de l'interdit, donnoit une somme proportionnée au délit & à ses facultés. S'il manquoit d'argent, il pouvoit, en promettant d'aquiter la taxe dans un certain temps, obtenir qu'on suspendit l'excommunication. A l'expiration du terme, si la même impuissance subsistoit, on l'excommunioit de nouveau. C'est ainsi qu'en se servant indistinctement de ces armes spirituelles, destinées dans les premiers siècles pour intimider les grands coupables, on accoutumoit insensiblement les peuples à les moins redouter. Il est à propos d'observer qu'il se tint à-peu-près dans le même temps divers conciles particuliers dans plusieurs contrées de l'Europe, dont les décrets sont conformes aux régle-

AN. 1432.

ments de celui de Paris : témoignage certain que les abus étoient par-tout les mêmes.

Idem, ibid.

La translation du concile de Pavie & la dissolution de celui de Sienné, avoient fait murmurer contre le pape, qu'on accusoit de vouloir éluder la réforme. Ce motif toutefois n'étoit pas vraisemblablement le seul qui pouvoit alarmer le pontife. Les restes du schisme subsistoient toujours en Aragon. Il étoit d'ailleurs assez occupé à pacifier les troubles du saint Siège dans Rome, à rétablir la splendeur de cete capitale du monde chrétien, & à recouvrer les terres usurpées. Les franchises & les libertés de l'Eglise Gallicane, fixées dans deux assemblées générales du clergé de France, sous le règne précédent, étoient trop directement opposées aux prétentions ultramontaines, pour que la cour Romaine ne fît pas agir tous les ressorts qui étoient en son pouvoir, afin d'en obtenir la suppression. Les envoyés de Martin employèrent à ce sujet de si vives instances auprès du roi, que ce prince, par égard pour Sa Sainteté, se rendit à leurs sollicitations. On expédia par son ordre un édit de révocation de toutes les ordonnances & arrêts rendus pendant le schisme pour assurer les libertés de notre Eglise. C'étoit les détruire entièrement, & de nouveau ouvrir la porte à tous les désordres auxquels on avoit eu tant de peine à remédier. Le procureur-général, de l'avis des gens du conseil & de l'avocat-général, s'oposa fortement à l'enregistrement de ces lettres *données*, dit-il, *par le roi notre sire par inadvertance*, déclarant *qu'il étoit prêt*, lorsque Sa Majesté le lui commanderoit, *de dire les causes de son opposition, & toujours sauf l'honneur & révérence du roi notre sire & de tous*. Tel étoit alors le stile usité.

Du Tillet, Libertés de l'Eglise Gallicane.

Idem, ibid.

Parmi le grand nombre des inconvénients qui résultoient du droit que les pontifes Romains s'étoient attribué, de disposer des bénéfices, un des plus préjudiciables pour le clergé de France étoit de les voir conférer à des étrangers qui n'avoient souvent d'autre titre qu'une protection acquise par l'intrigue ou à prix d'argent. On avoit toujours réclamé contre cet abus; & nos souverains dans plusieurs ordonnances, avoient déclaré qu'à l'avenir aucun étranger ne seroit admis



Il finit le Schisme et donna la paix au Siege de Rome

à posséder des bénéfices dans le royaume. La violation continue de cete loi sembloit annoncer que c'étoit un mal sans remede. On la renouvela dans le temps du concile de Constance. Les ambassadeurs de France la firent signifier aux prélats qui composoient l'assemblée. Cete signification fut plusieurs fois réitérée à Martin V, pendant le cours de son pontificat, & même à son successeur, & toujours sans succès. On ne peut acuser que la condescendance du monarque de l'inutilité d'un règlement si salutaire. Pour en assurer l'exécution, il auroit été nécessaire qu'on n'eût point acordé de dispense, & que la facilité avec laquelle on cédoit aux importunités, n'eût point étouffé la loi sous une multitude d'exceptions.

AN. 1432.

Martin eut enfin la consolation de voir expirer le grand schisme d'Occident, après cinquante ans de divisions & de scandale. Ce fut le cardinal de Foix, légat du saint Siege, qui termina cete grande affaire avec le roi d'Aragon. *Giles Mugnos*, successeur de Pierre de Lune, abdiqua en présence des cardinaux de son obédience. Il assemble ensuite le conclave, dans lequel *Othon Colonne*, sous le nom de Martin V, fut élu. Pour le dédommager en quelque sorte de la dignité dont il venoit de se démettre, le pape lui donna l'évêché de Majorque.

Idem, ibid.

Cependant la situation de l'empire de Constantinople devenoit de jour en jour plus déplorable. Mahomet I étoit mort. Amurat & Mustapha se disputèrent le trône. Ce dernier, quoique apuyé des Grecs, fut vaincu, fait prisonnier & étranglé. Amurat victorieux vint assiéger Constantinople. Il leva le siege après quatre mois pour marcher contre un second Mustapha, qui éprouva le sort du premier. Cete diversion donna quelque relâche à la ville impériale; mais tout annonçoit sa destruction prochaine. Dans ces tristes circonstances, Jean Paléologue alla en Hongrie implorer l'assistance de Sigismond, qui lui-même occupé contre les Hussites n'avoit pas trop de toutes ses forces pour leur résister. Paléologue convaincu par ses propres yeux de l'impuissance de l'empereur d'Occident, eut de nouveau recours au pape, qui venoit pour lors d'indiquer le concile de Bâle pour l'an-

Idem, ibid.

AN. 1432.

née suivante. On pressa les Grecs d'y envoyer leurs ambassadeurs pour travailler à la réunion des deux églises ; & le saint pere offrit de défrayer les députés. On les assura en même temps d'un puissant secours, immédiatement après cete réunion.

Mort de
Martin V.
Ibid.

Tandis que les envoyés raportoient cete réponse à Constantinople, Martin V, âgé de soixante-trois ans, mourut à Rome d'une attaque d'apoplexie, après avoir occupé la chaire de saint Pierre treize ans, trois mois & douze jours. Ce respectable pontife mérita les titres glorieux de restaurateur de Rome & de pacificateur de l'Italie. Il étoit sçavant pour son siècle : la littérature & les arts trouverent en lui un protecteur. Il confirma par ses bulles l'institution de l'université de Louvain, que Jean, duc de Brabant, érigea en 1425. La célébrité de cete école s'est perpétuée jusqu'à notre siècle. On ne doit pas oublier que ce fut sous son pontificat que les navigateurs Portugais découvrirent l'île de Madere, & cotoyant l'Afrique, pénétrèrent jusqu'aux extrémités de l'Orient. Martin accorda aux rois de Portugal la propriété des terres dont ils se rendroient maîtres, depuis le promontoire de Ganare jusqu'aux confins des grandes Indes. Cete concession fut confirmée par ses successeurs. Il n'est pas du ressort de l'histoire d'examiner à quel titre le saint pere dispoisoit de cete partie du globe en faveur d'un conquérant, qui n'y avoit lui-même d'autre droit que celui du plus fort.

Election
d'Eugene IV.
Ibid.

Après la mort de Martin, les cardinaux assemblés lui donnerent pour successeur *Gabriel Gondolmere*, Vénitien, qui prit le nom d'Eugene IV. Les Colonnes, mécontents d'une recherche qu'on fit des trésors du feu pape, exciterent une sédition dans Rome. Un cordelier ; ou un bénédictin, nommé *le petit moine*, entreprit de leur livrer le château Saint-Ange. Le complot fut découvert. Les Colonnes, après avoir livré quelques combats, furent contraints de fuir. Le moine fut écartelé.

Monstrelet.

Quelque temps avant sa mort Martin V avoit donné plein pouvoir au cardinal *Julien Cesarini*, son légat en Allemagne, de célébrer le concile qui devoit s'assembler cete même année dans la ville de Bâle & d'y présider en son nom. Ce

choix fut d'abord confirmé par Eugene. Julien, chef de la croisade contre les hérétiques de Bohême, marchoit alors contre eux avec une armée de quarante mille cavaliers Allemands, commandés par Frédéric, électeur de Brandebourg. Les Hussites n'eurent qu'à se présenter pour dissiper cette multitude de croisés, dont tous les exploits s'étoient bornés à commettre les plus affreux brigandages, sans respect pour l'humanité. Après cette déroute Sigismond perdit toute espérance de dompter les rebelles par la force des armes : il essaya, en les invitant d'envoyer leurs députés au concile, de les ramener par les voies plus douces de la persuasion, moyens qu'il eût été sans doute plus avantageux d'employer d'abord. Il leur écrivit pour les engager à cette démarche. Il leur rapeloit dans sa lettre qu'il étoit né parmi eux, il les exhortoit à lui rendre leur confiance. Il leur marquoit qu'il passoit incessamment en Italie, afin de leur laisser l'entière liberté de se rendre à Bâle avec une suite assez considérable pour garantir leur sûreté. Il vouloit par-là prévenir de trop justes soupçons. On n'avoit pas perdu le souvenir du supplice de Jean Hus & de Jérôme de Prague. Les précautions que l'empereur offroit de lui-même aux envoyés des Bohémiens, étoient un aveu humiliant de l'incertitude de sa foi.

AN. 1432.

Le cardinal Julien vint à Bâle sur la fin de 1431. L'ouverture du concile se fit le 14 Décembre de cette année. On peut regarder cette assemblée comme une suite de celles de Constance, de Pavie & de Sienne. Les objets qui devoient s'y traiter se réduisent à six principaux, l'extirpation des hérésies, la réunion de tous les chrétiens à l'Eglise catholique, l'instruction des fideles, les moyens de procurer la paix entre les princes, la réformation de l'Eglise dans son chef & dans ses membres, enfin le rétablissement de l'ancienne discipline. Il ne faut pas omettre une particularité intéressante pour notre histoire littéraire; les manuscrits étoient alors si rares, que les peres du concile furent obligés d'emprunter de l'abbé de Cluni divers ouvrages de saint Augustin, & de saint Ambroise, de saint Fulgence & de saint Anselme, qui leur manquoient, offrant de donner toute sûreté, ainsi que de payer les frais du transport de ces volumes.

Spicil. Miscellan. epist. lib. 3, p. 761, 2^e col.

AN. 1432.

Dès la première session on renouvela les décrets du concile de Constance contre tous ceux qui par intrigue ou par violence entreprendroient de rompre l'assemblée. Ces mesures regardoient indirectement le saint pere, qui craignant qu'on n'atentât à son autorité, paroissoit déjà songer à faire une nouvelle convocation de prélats dans quelque ville d'Italie, où son pouvoir auroit vraisemblablement plus d'influence que sur les bords du Rhin. Il avoit même indiqué la ville de Boulogne; mais le cardinal Julien lui écrivit si fortement, qu'il fut obligé pour lors de renoncer à ce dessein, d'autant plus que la plupart des puissances de l'Europe, qui avoient envoyé leurs ambassadeurs au concile, concouroient à ce qu'il ne fût point transféré hors de Bâle. Cete résolution venoit récemment d'être confirmée dans l'assemblée du clergé de France tenue à Bourges. Le roi en conséquence avoit écrit à l'empereur Sigismond, ainsi qu'aux ducs de Milan & de Savoie. La même assemblée de Bourges députa l'archevêque de Lyon au pape pour lui faire approuver sa délibération. Ainsi l'on pouvoit entrevoir les premiers germes de division entre Eugene & le concile. Nous aurons soin d'en rapporter les principales circonstances, à mesure que les événements de notre histoire en exigeront le récit.

Disgrace de
la Trémoille.
Il est arrêté à
Chinon.

Monstrelet.
Chroniq. de
France.
Hist. de Bret.

La sagesse & la fermeté que le roi avoit fait voir en excluant les étrangers de la possession des bénéfices, en adhérant aux remontrances des magistrats dans l'affaire concernant le maintien des libertés de notre Eglise contre les prétentions de la cour Romaine, & récemment en traversant l'opposition du pape à la tenue du concile de Bâle, prouvent que ce monarque étoit capable de juger sainement, lorsque débarrassé des gens qui abusoient de sa facilité, il ne consultoit que ses lumières ou celles des ministres désintéressés. Cete mole complaisance, qui le livroit sans cesse aux dangers de l'obsession, continuoient de remplir sa cour d'intrigues & de cabales. La Trémoille jouissoit toujours d'un crédit qu'il devoit moins à l'inclination de son maître, qu'à l'ascendant qu'il avoit usurpé sur lui. Charles ne l'aimoit plus; mais il le souffroit par habitude. Dans l'ivresse d'une longue prospérité l'imprudent favori n'envisageoit que la grandeur

aparente qui l'éblouissoit ; tandis que la jalousie, la vengeance méditoient sa perte : il s'étoit fait des ennemis de presque tous les courtisans. Le connétable le détestoit ; il avoit tout à redouter de la part du duc de Bretagne qui venoit de conclure le mariage de Pierre, son second fils, avec l'héritière de Thouars, Françoise d'Amboise. Cete aliance devoit engager le duc à partager le ressentiment de l'afront que la Trémoille avoit fait au pere de cete demoiselle, qu'il osoit encore retenir dans les fers. Rien ne démontre mieux combien les hommes parvenus au faite de l'élévation auroient besoin de s'atacher des amis, que l'exemple de ce seigneur. On conjuroit sa ruine presque sous ses yeux, sans que parmi cete foule d'adorateurs de sa fortune, il s'en trouvât un seul qui eût le courage de l'avertir de ce qui se tramoit. Charles d'Anjou, comte du Maine, beau-frere du roi, paroissoit à la tête du complot, dont Richemont, quoiqu'absent, étoit l'ame. La reine de Sicile entra dans le projet : la reine en fut informée ; mais cete vertueuse princesse refusa d'y prendre part. Le sire du Bueil, neveu de la Trémoille, se montroit un des plus animés, & se chargea lui-même de conduire l'exécution. On choisit le temps que la cour étoit à Chinon. Gaucourt, gouverneur de la place, livra une fausse porte du château. A l'heure marquée, *du Bueil, Chaumont, Coitivi, la Varenne, Rosnivinen*, suivis d'une troupe déterminée, sont introduits par Frétal, lieutenant de Gaucourt, montent à l'appartement, enfoncent les portes. La Trémoille éveillé par le bruit, se précipite de son lit, veut se mettre en défense, reçoit un coup de dague dans le ventre, est saisi, chargé de fers & conduit au château de Montrésor. Tandis qu'on l'emmene, du Bueil & Coitivi vont trouver le roi, lui déclarent ce qui s'est passé, l'assurent qu'ils n'ont rien entrepris que pour son service & celui de l'Etat. Charles paroît quelque temps incertain, s'il doit approuver ou condaner une action si hardie, qui en le délivrant d'un homme importun, atentoit à son autorité. La reine survient, apaise son ressentiment. Le comte du Maine prit auprès du roi la place de la Trémoille, & la disgrâce de ce seigneur produisit à peine l'impression légère d'un orage passager. Les courtisans l'ou-

AN. 1432.

blierent en cessant de le craindre ; le monarque lui-même en auroit aussifacilement perdu la mémoire, si dans les Etats convoqués à Tours, quelque temps après cet événement, on ne l'avoit engagé à faire déclarer par le chancelier qu'il avouoit l'atentat commis *par les sires du Bueil & de Coitivi, & qu'il les retenoit dans ses bonnes graces.* Aprobation aussi peu féante à la majesté souveraine qu'inutile à ses intérêts. Au surplus il résulta de ce changement un avantage qui depuis long-temps formoit l'objet des vœux de toute la France. Cefut le rapel du connétable que le comte du Maine ménagea. L'éloignement de ce prince, premier officier de la couronne, causoit un préjudice que le roi s'éforçoit envain de se dissimuler. Richemont étoit un des plus grands hommes de son siècle ; adoré des troupes, général expérimenté, son génie égaloit son courage ; il aimoit l'honneur & sa patrie ; fidele à ses engagements, magnanime, d'une probité incorruptible, ses vertus subjugoient l'estime & l'admiration de ceux mêmes qui redoutoient l'austérité de son caractère. Il avoit tout pouvoir sur l'esprit du duc de Bretagne son frere ; le duc de Bourgogne qui le connoissoit avoit pour lui la plus haute considération. Charles, en lui rendant sa confiance, ne tarda pas à recueillir le fruit d'une démarche généralement applaudie, & qui s'acordoit également avec le soin de sa gloire & le salut de son Etat.

Soulèvement
en Norman-
die.

*Rymer. att.
publ. tom. 4,
part. 4.*

Les prétentions respectives oposoient à la paix un obstacle insurmontable ; l'impuissance de continuer la guerre avec des forces décisives, avoit fait dégénérer les expéditions en courses d'aventuriers & de brigands. Le ministère Anglois étoit réduit à cete nécessité d'expédients, que le duc de Bedford & l'évêque de Théroüanne, Jean de Luxembourg, avoient été contraints de mettre en gage leur vaisselle & leurs plus précieux bijoux pour le paiement des troupes. Il se tint de nouvelles conférences avec aussi peu de succès que les précédentes. L'archevêque de Reims, chancelier de France, se retira très mécontent de la hauteur avec laquelle l'évêque de Théroüanne annonça les propositions du duc de Bedford. Cependant les ennemis recevoient journellement quelque échec qui les avertissoit de songer à profiter des avantages

avantages qui leur restoit. Peu s'en étoit falu qu'ils n'eussent perdu la Normandie entiere par le soulèvement général des peuples de cete province, excédés de leurs vexations & de la dureté de leur gouvernement. Les payfans s'atrouperent dans les environs de Caen & de Baïeux, au nombre de soixante mille hommes; mais faute de chefs, ils se disperserent aussi facilement qu'ils s'étoient assemblés; ensorte qu'il ne s'en trouva plus que cinq mille à l'arivée d'Ambroise de Lore envoyé par le duc d'Alençon pour les commander. Il étoit impossible de tenter une entreprise considérable avec une milice si peu nombreuse & si mal disciplinée. De Lore se retira dans le Maine, & les Anglois acheverent aisément de dissiper ce foible reste de rebeles, trop heureux de profiter de l'amnistie qu'on leur acorda. Il n'en fut pas de même d'une sédition excitée dans la haute Normandie. Le maréchal de Rochefort ayant reçu ordre de se mettre avec quelques troupes réglées à la tête des révoltés, s'empara de la ville de Diepe, & peu de temps après de Fécamp, de Montivilliers, de Tancarville, de Lilebonne & de Harfleur, la premiere des places conquises sous le regne précédent. Plusieurs forts moins importants furent envelopés dans cete révolution. Les Anglois acoururent pour en arêter les progrès. Ce mouvement exposa au ravage toute cete partie de la Normandie qu'embrassent la Seine, l'Océan, le Ponthieu & la Picardie, qui fut également dévastée par les gens de guerre des deux partis. L'auteur des chroniques de France rapporte « qu'il ne demeura en tout le pays de Caux, homme ni femme, sinon les garnisons qui gardoient les forteresses ». En considérant la maniere dont on faisoit la guerre, la férocité des soldats, l'acharnement avec lequel de part & d'autre on se disputoit le terrain pied à pied, on est forcé de convenir que malgré la superiorité que Charles paroissoit reprendre sur les ennemis, la France ne pouvoit rentrer sous la domination de ses anciens souverains qu'après la destruction des trois quarts de ses habitants. Le salut du royaume exigeoit qu'une cause plus agissante concourût avec le zele des sujets au rétablissement de la monarchie. On ne pouvoit l'es-

AN. 1432.

Mariage du duc de Bedford avec Jaqueline de Luxembourg. Mécontentement du duc de Bourgogne.

Ibid.

pérer tant que les Anglois seroient apuyés de l'aliance du duc de Bourgogne.

Le refroidissement qui depuis quelque temps subsistoit entre ce prince & le duc de Bedford, s'étoit encore accru par la mort de l'épouse de ce dernier. Le mariage du régent avec Jaqueline de Luxembourg, fille aînée du comte de Saint-Paul, ne tarda pas à faire dégénérer cete froideur en mésintelligence déclarée. Le duc de Bourgogne se plaignit hautement d'une aliance contractée à son insçu avec la maison de Luxembourg, dont le chef étoit son parent & le premier de ses vassaux. Il est à présumer que le duc de Bedford en cete occasion consulta moins sa politique que son penchant. *Car la fille, dit Monstrelet, étoit frisque, bele & gracieuse, âgée de dix-sept ans.* L'évêque de Théroüanne, Jean de Luxembourg, qui avoit ménagé cete union, donna la bénédiction nuptiale aux deux nouveaux époux dans sa cathédrale. Les noces furent célébrées dans le palais épiscopal avec une magnificence extraordinaire. Le duc enivré de son bonheur, prodigua les marques de sa libéralité. Entre plusieurs présents qu'il distribua, on admira sur-tout « deux » *cloches moult riches & notables qu'il fit venir d'Angleterre, & qu'il donna à l'église de Théroüanne, pour la joie & le plaisir qu'il print de son mariage.*

Les ducs de Bedford & de Bourgogne se trouvent à S. Omer, & refusent de se voir.

Ibid.

Cependant le cardinal de Winchester prévoyant les suites fâcheuses qu'entraîneroit nécessairement la division des ducs de Bedford & de Bourgogne, essaya d'interposer sa médiation pour les réunir. Il les fit consentir l'un & l'autre à se trouver à Saint-Omer. Ils y vinrent en effet; mais le refus mutuel de se rendre la première visite, rompit l'entrevue, malgré les efforts que le cardinal employa pour surmonter cete difficulté. Ces deux princes qui s'étoient vus si souvent sans faire attention aux vaines formalités du cérémonial, n'auroient jamais soupçonné qu'ils dussent un jour être arrêtés par un semblable obstacle. Ils se séparèrent moins disposés que jamais à renouveler les nœuds de l'ancienne amitié qui les avoit unis. Le duc de Bedford comprit toute l'étendue de la faute qu'il avoit commise, mais désormais elle étoit irréparable.

Ces mécontentemens réitérés en irritant le duc de Bourgogne, le dispoient insensiblement à traiter avec le roi. La fin des malheurs de la France étoit attachée à cete réconciliation. Il pouvoit disposer du sort de sa patrie. Philippe étoit généreux, il gémissoit en secret des crueles extrémités où l'avoit entraîné la fatalité des circonstances. Le royaume aux abois, des torrens de sang, des cruautés, des crimes, des atrocités en tout genre, un million de victimes immolées aux mânes de son pere, ne l'avoient que trop vengé. Son ressentiment s'affoiblissant avec le temps ne l'aveugloit plus au point de ne pas voir ce qu'il devoit à son légitime souverain, au sang dont il sortoit, à sa gloire, à son intérêt même. Arbitre d'une paix, dont il pouvoit dicter les conditions, il ne tenoit qu'à lui d'en cimenter les articles par un traité avantageux, & de satisfaire à la fois son honneur & son ambition. S'il étoit encore retenu par ses premiers sermens, la conduite altière de ses aliés, leur ingratitude ne l'avoient que trop souvent afranchi de l'observation de ces promesses imprudentes. Il hésitoit toutefois; mais on pouvoit s'apercevoir de ses véritables dispositions. Il ne faut attribuer ses incertitudes qu'à l'embaras des conjonctures actuelles, qui suspendoient l'accomplissement d'une résolution déjà formée. Ce n'étoit pas assez que le duc de Bourgogne se déterminât à ce changement; il étoit nécessaire que la noblesse & les peuples de ses domaines, ceux des Pays-Bas sur-tout, liés par le commerce avec les Anglois, y concourussent également; que ses grands vassaux, & cete multitude de partisans qui avoient embrassé sa querelle, agréassent une réconciliation qui ne s'accordoit peut-être pas avec leurs engagements particuliers. Nous avons vu précédemment ce prince obligé de rompre une treve qu'il venoit de conclure. Il faisoit concilier les oppositions de cete foule de chefs de compagnies & de capitaines de brigands, acoutumés à ne subsister que de pillage, qui ne faisoient la guerre que pour leur compte, sur lesquels le duc n'avoit, pour ainsi dire, qu'une autorité conditionnelle & dépendante de leurs intérêts. Ajoutons à ces difficultés la crainte de paroître se démentir, cete mauvaise honte qui survit à nos passions, & qui nous porte

AN. 1432.

Suites de la
méfintelligence,
entre les
duc de Bour-
gogne & de
Bedfort.

AN. 1432.

à rougir de réparer les fautes qu'elles nous ont fait commettre. Ces divers motifs prolongerent donc encore pendant quelque temps les négociations & les hostilités que nous alons rapporter, d'autant plus succinctement, que la plupart de ces expéditions militaires, peu intéressantes par leur uniformité, placées d'ailleurs par les écrivains contemporains sous des dates incertaines, n'offrent qu'un très petit nombre de particularités dignes d'être remarquées.

AN. 1433
& 1434.

Hostilités,
guerre entre
les ducs de
Bourgogne &
de Bourbon.

Monstrelet.
Chron. de Fr.
Journal de
Charles VII.
Hist. d'An-
gleterre.
Art. pub. &c.

Jean duc de Bourbon étoit mort à Londres en 1433*. Les Anglois perdirent par cete mort les avantages qu'ils eussent pu tirer de sa délivrance, en convenant avec ce prince d'une rançon raisonnable, au-lieu d'en exiger des conditions qu'il ne pouvoit exécuter. Charles, l'aîné de ses enfants, devenu duc de Bourbon, avoit épousé Agnès, sœur du duc de Bourgogne : il se plaignoit qu'on n'avoit pas rempli les conventions matrimoniales; & sous ce prétexte il entra en Bourgogne les armes à la main, soumit plusieurs places, & pénétra jusqu'en Franche-Comté. Le duc de Bourgogne reçut en Flandre la nouvelle de cete irruption : il marcha sans perdre de temps avec toutes ses forces contre son beau-frere. La partie n'étoit pas égale. Charles perdit ses conquêtes plus promptement qu'il ne les avoit faites, & se trouva bientôt réduit à la nécessité de défendre ses propres domaines. Environ vers ce même temps Gilles de Postel, convaincu d'avoir voulu assassiner le duc de Bourgogne, fut décapité à Mons. On soupçonna la comtesse douaniere de Hainaut de l'avoir excité à cet attentat.

Idem, *ibid.*

Cependant les François escaladerent Saint-Valleri dans le Ponthieu, & Crépi en Valois. Le bâtard de Thian, gouverneur de cete dernière place, fut fait prisonnier de guerre, ainsi que la garnison. Le comte de Saint-Paul reprit S. Valleri par composition, après un siege de trois semaines, & mourut peu de jours après d'une maladie contagieuse, dont les ravages affreux concouroient alors avec ceux de la guerre à la destruction de l'espece humaine. Le jeune comte

* Il fut inhumé dans l'église des Freres-Mineurs de Londres, & 18 ans après transporté en France, dans la chapele du prieuré de Souvigni, où l'on voit son tombeau. *Rym. art. publ. tom. 5.*

de Saint-Paul, conduit par Jean de Luxembourg, comte de Ligni, son oncle, entra dans le Laonnois avec cinq mille combatants, mit tout à feu & à sang jusqu'aux portes de Laon. On fit dans un combat, qui se livra près de cete ville, plusieurs prisonniers qui furent massacrés. Le comte de Ligni en fit tuer quelques-uns par son neveu, âgé pour lors de quinze ans, *lequel*, dit Monstrelet, *y prenoit grand plaisir*. C'étoit vraisemblablement pour l'acoutumer au carnage. Quel plan d'éducation ! D'un autre côté la Hire, Chabanne, Blanchefort, Flavi & Longueval, suivis de quinze cents combatants, ravagerent l'Artois & le Cambrésis, sacagèrent, brûlerent tout ce qui se trouva sur leur passage, emmenerent une multitude de prisonniers, & revinrent à Laon partager leur butin. C'est toujours le même tableau. Les Bourguignons se rendirent maîtres de Provins par escalade, tandis que les Royalistes surprenoient pour la seconde fois Saint-Valleri, que Jean, comte de Nevers, reprit peu de temps après.

AN. 1433
& 1434.

Sur ces entrefaites Talbot, nouvellement débarqué en Normandie avec huit cents hommes d'armes, se joignit à Lile-Adam, à l'évêque de Théroüanne & au Gallois d'Aunai. Ils s'emparèrent de Beaumont-sur-Oise, dont ils détruisirent la citadelle, de Creil, de Neuville, de Crépi en Valois, & de Clermont en Beauvaisis. Les Royalistes eurent leur revanche par la prise de Ham-sur-Somme, place très importante, appartenante au comte de Ligni, & qui leur livroit l'entrée du Vermandois, de l'Artois & du Cambrésis. Le duc de Bourgogne, que dès-lors on ménageoit, dans l'espérance d'un accommodement prochain, pria le comte de Richemont de lui faire restituer cete ville : elle fut remise à Luxembourg, moyennant quarante mille écus, qui furent distribués aux troupes. Cete contribution fournit au duc de Bourgogne un prétexte de lever une taille générale sur ses Etats d'Artois.

La Hire, Vignoles son frere, & Chabanne continuerent de désoler les frontieres de l'Ile de France & de la Picardie. Ils s'aprocherent de Clermont en Beauvaisis, où commandoit le seigneur d'Auffemont, qui les pria de s'arrêter & leur

Idem, ibid.

AN. 1433
& 1434.

fit porter des rafraîchissements. Non content de ces témoignages d'amitié, cet imprudent gouverneur sortit de sa forteresse pour entretenir la Hire, jadis son compagnon d'armes. A peine se fut-il aproché, que la Hire le saisit, l'enchaîna, le contraignit à lui livrer la place, & le fit sur-le-champ descendre dans une *basse-fosse*, où il le retint pendant un mois dans la plus dure captivité. Vainement le roi écrivit plusieurs fois lui-même à la Hire, pour l'engager à lui rendre la liberté sans rançon; jamais il ne voulut le relâcher qu'il n'eût payé quatorze mille saluts d'or *, & un cheval estimé la valeur de vingt queues de vin. Quelque temps après la Hire fut arêté par surprise, jouant à la paume, & traité à-peu-près de la même manière. On peut conjecturer par ces exemples qui étoient fort fréquents, à quoi se réduisoit l'autorité des princes sur ces farouches guerriers qu'ils étoient encore forcés de ménager.

Paix entre
les ducs de
Bourgogne &
de Bourbon.
Ibid.

Le duc de Bourbon n'avoit pas tardé à se repentir de l'invasion qu'il avoit faite en Bourgogne sur un prétexte assez léger. L'armée Bourguignone étant entrée dans ses Etats, vint se présenter en bataille jusque sous les murs de Villefranche où il s'étoit renfermé. Il fit réponse qu'il ne se batoit point, puisque le duc de Bourgogne ne s'y trouvoit pas en personne; & pour donner une preuve de son refus, il fit sortir quelques troupes de la ville, & vint ensuite *monté sur un excellent coursier, sans armures, vêtu d'une longue robe, un bâton en son poing, pour faire rentrer ses gens*. Les Bourguignons ne pouvant le forcer au combat, se répandirent dans le Bourbonnois qu'ils ravagerent. Cependant le comte de Richemont & celui de Nevers, fait depuis peu comte d'Etampes, s'entremirent de la réconciliation. Leurs agents dans une conférence tenue à Mâcon arêterent que les deux beaux-freres se trouveroient dans la ville de Nevers. Le duc de Bourgogne y vint le premier, & combla de caresses le duc & la duchesse de Bourbon, qui ariverent quelques jours après, acompa-

* Les saluts étoient ainsi nommés, parce qu'ils portoient l'empreinte de la Vierge recevant la salutation de l'ange. Ces especes, frappées sous la fin du regne de Charles VI & sous celui de Henri VI, roi d'Angleterre, étoient de soixante-trois au marc, & valoient vingt-cinq sous tournois.

gnés du maréchal de la Fayette & de Christophe d'Harcourt. Le sujet de la querelle étoit de si peu d'importance, qu'elle fut terminée en une séance. Cete entrevue à laquelle le comte de Richemont assista, se passa en fêtes. *On y dansa, dit Monstrelet, & y eut moult grand foison de momeurs & farceurs.* Ce qui fit dire à un chevalier de Bourgogne. *Entre nous autres sommes bien mal conseillés de nous aventurer & mettre en péril & danger de corps & d'ame, pour les singulieres volentés des princes & grands seigneurs : lesquels, quand il leur plaît, se reconseillent l'un avecque l'autre, & souventes fois advient que nous en demeurons pources & destruits.*

AN. 1433
& 1434.

Quelque temps avant que la conférence se séparât, Renaut de Chartres, archevêque de Reims, chancelier de France, acompagné de quelques seigneurs du conseil, se rendit à Nevers. Les ducs de Bourgogne & de Bourbon, alerent le recevoir hors la ville & le conduisirent jusqu'au logis qui lui avoit été préparé. On tint plusieurs conseils secrets où furent jetés les premiers fondements de la paix générale. Le duc de Bourgogne ne parut pas éloigné des propositions que l'archevêque lui fit de la part du roi ; mais comme il ne vouloit pas que les Anglois pussent lui reprocher d'avoir traité sans leur participation, on convint qu'ils seroient apelés pour discuter conjointement avec eux les intérêts réciproques. Ils demanderent d'abord qu'on s'assemblât à Calais ; & consentirent ensuite que le congrès se tint dans la ville d'Aras, ainsi que les ministres de Charles en étoient demeurés d'acord avec le duc de Bourgogne. On fit part de cete nouvele aupape, au concile de Bâle, ainsi qu'à toutes les puissances de l'Europe.

On vit cete année un de ces fameux exemples du mépris des grandeurs : événements que les hommes admirent, parce qu'ils n'ont que des idées fausses du bonheur que comporte leur existence : Amée VIII, surnommé le Pacifique, premier duc de Savoie, fatigué des soins du gouvernement, forma le projet d'abdiquer & de se retirer à Ripaille, séjour de plaisance à une demi-lieue de distance de Turin. Il résigna la couronne ducale à Louis son fils aîné, se réservant toutefois le pouvoir de la reprendre, & donna le comté de

Retraite du
duc de Savoie
à Ripaille.
- Ibid.

AN. 1433
& 1434.

Genève au second. Après avoir réglé avec les Etats de ses domaines tout ce qui concernoit l'administration, il se renferma dans la retraite qu'il avoit choisie, où il prit l'habit de l'ordre de saint Maurice, fondé par ses prédécesseurs. Les auteurs contemporains nous ont transmis la description de cet habillement. *C'étoit une grise robe, un long mantel, un chaperon gris & courte cornete d'un pied, un bonnet vermeil par-dessus le chaperon, sur la robe une ceinture dorée, & par-dessus le mantel une croix d'or pareille à celle que portoient les empereurs d'Alemagne.* Deux de ses courtisans embrassèrent cete vie religieuse, dont toute l'austérité ne consistoit que dans l'extérieur. Amée avoit moins dessein de se consacrer à la mortification & à la pénitence, que de jouir sans trouble de tous les agréments d'un loisir voluptueux. *Il se faisoit servir, ainsi que ses compagnons, dit Monstrelet, au-lieu de racines & d'eau de fontaine, du meilleur vin & des viandes les plus exquisés qu'on pouvoit rencontrer.* Il rendit son séjour célèbre par la bonne chere; & le peuple se sert encore de nos jours de cete expression proverbiale *faire ripaille*, pour désigner les délices de la table. Après quarante-trois années d'un règne florissant, il seroit injuste de blâmer ce prince d'avoir cherché loin du trône un repos incompatible avec l'exercice du pouvoir suprême.

Retour du
duc de Bour-
gogne en
Flandre. Il
vient à Paris.

Après l'acommodement conclu à Nevers avec le duc de Bourbon, le duc de Bourgogne revint dans ses Etats de Flandre, à dessein de réprimer la révolte des habitants d'Anvers, occasionnée par une imposition qu'il avoit établie sur le commerce maritime. Les rebeles prirent de si justes mesures & firent paroître tant de résolution, que le duc fut obligé de composer avec eux. Cete affaire terminée, il disposa les préparatifs nécessaires pour le congrès qui devoit incessamment se tenir à Aras. Tandis qu'il envoyoit les seigneurs de Lannoi & de Crèvecœur en ambassade vers le roi d'Angleterre, il se rendit à Paris dans le dessein de se concerter avec le duc de Bedford. De l'aveu de tous les écrivains de ce siècle le faste du duc de Bourgogne étoit celui des autres princes. Son cortège, lorsqu'il vint à Paris, où il affecta même de tenir ce qu'on apeloit *cour pleniére*, poura nous donner une

une idée de l'espece du luxe qui régnoit alors. : « Outre le » jeune comte de Charolois, il conduisoit avec lui trois fils » naturels & une bele pucele. Trois chariots couverts de » drap d'or servoient pour porter la duchesse & quelques » dames de sa suite : les autres étoient montées sur haque- » nées. Cent vingt charettes & cent chariots le suivoient » chargés d'armures, artillerie, chair salée, poisson salé , » fromages & vins de Bourgogne ». Les magistrats & l'université le haranguerent. Il seroit injuste de priver les habitants de Paris de l'honneur que leur fit une démarche qui caractérise la noblesse, la douceur & l'honêteté si naturelles au beau sexe de cete capitale. Elles alerent en corps se présenter à la duchesse de Bourgogne ; elles embrasserent ses genoux, & la supplierent, en versant des torrents de larmes, d'engager son époux à procurer la paix. Cete vertueuse princesse, atendrie d'une scène si touchante, leur dit: *Mes bonnes amies, la paix est une des choses de ce monde dont j'ai le plus grand desir, & dont je prie plus monseigneur le duc, & jour & nuit, pour le très grand besoin que je vois qu'il en est : & pour certain je sçais bien que monseigneur en a très grande volonté d'y exposer corps & chevance.* Cete particularité rapportée par un témoin oculaire, fait assez pressentir queles étoient alors les véritables intentions du duc de Bourgogne. Les lecteurs jugeront par le récit fidele de ce qui se passa au congrès, si ce prince en donnant la paix à sa patrie, mérite les reproches d'infidélité, dont quelques écrivains ont voulu flétrir sa mémoire.

AN. 1435.

On n'avoit pas vu depuis plusieurs siecles une assemblée aussi célèbre. Les cardinaux de Sainte-Croix & de Chypre y assisterent de la part d'Eugene & du concile de Bâle. La plupart des puissances de l'Europe y envoyerent leurs ambassadeurs. Le duc de Bourgogne y parut dans tout l'éclat * qui pouvoit flater le prince le plus avide de gloire. Arbitre entre Charles & Henri, il decidoit de la supériorité en fa-

Conférences pour la paix tenues dans la ville d'Aras.

Monstrelet. Chron. de Fr. Journal de Charles VII.

Registres du Parlement.

* La duchesse de Bourgogne fit son entrée dans une litiere découverte : elle étoit habillée des plus riches draps & de joyaux. Trois chars de parade a suivoient, dans lesquels étoient portées la comtesse de Namur & les personnes les plus distinguées. Les autres dames & demoiselles, vêtues de robes & chaperons uniformes, chevauchotent sur haquenées. Leurs habits étoient chargés d'orfèvreries.

Rapin Thoyr.

Trésor des Chartres.

At. pub. de Rymer, tom. 5, part. 1, &c.

AN. 1435.

veur de celui des deux rois pour lequel il aloit se déclarer. Les plénipotentiaires du roi de France étoient le duc de Bourbon, le comte de Richemont, connétable de France, lesquels avoient épousé deux des sœurs du duc de Bourgogne, le comte de Vendôme, l'archevêque duc de Reims, chancelier de France, messire Christophe de Harcourt, messire Théolde de Valleperge, le seigneur de la Fayette, maréchal de France, le seigneur de Saint-Pierre, le seigneur du Châtel, messire Jaques du Bois, messire Jean de Châtillon, bâtard de Dampierre, messire Paillard du Flé, le seigneur de Raillicq, le seigneur de Rommet, le seigneur de Courfelles, maître Adam de Cambrai, premier président, le doyen de Paris, nommé maître Jean Tuder, le trésorier d'Anjou, le borgne Bleffet, maître Jean Charretier, le seigneur de Clétel, seigneur de la Mothe, maître Adam le Queux, maître Jean de Taiffé. On a cru qu'il étoit juste de placer ici les noms de ceux qui conclurent un traité si nécessaire au bonheur de la France. Il est également honorable de servir sa patrie par son courage & par son génie. Les principaux ministres & conseillers du duc de Bourgogne étoient les évêques de Liege, de Cambrai & d'Aras, le duc de Gueldre, les comtes d'Etampes, de Saint-Paul, de Ligni, de Vaudemont, de Meurs, de Nassau, de Montfort, de Megue, Roslin, chancelier de Bourgogne. Le nombre des gens qui composoient la suite de cete multitude de princes, de prélats & de ministres montoit à plus de dix mille hommes. Le cardinal de Wincester, chef des plénipotentiaires Anglois, avoit seul le secret de la négociation : car les pouvoirs donnés au duc de Bourgogne, de traiter pour l'Angleterre, n'étoient qu'un témoignage apparent d'une confiance qu'on n'avoit pas en lui. C'est ici où l'historien d'Angleterre commence à manifester sa partialité. Il ose avancer que le duc de Bedford & le conseil étoient persuadés que le duc de Bourgogne agissoit de bonne foi ; & que cela paroît en ce qu'on lui avoit confié le secret de l'ambassade. Pour démontrer l'infidélité de l'écrivain, il suffira de rapprocher deux dates des actes recueillis par Rymer. Le 20 Juin 1435, on expédie à Londres ce pouvoir qu'on envoie en France au

*Rym. abr. pub.
tom. 5, part. 1.*

Rap. Thoyr.

duc de Bourgogne; & le 15 Juillet de la même année le pape Eugene répond au roi d'Angleterre sur les plaintes que lui avoit faites le ministre de cete cour de ce qu'il avoit, disoit-on, afranchi le duc de Bourgogne de ses serments. Rapin Thoyras qui raporte ces deux actes, n'a pas voulu s'apercevoir de leur proximité, qui prouve invinciblement que dans le même temps qu'on paroïssoit avoir tant de confiance dans le duc de Bourgogne, on le soupçonnoit d'avoir des vues entièrement opposées aux intérêts du monarque Anglois. Au reste, c'est moins par ménagement pour la mémoire du prince François, quelque digne qu'il soit à beaucoup d'égards des éloges que les historiens lui ont donnés, qu'on s'attache à le justifier, que par respect pour la vérité. Quoique les Anglois affectassent toujours de refuser à Charles le titre de roi de France, on vit toutefois les rois d'armes & les hérauts de tous les princes, les leurs même, reconnoître pour leur chef *Montjoie*, roi d'armes de notre monarque.

AN. 1435.

Les deux légats ouvrirent les conférences par un discours pathétique & conforme à la sainteté de leur ministère. Ils retracerent les désordres occasionnés par les sanglantes querelles qui depuis si long-temps ravageoient les plus fertiles contrées de l'Europe. Ils employèrent les puissants motifs de religion & d'humanité pour engager les ministres qui représentoient les puissances intéressées, à concourir sincèrement au bien de la paix. Ils exhorterent sur-tout chacun d'eux, à faire des requêtes si courtoises & si raisonnables, qu'ils se pussent acorder les uns avec les autres.

Idem, ibid.

On travailla ensuite à rédiger les propositions. Celles des rois de France & d'Angleterre parurent si éloignées, qu'elles firent perdre, dès l'ouverture du congrès, l'espérance de les concilier. Les plénipotentiaires de Charles offrirent la cession de la Normandie & de la Guienne, en toute propriété, sous la clause de l'hommage à la couronne; à condition que de son côté le roi d'Angleterre renonceroit à toutes ses prétentions, & principalement à la qualité de roi de France. Les ministres Anglois rompirent la conférence, sans daigner même communiquer leurs demandes. Ils prétendoient (c'est l'historien d'Angleterre qui nous instruit lui-même du plan

Les Anglois
rejetent les
offres de la
France.
Ibid.

*Rymer. ad,
publ. tom. 4,
part. 4.*

AN. 1435.

sur lequel ils étoient résolus de traiter, & ce plan n'étoit qu'une répétition d'un projet extorqué au duc d'Orléans deux ans auparavant, sous l'espoir de lui rendre la liberté) ; ils prétendoient, dis-je, que Charles satisfait de la qualité de dauphin, & de quelques provinces, à titre d'apanage, leur abandonnât le reste de la France. Il étoit manifeste, disoient-ils, qu'on ne vouloit point de paix avec eux, puisqu'on ne leur ofroit que deux provinces qu'ils possédoient entières, & qu'on exigeoit pour équivalent d'une cession imaginaire, la restitution de ce qu'ils tenoient encore dans les autres parties du royaume.

Pour démontrer combien ces reproches sont absurdes, qu'il nous soit permis d'observer quelle étoit alors la position des Anglois. Paris étoit en leur pouvoir, ainsi que plusieurs places dans l'Ile de France ; mais les Royalistes en occupoient un plus grand nombre, en sorte qu'on pouvoit dire qu'ils étoient au-moins en parité de forces, quoiqu'ils ne fussent pas maîtres de la capitale, presque ruinée par la fureur des factions, par les guerres, par les maladies épidémiques, & qui achevoit journellement de se dépeupler. Cete grande ville, à moitié déserte, se trouvoit bloquée par les garnisons des places voisines : les troupes du roi venoient récemment de s'emparer de Saint-Denis, & les gouverneurs, en l'absence du duc de Bedford, avoient député vers ce prince pour lui demander un prompt secours. A l'égard des provinces voisines de l'Ile de France, telles que le Beauvaisis, le Vermandois, la Picardie, la Champagne, le roi & le duc de Bourgogne étoient les maîtres de la plupart des villes importantes. A quoi se réduisoit donc ce qui restoit au roi d'Angleterre ? A la Guienne & à la Normandie ; encore faloit-il retrancher de cete dernière le Mont-Saint-Michel, forteresse inexpugnable, que les ennemis avoient plusieurs fois assiégée sans succès, Dieppe, Harfleur & les autres places nouvellement conquises par le maréchal de Rochefort. En offrant d'assurer par un traité la jouissance entière de ces deux provinces au roi d'Angleterre, on lui conservoit tous les avantages dont il étoit réellement en possession ; car il ne pouvoit compter sur Paris qu'autant que les partisans de la mai-

fon de Bourgogne continueroient de s'oposer au plus grand nombre des habitants, dont les vœux ne tendoient qu'à rentrer sous la domination de leur souverain. *Sur quel fondement, continue de dire l'infidele Rapin Thoyras, Charles, qui depuis trois ans se trouvoit hors d'état de mettre une armée en campagne, auroit-il pu faire une pareille proposition ?* Ce n'étoient pas les troupes qui manquoient au roi, mais les fonds pour les payer. On a dû remarquer dans le récit de ce qui s'est passé pendant ces trois années, que l'épuisement de ses ennemis n'étoit pas moindre. Durant le cours de cete longue guerre, dans toutes les négociations, dans tous les traités on peut s'apercevoir que les Anglois atachent à leurs moindres succès une importance toujours au-dessus de la réalité. Ces fausses idées, dont leur fierté ne pouvoit se départir, leur firent commettre des fautes irréparables. Ils ne vouloient pas voir qu'il étoit impossible que le même prince portât long-temps les deux couronnes; & que dans le cas où il auroit été indispensable qu'une des deux monarchies fût subordonnée, ce n'étoit pas certainement la France, infiniment plus étendue, plus riche alors, plus peuplée, plus féconde, inépuisable en ressources, qui seroit devenue une province d'Angleterre.

Le duc de Bourgogne employa vainement sa médiation pour engager les plénipotentiaires Anglois à faire du-moins leurs propositions. Ils s'obstinèrent à garder un silence dédaigneux. Ils se retirèrent brusquement, ne voulant pas être témoins d'une paix qu'ils prévoyent devoir se conclure sans leur participation. En effet, quinze jours après leur départ, cete réconciliation que la France souhaitoit depuis si long-temps, fut scélée par un traité authentique. Pour justifier le duc de Bourgogne des acufations de perfidie dont on s'est éforcé de flétrir sa réputation, il suffira de se rapeler les fréquents sujets de mécontentement qu'il avoit reçus de la part des Anglois. Ils sembloient eux-mêmes s'être atachés à lui rendre leur aliance onéreuse & humiliante. Ils avoient été les premiers infracteurs de cete aliance, toute avantageuse qu'elle leur étoit, lorsque le duc de Glocestre, protecteur d'Angleterre, partageant la tutele du jeune Henri

AN. 1435.

Les Plénipotentiaires Anglois se retirent.
Ibid.

AN. 1435.

Rymer. att.
publ. tom. 4,
part. 4.

avec le duc de Bedford, étoit entré à main armée dans les Pays-Bas. Ravisseur d'une princesse de la maison de Bourgogne, il avoit tout tenté pour usurper ses Etats. Cete invasion n'étoit - elle pas une violation manifeste du traité de Troies, & de celui précédemment conclu entre le duc de Bourgogne & Henri V ? Est - il nécessaire d'ajouter à cete premiere injustice des injures plus récentes, des marques d'ingratitude acumulées, pour démontrer que depuis longtemps les ennemis de la France avoient perdu le droit de réclamer des engagements qu'ils ne respectoient qu'autant que leur observation rigoureuse s'acordoit avec leurs intérêts.

Rap. Thoyr.

Mais c'est trop s'arrêter à combattre des reproches qui se détruisent d'eux-mêmes. Loin que le duc de Bourgogne, ainsi que quelques écrivains ont osé l'avancer, fût coupable d'une insigne perfidie envers l'Angleterre, en se détachant de son aliance, on peut au contraire afirmer que les loix de la politique & de l'équité lui faisoient également un devoir de cete rupture. Si la conduite de ce prince est reprehensible, c'est d'avoir diféré si long-temps d'abjurer une convention nule par sa nature, puisqu'elle violoit la premiere & la plus sainte des obligations, la fidélité due au souverain & à la patrie : voilà le crime du duc de Bourgogne ; rien ne pourroit en diminuer la honte, s'il n'y avoit en quelque sorte été poussé, malgré lui-même, par le plus excusable des ressentiments, le desir de venger l'assassinat d'un pere. Ce seroit imiter la partialité dont nous acufons les historiens étrangers, que de prétendre justifier ce prince dans toutes ses démarches. Il y auroit eu sans doute plus de générosité de sa part à se prévaloir moins des malheurs du royaumè. Il auroit pu témoigner plus de désintéressement, ménager davantage l'honneur du trône, exiger des conditions moins dures en traitant avec son roi, ne pas faire dire enfin qu'il l'avoit contraint de signer une paix humiliante ; car on a porté l'injustice jusqu'à rejeter sur Charles VII l'ignominie de ce traité, auquel toutefois le rétablissement de la monarchie paroissoit ataché, comme si la véritable gloire d'un monarque ne consistoit pas à tout sacrifier pour le salut de l'Etat.

Dans ces conjonctures critiques , où il s'agit de décider du sort d'une nation , il y a plus de génie & de grandeur réelle à sçavoir plier sous la loi de la nécessité , qu'à se perdre en luttant contre sa force irrésistible. C'est dans ce point de vue qu'il faut considérer la paix d'Aras , dont les clauses furent rédigées le 21 Septembre , quinze jours après le départ du cardinal de Winchester & des plénipotentiaires Anglois.

AN. 1435.

Les légats d'Eugene & du concile de Bâle eurent l'honneur de présider aux conférences , en qualité de médiateurs. Ils avoient été chargés d'employer tous leurs soins pour procurer la paix entre la France & l'Angleterre ; & s'ils n'y pouvoient parvenir , de ménager du-moins la réconciliation du roi avec le duc de Bourgogne. Ce fut entre leurs mains que les ambassadeurs de Charles remirent les conditions de ce fameux traité , qui porta la maison de Bourgogne au dernier degré de son élévation , en même temps qu'il préparoit sa perte par des causes , qui dans presque toutes les conventions forcées échappent aux vaines spéculations d'une politique ambitieuse , l'avidité , l'injustice & l'abus des circonstances. Dans cet acte le monarque désavoua le meurtre du duc Jean , affirmant que cet attentat *lui avoit toujours déplu , que s'il l'avoit sçu , il y auroit obvié , mais qu'il étoit bien jeune pour lors , & avoit petite connoissance*. Jamais Charles VII n'a varié sur ce désaveu formel. Le traité portoit de plus , que tous les coupables seroient punis , qu'on ne leur acorderoit point d'afile , que le duc donneroit incessamment une déclaration de leurs noms , afin qu'ils fussent poursuivis à la requête du roi : que trois jours après la réduction de Montereau-Faut-Yonne , le monarque seroit tenu d'y fonder une chapele , dont la collation apartiendrait au duc de Bourgogne & à ses successeurs ; d'établir dans cete même ville un monastere de chartreux , composé d'un prieur & de douze religieux ; de faire élever une croix sur le pont , au lieu même où le duc avoit été assassiné , & de fournir les fonds pour un service perpétuel dans l'église des chartreux de Dijon. Le duc de Bourgogne se seroit couvert d'une gloire immortelle , si content de suivre les mouvements de la piété filiale , il n'eût exigé rien au-delà de ces articles , concernant l'expiation de la

Traité d'Aras , entre le roi & le duc de Bourgogne.
Monstrelet.
Chron. de Fr.
Trésor des ch.
&c.

AN. 1435.

mort de son pere; mais ces clauses n'étoient que les préliminaires de l'acommodement. Le roi s'obligea de lui payer cinquante mille écus d'or, à vingt-quatre karats de soixante-quatre au marc, pour indemnité des joyaux qui avoient été pris au duc Jean le jour de sa mort, le duc se réservant encore le droit de poursuite contre ceux qui avoient *dérobé le beau colier de son pere.*

Voici maintenant l'énumération des terres & droits délaissés au duc de Bourgogne & à ses hoirs *pour partie de ses intérêts.* Les comtés de Mâcon, d'Auxerre, la seigneurie de Bar sur Seine, les villes de Péronne, Roie, Mont-Didier, toutes celles qui bordaient les deux rivières de la Somme, depuis son origine jusqu'à l'Océan, telles que Saint-Quentin, Corbie, Amiens, Abbeville, le comté de Ponthieu, Dourlens, Saint-Riquier, Crevecœur, Arleux, Mortagne, à condition toutefois que le roi ou ses successeurs pourroient rentrer dans la possession des villes situées sur la Somme, en payant au duc de Bourgogne ou à ses ayants cause, la somme de quatre cent mille écus d'or, à vingt-trois karats de soixante-quatre au marc, payable en deux fois, ladite restitution exigible seulement après l'entier paiement: la jouissance pour le duc & ses descendants du comté de Boulogne. Il est à remarquer que dans cet abandon fait de tant de provinces & de villes, sont compris tous les subsides généralement quelconques, aides, gabelles, tailles, fouages, subventions, justices, fiefs, domaines, patronage d'église, collations de bénéfices, nomination d'officiers & autres droits appartenants à la couronne. A l'égard de la seigneurie de Dourdan que le duc de Bourgogne prétendoit lui appartenir, en vertu de la donation qui lui en avoit été faite par le duc de Berri; on convint que cete ville seroit mise en sequestre entre les mains du duc de Bourbon, jusqu'à ce que le duc de Bourgogne eût justifié son droit en produisant les lettres du donateur.

On ne croiroit pas qu'il fût possible de rien ajouter à de pareilles conditions, si les articles suivants n'en contenoient de plus exorbitantes. Nous rapporterons les expressions mêmes du traité. *Item, mondit seigneur de Bourgogne ne sera tenu faire*

faire foi ni hommage, ni service au roi des terres & seigneuries qu'il tient à présent au royaume de France, ni de celles qui lui pourront échoir... Et si mondit seigneur de Bourgogne aloit de vie à trépas, ses successeurs feront les hommages & services ainsi qu'il apartiendra. « Tous les sujets du duc ne pourront être » contraints d'obéir aux mandements du roi ni de ses officiers pour service militaire ou autre, quand même ils tiendroient des fiefs dépendants de la couronne ». *Toutefois s'il advenoit que les Anglois ou autres leurs aliés fassent guerre ci-après à mondit seigneur de Bourgogne, le roi sera tenu aider mondit seigneur de Bourgogne, soit par mer ou par terre avec toute sa puissance.* Les articles suivants contiennent exemption de tous services & de toute recherche en faveur de ceux qui durant les troubles ont porté la croix de saint André, sujets ou non du duc, indamnité pour les rançons, abolition générale, restitution de biens confisqués, renonciation de la part du roi à l'aliance faite avec l'empereur contre le duc. Pour assurer l'exécution du traité, le roi consent que s'il advenoit qu'il l'enfraidît, ses vassaux & sujets, présents & à venir, ne soient plus dès-lors tenus de lui obéir & de le servir, & soient au contraire obligés de servir le duc de Bourgogne, le roi les a franchissant de tous serments de fidélité, ce que le duc promet pareillement à l'égard de ses sujets & vassaux. L'exécution de toutes ces clauses fut confirmée par les serments réciproques, prêtés entre les mains des cardinaux de Sainte-Croix & de Chypre, ainsi que des ambassadeurs du concile, sous les peines d'excommunication & d'interdit. En souscrivant le traité, Charles devoit s'engager de fournir les *scélés* ou lettres de garantie du duc d'Anjou, de Charles, comte du Maine, son frere, du duc de Bourbon, des comtes de Richemont, de Vendôme, de Foix, d'Auvergne, d'Armagnac, de Perdiac, ainsi que des prélats, des chefs de la noblesse & des principales villes du royaume. Ce fut à ces conditions, & principalement par révérence de Dieu, & pour la compassion du pauvre peuple, que Philippe s'intitulant, *par la grace de Dieu, duc de Bourgogne* (car on n'oublia rien de tout ce qui pouvoit constater son indépendance) *reconnut enfin le roi Charles de France pour son souverain seigneur; se soumettant*

AN. 1435.

pour l'accomplissement des conventions prescrites à la *cohesion, conclusion & contrainte de N. S. P. le pape & du concile.*

On fit la lecture de tous les articles en présence des parties intéressées, dans le lieu même où s'étoient tenues les conférences. On avoit exposé le saint Sacrement, & placé une croix d'or sur un coussin. Le duc de Bourgogne s'avança, mit la main sur la croix, & jura que jamais *il ne ramèneroit la mort de feu son pere, & qu'il entretiendrait bonne paix & union avec le roi Charles son souverain seigneur & les siens.* Ensuite le duc de Bourbon & le connétable tenants la main sur la même croix, prièrent *mercy* * au duc de Bourgogne, de par le roi, pour la mort de sondit feu pere, lequel leur pardonna pour l'amour de Dieu. Alors les deux cardinaux imposant les mains sur le duc de Bourgogne, le releverent au nom de S. S. & lui donnerent l'absolution de tous les serments qu'il pouvoit avoir faits aux Anglois. La plupart des seigneurs du parti Bourguignon reçurent la même dispense, & firent le serment de la paix, ainsi que les princes & seigneurs Royalistes. Le seigneur de Lannoi s'approchant à son tour, exprima en ces termes le transport généreux qui le pénétoit : *Voici la propre main qui autrefois a fait les serments pour cinq paix faites durant cete guerre, desqueles nules n'ont été entretenues ; mais je promets à Dieu que celle-ci sera entretenue de ma part, & que jamais ne l'enfreindrai.* Les plaisirs succéderent aux négociations. L'alegresse générale étoit d'autant plus sincere, qu'il n'y avoit personne qui ne trouvât son intérêt particulier dans la fin des malheurs publics. Les avantages d'une paix entre deux nations rivales ne peuvent jamais produire ce ravissement, cete ivresse qu'inspire la fin des discordes civiles. C'est alors que l'humanité se développe, rentre dans ses droits. Les parents, les amis rougissent de s'être méconnus si long-temps, abjurent leurs erreurs, étouffent leurs inimitiés, confondent leur honte & leur tendresse dans leurs em-

* La crainte de mal interpréter cete espece de réparation rapportée par Monstrelet, nous a mis dans la nécessité de transcrire ses propres expressions, qui paroissent encore jeter quelques ombres sur l'innocence de Charles VII, de l'assassinat de Jean sans peur. Ce qui peut détruire ce soupçon, c'est que le duc de Bourgogne, dans le traité, reçoit le désaveu du monarque comme une vérité constante.

brassements. Tous les cœurs s'épanchent : on sent qu'on a une patrie.

AN. 1435.

Sans arrêter les lecteurs par des réflexions inutiles sur ce traité qu'un enchaînement de malheurs rendoit nécessaire, qu'il nous soit permis de hasarder quelques observations qui ne sont point étrangères à la nature de cete histoire, dont l'objet principal est de peindre les hommes & le génie des différents siècles. Depuis les foibles regnes des premiers rois de la troisième race, jamais la monarchie Française n'avoit été resserrée dans des bornes plus étroites. Un petit nombre d'années avoit suffi pour détruire l'ouvrage de quatre siècles. Nous verrons cete même monarchie se rétablir sur ses ruines en moins de temps encore qu'il n'en avoit fallu pour l'affaiblir. Avant la mort de Charles VII, elle renaît aussi puissante qu'elle l'avoit été sous l'heureux gouvernement de son aïeul Charles V. On a peine à concevoir cete rapidité dans les révolutions, comparée avec ce qui s'étoit passé dans les temps antérieurs. Depuis Clotaire le Grand jusqu'à l'extinction de la dynastie des Mérovingiens, le royaume, énérvé de regne en regne, ne reprend une nouvelle vie que sous une nouvelle race, qui dès la seconde génération commence à décliner, jusqu'à ce que l'extinction de cete famille fasse passer le sceptre aux mains d'Hugues Capet. Sous les descendants des Clovis & des Charlemagne, rien ne suspend la décadence du pouvoir souverain; l'impulsion une fois reçue agit sans interruption. Ce n'est peut-être pas à l'incapacité des princes, aux événements imprévus, encore moins au hazard, qu'il faut attribuer cete différence dans les vicissitudes de la même monarchie. La forme du gouvernement, les loix, les mœurs, le génie, voilà les véritables principes de la vie politique des empires. La nation courbée sous le joug des vainqueurs, outragée, avilie par les loix barbares, enchaînée à la terre, presque confondue avec les animaux par les constitutions féodales, n'avoit ni la force d'agir par elle-même, ni le desir d'un changement qui ne pouvoit rendre sa situation meilleure. Elle n'avoit, s'il est permis de se servir de cete expression, qu'une existence passive. L'ignorance & la superstition avoient encore achevé d'aggraver

AN. 1435.

son engourdissement & sa misère. On la vit changer de forme à mesure qu'on relâcha les liens de la servitude. Ce fut aux monarques qu'elle dut ce premier bienfait. Elle aprit à les connoître & à les aimer en devenant libre. Avant cete heureuse époque, divisée, pour ainsi dire, en troupeaux *de serfs attachés à la glebe*, immédiatement & absolument dépendante des tirans particuliers, auxquels sa misérable condition l'asservissoit, elle ne soupçonnoit pas qu'il y eût un corps de monarchie avec lequel toutes les parties du royaume eussent une relation nécessaire. Les afranchissements firent un peuple de sujets d'un peuple d'esclaves. Dès ce moment il n'y eut point de François qui ne distinguât la fidélité qu'il devoit à son roi, des obligations qu'un possesseur de fief avoit droit d'exiger de lui. Les seigneurs à la vérité continuerent d'être respectés dans leurs domaines, mais le souverain fut au-dessus d'eux. Ils purent encore pendant quelque temps faire la guerre, engager leurs vassaux dans leurs querelles, se faire suivre par leurs hommes; mais ces troubles ne pouvoient avoir qu'une durée passagere, en ce qu'ils portoient toujours un caractère de révolte. Les services qu'on leur rendoit n'étoient plus l'effet d'une dépendance aveugle & sans restriction; rebeles eux-mêmes, ils aprenoient à leurs inférieurs à méconnoître leur autorité. Ils se trouvoient dans un état forcé, ayant d'un côté à combattre leur suzerain, de l'autre à redouter, à ménager la noblesse & les habitants de leurs territoires; tandis que les liaisons entre les particuliers, les intérêts du commerce de province à province, la sûreté réciproque, & plus que tout cela le nom du monarque, considéré comme le lien du bonheur commun, tendoient sans cesse à rétablir la communication interrompue. Quelque temps auparavant il étoit permis, ordonné même par les loix des fiefs, de s'armer pour son seigneur contre le roi: la maxime qui subordonnoit à tout autre devoir l'obéissance due au chef de la nation avoit prévalu. C'étoit ainsi que la puissance suprême s'acroissoit de la liberté publique. L'extension de cete liberté affermit de plus en plus le sceptre dans la main de nos souverains, & la félicité des peuples est devenue le rempart du trône. Il est inébranlable tant que le

pouvoir & la liberté se respecteront mutuellement. Si la France avoit encore été plongée dans l'avilissement où elle avoit gémi sous le despotisme féodal, on conçoit difficilement comment Charles VII auroit prévenu la chute de la monarchie ébranlée jusqu'aux fondements. Il est à présumer que n'étant point secondé par le vœu, par le concours national qui agissant sans cesse sur toutes les parties du royaume, nécessairement en quelque sorte leur réunion, les plus puissants efforts auroient tout au plus retardé de quelques années le progrès de la révolution.

La paix avoit été publiée dans Aras avec toutes les cérémonies usitées, par les rois, hérauts & poursuivants d'armes, qui de-là se répandirent dans les différentes provinces dépendantes du roi & du duc de Bourgogne, pour l'annoncer avec les mêmes formalités. Cete nouvele consterna les Anglois & le duc de Bedford, quoiqu'ils dussent s'y attendre : mais personne ne la porta plus impatiemment que la malheureuse & trop coupable Isabele. Depuis le fatal instant qu'elle avoit outragé la nature, proscrit, deshérité son fils, sa punition avoit commencé. Il n'est peut-être point d'exemple plus frappant de la justice divine. A peine le traité de Troies fut-il signé, qu'elle vit disparaître toute la considération qu'on avoit conservée pour elle jusqu'alors. Les ennemis à qui elle venoit de livrer le royaume, n'espérant plus rien d'elle, la méprisèrent. Devenue pour les François un objet d'horreur, négligée, détestée, poursuivie par l'inimitié des sujets & par l'ingratitude des étrangers ; abandonnée de tout le monde, elle resta seule avec ses forfaits, sa honte & ses remords. L'ignominie & la douleur ne lui laisserent pas un moment de relâche.

Les Anglois, qui lui devoient tout, l'insultoient journellement : ils poufferent la lâcheté jusqu'à lui reprocher que Charles VII n'étoit pas fils du roi son époux. Chaque jour de nouveaux affronts ajoutaient à l'opprobre dont elle étoit flétrie. N'ayant que ses larmes pour soulagement de son désespoir, la Providence pour la punir, prolongeoit sa vie. Trop méprisable pour mourir de tristesse, elle traînoit dans la misere & les ténèbres une vieilleffe languissante & deshonorée.

AN. 1435.

Mort d'Isabele de Baviere.

Monstrelet.
Chron. de Fr.
Journal de Charles VII.
Registres du parlement, &c.

AN. 1435.

Au milieu de la France dont elle avoit été l'idole, elle manquoit de tout, & n'excitoit la compassion de personne. La réconciliation du roi & du duc de Bourgogne mit le comble à tant d'infortunes. La crainte d'être témoin du rétablissement d'un fils, étoit le plus insupportable des malheurs pour cete mere barbare : elle y succomba & mourut le 30 Septembre, dix jours après la signature du traité d'Aras. Chargée du mépris & de la haine de son siecle, le tombeau même ne fut pas un asile pour elle contre l'indignation de la postérité. Après la révolution de trois cent trente années qui se sont écoulées depuis son trépas, il n'est point encore de François qui puisse entendre prononcer sans frémissement l'odieux, le funeste nom d'Isabele de Baviere.

Idem, ibid.

Le corps de cete princesse demeura quatorze jours exposé dans l'hôtel de saint Paul, où elle avoit rendu les derniers soupirs. Le 13 Octobre on fit son service funebre à Notre-Dame : le parlement accompagna le convoi. L'abé de Sainte-Genevieve officia : le lendemain le cercueil fut conduit jusqu'au port de Saint-Landri, & mis en un petit bateau, escorté seulement de quatre personnes, pour être porté à Saint-Denis, où il fut inhumé sans pompe, près du tombeau de Charles VI. On lui a dans la suite érigé un mausolée de marbre. Il est incertain si la figure d'une louve qu'on voit aux pieds de cete reine, est un emblème injurieux à sa mémoire, ou l'effet de l'imagination bizarre du sculpteur.

Daniel, hist. de France, Tome VII.

La ville de Saint-Denis démantelée par les Anglois.
Ibid.

Les Anglois aléguerent pour excuse de l'indécent cérémonial qu'ils observerent aux funérailles d'Isabele, le peu de sûreté qu'il y avoit à la transporter par terre à Saint-Denis, attendu que les chemins étoient infestés de troupes ennemies. En effet les Royalistes remplissoient l'Ile de France, & bloquoient la capitale. Talbot & Willebi avoient repris Saint-Denis pendant les derniers jours du congrès d'Aras, malgré la vigoureuse résistance du maréchal de Rieux, de Jean Foucaut & de Vaucourt, qui fut tué dans un assaut. Les religieux de l'abaye signalerent leur zele pour le roi pendant le siege, en fondant jusqu'à la vaisselle de leur réfectoire pour le paiement des troupes. Le bâtard d'Orléans, qui s'étoit avancé pour faire lever le siege avoit été contraint de se retirer, &

le connétable de Richemont arriva trop tard pour délivrer la place, dont les ennemis détruisirent les fortifications, ne pouvant la conserver.

AN. 1435.

Les troupes Bourguignonnes s'étoient retirées aussi-tôt qu'elles avoient été informées de la paix d'Aras, & leur départ afoiblit considérablement les Anglois. Les habitants de Pontoise ayant saisi le moment que la garnison étoit sortie pour fourager, fermerent leurs portes, & apelerent à leur secours Lile-Adam, qui vint prendre possession de la ville au nom du roi. Ce seigneur, toujours constamment attaché au duc de Bourgogne, fut confirmé par le monarque dans sa dignité de maréchal de France. Vers le même temps un parti de François s'empara du pont de Meulan. La prise de Corbeil & du château de Vincennes acheva de resserer Paris, où déjà la disette des vivres commençoit à exciter les murmures du peuple.

Réduction de Pontoise & du pont de Meulan. *Ibid.*

Registres du parlement.

Après la réunion des partis opposés qui divisoient la France, l'événement que l'Angleterre avoit le plus à redouter, c'étoit la perte du duc de Bedford. Ce prince avoit laissé le gouvernement de l'Île de France & de la capitale à l'évêque de Théroüanne, avec le titre de régent. Il s'étoit retiré à Rouen, attendant quele seroit l'issue du congrès d'Aras, auquel il ne voulut pas assister. Il mourut le 14 Décembre de cete année, de chagrin, disent les historiens Anglois, d'avoir été trompé par le duc de Bourgogne. Il ne laissa point d'enfants légitimes. Marie de Bedford, sa fille naturelle, épousa Pierre de Montferrand, *soudan ou soudich * de la Trau*, à qui elle porta pour dot la seigneurie de Marennnes en Saintonge. Le duc de Bedford fut inhumé dans l'église cathédrale de Rouen. Un seul trait pourra tenir lieu de l'éloge de ce prince. Un flatteur conseilloit un jour à Louis XI, qui s'occupoit à considérer le tombeau du duc, de faire enlever ce monument de la honte des François. « Non, dit le » monarque, laissons reposer en paix les cendres d'un prince » qui, s'il étoit en vie, feroit trembler le plus hardi d'entre » nous. Je souhaiterois qu'on eût érigé un monument plus

Mort du duc de Bedford. *Ibid.*

Réponse de Louis XI, rapportée par Rapiin Thoyras liv. 22. pag. 267.

* On pourra trouver l'explication de ce mot dans une note imprimée dans le cinquieme volume de cete histoire.

AN. 1435.

» magnifique à sa gloire ». Cete généreuse réponse ne fait pas moins d'honneur à Louis qu'au régent Anglois. La cour de Londres nomma le duc d'York pour aler remplacer en France le duc de Bedford. Il fut long-temps retenu par les intrigues du duc de Sommerfet, qui avoit aspiré à cete dignité. Ce délai, dans les circonstances présentes, ne pouvoit qu'être extrêmement nuisible aux affaires de Henri. A ces fautes produites par l'esprit de cabale, d'ambition & de jalousie, le ministère Anglois en ajouta une nouvele, infiniment plus grave, & dont sa fierté ne lui permit pas de sentir les conséquences.

Insulte faite
en Angleterre
aux députés
du duc de
Bourgogne.

Monstrelet.
Rapin
Thoyras, &c.

Le duc de Bourgogne voulant éviter les reproches de ses anciens aliés, députa son roi d'armes, *Toison d'or*, accompagné d'un héraut & d'un docteur en théologie, pour faire part au roi d'Angleterre du traité d'Aras, & lui offrir en même temps sa médiation. Comme la nouvele de l'acommodement avoit devancé les députés, à peine furent-ils arrivés à Douvres, qu'on leur fit défense de passer outre : ils furent gardés à vue ; tandis qu'on portoit à la cour leurs lettres de créance. Enfin, on les conduisit à Londres, où l'on affecta par mépris de les loger dans la maison d'un cordonnier. Ils n'avoient pas même la liberté d'aler à la messe sans être escortés d'archers. La populace furieuse, & vomissant mille imprécations contre le duc de Bourgogne, pilla les maisons des marchands Hollandois, Brabançons, Hennuiers & Picards, qui se trouvoient dans la ville pour les affaires de leur commerce : plusieurs de ces étrangers furent massacrés. A la fin le conseil Britannique rougit d'un emportement si honteux, & qui violoit les droits les plus sacrés des nations : il donna quelques ordres pour calmer ce tumulte, qu'il auroit dû prévenir. Lorsqu'on lut en présence du roi d'Angleterre, assisté du cardinal de Winchester, du duc de Glocestre, & des autres princes, les lettres du duc de Bourgogne, on dit que le jeune monarque ne put retenir ses larmes, parce que le duc dans ces lettres ne lui donnoit plus que le titre de *haut & puissant seigneur, son très cher cousin*, au-lieu de le nommer *son seigneur souverain*, comme il faisoit avant le traité d'Aras. Les envoyés furent congédiés sans réponse. Dans le même

même temps la régence Angloise fit expédier divers manifestes adressés aux villes de Flandre, de Hollande & de Zélande, à dessein d'y exciter quelque soulèvement. Ces écrits renvoyés par les communautés mêmes au duc de Bourgogne, l'iritoient de plus en plus contre les Anglois, qui, pour leur intérêt, auroient dû éloigner jusqu'au moindre sujet de rupture ouverte. Cependant malgré ces démarches imprudentes & l'insulte faite à ses députés, le duc contint son ressentiment : il fit même relâcher les ambassadeurs envoyés par la cour de Londres à Sigismond pour conclure une alliance contre lui, respectant dans ces négociateurs le droit des gens qu'on avoit violé à l'égard des siens.

AN. 1435.

Il n'étoit pas possible que de pareils sujets de mécontentement ne dégénéraissent en inimitié déclarée. Les Anglois n'oublioient rien de ce qu'il falloit pour la produire. Ce sont toutefois ces procédés si injurieux que leurs écrivains ont osé qualifier de prétextes frivoles saisis par le duc de Bourgogne pour embrasser ouvertement le parti de Charles. On s'observa réciproquement, en attendant que quelque acte d'hostilité fit éclater la rupture. Une tentative de la garnison de Calais sur la ville d'Ardres, mit les Bourguignons dans la nécessité d'user de représailles, en essayant de surprendre le Crotoi. Ces deux entreprises échouèrent par la défiance mutuelle, qui avertissoit les uns & les autres de se tenir sur leurs gardes.

Tentatives
réciproques
des Anglois &
des Bourgui-
gnons sur
quelques pla-
ces.

Ibid.

Cependant Jean de Luxembourg, comte de Ligni, qui n'avoit point encore accédé au traité d'Aras, se chargea de ménager un accommodement entre les Anglois & le duc de Bourgogne, & de les engager du-moins à la neutralité. Mais le duc rejetta les propositions de la cour de Londres, qui démentant la hauteur qu'elle avoit affectée jusqu'alors, parut, mais trop tard, vouloir revenir sur ses pas. Il envoya ses lettres de défi au roi d'Angleterre; on répondit à cete déclaration de guerre par des manifestes remplis d'invectives & de reproches. Dans le même tems six cents hommes d'armes Bourguignons alerent se rendre sous les ordres du maréchal de Lile-Adam, à qui le roi venoit de donner le gouvernement de Pontoise. Les députés des villes & com-

Le duc de
Bourgogne se
dispose à faire
la guerre aux
Anglois. Sédi-
tion à Amiens.

Ibid.

AN. 1435.

munautés, tant de la Hollande que du Hainaut & de la Flandre * accorderent au duc de Bourgogne les subsides qu'il leur demanda pour soutenir la guerre à laquelle il se préparoit. Il ne trouva pas la même facilité dans quelques-unes des villes cédées par le traité d'Aras. Les habitants d'Amiens à la première publication du rétablissement des impôts, tels qu'on les levait avant les troubles civils, se révolterent, prirent les armes, se choisirent un chef, coururent en foule à la maison du maire, lui déclarerent qu'ils ne payeroient aucuns subsides : *qu'ils sçavoient bien que le bon roi Charles leur seigneur ne vouloit point qu'ils payassent non plus que les autres villes de son obéissance.* De-là ils se répandirent dans la ville, pillerent les plus riches maisons, emprisonnerent quelques officiers, qu'ils firent ensuite exécuter. L'arrivée d'un corps de troupes, conduit par le comte d'Etampes, les seigneurs de Croÿ, de Saveuses & de Brimeu, nouveau baillif d'Amiens, réprima la sédition. Les chefs furent punis du dernier supplice, on bannit les moins coupables, tout rentra dans le devoir, & la levée des impôts n'éprouva plus de contradiction.

La Champagne ravagée par les compagnies.
Chron. de Fr.

Le connétable avoit fait évacuer toutes les villes & forteresses qui devoient être livrées au duc de Bourgogne. Les garnisons de ces places s'assemblerent & formerent un corps de trois à quatre mille hommes, sous la conduite des deux bâtards de Bourbon & de Chabannes. Ils entrèrent en Champagne, où ils exercerent les plus horribles ravages. Le peuple les nommoit *les Ecorcheurs*, parce qu'ils enlevaient jusqu'aux derniers vêtements de ceux qui avoient le malheur de tomber entre leurs mains. Le comte de Richemont en envoya une partie à Dieppe & dans les autres places nouvellement conquises en Normandie. On en fit pendre quelques-uns pour intimider le reste. Nous avons vu sous le regne de Jean II la France dévastée par des compa-

* Parmi plusieurs motifs représentés aux Flamands pour leur faire approuver la rupture avec l'Angleterre, on fit principalement valoir l'intérêt du commerce, que les exactions de l'Étape de Calais rendoient depuis quelque temps fort désavantageux, en ce que les Anglois ne vouloient recevoir pour le paiement de leurs laines, du plomb, de l'étain, des fromages & autres marchandises, que des lingots d'or & d'argent affinés, rejetant sans exception toutes espèces fabriquées.

gnies de brigands. Le détail de ces désordres ne seroit qu'une répétition de ce qui a été rapporté dans les précédents volumes. Le défaut de discipline & l'impuissance d'entretenir un nombre suffisant de troupes réglées, rendoit indispensable le service de ces aventuriers, soldats indociles pendant la guerre, & scélérats dangereux en temps de paix.

AN. 1435.

Paris étoit toujours au pouvoir des ennemis ; mais les Royalistes, maîtres de Lagni, de Corbeil, de Pontoise, de Poissi, de Meulan, du château de Vincennes, venoient encore de s'emparer du pont de Charenton, & de se loger à Saint-Denis, après la défaite d'un corps de troupes Angloises, dont quatre cent cinquante hommes étoient restés sur le champ de bataille. Les habitants de la capitale pressés de tous côtés par les garnisons des places voisines, tourmentés au-dedans par la disette excessive des vivres, & par la dureté d'un gouvernement tyrannique, plus insupportable encore que la famine, soupiroient en secret après un changement qui les délivrât d'une situation si déplorable. Cete malheureuse ville étoit devenue un séjour d'alarmes continueles, de douleur & de servitude. Loin d'éclater en murmure, on n'osoit même laisser échaper le plus léger signe de mécontentement, sans s'exposer aux acufations des délateurs, à la rigueur des recherches, aux fers, aux suplices. Suivant le journal de Charles VII, les principaux auteurs de tant de maux étoient les évêques de Théroouanne, de Beauvais & de Paris. Ce dernier, nommé par le même auteur, messire Jaques, *homme très pompeux, convoiteux & plus mondain que son état ne requéroit*, ajoutoit à ces défauts la plus sordide & la plus scandaleuse avarice*. Ce fut par les ordres de ces triumvirs qu'on fit exécuter secrètement ou précipiter dans la Seine plusieurs citoyens dont ils soupçonnoient l'attachement.

AN. 1436.
Etat de Paris.
Ibid.
Monstrelet.
Journal de
Charles VII.
Regist. du
parlement.

Dans ces circonstances, il ne falloit pas moins qu'un courage héroïque pour tenter une révolution en faveur du roi.

Projet formé
de livrer Paris
au roi.
Ibid.

* Le Journal de ce regne rapporte qu'on cessa entièrement le service divin pendant vingt-deux jours dans l'église des Innocents, & que les morts furent privés de sépulture, parce que l'évêque exigeoit une somme qu'il étoit impossible d'acquies, pour bénir & réconcilier l'église qui avoit été prophanée par l'effusion de quelques gouttes de sang. *Journal du regne de Charles VII, année 1437.*

AN. 1436.

*Mém. de la
chambre des
comptes de
Bourges.**Embaras des
Anglois.
Ibid.**Registres du
Parlement.*

Quelques bourgeois enhardis par l'amour de la patrie, osèrent l'entreprendre. La grandeur du péril ne les effraya pas ; ils se dévouèrent pour le salut commun. Dès la fin de Janvier ils avoient fait avertir le roi de leur dessein , ne demandant pour récompense d'un si grand service qu'une abolition générale pour leurs compatriotes. Ces lettres d'amnistie , datées de Bourges du 27 Février, furent consacrées par le seing du monarque. Elles contenoient, outre le pardon de tout ce qui s'étoit passé depuis les troubles, la confirmation la plus étendue des privileges de la ville. Ces vertueux citoyens (ils se nommoient Michel de Laillier , Jean de la Fontaine, Pierre de Lancrais , Thomas Pigache , Nicolas de Louviers , & Jaques de Bergieres) assurés par les promesses du roi, & par celles du duc de Bourgogne , ne s'occupèrent plus que de l'accomplissement de leur projet. Tandis qu'ils dispoisoient à les seconder ceux des leurs sur la valeur & la fidélité desquels ils pouvoient compter, le connétable rassembloit les troupes des garnisons voisines.

Cependant toutes ces mesures ne pouvoient être si secrètes qu'il n'en transpirât quelques indices suffisants pour alarmer les ennemis. Ils agiterent dans divers conseils les moyens de pourvoir à leur sûreté, ainsi qu'à la conservation de la ville. Il ne se trouva pas parmi eux un seul homme de tête, capable de prévenir ou de suspendre l'orage qu'ils voyoient se former. Dans le même temps qu'ils écrivoient au conseil de régence qui résidoit à Rouen, ils faisoient adresser des lettres au duc de Bourgogne pour obtenir qu'il ménageât une suspension d'armes ; ils publièrent une défense, sous peine de mort, d'approcher des remparts, ils ordonnerent des processions publiques, enfin pour dernière ressource, ils exigèrent que tous les habitants sans exception renouvelassent le serment du traité de Troies, & ne parussent dorénavant qu'avec la croix rouge. Cete conduite pitoyable n'annonçoit que la crainte & le découragement. Wilbi, gouverneur de Paris pour le roi d'Angleterre, ayant sous ses ordres une garnison de deux mille hommes, environné de troupes ennemies, tous les jours à la veille d'être assiégé ou surpris, manquoit de munitions de guerre, & n'avoit pas des vivres pour trois jours.

Enfin, le moment destiné pour l'exécution de cet important projet arriva. C'étoit le vendredi 13 Avril 1436. On n'avoit oublié aucune des précautions qui pouvoient répondre du succès. Les principaux habitants des différents quartiers prévenus, n'atendoient que le signal pour émouvoir le peuple. Les chefs de l'entreprise avoient dès la veille fait avertir le connétable de s'avancer. Comme ce prince appréhendoit les désordres que les gens de guerre auroient pu commettre dans le premier tumulte, il ne prit avec lui qu'un nombre de troupes suffisant pour, seconder la bonne volonté des Parisiens : cete sage conduite préserva la ville du pillage. Richemont étoit accompagné du maréchal de Lile-Adam, du bâtard d'Orléans, des seigneurs de Ternaut ou du Sernaut, de Lallain & de plusieurs chevaliers d'un courage à toute épreuve. Il marcha toute la nuit & vint à la pointe du jour se poster derrière les chartreux. Quelques soldats qu'il avoit chargés de se présenter à la porte de saint Michel, vinrent lui rapporter qu'on leur avoit crié du haut des murs que cete porte ne pouvoit s'ouvrir, qu'ils alassent à celle de saint Jaques, & qu'on besognoit pour eux aux hales. Le connétable sans perdre de temps se rendit à la porte où il étoit attendu. Aussi-tôt qu'il parut, & qu'il eût assuré de nouveau les bourgeois qui s'y trouverent, de l'amnistie promise, on ouvrit la poterne par laquelle les gens de pied commencerent à défiler, & ayant brisé la serrure qui retenoit le pont-levis, donnerent passage à la cavalerie. Lile-Adam brûlant du desir de signaler son zele, s'étoit saisi d'une échelle qu'on lui tendoit des murailles, & déjà parvenu sur le haut des remparts y arboroit la banniere royale, en s'écriant *ville gagnée*, tandis que le comte de Richemont à la tête de ses plus braves guerriers entroit dans la ville *.

AN. 1436.
Réduction
de Paris au
pouvoir du
roi.
*Journal de
Charles VII.
Chroniq. de
France.
Monstrelet.
Reg. du parl.*

* Cete relation est conforme au Journal de Charles VII & au récit des chroniques de France. Monstrelet, auteur également contemporain, rapporte cet événement avec des circonstances différentes. Le maréchal de Lile-Adam se présenta sous les murs, tenant dans ses mains les lettres d'abolition, revêtues du sceau royal, qu'il montra aux bourgeois, en les admonestant qu'ils rentrassent sous l'obéissance du roi Charles, qui s'étoit réconcilié avec le duc de Bourgogne, duquel ils avoient si bien tenu le parti, & encore demeureroient sous son gouvernement. Les Parisiens oyants ces douces paroles, consentirent à le recevoir. A l'instant on dressa des échelles; Lile-Adam & le bâtard d'Orléans monterent les premiers, gagnèrent le haut des murailles.

AN. 1436.

Idem, ibid.

Le peuple s'assemble, les rues retentissent d'aclamations ; on entend de tous côtés : *La paix , la paix , vive le roi & le duc de Bourgogne !* A ces cris les Anglois prennent les armes. Wilbi, l'évêque de Théroutanne, Morhier, prévôt de Paris, Larcher son lieutenant, Saintcyon, se mettent à leur tête. Ils veulent s'assurer des quartiers des haies, de Saint-Denis, & de Saint-Martin, dans l'espérance de se retrancher en cette partie de la ville ; mais ils rencontrent par-tout les habitants armés, portant déjà sur leurs habits la croix blanche des Royalistes. Envain ils s'écrient : *Saint Georges , saint Georges , traîtres François , vous tous morts !* On les presse de toutes parts, on les repousse de rue en rue, on les écrase des fenêtres, du faite des maisons ; à mesure qu'ils reculent on tend les chaînes. Le peuple s'animant par le succès, court au rempart de la porte Saint-Denis, pointe quelques pièces d'artillerie, qui forcent les ennemis de fuir précipitamment vers la rue Saint-Antoine, où Wilbi s'efforçoit encore de tenir ferme. Le connétable cependant recevoit sur le pont Notre-Dame Laillier qui venoit lui présenter un étendard aux armes de France. Il embrassa ce généreux citoyen, & s'adressant aux bourgeois qui l'environnoient : *Mes bons amis, leur dit-il, le bon roi Charles vous remercie cent mille fois, & moi de par lui de ce que si doucement lui avez rendu la maîtresse cité de son royaume, & si quelqu'un a mépris par-devers monsieur le roi, soit absent ou présent, il lui est tout pardonné.* Il fait en même temps publier à son de trompe devant la tête de sa troupe, défense, sous peine de mort, à tous les gens de guerre, soit hommes d'armes, soit archers, d'insulter les habitants, de se loger contre leur gré dans leurs hôtels, de leur ravir la moindre chose, enfin de commettre la plus légère violence. Libre de ce soin qui garantissoit la sûreté publique, il entra tout armé dans la cathédrale, où il rendit grâce à Dieu d'un événement qui paroissoit un effet sensible de sa protection particulière ; car cette heureuse révolution ne coûta point de sang François.

Les bourgeois qui se trouverent dans ce quartier de la ville, firent retentir les acclamations de *La paix , vive le roi & le duc de Bourgogne.* On brisa les portes, & le connétable à la tête de ses plus intrépides hommes d'armes, s'avança dans la rue saint Jacques, *Monstrelet, vol. 11, fol. 127. verso.*

Les ennemis acablés sous le nombre, ayant perdu un tiers des leurs, eurent à peine le temps d'arriver à la bastille de saint Antoine, où ils se renfermerent. Ils ne furent pas plutôt retirés que la tranquillité fut rétablie dans la ville. Avec le calme on vit renaître l'abondance ; les marchés publics fermés depuis près de trente années, furent ouverts; & le lendemain de la réduction, la mesure de bled, qui se vendoit la veille cinquante sous, se donnoit pour vingt.

AN. 1436.

Le jour même de son entrée dans la ville, le connétable fit publier dans l'église de Notre - Dame, à l'hôtel-de-ville, & dans toutes les places, les lettres d'amnistie & de confirmation des privileges accordés par le roi aux habitants de la capitale. Le seigneur de Ternaut fut établi prévôt de Paris, & la prévôté des marchands fut confiée à Michel Laillier; c'étoit ce même Laillier qui sous le regne précédent avoit sauvé Paris par la découverte d'une conspiration. Les Anglois retranchés dans la bastille, mais découragés & pressés par la disette, s'estimerent heureux d'obtenir le surlendemain de la délivrance de Paris une capitulation qui leur permettoit de se retirer en Normandie. On les conduisit par les dehors de la ville, afin de les soustraire aux insultes de la populace*.

Idem, ibid.

Après quinze années d'esclavage, Paris se trouvoit enfin libre sous la domination de son légitime souverain. Toute puissance émanée d'une source étrangere cessoit entièrement. Le roi étoit absent; sa présence eût été nécessaire pour régler la nouvelle forme du gouvernement, sur-tout l'administration de la justice. Le parlement s'assembla : (ce corps, toujours considéré de mauvais œuil par les Anglois qui le souffroient à regret, se trouvoit alors réduit à vingt magistrats.) Philippe de Morvilliers fut député avec quelques conseillers vers le connétable, pour l'assurer « que les » gens qui avoient tenu le parlement étoient prêts de faire » la volonté du roi, & de s'employer à son service comme

Le parlement de Paris reprend ses fonctions sous l'autorité du roi.

Registres du parlement.

* Cete précaution n'empêcha pas les Parisiens de courir en foule aux remparts de la porte saint Denis, d'où ils virent défiler les ennemis. Lorsqu'ils aperçurent l'évêque de Théroüanne, ils crièrent *au renard ! à la queue !* Ce prélat dit quelques temps après, que les Parisiens avoient tort de se plaindre; qu'ils lui avoient fait payer cher son écor, en retenant sa chapele, son argenterie & ses bijoux, lorsqu'il rendit la bastille. *Monstrelet, Chron. de France.*

AN. 1436.

» ses bons & fideles sujets ; mais qu'ils ne s'assembleroient
 » point, jusqu'à ce qu'ils eussent sçu sa volonté & reçu ses
 » ordres ». Le connétable, après avoir donné des éloges à
 leur zele pour le service du monarque, ajouta qu'il lui sem-
 bloit que la compagnie devoit écrire au roi « au sujet de la
 » réduction de la ville à son obéissance, & sur l'état présent
 » de la justice ». Comme il étoit à craindre que l'intéruption
 du cours des audiences ne fût préjudiciable à l'Etat, le comte
 de Richemont répondit à une seconde députation de la cour
 que l'expédition des affaires & le service du prince exigeoient
 que le parlement reprît ses séances ordinaires, en atendant
 que le roi en eût autrement ordonné. Les autres compagnies
 souveraines & les juridictions inférieures rentrèrent égale-
 ment dans l'exercice de leurs fonctions. Le rapel des bannis,
 sous la condition de prêter un nouveau serment de fidélité,
 acheva de rétablir le calme. La ville se repeuploit journéle-
 ment par le retour de quantité de familles que les troubles
 avoient exilées.

Le connétable ayant mis ordre aux affaires de la capitale,
 chassé les ennemis de quelques postes qu'ils occupoient en-
 core aux environs, procuré la réduction de Saint-Germain-
 en-Laie, que le gouverneur rendit par composition, prit la
 route de Champagne, à dessein de réprimer les brigandages
 de quelques compagnies qui s'y étoient cantonnées. Il reprit
 plusieurs petites places, tant sur ces aventuriers que sur le
 damoiseau de Commerci. L'évêque de Liege dans le même
 temps avoit passé la Meuse, & porté le fer & la flamme sur
 les terres du Luxembourg, rasant toutes les places dont il
 pouvoit se rendre maître. Il falut que le duc de Bourgogne
 interposât sa médiation auprès de l'évêque, qui par égard
 pour le prince discontinua les hostilités*.

La perte de Paris & la réconciliation du roi avec le duc
 de Bourgogne avoient enfin décillé les yeux du ministère
 Anglois. Le cardinal de Wincester, en repassant à Londres,

* Une seule expédition donnera une idée de la maniere dont l'évêque de Liège
 [c'étoit toujours *Jean Sans-Pitié*] faisoit la guerre. Ayant contraint la garnison
 d'un château de se rendre à discrétion, il fit pendre tous les soldats par un prêtre
 qui lui servit de bourreau. Après l'exécution le prêtre fut attaché à un arbre &
 brûlé. *Monstrelet, tom. 2.*

acheva

acheva d'ébranler les esprits. On se laissoit d'une guerre ruineuse qui épuisoit la nation d'argent & d'hommes. Depuis la levée du siege d'Orléans on faisoit monter à soixante-dix mille le nombre des Anglois morts dans les sieges ou dans les combats. Le conseil reconnoissoit enfin qu'il n'étoit plus temps de faire valoir des prétentions chimériques au royaume de France, mais de s'assurer par un traité des provinces qu'on pouvoit encore y conserver. Le duc de Glocestre s'oposoit seul à ces dispositions pacifiques; mais le crédit du cardinal commençoit à faire pancher la balance. Ce fut par ses avis qu'on remit au duc d'York, qui devoit incessamment passer en France, un plein pouvoir de conclure la paix avec le roi Charles. On expédia dans le même temps un acte encore plus extraordinaire, vu les conjonctures actuelles; c'étoit une commission donnée au cardinal de Winchester & au duc de Bourgogne, pour traiter conjointement du projet & des conditions du mariage d'une des filles du roi avec le monarque Anglois. C'est uniquement dans la vue de faire connoître quelles étoient alors les intentions de la cour de Londres, qu'on fait ici mention de cete démarche qui ne fut suivie d'aucune exécution. Le duc d'York aborda en France au mois de Mai de cete année. Il conduisoit de nouvelles levées avec lesquelles il reprit quelques-unes des places occupées par les Royalistes en Normandie.

AN. 1436.

Rymer. aff.
publ. tom. 5,
part. 1.

Depuis long-temps les Anglois faisoient au roid'Ecosse les offres les plus avantageuses pour le détourner de l'accomplissement du mariage de sa fille avec le dauphin Louis; mais tous leurs efforts ne purent empêcher cete alliance. Le monarque fidele à ses engagements fit partir la princesse au mois de Juin de cete année. Plusieurs bâtimens ennemis croisoient à dessein de l'enlever dans le trajet: elle eut le bonheur d'échapper à leurs poursuites, & d'aborder à la Rochele, d'où elle se rendit à Tours. Elle fit son entrée sur une haquenée richement harnachée, dont les seigneurs de Gamaches & de Mailli tenoient le frein. Le comte de Vendôme la conduisit au château. La reine de Sicile & les autres dames allèrent au-devant d'elle jusqu'à la porte de la sale. La reine de France l'atendoit assise sur un grand banc paré. Lorsque Mar-

Mariage du
dauphin célé-
bré à Tours.
Ibid.

AN. 1436.

guerite parut, la reine fit quatre ou cinq pas pour l'embrasser. On annonça le dauphin : la jeune princesse alla au-devant de lui, & là s'entrebaïserent & acolerent.

Idem, *ibid.*

Le roi arriva le lendemain, jour de la célébration du mariage. Renaut de Chartres, archevêque de Reims, chancelier de France, donna la bénédiction aux nouveaux époux. Ce prélat occupa la première place au festin royal, le roi la seconde; les quatre autres furent remplies par les reines de France, de Sicile, la dauphine & madame de Vendôme. Le dauphin fit les honneurs d'une table séparée avec les princes du sang & quelques seigneurs. Le même auteur qui nous a transmis le détail de cette solennité si différent du cérémonial qui s'observe de nos jours, ajoute « que tous les appartements du château étoient tendus haut & bas de draps » d'or & de tapisseries de haute-lisse, & sur-tout qu'il y avoit une grande abondance de ménestriers, chanteurs, clairons, trompetes, luths & psaltérions ». On exécuta divers entremets, espèce de représentations à personnages, dont les lecteurs pourront se rapeler la description insérée dans les volumes précédents.

Préparatifs
du duc de
Bourgogne
pour le siège
de Calais.

Monstrelet.
Chron. de Fr.
Annales de
Flandre.

Hist. d'An-
gleterre.

Rymer. aff.
publ. tom. 5.

Rymer. aff.
publ. tom. 5,
part. 1.

Cependant le duc de Bourgogne, malgré les remontrances de quelques-uns de ses conseillers, faisoit ses dispositions pour assiéger Calais par mer & par terre. Ce projet alarma la cour de Londres. De toutes les villes conquises en France, il n'y en avoit pas dont la conservation lui fût plus chère. Elle intéressoit toute la nation. Calais étoit considéré comme l'entrepôt du commerce que l'Angleterre entretenoit avec les Pays-Bas & une partie de l'Allemagne. Aux premières nouvelles que le duc aloit investir cette place, le parlement accorda des subsides pour la levée de quinze mille hommes destinés à passer incessamment en France, sous les ordres du duc de Glocestre, qui venoit de se faire donner le comté de Flandre confisqué par le conseil Britannique sur le duc de Bourgogne, attendu sa félonnie, concession qui sans la propriété, ne pouvoit procurer qu'un titre aussi vain que ridicule.

Siege de Ca-
lais.

Ibid.

Tandis qu'on s'occupoit en Angleterre des préparatifs de cet armement, le duc de Bourgogne étoit devant Calais à

la tête de cinquante mille hommes. Mais malheureusement les communes de Flandre, milice indocile, présumptueuse, sans discipline & sans courage, composoient la plus grande partie de cete armée, qui n'avoit de redoutable que l'apparence. Tous les exploits se bornerent à ravager les environs de la ville, à raser quelques places sans défense, à faire périr du dernier supplice ou massacrer impitoyablement les prisonniers, sans qu'il fût au pouvoir des chefs de réprimer ces désordres. Dès les premiers jours du siege les Flamands s'étonnoient de ce que les ennemis n'avoient pas encore évacué Calais pour se réfugier en Angleterre. *Nous sçavons bien, disoient-ils, qu'aussi-tôt que les Anglois sçauront que messeigneurs de Gand sont armés, qu'ils ne les attendront mie.* Ils accusoient la lenteur de la flotte du duc de Bourgogne, qui n'arrivoit pas assez tôt à leur gré pour fermer le port, & empêcher les Anglois de s'échaper. Aux murmures, aux vaines bravades de cete insolente milice, le duc ne tarda pas à mal augurer du succès de son entreprise. Il se repentit, mais trop tard, d'avoir congédié comme inutiles plusieurs corps de troupes de Picardie & de ses autres domaines. Il assiégeoit Calais depuis deux mois, & les travaux n'étoient pas plus avancés que le premier jour. Une partie de la flotte qu'il attendoit de Hollande & de Zélande, lui manqua. Les vaisseaux qui se rendirent à ses ordres, escortoient quelques barques chargées de pierres, qui furent coulées à fond dans le port à dessein d'en boucher l'entrée; à la marée descendante les assiégés les réduisirent en cendres en présence des assiégeants & de la flotte Bourguignone qui se retira ne pouvant tenir la mer.

Cependant les Anglois faisoient des forties continues & presque toujours avec avantage. Le duc de Glocestre étant près de mettre à la voile, envoya un héraut d'armes chargé de porter au duc de Bourgogne un défi que ce prince accepta. Il comptoit effacer du-moins par un combat la honte d'un projet mal concerté; mais la lâcheté de ses troupes ne lui permit pas de se flater long-temps de cet espoir. Il se vit dans la même position où son pere s'étoit trouvé vingt-cinq ans auparavant*, lorsque les mêmes communes l'abandonnerent

Le duc de Bourgogne obligé par la retraite des Flamands de lever le siege. *Ibid.*

*Tome VII de cete histoire.

AN. 1436.

sur le point d'en venir aux mains. A peine la nouvelle de l'arrivée prochaine du duc de Glocestre se fut-elle répandue, que les clameurs redoublèrent. Les Flamands, qui déjà croyoient avoir à combattre toutes les forces de l'Angleterre, s'écrièrent qu'ils étoient trahis, & sur ce prétexte ils annoncèrent leur départ. Toutes les instances que le duc employa pour arrêter ou suspendre leur résolution, ne firent que la précipiter. Ils se hâtèrent de décamper, abandonnant une partie de leur artillerie & de leurs bagages. Le duc au désespoir de leur lâcheté fut obligé de les suivre & de couvrir leur arrière-garde avec le petit nombre de troupes réglées qu'il avoit amenées au siège.

Après une expédition si honteuse, il falut encore que le duc arrivé à Gand approuvât publiquement la fuite des Flamands, qui s'obstinoient à ne pas rentrer dans leurs villes, à moins qu'on ne leur distribuât à chacun *une robe neuve*, comme il étoit d'usage au retour d'une campagne. Cete indulgence, loin de les toucher, ne servit qu'à les rendre plus féroces. Ayant rencontré le seigneur de Hornes, grand sénéchal de Brabant, accompagné d'une suite peu nombreuse, ils le massacrèrent. Peu de jours après les habitants de Bruges immolèrent à leur fureur quelques officiers du duc, & forcèrent la duchesse elle-même & le comte de Charolois son fils, de descendre de leur chariot, pour en arracher la dame de Hornes qui s'y étoit réfugiée. Le duc de Bourgogne, hors d'état de tenir la campagne, n'eut d'autre parti à prendre que de jeter des troupes dans ses places pour les mettre hors d'insulte. Le duc de Glocestre débarqué à Calais ravagea la Flandre & l'Artois sans trouver de résistance. Il ramena son armée chargée de butin & traînant après elle une multitude de prisonniers. Les troubles excités dans différentes villes des Pays-Bas, occupèrent assez le duc de Bourgogne pendant plusieurs années, pour l'empêcher de signaler son ressentiment contre les Anglois. Ce fut peu de temps après le malheureux succès de cete entreprise, que René d'Anjou, prisonnier depuis cinq ans, obtint enfin son élargissement par l'entremise du comte de Richemont auprès du duc de Bourgogne. Cet événement nous oblige de rapeler



RENE.

*Roy de Naples et de Sicile.
Né à Angers le 16. Janvier 1498.
Mort à Aix en Provence le 10. Juillet 1480.*

les affaires du royaume de Naples, dont la couronne venoit d'écheoir à René.

AN. 1436.

Louis III, duc d'Anjou, roi de Sicile, étoit de retour en Italie, depuis l'année 1431. Ce prince se reposant sur l'adoption qu'il désignoit successeur de Jeanne, avoit fixé son séjour à Cosenza en Calabre, & ne paroissoit point à Naples dans la crainte que sa présence n'inquiétât la reine, tandis qu'Alphonse employoit des efforts inutiles pour se réconcilier avec elle. La cour de cete princesse étoit devenue un théâtre de révolutions. Il ne lui resta sur la fin de ses jours qu'une foiblesse d'esprit contractée par l'abus des passions, qui la livroient aux séductions de ceux qui s'en emparoiént les premiers. Le grand sénéchal, si long-temps l'objet de son attachement, avoit été massacré dans le château de Capoue, sur un ordre surpris, & presque sous les yeux de sa souveraine. Jeanne pleura sa mort, mais ne la vengea pas. Elle auroit dû apeler près d'elle son fils adoptif: les personnes qui jouissoient de sa faveur s'y opposerent. Louis étoit alors occupé à faire la guerre au prince de Tarente. Les travaux militaires, selon d'autres, l'excès de son amour pour sa nouvelle épouse Marguerite, fille d'Amé, duc de Savoie, lui causèrent une fièvre violente qui le mit au tombeau. Il étoit âgé de trente-un ans. René son frere se trouvoit par cete mort héritier du duché d'Anjou, du comté de Provence & de ses droits au royaume de Naples. Ces droits furent confirmés par le testament de Jeanne, qui ne survécut elle-même que d'une année à cete seconde adoption. En elle s'éteignoit entièrement la branche de Duras, après avoir donné pendant l'espace de cinquante trois années trois souverains au royaume de Naples, Charles de la Paix, Ladislas & Jeanne.

Affaires du
royaume de
Naples.
Histoire d'Italie.
*Histoire de
Naples.*

Les députés Napolitains trouverent en arivant en France leur roi René prisonnier du duc de Bourgogne, qui ne voulut jamais le relâcher. Alphonse aux premières nouvelles de la mort de Jeanne, vint assiéger Gaëte. Le duc de Milan & les Génois armerent une puissante flotte pour l'obliger de se retirer. Alphonse fut vaincu & fait prisonnier; mais plus heureux que René, il trouva dans son ennemi un vainqueur

Idem, ibid.

AN. 1436.

généreux qui lui rendit la liberté sans rançon. Cet événement fut suivi d'un traité de confédération entre le monarque Aragonois & le duc de Milan, qui vraisemblablement appréhendoit que la maison d'Anjou, affermie sur le trône de Naples, n'engageât les François à faire valoir leurs prétentions au duché de Milan.

Idem, ibid.

Cependant Isabelle de Lorraine, épouse de René, suivie de ses deux fils, s'étoit rendue à Naples & avoit pris possession du royaume. La guerre s'alluma plus vivement que jamais. Dom Pedre, frère d'Alphonse, s'empara de Gaëtte. Plusieurs seigneurs abandonnerent le parti Angevin. Isabelle s'adressa au pape qui lui envoya trois mille hommes de cavalerie, & un pareil nombre d'infanterie, sous la conduite du patriarche d'Alexandrie. Tandis que ces mouvements agitoient le royaume de Naples, enfin René recouvra sa liberté, moyennant une rançon de deux cent mille écus, & la cession de quelques places. Le mariage de Jean, duc de Calabre son fils, avec Marie, fille du duc de Bourbon & d'Agnès de Bourgogne, mit le sceau à la réconciliation des maisons de Bourgogne & d'Anjou. René partit pour Naples où l'atendoient de nouvelles disgraces.

Le Roi d'E-
cosse est as-
sassiné.
*Histoire d'An-
glettre.*
Monstrelet,
&c.

La France eut à regretter cete année la perte d'un de ses plus fideles aliés, & dont l'attachement à l'épreuve des revers ne s'étoit jamais démenti. Jacques I, roi d'Ecosse, fut assassiné le 19 Février. Le comte d'Athol son oncle, étoit le chef des conjurés. Ces scélérats ayant brisé la porte de l'appartement, se jeterent sur le prince qu'ils percerent de trente coups de poignard, malgré les efforts de la reine son épouse, Jeanne de Sommerfet. Cete courageuse princesse reçut plusieurs blessures en voulant faire un rempart de son corps à son malheureux époux. Les Ecoissois pleurerent un monarque que mille vertus rendoient cher à la nation. Aucun des assassins ne trouva d'asile dans le royaume. Ils furent tous arrêtés, & les plus horribles supplices expierent cet abominable parricide. On s'attacha sur-tout à prolonger, à multiplier les tourments du comte d'Athol. Il fut promené nu dans la ville d'Edimbourg. Le lendemain on lui donna l'estrapade. Le jour suivant il fut exposé sur un pilier, ayant sur la tête une

couronne de fer ardent. On déchira ses entrailles qui furent brûlées en sa présence. On le tenailla. Enfin on termina ses jours en lui arrachant le cœur & le jetant au feu. Après sa mort il fut décapité & écartelé. *Il n'est point mémoire, dit Monstrelet, qu'on vit faire aux Chrétiens plus âpre justice.* Il auroit dû ajouter que cete rigueur étoit proportionnée à l'atrocité de l'action.

AN. 1436.

Le parlement, composé des magistrats de Poitiers & de la plupart de ceux qui avoient formé celui de Paris, fit l'ouverture de ses séances le premier Décembre de cete année, en vertu de lettres-patentes du roi, données à Issoudun le 26 Novembre précédent. Charles en agréant les conseillers de la cour qui avoient administré la justice dans la capitale pendant qu'elle étoit au pouvoir des étrangers, témoignoit sensiblement qu'il ne les considéroit pas comme des sujets suspects. Il est des circonstances qui forcent les regles ordinaires. Charles n'étant que dauphin est obligé de céder à la révolution la plus funeste & la plus inouïe. Il fuit; des magistrats emportés par leur zele suivent l'héritier présomptif, tandis que d'autres en demeurant s'efforcent de prévenir une subversion totale. L'espoir d'un avenir plus heureux les soutient. On n'oseroit décider entre ces deux partis. Les uns & les autres se conduisirent par des motifs différents, mais qui malgré leur opposition n'avoient que le même objet, le salut de la monarchie. Un des articles de la paix d'Aras portoit que le duc de Bourgogne auroit droit de nommer un certain nombre de conseillers qui seroient reçus au parlement, en prenant des lettres du monarque confirmatives de la nomination. Cet article fut religieusement observé. Dans la suite à mesure qu'il se présenta des places vacantes, elles furent remplies par les officiers de l'ancien parlement. On suivit le même plan pour la chambre des comptes & les autres juridictions. Par cete conduite aussi juste que modérée, Charles étouffoit tous les germes de haines qui pouvoient encore subsister, rapeloit la concorde parmi les sujets, & prévenoit les jalousies & les cabales qu'auroient occasionnées une préférence arbitraire & des distinctions injureuses.

Ouverture
du parlement.
*Registres du
parlement.*

Jean de Luxembourg, quoiqu'alié, parent & vassal du

La Hire sur-

AN. 1436.
prend Soif-
sons.
Ibid.

duc de Bourgogne, n'avoit point encore souscrit le traité d'Aras. On lui avoit accordé un terme pour s'y déterminer. Il jouissoit de la neutralité à l'abri de ce délai, qui fut prorogé à diverses reprises; mais cete prorogation accordée par le roi, n'étoit pas une fauve-garde suffisante. La Hire partit de Clermont en Beauvaisis qu'il occupoit depuis qu'il avoit enlevé cete place à Dauffemont, & vint attaquer Soissons qu'il emporta par escalade. Luxembourg se plaignit de cete infraction. Le duc de Bourgogne tenta inutilement de lui faire rendre justice. Le roi lui-même envoya des ordres pour la restitution, avec aussi peu de succès. L'année suivante la Hire ayant été fait prisonnier, n'obtint sa liberté qu'en rendant ces deux places. Telle étoit l'indocilité de ces guerriers, c'étoit à ce prix qu'ils vendoient leurs redoutables services*, que les malheurs de l'Etat rendoient nécessaires.

Tentative
sur Rouen.
Talbot escala-
de Pontoise.
Ibid.

Ils avoient si peu d'égard pour les princes, que ce même la Hire, malgré le traité, continuoit la guerre contre le duc de Bourgogne, & vint ravager jusqu'aux environs de Roie. Pothon de Xaintrailles ayant joint ses troupes à celles de Vignolles, ils entreprirent de surprendre Rouen où ils entretenoient des intelligences. Talbot informé de leur projet, les atteignit à quelques lieues de la ville, & les défit entièrement. La Hire blessé ne s'échapa que par la vitesse de son cheval. La rigueur de l'hiver n'empêcha pas l'infatigable Anglois de terminer la campagne par une expédition aussi hardie qu'ingénieuse, ce fut l'escalade de Pontoise exécutée au mois de Février. Les fossés de la ville étoient glacés & couverts de neige. Talbot pendant la nuit fit approcher les plus braves de ses gens. Ils étoient couverts de draps blancs. A la faveur de ce stratagème ils gagnèrent le haut des fortifications & se rendirent maîtres de la ville. Le maréchal de Lile - Adam

* Le roi ayant donné à ce même la Hire la châtellenie de Montmorillon en Poitou, & celle de Châtelu en Languedoc, le Procureur-général forma son opposition à l'enregistrement des lettres. Toutefois il fut dit : « Pour ce que ledit la Hire étoit homme de guerre, ayant sous lui quantité de gens d'armes, & vraisemblablement disposé de faire plusieurs choses mal à point, si on lui eût refusé l'expédition desdites lettres, considéré le temps qui court, & la petite obéissance que le roi notre sire a de plusieurs gens de guerre, la donation seroit enregistrée, & seroit réponse par la bouche du chancelier, que la cour consentoit audit don, ce que jamais n'eût fait, sinon pour éviter plus grand inconvénient ». Reg. 30, année 1437.

eut

eut à peine le temps de faire rompre une poterne par laquelle il se sauva.

AN. 1436.

Les deux reines douarieres d'Angleterre, Jeanne de Navarre, qui avoit épousé Henri IV, & Catherine de France, veuve de Henri V, moururent à la fin de cete année. Catherine, après la mort de Henri, épousa Owen Tudor, gentilhomme Gallois, qu'on fit dans la suite descendre des anciens souverains de la principauté de Galles. Tant que la reine vécut, la cour ne fit point éclater son mécontentement d'une alliance si disproportionnée; mais à peine eut-elle les yeux fermés, que Tudor fut conduit à la tour de Londres. Il trouva moyen de s'échaper; ayant été pris, on le renferma plus étroitement; d'autres assurent qu'il eut la tête tranchée. De ce mariage naquirent trois enfans que Henri IV, leur frere utérin, reconnut. Edmond l'ainé, créé comte de Richemont, épousa l'héritiere de Sommerfet, dont il eut un fils, nommé Henri, qui remplaça la maison de Lencastre sur le trône d'Angleterre. Richard Woodville, qui avoit épousé à-peu-près dans le même temps Jaqueline de Luxembourg, veuve du duc de Bedford, acheta son pardon en payant une amende de mille livres sterlings.

Mort des
deux reines
douarieres
d'Angleterre.
Hist. d'Angl.
Rymer. act.
publ. tom. 5,
part. 1.

La guerre entre les Anglois & le duc de Bourgogne, auroit été plus avantageuse au roi, si ce prince, libre de tout autre soin, avoit été en situation de l'assister de toutes ses forces. Les peuples de ses domaines des Pays-Bas ne lui laissoient pas assez de repos pour qu'il pût se livrer à son ressentiment. Plusieurs villes de Flandre se souleverent, il étoit à tout moment obligé d'y courir pour les réprimer. Au commencement de cete année, il pensa perdre la vie par la main même de ses sujets. Les habitants de Bruges ayant refusé d'ouvrir les portes à toute sa suite, il eut l'imprudence d'y entrer à la tête d'environ deux cents hommes d'armes, comptant que les derniers rangs se rendroient maîtres des barrières & livreroient le passage au reste de ses gens; mais les Flamands qui les gardoient prévinrent son dessein, en les fermant aussi-tôt qu'ils virent qu'il en étoit défilé un assez grand nombre. Les premiers rangs des hommes d'armes eurent la témérité de crier *ville gagnée*. Le peuple courut aux

AN. 1437.
Séditions
dans les Pays-
Bas.
Monstrelet,
Chron. de
France.
Annales de
Flandres, &c.

AN. 1437.

armes, & le carnage commença. Le duc lui-même fut blessé. Tout ce qu'il put faire fut de se battre en retraite jusqu'à la porte de la ville qu'il fit briser. Il eut le bonheur de s'échapper, laissant aux mains des rebelles la plupart de ses gens morts ou prisonniers. Il perdit dans cette occasion le maréchal de Lile-Adam. Après un si cruel affront il fallut encore recourir aux sollicitations pour obtenir que les Brugeois relâchassent une partie de ceux qui avoient été pris, plusieurs ayant été déjà exécutés.

Siege du
Crotoi.
Ibid.

Ces disgrâces n'empêchèrent pas le duc de Bourgogne de faire assiéger le Crotoi par mer & par terre. Talbot ayant rassemblé à la hâte quatre mille hommes de troupes de Normandie, arriva sur les bords de la Somme, il vit la rive opposée bordée de troupes ennemies. L'intrépide Anglois ne balança pas : il laissa une partie de son monde, se jeta le premier dans l'eau. Ses guerriers non moins courageux, le suivirent : ils avancèrent fièrement tenant leurs armes élevées ; ils parvinrent au rivage opposé, dont les troupes Bourguignonnes n'osèrent tenter de leur défendre l'abord. Une action si hardie sembloit les avoir rendues immobiles. Talbot, sans s'arrêter, tourna sa marche vers le Crotoi, y fit entrer un convoi. Dans le même temps sept navires Anglois attaquèrent les vaisseaux Bourguignons qui bloquoient le port, & les obligèrent de se réfugier dans le havre de Saint-Valleri. Les Bourguignons ne tardèrent pas à se disperser. Les fortifications qu'ils avoient construites autour de la ville furent réduites en cendres. Le général Anglois après cette expédition, l'une des plus hardies dont l'histoire fasse mention, fit rentrer en Normandie sa petite armée couverte de gloire, victorieuse sans avoir combattu.

Siege de
Montereau-
Faut-Yone.
Ibid.

Cette entreprise des Bourguignons, quoiqu'avortée, produisoit toujours une diversion avantageuse aux affaires du roi. Charles, dès le commencement de cette année, s'étoit rendu à Gien, où il avoit indiqué le rendez-vous de son armée. Elle formoit en tout un corps de six mille hommes ; mais c'étoit l'élite de ses troupes. Le connétable, les comtes du Maine, de Vendôme, de Perdreac, le bâtard d'Orléans, devoient commander sous ses ordres. On ouvrit la campagne par la

réduction de Château-Landon, de Nemours & de quelques autres places dans le Gatinois. Le roi traversa une partie de la province de Sens, vint se loger à Brai-sur-Seine, tandis que le reste de l'armée investissoit Montereau-Faut-Yonne. On fit venir de l'artillerie de Paris, & le roi ne tarda pas à se rendre devant la place. Thomas Guérard qui en étoit le gouverneur, quoiqu'avec une garnison de quatre cents hommes, fit une défense qui lui mérita les éloges même des François. Il comptoit à la vérité sur un puissant secours qui lui avoit été promis; mais le siege de Crotoi qui se faisoit dans le même temps, ne permit pas aux Anglois de diviser leurs forces. La présence du souverain inspiroit à nos troupes une nouvele ardeur. On avoit construit, suivant l'usage du temps, des bastilles autour de la ville : elles formoient des especes de forts sur lesquels on dispoit les bateries. Le prince lui-même visitoit les travaux & s'exposoit sans ménagement dans les endroits les plus périlleux. Lorsque les breches furent praticables, on disposa tout pour un assaut général. Le monarque à la tête de ses troupes s'avança jusqu'aux pieds des remparts.

On aporloit les fascines pour combler le fossé: Charles impatient de signaler sa valeur, s'y précipite le premier, le traverse ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, plante lui-même une échelle, & l'épée à la main parvient au haut des murs à travers une grêle de traits. C'est-là qu'il combat corps à corps. Il seroit difficile d'exprimer qui l'emporta dans ce moment, ou de la terreur des ennemis, ou de l'admiration des François, pour un prince si digne de les commander. Le roi fit sur-le-champ arrêter le carnage; c'est à ces traits chers à l'humanité qu'on reconnoit le vrai héros. Un pareil ordre donné dans la premiere ivresse de la victoire, suffiroit seul pour éterniser la mémoire de Charles. Il étoit entré dans la ville en guerrier; vainqueur, les armes s'échappent de ses mains, il agit en roi. Si par sa conduite précédente il avoit donné lieu d'ataquer sa réputation, tout fut effacé. Il devint dès cet instant l'idole de la nation, & subjugua l'estime de ses ennemis. La garnison, après la perte de la ville, s'étoit

AN. 1437.

retirée dans le château, où elle tint encore pendant quelques jours. Le roi lui acorda une capitulation honorable, à la prière du dauphin, qui fit ses premières armes à ce siège.

Idem, ibid.

Quelques modernes ont rapporté qu'immédiatement après la prise de la ville de Montereau, le roi s'étoit retiré à Melun, laissant au dauphin le soin d'assiéger la citadelle. Ils ont ajouté que le gouverneur Anglois, en remettant la forteresse au jeune prince, lui dit obligeamment que contre tout autre il auroit tenu plus long-temps. D'après ce récit ils ont conclu que la gloire de Louis excita la jalousie de son pere, & que ce fut l'origine de leur mésintelligence. Comme un des premiers devoirs de l'histoire est de mettre le lecteur en état d'apprécier la conduite des hommes, il est indispensable d'effacer cette tache faite à l'honneur de Charles VII. S'il avoit été capable d'un sentiment si bas que de voir d'un œil d'envie la gloire de son fils, cette honteuse jalousie justifieroit les mécontentements qu'il en éprouva dans la suite : mais cette particularité avancée sans garants par l'auteur moderne de la vie de ce prince, par l'historien d'Angleterre & par Mézerai lui-même, est une fable absurde. Les registres du parlement, monument irréprochable, en démontrent la fausseté. Voici les propres termes : « Ce jour sont venues nouvelles » comme hier fut prise de bel assaut la ville de Montereau- » Faut-Yonne, auquel assaut le roi notre seigneur s'est exposé » en personne, & vaillamment s'est mis dans les fossés en » l'eau jusqu'au dessus de la ceinture, & monté par une échelle » pendant l'assaut l'épée au poing, & entré dedans que encore » y avoit très peu de ses gens. . . . Et défendit à tous, sous » peine de la hart, que homme ne pillât l'église ni les gens » de la ville, ne violât femmes ou filles, &c. Et le 22 dudit » mois (Octobre) ledit Thomas Guérard & ses compagnons se rendirent & ledit châtel au roi notre sire, lequel » à la requête de monsieur le dauphin, pource que c'étoit » la première armée où il avoit été, laissa aler lesdits Anglois » & tous leurs biens ». On sent combien il étoit nécessaire de détruire une supposition aussi infidèle que téméraire ; puisqu'il s'agit de décider du caractère d'un monarque respecta-

ble, sur-tout par la noblesse & la générosité de son cœur. Il fut long-temps foible; mais jamais timide ni défiant. Charles avoit été un fils trop malheureux pour être un mauvais pere. Le roi donna le gouvernement de Montereau au bâtard d'Orléans, & prit la route de Melun, où il s'arêta pendant quelque temps, tandis qu'on dispofoit les préparatifs de son entrée dans la capitale.

AN. 1437.

Talbot de retour en Normandie se trouva forcé de borner ses exploits à la prise de quelques places peu importantes. L'épuisement des finances, le défaut de troupes, & plus que tout cela les cabales qui troubloient la cour de Londres, réduisoient les ennemis à se tenir sur la défensive. Le duc d'York, nouveau régent, avoit à peine eu le temps de concerter ses mesures pour disputer la supériorité que les Anglois perdoient journellement, qu'il se vit rapelé par les intrigues du duc de Sommerset son rival, qui le fit remplacer par Richard, comte de Warwick. Ces fréquents changements ne pouvoient qu'être très préjudiciables: ils arêtoient toutes les opérations; ils empêchoient de régler un plan de conduite; ils décrioient le gouvernement.

Rapel du
duc d'York.
Ibid.
Rap. Thoy.
Att. publ.
Rymer. tom. 5,
part. 1.

Le duc d'Orléans fit vers ce même temps proposer au conseil Britannique de passer à Calais pour concerter avec le duc de Bretagne un nouveau projet d'acomodement entre les deux couronnes. Le conseil y paroissoit disposé; mais le duc de Glocestre, toujours implacable ennemi de la France, fit rejeter la proposition. Ce duc & le cardinal de Winchester partageoient la cour & les ministres. Le prélat plus adroit prenoit insensiblement l'ascendant sur son rival, à mesure que Henri avançoit en âge. Ses richesses immenses le mettoient d'ailleurs à portée de se concilier un plus grand nombre de partisans: il prêtoit de l'argent au roi, & l'état des affaires ajoutoit un nouveau prix à de pareils services. Toutefois, soit qu'il redoutât le duc, soit qu'il eût quelques reproches à se faire, il se fit expédier dans ce même temps un acte dont les expressions singulieres méritent d'être rapportées. C'est une abolition par laquelle le roi lui pardonne généralement « toutes transgressions, offenses, méprises, dés- » obéissances & attentats qu'il peut avoir commis depuis la

Nouvelles
démarches du
duc d'Orléans
pour la paix.
Ibid.

Att. de Rym.
tom. 5, part. 1,
pag. 40.
Rap. Thoyr.

AN. 1437.

Entrée du roi
dans Paris.Monstrelet.
Chroniq. de

France.

Hist. de la
ville de Paris.Registr. du
parlement.

» création de l'univers ». Pour compléter cete grace , il devoit la faire étendre jusqu'à la dissolution de notre globe.

Cependant le roi s'étoit avancé jusqu'à Saint-Denis. Le mardi 12 Novembre avoit été désigné pour la cérémonie de son entrée dans la capitale. Charles à la vue d'une multitude innombrable de peuple qui bordoit le grand chemin & les rues , en faisant retentir l'air d'acclamations , ne put retenir ses larmes. Les Parisiens , non moins sensibles que leur prince , mêloient des pleurs de joie aux cris de *vive le roi* : enchantés de revoir leur souverain légitime , après vingt années d'absence , leurs transports alloient jusqu'à l'ivresse ; ils sembloient avoir en ce moment oublié la misere dans laquelle ils avoient gémi si long-temps. Ils avoient étalé toute la magnificence que l'industrie du siecle pouvoit fournir. Les façades des maisons décorées de riches tapis , les spectacles distribués de distance en distance sur des échafauds , les misteres de l'ancien & du nouveau testament représentés par des personnages muets , des fontaines qui distribuoient différentes liqueurs , ofroient à chaque pas les témoignages du zele des habitants. Le prévôt des marchands , à la tête du corps municipal & des arbalétriers & archers de la ville , avoit présenté les clefs au roi à la Chapele. Les échevins eurent les premiers l'honneur de porter le dais. Ils furent relevés par le corps des marchands. Les commissaires , notaires , avocats , procureurs & sergents marchaient après le corps de ville. Immédiatement à leur suite on voyoit *les personnages des sept péchés mortels à cheval*. Cete mascarade étoit selon le goût du siecle. Les sept vertus précédoient la marche des seigneurs , du parlement & des requêtes. Trois anges *chantants moult mélodieusement* * , reçurent le roi à la porte de S. Denis , tandis que d'autres anges placés sur une terrasse ,

* Voici les vers que récitoient les anges. Ils n'annoncent pas de grands progrès en poésie.

Très excellent prince & seigneur ,
Les manants de votre cité,
Vous reçoivent en tout honneur
Et en très grande humilité.

Monstrelet, tome II.

entouroient un saint Jean-Baptiste montrant l'Agnus Dei. Le roi & le dauphin étoient armés de toutes pièces, excepté la tête. Pothon de Xaintrailles, grand écuyer, portoit le casque, le roi d'armes portoit une cuirasse, & un autre écuyer l'épée royale. Le connétable, marchant à la droite, avoit pour marque de sa dignité un bâton blanc. Huit cents archers composoient la bataille du roi. Après les princes du sang & les principaux seigneurs, on voyoit une foule de chevaliers. Tous étoient couverts ou plutôt chargés de draps d'or, d'argent & de plaques d'orfèvrerie armoirées; leurs habits, ainsi que les équipages des chevaux, étaloient la pompe la plus brillante. Ce faste étoit formé du sang des peuples rançonnés impitoyablement par la plupart de ces guerriers avides. Charles mit pied à terre au portail de la cathédrale, où il reçut les compliments de l'université, en présence des archevêques de Toulouse, de Sens, des évêques de Paris & de Clermont, ainsi que des principaux du clergé. Avant que d'entrer dans Notre-Dame, il fit le serment à l'évêque*. De là il vint loger au palais. Le lendemain il montra au peuple la vraie croix & le fer de la lance conservés dans l'Eglise de la Sainte-Chapelle. Il se rendit ensuite à l'hôtel neuf, vis-à-vis le palais des Tourneles, où il demeura jusqu'à son départ.

AN. 1437.

Le roi pendant le peu de séjour qu'il fit à Paris, décerna

Nouvelles ordonnances.

Ibid.

Conf. des ordonnances.

* Telle est la forme de cet ancien usage introduit par la piété de nos monarques, dont nous donnons ici la traduction. « Le jour de sa première entrée dans la capitale, le roi, accompagné des princes de son sang, des seigneurs & de toute sa cour, se rend dans le parvis de la cathédrale, dont les portes sont fermées. L'évêque revêtu de ses habits pontificaux, & escorté de son clergé, les fait ouvrir & vient au-devant du souverain avec la croix, l'encensoir & le livre des évangiles. Il lui adresse ces paroles : Seigneur, avant que vous entriez dans cette église, vous devez & êtes tenu de prêter le serment à l'exemple de vos prédécesseurs rois de France, à leur nouvel & joyeux avènement. Le prince adore la croix, baise le livre des évangiles : un ecclésiastique présente la formule du serment conçu en ces termes : Suivant les anciennes concessions qui nous ont été accordées par vos prédécesseurs, nous vous demandons que vous conserviez à chacun de nous, & aux églises qui nous sont confiées, le privilège canonique, le bénéfice de la loi, la justice & la protection, ainsi qu'un roi y est obligé envers chaque évêque & l'église dont il a l'administration. Le monarque s'oblige dans les mêmes termes au maintien des privilèges, & confirme son serment par ces mots : Ainsi je le veux & le promets ». Extr. des MSS. de M. de Brienne, vol. 268, fol. 1.

AN. 1437.

plusieurs réglemens, tant pour l'administration de la justice, que pour celle des finances. Il augmenta de quelques officiers nouveaux le nombre des membres du parlement. Il écouta favorablement les représentations, & accorda la plupart des grâces qui lui furent demandées. Il eût été à souhaiter qu'on eût pu soulager la misère publique par l'abolition d'une partie des impôts. Le peuple s'y atendoit; mais les malheureuses circonstances où l'Etat se trouvoit, ne permettoient pas au roi de se livrer aux mouvemens de la bienfaisance qui lui étoit naturelle.

*Idem, ibid.
Conf. des or-
donnances.*

Parmi ces ordonnances il s'en trouve une qui prouve que le luxe tant vanté, loin d'annoncer l'opulence d'une nation, en indique l'indigence effective. Tous les monuments de ce siècle nous présentent sans cesse le tableau de la plus affreuse misère. Une partie du peuple enduroit la faim, la soif, la nudité, tandis que d'un autre côté on voyoit briller la pompe la plus insultante, soit dans les vêtements, soit dans les équipages. Toutes les conditions étoient confondues. On fit des remontrances à ce sujet. Nous rapportons ici les termes de ces représentations : ils ne nous flatent pas. *De toutes les nations de la terre habitable, il n'y en a point de si difformée, variable, outrageuse, excessive, inconstante en vêtements & habits, que la nation Française; ensorte qu'on ne connoît l'état des gens, soit princes, nobles hommes, bourgeois, marchands & artisans; parce que l'on tolère à chacun de se vêtir & habiller à son plaisir, fût homme ou femme, de drap d'or, d'argent ou soie.* Sur cet exposé le roi fit dresser plusieurs réglemens qui défendoient de vendre des étofes précieuses à d'autres qu'aux princes, grands seigneurs, & aux ecclésiastiques pour les ornemens de leurs églises. On poussa l'attention jusqu'à faire dresser divers patrons d'habillemens, & prescrire la qualité des étofes, suivant le rang & les conditions. Ce renouvellement des loix somptuaires eut le sort de ceux qui l'avoient précédé. On se contenta de punir quelques gens de la lie du peuple, & la prohibition ne fit qu'irriter le desir d'éluder ou de violer la loi. On ne corrigera jamais le luxe en l'ataquant directement : né de la cupidité, il lui sert d'aiguillon & d'aliment. Il n'appartient qu'aux mœurs de le réprimer,

&

& malheureusement les mœurs ne se commandent pas.

Les comtes de la Marche & de Perdrac firent exhumer le connétable d'Armagnac leur pere. On célébra un service solennel dans l'église de Saint-Martin-des-Champs, auquel le roi assista, ainsi que toute la cour, & le lendemain le cercueil de cet infortuné seigneur fut mis sur un chariot de deuil & transporté dans le comté d'Armagnac pour y être inhumé près de ses ancêtres.

AN. 1437.
Les enfants
du comte
d'Armagnac
font célébrer
les obseques
de leur pere.
Ibid.

Les divers avantages que le roi venoit de remporter, faisoient espérer un avenir plus heureux; mais il sembloit qu'une fatalité inévitable dût éterniser les malheurs du royaume. Une épidémie affreuse, qui commença vers la fin de l'automne, ravagea la plupart des provinces pendant près de deux années. Ce terrible fléau enleva dans la seule ville de Paris cinquante mille personnes des deux sexes. Le roi se hâta de quitter cete capitale. Les princes, les seigneurs, les gens de guerre déserterent en foule. Il étoit à craindre que les ennemis ne profitassent d'une conjoncture si favorable. Ambroise de Lore, prévôt de Paris; Adam de Cambrai, premier président; & Simon Charles, président de la chambre des comptes, s'offrirent généreusement de rester malgré le danger de la contagion. Ils veillerent avec tant de soin, & donnerent de si bons ordres, qu'ils conserverent la ville que la mortalité dépeuploit journellement. Aux horreurs de la peste se joignit la plus cruele famine. Le prix des vivres augmenta des neuf dixiemes. Les habitants des campagnes rançonnés, dépouillés par les gens de guerre, avoient abandonné la culture de leurs terres, dont on ne leur permettoit pas de recueillir les fruits. On les voyoit border les grands chemins, mourants de faim, en implorant des secours. que la misere commune rendoit impraticables. En parcourant les monuments de ce malheureux siècle, on est surpris de trouver dans ce nombre de chefs de brigands qui ravageoient la France, des noms illustres confondus avec des aventuriers, la Hire, Antoine de Chabannes, les deux bâtards de Bourbon, Blanchefort, Villandras, Mathelin, d'Escouvet, Floquet, Bron, Chappelle. C'étoient-là les conducteurs de ces brigands. Ils coururent le Cambrésis, le Hainaut; en-

Peste & famine.
Ibid.

AN. 1437.

trèrent en Champagne, portant en tous lieux le fer & la flamme. Ils pénétrèrent dans la Lorraine qu'ils mirent à contribution. Las de défoler nos provinces où ils ne trouvoient plus rien à piller, ils se répandirent en Allemagne au nombre de six mille chevaux, & firent des courses jusque sous les murs de Bâle, où se tenoit alors le concile, répandant le bruit, dit Monstrelet, *que c'étoit à l'incitation du pape Eugene, pour défendre sa guerre.* Ils mirent le pays à feu & à sang. S'il est vrai que le pontife en éfet les eût apelés à son secours, le concile lui en avoit donné le premier l'exemple quelques années auparavant, en implorant l'assistance de ce même Villandras, qualifié de comte de Ribadeo, « dans l'armée du- » *quel les peres de Bâle assuroient qu'ils avoient fondé la plus » grande espérance ».*

Spicil. Mis-
cellan. epist.
T. 3, p. 762,
premiere col.

Suite des
affaires ecclé-
siastiques.

Histoire ecclé-
siastique.

Loix ecclésiast.
Histoire des
conciles, &c.

Depuis l'assemblée de Constance il n'y a rien, dit Pasquier, *que les papes aient tant craint que les conciles généraux.* Les prétentions opposées du pontife & des peres de Bâle étoient enfin dégénérées en rupture ouverte. La supériorité du concile, constatée dès les premières sessions, fut un des plus puissants motifs de cete scandaleuse querele: Nous ne pouvons nous dispenser de rapporter au-moins un sommaire précis de ce long & fastidieux procès, dont l'histoire se trouve nécessairement liée avec celle des libertés de notre Eglise.

Le pontife par une bulle expédiée à Rome avoit ordonné la dissolution de l'assemblée, qui répondit à ce premier acte d'hostilité, en le sommant lui-même de révoquer ce décret, & de comparoître par lui ou par ses légats. Les peres constaterent en même temps *l'autorité des conciles généraux, comme procédant immédiatement de Jésus-Christ, « autorité à la- »* *quele les papes étoient obligés de se soumettre ».* Eugene envoya un légat dont l'arivée suspendit les procédures. Il étoit malade pour-lors, & l'on statua qu'en cas de mort on ne lui donneroit un successeur qu'avec le consentement du concile. La recommandation de Sigismond engageoit l'assemblée à modérer la vivacité de ses démarches. L'empereur étoit en Italie, & devoit se rendre incessamment à Rome pour y recevoir la couronne impériale: mais dans le même temps qu'il paroissoit favorable à Eugene, il se déclaroit dans

Hist. ecclésiast.
liv. 106.

un édit protecteur du concile. Tout l'art que la politique du temps pouvoit employer fut mis en usage. On fulminoit à Rome, tandis qu'à Bâle on déclaroit que tout ce qu'Eugene feroit feroit regardé comme nul. La querele se ralentissoit & se réveilloit par intervalles. On nomma des commissaires pour examiner les procédures faites contre Eugene : on refusa d'admettre ses nouveaux députés : enfin on le cita au concile. Il ne faut pas omettre la contestation qui survint pour la préséance entre les ambassadeurs du duc de Bourgogne & ceux du duc de Savoie & des électeurs de l'Empire : elle fut décidée en faveur du prince François.

Cependant l'empereur obtint d'Eugene la permission d'entrer à Rome, mais accompagné seulement de ses domestiques. Le pape le reçut sur les degrés de l'église du vatican, le baïsa à la bouche. Sigismond se mit à genoux, & baïsa les pieds de sa sainteté, qui le couronna en le déclarant *empereur auguste* : il prêta serment, & servit ensuite d'écuyer au pontife. Il fit peu de séjour à Rome, d'où il se rendit à Mantoue. Il érigea cete seigneurie en marquisat en faveur de *Jean-François de Gonzague*.

Bientôt la guerre s'alluma dans Rome entre le pape & les Colannes. Le duc de Milan vint encore grossir le nombre des ennemis du saint pere : pressé de tous côtés il promit à la fin de s'unir au concile : il révoqua ses bulles de dissolution. Ses légats prêterent serment. Une sédition excitée dans Rome l'obligeoit alors de prendre la fuite & de se retirer à Florence. Parmi plusieurs décrets de l'assemblée de Bâle, il s'en trouve un, concernant la conversion des Juifs, qui produisit un avantage à la littérature, en ce qu'il imposoit aux universités l'obligation d'entretenir des professeurs en langues hébraïque, arabe, grecque & chaldéenne. On renouvela les peines prononcées contre les concubinaires. On réforma, autant qu'il étoit possible, l'abus des excommunications, interdits & apels en cour de Rome. On régla l'ordre & la liberté des élections. On abrogea les annates, malgré l'opposition des deux légats. On fixa le nombre des cardinaux. On proscrivit les graces expectatives. Ces divers réglemens, dont plusieurs bleffoient l'autorité de la cour Ro-

Idem, ibid.

AN. 1437.

maine, faisoient pressentir que l'union du pape & du concile ne subsisteroit pas long-temps.

Après plusieurs négociations le concile eut la gloire de terminer la guerre des Hussites. Les députés Bohémiens signèrent à Bâle un concordat qui fut agréé par Sigismond. Cet empereur fut reçu dans Prague. Il s'efforça d'effacer par ses bienfaits & sa générosité les malheurs qu'avoit occasionnés sa foiblesse au concile de Constance.

La réunion des deux Eglises d'Orient & d'Occident occupoit alors également le pape & le concile. Ils se disputoient l'honneur de la procurer. Eugene prit les devants en envoyant des ambassadeurs à Constantinople. Enfin le saint pere éclata par deux bulles consécutives qui dissolvoient le concile & le transféroient à Ferrare. Sur ces entrefaites l'empereur de Constantinople, Jean Manuel Paléologue, vint débarquer à Venise, d'où il se rendit à Ferrare. Le pape le reçut dans son palais ; il ne mit pied à terre que lorsqu'il fut à la porte de la sale. Jean & le pontife s'embrassèrent. Le Grec baïsa la main de sa sainteté, qui le fit asseoir à gauche : mais il n'y eut point de génuflexion ; l'empereur ne baïsa point les pieds du pontife Romain, & ne lui servit point d'écuyer. On ne rapporte ces détails que pour faire remarquer la différence du cérémonial observé dans cete entrevue, avec celui du couronnement de l'empereur d'Occident. Ce que l'on peut alléguer de plus raisonnable pour justifier cete différence, c'est que Paléologue n'étant point encore soumis à l'Eglise Romaine, Eugene le recevoit en prince, & non en chef de l'Eglise.

Députés du
pape & du
concile au roi.
Assemblée de
Bourges.
Pragmatique-
Sanction.

Hist. ecclésiast.
Histoire des
conciles.

Pasquier.

Du Tillet,
Libertés de l'E-
glise Gallica-
ne.

Le pape & le concile envoyerent en même temps leurs ambassadeurs à Charles VII. Ceux de l'assemblée de Bâle présenterent les premiers décrets qu'on y avoit arêtés. Le roi convoqua dans la sainte chapele de Bourges les princes, les seigneurs, les prélats & les principaux du conseil. Les articles présentés par les députés du concile, furent reçus avec quelques modifications. Ce fut sur ces articles qu'on dressa cet édit célèbre connu dans nos annales sous le nom de *Pragmatique-Sanction* *. « L'obstination de Benoît XIII, dit le sa-

* On apele Pragmatique toute constitution dressée en connoissance de cause,

» vant compilateur des loix ecclésiastiques, donna lieu aux
 • » François de se soustraire à son obéissance, ainsi qu'à celle
 » de son compétiteur. Pendant cete soustraction l'Eglise Gal-
 » cane se gouverna suivant les loix observées avant les nou-
 » veles décrétales. On examina jusqu'où devoit aler la puis-
 » sance des papes. On résolut d'agir avec plus de fermeté
 » qu'on n'avoit fait dans les siècles précédents, pour s'opposer
 » aux loix extraordinaires que les pontifes Romains avoient
 » voulu introduire ». Les décrets du concile de Constance ne
 servirent qu'à fortifier le zele du clergé de France : ainsi les
 peres de Bâle ne pouvoient pas choisir un temps où les es-
 prits fussent plus favorablement disposés. Les députés d'Eugene eurent le désagrément de voir les nouvelles constitutions agréées en leur présence. Nous croyons devoir rendre compte aux lecteurs de ces loix long-temps considérées parmi nous comme le rempart des libertés de l'Eglise Gallicane. Au surplus, la pragmatique de Charles VII, n'est qu'une extension de celle promulguée par Louis IX*, le plus religieux de nos monarques. Voici les principaux articles qui furent arrêtés. « Qu'un concile ecuménique étoit au dessus du pape.
 » Que suivant les anciens usages on procéderoit par voie d'é-
 » lection pour remplir les sieges arkiépiscopaux, & autres

AN. 1437.
 Reg. du parl.

du consentement unanime de tous les grands, & consacrée par la volonté du prince. Ce mot vient de *Pragma*, prononcé, sentence, édit. Cete expression étoit en usage long-temps avant saint Louis. Les empereurs Romains, dans le temps de saint Augustin, faisoient publier des rescrits pragmatiques. Nos souverains de la premiere & seconde race s'en servoient également. *Vide Ducange Glossarium, au mot Pragma.*

* Cete Pragmatique de Louis IX est du mois de Mars 1268, année qui précéda celle de son départ pour la seconde croisade. Le saint monarque s'exprime en ces termes : « Nous ordonnons que les prélats, patrons & collateurs ordinaires, » jouissent paisiblement de leurs droits : Que les églises cathédrales & autres de » notre royaume, exercent librement leurs élections : Que les promotions, colla- » tions, provisions des prélatures, dignités & bénéfices quelconques, soient faites » suivant la disposition du droit commun, des saints conciles & des instituts des » saints Peres ». A ces articles rapportés par Pasquier, voici ceux que Du Tillet ajoute : « *Item*, nous voulons que l'on bannisse entièrement de nos Etats, la si- » monie, vice destructeur de l'église. *Item*, nous défendons expressément toutes » exactions & levées d'argent imposées par la cour Romaine, *charges qui apau- » vrissoient misérablement notre royaume*, à-moins que ce ne soit pour une cause rai- » sonnable, pieuse, très-pressante, & toujours de notre consentement exprès, ainsi » que de celui de l'église de France ». La fin de l'ordonnance confirme générale- ment tous les privilèges acordés au clergé par les rois ses prédécesseurs.

AN. 1437.

» dignités ecclésiastiques. Que toutes les réservations générales à cet égard seroient prohibées, ainsi que les réserves particulières des moindres bénéfices. Que les évêques & ordinaires seroient maintenus dans leurs droits de collation. Que le pape ne pourroit conférer un bénéfice vacant, que dans le cas où le collateur en auroit dix à sa nomination, & deux lorsqu'il en auroit cinquante. Que l'on ne pourroit être forcé d'aler plaider en cour de Rome; & qu'en cas d'appel le pape seroit obligé de déléguer des juges *in partibus*. Que nul ne pourroit être évoqué hors de son diocèse au-delà de quatre journées de chemin. Abolition générale de toutes graces expectatives, réserves, préventions, mandats, &c. Réduction des cardinaux au nombre de vingt-quatre. Abus des excommunications & interdits réprimés*. Défenses très expresse de payer au saint Siège les annates, sous peine contre les contrevenants d'être déclarés simoniaques, & de déférer le pape au prochain concile s'il acceptoit cete rétribution ». Charles en consacrant par son autorité cet édit, dressé sur les avis des personnes les plus éclairées du royaume, fit éclater sa sagesse. Il ne fit pas moins admirer sa fermeté par l'attention qu'il eut d'en maintenir l'exécution pendant tout le cours de son regne. La pragmatique fut enregistrée au parlement le 3 Juillet 1439, & suivant les registres de la cour, le 13 du même mois. L'estimable auteur de l'abrégé chronologique observe judicieusement qu'en 1441 le roi donna une déclaration au sujet de la Pragmatique-Sanction, portant que son intention & celle de l'assemblée de Bourges étoient que l'accord fait entre Eugène IV & ses ambassadeurs, sortît effet du jour de la date de la Pragmatique, sans avoir aucun égard à la date du décret fait à Bâle, avant la date de la Pragmatique; & l'on conclut de cete piece que les décrets des conciles généraux, pour ce qui regarde la discipline, n'ont de force en France qu'après avoir été passés par édits de nos rois. L'opinion de

* Par arrêt du parlement il fut défendu à l'évêque de Troies, nonobstant des lettres d'Etat par lui obtenues, de procéder par censures & excommunications contre les officiers royaux, sous peine de cent marcs d'or d'amende. *Reg. du parlement.*

M. le président Hénaut se trouve confirmée de la manière la moins équivoque par les registres du parlement. Voici la réponse qu'il fit aux bules qui lui furent présentées de la part du concile de Bâle. *La cour n'entend recevoir lesdites lettres, si non en tant & pour en faire ainsi que le roi sur ce consulté en fera, ni que les monitions & fulminations d'icelles comprennent la cour ni les sujets du roi aucunement, ni que de ladite présentation & réception desdites lettres, l'on se puisse aider sinon en tant que le roi notredit sire les recevra.* Ceux qui présenterent les bules donnerent une déclaration conforme à l'arrêt du parlement.

On a multiplié les conjectures, on a formé divers systèmes sur l'origine du gouvernement féodal, qui énerva la monarchie sous le déclin de la seconde race de nos rois. S'il étoit permis de décider des événements reculés par des exemples postérieurs, ce qui se passoit alors pourroit nous donner une idée de la manière dont les gouverneurs parvinrent à se rendre indépendants du chef de la nation. La plupart de ceux qui tenoient les places au nom du roi, les occupoient moins pour le monarque que pour eux-mêmes. Déjà plusieurs commençoient à s'ériger en tyrans. Flavi, ce gouverneur de Compiègne, qui avoit fait une si belle défense, lorsque les Anglois l'assiégeoient, en avoit été chassé par le connétable. Il trouva moyen de s'en remettre en possession. A quelque temps de-là il enleva le maréchal de Rochefort, & le fit garder dans une étroite prison. Le comte de Richemont, le roi lui-même, s'entremirent envain pour procurer la liberté du maréchal : Flavi ne vouloit point le relâcher qu'il ne payât une rançon exorbitante. Tandis qu'on négocioit pour la faire modérer, le maréchal mourut autant de l'ennui de sa captivité que des mauvais traitements *. La faiblesse de l'Etat & les désordres d'une longue guerre avoient anéanti tout esprit de subordination. Chaque capi-

* Ce Flavi avoit du courage & de l'expérience; mais il étoit avare & cruel. Sa femme, la vicomtesse d'Arci, qui le détestoit, l'étrangla dans son lit; d'autres disent qu'elle le fit assassiner par le bâtard d'Orobendas, & obtint, dit-on, sa grace, parce qu'elle prouva qu'il avoit fait fermer les portes de Compiègne dans l'intention de livrer la pucele aux Anglois. On n'oseroit garantir la certitude de cette particularité.

AN. 1437.

taine se croyoit propriétaire, ou pour mieux dire, souverain du poste où il s'étoit cantonné. Il falloit fermer les yeux sur ces abus, qui régnoient également parmi les Anglois. *Surienne*, gouverneur de Montargis pour le roi d'Angleterre, livra de son propre mouvement cete ville au roi de France pour le prix de dix mille saluts d'or, ce qui n'empêcha pas qu'on ne lui confiât dans la fuite d'autres gouvernements. Charles acquit encore le château de Chevreuse de la même manière.

Brigandage
commis par
les gens de
guerre.

On peut juger de la scélératesse des soldats par les brigandages de leurs chefs. Familiarisés avec le vol, le meurtre, l'incendie, ils ajoutoient à ces horreurs les cruautés les plus monstrueuses; ils n'épargnoient pas même les enfants au berceau, mêlant presque toujours l'outrage à la barbarie.

Journal de
Charles VII.

Lorsqu'ils rencontroient, dit un auteur du temps, quelque prudent homme avec une jeune femme, ils renfermoient le mari dans une grande huche, & puis prenoient la femme & la mettoient par force sur le couvercle de la huche, où le bon-homme étoit, & crioient vilain, en dépit de toi, ta femme en cet endroit sera violée, & ainsi le faisoient. Les Anglois, les Bourguignons, les Royalistes, les volontaires, les brigands, tous s'abandonnoient également à ces cruels excès, que la nécessité contraignoit de souffrir. Le même auteur ajoute que le dauphin fut obligé de donner à ses gens de guerre un demi écu sur chaque vache, & un écu sur chaque cheval qu'ils prendroient; & que les cultivateurs ne pouvoient obtenir la permission de recueillir leurs moissons; qu'en payant des sommes qui en excédoient la valeur. Ce traitement remettoit la nation sous le joug de la servitude où nous l'avons vue dans les siècles précédents. Nous ne nous arrêtons à ces détails que pour faire sentir de quelle importance il étoit de prendre des mesures, contre la révolution dont la France étoit menacée. Le reste de cete année & le commencement de la suivante, ne nous offrent point d'expéditions militaires qui méritent d'être rapportées. La peste & la famine qui ravageoient alors également la France & l'Angleterre, ne permettoient pas aux deux nations de faire de puissants efforts.

Délivrance

Le comte d'Eu, prisonnier en Angleterre depuis la bataille

taille d'Azincourt, fut échangé cœ année contre Jean & Thomas de Beaufort, freres du duc de Sommerfet. A son retour en France le roi lui donna le gouvernement de cete partie de la Normandie que renferment la Seine & la Somme jusqu'à Abbeville. Lorsqu'il ala prendre possession du commandement de Harfleur, une partie de la garnison refusa de lui obéir. Il fut obligé d'assiéger la forteresse; & la résistance qu'il éprouva le réduisit à la nécessité de traiter avec les rebelles, qui avoient déjà député à Rouen pour implorer l'assistance des Anglois. En se rapprochant de la Picardie, le comte trouva une autre espece d'ennemis, c'étoient différentes hordes de brigands, qui retranchés dans quelques places infestoient de-là tous les environs. Il détruisit leurs retraites, & en envoya plusieurs au suplice. Ces scélérats étoient secrètement soutenus par Jean de Luxembourg, qui essaya de surprendre le comte d'Eu dans une embuscade. Rodrigue Villandras, dans le même temps à la tête d'une petite armée, rançonnoit les provinces méridionales: il avoit porté la hardiesse jusqu'à piller une partie de l'équipage du roi. Charles indigné de l'insolence de cet aventurier, lui fit ordonner de se retirer de ses Etats, & d'aler faire la guerre aux Anglois. Villandras dédaigna d'obéir, jusqu'à ce qu'on l'eût informé que le roi rassembloit ses troupes pour marcher en personne contre lui. La terreur des armes du monarque opéra ce que le bien du service n'avoit pu faire. Le brigand intimidé conduisit ses troupes dans les provinces soumises aux ennemis: il ravagea le Médoc, entra en Guienne, s'empara de plusieurs places, pénétra dans le Bordelois, qui depuis longtemps jouissoit d'une paix profonde, & vint loger ses troupes jusqu'à une portée d'arbalette de Bordeaux. Les Anglois firent une sortie où ils perdirent huit cents hommes. Il se retira chargé de butin & de prisonniers, laissant une partie de ses troupes en garnison dans plusieurs forteresses, qui tinrent long-temps bloquées cete capitale de la province. Rodrigue obtint son pardon du roi pour récompense de cete brillante expédition.

AN. 1439.
du comte d'Eu
pris à la bataille
d'Azincourt.
Histoire d'Angleterre.
At. publ.
de Rymer.
Monstrelet.

Le connétable de Richemont investit Meaux au commencement
Tome VIII.

R

Siege de
Meaux.

AN. 1439.

cement de Juillet *. Il emporta la place après trois semaines de siège, & fit trancher la tête au bâtard de Thian qui commandoit dans la ville, ainsi qu'à quelques autres François qui se trouverent au nombre des prisonniers. *Jean Bureau*, conducteur de l'artillerie, signala son génie & son expérience à l'attaque de Meaux. Il mérita d'être honoré de la charge de maître de l'artillerie. Une étude profonde de cet art lui avoit procuré des connoissances supérieures qu'il sçut employer utilement. Ses services furent une des principales causes des conquêtes du roi. Aucuns remparts ne pouvoient tenir contre l'effort de ses machines. *Il aprit, dit-on, choses très subtiles touchant l'artillerie, par le moyen d'un juif qu'il avoit fait venir d'Alemagne.* Né de *Simon Bureau*, bourgeois de Paris, il parvint à la plus haute fortune, ainsi que son frere. Admis à prouver que leur pere, issu de parents nobles, avoit dérogé, Charles leur acorda des lettres de réhabilitation.

Après la prise de la ville de Meaux, la garnison Angloise se retira dans le marché, rompit le pont de communication, & mit le connétable dans la nécessité de former un second siège plus difficile que le premier. Talbot acourut de Normandie à la tête de quatre mille combatants, résolu de délivrer la citadelle à quelque prix que ce fût. Le connétable qui ne vouloit pas manquer cete importante conquête, avoit muni son camp de lignes de circonvallation, fortifiées par des redoutes hérissées d'artillerie, enforte qu'il ne pouvoit être forcé d'en venir aux mains. Envain les ennemis pour l'y engager vinrent le braver jusque sous ses retranchements, envain ils le défièrent au combat; assuré du succès, il demeura tranquille dans ses lignes. Tout ce que le général Anglois put faire fut de surprendre une bastille, par où il

* On supprime, comme assez peu vraisemblable, une prétendue prophétie du prieur des Chartreux de Paris au connétable, pour l'engager à former le siège de Meaux. Les auteurs de ce petit conte, aventure sans preuves, ajoutent que sans la prédiction du solitaire le comte de Richemont étoit déterminé à quitter le service du roi. De pareils prodiges, imaginés pour surprendre l'admiration, ne servent qu'à obscurcir la gloire des grands hommes, & à défigurer la vérité de l'histoire.

trouva moyen de faire entrer des vivres & quelques troupes dans le marché. Talbot voyant qu'il étoit également impossible de faire lever le siege & d'obliger les François de combattre, reprit la route de la Normandie. Cete tentative ne servit qu'à redoubler l'ardeur du connétable. On pressa les atakes plus vivement que jamais, & trois semaines après la retraite de Talbot, les ennemis capitulerent. Meaux, ainsi que nous l'avons observé plusieurs fois, étoit alors une des plus importantes villes du royaume. La régence d'Angleterre fut extrêmement sensible à cete perte. Le gouverneur, qui avoit rendu la place, fut mis en prison en arivant à Rouen. Le duc de Bourgogne eut encore la mortification d'échouer dans une seconde entreprise sur la ville de Calais. Il vouloit faire rompre une digue, par le moyen de laquelle il se flatoit d'inonder les assiégés; mais il se trouva que la mer en cet endroit étoit au-dessous du niveau des fortifications. Le siege de Guines, formé dans le même temps, n'eut pas un succès plus heureux.

Le pape & le concile ne cessioient d'exhorter la France & l'Angleterre à terminer enfin par un traité une guerre si sanglante. Le duc de Bretagne joignit ses instances à leurs sollicitations. Le duc d'Orléans, ennuyé de sa longue captivité, pressoit la cour de Londres de consentir qu'on entrât en négociation. Il ofroit en même temps d'être médiateur d'un acommodement, dont ses promesses sembloient aplanir toutes les difficultés. Le crédit du duc de Glocestre diminuoit : ce prince étoit le plus grand obstacle à la paix. Isabelle de Portugal, duchesse de Bourgogne, issue par sa mere de la maison de Lencastre, fit proposer au conseil Britannique un congrès, où se trouveroient les ambassadeurs des deux puissances. Le cardinal de Wincester acheva de déterminer Henri & ses ministres. On convint que les conférences se tiendroient entre Calais & Gravelines. La duchesse de Bourgogne s'y étoit déjà rendue avec les plénipotentiaires François, sçavoir, les archevêques de Reims, de Narbone, l'évêque de Châlons, le comte de Vendôme, le bâtard d'Orléans, les seigneurs de Dampierre, de Crevecœur,

AN. 1439.

Conférence
pour la paix.
Monstrelet.
Chron. de
France.
Hist. d'An-
gleterre.
Rymer. ass.
publ. tom. 5.
part. 1.

AN. 1439.

le chancelier de Bourgogne & quelques gens du conseil. L'archevêque d'York, le duc de Nortfolk, les comtes de Bukingham, d'Herfort, de Staffort, de Northampton, les évêques de Lisieux, de Nortwik & de Saint-David, accompagnés de plusieurs ecclésiastiques, chevaliers & gens de loix, assistoient le cardinal de Wincester, chef des négociateurs Anglois. Le duc d'Orléans avoit été amené à Calais pour assister aux conférences en qualité de médiateur. Le prélat Anglois étoit muni d'un acte particulier qui lui donnoit plein pouvoir de conclure la paix, & le laissoit l'arbitre des conditions. Les instructions des ministres d'Angleterre formoient douze propositions différentes d'acommodement, sur lesquelles ils avoient ordre de ne s'ouvrir que successivement. Ils devoient 1°. demander la restitution entiere du royaume de France. 2°. En cas de refus, la possession de toutes les provinces en-deçà de la Loire, abandonnant à Charles les provinces méridionales, sous condition de l'hommage. 3°. Si les François rejetoient cete proposition, le cardinal de Wincester devoit leur remontrer dans un sermon, divisé en trois points, que cete guerre entreprise pour le titre de roi de France, avoit fait périr plus d'hommes qu'il ne s'en trouvoit alors dans les deux royaumes; que les deux princes devoient sérieusement se représenter que Dieu n'avoit pas fait les peuples pour les souverains, mais les souverains pour les peuples: enfin, que la France avant & après Charlemagne, n'avoit pas toujours été gouvernée par un seul monarque. 4°. En cas qu'une exhortation si touchante ne produisît aucun éfet, on devoit dispenser Charles de l'hommage des provinces qu'on vouloit bien lui céder. Le cinquieme projet de paix réduisoit le roi d'Angleterre aux provinces possédées par ses ancêtres à titre d'hérédité. Dans le sixieme on se relâchoit sur la Normandie. 7°. Si les ministres François contents de ces propositions n'insistoient plus que sur la renonciation du roi d'Angleterre au titre de roi de France, on devoit se régler sur la décision du cardinal de Wincester. Les cinq articles suivans contenoient un pouvoir de traiter du mariage du roi avec une des filles



de Charles ; proposition d'une treve de cinquante ans au défaut de la paix ; quelques projets d'échanges de places pour en assurer l'observation ; & de rendre la liberté au duc d'Orléans , moyennant cent mille marcs , dont on remettoit la moitié en cas d'acommodement. On voit par les instructions des plénipotentiaires de France qu'ils avoient pouvoir d'accorder des conditions plus avantageuses que les Anglois n'en exigeoient par leurs dernieres propositions. Cependant les ministres Anglois s'arêterent aux articles contenus dans leur seconde proposition : les François de leur côté observant la même réticence , & ce manège d'une fausse politique , rompit de part & d'autre la négociation , qu'on renoua l'année suivante avec aussi peu de succès. La duchesse de Bourgogne , avant que de se séparer du cardinal de Winchester , conclut une treve pour le commerce entre la Flandre , la Hollande , la Zélande & l'Angleterre. La manière dont le duc d'Orléans se conduisit au congrès lui mérita l'estime des ennemis , & servit à faciliter dans la suite les conditions de son élargissement. Ce prince avant que de retourner en Angleterre , donna les témoignages de la plus tendre reconnoissance à son digne frere , dont il avoit reçu les services les plus essentiels : il le créa comte de Dunois ; c'est sous ce nom que nous le désignerons désormais , quoiqu'il conservât toujours avec ses titres de dignité celui de *bâtard d'Orléans* , qu'il avoit rendu illustre par sa valeur & sa vertu. La duchesse eut l'honneur pendant le cours de ces conférences de ménager la réconciliation sincere des ducs d'Orléans & de Bourgogne , & d'extirper enfin le germe de ces funestes divisions qui avoient causé tous les malheurs du royaume.

Immédiatement après la réduction de Meaux , le connétable reçut ordre du roi d'entrer en Normandie , & de former le siege d'Avranches. La place fut pressée avec une vivacité extraordinaire. Les François étoient près de l'emporter , lorsque les comtes de Dorset & de Scales , & le général Talbot acoururent au secours , passerent à gué la petite rivière de Sée , qui se jete dans la mer à peu de distance d'Avranches , forcerent un quartier mal gardé des troupes Fran-

AN. 1449.

Siege d'Avranches.
Ibid.

AN. 1439.

çoises, entrèrent dans la ville, firent une vigoureuse sortie sur les assiégeants, détruisirent leurs ouvrages & s'emparèrent d'une partie de leur artillerie. Cet échec obligea le connétable d'abandonner son entreprise. Le duc d'Alençon & le seigneur de Beuil d'un autre côté, ataquoient les Anglois vers les frontieres du Maine. De Beuil surprit par escalade la ville de Sainte-Suzanne; cete place apartenoit au duc d'Alençon : toutefois le gouvernement en fut donné au seigneur de Beuil, ce qui mécontenta extrêmement le duc.

Mariage de Catherine de France & du comte de Charolois. Nouvelles conférences pour la paix. Etats d'Orléans.
Ibid.

Dans le temps du traité d'Aras on avoit arêté le mariage de Catherine de France avec le comte de Charolois. L'extrême jeunesse des parties avoit fait jusqu'alors différer cete union. Le roi qui desiroit s'atacher de plus en plus la maison de Bourgogne, se rendit aux instances du duc qui le pressoit d'envoyer la princesse à sa cour, quoiqu'elle ne fût encore âgée que de dix ans. Catherine partit accompagnée des archevêques de Reims & de Narbone, du comte de Vendôme, du seigneur de Beaujeu, fils du duc de Bourbon, des comtes de Tonnerre & de Dunois, & d'une multitude de noblesse : trois cents chevaux composoient son cortège. Le duc de Bourgogne la reçut à Saint-Omer, où l'aliance fut confirmée. La duchesse de Bourgogne, le cardinal de Winchester & les plénipotentiaires, eurent encore une conférence aussi infructueuse que celle de l'année précédente. La France étoit réduite aux abois. Le succès des armes du roi n'offroit qu'un soulagement éloigné. La paix seule pouvoit réparer tant de pertes & de maux si constants. Tout le monde la desiroit; mais on ne pouvoit l'obtenir qu'en démembrant le royaume. Cete question fut agitée dans l'assemblée des Etats tenue à Orléans. Les sentiments se trouverent partagés. Le comte de Vendôme & Juvénal des Ursins, représentèrent la nécessité de laisser respirer la nation épuisée. Le comte de Dunois & le maréchal de la Fayette, opinerent pour la continuation de la guerre; aléguant pour motif de leur opinion, que les constitutions de la monarchie ne permettoient pas au roi d'aliéner le domaine de la couronne. On convint de se rassembler dans la ville de Bourges. La plupart des députés s'y rendirent en éfet; mais le roi trop occupé ailleurs ne

put s'y rendre. Les Etats se séparèrent sans prendre de résolution décisive.

AN. 1439.

C'est à cete année que les auteurs contemporains rapportent communément le premier plan de réforme, pour réprimer les désordres des gens de guerre. Le roi ayant consulté les seigneurs & les personnes les plus éclairées de son conseil, assemblés dans la ville d'Angers, ordonna qu'à l'avenir un homme d'armes ne pouroit avoir que cinq chevaux, & que tout son train ne seroit composé que d'un *courtiller*, de *deux archers*, d'un *page* & d'un *gros valet*. Il prit en même temps des mesures précises pour l'assignation de leurs gages qui se payoient régulièrement tous les mois sur les rôles de revues. Ce nouveau règlement ne détruisoit pas entièrement le brigandage dont le peuple se plaignoit; mais il préparoit les changements plus efficaces que le roi se proposoit de faire dans la suite, & qu'il ne tarda pas à exécuter.

Comment-
cement de ré-
forme de la
gendarmarie
françoise.
Ibid.

Tandis que le roi s'ocupoit du soin de soulager la misere des peuples par ces utiles projets, il se tramoit parmi les grands, au milieu de sa cour, sous ses yeux mêmes, une conspiration d'autant plus dangereuse, que le chef & ses complices étoient les personnes les plus cheres, & qui auroient dû lui demeurer inviolablement atachées par tous les liens que les hommes respectent, la nature & l'amitié. La Trémoille si long-temps honoré de la faveur de son maître, voyoit avec dépit sa place plus dignement remplie par le comte du Maine. Dévoré par une jalousie d'autant plus active qu'il n'osoit la faire éclater, il méditoit en secret les moyens de renverser son rival; & pour y parvenir il ne se faisoit pas un scrupule d'envelopper son souverain dans sa vengeance. Trop foible pour oser par lui-même exécuter une entreprise si hardie, il sçut adroitement profiter de la disposition où se trouvoient plusieurs princes & seigneurs mécontents de la cour. Les ducs de Bourbon & d'Alençon étoient de ce nombre. Ce dernier, que nous avons vu donner des marques de fidélité & de courage peu communes, sembloit avoir oublié les principes d'honneur qui le conduisoient dans ses premieres années. Soit mécontentement réel, soit qu'il atachât une trop grande importance à ses anciens

AN. 1439
à 1440.
Ligue des
princes. Guer-
re de la Pra-
guerie.
Ibid.

AN. 1439
à 1440.

services, il se plaignoit de se voir négligé, & saisit avec avidité l'occasion de témoigner son ressentiment. Aux ducs de Bourbon & d'Alençon se joignirent le comte de Vendôme, la Trémouille, le bâtard de Bourbon, Antoine de Chabannes, les seigneurs de Prie & de Chaumont, de Boucicaut, de la Roche, sénéchal de Poitou. C'est avec un véritable regret qu'on se voit dans la nécessité de placer parmi ces noms coupables celui du comte de Dunois : c'est une tache à la mémoire de ce grand homme, qu'une courte erreur, qu'un prompt repentir peuvent diminuer, mais non pas effacer. Le pere Daniel justifie encore moins une infidélité si condamnabile, lorsqu'il dit que la jalousie du comte de Dunois contre le connétable fut le principal motif de cete fausse démarche. Cet historien a beau ajouter, « que c'est-là le foible des grands » hommes, inséparable de leur passion pour la gloire ». Que de crimes n'excuseroit-on pas avec de pareilles raisons ! Le roi tranquille ignoroit ces dangereuses menées. Ce n'étoit rien encore ; on lui préparoit un coup plus sensible. On avoit séduit le dauphin, en lui persuadant que son pere le tenoit dans une trop grande sujétion, tandis que personne n'étoit plus capable que lui de détruire les vices de l'administration ; que le moment étoit venu de faire usage pour le bien du royaume de ces lumieres supérieures qui lui tenoient lieu d'expérience, & avoient en lui devancé les années ; que la France, dont il fixoit les regards, n'atendoit son salut que de lui seul, & l'invoquoit comme son génie tutélaire. Louis prêta l'oreille à ces insinuations flatteuses. Déjà l'on remarquoit en lui cete présomption & cete inquiétude, qui formoient le fond de son caractère, défauts essentiels qui produisirent tous les troubles de son regne. Il consentit à se laisser enlever du château de Loches. Le bâtard de Bourbon & Antoine de Chabannes, vinrent le trouver ; & malgré la résistance du comte de la Marche, son gouverneur, ils le conduisirent à Niort. Tout avoit été conduit si secrètement, que le roi ne fut instruit de la conjuration qu'au moment qu'elle éclata. Le royaume se trouvoit à la veille de la plus étrange révolution. Le projet des conjurés étoit de se rendre maîtres de la personne du roi, de revêtir de la puissance su-
prême

prême le dauphin, sous le nom duquel ils auroient gouverné. Le roi, plus indigné qu'éfrayé du danger, envoya un ordre au connétable de se hâter de le joindre. Richemont trouva le monarque à Amboise, qui lui dit en l'embrassant : *Puisque j'ai mon connétable, je ne crains plus rien.* Quelques ministres timides conseillèrent au roi de se renfermer dans une place fortifiée, & d'attendre que l'orage se dissipât. Le connétable rejeta cet avis pernicieux. Souvenez-vous de l'infortuné Richard, lui dit-il. (C'étoit Richard II, roi d'Angleterre, qui dans une position à-peu-près semblable, eut l'imprudence de se réfugier dans la forteresse de Conwai, foiblesse qui lui coûta le trône & la vie).

AN. 1439
à 1440.

Les princes ligués publièrent un manifeste au nom du dauphin, dans lequel ils invitoient les François à prendre le parti du présomptif héritier de la couronne. Dans d'autres temps un pareil écrit eût peut-être suffi pour soulever presque toute la nation ; mais les peuples qui gémissaient encore des malheurs causés par la division des grands, avaient appris par une fatale expérience que ces troubles excités sous le spécieux prétexte du bien de l'Etat, ne tendoient en effet qu'à satisfaire l'ambition de quelques particuliers. La leçon étoit encore trop récente, pour qu'ils l'eussent oubliée. On s'étoit enfin convaincu que si la puissance du monarque réside principalement dans l'affection des sujets, ceux-ci à leur tour ne peuvent jouir d'une situation tranquille, qu'autant qu'ils demeureront inviolablement attachés à l'autorité protectrice qui les réunit. La noblesse d'Auvergne répondit par le seigneur de Dampierre, aux sollicitations du dauphin, qu'elle étoit prête à le servir envers & contre tous, excepté contre le roi.

Cependant Charles ayant fait sommer le duc d'Alençon de lui remettre le dauphin, s'avança jusqu'à Saint-Maixent, dont le duc s'étoit emparé. Il n'eut pas de peine à réduire cete place. Le comte de Dunois, honteux de sa faute, mais plein de confiance en la bonté de son souverain, vint se jeter à ses pieds, & n'eut pas de peine à le fléchir par l'aveu sincere de son égarement. Aux premières nouvelles que le roi marchoit vers Niort, le dauphin & le duc d'Alençon se re-

AN. 1439
à 1440.

tirerent en Bourbonnois. Louis envoya demander du secours au duc de Bourgogne : il n'en obtint d'autre réponse, sinon qu'on le recevrait avec plaisir, mais qu'il ne devoit pas compter qu'on le secondât pour faire la guerre au roi son pere. Cete réponse acheva de consterner les princes. Déjà le roi étoit entré dans le Bourbonnois à la tête de son armée qui grossissoit tous les jours. La plupart des forteresses ouvrirent leurs portes, ou furent emportées d'assaut. Les troupes pénétrèrent jusque dans le Forez. La célérité du monarque ne laissa bientôt plus aux rebeles que l'espoir de le fléchir. Ils eurent pour cet effet recours à la médiation du duc de Bourgogne. Le comte d'Eu régla les conditions, qui portoient que le dauphin & le duc de Bourbon viendroient implorer la clémence du roi, qui pour lors étoit à Cusset. Ils s'y rendirent accompagnés de la Trémoille, de Chaumont & de Prie. Charles fit ordonner à ces trois seigneurs de se retirer, sous peine d'être arêtés. *Beau compere*, dit le dauphin au duc de Bourbon, *vous ne m'aviez pas dit que le roi n'eût point pardonné à ceux de mon hôtel*. Le jeune prince protesta qu'il n'iroit pas plus avant : mais il n'étoit plus temps de reculer ; il étoit envelopé par l'arrière-garde de l'armée royale : il falut céder à la nécessité. En abordant son pere, il fléchit trois fois les genoux, & le supplia de lui pardonner, ainsi qu'au duc de Bourbon. *Loïs*, dit le roi, *vous soyez le bien venu, vous avez moult longuement demeuré. Allez-vous-en reposer en votre hôtel pour aujourd'hui, & demain nous parlerons à vous*. Se retournant ensuite d'un air majestueux vers le duc de Bourbon, il lui parla en ces termes : *Beau cousin, il nous déplaît de la faute que maintenant & autrefois avez faite contre notre majesté par cinq fois, & si ce n'étoit pour l'honneur & amour d'aucuns, lesquels nous ne voulons nommer, nous vous eussions montré le déplaisir que vous nous avez fait. Si vous gardez dorénavant de plus y rencheoir*. Le lendemain cete démarche humiliante fut renouvelée en plein conseil. Le roi refusa la grace de la Trémoille, de Chaumont & de Prie. Le dauphin piqué de cete sévérité dit : *Monseigneur, donc faut-il que je m'en revoie (retourne) car ainsi leur ai promis*. Charles irrité lui répondit : *Loïs, les portes sont ouvertes ; & si elles*

ne vous sont assez grandes, je vous ferai abatre seize ou vingt toises de murs pour passer où mieux vous semblera. Vous êtes mon fils, & ne pouvez vous obliger à quelque personne sans mon consentement : mais s'il vous plaît en aler, partez ; car au plaisir de Dieu nous trouverons aucuns de notre sang qui nous aideront mieux à maintenir notre 'honneur & seigneurie qu'encore n'avez fait jusqu'ici. Le dauphin plus confus que touché n'osa pas insister. On changea tous les oficiers de sa maison, excepté son confesseur & son cuisinier. Le duc de Bourbon obtint sa grace en restituant Corbeil, le bois de Vincennes, Sancerre & Loches, places qu'il tenoit au nom du roi. Charles, satisfait d'une expédition conduite avec autant de prudence que de fermeté, signala sa clémence en pardonnant au reste des rebeles. Il remit à son fils le gouvernement & les revenus du Dauphiné, ne prévoyant pas qu'un jour ce fils ingrat dût abuser des bienfaits d'un pere si digne de toute sa tendresse. Ce fut ainsi que se termina en six mois cete guerre dangereuse, à laquelle le peuple donna le nom de *Praguerie*. Entre plusieurs interprétations de ce terme, nous croyons devoir donner la préférence à celle adoptée par M. Duclos, dans son histoire de Louis XI, l'opinion de ce sçavant académicien nous ayant paru la plus vraisemblable. Il en attribue l'érimologie aux horreurs récemment commises à Prague par les Hussites.

AN. 1439
à 1440.

*Histoire de
Louis XI, par
M. Duclos,
liv. 1.*

Tandis que Charles étoit obligé d'employer l'effort de ses armes à soumettre un fils & des sujets révoltés, les Anglois entrèrent en Picardie & commirent les plus affreux ravages ; pillant & détruisant tous les lieux par où ils passaient. Ils avoient déjà repris la route de la Normandie, chargés de butin, & traînant après eux une multitude de prisonniers ; lorsque le comte d'Étampes, neveu du duc de Bourgogne, à la tête d'un corps de troupes considérable, formé de la noblesse de Picardie & de Hainaut, vint les chercher à dessein de les combattre. Il n'ariva que pour être témoin de la déso- lation de la province, & pour ne découvrir la marche des ennemis qu'à-travers les traces de sang & de feu qu'ils lais- soient après eux. Dans le même temps le comte de Som- merset & Talbot avoient investi Harfleur par mer & par

Siege de
Harfleur.
Ibid.

AN. 1439.

terre. Estouteville, gouverneur de la place, n'avoit qu'une garnison de quatre cents hommes. Il fit toutefois la plus vigoureuse résistance, secondé par le zèle & la bravoure des habitants. Le siège fut très-long. La comtesse de Sommerfet & plusieurs dames s'y rendirent. Les Anglois avoient eu le temps de se fortifier par des retranchements qui mettoient leur camp à l'abri de toute insulte. Ce fut après avoir dissipé la ligue des princes que le roi se trouva en état d'envoyer du secours aux assiégés; mais ce secours commandé par l'intrépide Dunois, le comte d'Eu, le bâtard de Bourbon, Gaucourt & la Hire, arriva trop tard. On essaya de forcer le camp des Anglois: on livra un rude assaut au quartier de Talbot, qui le soutint avec sa valeur ordinaire; tandis que le comte d'Eu avec quelques bâtimens ayant tenté de déboucher le port bloqué par les Anglois, fut repoussé avec perte. Cet effort n'ayant pas réussi, les généraux François défirent les ennemis au combat: ils le refusèrent, assurés que leur conquête ne pouvoit leur échapper. Avant le siège, Gaucourt attaqué dans son poste avoit été fait prisonnier. Le roi ressentit vivement la disgrâce de ce seigneur, non moins recommandable par sa probité que par sa valeur. Il ne fut élargi qu'en payant une rançon excessive. Dunois désespérant de délivrer la place, manquant d'ailleurs de vivres pour ses troupes, fut obligé de renoncer à son entreprise. Après son départ les assiégés capitulèrent. Cete perte fut suivie de celle de Montivilliers: mais suspendons pour un moment l'enchaînement monotone de ces éternelles hostilités, par le récit d'un événement particulier, dont l'étonnante singularité paroîtroit incroyable, si elle n'étoit confirmée par les monuments les plus incontestables. Les annales du monde entier n'offrent rien de semblable aux especes de crimes que nous allons rapporter. Nous avons hésité long-temps d'offrir aux lecteurs ce spectacle hideux de la plus monstrueuse dépravation; mais nous avons craint qu'on ne nous reprochât d'avoir supprimé un fait inouï, consigné dans tous les historiens, tant anciens que modernes.

Crimes,
procès & sup-
plice du maré-

Giles de Laval, seigneur de Rais, issu d'une des plus anciennes & des plus illustres maisons de Bretagne, étoit à peine

âgé de vingt ans lorsqu'il perdit son pere. Cete mort le rendit maître d'une fortune immense, qui ne lui servit qu'à s'abandonner plus librement au torrent des passions qui l'entraînoient. Une taille majestueuse, une figure séduisante rehaussaient l'éclat de sa valeur. Il avoit de l'esprit ; il étoit instruit pour son siecle ; libéral jusqu'à la profusion ; dévot, ou, pour mieux dire, superstitieux jusqu'au fanatisme, & voluptueux jusqu'à la plus honteuse débauche. Trois cent mille livres de rente ne pouvoient suffire à son entretien. Dans le même temps qu'il traînoit après lui une multitude de ministres de ses infâmes plaisirs, il se faisoit suivre par une foule de chapelains, d'enfants de chœur & de musiciens. Sa chapele, où l'on voyoit briller l'or & les pierreries, étoit desservie par des prêtres qualifiés des titres de doyen, de chancre, d'archidiaque & d'écolâtre. Leur supérieur portoit la mitre épiscopale. Il donnoit à grands frais des représentations de mystères, seuls spectacles connus alors. Ces dépenses l'épuisèrent. Honoré, quoique jeune encore, de l'office de maréchal de France, il ne lui resta bientôt plus de quoi soutenir sa dignité. Le besoin d'argent le fit recourir à la vente de ses terres. Ses parents alarmés de le voir dissiper en dépenses superflues le patrimoine de ses ancêtres, implorèrent l'autorité du roi, qui lui défendit dans son grand conseil d'aliéner aucun de ses domaines. Un arrêt du parlement de Paris confirma cete défense, qui fut publiée à son de trompe. Le duc de Bretagne, qui dans cet intervalle avoit acquis à vil prix les seigneuries d'*Ingrande & de Chantocé*, députa son fils au roi pour faire lever l'interdiction, ce qui lui fut refusé. Giles privé des seules ressources qui lui restoient pour continuer ses prodigalités, se fit alchimiste. On a vu dans tous les siècles de ces prétendus adeptes, fripons obscurs qui parcourent l'univers en débitant leurs impostures mystérieuses. Les actes publics de Rymer nous apprennent qu'il y en avoit alors un grand nombre. Le maréchal en atira près de lui quelques-uns, avec lesquels il trouva, dit-on, le secret de fixer le mercure. Cependant, malgré le succès de cete opération, il manqua le *grand-œuvre*. Convaincu de la frivolité de l'art d'*Hermès*, la magie lui offrit un dernier asyle : il invoqua le diable. Un médecin

AN. 1439.

chal de Rais.

Ibid.

D'Argentré.

Hist. de Bret.

Pieces justi-

ficatives de

l'Histoire de

Bretagne.

Nouvelle hist.

de Bret. &c.

Rymer. att.

publ. tom. 4

& 5.

AN. 1439.

du Poitou lui donna quelques leçons de nécromancie , & s'enfuit après l'avoir volé. Un prêtre du diocèse de S. Malo lui procura la connoissance d'un Italien , nommé *Prélati*, avec lequel il redoubla les conjurations infernales, promettant à *Satan* de lui donner tout ce qu'il demanderoit, excepté son ame & sa vie. Il faut observer que tandis qu'il sacrifioit à l'ange des ténèbres; qu'il lui prodiguoit l'encens, les sacrifices; qu'il faisoit l'aumône en son honneur; qu'il lui ofroit le cœur, la main, les yeux & le sang d'un enfant égorgé, il continuoit ses exercices pieux avec les chapelains. Tant d'excès, devenus publics, obligerent enfin le duc de Bretagne de le faire arrêter. On lui donna pour juges l'évêque de Nantes, chancelier de Bretagne, & le vicaire du grand inquisiteur de France, à qui l'on joignit Pierre de l'Hospital, président de Bretagne. Giles au premier interrogatoire dit que tous les ecclésiastiques étoient des *simoniaques & des ribauds*, qu'il aimeroit mieux être pendu par son cou que de répondre à de tels juges. L'instruction du procès le contraignit de changer de langage. Tout ce que nous avons rapporté jusqu'à présent n'approche pas des horreurs que cet examen dévoila. Les tyrans les plus féroces n'ont jamais imaginé les cruautés monstrueuses qu'il méloit à ses abominables voluptés. On compta jusqu'à cent enfants des deux sexes qu'il avoit égorgés & violés en même-temps dans les châteaux de *Machecou* & de *Chantocé*. La crainte de fouiller plus long-temps la pudeur & la dignité de l'histoire par cet odieux récit, oblige de supprimer un détail qui fait frémir. Ceux qui voudront en avoir une connoissance plus exacte, pourront consulter l'historien moderne de Bretagne. Giles, convaincu de tant de forfaits, fut condamné à les expier par le feu; il mourut, dit-on, fort chrétiennement. Avant que d'aler au supplice, *adieu François, mon ami*, dit-il à son infâme Prélati, condamné au même genre de mort, *jamais plus ne nous entreverrons en ce monde. Je prie à Dieu qu'il vous doint bonne patience : & soyez certain que si vous avez espérance en Dieu, nous nous entreverrons en la grande joie du Paradis*. On assure que le maréchal avant que de mourir avoua des crimes encore plus énormes que ceux qu'on vient de rapporter. On ne peut pas les concevoir. Il fut exécuté dans

*Nouvelle hist.
de Bretagne,
par D. Lobineau, tom. 1,
page 706.*

la place de *la Prée* de la Madeleine de Nantes. On lui fit la grace de l'étrangler, avant que de le livrer aux flammes. Son corps à demi brûlé fut remis à sa famille, qui le fit inhumer aux carmes. On prétend que le duc de Bretagne, qui pour lors étoit à Nantes, assista au supplice.

AN. 1439.

Le duc d'Orléans renouveloit presque tous les ans ses instances auprès du roi d'Angleterre & de son conseil pour obtenir sa liberté. On a dû remarquer dans le cours de cete histoire quelques-unes de ses tentatives, toujours éludées par l'oposition du duc de Glocestre; mais le crédit de ce prince s'éclipsoit tous les jours par l'ascendant que le cardinal de Winchester prenoit sur lui. La plupart des membres du conseil de Londres étoient dévoués au prélat : ce changement dans le ministère fit concevoir au duc d'Orléans l'espérance de voir enfin terminer sa longue captivité. Le duc de Bourgogne avec lequel il s'étoit réconcilié, lui fit proposer de travailler à son élargissement. Il ne demandoit pour prix de cet important service qu'une promesse autentique d'oublier entièrement tous les anciens démêlés de leurs maisons, d'épouser sa niece, fille du duc de Cleves, & de contracter une aliance envers & contre tous, *sauf en tout le roi de France & son fils le dauphin*. Une proposition si généreuse fut acceptée. La duchesse de Bourgogne détermina le cardinal de Winchester, qui gagna la pluralité des voix du conseil Britannique. On convint de l'élargissement du duc en payant une rançon de cent vingt mille écus. Le duc de Bourgogne, dit Monstrelet, auteur contemporain, *bailla son scel au roi d'Angleterre, pour la somme qui entre eux fut dite & divisée*. Cete promesse du duc ne se trouve point dans les actes de Rymer, défaut qui a fusi aux historiens d'Angleterre pour en nier l'existence. On trouve dans ce recœuil une obligation de la duchesse de Bourgogne, autorisée par le duc son époux. Toute la nation témoignoit le plus vif empressement pour procurer la liberté du duc : on ambitionnoit l'honneur d'y contribuer. Le dauphin, les ducs de Bretagne & d'Armençon, les comtes de Vendôme, de la Marche & d'Harcourt, les archevêques de Reims & de Narbone, les seigneurs de Mailly & de Loheac, s'engagerent pareillement

AN. 1440.
Délivrance
du duc d'Orléans.

Ibid.
Hist. d'Angl.
Rym. att.
publ. tom. 5,
part. 1.

Rymer. att.
publ. tom. 5,
part. 1, page
81 & suiv.

AN. 1440.

à compléter la somme stipulée pour la rançon. Ces lettres insérées dans le recueil de Rymer, & l'omission de celle du duc de Bourgogne, peuvent tout au plus former un doute; mais non pas prouver invinciblement que ce prince n'ait point eu de part à la délivrance du duc d'Orléans. Le lecteur sans prévention en pourra juger plus sainement par ce qui se passa dans la suite. Le duc de Glocestre ayant inutilement tenté de traverser l'acommodement, fit une protestation juridique contre la délibération du conseil. Voici quels sont les principaux motifs qu'il alégua de son opposition. Que l'incapacité du roi Charles & de son fils aîné, occasionnée par le défaut de raison naturelle, engageroit infailliblement les Etats de France à remettre le gouvernement du royaume au duc d'Orléans, dont le génie & l'expérience étoient à craindre, & qui d'ailleurs par un long séjour avoit acquis une connoissance parfaite des affaires d'Angleterre. Que ce prince ne manqueroit pas à son retour de réconcilier le roi avec le dauphin. Que les serments du duc devoient être regardés comme nuls, puisqu'il reconnoissoit Charles pour son souverain. Que l'aliance de la maison d'Orléans avec celles d'Albret & d'Armagnac, entraîneroit la perte de la Guienne. Que la réunion des maisons de Bourgogne & d'Orléans, par la jonction de leurs forces, causeroit l'expulsion des Anglois. Qu'on perdrait par ce moyen tout le fruit d'une conquête acquise au prix de la vie du feu roi, des ducs de Clarence, de Bedford & de l'élite de la noblesse. Que si quelques-uns des princes Anglois étoient faits prisonniers, on se priveroit de l'avantage d'en échanger quatre ou cinq contre le seul duc d'Orléans. Enfin, il rapeloit les ordres précis de Henri V, qui défendoient qu'on délivrât le duc, à-moins que la paix ne fût conclue, ou que le roi ne fût parvenu en majorité.

Idem, ibid.

La protestation du duc de Glocestre n'empêcha pas la signature du traité, & peu de temps après, le duc d'Orléans fut conduit à Calais, d'où il se rendit à Gravelines. La duchesse de Bourgogne vint l'y trouver, & peu de jours après, le duc de Bourgogne arriva. La première entrevue des deux princes offrit le spectacle le plus touchant. Ils s'embrassèrent

à

à plusieurs reprises. Sérés l'un contre l'autre , & pénétrés de cete joie pure & généreuse que les ames nobles sont seules capables de sentir , ils ne pouvoient la témoigner que par leurs regards : ils garderent long-temps ce silence expressif , qu'on peut apeler l'éloquence du cœur. Le duc d'Orléans le rompit le premier , en s'écriant : *Par ma foi , beau frere & beau cousin , je vous dois aimer par-dessus tous les autres princes de ce royaume , & ma bele cousine votre femme ; car si vous & elle ne fussiez , je fusse toujours demeuré au pouvoir de mes adversaires , & n'ai trouvé meilleurs amis que vous.* Le duc de Bourgogne répondit avec autant de noblesse que de modestie à ces remercements dictés par la plus sincere reconnaissance.

De Gravelines les princes prirent la route de Saint-Omer : ce fut-là que le duc d'Orléans ratifia par sa signature & ses serments tous les articles du traité d'Aras , excepté ceux relatifs à l'assassinat du duc de Bourgogne , dont il assura n'avoir jamais eu connoissance ; protestant que s'il avoit été informé de ce fatal projet , il eût tout tenté pour en empêcher l'exécution. Il étoit en effet prisonnier depuis trois ans à Londres , lorsque *Jean sans peur* fut massacré à Montereau-Faut-Yonne. Les noces du duc & de la princesse de Cleves , furent célébrées avec la plus grande magnificence. Le duc de Bourgogne se piqua d'étaler en cete occasion le luxe de sa cour , la plus fastueuse de l'Europe. Ce n'étoit qu'un enchaînement perpétuel de festins , de spectacles en tout genre ; de bals , de tournois. Le jeune comte de Saint-Paul remporta le prix de ces jeux militaires , qu'il reçut de la main des dames. On donna des joutes dans des sales fermées , assez spacieuses pour contenir une foule de spectateurs & plusieurs combatants montés sur des chevaux de six paumes ou d'environ trois pieds de hauteur.

Le duc de Bourgogne tint dans la même ville le chapitre général de son ordre de la Toison d'or , que le duc d'Orléans fut prié d'accepter. Il se rendit pour cet effet dans la sale où les chevaliers étoient assemblés. Là il reçut le colier des mains du duc de Bourgogne , qu'il pria en même temps d'agréer le sien. Le duc de Bourgogne y consentit , & tantôt

Idem, ibid.

AN. 1440.

ledit duc d'Orléans tira de sa manche un des coliers de son ordre, & le mit autour du cou dudit duc. La même assemblée délibéra qu'on enverroit le colier de l'ordre de la Toison aux ducs de Bretagne & d'Alençon. Ces deux princes récompensèrent magnifiquement les hérauts qui le leur présentèrent. L'honneur qui formoit la base de ces confraternités, unissoit entre eux les chevaliers plus étroitement que n'auroient pu faire les traités consacrés par les serments les plus solennels.

Idem, ibid.

Le duc de Bourgogne se fit un plaisir de conduire le duc d'Orléans dans la plupart des villes de ses Etats de Flandre. Les richesses, fruit de l'industrie & du commerce, annonçoient par-tout la puissance du souverain. Lorsque les deux princes se présentèrent aux portes de Bruges, les principaux habitants, au nombre de quatorze cents hommes, nus pieds, sans chaperons & sans ceintures, vinrent se prosterner devant le duc en le suppliant de leur pardonner leurs anciennes révoltes. Il hésita quelque temps, & se rendit aux intercessions du duc & de la duchesse d'Orléans. Cependant la noblesse acouroit en foule des diverses provinces de France pour offrir ses services à ce prince, estimé pour son courage, sa générosité, son esprit, son affabilité, vertus auxquelles une captivité de vingt-cinq années ajoutoit un nouveau lustre. Les chevaliers les plus distingués s'honoroient de faire recevoir leurs enfants au nombre de ses pages. On ne doutoit pas qu'aussi-tôt qu'il seroit arrivé à la cour de Charles, il ne dût prendre les rênes du gouvernement : il le croyoit lui-même. Il choisit vingt-quatre archers pour sa garde ordinaire, (le roi n'en avoit que quatre-vingts). Trois cents chevaux composoient sa maison ordinaire, sans compter une multitude de gentilshommes qui se faisoient honneur de le suivre à leurs frais. En rentrant en France, il évita de passer sur les terres du comte de Ligni, Jean de Luxembourg. Ce comte, depuis le traité d'Aras, qu'il avoit toujours refusé de signer, affectant vis-à-vis de son roi une indépendance criminelle, manquant à ses devoirs de vassal envers le duc de Bourgogne, son seigneur suzerain, conservant des liaisons avec les ennemis de l'Etat, par cete conduite équivoque n'avoit que trop justifié les soupçons de sa fidélité, ce qui

Tavoit exposé à voir plusieurs fois ravager ses terres par les troupes des différents partis. Charles irrité de ses longs délais, venoit de donner des ordres précis à ses généraux de l'attaquer, lorsqu'il mourut, laissant le jeune comte de Saint-Paul, son neveu, héritier de ses vastes domaines, de son courage, & de cete fausse & infidieuse politique qui le perdit & entraîna la ruine de sa maison. Le duc d'Orléans étoit à Cambrai, lorsqu'il aprit cete mort : il pria les habitants de le nommer *gardien* de leur ville à la place de Luxembourg ; ils lui répondirent : « *Qu'ils ne l'oseroient faire sans le consentement de leur évêque* ». Le prince vint jusqu'à Paris, recevant dans toutes les villes autant d'honneur & de marques d'affection, qu'on en auroit pu prodiguer à la personne du monarque. Charles avoit d'abord désiré de le voir ; mais informé de l'intimité de ses aliances avec les ducs de Bourgogne, de Bretagne & d'Alençon ; ainsi que du cortège trop nombreux dont il se faisoit suivre, ce monarque, qui tant de fois avoit éprouvé des revers occasionnés par l'ambition des princes, lui fit dire qu'il le recevrait avec plaisir à sa cour, pourvu qu'il s'y rendit avec sa seule maison. Le duc piqué de cet ordre, prit la route d'Orléans, & resta dans ses domaines, détrompé de l'espoir dont il s'étoit flaté.

Le roi ayant rassemblé une partie de ses troupes vint en Champagne où il reprit plusieurs forteresses occupées par des chefs d'aventuriers. Il moyenna un accommodement entre le duc de Lorraine, le comte de Vaudemont & le damoiseau de Commerci. Ayant séjourné quelque temps à Troies, il se rendit à Bar-sur-Aube, où le bâtard de Bourbon vint le trouver. A peine ce seigneur fut-il arrivé qu'on l'arêta ; & sur-le-champ l'on commença l'instruction de son procès. Les juges le condanèrent à être renfermé dans un sac & précipité dans la rivière, ce qui fut exécuté. Les brigandages qu'il avoit commis le rendoient digne de mort : mais on prétendit que son plus grand crime étoit d'avoir engagé le dauphin à quitter la cour, pour se mettre à la tête de la ligue des princes. Ses amis le firent retirer de l'eau & inhumer honorablement. Il avoit du courage, mais il étoit avare & cruel, ne faisant la guerre que pour piller. Le duc de Bour-

AN. 1440.

Suplice du
bâtard de
Bourbon.
Ibid.

AN. 1440.

bon, son frere, fut extrêmement sensible à sa mort. Aurreste, ce suplice produisit un éfet salutaire. La plupart de ces capitaines de bandits, qui depuis si long-temps agra-voient par leur brigandage les malheurs de la France, com-mencerent à redouter la justice du roi ; chargés de crimes, ils ne se jugeoient que trop dignes d'un pareil châtiment.

Réduction
de la Charité.
Nouvelles
conférences.
Ibid.

Le comte de Warwick étoit mort, & le duc d'York avoit été renvoyé pour la seconde fois en France, avec le titre de régent. Le parti de Charles se fortifioit journellement. Peu de temps après avoir dissipé la ligue des princes, il avoit repris la Charité, place importante sur la Loire. Cependant la duchesse de Bourgogne, à force de sollicitations, avoit obtenu qu'on reprendroit la voie de la négociation. Cete troisieme conférence fut encore plus malheureuse que celles qui l'avoient précédée. Après quelques difficultés, on choi-sit la ville de Saint-Omer pour le lieu de la conférence. Le duc d'Orléans y assista en qualité de médiateur. Le comte de Vendôme étoit chef de l'ambassade de France. Le con-seil d'Angleterre nomma pour plénipotentiaires, l'évêque de Rochester & *Fanhop*, qualifié de *lord* par les historiens Anglois. Il y avoit certainement une disproportion trop mar-quée entre les ministres de Henri & les ambassadeurs de Charles. Les princes refuserent de traiter avec ces agents subalternes : ils en informèrent le roi, qui approuva leur con-duite, révoqua les pouvoirs qu'il leur avoit donnés pour conclure un acommodement, & leur ordonna en même temps de rompre la conférence.

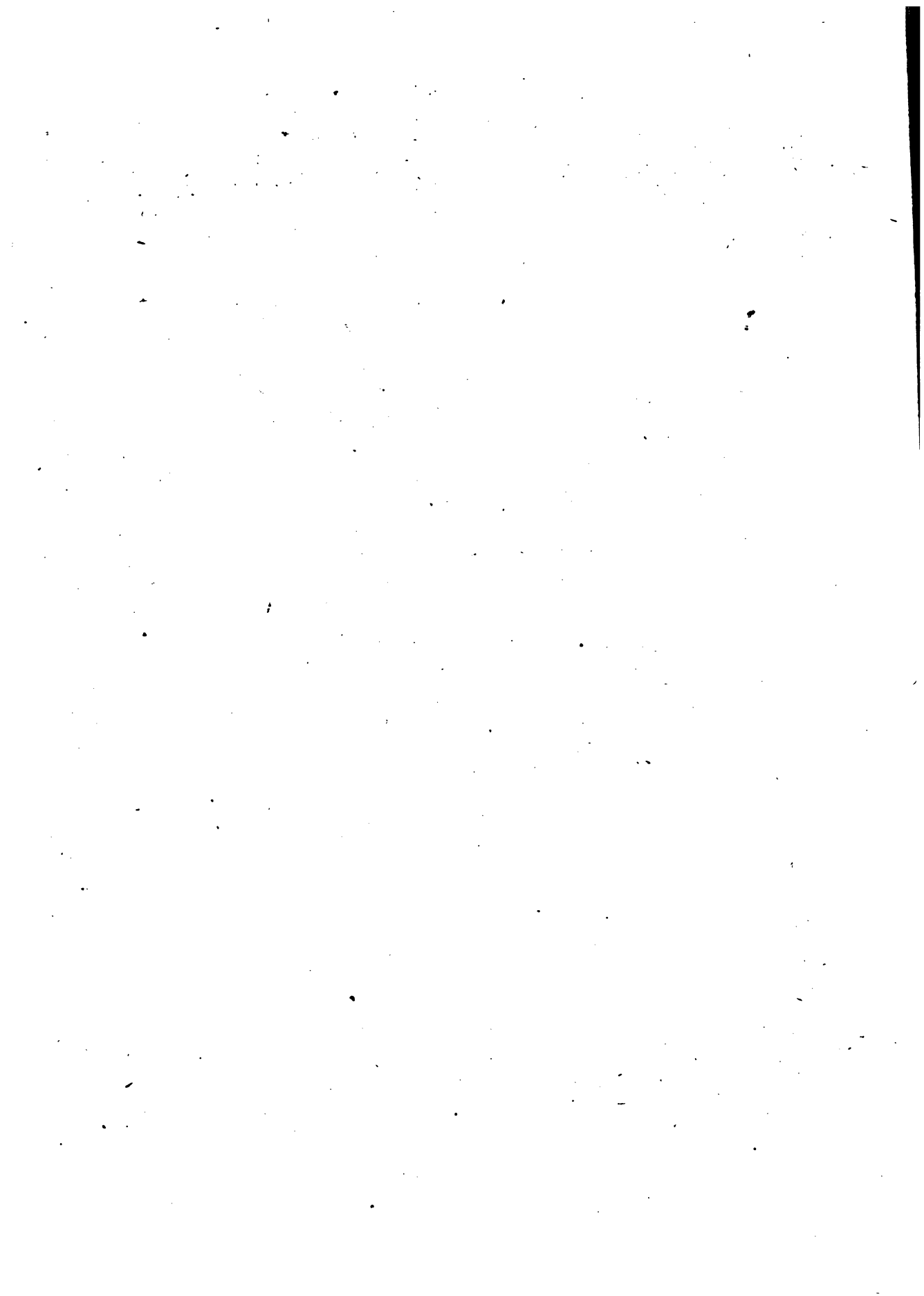
Affaires de
l'Eglise. Déli-
vrance d'Eugene.

Amédée de
Savoie lui suc-
cede sous le
nom de Félix.

Ibid.

Histoire ecclési.

Eugene & l'assemblée de Bâle, ne cessioient d'exhorter les princes à la paix. Le roi de son côté employoit les interces-sions les plus pressantes pour réconcilier le pape & le con-cile ; mais cete querele sacrée paroissoit encore plus difficile à terminer que celle des princes. Eugene à Florence, après plusieurs conférences avec les Grecs, étoit enfin parvenu à procurer la réunion des deux Eglises. La procession du Saint-Esprit, qui formoit un des principaux points de division, fut expliquée par les Latins & agréée par les Grecs. On dressa une formule de profession de foi commune aux deux Eglises. Cet accord avoit été précédé d'un traité entre le pape &





l'empereur, par lequel Sa Sainteté s'engageoit à fournir aux Grecs tout ce qui leur seroit nécessaire, non-seulement pendant leur séjour à Florence, mais encore pour leur retour en Grece; d'entretenir trois cents soldats & deux galeres pour garder la ville de Constantinople; d'obliger tous les bâtimens qui portoient les pèlerins à Jérusalem de débarquer d'abord dans la ville impériale; de fournir vingt galeres pour six mois, ou dix pour un an, lorsque l'empereur l'exigeroit; & dans le cas d'une urgente extrémité d'engager les princes chrétiens à lui fournir de plus puissants secours. Ce premier acommodement avoit été suivi de plusieurs conférences sur le Pain azime, sur le Purgatoire, sur la primauté du pontife Romain, &c. Enfin le decret de réunion fut dressé dans la dixieme session du concile. Jean Paléologue, pressé de retourner dans ses Etats, demanda le paiement qui lui étoit dû de quelques mois de son séjour en Italie, & son audience de congé. Eugene exerça la libéralité d'un souverain. Aux gages du prince Grec il ajouta une gratification. L'empereur d'Orient partit, après avoir donné à l'Europe le spectacle étrange d'un successeur de Constantin à la solde d'un pontife de Rome. Tandis qu'Eugene s'aplaudissoit à Florence du succès de cete intéressante réconciliation, on pressoit vivement à Bâle les poursuites commencées contre lui. L'enchaînement de ces procédures, objet d'ailleurs peu digne de la curiosité des lecteurs, n'entre point dans le plan de cet ouvrage. Il suffira d'observer que le saint pere avoit pour lui quelques prélats & les ambassadeurs de la plupart des princes: mais sa déposition étoit résolue. Vainement l'on entreprit de faire son apologie; vainement l'empereur (c'étoit Albert d'Autriche qui avoit succédé à Sigismond, mort l'année précédente) fit prier le concile de suspendre au-moins sa résolution; envain les ambassadeurs de France, ainsi que ceux de plusieurs autres puissances, protesterent, les peres de l'assemblée furent inflexibles. La peste même, qui alors ravageoit la ville de Bâle, ne fut pas capable de les en arracher qu'ils n'eussent achevé leur ouvrage. Eugene cité, apelé par deux évêques & ne paroissant point, fut jugé par contumace. Le concile le déposa; « déclarant les fideles dis-

AN. 1440.

» pensés de lui obéir; défendant de le reconnoître, sous peine
» d'être réputé hérétique & schismatique; le privant de tous
» honneurs, bénéfices & dignités, comme perturbateur de
» la paix & de l'union de l'Eglise, simoniaque, parjure, in-
» corrigible, schismatique, obstiné dans ses erreurs, dissipa-
» teur des biens & des droits de l'Eglise, administrateur aussi
» dangereux qu'inutile du souverain pontificat, enfin indi-
» gne de tout titre, degré, honneur & dignité ». Il n'est pas
inutile de remarquer que ce jour même où le concile de Bâle
fulminoit cete déposition & ce torrent d'injures, le pape con-
sommoit à Florence le projet de la réunion des Chrétiens
d'Orient & d'Occident. Il n'est pas moins singulier que ce
pape traité avec tant d'indignité par ses confreres les évê-
ques, ait mérité l'estime de la plupart des souverains de l'Eu-
rope, qui continuerent de le reconnoître. Il ne manqua pas
d'excommunier les peres du concile, qui répondirent à ce
decret injurieux par une apologie de leur conduite, où l'hon-
neur du saint pere n'étoit pas ménagé. Il s'agissoit de procé-
der à l'élection d'un nouveau pape. Les instances de l'em-
pereur pour la suspendre ne servirent qu'à l'avancer. On
choisit les électeurs & les oficiers du conclave, qui nomma
pour remplir la chaire de saint Pierre, le solitaire de Ripaille,
Amédée de Savoie. Cete élection fut confirmée par le con-
cile. On envoya sur-le-champ des députés au prince, qui
les reçut à la tête de ses hermites & de ses domestiques. Les
conseillers du duc prétendoient qu'on réformât le serment
qu'il devoit prêter comme pape, qu'il ne se rasât point, qu'il
ne quitât point son habit d'hermite, & ne changeât point
de nom. Les députés protesterent qu'on ne pouvoit rien
changer au serment; qu'il étoit nécessaire qu'il se revêtît
d'habits convenables à sa dignité pour marquer la possession
du souverain pontificat; qu'il falloit changer de nom, Jésus-
Christ ayant changé celui de saint Pierre. Amédée, après
quelques difficultés, souscrivit à ces conditions. L'article seul
de la barbe le revoltoit. Cete barbe étoit fort longue: on la
lui laissa par complaisance; mais quelque temps après, il
prit lui-même le parti de s'en dépouiller, parce qu'elle fai-
soit rire.

Le nouveau pape , qui prit à son avènement le nom de Félix , fut excommunié par Eugene , qui , suivant l'usage , le déclara hérétique & schismatique. Il devoit s'y attendre : mais il avoit les mêmes armes. Le concile cassa l'excommunication , & Félix renforça son parti en nommant dix-sept cardinaux. L'année suivante il en créa quatre autres dans la ville de Bâle , où il fut couronné : peu de mois après il augmenta leur nombre d'une nouvele promotion de quatorze. Le concile lui assigna pour son entretien le cinquieme du revenu de tous les bénéfices : mais pour jouir de cete rétribution , il falloit être reconnu dans des Etats qui voulussent bien s'y soumettre.

AN. 1440.

On reçut en France presque en même temps les députés des deux partis. Le roi convoqua une nouvele assemblée de prélats dans la ville de Bourges , où il assista. Martin Gouge , évêque de Clermont , ministre du roi , fut chargé d'annoncer aux envoyés la délibération de l'assemblée , dont le résultat fut que la France persisteroit dans l'obéissance d'Eugene. On exhorta aussi les ambassadeurs du nouveau pape & du concile à ne point multiplier le scandale par de nouvelles excommunications. Eugene avoit aussi fait demander par ses légats qu'on supprimât la pragmatique-sanction , ce qui lui fut refusé sans détour.

Charles , formé dans l'art de régner par les contradictions & les disgraces , portoit également ses vues sur toutes les parties de l'administration tant civile que militaire. Dans l'état déplorable où la France se trouvoit , les remedes violents auroient peut-être été plus dangereux que le mal même. Cependant il donna cete année un exemple de fermeté , qui dut apprendre aux grands le respect qu'ils devoient à la majesté du trône. Les gens du comte de Saint-Paul ayant eu la témérité d'enlever de l'artillerie que le roi faisoit conduire de Tournai à Paris , Rohault , la Hire & Chabannes eurent ordre d'entrer à main armée dans les terres du comte , qu'ils ravagerent. Ils se rendirent maîtres de Ribemont , & vinrent mettre le siege devant la ville de Marle , qui appartenoit à la comtesse de Saint-Paul. Le jeune comte éfrayé de cete irruption subite , d'autant plus que le duc de Bourgogne avoit

Le roi fait rentrer le comte de S. Paul dans son devoir.

Monstrelet , &c.

AN. 1440.

fait déclarer qu'il ne devoit espérer aucun secours de lui ; défavoua ses gens , & se hâta de fléchir le monarque. La comtesse douariere de Saint-Paul vint trouver le roi à Laon, & par l'intercession de plusieurs seigneurs obtint le pardon de son fils. Les principales conditions de ce traité furent que le comte feroit hommage & serment de fidélité au roi, tant pour ses terres & seigneuries, que pour celles qu'il tenoit par la comtesse sa femme, & qu'il remettroit la ville de Marle pour garant de sa foi. Après cet accomodement, le comte se rendit à la cour où il fut très bien reçu. Ce fut-là qu'il contracta, pour la première fois, une amitié particulière avec le dauphin. La connoissance de leurs caracteres doit rendre assez équivoque la sincérité de leur affection. Louis sombre, inconstant, inquiet, peu fait pour être ami, portant la défiance jusqu'à l'excès, & ne jugeant des autres que par lui-même, pouvoit-il aimer le génie du comte, dont la dissimulation égaloit la sienne ? La conformité des vices ne produira jamais entre les hommes ces liens respectables qui ne peuvent être serés que par la ressemblance des vertus. En prêtant serment de fidélité, le comte de Saint-Paul s'étoit engagé à faire *pleine & entière obéissance*, tant au roi qu'à ses officiers, & à répondre en la cour du parlement, à la réquisition du procureur général. Le roi reçut dans le même temps l'hommage de la comtesse de Ligni, veuve de Jean de Luxembourg. La réduction du comte de Saint-Paul fut suivie de celle d'une multitude de seigneurs, qui venoient journellement reconnoître dans la personne de Charles le souverain légitime.

Voyage de
la duchesse de
Bourgogne à
la cour du roi.
Ibid.

Le roi reçut dans la même ville de Laon la duchesse de Bourgogne qui venoit au nom du duc son époux faire quelques propositions sur la paix, & porter en même temps des plaintes sur la conduite de la cour vis-à-vis du duc d'Orléans. Charles lui donna peu de satisfaction sur ces demandes, ainsi que sur quelques articles qui concernoient ses intérêts particuliers. En prenant congé du monarque elle lui dit : *Monseigneur, de toutes les requêtes que je vous ai faites, ne m'en avez nulle octroyée, j'aurois selon mon avis qu'elles fussent assez raisonnables.* Belle sœur, répondit Charles, *ce poise nous qu'autrement*

trement ne se peut faire , car selon ce que nous trouvons en notre conseil , à qui en avons parlé bien au long , icelles requêtes nous seroient moult préjudiciables à acorder. Ce refus ne parut pas toutefois altérer pour lors la bonne intelligence qui régnoit entre les cours de France & de Bourgogne. La forteresse de Montagu formoit depuis quelque temps un objet de contestation entre le seigneur de Commerci , le duc de Bourgogne & le roi. On convint que la place seroit remise en l'état qu'il plairoit au duc , qui sur-le-champ la fit raser & la rendit ensuite au monarque. Les habitants des villes voisines , telles que Reims , Laon & Saint-Quentin , aprirent avec plaisir la destruction d'une citadelle , vraie retraite des brigands , dont les environs étoient infestés.

AN. 1440.

Charles , au commencement de cete année , prit la route de l'île de France par Soissons , Noyon & Compiègne. Dès que Flavi , gouverneur de cete dernière ville , eut appris l'approche du monarque , il prit la fuite. Le roi lui avoit pardonné la prison & la mort du maréchal de Rochefort ; mais il se sentoît coupable de tant d'autres forfaits , qu'il n'eut jamais l'assurance d'attendre son souverain. L'ouverture de la campagne se fit par le siège de Creil , dont les François se rendirent maîtres en douze jours. La garnison Angloise n'obtint d'autre capitulation que la liberté d'emporter ses robes. Dans le même temps la garnison Française de Conches s'étoit emparée de Beaumont-le-Roger , tandis que d'un autre côté , les Anglois ayant tenté de faire une irruption dans le Maine , furent repoussés avec une perte considérable.

AN. 1441.
Siège de
Creil.
Ibid.

Le roi s'étoit rendu à Paris , tandis qu'on disposoit les préparatifs du siège de Pontoise. On imposa une taxe dont personne ne fut exempt. La rigueur avec laquelle ce subside fut exigé , excita le murmure du peuple. Les plaintes redoublèrent , parce qu'on s'avisâ , pour diminuer l'impôt , de supprimer une partie de la dépense des confrairies , & de l'appliquer aux besoins de l'Etat. Cependant les troupes investissoient Pontoise , où le roi vint en personne , accompagné du dauphin. Dès les premiers assauts on emporta un boulevard placé à la tête du pont. L'armée Française montoit à douze mille hommes. Les attaques furent vivement pressées. Le

Siege de
Pontoise.
Ibid.

AN. 1441.

pulace, on sépara ceux qui étoient en état de payer leur rançon, des captifs que leur indigence mettoit dans l'impossibilité de se racheter. Ces derniers, qui composoient le plus grand nombre, furent conduits à la greve. On leur lia les pieds & les mains: on les précipita dans la Seine. A ces traits de barbarie qui reconnoîtroit notre nation?

Entrevue
des ducs de
Bourgogne &
d'Orléans.
Ibid.

Ce n'étoit pas sans un dépit extrême que le duc d'Orléans se voyoit obligé de renoncer aux espérances qu'il avoit conçues d'avoir la principale part au gouvernement. Forcé de dissimuler, cete contrainte iritoit encore son chagrin. La cour & le roi paroissoient l'avoir entièrement oublié, sans que cete négligence injurieuse pût lui fournir un prétexte aparent de faire éclater son ressentiment. Il vint trouver le duc de Bourgogne à Hédin. Ces deux princes passerent quelques jours ensemble. On ignora pour-lors ce qui avoit été agité dans leur entrevue. La suite en dévelopa les motifs secrets. Cependant le duc de Bourgogne leva des troupes; & pour éviter d'alarmer la cour, il défendit, sous les peines les plus séveres, à ses gens de commettre aucun désordre sur les terres de l'obéissance du roi. Il fit dans le même temps pour la seconde fois, raser Montagu, dont le seigneur de Commerci avoit rétabli les fortifications.

AN. 1442.
Capitulation
de Tartas.
Ibid.

Charles étoit pour-lors en Poitou, attendant le terme prescrit pour se présenter devant Tartas à la tête d'une armée assez forte pour livrer la bataille. Cete ville, située sur la Douze, à peu de distance du lieu où cete petite riviere va se perdre dans l'Adour, avoit été investie par les Anglois. La garnison étoit convenue de se rendre s'il ne se présentoit un corps de troupes suffisant pour faire lever le siege. L'honneur du roi se trouvoit intéressé à satisfaire aux clauses de la capitulation. La place importante par sa situation appartenoit au seigneur d'Albret, maison qui avoit rendu à la France les services les plus signalés. Il étoit à craindre que l'abandonnant, on n'indisposât toute la noblesse de Guienne. Charles d'ailleurs en se trouvant au jour assigné, avoit plus à redouter la longueur du voyage que le danger de l'expédition. Les ennemis assez ocupés à défendre les provinces en deçà de la Loire, ne pouvoient faire que de foibles efforts dans les

provinces méridionales. La cour d'Angleterre devenoit de jour en jour plus orageuse. Le duc de Glocestre ne jouissoit plus que d'un crédit aparent. Le cardinal de Wincester avoit saisi toute l'autorité réelle. Sa parcimonie & ses richesses l'avoient mis à portée de subjuguier un monarque foible & sans expérience. Il lui prêtoit de l'argent, ainsi que nous l'avons observé ci-dessus; mais le prélat intéressé ne négligeoit aucune des précautions qui pouvoient lui en assurer le recouvrement. On trouve dans les actes de Rymer par plusieurs lettres de grace expédiées en faveur de ce cardinal, qu'il ne prêtoit que sur des gages, puisque dans ces actes de pardon il est dit qu'il avoit *fraudé le roi de ses joyaux, & qu'il l'avoit privé de ses revenus*. Ainsi, dans le même temps qu'il exigeoit des nantissements, il se payoit par ses mains. Ce qui se passa cete année va nous prouver jusqu'à quel point il avoit abaissé son rival. Cet événement, quoiqu'étranger, tient aux mœurs du temps. Eléonor de Cobham, qui de maîtresse du duc de Glocestre, étoit devenue son épouse, eut l'imprudence d'appeler la magie au secours de ses charmes, dans l'espérance de fixer l'inconstance du duc. Elle eut, pour cet effet, quelques conférences avec un prêtre réputé grand nigromancien. Une prétendue forcierre lui promit un philtre, dont elle assuroit l'effet inmanquable. Ces entrevues mystérieuses furent découvertes par les ennemis de Glocestre. Aussi-tôt l'on intenta contre la duchesse son épouse une accusation de haute trahison. On prétendit qu'elle avoit fait avec ces deux complices une image de cire représentant le roi, qu'en la faisant fondre goutte à goutte, les forces & la vie de Henri devoient s'évanouir par degrés, ainsi que le simulacre. L'examen des accusés ne découvrit autre chose que la composition du philtre. Cependant la forcierre fut brûlée & le prêtre pendu. Par égard pour le rang de la duchesse on se contenta de la condamner à faire amende honorable devant l'église de Saint Paul de Londres; ce qui fut exécuté publiquement, & à passer le reste de ses jours dans une prison perpétuelle. Les chefs du tribunal qui prononça cete condamnation, étoient les comtes de Huntington, de Staffort, de Suffolk & de Northumberland. On ne fait ce qui doit le plus

AN. 1442.

Assemblée
des princes :
leurs remon-
trances : ré-
ponse du roi.
Monstrelet.

surprendre de l'injustice ou de la stupide ignorance de pareils juges.

Nous avons vu sous le malheureux regne de Charles VI les princes du sang divisés entre eux, armer la nation, faire couler des torrents de sang pour se disputer la possession du gouvernement. L'incapacité du monarque servoit de prétexte à leurs implacables querelles. En déchirant la France, ils ne parloient que du salut de l'Etat & du soulagement des peuples. C'étoit sous ce voile spécieux qu'ils déguisoient leur criminelle ambition. A peine Charles gouverne-t-il en roi, qu'on voit ces mêmes princes se réunir pour lui ravir une autorité qu'il étoit si digne d'exercer. Les motifs de cete association séditieuse sont toujours les mêmes, l'intérêt public, le bien du royaume. Les princes & plusieurs seigneurs, mécontents de la cour, devoient s'assembler à Nevers, ainsi que les ducs de Bourgogne & d'Orléans en étoient convenus à leur dernière entrevue. Dans une circonstance si délicate, où il s'agissoit de prévenir peut-être une défection générale, le roi, sans blesser sa dignité, se conduisit avec une modération capable de faire rougir les princes. Il se contenta de leur faire dire qu'ils n'auroient pas dû former le projet d'une assemblée en son absence, encore moins sans son consentement; que son dessein, au retour de la prochaine expédition de Guienne, étoit de les assembler dans sa ville de Bourges pour prendre leurs avis sur les affaires générales du royaume. Il se plaignit, mais sans aigreur, de ce que le duc de Bretagne s'étoit joint à eux, & cela dans un temps où la France avoit besoin de la réunion de toutes ses forces pour résister à l'ennemi commun. Après ces légers reproches il consentit que les princes & seigneurs, mécontents du gouvernement, s'assemblassent à Nevers. Il offrit même pour cet éfet un sauf-conduit au duc de Bretagne.

Les députés de l'assemblée de Nevers se rendirent à la cour. Ils y apportèrent le cahier des remontrances sur lesquelles on les avoit chargés de demander satisfaction. Charles ne crut pas déroger à la majesté de sa couronne en répondant à tous les articles. Voici quels étoient les principaux chefs de ces représentations. La conclusion de la paix avec l'An-

gleterre , la réforme de plusieurs vices glissés dans l'administration , le maintien de la justice , l'abréviation des procès , le choix des magistrats , l'augmentation du nombre des conseillers d'Etat , la nécessité de réprimer les brigandages des gens de guerre , l'obligation de régler un fonds assuré pour le paiement de leur solde ; enfin le soulagement du peuple par la diminution des tailles & autres impositions. Ces demandes paroissent en effet n'avoir pour objet que la tranquillité de l'Etat , l'intérêt public , le bonheur de la nation. On ne pouroit tout au plus former que des conjectures sur les motifs secrets qui faisoient agir les princes , si l'exposition de leurs griefs personnels ne découvroit le mobile véritable de leur conduite. Ils se plaignoient de ce que le roi , à l'exemple de ses prédécesseurs , ne les apeloit pas au gouvernement. Le duc d'Alençon réclamoit la restitution de Niort , de Sainte-Susanne , le rétablissement de sa lieutenance & de sa pension. Le duc de Bourbon , les comtes de Vendôme & de Nevers demandoient pareillement le paiement de leurs pensions. A l'égard du duc de Bourgogne , il ne formoit des plaintes que sur l'inexécution de quelques articles du traité d'Aras qu'il ne spécifioit pas.

Le monarque ayant avec son conseil examiné les représentations contenues dans le mémoire des princes , leur fit répondre que personne ne desiroit plus que lui de rétablir le calme dans le royaume par un traité de paix avec l'Angleterre ; qu'il avoit pour cet effet proposé diverses villes limitrophes des deux puissances , & que leur situation rendoit convenable pour tenir des conférences ; que les ennemis avoient constamment refusé d'en agréer aucune ; que cete obstination annonçoit visiblement leur éloignement pour la paix ; qu'au dernier congrès l'archevêque d'York avoit déclaré sans détour que *usque in ultimo statu* (jusqu'à l'extrémité) la nation Angloise ne souffriroit pas que son roi tint rien en hommage de quelque souverain que ce fût ; que par conséquent il étoit impossible de céder la possession d'aucune province au roi d'Angleterre , puisqu'il refusoit de se reconnoître , ainsi que ses prédécesseurs , vassal de celui de France ; que le roi ne pouvoit se persuader que les princes de son

AN. 1442.

sang, intéressés par devoir & par honneur à maintenir la splendeur de l'empire, voulussent qu'il y portât atteinte par un traité honteux. Pour ce qui concernoit l'administration de la justice, le roi démontra combien les reproches à ce sujet étoient injustes & mal fondés; qu'il avoit toujours choisi pour remplir le parlement les magistrats les plus recommandables par leurs lumières & leur intégrité, qu'il y en avoit douze de la nomination du duc de Bourgogne lui-même; que l'abréviation des procès étoit l'affaire des juges; que les désordres occasionnés par la licence des troupes *lui avoient toujours déplu*; qu'ils connoissoient aussi-bien que lui combien il étoit difficile d'y remédier, & qu'ils avoient été témoins des soins qu'il ne cessoit d'y employer, ainsi que des mesures qu'il prenoit pour assurer le paiement des gens de guerre, afin de leur ôter tout prétexte de rançonner les villes & les campagnes. Il est à propos d'observer que la plus grande partie de ces compagnies de brigands appartenoient aux princes, ou s'avoient d'eux, sans qu'ils songeassent à les réprimer. Sur l'article des impôts, le monarque répondit que personne ne ressentoit plus vivement que lui la misère des peuples, & qu'il regardoit leur soulagement comme la première & la plus indispensable de ses obligations; mais que les malheurs du royaume & la nécessité d'entretenir des troupes pour repousser un ennemi qui occupoit une partie de la France, & *détruisoit le surplus*, exigeoient que tout le monde contribuât à la défense commune, que dans une conjoncture aussi pressante & aussi difficile que celle où la France se trouvoit, *le prince de son autorité royale pouvoit asséoir des impositions, & n'étoit nul besoin d'assembler les trois États pour mettre sur les tailles*; que la dépense de ces députations étoit toujours à la charge du peuple, que plusieurs provinces avoient demandé qu'on les en dispensât & *qu'on se contentât d'envoyer la commission aux élus, sous le bon plaisir du roi*. Charles rapeloit en même temps aux princes qu'il les avoit consultés tous, ou la plus grande partie d'entre eux, sur les affaires importantes du royaume; qu'il n'avoit jamais eu égard aux divisions passées pour se déterminer sur le choix des conseillers d'Etat; qu'il s'étoit trouvé dans la nécessité de reprendre la
ville

ville & le château de Niort, confiés au duc d'Alençon; qu'à l'égard de sa lieutenance & de sa pension, sa conduite pouvoit seule lui en obtenir le rétablissement, que le duc de Bourbon avoit refusé le paiement de la sienne; que le comte de Vendôme s'étoit mis lui-même *hors de l'hôtel du roi*, & que quand il se gouverneroit ainsi qu'il le devoit envers son souverain, *il feroit pour lui ce qu'il apartiendrait; qu'il étoit bien content que monsieur le comte de Nevers eût sa pension*, & qu'il lui rendroit justice sur quelques autres plaintes de moindre importance. Charles terminoit sa réponse en assurant que son intention avoit toujours été d'entretenir la paix d'Aras; que si quelqu'un y avoit porté la plus légère atteinte, c'étoit contre son intention, à son insçu, & qu'il le désavouoit; qu'il auroit lui-même de son côté plusieurs plaintes à faire sur l'inobservation de ce traité, mais qu'il vouloit bien épargner au duc de Bourgogne ces désagréables récriminations.

AN. 1442.

Si l'équité, l'amour de la patrie, l'honneur & le salut de la monarchie avoient seuls dicté les représentations des princes assemblés, la réponse du roi auroit certainement dû les faire rentrer dans leur devoir. Charles persuadé qu'il leur avoit donné toute la satisfaction qu'ils pouvoient exiger, fut averti par ses ministres les plus affidés, que les mécontents s'attachoient à grossir le nombre de leurs partisans en séduisant le clergé, la noblesse & le peuple de quelques provinces: ce monarque trop généreux avoit peine à s'imaginer que les princes de son sang voulussent le dépouiller de la puissance souveraine. Un pareil soupçon ne s'acordoit pas surtout avec l'idée qu'il avoit de la foi du duc de Bourgogne. Il disoit quelquefois à ses plus intimes confidants, que s'il pouvoit être assuré qu'on voulût entreprendre contre son autorité, il suspendroit toute autre expédition pour marcher contre les rebelles. Il n'étoit pas toutefois sans inquiétude. Le desir de se tranquilliser à cet égard lui suggéra un expédient qui a toujours réussi, ce fut d'affaiblir le parti des mécontents, en les desunissant. Il manda au duc d'Orléans qu'il le vèroit avec plaisir, il n'en falut pas davantage pour le gagner: à l'accueil le plus obligeant il ajouta une pension de quatre mille livres. Le duc comblé de bienfaits & de caresses.

Idem, ibid.

AN. 1442.

n'eut pas de peine à détacher le duc de Bourgogne d'une ligue dans laquelle il ne s'étoit engagé que par complaisance pour lui. Le comte de Nevers & le duc de Bretagne, qui n'avoient été guidés que par le même motif, y renoncèrent pareillement. Il ne resta plus que les ducs de Bourbon, d'Alençon & le comte de Vendôme; mais à juger de la puissance de ces trois princes, par ce qui s'étoit passé dans la guerre de la *Praguerie*, ils n'étoient pas en état d'imposer la loi à leur souverain : ils n'eurent d'autre parti à prendre que celui de la soumission & du silence.

Mort de la
comtesse de
Richemont.
Ibid.

Le comte de Richemont perdit à la fin de cete année la dauphine, duchesse de Guienne, son épouse. Cete princesse mourut d'une maladie de langueur à l'hôtel * du Porc-épi à Paris. Elle témoigna dans ses derniers moments les plus sensibles regrets de ses fautes, & fut-tout, dit un auteur contemporain, *des grandes pompes, outrages & excès qui avoient été en elle sa domination, étant en force & vigueur*. On peut se rapeler la fierté de cete princesse, qui ne consentit de s'unir au connétable, qu'à condition de conserver le rang qu'elle avoit aquis par son premier mariage; ce qui assujétissoit son second époux à des égards gênants, étant obligé de la traiter en public, non comme comtesse de Richemont, mais comme dauphine.

Chron. de
France.

Les troupes
s'assemblent
en Guienne.

Dans le même temps que le roi employoit la prudence & la fermeté pour mettre les mécontents dans l'impuissance de traverser ses desseins, les troupes, suivant ses ordres, se rassembloient en Guienne. Il vint à Toulouse, où le rendez-vous général étoit indiqué. Jamais, depuis le commencement de son regne, il ne s'étoit vu à la tête d'une armée si brillante & si nombreuse. On y comptoit, suivant Monstrelet, jusqu'à quatre-vingt mille chevaux. Ce trait seul peut faire juger que les forces militaires la France étoit alors en état de mettre sur pied; puisque le monarque assisté de la noblesse de Guienne, & ne tirant de secours que des provinces qui lui étoient soumises, pouvoit réunir un corps si

* Cet hôtel, qui avoit appartenu au grand maître Jean de Montagu, décapité au commencement du regne précédent, étoit situé dans la rue de Joui, où l'on a depuis construit l'hôtel d'Aumont. *Antiquités de Paris, liv. 7.*

formidable ; car il est à propos d'observer que les ducs de Bourgogne , de Bretagne , d'Orléans , d'Alençon & de Bourbon , & les autres princes qui s'étoient assemblés à Nevers , ne contribuerent point à cet armement. Tous les malheurs de la nation , on ne sçauroit trop souvent le répéter , ne provenoient que de la méfintelligence.

AN. 1442.

Le terme de la délivrance de Tartas , fixé par la capitulation au premier Mai , avoit été prolongé jusqu'au 23 Juin , à la demande des généraux Anglois. Au jour désigné , Charles se présenta devant la ville ; il n'avoit pris avec lui qu'une partie de ses troupes. Son armée étoit composée de seize mille hommes d'armes , à la tête desquels il se tint en bataille , depuis le matin jusqu'au soleil couché. Les ennemis n'ayant point paru , la place fut remise au roi , qui la rendit au seigneur d'Albret. Les otages furent délivrés de part & d'autre. De Tartas , l'armée alla investir Saint - Sever sur l'Adour. Après trois semaines de siege les forteresses & la ville furent emportées d'assaut. On passa la garnison au fil de l'épée. Rampston , général Anglois , fut fait prisonnier. La réduction de cete place fut suivie de celle d'Acqs , de Marmande , & de la Réole. Les ennemis reprirent Acqs quelque temps après. Ces conquêtes au reste plus faciles à faire qu'à conserver , produisoient du-moins cet avantage , qu'elles afoiblissoient toujours les Anglois par le nombre des soldats qu'ils perdoient , & préparoient déjà les moments encore éloignés d'une révolution favorable. L'impossibilité de faire subsister ce nombre prodigieux de troupes , obligea le roi d'en licencier la plus grande partie. Elles avoient beaucoup souffert pendant la campagne par la disette des vivres & des fourages. Obligées de se disperser pour chercher leur subsistance , elles se répandirent dans les provinces voisines , & pénétrèrent jusque dans la Navarre , laissant dans tous les lieux de leur passage des traces de leurs désordres & de leurs rapines ordinaires. Les payfans atroupés en détruisirent un grand nombre. C'est ainsi que se terminoient la plupart des expéditions. La Hire , l'un des plus braves capitaines de son temps , mourut vers la fin de cete campagne. Le roi l'avoit comblé de bienfaits , il avoit gagné des sommes immenses à la guerre ,

AN. 1443.

Délivrance
de Tartas.
Prise de Saint-
Sever & au-
tres places.

AN. 1443.

il ne laissa rien à sa veuve, qui auroit languì dans la misère, sans la libéralité du monarque.

Diférend
pour le comté
de Commin-
ges.

*Hist. chron.
Notis. Vascon.
&c.*

Le roi s'arêta quelque temps à Montauban avant que de s'éloigner de la Guienne. Il profita du séjour qu'il y fit pour terminer un diférend auquel les deux plus puissantes maisons de la province se trouvoient intéressées. Pierre Raimond, deuxieme de ce nom, comte de Comminges, mort en 1375, n'avoit laissé qu'une fille unique, nommée Marguerite, qui fut d'abord mariée à Jean III, comte d'Armagnac, frere du connétable assassiné à Paris, dont elle eut deux filles, mortes sans postérité. Après le trépas de Jean, Marguerite épousa Jean d'Armagnac, fils aîné du comte de Fezenzac. Elle vécut fort mal avec ce second époux, qu'elle eut l'audace de répudier. Il fut assez foible pour en mourir de chagrin. Une démarche si hardie n'empêcha pas la comtesse d'être recherchée. Le desir de s'approprier ses domaines fermoit les yeux sur l'irrégularité de sa conduite. Mathieu de Foix, frere de Jean & oncle de Gaston, successivement comtes de Foix, l'épousa du vivant même de son second mari. Ce troisieme époux vengea son prédécesseur. Il étoit plus jeune que Marguerite, dont il n'avoit qu'une fille d'une santé fort délicate, & qui mourut en bas âge. Le desir de s'assurer la possession du comté de Comminges lui fit tout tenter auprès de son épouse pour l'engager à l'instituer son héritier. La vieille comtesse refusa obstinément de tester en sa faveur. Il la fit enfermer dans une étroite prison, où elle languit pendant vingt cinq années. Elle vivoit encore tandis que les comtes de Foix & d'Armagnac se dispuoient sa succession. Ce dernier fondeoit ses prétentions sur ce qu'il étoit neveu de Jean III, comte d'Armagnac, premier mari de la comtesse. Cependant Marguerite du fond de sa prison avoit trouvé moyen de faire parvenir au roi son testament, par lequel elle l'instituoit son héritier. Cete disposition paroissoit d'autant plus légitime, qu'on prétendoit que Pierre Raimond, pere de la comtesse, avoit ordonné en mourant, que le comté de Comminges, en cas que Marguerite n'eût point d'enfants, seroit uni à la couronne de France. Indépendamment de ces deux actes, on pouvoit encore appuyer les droits du monarque sur la na-

ture même du domaine contesté. Le comté de Comminges, situé entre les Pyrénées, le Val d'Aran, les comtés d'Astarac, de Toulouse, de Bigorre, étoit dans son origine une seigneurie allodiale, c'est-à-dire absolument indépendante jusqu'en 1244, que Bernard IV la remit à Raimond, comte de Toulouse, & la reçut ensuite de lui à titre de féodalité. Le lecteur se rapélera sans peine la manière dont se faisoient ces changements d'aleux en fiefs, expliquée dans les volumes précédents. Depuis cete époque, les comtes de Comminges avoient toujours relevé des comtes de Toulouse, & suivant les constitutions féodales, le défaut absolu d'héritiers mâles ou femelles nécessitoit la réversion du fief au fuzerain. Le roi, qui en cete qualité avoit un droit incontestable, termina le différend des comtes de Foix & d'Armagnac, en se faisant livrer les places les plus considérables du comté de Comminges, & remettant la comtesse en liberté. Elle étoit alors âgée de quatre-vingts ans, & ne jouit pas long-temps de cet avantage. Avant sa mort, qui arriva dans la même année, elle confirma le testament qu'elle avoit fait durant sa captivité. Ce ne fut pas la seule mortification que le comte d'Armagnac essuya : le roi le força de renoncer au droit de régale dans ses domaines, & lui fit défense de s'intituler à l'avenir *comte, par la grace de Dieu* : prérogative dont ses ancêtres avoient joui depuis un temps immémorial.

C'est à cete année que la plupart des auteurs fixent l'époque de l'institution du parlement de Toulouse, qu'on pourroit toutefois ne considérer que comme un renouvellement de la création ordonnée par l'édit de 1306. Il est vrai que dans les lettres de cete première érection, Philippe-le-Bel, qui régnoit alors, établit un parlement dans la ville de Toulouse pour le Languedoc, la Guienne & généralement toutes les provinces situées au-delà de la Dordogne, avec la clause que cete cour ne subsisteroit que tant qu'il le voudroit (*quamdiu nostræ placuerit voluntati*), exception qui ne se trouve point dans les lettres d'établissement de Charles VII, données à Saumur au mois d'Octobre 1443, registrées au parlement de Paris en Juin 1444; c'est probablement la raison pour laquelle on a toujours regardé ce roi comme l'insti-

AN. 1443.

Parlement
institué à Tou-
louse.

Recueil des
ordonnances.
Grande confér.
Pasquier,
&c.

AN. 1443.

tuteur de la cour suprême du Languedoc, qu'il rendit perpétuelle. Mézerai observe que le premier acte de ce nouveau parlement fut en faveur de la liberté. Quelques serfs de Catalogne s'étant réfugiés dans son territoire, furent réclamés par leurs maîtres. Le parlement rendit un arrêt, portant que tout homme qui entreroit dans le royaume en criant

Mézerai.

France, seroit dès ce moment afranchi. « La liberté de cete » noble monarchie est si grande, ajoute cet auteur, que même » son air la communique à ceux qui le respirent, & la majesté de » nos rois est si auguste, qu'ils refusent de commander à des hommes, s'ils ne sont libres ».

Mariage du
comte de Richemont.

Mort de Jean
V, duc de
Bretagne.

Ibid.

*Histoire de
Bret. &c.*

Le roi assista au mariage du connétable avec Jeanne, fille du seigneur d'Albret, qui fut célébré dans la ville de Nérac. Tandis que le comte de Richemont formoit ces nœuds, Jean V, duc de Bretagne, rendoit les derniers sours dans sa maison de la Tousche, près de Nantes. Egalement cher au peuple & à la noblesse, on l'appeloit communément *le bon duc*, surnom glorieux qu'il tenoit de l'affection générale. Il en reçut un témoignage bien flatteur dans le temps de la conjuration des Penthievres. A peine fut-on informé de sa détention, que toute la Bretagne courut aux armes; les parents mêmes de ces perfides ne marquerent pas moins de zèle que le reste de la noblesse. On n'eut pas besoin d'envoyer des ordres pour rassembler les troupes. Il se forma sur-le-champ une armée de cinquante mille hommes ne respirant que la vengeance & le châtimement des traîtres. Ce prince respectable par sa générosité, sa clémence, sa piété, régna, ou pour mieux dire, s'occupa du bonheur de ses sujets pendant quarante-trois années. Dans le temps qu'une guerre cruelle déchiroit toutes les parties de la France, son heureuse politique sut ménager avec tant d'adresse les partis opposés, qu'il conserva la tranquillité de sa province. Cette conduite ne l'empêcha pas d'assister utilement le roi, en permettant aux Bretons, ennemis naturels des Anglois, de servir dans ses armées. Il laissa la Bretagne florissante & peuplée. Quelque temps avant sa mort il avoit arrêté le projet du mariage de François son fils aîné avec la princesse d'Ecosse, Isabelle, sœur de la dauphine. Ayant interrogé les ambassadeurs à leur

retour sur les perfections de la princesse, ils l'assurèrent qu'elle étoit assez belle, le corps droit, bien formé, propre pour avoir enfants ; mais qu'elle leur sembloit assez simple. Chers amis, leur dit-il, je vous prie de retourner en Ecosse & l'amenez : elle est des conditions que je la desire. Ces grandes subtilités en une femme nuisent plus qu'elles ne servent. Je n'en veux point d'autre. Par saint Nicolas, j'estime une femme assez sage, quand elle sçait mettre différence entre sa chemise & le pourpoint de son mari.

AN. 1443.

Le roi avoit laissé le comte de Dunois en Normandie avec trop peu de forces pour qu'il fût en état de rien entreprendre de considérable. Tout ce que ce général put faire, fut de se tenir sur la défensive. Les François, sous la conduite de Floquet, s'emparèrent d'Evreux ; Estouteville, gouverneur du Mont-Saint-Michel, surprit Granville ; tandis que d'un autre côté les ennemis reprirent Conches, perte que le comte de Dunois ne put prévenir ni réparer en assiégeant Gallardon. Cependant les Anglois, dès l'année précédente, avoient investi la ville de Dièpe qu'ils tenoient bloquée, en attendant de nouvelles troupes qu'on levoit en Angleterre. Ils avoient construit un fort, ou comme on s'exprimoit alors, une grande bastille, d'où ils foudroyoient la ville avec une artillerie formidable. On comptoit jusqu'à deux cents pieces de canon, sans les bombardes d'une grosseur prodigieuse. Le comte de Dunois, suivi d'un corps de mille hommes, entra dans la place. Sa présence, secondée par la valeur du commandant, Charles Desmarets, de la garnison & des principaux bourgeois, ralentit la vivacité des attaques. Talbot désespérant de s'en rendre maître, à cause de la rigueur de la saison (on étoit alors au fort de l'hiver), laissa une partie de ses troupes pour garder les ouvrages du siege, & reprit la route de Rouen, en attendant le renfort que Jean, duc de Sommerfet, devoit incessamment amener. A peine fut-il parti que Dunois alla trouver le roi en Poitou, pour le presser d'envoyer du secours aux assiégés. Charles chargea le dauphin son fils de cete expédition, & lui donna en même temps le gouvernement général des provinces renfermées entre la Seine & la Sône. Seize cents hommes d'armes composoient toute l'armée du prince. Les comtes de Dunois &

Le dauphin
fait lever le
siege de Diè-
pe.

Ibid.

AN. 1443.

de Saint-Paul, les seigneurs de Commerci, de Gaucourt, de Châtillon, de Laval, l'accompagnoient. Louis se présenta devant la bastille des ennemis à la tête de sa petite troupe. Il s'étoit fait précéder par un corps de trois cents hommes. Quoiqu'il eût de l'artillerie, il ne s'en servit pas, & l'on fit les dispositions pour emporter le fort par le moyen de l'escalade.

On avoit pour cet éfet, construit des ponts roulants *, qu'on pouffoit sur le fossé par le secours d'un avant-train, & dont l'extrémité, qui devoit joindre le pied des remparts, étoit soutenue par des grues placées sur le revers du fossé. Des crans d'espace en espace servoient à retenir le pied des échelles. Lorsque tout fut préparé, le dauphin à pied, au premier rang de sa troupe, s'avança, malgré une grêle de traits que les ennemis faisoient pleuvoir sur lui. Les François qu'animoit l'héroïque intrépidité de leur prince, se surpassèrent eux-mêmes par des prodiges de valeur. Les Anglois ne témoignèrent pas moins de bravoure & forcèrent les nôtres de reculer. Louis les ramena au combat. L'assaut recommence avec une nouvelle fureur. Cete seconde action, plus meurtrière que la première, décide la victoire. Cinq cents Anglois sont passés au fil de l'épée. La bastille est emportée. Le reste de la garnison demeure au pouvoir du vainqueur. On envoie au supplice tous les François qui se trouvent mêlés parmi les ennemis, ainsi que quelques Anglois qui du haut de leurs remparts avoient ofensé le prince par des propos outrageants. Le dauphin, avant l'assaut, avoit armé chevalier le comte de Saint-Paul. Il prodigua les éloges & les récompenses à ceux qui s'étoient distingués dans cete journée. Il ne se montra pas moins reconnoissant envers les habitants de Dièpe, qui pendant un siege de neuf mois, s'étoient signalés par mille preuves de constance, de zele & de courage. La cour étoit pour-lors à Tours. Louis alla rendre compte de sa victoire à son pere, & en recevoir ses ordres pour une nouvelle expédition. On cherche vainement dans la conduite du monarque & de son fils les éfets de cete jalousie que

* On trouve dans les monuments de la monarchie Françoisé la figure de ces ponts roulants.

quelques

quelques écrivains ont reprochée au roi avec si peu de fondement.

AN. 1443.

Le comte d'Armagnac, retenu par la présence du roi, n'avoit osé laisser éclater son mécontentement. Le monarque fut à peine éloigné qu'il entra à main armée dans le comté de Comminges, & s'empara des principales places. Avant que de former une entreprise si hardie, le comte s'étoit assuré de la protection des Anglois, à qui, suivant les clauses d'un traité secret, il devoit livrer ses États. Il s'engageoit de plus à les rendre maîtres du Rouergue & de l'Auvergne. Ces propositions faites par deux archidiacres de l'église de Rhodès, accompagnés de plusieurs gentilshommes députés du comte, éblouirent le conseil Britannique. La cour de Londres envoya ses ambassadeurs pour conclure l'aliance sur ce pied, & régler en même temps les conditions du mariage d'une des filles du comte d'Armagnac avec le roi d'Angleterre. Ce qui rendit ces démarches encore plus criminelles, c'est que les premières négociations devancerent le jugement de l'affaire de Comminges.

Révolte du comte d'Armagnac.
Ibid.
Hist. d'Angl.
Rym. act. pub.
tom. 5, part. 1.

Le roi avoit été si content de la conduite & du courage du prince son fils, qu'il n'hésita pas à lui confier le soin de châtier le comte d'Armagnac. Le dauphin partit de Tours, accompagné du maréchal de Lohéac. Ses troupes, lorsqu'il fut arrivé à Toulouse, furent accrues par la jonction d'une partie de la noblesse de Guienne. Il tomba comme un éclair sur le comté d'Armagnac. Rhodès, Entragues se soumirent à son approche. Le comte épouvanté prit la fuite, & courut se renfermer dans l'Île-Jourdain, ville située sur la Save. Louis, sans lui laisser le temps de respirer, le suivit, l'investit dans son asile, le fit prisonnier avec toute sa famille, excepté le comte de Lomagne son fils aîné, qui s'étoit réfugié en Navarre. Les seules forteresses de Cadenac & de Séverac furent défendues par Lescun, bâtard d'Armagnac, qui les rendit lorsqu'il vit qu'une plus longue résistance seroit inutile. Le comte rebelle fut conduit à Lavaur, d'où quelque temps après il fut transféré à Carcassonne. Le comte de Lomagne revint en France lorsque le dauphin se fut éloigné. Il obtint la grace de son pere que le roi acorda aux sollicitations des

Idem, ibid.

AN. 1443.
Prise de Luxembourg par le duc de Bourgogne.
Monstrelet.
Hist. général.
de la Maison de France.

maisons de Foix & d'Albret, aliées de celle d'Armagnac.

Le duc de Bourgogne venoit encore cete année d'acroître ses domaines par la jonction d'une nouvele province. Elizabeth de Luxembourg, successivement veuve d'Antoine de Bourgogne, duc de Brabant, & de Jean de Baviere, évêque de Liege, surnommé *Jean sans pitié*, qui abdiqua son évêché pour l'épouser, opprimée par ses sujets qui refusoient de la reconnoître, s'adressa au duc de Bourgogne, neveu de ses deux maris, des côtés paternel & maternel. Guillaume de Saxe, se prétendant héritier du duché, avoit fait saisir les deux plus fortes places, Luxembourg & Thionville. Le duc de Bourgogne à la tête d'une puissante armée, vint mettre le siege devant Luxembourg. La garnison se reposant sur les fortifications naturelles de la place, défendue par un rocher presque inaccessible, négligeoit de garder les postes qu'elle ne croyoit pas qu'on osât ataqer. Les récompenses promises par le duc exciterent l'émulation. Il se trouva des gens qui entreprirent de surmonter cet obstacle. A force de recherches ils découvrirent des sentiers peu fréquentés. Ils posèrent des échelles dans les endroits impraticables, & parvinrent jusqu'au sommet du roc. Le duc de Bourgogne profita de cete heureuse découverte. A la faveur des ténèbres de la nuit un détachement de ses troupes gagna le pied des remparts. Les soldats n'eurent d'autre peine que d'escalader les murs qu'ils trouverent absolument dégarnis. La ville fut prise & pillée, une partie de la garnison massacrée: le reste se refugia dans la citadele, qui se rendit peu de jours après. Le commandant, par un des articles de la capitulation, s'obligea de faire évacuer Thionville. Les troupes du prince de Saxe se retirerent en Alemagne. Elizabeth témoigna sa reconnoissance au duc de Bourgogne en lui remettant tout le duché de Luxembourg, moyennant une pension de dix mille livres tournois, ce qui reviendroit environ à foixante-douze mille livres de notre monnoie.

Expédition du duc de Somerset.
Ibid.

La mésintelligence de la cour de Londres faisoit sans cesse de nouveaux progrès. Le duc de Glocestre, poussé à bout, porta au parlement une acufation de haute trahison contre le cardinal de Wincester: elle contenoit quatorze articles,

dont le moindre méritoit un châtement sévère; mais le crédit & les richesses du prélat le mettoient à couvert des poursuites. Sa méthode ordinaire de se justifier des crimes qu'on lui imputoit, & d'imposer silence à ses acufateurs, étoit de se faire expédier des lettres d'abolition. Cete constante rivalité des deux plus puissants princes d'Angleterre, arêtoit presque toutes les opérations du gouvernement. Rien ne s'exécutoit à propos. Le duc de Sommerfet, qui venoit remplacer son frere en France avec six mille hommes de nouveles troupes, n'ariva que cinq jours après la levée du siege de Dièpe. N'osant pas ataquier une ville devant laquelle Talbot venoit d'échouer, il entra dans le Maine qu'il mit à feu & à sang, ainsi que l'Anjou & une partie de la Touraine. Il investit Pouencé dont il fut obligé d'abandonner le siege, malgré l'avantage qu'il avoit eu de défaire un détachement de l'armée Françoisé, commandé par le seigneur de Beuil. Il termina cete expédition peu honorable par la prise de la Guerche, qu'il trouva sans défense: cete place apartenoit au duc de Bretagne, avec qui l'Angleterre étoit alors en treve. Après avoir détruit & pillé la ville, il la rendit pour une somme d'argent.

AN. 1443.

*Rymer. act.
publ. tom. 54
part. 1.*

Ces violations de traités, cete guerre de brigandages exercée par des armées qu'on auroit pu employer à des entreprises plus utiles, annonçoient la foiblesse d'un ennemi que les revers aveugloient, & qui n'avoit conservé que sa fureur. La France, quoique désolée par une guerre de trente années, conservoit encore dans la nature de son territoire, dans la bravoure & l'expérience d'une multitude de guerriers formés par l'exercice journalier des armes, dans l'affection des peuples, dans le concert des ministres, dans la sagesse & la magnanimité de son souverain, des ressources qui manquoient à l'Angleterre. Les sommes d'argent transportées en France ne repassoient plus le trajet. Le parlement refusoit d'ordonner des subsides que la nation épuisée étoit hors d'état de payer. Ce n'étoit qu'avec une extrême difficulté qu'on levoit des troupes. Les gens de guerre étoient rebutés & découragés par le peu de succès des dernieres campagnes; les princes & les ministres, jaloux les uns des autres,

Treuve entre
le roi d'An-
gleterre & le
duc de Bour-
gogne.

*Ibid.
Hist. d'Angl.
Rymer. act.
publ. tom. 54
part. 1.*

AN. 1444.

*Rym. att. pub.
tom. 5, part. 1.**Treuve en-
tre la France
& l'Angleter-
re.**Ibid.**Rymer. att.
publ. tom. 5,
part. 1.*

ne s'ocupoient que du soin de se nuire. Pour comble de disgraces un prince sans vices & sans vertus, automate couronné, endormi sur le trône, laissoit flotter au hazard les rênes du gouvernement. Le malheureux Henri sembloit avoir hérité de l'imbécilité de Charles VI, son aïeul maternel. Telle étoit la situation de l'Angleterre. Il falloit nécessairement suspendre les hostilités, ou s'exposer à tout perdre. Les Anglois, ce peuple si fier, étonnés de leurs pertes, & convaincus de l'impuissance de les réparer, sembloient avoir oublié leur haine, & demandoient la paix. Wincester saisit cette circonstance favorable au dessein qu'il avoit de mortifier le duc de Glocestre, & de s'emparer de toute l'autorité. Une treuve particuliere conclue entre le roi d'Angleterre & le duc de Bourgogne, pour toutes les terres de leur obéissance, fut le préliminaire de ce changement. Cette suspension d'armes n'avoit point de terme précis, & devoit durer jusqu'à ce qu'il plût à l'un des deux princes d'y renoncer, en avertissant trois mois d'avance.

Le comte de Dunois, chargé par le duc d'Orléans son frere de renouveler les propositions d'acommodement, se rendit à Londres. Les offres qu'il fit de la part du duc, comme médiateur, n'essuyèrent aucune contradiction. On nomma des plénipotentiaires : le roi de France voulut absolument que les conférences se tinssent à Tours : le conseil Britannique y souscrivit. Dans d'autres temps il auroit rejeté une pareille demande avec hauteur. Le comte de Suffolck, chef de l'ambassade Angloise, connoissant l'incapacité du roi son maître, & craignant que dans la suite on ne lui fit un crime du traité qu'il aloit conclure, supplia, pour la forme, le monarque indolent de le dispenser de cette commission; ce qui lui servit de prétexte pour se faire expédier un ordre absolu de s'en charger. Il y a toute apparence qu'on étoit d'accord sur les principaux articles de la négociation, qui ne fut traversée par aucune difficulté. On avança de part & d'autre quelques propositions de paix qui ne furent point acceptées, & l'on signa une treuve de deux années, pendant laquelle on devoit travailler à terminer le différend des deux puissances par un traité définitif.

Tandis que les plénipotentiaires des deux nations étoient à Tours les conditions de la treve, & projetoient les moyens de parvenir à une paix générale, peu s'en falut que la guerre ne se renouvelât entre le roi & le duc de Bourgogne. Au retour de l'expédition d'Armagnac, quelques troupes de l'armée du dauphin firent une irruption dans les Etats du duc. Le seigneur de Beaumont, maréchal de Bourgogne, ayant rassemblé la noblesse de la province, marcha contre ces brigands qu'il défit entièrement. Le dauphin étoit arrivé à Tours lorsqu'il aprit la déroute de ses gens. Il jura hautement de tirer une vengeance éclatante de l'afront qu'il prétendoit avoir reçu. Le duc de Bourgogne, sans s'étonner de ces menaces, lui fit dire que s'il entroit à main armée dans ses Etats, il sauroit les défendre. Ce différend imprévu auroit eu des suites funestes, si l'on ne se fût hâté de l'assoupir dès sa naissance; en calmant le ressentiment des deux princes.

Indépendamment des instructions publiques données au comte de Suffolck pour traiter de la paix, il étoit chargé secrètement de proposer l'aliance du roi d'Angleterre avec Marguerite d'Anjou, fille de René, roi de Sicile. Ce prince, immédiatement après avoir obtenu sa liberté du duc de Bourgogne, s'étoit embarqué à Marseille. Gènes à son passage lui remit sept galeres commandées par Batiste Frégose. Il entra dans Naples aux acclamations d'un peuple que sa réputation avoit rempli de confiance. La reine qui l'avoit devancé de quelques années, se faisoit adorer de la nation. René en arrivant à Naples avoit attiré à son service Caldora, l'un des meilleurs capitaines d'Italie. Aidé de ses lumières il soumit l'Abruzze. Il revint à Naples dont il fit lever le siège, & reprit la tour de Saint-Vincent, ainsi que le château-neuf dont l'Aragonnois s'étoit rendu maître. Ces premiers avantages furent balancés par la perte de Salerne. Sur ces entrefaites Caldora mourut. Son fils créé grand connétable fut arrêté par ordre du roi sur quelques soupçons, peut-être trop légèrement conçus. Il obtint sa liberté sans perdre le desir de se venger. Il abandonna le parti de René, & à son exemple une partie de l'armée déserta. Depuis ce moment les affaires du prince alé-

AN. 1444.
Irruption des troupes du dauphin en Bourgogne.
Monstrelet.

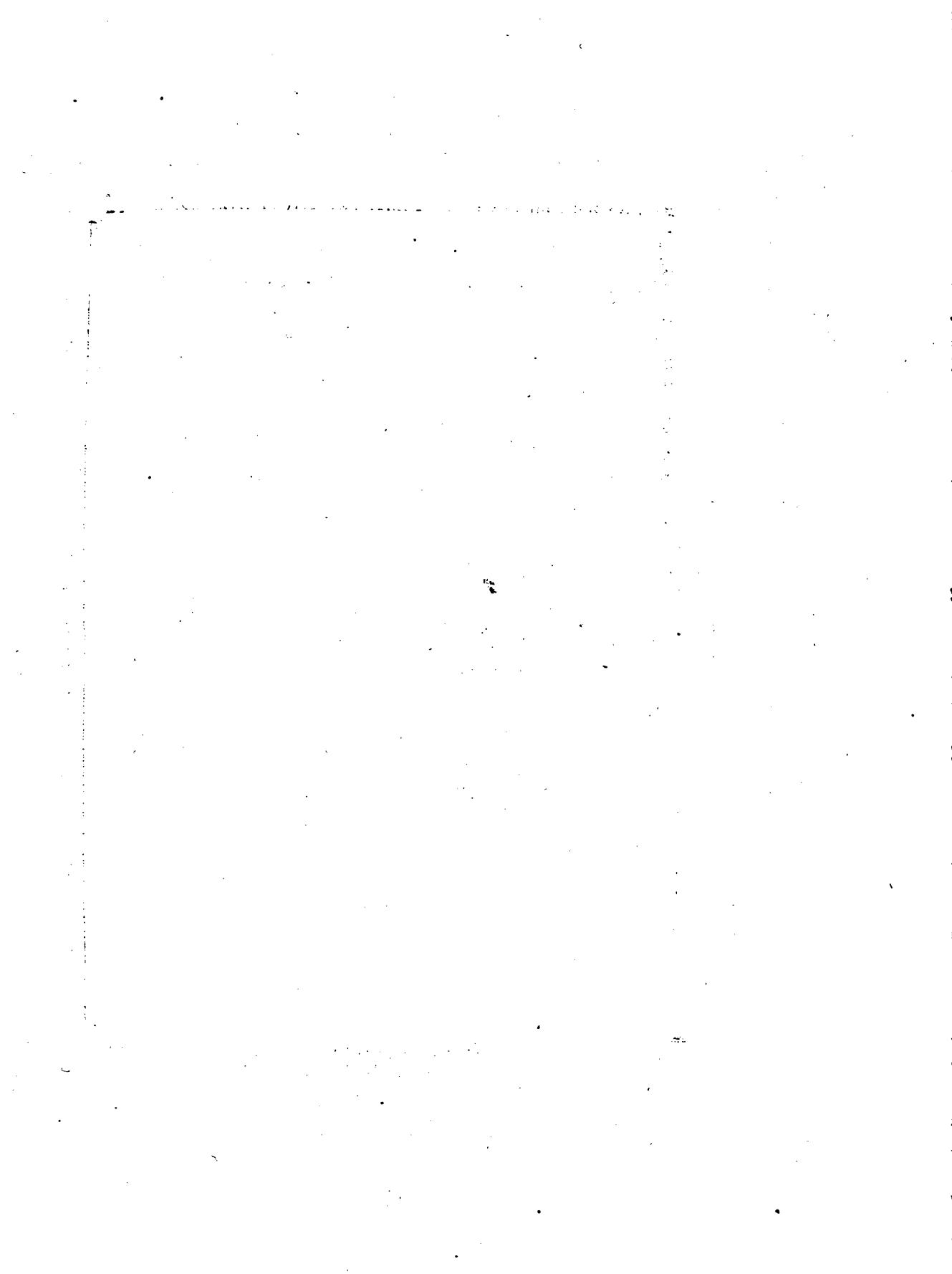
Le comte de Suffolck propose le mariage du roi d'Angleterre avec Marguerite d'Anjou.
Ibid.

AN. 1444.

rent toujours en décadence, malgré la protection du pape Eugene, le secours des Génois & les promesses de François Sforce de lui amener incessamment une puissante armée. Une galere, qui apportoit de France une somme de quatre-vingt mille écus, fut arêtée dans l'île de Capri. Cete perte précipita la ruine de René. Il manqua de troupes, n'ayant plus de quoi les payer. Alfonso prit Pouzzol, vint une seconde fois mettre le siege devant Naples, qu'il obligea de se rendre. Il ne resta plus à René, renfermé dans le château-neuf, que le parti de la retraite. Il s'embarqua sur un bâtiment Génois qui le transporta d'abord à Florence, où le pape Eugene lui donna l'investiture du royaume qu'il venoit de perdre. René, peu touché de ce bienfait inutile, revint en France, où il ne raporta que des droits qu'il étoit hors d'état de soutenir; droits qui transmis à nos souverains furent dans la suite le germe fatal de nouvelles guerres & de nouveaux malheurs. Il fut le dernier souverain de la branche Angevine dans le royaume de Naples, après cent soixantedix-sept ans d'un gouvernement toujours orageux. La maison d'Aragon ne jouit pas si long-temps de son usurpation.

Mariage du
roi d'Angle-
terre avec
Marguerite
d'Anjou.
Ibid.

René, depuis près de deux ans, étoit de retour en France, lorsqu'il reçut la proposition du mariage de sa fille avec le monarque Anglois. Suffolck, après s'être aquis de cete commission secrete, retourna à Londres en rendre compte au roi son maître. Henri VI, incapable d'avoir des sentiments par lui-même, n'avoit de volonté que celles de Winchester, d'York & de Suffolck. Ils agréèrent la proposition. Il n'eut d'autre part à ce projet que celle d'y souscrire. Les trois ministres résolus, à quelque prix que ce fût, d'achever la ruine de Glocestre, n'avoient d'autre vue que de placer sur le trône une princesse qui leur fût redevable de son élévation. On convint facilement de tous les articles. Le duc de Glocestre s'oposa inutilement à cete alliance. Envain il représenta les engagements que le roi d'Angleterre avoit contractés avec le comte d'Armagnac : plus vainement encore fit-il observer que la cession du Maine entraîneroit la perte de la Normandie à l'expiration de la treve. Ces raisons, qui n'intéressoient que le monarque, touchoient peu





FREDERIC III.
Empercur;
Mort le 13. Janvier 1493.

Paris chez Ollivres M^d Estampes rue Danjou Dauphine la deuxieme Porte Cochere.

Babel invenit et Sculptoit.

le triumvirat. On laissa protester Gloceſtre , & le traité fut conclu. Loin d'exiger une dot de la future reine , on prétendit que les beles qualités de Marguerite étoient plus que ſuffiſantes pour y ſupléer. On fit même entendre au peuple qu'étant niece du roi de France & du comte du Maine ſon favori , elle devoit être conſidérée comme le gage aſſuré d'une paix prochaine. Pour compenſer ces avantages imaginaires , étoit-ce trop d'exiger de l'Angleterre la reſtitution du Mans & de la province du Maine ? Cete demande fut accordée. Ce n'étoit pas ſans raiſon que le duc de Suffolck ſ'étoit fait donner par le roi un ordre par écrit de conclure un traité ſi défavantageux à l'Angleterre. Il revint en France avec la qualité d'ambaffadeur , épouſa la princeſſe au nom du roi dans la ville de Tours. La nouvelle reine ne partit de France qu'au mois de Mai de l'année ſuivante. Elle étoit dans ſa dix-ſeptieme année. Dès qu'elle fut arivée à Londres , elle ſe rendit maîtrefſe abſolue du roi ſon époux , & prit conjointement avec le cardinal de Winceſter , l'archevêque d'York , & le comte de Suffolck , le gouvernement du royaume.

AN. 1444.

Cete treve , la ſeule peut-être que depuis près d'un ſiecle on eût exactement obſervée , produiſit le premier inſtant de repos dont la France eût encore joui. L'épuisement des deux côtés étoit ſi grand , & la miſere générale ſe faiſoit ſentir ſi vivement , qu'on ſ'emprefſoit à l'envi de recœuillir les fruits avant-coureurs d'une paix tant deſirée. A peine la ſuſpenſion d'armes fut-elle publiée qu'on vit l'agriculture & le commerce ſe rétablir. La communication des provinces n'étoit plus intérompue que par les gens de guerre , qui pendant l'armiftice aloient être les ſeuls ennemis de la ſociété. Il faloit les licencier ou les détruire , remedes également dangereux , que les circonſtances & la foibleſſe de l'Etat ne permettoient pas d'employer. Un événement étranger vint heureuſement tirer le roi de cete alternative embarraſſante. L'empereur Frédéric III , ſucceſſeur d'Albert II , mort en 1439 , & Sigifmond , archiduc d'Autriche , ſon couſin , ſe flatant que la guerre civile qu'ils avoient alumée dans la Suiſſe leur faciliteroit les moyens de ſ'en rendre maîtres , firent

Expédition
du dauphin en
Allemagne.

AN. 1444.

prier le roi de France de vouloir joindre ses troupes aux leurs. L'archiduc étoit fiancé avec Radegonde, fille de Charles; mariage qui n'eut pas lieu, parce que la princesse mourut en bas âge. On ne pouvoit pas saisir un prétexte plus plausible & plus honorable pour délivrer la France du brigandage d'une milice indocile, que celui de secourir un prince destiné à l'alliance du monarque. Le dauphin fut chargé de cete expédition. Quatorze mille François, & huit mille Anglois sous la conduite de Mathieu God, composoient son armée. Cete jonction des deux nations rivales, qui paroitra sans doute étrange, prouve qu'il y avoit une intelligence secrète entre les rois de France & d'Angleterre, & que cete multitude de soldats indisciplinés leur étoit également à charge. Louis avec ces forces prit la route de Montbéliard. Avant que de poursuivre nous croyons devoir donner au lecteur une idée de la situation où se trouvoit le corps Helvétique.

République
des Suisses.
*Histoire des
XIII Cantons.
Annales, &c.*

Les habitants de cete petite partie de l'Alemagne que renferme le Rhin, le lac de Constance, la Franche-Comté, le lac de Genève & le Valais, ont eu de toute ancienneté la réputation d'un peuple belliqueux, frugal, laborieux, surtout idolâtre de sa liberté, qu'il disputa long-temps contre les Romains. Ecrafsés à la fin par les forces de ce redoutable empire, les Suisses subirent le sort des autres nations de Germanie, asservies sous le même joug. Il passerent ensuite sous la domination de Charlemagne. Louis le Débonnaire les affranchit à la recommandation du pape, & pour récompenser la valeur dont ils avoient donné des preuves en combattant les Sarasins. Selon leurs annales, cet empereur leur permit de se gouverner suivant les loix qu'ils s'imposeroient, & dont il les laissa les arbitres. Cete concession forme une première époque de leur liberté; mais cete liberté fut pendant plusieurs siècles une source de guerres presque continues, contre les empereurs, contre quelques seigneurs particuliers, contre la noblesse, & principalement contre les princes de la maison d'Autriche, qui prétendoient les asservir, sans que les uns ni les autres pussent jamais les assujétir entièrement. Opprimés pour quelque temps, le desir de se délivrer réveilloit

réveilloit leur courage. On dompte difficilement des hommes cultivateurs & soldats, endurcis aux fatigues, sous un climat rude & grossier, tirant toute leur subsistance d'un terrain peu fertile, entrecoupé de lacs & de montagnes, & préférant la mort à la servitude. Divisés en plusieurs villages ou bourgades, l'amour de l'indépendance produisit entre eux quelques associations. La première que l'on connoisse est de l'an 1251, entre les habitants de Schuitz, de Zurich & d'Uri; mais cete confédération, ainsi que quelques autres, n'étoient pas perpétueles. Ce ne fut qu'en 1296 qu'ariva la révolution qui jeta les solides fondemens de cete sage & généreuse république. La Suisse reconnoissoit alors les empereurs de la maison d'Autriche, qui commettoient des gouverneurs, ou plutôt des juges pour les causes crimineles; car les affaires civiles se décidoient par les loix & les magistrats du pays. Ces gouverneurs érigés en tyrans osèrent porter l'insolence jusqu'à ravir les biens & les femmes des habitants. Un d'eux nommé Gisler, gouverneur de Schuitz & d'Uri, avoit fait construire près d'Altorff, une forteresse qu'il apeloit *le joug de l'extrême servitude*. Par un de ces caprices qui ne peuvent entrer que dans des âmes enivrées d'orgueil & parvenues au dernier degré de démence, il fit planter dans le marché d'Altorff une pique surmontée d'un bonnet, avec un ordre, sous les peines les plus sévères, de s'incliner devant ce ridicule trophée. Ces vexations, ces insultes déterminèrent plusieurs habitants à s'unir entre eux par une ligue secrete pour venger leur patrie. L'orage se formoit, lorsqu'un incident en précipita l'éclat. Trois chefs étoient à la tête de la conjuration, *Stouffacher de Schuitz, Arnoul d'Undervald, & Guillaume Tell d'Uri*. Ce dernier ayant refusé de se soumettre à l'hommage exigé par Gisler, fut conduit devant ce barbare, qui ne lui laissa que le choix d'avoir la tête tranchée, ou d'abatre d'un coup de fleche une pomme placée sur la tête nue de son fils unique. Tell, sans balancer, choisit la mort. Le gouverneur ajouta que le suplice auquel il se devoit, ne sauveroit pas son fils. Tell déterminé par cete menace, prend son arc, décoche le trait, abat la pomme aux yeux des spectateurs indignés, & tremblants qu'il ne commît un parricide

involontaire. Avant que de s'armer, il avoit tiré deux flèches de son carquois. Le gouverneur inquiet le pressa de lui en dire la raison. « Si j'eusse été assez malheureux pour blesser mon fils, lui dit-il, ce second trait étoit destiné à te percer le cœur ». Une ame capable de retour sur elle-même eût été touchée de cete réponse : elle ne fit qu'augmenter la fureur de Gisler. Il n'osoit immoler ce vertueux citoyen à la vue de ses compatriotes. Il le fait charger de chaînes, s'embarque avec lui sur le lac d'Uri, à dessein de le renfermer dans une forteresse. Un orage s'élève, les vagues vont engloutir le bâtiment. On conseille d'en confier la conduite au prisonnier, dont la force & l'adresse extraordinaires pouvoient seules luter contre le danger. Le lâche Gisler y consent. On délie Tell : il prend le gouvernail, surmonte les flots, aperçoit une pointe de rocher qui terminoit une langue de terre, vers laquelle il dirige la proue. A peine est-il à portée qu'il s'élance sur le roc, & d'un coup de pied repousse la barque à la merci des vagues. On montre encore ce rocher appelé *la pierre de Tell*. Quelque temps après l'orage se calme. Gisler avec sa suite aborde à peu de distance de-là. Il falloit nécessairement qu'il passât par un défilé : Tell l'y atendoit caché entre les broussailles. Lorsqu'il l'aperçoit, il tend son arc, & du premier coup l'immole à sa vengeance. Il vole à Schuitz, court apprendre aux chefs de la conjuration ce qui venoit de se passer. Les trois cantons de Schuitz, d'Undervald & d'Uri prennent les armes, détruisent les forteresses construites par les Autrichiens, & chassent leurs tyrans. L'empereur Albert marche contre eux. Son neveu l'affaîne au passage d'une rivière. Les confédérés qui n'avoient d'abord formé qu'une association de dix années, résistent à toute la puissance de Léopold, fils d'Albert. Ces payfans séditieux, c'est ainsi que les gentilshommes Allemands les apeloient, au nombre de treize cents hommes, défont une armée de vingt mille hommes, & remportent une victoire complete, qui ne fut disputée que par cinquante hommes de la ville de Zurich. Ils servoient comme auxiliaires dans l'armée de Léopold. Les trois cantons encouragés par leurs succès, & convaincus que leur salut dépendoit

de leur union, la rendirent perpétuelle par un acte daté du 7 Décembre 1315; traité que l'on peut regarder comme le modèle des transactions sociales *. Tele fut l'origine de la ligue Helvétique : resserrée dans ces commencements, bientôt les cantons voisins s'empressèrent de partager sa gloire & son bonheur. La haine des tyrans, l'horreur de l'esclavage, la frugalité, la modération, l'équité, des loix sages, des mœurs encore plus respectables que leur législation, c'est à ces vertus que ces généreux républicains sont redevables de leur gouvernement. Ils employèrent pour le former deux siècles de constance, de combats & de victoires. Ils ne conquièrent jamais des peuples asservis que pour les rendre libres.

AN. 14 44.

Les Suisses assiégeoient la ville de Zurich, qui n'étoit pas encore comprise dans leur association, lorsque le dauphin Louis marchoit contre eux. Ce prince s'étant fait remettre en passant la ville de Montbéliard, s'avançoit vers Bâle, ce

Idem, ibid.

* Par cet acte, daté du lendemain de la fête de saint Nicolas 1315, les trois cantons s'engagerent par serment de s'assister réciproquement pour la défense de leurs biens, de leurs vies, de leur liberté; de réparer & de venger toutes les injures qu'on feroit à l'un des confédérés; de ne reconnoître aucun supérieur sans l'aveu général; d'obéir aux loix & aux supérieurs légitimes, à-moins qu'ils n'abusassent de leur pouvoir en commettant quelque injustice; de ne contracter avec aucun étranger que du consentement des trois cantons, sous peine contre les infractions d'être poursuivis comme traîtres & parjures; de ne recevoir aucun juge qui eût acheté son état par argent; d'apaiser tous les différends qui pourroient survenir entre eux par l'arbitrage du canton qui seroit sans intérêt, & qui prononçant en faveur d'un des deux contendans, obligeroit l'autre de souscrire à sa condamnation : la décision de toutes les contestations possibles entre les particuliers étoit soumise à la même forme de jugement. Liberté de choisir son juge avec l'obligation la plus étroite de lui obéir après l'avoir choisi. Cet abrégé des premières constitutions Helvétiques peut donner une idée du caractère & du génie de ces payfans républicains. Leurs conventions simples, claires, précises, ouvrage de la plus saine politique, puisées dans le sein même de la raison, prouvent l'extrême différence que la liberté & la propriété mettent entre des êtres de la même espèce. Ce n'est point cette portion infortunée de l'humanité avilie, dégradée à ses propres yeux par le sentiment habituel de sa misère, incapable de porter ses vues au-delà de ses besoins présents, qui la condamnent à des travaux sans fin, à qui tout au-plus il reste assez de forces pour employer ses bras mercenaires à défricher un terrain étranger. On voit des hommes libres, cultivateurs de leurs possessions, sentir le prix de leur existence, découvrir & régler entre eux les obligations mutuelles dictées par la nature, & qui forment les seuls liens durables de la société. Ils vivent heureux, sages, indépendans, tandis qu'en Allemagne, en Pologne, & dans une partie de l'Europe septentrionale, la plupart des payfans sont encore de nos jours esclaves des grands possesseurs.

AN. 1444.

qui a fait croire à quelques historiens que cete guerre n'avoit été entreprise qu'à la sollicitation du pape Eugene, dans le dessein de rompre le concile encore assemblé dans cete ville. Les troupes de l'empereur & de l'archiduc avoient joint celles que conduisoit le dauphin. Les Suisses au nombre d'environ douze ou seize cents hommes, se détacherent de l'armée campée devant Zurich, & vinrent à la rencontre de ce prince qu'ils trouverent entre Bâle & Montbéliard dans la plaine de Bottelen, où il se livra une des plus sanglantes actions qu'on eût vues depuis long-temps. Les historiens Helvétiques ne s'accordent pas avec les nôtres sur les circonstances de cete mémorable journée. Suivant les premiers, l'armée des Suisses n'étoit composée que de douze cents hommes. Ils repousserent la cavalerie du dauphin, traverserent une petite riviere extrêmement rapide, s'emparerent du jardin d'une maladrerie, combattirent jusqu'au dernier soupir, & périrent tous les armes à la main, à l'exception de quelques-uns qui furent massacrés à leur retour par leurs compatriotes. Pour exterminer une armée si foible, il en coûta, dit-on, six mille hommes au vainqueur. La garnison de Bâle sortit en même temps, livra un second combat, & fut repoussée avec une perte considérable. On conserve encore dans les registres publics les noms des douze cents Suisses qui périrent à cete glorieuse défaite. Ceux de nos écrivains qui n'ont pas cru devoir se conformer à ce récit, quoiqu'appuyé sur l'autorité d'un monument difficile à détruire, opposent une lettre du dauphin & du roi adressée aux princes de l'empire, dans laquelle la perte des Suisses monte à trois mille hommes. Pour concilier ces deux opinions qui paroissent mériter une égale créance, il faut observer que vraisemblablement le dauphin en rendant compte de cete action, ajoutoit aux douze cents Suisses tués dans le jardin de la maladrerie, ceux de la garnison de Bâle, qui furent vaincus dans le second combat. Au surplus, il est incontestable que l'armée composée des troupes de France, d'Angleterre & d'Autriche, étoit par le nombre d'une supériorité prodigieuse; que les soldats Suisses ne rompirent point leurs rangs, manœuvre alors inconnue, même à nos

troupes réglées, & qu'ils ne renoncèrent à l'espoir de vaincre qu'en perdant la vie. Après cet avantage, Louis craignit de se commettre une seconde fois avec la fortune : il étoit vaincu s'il eût encore remporté une semblable victoire. Les Suisses leverent le siege de Zurich & demanderent la paix, qu'il accorda sans peine. Les peres du concile de Bâle & le duc de Savoie en furent les médiateurs. On convint que la France garderoit la neutralité entre les cantons & les princes de la maison d'Autriche. L'ingrat Frédéric ne tarda pas à faire repentir les François de l'assistance qu'il avoit reçue d'eux. Par ses ordres on leur refusa des logements, des vivres & des fourages. La nécessité les contraignit d'employer la violence. Ils ravagerent le pays ; mais en représailles la plupart de leurs détachements furent massacrés par les payfans. Le dauphin ramena les débris de ses troupes, confus d'avoir employé ses armes contre une nation si digne de la liberté pour laquelle elle combattoit. On prétend même que dès-lors il contracta la première alliance avec les cantons confédérés. Ce qui favorise cette présomption, c'est que ce fut à-peu-près dans ce même temps que le roi augmenta sa garde du vingt-cinq *Cranequiniers* * Allemands. Il est assez probable que le roi instruit de la valeur extraordinaire que les Suisses avoient témoignée à Bottelen, en ait choisi un certain nombre pour augmenter les troupes auxquelles il confioit la sûreté de sa personne. Tel fut le succès de l'expédition du dauphin en Suisse, entreprise que Fauchet regarde comme un effet de la politique du roi, qui en sacrifiant une partie de ses troupes, *vouloit*, dit-il, *ôter le mauvais sang qui si long-temps avoit altéré le corps de son royaume*. Quelques autres ont assuré que le dauphin s'y étoit déterminé de lui-même pour réclamer les prétentions de ses prédécesseurs sur quelques parties de la Bourgogne Transjurane **, usurpées par les cantons Suisses. La France se plaignit vainement à la diète de l'empire de l'injustice de Frédéric,

AN. 1444.

Particularités de la vie de Charles VII. MSS. de la Biblot. Roy. n°. 6222.

* On les apeloit ainsi à cause de l'arbalète qu'ils portoient, nommée en Allemand *Kraenck*. *Froissard. Monstrelet. Fauchet. Du Cange, Gloss. &c.*

** Le mont Jura ou Mont saint Claude, qui s'étend depuis le Rhin jusqu'à Genève, formoit jadis la division des deux royaumes de Bourgogne.

AN. 1444.

& de la perfidie du marquis de Bade, dont les sujets avoient enlevé l'artillerie du dauphin; on ne reçut que de froides excuses & des promesses vagues.

Siege de
Metz.
Ibid.

Le roi, pendant l'absence de son fils, s'étoit arrêté à Nanci, d'où il veilloit aux opérations du siege de Metz. Cete place avoit été investie à la sollicitation de René, roi de Sicile. Les écrivains du temps ne rapportent pas quels étoient les sujets de plainte que ce prince pouvoit former contre la ville. On découvre seulement, par les monuments de ce siècle, que les habitants de Metz avoient prêté cent mille francs au roi de Sicile, pour payer une partie de sa rançon. Les attaques, ainsi que la défense de la place, furent poussées & soutenues avec une égale ardeur, ou pour mieux dire, avec un égal acharnement. On ne se faisoit de part & d'autre aucun quartier. Les assiégeants massacroient leurs prisonniers, les assiégés les noyoient dans la Moselle. Cependant l'issue de ce siege paroissoit incertaine. Le roi craignoit que l'afoiblissement de ses troupes ne contraignît d'y renoncer. Les habitants appréhendoient qu'on ne les emportât d'assaut. Dans cete disposition ils envoyerent des députés à Nanci. Après plusieurs négociations on convint que la ville payeroit au roi deux cent mille écus pour les frais de la guerre & donneroit quittance des cent mille francs qu'elle avoit prêtés au roi de Sicile. On remit à d'autres temps le soin de faire valoir les droits de nos monarques sur cete ville & son territoire, comme dépendants de la couronne de France, droits contestés alors par les empereurs d'Occident. On se contenta de la réduction des villes d'Espinal, de Réaumont & de quelques places qui demanderent elles-mêmes d'être incorporées & réunies au domaine de France. La duchesse de Bourgogne, qui dans le même temps vint trouver le roi, ménagea l'échange du Val de Cassel en Flandre, dont le roi de Sicile transporta la propriété au duc de Bourgogne, au-lieu des villes de Neuf-Châtel en Lorraine, Gondricourt & Beaumont en Argone, qu'il avoit données en ôtage.

Trésor des
Chartres.

Mort de la
dauphine.
Ibid.

De Nanci la cour se rendit à Châlons, où pendant plusieurs jours on ne s'ocupa que de fêtes & de tournois, oca-

fionnés par la réconciliation aparente des maisons de Bourgogne & d'Anjou, & pour célébrer le départ de la princesse Marguerite. Ces réjouissances furent tout-à-coup interrompues par la mort de la dauphine. Cete princesse réunissoit aux graces extérieures tous les agréments d'un esprit cultivé. Afable, généreuse, compatissante, il suffisoit d'être malheureux pour avoir droit à ses bienfaits : elle aimoit, elle protégeoit les lettres : elle avoit elle-même un goût décidé pour la littérature. Souvent elle passoit les nuits à composer des balades & des rondeaux, espece de poèmes fort en vogue alors. Sa passion pour les sciences aloit quelquefois jusqu'à l'enthousiasme. Les sçavants lui sont redevables de l'estime qu'elle leur a témoignée dans la personne d'Alain Chartier. Ce sçavant célèbre, l'homme le plus instruit & le plus laid de son temps, dormoit un jour profondément dans une sale du louvre. Marguerite en passant l'aperçut, s'aprocha de lui doucement & le baïsa sur la bouche. *Ce n'est point l'homme que j'ai baïsé*, dit la princesse aux personnes de sa suite, *mais la bouche qui a prononcé tant d'oracles*. Nos mœurs modernes n'admettroient peut-être pas une familiarité si singuliere. Les qualités aimables de la dauphine s'acordoient en elle avec la vertu la plus scrupuleuse. Toutefois, soit envie, soit malignité de quelques ennemis, soit peut-être indiscretion de sa part, on ataqu sa réputation, & le ressentiment de cete injure fut une des causes de sa mort. Jamet du Tillai, bailli de Vermandois, étant un jour entré dans sa chambre la trouva couchée. Jean d'Estouteville étoit près d'elle, un coude apuyé sur le lit : on étoit au mois de Décembre : il faisoit nuit : l'appartement n'étoit éclairé que par le feu de la cheminée. Les dames de la suite à la vérité étoient présentes ; ce qui n'empêcha pas du Tillai de dire qu'on ne devoit pas laisser ainsi madame la dauphine sans lumieres. Cete observation interprétée malignement par ceux qui l'entendirent, & rapportée à la princesse, lui causa le plus violent chagrin. Du Tillai admis à se justifier, soutint qu'il n'avoit eu d'autre dessein que de blâmer la négligence des oficiers : la dauphine auroit pu recevoir ces excuses ; mais il avoit tenu d'autres propos. On l'acusoit d'avoir dit que *madame la dau-*

AN. 1444.

phine étoit incapable d'avoir des enfants ; que monsieur le dauphin ne l'aimoit point , & qu'elle avoit plutôt les manieres d'une paillarde que d'une grande princesse. Ces discours injurieux l'avoient réduite dans un désespoir dont rien ne fut capable de la faire revenir. Ah ! Jamet, Jamet, s'écrioit-elle pendant les derniers jours de sa maladie, vous êtes venu à votre atente. Si je meurs, c'est par vous & par vos bonnes paroles que vous avez dites de moi sans cause & sans raison. Ce ne fut qu'à la dernière extrémité que pressée par son confesseur elle se résolut à lui pardonner, soutenant toujours qu'elle sçavoit très furement ce qu'il avoit dit d'elle. Fi de la vie, dit-elle en expirant, qu'on ne m'en parle plus. Après sa mort on fit des informations, par ordre du roi, contre du Tillai. Nicole Chambre, capitaine de la garde du roi, & Renaut de Drefnai, confrontés devant lui, soutinrent qu'il avoit tenu les discours outrageants que la princesse lui avoit reprochés. Cete affaire fut pendant quelque temps celle de toute la cour. La reine elle-même fut interrogée par le chancelier; mais sans prêter serment par respect pour son rang. Toutes les dépositions chargeoient l'accusé. On s'en tint toutefois aux informations sans prononcer de jugement. Du Tillai avoit offert de se battre en duel contre ses accusateurs. Renaut de Drefnai, Louis de Laval & plusieurs autres seigneurs acceptèrent le défi. Le roi défendit les voies de fait. Les seigneurs qui vouloient venger l'honneur de la princesse furent exilés, & l'accusé continua de demeurer à la cour. Les uns ont prétendu que le dauphin, qui aimoit tendrement son épouse, fut extrêmement sensible à sa perte : d'autres ont assuré qu'il ne la pouvoit souffrir à cause de quelques imperfections secretes qu'ils n'ont pas spécifiées. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la conduite du roi & celle de son fils sont également un mystere impénétrable. Pour démêler la vérité, il auroit falu sçavoir ce qui se passoit dans l'ame de Louis, & cete ame étoit un dédale impénétrable.

Prorogation
de la treve.
Réforme
dans le mili-
taire.
Ibid.

Les plénipotentiaires d'Angleterre & de France reprirent les conférences pour la paix. Après plusieurs négociations on convint d'une entrevue entre les deux monarques, & la treve conclue l'année précédente fut prorogée jusqu'au mois de

de Novembre 1446. Cete suspension d'armes, la réunion des princes, la tranquillité qui régnoit à la cour, tout sembloit concourir à favoriser le dessein que le roi avoit conçu depuis long-temps de délivrer ses sujets de la tyrannie des gens de guerre. Un pareil projet ne pouvoit être conçu que par le meilleur des monarques : il falloit être un grand homme pour l'exécuter. Qu'on se représente cete multitude de princes, de seigneurs, de simples gentilshommes, de soldats de fortune, acoutumés depuis long-temps, les uns à protéger, les autres à se permettre la licence la plus éfrénée. Tous avoient un intérêt égal de s'opposer à la réforme que le roi vouloit établir dans le militaire. Pour surmonter de si puissants obstacles, il étoit nécessaire que Charles s'exposât aux contradictions, aux murmures de la partie la plus redoutable de ses sujets, qui ayant les armes à la main paroissent en droit de lui reprocher le sang qu'ils avoient versé pour sa querelle. Il devoit craindre que les mécontents n'osassent se réunir, & tenter d'ébranler une seconde fois son trône encore mal affermi. Il eut l'ame assez grande pour s'élever au-dessus de ces terreurs, & pour n'envisager que le bonheur de la nation : la Providence daigna couronner une entreprise dictée par des motifs si nobles, si justes, si conformes à l'humanité. De tous les événements prodigieux qui signalèrent le regne de ce monarque, on ose l'avancer hardiment, la réforme des troupes est le plus étonnant.

Le roi, résolu de ne négliger aucun des moyens qui pouvoient faciliter le changement qu'il se proposoit, assembla les princes du sang, les généraux, les premiers seigneurs du royaume & les grands officiers, voulant ne paroître se déterminer que par leurs avis. Il les engageoit ainsi à seconder ses vues par le motif de leur propre intérêt. Les domaines des princes n'étoient pas plus ménagés par les gens de guerre que ceux du monarque. Charles eut la satisfaction de voir son plan de réforme approuvé par le suffrage général. Ce n'est point diminuer sa gloire que d'ajouter que le comte de Richemont, le plus grand capitaine & l'un des plus honnêtes hommes de son siècle, la partageoit. Jamais Charles n'eut sujet de se repentir de la confiance dont il honora le conné-

AN. 1444.

Rymer. act.

publ. tom. 5.

Taille per-
pétuelle éta-
blie pour l'en-
retien des
troupes.
Ibid.

table. Courtisan peu souple, il n'étoit pas le favori d'un prince foible, mais le respectable ami d'un souverain. Le roi prit de concert avec lui toutes les précautions nécessaires pour éviter la confusion & le désordre. La nation entiere concourut avec un empressement égal à procurer toutes les facilités qui pouvoient opérer un changement dont son bonheur étoit le premier objet. On avoit déjà tenté de faire subsister quelques troupes, payées par les villes ou les campagnes dans lesquelles on les avoit cantonnées. Ces essais avoient réussi. Quelques faux raisonnemens qu'emploient les gens à vastes projets, l'accomplissement d'un dessein dans le grand n'exige que la même nature de ressorts, mis en usage pour l'exécution en petit. Ce n'est, s'il est permis de se servir de cete expression, que le même calcul multiplié; vérité que l'on peut regarder comme constante, toutes les fois qu'il ne fera question que de comparer les charges d'un Etat avec les forces nécessaires pour les soutenir, & que l'équité tiendra la balance. Nous avons vu les gens de guerre depuis plus d'un siecle ravager toutes les provinces du royaume, se disputer entre eux les dépouilles du peuple, sans que leurs rapines les rendissent plus riches. D'un autre côté la nation étoit si malheureuse, qu'il n'étoit guere possible d'en exiger des contributions réglées. Peut-on payer quand on ne possède rien? Les exacteurs les plus avides pouvoient à peine arracher quelques impositions momentanées; mais bientôt la misere & la désertion trompoient leur avarice. La France va prendre une face nouvelle. Les habitants des villes & des campagnes encouragés par l'exemple des provinces qui s'étoient volontairement chargées de fournir à la subsistance des troupes par une contribution modérée, ne demandoient pas mieux que de se procurer les avantages résultants de cete nouvelle police. La proposition qu'on leur en fit n'éprouva pas la plus legere difficulté. En sacrifiant une portion médiocre de leurs revenus, ils s'assuroient la possession paisible du reste de leurs biens. Le roi touché de la bonne volonté que le peuple avoit témoignée dans cete occasion, renonça au profit qu'il tiroit du changement dans les monnoies. C'est ici l'époque de l'établissement de la taille annuele &

perpétuelle, différente des impositions désignées par le même nom, en ce qu'elle étoit particulièrement & spécialement affectée au paiement & à l'entretien des troupes. Ce qui la rendit moins onéreuse dans son origine, c'est qu'elle anéantit plusieurs exactions ou tailles de servitude, telles que la taille-réelle ou personnelle, la taille à volonté ou arbitraire, & principalement la taille pour l'ost, ou l'armée du roi. Les lecteurs peuvent se rapeler la nature de ces divers tributs expliqués dans les volumes précédents.

AN. 1444.

Vol. VII de
cette histoire.

Réforme
des troupes.
Hume.

Le roi, assuré désormais d'un fonds suffisant pour la solde des troupes qu'il vouloit conserver, annonça l'exécution de son projet. On fit une revue générale de tous les gens de guerre. On choisit les plus courageux & les mieux équipés. On eut égard à la noblesse du sang, aux mœurs, à la probité. Le caprice ni la faveur n'eurent point de part aux préférences. On se régla par les avis & sur le rapport des officiers & des généraux. Lorsque l'on eut arrêté les états ou rôles de ceux qu'on vouloit retenir, le roi licencia le surplus, avec ordre aux soldats congédiés de se retirer dans les lieux de leur naissance, sans commettre le moindre désordre sur la route. La même déclaration leur défendit, sous peine d'être traités comme ennemis de la patrie & perturbateurs du repos public, de reprendre les armes & de s'attrouper, sans un ordre exprès du souverain. Pour assurer l'exécution de cette ordonnance, les lieutenants du connétable & des maréchaux, les prévôts, les baillis, les sénéchaux avoient reçu ordre en même temps d'armer leurs archers & de border les routes publiques. Ces sages précautions furent observées avec tant d'exactitude qu'on ne s'aperçut pas d'une réforme, qui dans d'autres temps auroit occasionné les plus grands désastres. C'est le témoignage unanime de tous les auteurs contemporains. Ces essaims de brigands indisciplinés, accoutumés au meurtre, au larcin, disparurent tout-à-coup. Plusieurs rentrèrent dans le sein de leurs familles, redevinrent citoyens & cultivateurs; les autres éfrayés par la sévérité des châtimens, dont les nouvelles loix les menaçoient, abandonnerent leur patrie. Dès ce moment la France jouit d'un calme inconnu depuis plus d'un siècle.

AN: 1444.
Compagnies
d'ordonnan-
ce.
Ibid.

Les gens de guerre choisis furent distribués en quinze compagnies de cent lances. Chaque lance ou homme d'armes devoit avoir sous lui trois archers, un coutilier ou écuyer, & un page, tous montés à cheval, ce qui formoit un corps de neuf mille hommes. Pour commander ces compagnies, le roi, dit un écrivain de ce siècle, nomma des *capitaines vaillants & sages, experts en fait de guerre, & non jeunes & grands seigneurs*. La paie de chaque homme d'armes étoit de dix livres par mois; celle du coutilier ou brigandinier de cent sous; celle des archers de quatre livres, & celle du page de soixante sous. Une infinité de gentilshommes, & même de roturiers, que leurs facultés mettoient en état d'embrasser la profession des armes, augmentoient ce corps de cavalerie comme volontaires, dans l'espérance de remplir les places vacantes. Le nombre de ces gens d'armes surnuméraires s'accrut à tel point qu'on vit bientôt des compagnies monter jusqu'à douze cents cavaliers. Ils portoient sur leur armure de fer des hoquetons de *cuirs de cerfs* couverts de draps de couleurs, sans aucuns ornements *d'orfèvrerie*. Ils mettoient par-dessus cet habillement une robe courte de drap, dont le prix ne pouvoit excéder vingt-cinq sous l'aune; & étoient *lesdits gens d'armes riches, car ils portoient eux-mêmes sous leurs harnois & sans paniers; & leur étoit défendu de mener chiens, oiseaux, ni femmes*. Indépendamment de leurs capitaines & autres officiers, le roi établit des inspecteurs & commissaires, tant pour faire les revues que pour maintenir la police. Les chefs trop indulgents étoient responsables des fautes de leurs soldats. Tous, en temps de paix & pendant le quartier d'hiver, étoient soumis à la juridiction des lieux de leur résidence. Il leur étoit défendu, sous les peines les plus sévères, de commettre la moindre violence. Distribués par détachements, soit dans les villes, soit dans les campagnes, ils ne pouvoient rien exiger de leurs hôtes. L'exacte observation de cette discipline dissipa la terreur que les gens de guerre inspiroient. Le peuple ne les considérant plus que comme ses défenseurs, les aima; & l'on présentait de tous côtés des requêtes au roi pour avoir l'avantage de les loger. Ils étoient payés dans les lieux mêmes où ils étoient canton-

nés; ils y dépensoient leur solde : l'argent provenant de la taille étoit reversé dans la même province qui l'avoit fourni.

AN. 1444.

Comme il se trouvoit encore plusieurs cadets de maisons nobles qui ne pouvoient être admis parmi les gens d'armes d'ordonnance, & que leur indigence mettoit hors d'état de servir comme sumuméraires, le roi en retint un certain nombre aux gages de vingt écus par mois (l'écu valoit 13 sous 6 deniers). Suivant *Fauchet*, ces pensionnaires qu'on apeloit *les gentilshommes de vingt écus*, sont les mêmes que les gentilshommes de la maison du roi. Tel est le premier établissement de ces compagnies d'ordonnance (c'est ainsi qu'on les apeloit), qui composèrent la gendarmerie Française, troupe invincible, considérée sous ce regne & les suivans comme la milice la plus redoutable de l'Europe. Le roi forma dans le même temps un corps d'archers de quatre mille hommes, dont il se proposoit d'augmenter le nombre, lorsque le renouvellement de la guerre l'exigeroit.

Trois ans après, Charles créa un nouvel ordre de soldats destinés à ne servir qu'en temps de guerre. Par son édit, daté de Tours 1448, il ordonna qu'en chaque paroisse du royaume on éliroit un habitant *le plus avisé pour l'exercice de l'arc*, qui seroit tenu de se fournir d'équipage; sçavoir, de *salade, dague, épée, arc, trouffe, jaques ou huque de brigandine*, espece de surtout. Chacun des archers recevoit quatre livres * par mois, quand il étoit de service à la guerre. Lorsque la campagne étoit finie, leur paie cessoit; mais ils jouissoient d'une exemption générale de toute espece d'imposition ou redevance. C'est par cete raison qu'on les apeloit *les francs-archers*. Ils étoient obligés de porter leurs habillemens de guerre les jours de fêtes & de dimanches, & de s'exercer à tirer de l'arc. Cet établissement n'eut pas un si heureux succès que celui de la gendarmerie. Ces francs-archers, isolés dans leurs villages, manquoient de cete émulation & de cet esprit de corps, que la réunion inspire dans nos troupes réglées. Leur qualité d'hommes de guerre leur fit dédaigner

Francs-Archers.

Ordonn. liv.

10, tit. 12.

* Le marc d'argent valoit alors six livres dix-huit sous. La solde d'un archer étoit à-peu-près le quadruple de la paie d'un fantassin moderne. Il est vrai que l'archer se fournissoit entièrement d'équipage.

AN. 1444.

*Poëte de Vil-
lon.*

lés travaux rustiques sans devenir plus propres aux armes. Ils furent, s'il est permis de se servir de cete expression, pay-
sans à l'armée, & soldats à la campagne. Dès la fin de ce
regne & sous les regnes suivans, les auteurs contemporains
en parlent avec le dernier mépris. Le titre de noble, multi-
plié presqu'à l'infini par l'usurpation qu'en firent la plupart de
ces guerriers inutiles, fut un inconvénient que Charles VII
ne pouvoit pas prévoir. Ces francs-archers formerent le pre-
mier corps discipliné d'infanterie Françoisë: avant leur éta-
blissement on n'avoit que les communes. Sous le regne sui-
vant, au-lieu de francs-archers, on s'acoutuma insensible-
ment à lever des hommes *au son du tambour*, dans les villes &
dans les campagnes. On apeloit *aventuriers* cete nouvele es-
pece de soldats.

*Particularité
de la vie de
Charles VII.
MSS. de la Bi-
bliot. du roi ,
n°. 6222.*

Avant que de terminer cet article, il n'est pas inutile
d'observer que la maniere d'asseoir la taille étoit alors la mê-
me à-peu-près que celle de nos jours. Les communautés
choissoient les colecteurs qui faisoient & la répartition & la
levée. Cete imposition uniquement affectée pour les frais de
la guerre, n'excéda jamais, pendant le cours du regne de
Charles VII, la dépense qu'exigeoit le service militaire, ex-
cepté cinquante mille écus donnés au duc de Calabre pour
une expédition en Italie, vingt mille écus pour la rançon de
Cousinot, prisonnier en Angleterre, & cinquante mille écus
pour le mariage de Madeleine de France promise au roi de
Hongrie, lesquelles sommes furent levées en diverses années
du vouloir & consentement des gens des trois Etats. Au moyen
de cet établissement d'un corps de troupes réglées, entre-
tenu par une imposition perpétuelle, nos monarques acqui-
rent sur leurs grands vassaux un degré de supériorité dont
rien désormais ne fut plus capable de contrebalancer l'as-
cendant. Les princes & les seigneurs ne prévirent pas
les conséquences d'un règlement qui fondeoit la grandeur
de la monarchie aux dépens de la leur. C'est dans nos
annales le moment le plus digne d'attention pour ceux des
lecteurs qui voudront rechercher les véritables causes de
l'acroissement subit de l'autorité royale & de l'abaissement
des grands. Charles VII fraya la route à ses successeurs. Cete

révolution dans le militaire en devoit nécessairement produire une dans l'Etat. Les propriétaires les plus puissants devinrent foibles contre un souverain toujours armé. Leurs intérêts divisés rendoient impraticable entre eux une union constante, de laquelle seule dépendoit leur conservation. Ils se perdirent en détail : ils furent, pour ainsi dire, submergés par le pouvoir suprême, successivement acru de leurs débris ; & les rois ressaisirent sur toutes les parties du royaume cet empire que l'usurpation féodale avoit arraché à la postérité de Charlemagne.

AN. 1444.

La modération du gouvernement étoit encore pour nos rois un moyen d'étendre les bornes de leur autorité. Les vexations que la plupart des seigneurs exerçoient sur leurs vassaux, ne rendoient ces derniers que plus empressés d'être admis à ce titre envié de sujets immédiats de la couronne. *Nul seigneur en son royaume*, dit un auteur contemporain en parlant de Charles VII, *n'eût osé lever argent en sa terre sans sa permission, laquelle il ne donnoit pas légèrement* : exaction que les possesseurs de grands fiefs acordoient d'autant plus facilement à leurs inférieurs, qu'ils abusoient eux-mêmes de ce droit du plus fort. Ce n'étoit plus dans les terres dépendantes du monarque qu'un despote de village osoit dire : *Je suis en fief à juste titre de tailler & exploiter haut & bas, à ma volonté, mes hommes de corps, & de faire à leurs personnes & à leurs biens toutes manières d'exploits acoutumés à ceux qui sont de leur condition*. Rien n'étoit si commun alors que de voir les habitants des villes & des campagnes réclamer avec un égal empressement l'avantage d'être incorporés au domaine royal. En réunissant le comté de Comminges on en avoit distrahit les châtellenies de l'île Jourdain & de Samotant, dont la jouissance viagère avoit été cédée à Mathieu de Foix pour ses prétentions. Il avoit en conséquence renoncé à l'usufruit du comté que Marguerite lui avoit donné en l'épousant, donation qu'elle avoit révoquée pendant sa prison. Le roi nomma des commissaires pour mettre Mathieu en possession des villes désignées dans l'acord. Les nobles & consuls appuyèrent leurs motifs d'opposition sur ce qu'ils étoient sujets au roi sans moyen ; que comme les sujets ne pouvoient rien faire contre

Trésor des
Chartres.
Vet. Consect.
Franc. lib. 3.

Trésor des
Chartres.

AN. 1444.

Ibid.

Ibid.

Ibid.

Homage
du duc de
Bretagne.

Ibid.

Histoire de
Bretagne, &c.

le gré de leur seigneur, aussi ne devoit le seigneur faire chose à leur préjudice, ni les mettre hors de sa main sans leur consentement. Sur le raport des commissaires porté au parlement de Toulouse, l'usufruit fut adjugé au comte. L'avocat-général en donnant ses conclusions, dit : *Que c'étoit trop limiter la puissance royale que d'affirmer que le roi ne pouvoit transporter & bailler les sujets dudit comté es mains dudit comte*, maxime contradictoire à l'opinion constamment reçue. Le procureur-général peu de temps après, à l'occasion de quelques demandes formées par le seigneur d'Albret, soutint « que le souverain ne pouvoit démembre son domaine ; que l'aliénation » en étoit nule ; qu'il étoit tenu de la révoquer s'il en faisoit, » & qu'ainsi les rois le juroient à leur sacre ». Vraisemblablement dans l'affaire de Comminges les gens du roi considérèrent que l'aliénation n'étoit que viagère. Le bâtard d'Orléans obtint dans le même temps « qu'en cas d'extinction de la branche d'Orléans, le comté de Dunois seroit affranchi de la mouvance de celui de Blois, & reffortiroit immédiatement par-devant le roi & en sa cour de parlement ». Ces demandes, ces réunions, ces distractions, dont on pouroit citer une foule d'exemples, prouvent que dès-lors toutes les portions éparées de la monarchie tendoient incessamment à se rejoindre à leur principe.

Dans les deux derniers traités de la trêve conclue entre la France & l'Angleterre, les ministres Anglois n'avoient pas oublié de faire comprendre le duc de Bretagne au nombre de leurs aliés & vassaux, qui devoient jouir de l'armistice. Ils paroissoient ainsi se conserver toujours le droit de suzeraineté sur la Bretagne, comme ducs de Normandie, vaine formalité démentie par une possession réelle. Le roi reçut à Chinon l'hommage de François, nouveau duc de Bretagne. Il le combla de caresses & de témoignages de distinction. Lorsque le chancelier, Jean Juvénal des Ursins, dit au duc qu'il devoit quitter sa ceinture pour rendre son hommage : *Non fait, laissez-le, il est comme il doit*, dit le monarque, en ajoutant en riant qu'il desireroit avoir plusieurs vassaux tels que lui, *qu'il auroit grande queue & bele compagnie*. Deux jours après la cérémonie de l'hommage on expédia, en faveur du duc

&



CHARLES.

Comte Dumaîne.

Né le 14 8bre 1414. Mort le 10. Avril 1472.

& de ses sujets; des lettres d'abolition de toutes les aliances qu'ils pouvoient avoir précédemment contractées avec les ennemis de l'Etat. L'attention que Charles donnoit aux affaires, & le succès dont ses soins étoient suivis, n'empêchoient pas qu'il ne se trouvât encore des mécontents à la cour. Il trouva sur son lit des vers qui contenoient une critique de son administration. On fit d'inutiles perquisitions pour découvrir l'auteur de ce libele injurieux. Ce fut dans le même temps que quelques courtisans jaloux du crédit du connétable, entreprirent de le perdre dans l'esprit du roi. Pierre de Brézé, grand sénéchal de Poitou, étoit à la tête de cete cabale. Il fit entendre au monarque que l'union trop intime du roi de Sicile & du comte du Maine avec le comte de Richemont, les rendoit suspects d'un complot formé pour troubler l'Etat; que ce triumvirat n'aspiroit qu'à s'emparer du gouvernement, & peut-être à renouveler une ligue plus redoutable que ne l'avoit été celle de la *Praguerie*. Heureusement Charles n'ajouta point de foi à ces rapports infidèles. La vertu de Richemont étoit inaccessible à ces lâches atteintes; & son nom seul suffisoit pour confondre ses délateurs.

Le duc de Bretagne, pendant son séjour à Chinon, engagea le roi dans une démarche dont ce monarque, trop facile, ne prévint les conséquences que lorsqu'il n'étoit plus temps d'y remédier. Jean V, dernier duc de Bretagne, avoit laissé trois enfants, François & Pierre, qui lui succéderent, & Gilles, dont nous allons rapporter la fin tragique. François, prince d'ungénie borné, soupçonneux, impitoyable comme le sont toutes les ames foibles, étoit absolument gouverné par Artur de Montauban, Jean Hingant, & par l'évêque de Saint-Malo. Les trois favoris avoient perdu Gilles dans l'esprit de son frère. Ce jeune prince à la vérité s'étoit permis quelques propos, indiscrets peut-être, sur la modicité de son apanage. Ses plaintes servirent de prétexte à ses ennemis pour porter l'alarme dans l'ame inquiète de leur maître. Ils lui représenterent Gilles comme un ambitieux, dont les vues ne tendoient qu'à troubler la province par le moyen des Anglois, avec lesquels il étoit en liaison. Il devoit, disoient-ils, leur livrer ses places, & Henri lui avoit offert l'épée de con-

AN. 1444.

Disgrace & fin malheureuse de Gilles, frere du duc de Bretagne.
Ibid.

AN. 1445.

AN. 1445.

nétable. Cete dernière particularité fut trouvée véritable : mais Gilles avoit rejeté l'offre, par la seule raison qu'il ne vouloit pas faire la guerre au roi de France son oncle. François séduit par ces impostures, conçut contre Gilles une haine implacable. Résolu de le perdre, il n'étoit plus retenu que par la honte de paroître immoler son frere à son ressentiment personnel. Il eut l'art d'intéresser le roi dans sa vengeance. Charles commit une injustice, abusé par un prince sans esprit & sans caractère ; leçon importante pour les souverains. Il envoya quatre cents lances, commandées par l'amiral Coëtivi & Brézé, qui arêterent Gilles & le conduisirent à Dinan. Le connétable à qui l'on avoit dérobé la connoissance de cete entreprise, n'en fut pas plutôt instruit qu'il courut se plaindre au roi de cete violence. Charles, sans s'offenser de la liberté du comte, qui lui parla sans ménagement, eut la générosité de convenir qu'on l'avoit trompé. Il crut qu'il étoit encore temps de réparer son imprudence. *Beau cousin*, dit-il au connétable, *pourvoyez-y & faites diligence, autrement la chose ira mal ; car le duc & tous les autres vont tous délibérer de le prendre.* Richemont vole après ceux qui étoient chargés d'arêter Gilles ; mais il n'étoit plus temps. Il arrive à Dinan. Il force le duc de voir le prisonnier. Pierre de Bretagne se joint à lui. Tous trois se jetent aux genoux du duc, & le conjurent en pleurant d'avoir pitié d'un frere malheureux, plus imprudent que coupable. C'étoit Richemont, c'étoit le héros de son siècle, suppliant pour obtenir la grace de son neveu, sans pouvoir fléchir le barbare qu'il imploroit. Il se retira pénétré d'indignation. Le duc chargea le procureur-général de commencer l'instruction du procès, commission odieuse que ce magistrat refusa plusieurs fois. Les charges de la procédure furent dressées sur les dépositions des plus vils délateurs, d'hommes perdus, de femmes deshonorées. On assembla les Etats généraux de la province. Le connétable y comparut, prit hautement la défense de l'accusé. Sa présence entraîna la plus grande partie de la noblesse & des prélats. Le duc, qui avoit compté sur la complaisance de l'assemblée, se retira couvert de confusion. Cependant Gilles fut renfermé plus étroitement. De tous ses

persecuteurs Montauban se montroit le plus acharné. Il étoit amoureux de Françoise de Dinan , épouse de ce malheureux prince , & le duc la lui avoit promise. Le connétable, content d'avoir dissipé ce premier orage, se retira, persuadé que la disgrâce de son neveu se termineroit à quelque temps de captivité.

AN. 1445.

Cependant le duc de Bretagne employoit son conseil à faire de nouvelles informations. Rebuté de la longueur & de l'inutilité des procédures, il pressa le procureur-général, sans pouvoir le déterminer à lui prêter son ministère. Ce magistrat, sollicité par ses instances, lui dit pour dernière réponse, que l'ainé, malgré l'avantage de sa naissance, n'avoit point de justice criminelle sur son *juvegnieur*. Tandis que le duc employoit ces détestables manœuvres, on transféroit de prison en prison Gilles chargé de fers. Le roi de France fit inutilement demander sa liberté par un ambassadeur. François, par égard, envoya un ordre de le délivrer, qu'il contremanda, sous le vain prétexte d'une lettre supposée du roi d'Angleterre, par laquelle Henri redemandoit son connétable, & menaçoit, en cas de refus, de faire une descente en Bretagne. Le connétable revint plusieurs fois à la charge, sans pouvoir rien obtenir. Gilles du fond de sa prison adressoit envain à son frere les plus humbles & les plus tendres supplications. Il demandoit sans cesse qu'on lui donnât des juges, ou qu'on terminât ses souffrances en le faisant mourir; ajoutant qu'un plus long refus le réduiroit au désespoir & le porteroit à se donner la mort. Le duc lui fit répondre qu'il n'étoit pas bien déterminé sur les deux premiers articles de ses demandes, & qu'il le laissoit l'arbitre du troisième. François, non content de cete réponse barbare, témoigna publiquement que la vie de son frere l'importunoit, & qu'il seroit redevable à ceux qui l'en délivreroient. C'étoit prononcer l'arrêt du prisonnier. Comme on vouloit dérober la connoissance de ce crime, Montauban & les scélérats chargés de la garde du prince tenterent d'abord de l'empoisonner. On avoit, pour cet effet, envoyé jusqu'en Lombardie, (cete contrée étoit alors renommée pour la composition des poisons, art exécrationnable que l'on ignoroit en France.) Soit

Regist. de la
chambre des
comptes de
Paris.

AN. 1445.

*Pieces just.
de l'histoire de
Bretagne.*

que le poison fût mal préparé, soit par la force de la jeunesse & la vigueur de son tempérament, Gilles n'éprouva qu'une indisposition passagere. Enfin Montauban dressa un ordre de mort au nom du duc. *Eon le Baudouin*, garde des sceaux de la chancellerie, refusa de le sceler : il perdit sa charge : le chancelier le scéla lui-même. Le prisonnier fut renfermé dans le cachot de la tour de la Hardouinaye, & privé de toute nourriture. Ce prince infortuné aperçut une grille à travers les barreaux de laquelle il demandoit du pain *pour l'amour de Dieu*. Les passants attirés par ses gémissements & retenus par la crainte, n'osoient lui donner cete marque de leur compassion. Une pauvre paysanne eut le courage de descendre dans les fossés & de mettre un pain sur le bord du soupirail. Ce foible secours qu'elle renouvela plusieurs fois, prolongea de quelques jours la vie & les malheurs de Gilles. Il pria cete femme charitable de lui amener un religieux pour recevoir sa confession. Après s'être acquité de ce devoir, il chargea le prêtre de déclarer au duc son frere, « que puisqu'il avoit refusé de lui rendre justice en ce monde, il l'apeloit dans quarante jours au jugement de Dieu ». Cependant les boureaux du prince étonnés qu'il pût vivre si long-temps sans nourriture, & craignant qu'il ne leur échappât, entrèrent dans son cachot, s'efforcèrent de l'étrangler. Quoiqu'afoibli par la faim, il eut encore le courage de se défendre pendant quelques instants. Ils acheverent de l'étouffer entre deux matelas. On tenta inutilement de persuader au public que la mort de Gilles étoit naturele. Le connétable, qui pour lors étoit à l'armée avec le duc, l'acabla des plus sanglants reproches. Le religieux, dépositaire des dernières volontés de son frere, vint se présenter à lui, & le cita *de la part de feu monseigneur Gilles à comparoître devant Dieu dans quarante jours*. La frayeur, la honte, & peut-être les remords vérifierent la prédiction. Trois années s'écoulerent depuis le jour de la détention du prince de Bretagne jusqu'à sa mort.

Afaire de
Gènes.
Monfretot,
&c.

Quoiqu'on ne doive pas toujours régler ses démarches actueles sur les exemples antérieurs, il est cependant des fautes que l'expérience du passé rend moins excusables. On

justifieroit difficilement la conduite que le conseil tint avec les Génois, dans un temps où le monarque & ses ministres ne devoient songer qu'à rétablir la constitution du royaume, sans s'occuper d'entreprises étrangères, qui ne pouvoient qu'altérer ses forces en les divisant. Nous avons observé dans les volumes précédents * le peu de succès de diverses expéditions en Ligurie. Gènes, depuis la retraite du maréchal de Boucicaut, avoit successivement subi le joug de plusieurs dominations. Cete république inconstante, toujours agitée par des factions intestines, soumise tour à tour au marquis de Montferrat, au duc de Milan, à quelques-uns de ses citoyens, également incapable d'obéir & d'être libre, étoit alors gouvernée par Barnabé, chef de la famille des Adornes. Les Doria, les Frégose, jaloux de l'élévation de cete maison, s'adressèrent à la France. Benoit Doria se rendit à Marseille, accompagné de plusieurs seigneurs Génois, qui venoient offrir au roi la souveraineté de leur ville. Cete proposition faite dès l'année 1444, avoit été suivie d'un traité, qui pour lors n'eut point d'exécution. La tranquillité dont le royaume jouissoit, fit accepter une offre qui paroissoit avantageuse. On fit marcher des troupes vers les Alpes. Les Génois remirent au pouvoir du roi Final, ville située sur la Méditerranée. *Janus Frégose*, à la faveur de ce secours, entra dans le port de Gènes, secondé par ses partisans & la faction François, s'empara de la ville, obligea le doge de prendre la fuite, & chassa les François, lorsqu'il crut n'avoir plus besoin de leur assistance. L'archevêque de Reims, Saint-Vallier, du Chastel & Jaques Cœur, commissaires nommés pour prendre possession de Gènes au nom du roi, vint sommer Janus de remplir ses engagements. *J'ai conquis le pays & la ville à l'épée*, leur dit-il, *& à l'épée les garderai contre tous*. Cete réponse rapportée au roi, le mortifia d'autant plus que sa situation ne lui permettoit pas d'en tirer vengeance. Ce n'étoit pas le temps de songer à des conquêtes éloignées, ayant encore à conquérir une partie de ses propres États.

Les mêmes raisons l'empêcherent d'appuyer les justes prétentions de la maison d'Orléans sur le duché de Milan. Philippe, dernier duc de la famille des Visconti, étant mort au

AN. 1445.

Vol. VI &
VII de cete
histoire.

Trésor des
chartres.

Succession
du duché de
Milan.
Ibid.
Trésor des ch.
&c.

AN. 1445.

commencement de l'année suivante, le duc d'Orléans, qui avoit déjà été mis en possession du comté d'Ast, arma pour s'emparer du Milanais. Ses droits sur cete principauté étoient incontestables. Les clauses expressees du contrat de mariage de Valentine sa mere lui assuroient la possession de ce duché à l'extinction de la postérité masculine de Jean Galéas Visconti, son aïeul maternel. Dans le même temps le roi d'Aragon afirmoit que le duc en mourant l'avoit déclaré son héritier ; & l'empereur de son côté réclamoit cete principauté, comme fief de l'empire. Le bâtard d'un paysan osa disputer cete riche succession contre des têtes couronnées. Son génie & sa valeur l'emportèrent. Ce bâtard étoit François Sforce, fils naturel de Jaques. Il avoit épousé Blanche, bâtarde elle-même de Philippe Visconti. Héritier du courage & du bonheur de son pere, il s'étoit aquis la plus haute réputation, dans un âge où les hommes commencent à peine à faire augurer ce qu'ils doivent être un jour. L'Italie retentissoit du bruit de ses exploits : général de la reine de Naples, combattant contre elle, protecteur de la maison d'Anjou ; traitant en prince avec celle d'Aragon, s'égalant aux souverains, commandant les troupes du pape ; tantôt gonfalonier * de l'Eglise, tantôt excommunié par Eugene, usurpant sans scrupule toutes les portions qu'il pouvoit saisir du patrimoine de saint Pierre ; vendant ses services aux Florentins, aux Vénitiens, leur faisant la guerre ; perdant ses Etats, réparant ses pertes par de nouvelles conquêtes : politique & guerrier, s'il avoit l'art de se créer des droits, il sçavoit en même temps les soutenir par sa valeur. Les Vénitiens ses ennemis, mais qui haïssoient encore davantage l'empereur & le roi d'Aragon, lui prêterent des troupes avec lesquelles il vint assiéger Milan. Les habitants vouloient ériger leur ville en république, la terreur des armes de Sforce les obligea de le reconnoître pour leur prince. Il régna malgré tous les efforts de ses concurrents, & transmit ses Etats à sa postérité. Le duc d'Orléans fut obligé de réduire ses prétentions à la possession du

* Cete dignité qui donnoit le commandement des armées, étoit la même que celle de porte-oriflamme, attribuée dans son origine aux ancêtres de Hugues Capet, en qualité de comtes du Vexin François.

comté d'Ast. Nous vèrons dans la suite ces droits transportés à nos monarques devenir la source de nouvelles guerres.

AN. 1446.

La treve fut encore prorogée cete année. Le roi, toujours attentif à ce qui pouvoit contribuer au rétablissement du royaume & à la prospérité des peuples, mettoit à profit ces instants précieux d'un calme aussi avantageux à la France que préjudiciable à l'Angleterre. Les Anglois, qui d'abord avoient paru desirer la paix, voyant que toutes les négociations se réduisoient à proroger d'année en année la suspension d'armes, demandoient qu'on recommençât la guerre. C'étoit l'intention du duc de Glocestre; mais ce prince avoit contre lui la reine, les ministres, le conseil & même le parlement. Ces représentants de la nation sembloient agir de concert avec la cour. Ils acorderent un subside considérable, dont le prétexte étoit le renouvellement des hostilités contre la France. Le produit de cete contribution fut dissipé en dépenses frivoles, ou partagé entre ceux qui s'étoient emparés de l'autorité. Glocestre parla avec cete liberté que lui donnoient son rang, sa naissance, & les services qu'il avoit rendus. Sa hardiesse ne servit qu'à ranimer la fureur de ses ennemis. La reine ne pouvoit lui pardonner l'obstacle qu'il avoit voulu opposer à son mariage. La France en plaçant Marguerite d'Anjou sur le trône de la Grande-Bretagne, avoit fait à ses ennemis le plus funeste présent. Dévorée de la soif de régner, altière, ambitieuse, vindicative; l'assemblage de ces passions dangereuses étoit d'autant plus redoutable dans cete princesse, qu'elle y joignoit un courage indomptable, un génie inépuisable en ressources, & toute l'audace d'une ame que les événements, les préjugés, le crime même, quand il servoit à ses desseins, n'étoient pas capables d'étonner. Elle avoit conjuré avec Suffolck & l'implacable cardinal Winchester la perte de leur ennemi commun. L'exécution d'un projet si hardi souffroit beaucoup de difficultés. Ce prince, indépendamment de ses vastes domaines, de sa valeur, de son expérience, avoit pour lui la faveur du peuple. Dans la crainte d'un soulèvement on convoqua le parlement à Edmondbury. Glocestre invité d'y assister, se rendit à cete assemblée, malgré les avis qu'on lui donnoit de tous côtés de

Prorogation de la treve. Troubles à la cour de Londres. Mort du duc de Glocestre.

Ibid.

Hist. d'Angleterre.

Ann. Brit.

Rymer, Act.

publ. tom. 5, part. 1.

AN. 1446.

Rymer, *Att.*
publ. tom. 5,
part. 1.

se tenir sur ses gardes. Il fut arrêté dès le premier jour, & le lendemain on le trouva mort dans son lit. On publia qu'il avoit voulu tuer le roi, s'emparer du trône, & délivrer la duchesse son épouse. Ces impostures ne persuaderent pas la nation; & les lâches auteurs de cet attentat ne purent s'en justifier, quoiqu'ils eussent fait exposer son corps à la vue du public. Envain ils firent arrêter comme coupables les domestiques du prince mort, plus vainement encore en tirèrent-ils l'aveu de leur prétendue complicité: la grâce qui fut accordée à ces misérables, fut un nouveau témoignage de l'innocence du duc & de l'imposture de ses assassins. Les motifs de cette abolition du crime de lèse-majesté au premier chef étoient fondés sur l'approche du vendredi saint & sur la dévotion que le roi avoit eue de tout temps à l'Assomption de la mère du Sauveur du monde. Quel rapport pouvoit-on supposer entre ces solennités consacrées par la piété des fideles, & la juste punition du plus grand des crimes, si les accusés en avoient été réellement convaincus? La reine & ses complices crurent affermir leur autorité par ce forfait; ils ne firent qu'exciter l'indignation du peuple, & creusèrent un abîme de malheurs. Les Anglois vont à leur tour devenir les tristes jouets de la fureur de leurs princes & verser des torrents de sang pour soutenir leurs fatales querelles. Le cardinal Wincester ne survécut pas long-temps au duc de Glocester. Le regret de ne pouvoir braver le trépas à l'abri de ses immenses richesses, abrégé, dit-on, les jours de cet avare & cruel prélat. Sa mort laissa le marquis de Suffolck en possession de toute la faveur. Les Anglois irrités de la fin tragique de leur protecteur, ne ménagerent pas l'honneur de la reine, en parlant de ses liaisons avec le marquis. On ne soupçonna pas le roi d'avoir eu part à cet événement. Henri laissoit régner sa femme, & renfermé dans son oratoire, bornoit toutes ses occupations à des exercices pieux: dispositions très louables sans doute, si sa foiblesse ne l'avoit pas empêché de les alier avec les devoirs de monarque.

Restitution
 de la ville du
 Mans.
Ibid.

Les conjonctures ne pouvoient être plus favorables pour la France. A moins de se déclarer ouvertement, la reine d'Angleterre & son ministre ne pouvoient pas donner des preuves

preuves plus marquées de leur intelligence avec Charles VII. L'évacuation du Mans , stipulée par le contrat de mariage de Marguerite d'Anjou, n'étoit point encore accomplie. Le duc d'York , régent de France, en avoit jusqu'alors diféré l'exécution. Le roi chargea la comte de Dunois d'investir le Mans. Deux mille hommes de garnison défendoient la ville. La cour de Londres , loin de paroître ofensée de cete violation manifeste de la treve , envoya deux commissaires chargés de faire évacuer la place & de la remettre au pouvoir des François. Ces commissaires protesterent que le roid'Angleterre ne consentoit à cete restitution que dans l'espérance de la paix , & se réservant toujours le droit de souveraineté. Vaine formalité dont on prétendoit abuser le peuple. Cete conquête facile fut suivie de la réduction du reste de la province.

AN. 1446.

Charles couvert de gloire , adoré de ses sujets, respecté de ses ennemis, n'auroit eu rien à desirer, si les chagrins domestiques n'avoient empoisonné sa prospérité. On le considéroit comme le plus grand prince de son siècle. Après avoir parcouru la carrière la plus pénible & surmonté les plus grands obstacles, il sembloit toucher au terme de ses disgraces. Artisan de sa destinée, qui pouvoit l'empêcher d'être heureux ? Il étoit pere, & ce titre sacré, le premier de tous, le plus cher à l'humanité, devoit remplir d'amertume la fin de ses jours. Par une fatalité inconcevable on eût dit que ce prince étoit réservé à souffrir de tout ce qui fait le bonheur des hommes. Dans ses premières années, objet des fureurs d'une mere barbare , il ne lui manquoit plus que d'être malheureux par son fils. Le dauphin , depuis la guerre de la Praguerie , avoit paru vouloir effacer cete premiere faute par une conduite plus circonspecte. Le roi lui avoit rendu sa confiance, & l'avoit chargé des plus importantes commissions. Ces marques de bonté qui auroient touché tout autre, n'étoient pas capables de fléchir le caractère indomptable de ce prince. La levée du siege de Dièpe, la révolte du comte d'Armagnac réprimée , & récemment l'expédition en Allemagne, avoient acru sa présomption. Impatient de déployer les talents supérieurs qu'il se croyoit pour le gouvernement, son pere régnoit trop long-temps.

Conspiration du dauphin.

Ibid.

Observat. sur l'histoire de France.

Histoire de Louis XI. par M. Duclos.

Préface hist. des Mém. de Comines, &c.

AN. 1446.

La contrainte iritoit encore son ambition. Louis, forcé de diffimuler, n'en étoit que plus à craindre. Ce fut environ un an après la mort de la dauphine qu'il tenta le premier essai de cet art dangereux de déguiser ses sentiments, dont sa fausse politique fit dans la suite un si constant & si pernicieux usage. Il avoit séduit par l'espoir des récompenses plusieurs arbalétriers & archers de la garde. Heureusement pour le roi, le dauphin essaya de corrompre la fidélité d'Antoine de Chabannes, comte de Dammartin. Il avoit déjà sondé ce seigneur, en lui faisant remarquer un jour d'une de ses fenêtres du château de Chinon la garde Ecossoise, & lui disant : *Vous voyez là ceux qui retiennent en sujétion le royaume de France*; il ajouta qu'il ne seroit pas difficile de s'en défaire. Chabannes répondit que cete garde étoit nécessaire pour la sûreté du monarque. Le prince ne s'expliqua pas plus clairement pour lors; mais quelque temps après il revint à la charge, & mettant la main sur le cou du comte : *Il est temps*, dit-il, *de mettre ces gens dehors*. Chabannes lui ayant représenté la difficulté de l'entreprise, ce fut alors que le dauphin entra dans un détail plus circonstancié de son projet. Il avoit à ses ordres trente archers & vingt arbalétriers, outre les gentilshommes de sa maison : on lui répondoit de la *Chambre*, capitaine de la garde; il ne demandoit plus au comte que de lui gagner cinq ou six archers. Son dessein étoit de choisir le temps d'un voyage que le roi devoit faire au château de Rafilli, où tout le monde avoit la liberté d'entrer. Les conjurés devoient être introduits les uns après les autres, & se rendre maîtres de la personne du roi. Le comte de Dammartin lui répondit que tous les gens d'armes dispersés dans les environs viendroient au secours de leur souverain. *Ne vous inquiétez*, interrompit le prince, *j'y veux être en personne; car chacun craint la personne du roi quand on le voit, & quand je n'y serois en personne, je doute que le cœur ne faillît à mes gens; mais en ma présence chacun fera ce que je voudrai*. Quelle étoit l'intention de ce fils dénaturé? méditoit-il un parricide? On n'oseroit l'affirmer; mais son ame sombre & farouche n'avoit ordinairement que des remords tardifs. Chabannes, frémissant encore de cete horrible confidence, s'empressa de la révéler au monarque. Charles fit ver-



ANTOINE DE CHABANNES

Comte de Dammartin.

Mort le 25. Decembre 1488.

Dessiné d'après son Morel qui est à Dammartin.

nir le dauphin , lui reprocha son crime. Louis , sans s'étonner , nia tout , traita Chabannes d'imposteur , & lui donna un démenti. Ce seigneur répondit qu'il sçavoit le respect qu'il devoit au fils de son maître , mais qu'il étoit prêt à soutenir par les armes la vérité de sa déposition contre tous ceux de la maison du dauphin qui se présenteroient. L'infortuné monarque ne demeura que trop convaincu du crime. La tendresse paternelle arracha le coupable à sa justice. Plusieurs gardes Ecois furent envoyés au suplice. Conighan , commandant de cete troupe étrangere , auroit subi le même sort , si le roi d'Ecosse n'avoit intercédé pour lui. Louis , voyant sa perfidie découverte , ne demandoit plus qu'à s'éloigner : il se retira en Dauphiné peu de jours après que la reine eut mis au monde un prince nommé Charles , à qui le roi donna le duché de Berri pour apanage. Ce fut dans le cours de l'année 1446 que se passa cet événement , dont nous avons cru devoir rapporter les particularités. Elles pourront dans la suite nous aider à développer le génie de Louis XI , de ce roi dont le caractère est encore un problème. Nous verrons dans la suite ce même prince parvenu au trône , employer de vains efforts pour effacer la mémoire de ce crime , en faisant condamner Chabannes comme convaincu d'imposture. Le comte rentra en grace , obtint un arrêt qui cassa le premier jugement , & laissa subsister la vérité de sa déposition. Le dauphin quitta la cour & n'y revint plus pendant le regne de son pere. Quelques historiens ont avancé que le véritable motif de sa disgrâce fut de s'être emporté jusqu'à donner un soufflet à la bele *Agnès Sorel*. *Gaguin* est le seul de nos anciens auteurs qui rapporte ce fait , dont aucun écrivain contemporain de Charles VII n'a fait mention. Ce prince conservoit toujours le plus tendre attachement pour cete aimable favorite. On ajouteroit qu'elle en étoit digne , si cete liaison avoit pu s'accorder avec la religion , & la justice que le roi devoit aux graces , à la tendresse , aux vertus de la reine son épouse. Cete princesse respectable n'oposoit que son amour & sa douceur aux charmes de sa rivale , qu'elle traitoit même avec bonté. Agnès aux graces extérieures joignoit celles d'un esprit cultivé. Elle avoit l'ame élevée , généreuse , désintéressée.

AN. 1446.

AN. 1446.

fée : jamais elle ne fit un commerce honteux de la faveur dont son souverain l'honoroit. Satisfaite d'aimer & d'être aimée, elle n'abusoit point de son crédit, elle n'aspiroit point à régner : amie sincère de Charles, elle étoit toujours sujete du monarque. En consultant tous les monuments de ce siècle, on ne trouve aucun indice qui prouve qu'elle ait influé sur le gouvernement. Elle avoit de la naissance. Le roi lui donna la seigneurie de Beauté sur Marne qu'elle fit embellir. Elle fut la première maîtresse de nos rois publiquement reconnue, & qui ait tenu un état conforme à l'éclat de ce poste toujours envié, parce qu'on s'imagine qu'il remplit le cœur de celle qui en jouit. Agnès eût été plus heureuse si sa foiblesse avoit été voilée par le mystère. Les désagréments, les humiliations parvinrent souvent jusqu'à elle, & lui firent sentir la frivolité d'une considération passagère, dont elle ne pouvoit se dissimuler l'origine. Elle éprouva la plus cruelle mortification lorsque la cour vint à Paris *. Elle s'atendoit que les habitants témoigneroient leur zèle pour leur souverain dans leurs égards pour elle. Au-lieu de cete flateuse réception, on ne lui décerna pas la plus légère marque de distinction, on ne s'attacha qu'à faire la critique de ses mœurs & de son luxe; elle devint l'objet des propos les plus injurieux, & se retira pénétrée de confusion, en disant que si elle avoit sçu que les Parisiens dussent lui faire un pareil accueil, elle auroit évité leur présence.

Conduite du
dauphin.
Ibid.

Le roi, avant la retraite du dauphin, avoit terminé le différend occasionné par les prétentions du duc de Savoie sur les comtés de Valentinois & de Diois. Louis I, fils d'Amédée, qui régnoit alors, remit ces deux comtés, dont son prédé-

* Sur la fin d'Avril mil quatre cent quarante-huit, vint à Paris une damoiselle qu'on disoit être amie du roi, & bien y aparoissoit; car elle menoit aussi grand état comme une duchesse ou comtesse: & aloit & venoit bien souvent avec la reine: sans ce qu'elle eût point honte de son péché, dont la royne avoit moult de douleur en son cœur: le roi lui donna le châtel de Beauré, qui estoit le plus bel & joli, & le mieux assis qui fût en toute l'Ile de France. Elle se faisoit nommer *la bele Agnès*: elle décéda le neuvième Février mil quatre cent quarante-neuf. Or, parce que le peuple de Paris ne lui fit celle révérence, comme son grand orgueil demandoit, elle n'eût le put céler, & dit au départir que ce n'étoient que vilains, & que si elle eût cuidé qu'on ne lui eût fait plus grand honneur, elle n'y eût ja entré, ni mis le pied. *Journal de Charles VII.*

cesseur s'étoit emparé. Il paya de plus quarante mille écus pour l'exemption d'hommage de quelques terres échangées avec la France dans le temps de l'aquisition du Dauphiné. Le dauphin Louis porta dans cete province cete inquiétude & cete soif de dominer qui le dévorait. A peine y fut-il arivé, qu'il exigea un don gratuit de quarante mille écus. De nouvelles demandes ajoutées à cete libéralité, suposée volontaire, devinrent l'objet de plusieurs contestations. Il changea l'ordre des juridictions inférieures, qu'il réduisit à deux bailliages & à une sénéchaussée. Il fit battre monnoie en son nom. Il érigea de son autorité le conseil delphinal en parlement. Il fit des traités particuliers avec les Suisses, le duc de Savoie, les princes d'Italie, les rois de Navarre, d'Aragon & d'Angleterre. Charles ne pouvoit s'empêcher de voir avec chagrin son fils exercer ces actes de souveraineté sans sa participation : il les toléroit toutefois, dans l'appréhension de le porter peut-être à se révolter ouvertement. Tous les jours il recevoit des avis de quelque nouvelle entreprise. La méfintelligence qui régnoit entre le pere & le fils, ouvroit la porte aux délateurs, & les attentats avérés acréditoient souvent les impostures. Mariette, un de ces dénonciateurs, vint donner avis que le dauphin apuyé du duc de Bourgogne & de plusieurs princes du sang & seigneurs, devoit incessamment arriver à la cour, chasser les ministres & s'emparer du gouvernement. On le renvoya en Dauphiné pour prendre de nouveaux éclaircissements : le dauphin le fit arrêter, demanda qu'on lui fit son procès. Il fut jugé par le parlement de Paris & décapité. Brézé, à qui cet imposteur s'étoit d'abord adressé, fut obligé de prendre des lettres d'abolition pour n'avoir pas révélé la premiere déposition. Ce qui prouve que la réticence en pareil cas étoit dès-lors regardée comme crime de lèse-majesté. Vingt ans après, Louis XI, assiégé de chagrins & de soupçons, en fit cete loi expresse, dont le cardinal de Richelieu se servit pour la condanation de l'imprudent & malheureux de Thou.

Tandis que ces brouilleries divisoient la famille royale & tenoient les ministres en alarmes, toutes les parties du royaume délivrées des horreurs de la guerre se rétablissoient in-

AN. 1446.

*Histoire de
Louis XI, par
M. Duclos, l.
1.*

AN. 1447.

*Suites des
affaires de l'E-
glise.*

AN. 1447.

Monstrelet.
Chroniq. de
France.
Hist. eccléf.
&c.

Ibid.
Hist. eccléf.
Spicil.

sensiblement. Les villes & les campagnes se repeuploient : l'agriculture & le commerce renaissoient à l'abri des sages réglemens établis pour la police militaire. Ce calme heureux qui dura jusqu'à la rupture de la treve, nous permet de placer ici la suite des troubles de l'Eglise & la fin du schisme.

Les deux conciles continuoient toujours leurs sessions. Eugene à Florence, Félix à Bâle, se dispuoient le titre de successeur de saint Pierre avec des succès bien différens. Le premier avoit pour lui le suffrage de la plupart des puissances de l'Europe chrétienne, tandis que son rival, après avoir tenté de se faire reconnoître par les princes d'Alemagne, le roid' Aragon, le duc de Milan & quelques autres Etats, voyoit chaque jour diminuer le nombre de ses partisans, & l'étendue de son obédience réduite enfin à la Suisse & à la Savoie. Félix se repentit plus d'une fois d'avoir abandonné sa retraite. La tiare pontificale, mal affermie sur sa tête, pouvoit-elle remplacer dans son cœur les charmes paisibles de la solitude de Ripaille? Assez philosophe pour renoncer au soin pénible de gouverner les hommes, par une inconséquence inconcevable il avoit accepté la plus sublime & la plus orageuse des dignités. On lui avoit acordé le cinquieme du revenu des bénéfices de son obédience pendant cinq ans, & le dixieme pendant les cinq années suivantes. Ses cardinaux en prétendirent la moitié. Le partage demeura indécis, il ne put en jouir que dans ses anciens Etats de Savoie : encore fut-il obligé d'en abandonner une partie aux officiaux. Enfin il demanda aux peres du concile qu'il lui fût permis de posséder au-moins un bénéfice pour l'aider à supporter les charges qu'il avoit à soutenir en qualité de chef de l'Eglise. On délibéra long-temps sur sa demande, qui ne lui fut acordée qu'à la sollicitation de ses amis.

Hist. eccléf.
Ev. 107, c. 181.

Félix, déterminé par son humeur pacifique, & peut-être en secret rebuté des obstacles qu'il rencontroit à chaque pas, engagea le concile à nommer des députés pour supplier l'empereur de travailler à la réunion de l'Eglise. Frédéric indiqua une diète à Francfort, où se trouverent les ambassadeurs d'Eugene. Les uns & les autres furent entendus : le résultat de l'assemblée fut la proposition d'un concile général. L'em-

pereur vint à Bâle, vit Félix, mais sans lui rendre les honneurs dûs au souverain pontife. Les prélats Italiens demanderent que le concile se tint à Rome, & cependant rien ne se décidait. Les peres de Florence & de Bâle furent à la fin contraints de rester dans l'inaction, *plus lassés que vaincus*, dit un auteur moderne. Toutefois dans ce conflit peu édifiant de deux assemblées, qui prétendoient également agir au nom & par l'inspiration du Saint-Esprit, on s'occupa de projets utiles, on fit de sages réglemens, soit pour le dogme, soit pour la discipline. Toutes les décisions qui en émanerent, sont conformes aux plus saines maximes de la religion. La réunion des Grecs fut un aveu de la supériorité de Rome : s'ils ne profitèrent pas de cet heureux retour, il n'en faut accuser que leur orgueil qui les replongea dans leurs anciennes erreurs. L'Eglise d'Occident reçut les hommages des nations les plus reculées. Les Ethiopiens, les Abyssins envoyèrent des ambassadeurs au saint pere, & se soumirent aux décrets du concile de Florence. Ces peuples étoient Chrétiens *Jacobites* : leur créance difere de la nôtre en ce qu'ils n'admettent qu'une nature en *Jésus-Christ*. L'assemblée de Bâle réconcilia les Bohémiens avec l'empereur. Les décrets de ce même concile, adoptés en France, servirent de base à la Pragmatique-Sanction. Enfin, si l'on veut faire abstraction de toutes les démarches suggérées par l'esprit de parti, on ne remarquera dans les prélats des deux obédiences qu'un zele uniforme & constant pour le maintien de la doctrine évangélique & pour le salut des fideles.

On publia pendant la tenue des conciles de Florence & de Bâle, deux croisades, la premiere contre les Hussites de Bohême, rapportée ci-dessus; la seconde contre les Turcs. Amurat II, pressé par Ladislas, roi de Pologne & de Hongrie, & par le fameux Huniade, Vaivode de Transilvanie, avoit demandé la paix. Les princes chrétiens y consentirent, & le traité fut consacré par les sermens de Ladislas sur l'Evangile, & par ceux du monarque Ottoman sur l'Alcoran. Le cardinal Julien Césarini, légat du saint Siege près des Chrétiens confédérés, leur persuada par ses exhortations de rompre un accord si solennellement juré, soutenant qu'on

AN. 1447.

Croisade
contre les
Turcs.
Ibid.

AN. 1447.

pouvoit, en vue du bien public, manquer de foi aux infidèles. On le crut : la guerre recommença. Amurat passa en Europe à la tête d'une armée formidable. (Quelques auteurs ont dit que les Génois transporterent les Turcs pour un écu par tête.) Il se trouva en présence des Chrétiens, près de Varne dans la basse Méfie. Ladislas livra la bataille malgré les conseils d'Huniade. On dit qu'Amurat voyant reculer ses troupes, tira de son sein le traité de paix, & levant les yeux au ciel, s'écria : « Voici, ô Jésus-Christ, l'aliance » que les Chrétiens ont faite avec moi en jurant par ton saint » nom : si tu es Dieu, venge ici ton injure & la mienne ! » Les infidèles, poussés d'abord, retournerent au combat avec une nouvelle fureur : l'armée chrétienne fut entièrement défaite. Ladislas y perdit la vie. Huniade, qui avoit pris la fuite, fut fait prisonnier en Valachie. Le cardinal Julien périt dans l'action : suivant quelques auteurs il portoit sur lui une si prodigieuse quantité d'or, qu'acablé sous le poids, il se noya au passage du Danube.

Proposition
du roi de
France pour
l'extinction du
schisme.
Ibid.

De tous les princes de l'Europe qui interposèrent leur médiation, ou firent agir leur autorité pour l'extinction du schisme, aucun n'employa des soins plus efficaces que le roi de France. Prévoyant les obstacles presque insurmontables que les deux partis opposeroient à la convocation d'un concile général, il fit dresser un projet d'acommodement, dont la simplicité aplanissoit toutes les difficultés. Le monarque connoissoit les droits d'Eugene & les dispositions de Félix. Le plan de conciliation qu'il proposa se réduisoit à ce que Eugene fût reconnu pour chef de l'Eglise universelle ; qu'Amédée renonçât au souverain pontificat, & tint le second rang après le saint pere ; que tous les prélats qui avoient suivi le parti de Félix conservassent leurs dignités, & que l'on annullât généralement toutes les procédures, censures & sentences publiées à l'occasion du schisme. L'archevêque d'Aix fut député par le roi pour communiquer ce projet au saint pere ainsi qu'au concile de Bâle.

Mort d'Eugene.
Election de Nicolas V.
Ibid.

Lorsque le prélat fut arrivé à Rome, Eugene n'étoit plus. La plupart des reproches dont ses adversaires ont voulu ternir sa réputation ne paroissent dictés que par la haine qui
les

les animoit. Eugene avoit de la piété, un zele infatigable pour le maintien & la propagation de la foi : il aimoit, il protégeoit les sciences : l'Université de Caen lui est redevable de son érection. Compatissant pour les pauvres, il répandoit sur eux ses bienfaits avec une générosité digne du pere commun des Chrétiens. On chercheroit vainement dans l'assemblage de tant de vertus les motifs de sa déposition. La seule acufation qui paroisse fondée, c'est qu'il soutint les prérogatives de sa dignité avec trop de chaleur peut-être ; mais il est des fautes qui sont moins de l'homme que de la place qu'il occupe. Il mourut, pénétré de tous les sentimens que la religion inspire, après avoir occupé le saint siege pendant seize années. Les cardinaux entrèrent au conclave, dont ils exclurent les barons Romains qui prétendoient y être admis. On se hâta de nommer le successeur d'Eugene, dans la crainte que l'élection ne fût traversée. Les suffrages se réunirent en faveur de *Nicolas de Sarsane*, cardinal de Bologne, qui prit le nom de Nicolas V. Lorsque le scrutin fut achevé, le cardinal Colonne ouvrit la fenêtre du conclave pour annoncer l'élection. Le peuple abusé, crut que le choix étoit tombé sur ce prélat : il courut, suivant l'usage, piller sa maison. Les Romains ne furent détrompés qu'après l'exécution ; & sans restituer les premières dépouilles, ils en firent autant à l'ancien logis du nouveau pape.

La mort d'Eugene & l'exaltation de Nicolas ne changèrent rien aux dispositions du roi. Il reconnut le pontife qu'on venoit d'élire, malgré les sollicitations de Louis duc de Savoie. Nicolas signala son avènement au pontificat par un acte d'autorité capable de rompre les mesures que Charles prenoit pour la réunion de l'Eglise, si ce monarque n'eût témoigné toute la sagesse & le désintéressement d'un prince qui ne desiroit que la paix. Le pape dans une bulle circulaire déclaroit le duché de Savoie confisqué, ainsi que les terres d'Amédée, qualifié de *schismatique, hérétique & excommunié* : il offroit cete confiscation au roi de France ou au dauphin : il exhortoit les fideles à les seconder pour cete conquête, & de plus il acordoit *indulgences plénieres & rémission*

AN. 1447.

de tous péchés à ceux qui contribueroient de leur argent ou de leurs personnes au succès de l'entreprise. La bulle n'opéra que l'effet qu'elle devoit produire : « elle ne fit ni bien , ni » mal, dit l'historien ecclésiastique.

Assemblée
de Lyon.
Ibid.

Cependant le roi n'oublioit rien pour ramener la paix : il eut à Bourges plusieurs conférences avec le duc de Savoie , qui promit d'employer tous ses efforts pour faire consentir son pere à renoncer au souverain pontificat. On détermina sans peine le paisible Amédée à sacrifier ses droits au repos de l'Eglise. Charles, assuré de ses intentions, convoqua une assemblée à Lyon, où se trouverent les ambassadeurs du concile de Bâle , de Félix , des rois d'Angleterre, de Sicile, de plusieurs électeurs de l'empire, ainsi que les ministres de France ; sçavoir, Jaques Juvénal des Ursins, archevêque de Reims, l'évêque de Clermont, le maréchal de la Fayette, le comte de Dunois, l'archidiacre de Carcassone, Thomas de Courcelles, docteur en Théologie, & le seigneur de Malicorne de la part du dauphin. Lorsque l'on eut rédigé toutes les clauses de l'acomodement projeté , on députa vers Amédée pour l'engager à y souscrire. Il promit d'abdiquer aux conditions suivantes : « qu'il seroit cardinal évêque, légat & vicaire-perpétuel du saint Siege dans le duché de » Savoie ; qu'il occuperoit la premiere place dans l'église » Romaine après le pape ; que lorsqu'il paroîtroit devant » sa sainteté, elle se leveroit de son siege pour le recevoir » & le baiseroit à la bouche , sans exiger d'autres marques » de soumission ; qu'il conserveroit l'habit & les ornements » de souverain pontife, excepté l'anneau du pécheur , le » dais & la croix sur la chaussure ». Tous ces articles, personnels à Félix, furent réunis aux demandes qui concernoient les prélats de son obédience. Ils promirent de s'y conformer. Les ambassadeurs de France, munis de cet engagement , se rendirent à Rome. Une partie des galeres qui servirent à les transporter, fut employée à ravitailler en passant la ville de Final, que les Génois avoient investie, & dont le duc d'Orléans, qui pour lors étoit dans son comté d'Ast, leur fit lever le siege.

Extinction du

Après plusieurs négociations, toutes les difficultés qui pou-

voient arrêter la conclusion de la paix furent levées. Nicolas agréa les conditions proposées. Comme les deux partis agissoient sincèrement, ils remplirent de bonne foi les clauses du traité qui devoit les réunir. Amédée assembla les peres du concile de Bâle, transféré pour lors à Laufane, révoqua généralement toutes les procédures intentées pendant son pontificat, contre Eugene & son successeur. Ce fut le dernier acte qu'il exerça comme pape. Il se démit ensuite publiquement, en présence du patriarche d'Antioche, de l'évêque d'Aler, du comte de Dunois, de Jaques Cœur, argentier, & des autres ministres François. Les prélats confirmèrent la révocation de Félix au nom du concile dont ils annoncerent la dissolution. Le saint pere de son côté cassa toutes les sentences prononcées contre Félix, le créa premier cardinal, légat perpétuel du saint Siege, évêque de Sabine, & rétablit ses adhérents dans leurs honneurs & dignités. Ainsi se termina le schisme qui avoit troublé l'église pendant dix années. Amédée, après son abdication, revint à Ripaille, où il passa les dernières années de sa vie dans l'exercice des vertus paisibles, plus conformes à son caractère que l'éclat attaché à la possession contestée de la première dignité de l'univers.

AN. 1447.
Schisme par
l'abdication
de Félix.
Ibid.

La joie qu'inspiroit une paix si avantageuse à la religion fut générale. L'Europe retentit des louanges du roi, principal auteur de cette heureuse réunion. Son application à ramener la concorde parmi les chrétiens, loin de le détourner des soins qu'il devoit au rétablissement de la monarchie, sembloit redoubler ses lumières, & ne le rendre que plus digne d'achever cette grande entreprise. La treve prorogée avec l'Angleterre, ne lui faisoit pas négliger les préparatifs de la guerre, qu'il prévoyoit inévitable. On avoit renouvelé à diverses reprises les conférences pour la paix entre les deux couronnes : mais la France avoit d'autant moins d'intérêt à la conclure, qu'elle voyoit ses ennemis s'affaiblir tous les jours, & lui fournir, par leurs divisions intestines, les mêmes moyens qu'ils avoient employés contre elle.

AN. 1448.
Prorogation
de la treve.
Conférences
inutiles pour
la paix.

La mort du duc de Glocestre avoit laissé la reine & Suffolk maîtres absolus du gouvernement ; mais ce meurtre

Mort du duc
de Glocestre.
Murmures en
Angleterre.

AN. 1448.

*Hist. d'Angleterre.**Rymer. act. publ. tom. 5.**Hist. de Fr. &c.*

ne devoit pas rester impuni. Un assassinat avoit produit nos malheurs, un pareil crime fut en Angleterre le prélude des plus sanglantes révolutions. Les Anglois ne regardoient les auteurs de cet attentat qu'avec horreur. On murmuroit tout haut contre Marguerite & son favori. La justification de ce seigneur reçue par le parlement, & confirmée par le roi, ne le rendit que plus odieux. La reine crut en l'élevant au rang de duc, imposer silence aux mécontents. Ce n'étoit que parer la victime que la nation se proposoit d'immoler. L'incapacité de Henri étoit reconnue. Le peuple dans ses murmures ne l'épargnoit pas : il discutoit ses droits au trône usurpé par son aïeul, ils se rapeloit ceux de la branche de Mortimer, issue de *Lyonnel*, second fils du grand Edouard, au préjudice de laquelle la maison de Lencastre s'étoit emparée de la couronne. Ces droits subsistoient encore dans la personne du duc d'York, fils de l'héritière unique des Mortimer. Le duc, par ses émissaires secrets répandus dans les villes & les campagnes, fomentoit ces rumeurs. La reine commit une seconde faute en ôtant à ce prince la régence de France, & la conférant au duc de Somerset. Le duc d'York dissimula cet affront, en attendant que les circonstances lui permissent de faire éclater son ressentiment.

Idem, ibid.

La reine, & ceux qui partageoient avec elle l'autorité, uniquement attentifs à dissiper l'orage qui les menaçoit, négligeoient tout autre soin. Loin d'employer leurs efforts pour réparer les pertes précédentes, ils ne paroissoient pas même songer à conserver ce qu'ils possédoient encore des conquêtes de Henri V. Les subsides accordés pour de nouvelles levées avoient été divertis. Les garnisons de la plupart des places de la Normandie & de la Guienne étoient mal entretenues. Les soldats, faute de paye, s'en dédommageoient par le brigandage ; leurs chefs les autorisoient, nulle subordination. Tous les jours les François avoient à se plaindre d'excès commis contre la foi d'un traité, dont l'observation auroit dû les intéresser moins que leurs ennemis. Les Anglois étoient absolument hors d'état de recommencer la guerre, & leur haine ne leur permettoit pas de supporter la paix. Charles connoissoit leur foiblesse ; mais il atendoit que l'ex-

piration de la trêve le mît en droit d'en profiter. C'étoit peu que sa supériorité lui répondît du succès, il vouloit que la justice lui mît les armes à la main.

AN. 1448.

Avec de pareilles dispositions, il ne falloit qu'un prétexte. Il ne tarda pas à se présenter. Surienne, capitaine Aragonois, gouverneur de la basse Normandie, escalada pendant la nuit Fougères, petite ville située sur la rivière de *Covesnon*, appartenant au duc de Bretagne. Ses troupes passèrent la garnison au fil de l'épée, & commirent toutes les horreurs usitées dans les places emportées d'assaut. Après avoir massacré ou violé ce qu'ils rencontrèrent d'habitants des deux sexes, ils pillèrent les maisons qu'ils livrèrent ensuite aux flammes. Il est à-propos d'observer que le duc de Sommerfet, nouveau régent, avoit depuis peu fait assurer le roi, qu'on respecteroit les terres de son obéissance, ainsi que celles de ses alliés & vassaux compris dans l'armistice, toutes les places & forteresses, fussent-elles ouvertes & dépourvues de défenseurs. Le pillage, dont les brigands commandés par Surienne s'étoient enrichis, atira une partie des garnisons Angloises. Ils coururent & ravagerent cete partie de la Bretagne, qui s'étend depuis l'Avranchin jusqu'aux environs de Rennes. Le duc envoya un héraut à Rouen pour se plaindre de cete invasion subite. Sommerfet désavoua l'entreprise de l'Aragonois, & promit de la réparer, il fit la même réponse aux députés du roi de France. Il s'entint à ces vaines promesses qu'il ne se mit jamais en devoir d'effectuer. Il faut aussi convenir de bonne foi qu'en faisant monter le dommage à deux millions, les ministres de France mettoient la cour de Londres dans l'impuissance d'y satisfaire. Cete affaire devint le sujet de plusieurs conférences, dont le détail est d'autant plus inutile, qu'elles se terminèrent par des protestations réciproques. Il suffira de rapporter que le duc de Sommerfet, malgré le pouvoir que lui donnoit sa qualité de régent, ne voulut jamais prendre la décision sur lui, & fit dire aux ambassadeurs de France que *la satisfaction demandée pour la surprise de Fougères étoit de trop grande conséquence pour qu'il osât bonnement s'en mêler ni entremettre, sans permission du roi d'Angleterre.* On envoya des ambassadeurs à

Rupture de
la trêve.
Ibid.

AN. 1448.

Londres, auxquels on répondit de la part du monarque Anglois, que le duc de Sommerfet, régent de France, avoit plein pouvoir, & que la cour aprouveroit tout ce qu'il ordonneroit à ce sujet. Surienne de son côté prétendoit avoir eu des motifs légitimes d'enfreindre la treve, sur lesquels il ne vouloit reconnoître pour juge que le roi d'Angleterre. Il ne s'expliquoit sur ces motifs que d'une manière vague & mystérieuse. Il étoit manifeste que les Anglois ne vouloient qu'éluder la réparation, & que la France, en l'exigeant excessive, n'avoit d'autre dessein que de la rendre impossible. Si Rapin Thoyras eût été de meilleure foi, il n'auroit pas avancé que le roi vouloit amuser les Anglois par des négociations infructueuses. Il est démontré par les procès-verbaux de toutes les conférences, que les ministres François, revêtus de tous les pleins-pouvoirs nécessaires, offrirent & demandèrent des conditions précises; qu'au-contraire les députés Anglois, réduits à ne répondre que par des récriminations, n'étoient pas suffisamment autorisés par le duc de Sommerfet pour conclure l'acommodement, & que le duc lui-même, lorsqu'on le pressa, déclara que les difficultés étoient trop grandes pour qu'il les pût résoudre, renvoyant la décision des articles contestés au roi d'Angleterre. C'étoit rendre le monarque juge dans sa propre cause. Le roi, en saisissant un prétexte plausible de rupture, avoit en vue l'avantage que lui procuroit la faveur des circonstances. Mais quel étoit le principe de la conduite du conseil Britannique? Il rompoit avec la France, & ne prenoit aucunes mesures, soit pour prévenir, soit pour repousser l'orage qui s'élevoit. Quand il auroit été gagné pour servir ses adversaires, il n'auroit pas agi autrement. A moins que de supposer l'aveuglement le plus étrange, on seroit tenté de croire que Marguerite d'Anjou, & ses créatures, étoient d'intelligence avec le roi de France pour trahir la nation.

Commen-
cement d'hosti-
lités.
Ibid.

Les conférences tenues successivement à Louvier, au Pont-de-l'Arche, à l'abbaye de Bonport, finirent par une déclaration de guerre. Les ambassadeurs de France constatèrent par des actes juridiques la nécessité de recourir aux armes, attendu le refus que les Anglois faisoient de réparer

l'infraction de la treve qui venoit d'expirer , & de donner une réponse positive : mais avant cet éclat , & pendant le cours des négociations , les hostilités avoient déjà commencé. Floquet , bailli d'Evreux , Mauni , Clermont & Culant , s'étoient emparés par surprise du Pont-de-l'Arche , en repréfailles de Fougères. Le même Floquet , peu de temps après , emporta la ville de Conches. Mouhi , gouverneur du Beauvaisis , se rendit maître de Gerberoi ; tandis qu'en Guienne les François escadaient les villes de Coignac & de Saint-Maigrain. Les Anglois ne manquèrent pas de se récrier contre ces hostilités préliminaires , comme s'ils n'avoient pas été les premiers agresseurs.

AN. 1448.

Le roi n'avoit oublié aucune des précautions qui garantissent le succès des grandes entreprises. Des généraux expérimentés , des troupes disciplinées , bien entretenues , exactement payées , une artillerie formidable & bien servie , tout respiroit la confiance & le courage. On avoit renouvelé les anciens traités avec la Castille & l'Ecosse , qui venoit de reprendre les armes contre l'Angleterre. Charles s'étoit encore attaché plus étroitement le duc de Bretagne , par un traité particulier d'alliance offensive & défensive.

Préparatifs
du roi.
Ibid.

On dit que Jaques Cœur signala son zèle pour le service de l'Etat , en offrant de fournir les sommes nécessaires pour la conquête de la Normandie. Cet homme , célèbre dans notre histoire par les faveurs & les disgrâces de la fortune , étoit fils d'un bourgeois de la ville de Bourges. Il avoit fait des gains considérables dans le commerce maritime , dont les opérations étoient alors peu connues. Le roi le fit maître de la monnoie de Bourges , & lui confia ensuite l'administration des finances , avec le titre d'argentier. Cete charge , dans son origine , n'avoit qu'un exercice renfermé dans la maison du roi. Les receveurs des provinces remettoient tous les ans une somme déterminée à l'argentier pour acquiter la dépense de l'hôtel & des officiers. Il paroît que Jaques Cœur eut un pouvoir beaucoup plus étendu , puisqu'il régloit avec les provinces les contributions qu'elles devoient fournir à l'Etat. Il étoit en même temps dépositaire des fonds & ministre des finances. Ces deux fonctions réunies dans le même

Fortune de
Jaques Cœur,
argentier du
roi. Quelles
étoient les
fonctions de
cete charge.
Ibid.
*Mém. de la
chambre des
comptes.*

AN. 1448.

me homme, pouvoient occasionner & couvrir d'étranges abus. Sans prétendre flétrir sa mémoire plus que l'arrêt qui le condanna, on ne peut s'empêcher d'observer que ce poste avantageux augmenta son crédit & ses richesses au point qu'on le soupçonna d'avoir trouvé le secret de la transmutation des métaux. Il devint le plus puissant particulier du royaume. Il feroit assez difficile aujourd'hui de découvrir quelle étoit la véritable source de cete énorme opulence. Elle ne feroit pas équivoque s'il s'en fût toujours tenu au commerce : mais il avoit disposé des deniers publics, & ce ne fut que depuis ce temps qu'on le vit assez riche pour équiper à ses frais plusieurs galeres, & pour fournir seul des fonds suffisants à l'entretien de quatre armées à la fois. Au-surplus, s'il avoit volé le roi, il réparoit une partie de son crime, & ces sortes de restitutions sont bien rares.

AN. 1449.
Réduction de
la Normandie.
Prise de Ver-
neuil. Lieute-
nants-géné-
raux.

Ibid.

*Traité de la
milice François-
se, par le pere
Daniel.*

Brézé ouvrit la campagne par la prise de Verneuil ; les Anglois se refugierent dans la citadelle, qui fut incontinent assiégée. Talbot acourut au secours ; mais il fut contraint de se retirer à l'arrivée du comte de Dunois. Le roi venoit de décorer ce seigneur du titre de lieutenant-général. Ce fut sous le regne de Charles VII que l'on commença à connoître cete dignité, qui est la même que celle que nos souverains conferent aujourd'hui aux généraux de leurs armées, différente de celle attribuée aux officiers supérieurs désignés par une dénomination semblable. Ce qui distingue ces deux grades, c'est que dans les lettres-patentes du commandant en chef de l'armée, le roi s'exprime ainsi : « Nous constituons & éta-
» blissons N. . . notre lieutenant-général, *représentant notre*
» *personne* ». Et dans les autres il dit simplement : « Nous
» établissons & constituons N. . . l'un de nos lieutenants-
» généraux ».

Prise de Pon-
teau-de-mer,
Lizieux, Man-
te & de plu-
sieurs autres
places.

Ibid.

Le comte de Dunois ayant laissé Florent d'Illiers pour continuer le siege de la forteresse de Verneuil, qui se rendit peu de temps après, vint former celui de Ponteau-de-Mer. Les comtes d'Eu & de Saint Paul, après avoir pris & rasé Nogent, le joignirent avec un corps d'environ quatre mille hommes. La ville fut emportée par un assaut général. On se servit à ce siege de fusées d'une invention nouvele, qui mi-
rent

rent le feu dans plusieurs quartiers de la ville & favoriserent l'attaque. La garnison Angloise fut faite prisonniere de guerre. Cete prise fut suivie de la réduction de Lizieux. Après ces heureuses expéditions, les comtes de Dunois & de Saint-Paul vinrent se présenter devant la ville de Mante. Les habitants, qui craignoient d'être exposés au pillage, dressèrent eux-mêmes les articles de la capitulation, qu'ils forcerent la garnison Angloise d'accepter. Le comte d'Ormont, gouverneur de Vernon, fit prendre chez les ferruriers de la ville toutes les vieilles clefs, dont il forma un faisceau, qu'il remit au héraut qui vint de la part du roi le sommer de se rendre. On fit les aproches de la place, les bateries furent dressées : il capitula le lendemain. Le château de Dangu, Gournai, Harcourt, la Rocheguyon, Neufchâtel, Chambray, Fécamp, Effai, subirent le même sort. De toutes ces places celle qui fit le plus de résistance fut la ville de Saint-James de Beuvron, dont la garnison obtint une capitulation honorable.

AN. 1449.

Dans le même temps le connétable de Richemont & le duc de Bretagne, à la tête de six mille hommes, ataquoiert les Anglois dans la basse-Normandie. Tout plia sous l'effort de leurs armes. Coutances, Saint-Lo, Carentan, Valognes, Gaurai, Sééz, leur laisserent à peine le temps de les investir. La plus forte de ces places ne soutint pas quatre jours de siege. Le lecteur peut se rapeler avec quele facilité Henri V s'empara de la Normandie. Le roi reconquit cete province avec encore plus de rapidité. Le duc d'Alençon, d'un autre côté, reprenoit la capitale de son apanage, que la garnison Angloise, quoique nombreuse, n'eut pas le courage de défendre. Le roi fit en personne le siege de Château-Gaillard, forteresse estimée imprenable, & qui avoit soutenu dix-huit mois de siege sous le regne précédent. Deux jours avant la reddition de ce château, Richard Merburi livra la ville de Gisors, dont il étoit gouverneur, & reçut pour récompense de sa trahison la capitainerie de Saint-Germain-en-Laie.

Conquêtes
en basse Nor-
mandie.
Ibid.

Vol. VII de
cete histoire.

Si les Anglois étoient convenus par un traité de restituer la province, ils n'auroient pu en évacuer les places avec plus de promptitude. Excepté la foible tentative de Talbot pour le secours de Verneuil, ils n'oposerent pas la plus légère ré-

Insensibilité
du duc de
Sommerfet,

AN. 1449.

sistance. Nos armes, en moins de trois mois, avoient soumis cete partie de la Normandie qui s'étend jusqu'à Rouen ; tandis que Sommerfet, averti par tant de pertes consécutives, sembloit avoir oublié jusqu'au soin de conserver cete capitale. Il le pouvoit aisément, en rassemblant les garnisons des villes conquises, pour se maintenir dans le poste important qu'il occupoit encore. Au-lieu de prendre ce parti, que la nécessité auroit inspiré à l'homme le moins éclairé, il sembloit attendre avec une insensibilité stupide qu'on le vint forcer dans son dernier retranchement. Il fit plus, il s'y laissa renfermer. On seroit tenté de croire, quoique cete opinion diminue la gloire du roi, que la cour de Londres avoit prescrit cete conduite au duc de Sommerfet ; & que c'étoit dans cete vue qu'on lui avoit donné la régence de France, à l'exclusion du duc d'York, dont la vertu trop sévère ne se seroit pas prêtée à cete manœuvre peu honorable.

Siege de
Rouen.
Ibid.

On étoit au mois d'Octobre. Dans toute autre circonstance la saison n'auroit pas permis qu'on songeât à faire le siege d'une ville aussi considérable que Rouen. Charles assuré du zele de ses troupes & comptant sur sa fortune, donna ordre aux comtes de Dunois, d'Eu & de Saint-Paul, d'investir la place avec les corps qu'ils commandoient, & lui-même, accompagné du roi de Sicile, s'avança jusqu'au Pont-de-l'Arche, d'où il envoya un héraut sommer les habitants de se rendre. Les Anglois ne lui permirent pas d'entrer. Le comte de Dunois vint ensuite se présenter en bataille sous les murs de la ville, où il demeura trois jours. Il y eut pendant ce temps quelques escarmouches. Un second héraut, député par Dunois, ne fut pas mieux reçu que ne l'avoit été celui du roi. Les troupes se retirerent dans leurs quartiers. Cependant on entretenoit des correspondances secretes avec les principaux citoyens. Ils promirent de livrer deux tours. Le comte de Dunois reparut à la vue de Rouen, du côté de la porte des chartreux, s'aprocha des remparts, conduisit ses gens à l'endroit indiqué : mais faute d'une quantité suffisante d'écheles, ils ne purent monter en assez grand nombre. A peine quarante étoient parvenus sur les murs, lorsque Talbot survint avec trois cents hommes. Il passa une

partie des François au fil de l'épée , les autres se précipitèrent dans les fossés.

AN. 1449.

La réduction de Rouen n'étoit pas réservée à la valeur de nos troupes ; elle devoit être l'effet du zele des habitants & de l'aveuglement des ennemis. Sommerfet, avec une garnison médiocre , n'étoit plus en état de se faire respecter. Les Anglois ne s'étoient pas attachés dans le temps de leur prospérité à faire aimer leur domination. On les haïssoit, on ne les craignoit plus. Il se tint dans le palais de l'archevêque une assemblée, dans laquelle on convint de la nécessité de se rendre, pour éviter le pillage de la ville. En sortant de l'assemblée, les habitants, au nombre d'environ huit cents hommes, ayant l'archevêque à leur tête, environnerent le duc de Sommerfet, & lui déclarerent leur résolution. Le gouverneur répondit au prélat qui portoit la parole, *qu'il étoit prêt de faire ce que les gens de la ville voudroient.* On se rendit à l'hôtel-de-ville, où l'on décida que l'archevêque & quelques-uns des principaux habitants pour la ville, ainsi que quelques seigneurs Anglois pour la garnison, conféreroient au port Saint-Ouen avec les députés qu'il plairoit au roi de nommer. Charles choisit pour cete conférence le comte de Dunois, le chancelier, Brézé, sénéchal de Poitou, & Guillaume Cousinot, maître des requêtes. Les députés de Rouen demanderent une amnistie générale, permission pour ceux des leurs qui avoient tenu le parti des ennemis de se retirer s'ils le vouloient, & un sauf-conduit pour la garnison Angloise, qui sortiroit avec armes & bagages. Ces conditions furent acceptées. Les Anglois ne purent entendre la publication de ces articles, quoique réglés avant la conférence, sans témoigner leur indignation. Talbot furieux, & Sommerfet affectant de le paroître, descendirent de l'hôtel-de-ville, rassemblèrent les troupes, se saisirent du vieux palais, du château, du pont & de quelques autres postes. Le peuple de son côté prit les armes. On se tint de part & d'autre pendant deux jours sur la défensive, jusqu'à ce que les Anglois ayant tenté de s'avancer dans la ville, furent vigoureusement repoussés par les habitants. Le comte de Dunois ayant fait aprocher de l'artillerie pour battre le fort de Sainte-Ca-

Zeledesha-
bitants de
Rouen.

AN. 1449.

therine, les ennemis au nombre de six-vingts hommes d'armes se rendirent. En se retirant ils rencontrèrent le roi qui leur recommanda de ne commettre aucun désordre sur leur route, & de ne rien prendre sans payer. Ils répondirent *qu'ils n'avoient point d'argent* : Charles, touché de leur misère, leur fit donner cent francs *pour faire leurs dépens*.

Après la réduction de ce fort, Dunois vint se présenter en bataille à la porte de Martinville, où les bourgeois lui apportèrent les clefs de leur ville. On partagea les troupes pour les différentes atakes des lieux où les Anglois s'étoient retranchés. Ces postes furent bientôt emportés, à la réserve du vieux palais, défendu par le duc de Sommerfet & Talbot, réduits à douze cents hommes de garnison. Le défaut de vivres ne leur permettoit pas de tenir long-temps. Le duc de Sommerfet fit demander au roi la permission de le venir trouver. Le monarque le reçut avec affabilité ; mais il ajouta aux clauses de la capitulation, dont on étoit convenu dans la première conférence, l'évacuation de Honfleur, Harfleur, & des autres places occupées par les Anglois dans le pays de Caux. Sommerfet, dont probablement l'intention étoit de se rendre, mais qui vouloit paroître y être contraint, se retira. Cependant on investit le vieux palais, & l'on dressa les batteries : à la vue de ces dispositions le duc demanda une seconde audience, qui se passa comme la première. Enfin, l'ouverture des tranchées obligea les ennemis de capituler. Le duc de Sommerfet & la garnison eurent la permission de sortir avec armes & bagages, excepté leur artillerie, en s'engageant de payer au roi, dans l'espace d'un an, la somme de cinquante mille écus, & six mille écus de gratification pour le comte de Dunois, le maréchal de la Fayette, & les gens du conseil qui avoient rédigé le traité. Le régent Anglois promit de plus de remettre Arques, Caudebec, Tancarville, Lillebonne, Honfleur & Montivilliers, & d'aquiter toutes les dettes que lui, ses officiers ou ses soldats, pouvoient avoir contractées dans la ville. Talbot, les fils de la duchesse de Sommerfet & du comte d'Ormont, ainsi que deux autres seigneurs Anglois, restèrent en otage jusqu'à l'accomplissement de la capitulation. Ce fut ainsi que Rouen,



J. Robert delinea

Francis sculpt

GUILLAUME JOUVENEL
Des Ursins Chancelier de France.
Mort le 23. Juin 1472.

Paris chez Odeur, et chez les Libraires rue Danjou Dauphine la douzieme Porte Cochere A.P.D.R.

après trente années, rentra sous la domination de son légitime souverain. Cete réduction fut d'autant plus heureuse, qu'on ne tira pas un seul coup de canon, qu'il n'en coûta pas la vie d'un seul homme, excepté les quarante François que Talbot précipita des remparts. Les Anglois acuserent hautement le duc de Sommerfet de trahison & de lâcheté : toute sa conduite ne le rendoit que trop digne de ces reproches injurieux.

AN. 1449.

L'entrée de Charles VII dans la ville de Rouen offrit un spectacle plus brillant que tout ce qu'on avoit vu jusqu'alors en ce genre. La description de cete pompe, rapportée par un témoin oculaire, retrace avec la vérité la plus exacte, l'ordre observé dans les cérémonies, la forme des habillements, le faste de nos ancêtres. C'est un tableau, s'il est permis de le dire, exécuté dans le *costume François*. Le comte de Dunois avoit pris possession de la ville au nom du roi. Les bannières Françaises étoient arborées sur le palais & le château. Les archers de la garde ouvroient la marche. Ils portoient par-dessus leurs armes des *jaquetes* de trois couleurs, *vermeilles, blanches & vertes, semées d'orfèvrerie*. On préféroit ces ornements solides, quoique la broderie, les franges & le galon, fussent en usage depuis long-temps. Le roi d'armes & les hérauts, revêtus de leurs cotes d'armes, suivoient les gardes-du-corps : les trompetes & clairons, habillés de rouge, les acompagnoient. On voyoit ensuite Guillaume Juvénal des Ursins, chancelier de France, *vêtu en habit royal, c'est à sçavoir, robe, manteau, chaperon d'écarlate, fourré de menu vair* ; chaque épaule ornée de rubans d'or ; deux valets le précédoient, conduisant par la bride une haquenée blanche, couverte d'une housse de velours, semée de fleurs de lis d'or tissu. Cete haquenée portoit un coffre de velours, garni d'or massif, dans lequel étoient renfermés les sceaux du roi. Un écuyer, armé de blanc, ayant sur sa tête *un chapeau pointu par-devant, garni d'hermines*, monté sur un cheval de bataille, portoit en écharpe un manteau d'écarlate, fourré comme le chapeau. Pothon de Xaintrailles, grand écuyer d'écurie, portoit aussi en écharpe *la grande épée de parement*. Immédiatement après le grand écuyer paroissoit le roi armé de

Entrée du roi
dans Rouen.
Chron. de Fr.
&c.

AN. 1449.

toutes pieces, excepté qu'au lieu de casque, il avoit la tête couverte d'un chapeau de bievre*, doublé de velours *vermeil*, & surmonté d'une *houpe de fils d'or***. Une houffe de velours bleu, semée de fleurs de lis d'or, descendoit jusqu'aux pieds du courfier royal, dont le chanfrain étoit garni de plaques d'or massif & de plumes d'autruche. Les pages du roi le suivoient : ils étoient habillés d'écarlate. De larges feuilles d'orfèvrerie couvroient leurs manches longues & découpées, ainsi qu'on les portoit alors. Le roi de Sicile & le comte du Maine, son frere, marchaient aux côtés du monarque. Les comtes de Clermont & de Saint-Paul venoient ensuite. Les princes & la plupart des seigneurs avoient des armes blanches. Ils étoient escortés d'une multitude de pages & d'écuyers, dont les uns conduisoient leurs chevaux de parade ou de bataille, les autres portaient leurs écus, leurs casques & leurs lances. Le seigneur de Culant, grand-maître-d'hôtel du roi, étoit à la tête de la *bataille*, composée de six cents lances. Chaque compagnie étoit précédée par une enseigne de satin *vermeil*, relevée d'un soleil d'or. Un écuyer d'écurie portoit l'étendard royal de satin cramoisi, semé de fougues d'or, au milieu duquel on voyoit la représentation de saint Michel. Un valet tranchant tenoit le pennon du roi de velours bleu, semé de fleurs de lis d'or. Les deux princes de Lorraine, les comtes de Castres, de Tancarville, de Beauveau, de Boulogne, le vicomte de Lomagne, les seigneurs de Jalognes, d'Orval, fermoient la marche avec la foule des courtisans. Toutes les houffes étoient décorées de croix blanches. Le comte de Dunois, vêtu par-dessus ses armes d'une *jaquete* de velours cramoisi, fourée de martres, vint hors des portes de la ville présenter au roi l'archevêque de Rouen, les évêques de Lizieux, de Baieux, & de Coutances en habits pontificaux, & les principaux citoyens, habillés de jaquetes bleues & de chaperons rouges : ils haranguerent le monarque & lui remirent les clefs de la ville

* Bievre, animal semblable au Castor, commun dans les mers septentrionales.

** Les chapeaux de fer, dont on se servoit à la guerre, avoient introduit l'usage des chapeaux de feutre & de castor pour la ville. Les princes & la noblesse commençoient à porter cet ornement de tête, relevé de plumes & de franges, tandis que les bourgeois conservèrent encore long-temps leurs chaperons.

qu'il donna au sénéchal de Brézé, nouveau gouverneur. Une procession générale du clergé séculier & régulier vint au-devant du roi & l'introduisit dans la ville. Les rues par lesquelles il passa étoient tendues de tapis : des représentations des mystères, des fontaines de vin, des cerfs instruits à fléchir les genoux, des tigres à leur toilette, *se mirants en miroirs*, étoient distribués d'espace en espace, pour dédommager en quelque sorte le prince & sa suite de l'ennui d'un cérémonial si fatigant.

AN. 1449.

Le roi vint à la cathédrale, rendre grâces à l'Etre suprême des effets sensibles qu'il éprouvoit de sa protection. Après s'être acquité de ce devoir religieux, il se rendit au palais arkiépiscopal, où son logement étoit préparé. Toute la ville, pendant plusieurs jours, ne fut occupée que de fêtes. On fit au roi, ainsi qu'à ses principaux officiers, les plus riches présents. Les habitants s'efforçoient à l'envi d'exprimer les transports d'allégresse dont ils étoient pénétrés. Pour juger de l'excès de leur joie, il ne faut que se rapeler le courage qu'ils témoignèrent en défendant leur ville contre les Anglois, & la constance avec laquelle ils souffrirent les plus dures extrémités. Dans une audience qui leur fut accordée, ils supplièrent le roi de poursuivre sans relâche les ennemis de la nation, jusqu'à ce que la province en fût entièrement délivrée, offrant d'y contribuer de tout leur pouvoir, par le sacrifice de leurs biens & de leurs vies. Charles, touché de ces marques d'un zèle volontaire, les fit remercier par le chancelier dans les termes les plus affectueux. Ces nobles sentiments au-surplus étoient ceux des habitants des autres villes. Le monarque trouva dans tous les lieux qu'il parcourut ce même attachement, ce même esprit de patriotisme qui caractérise un peuple fidèle & généreux. Heureux le gouvernement qui sçait faire usage d'une pareille ressource : il n'y a point d'opération, si difficile qu'elle puisse être, dont il ne surmonte les obstacles.

La rigueur de l'hiver ne ralentit pas le cours des expéditions. Dans les premières conférences pour la capitulation de Rouen, le roi avoit demandé que les Anglois lui livrasent Harfleur. Le duc de Sommerfet, affectant un faux zèle pour l'honneur de sa nation, avoit protesté qu'il se résoudroit

Siege d'Har-
fleur & de
Honfleur.

AN. 1449.

à toute extrémité, plutôt que de consentir à la reddition de cete place, la premiere des conquêtes de Henri V. On n'insista pas sur cet article. Le huit Décembre le comte de Dunois investit Harfleur avec un corps de dix mille hommes. Vingt-cinq gros vaisseaux de guerre bloquoient en même temps le port de la ville. Les troupes eurent beaucoup à souffrir du froid & des pluies qui survinrent. Les soldats s'étoient pratiqué des hutes en terre, couvertes de paille & de genievre. Jean Bureau, maître de l'artillerie, avoit fait fondre de grosses *bombardes*, ou canons d'un calibre extraordinaire. Le roi se rendit en personne au siege pour voir l'effet de ces nouvelles machines. Il y donna des preuves de ce courage qui lui étoit naturel. On le vit dans les tranchées & dans les mines, *la salade en tête & son pavois à la main*, s'exposer comme le moindre soldat. La garnison Angloise étoit forte de deux mille hommes. Cela n'empêcha pas le gouverneur de capituler le vingt-quatre du même mois. Cete même place, dans le temps de l'invasion de Henri, n'étant défendue que par quatre cents hommes, avoit fait une bien plus longue résistance contre une armée de trente mille combattants. La réduction de Harfleur entraîna celle des deux forteresses construites au lieu même qu'occupe aujourd'hui le Havre de-Grace. Toutes les places que le duc de Sommerfet avoit promis de faire évacuer, furent remises aux François, à la réserve de Honfleur, dont le gouverneur voulut au-moins avoir l'honneur de soutenir un siege. Il se rendit le huitieme jour *.

* On suivit à la rigueur les clauses de la capitulation de Rouen. Talbot & les autres otages donnés par le duc de Sommerfet, devinrent prisonniers de guerre par le refus que fit le commandant de Honfleur de remettre la place en exécution du traité. L'auteur moderne de la vie de Charles VII avance, sans autorité, que le roi déterminé par l'estime qu'il avoit conçue pour le brave Talbot, lui rendit généreusement la liberté. Ce fait est démenti par les auteurs contemporains. Dans le dessein où l'on étoit d'achever promptement de réduire la Normandie, il n'étoit pas de l'intérêt du roi de rendre aux ennemis un général tel que Talbot. Il ne fut délivré que l'année suivante. Sa liberté fut un des articles de la capitulation de Falaise. Il se passa quelque temps sans qu'on le vit paroître dans les expéditions militaires, soit que ce fut une des conditions de sa délivrance, soit, comme quelques historiens l'ont rapporté, qu'indigné contre les lâches qui trahissoient l'honneur de sa nation, il ait, pendant cet intervalle, accompli le vœu qu'il avoit fait d'un pèlerinage à Rome. Il fit éfestivement un voyage en Italie, d'où il ne revint que

Le

Le roi pour lors étoit logé à l'abaye de Jumieges, distante de cinq lieues. Agnès Sorel l'y avoit devancé, & l'atendoit depuis quelques jours pour lui donner avis d'une conspiration formée contre lui. Charles, environné de serviteurs zélés & de sujets fideles, ne fut point alarmé de ces terreurs, qu'il regardoit comme l'effet d'un excès de tendresse. Tandis que le monarque s'empressoit à dissiper les inquiétudes d'Agnès, elle tomba dangereusement malade, & mourut dans cete même abaye. Les auteurs ont varié sur les circonstances de sa mort. Quelques-uns ont prétendu que le dauphin l'avoit fait empoisonner; mais ce fait est démenti par le témoignage du médecin qui l'assista dans ses derniers moments. Elle mourut en couches, & son enfant lui survécut de six mois. La dame de Villequier, sa niece, devint après sa mort, l'objet de l'attachement du roi.

Chartier, religieux de Saint-Denis, s'est éforcé de justifier l'inclination de Charles VII pour Agnès Sorel, en soutenant que cete liaison n'avoit rien que d'innocent. Il suivoit le roi en qualité de *chroniqueur* de France. Il avoit, dit-il, interrogé & fait prêter serment à plusieurs seigneurs, conseillers, médecins & autres officiers de la cour. Tous l'avoient assuré que depuis que ladite Agnès étoit demoiselle de palais, *oncques le roi n'avoit cessé de coucher avec la royne, & avoit eu de beaux enfants d'elle : qu'il ne voyoit jamais Agnès qu'en grande compagnie, & que oncques personne ne s'aperçut qu'il l'eût touchée au-dessous du menton : qu'à la vérité Agnès eut une fille qu'elle donnoit au roi comme au plus aparent ; mais que le roi s'en étoit toujours fort excusé, & n'y réclamoit rien ; par quoi elle pouvoit bien l'avoir gagnée d'ailleurs ; & qu'au surplus, si aucunes choses en copulation charnelle elle avoit commises avec le roi, si avoit ce été cautelement (avec précaution).* Il ajoute que le chagrin de voir ternir sa réputation avança la fin de ses jours. Elle eut, dit-il, *moult belle contrition & repentance de ses péchés, & lui souvint de Marie Egyptienne qui fut grande péchereffe au péché de la chair.* Cete prétendue justification est accompagnée d'un éloge dans le goût du siècle, qui nous apprend

AN. 1449.

Mort d'Agnès Sorel.

Ibid.

Annales de France.

Alain Chartier.

Nouvelles

Observat. sur l'Histoire de France.

l'année suivante. Rapin Thoyras. Hist. d'Angleterre, liv. 12. Chron. de France. Hist. moderne de Charles VII.

Tome VIII.

F f

AN. 1449.

qu'Agnès avoit des qualités aimables & même des vertus. *Son langage étoit honête & bien poli : entre les beles elle étoit la plus bele : elle avoit toujours été de vie bien charitable & large en aumônes.* Sa bonté, son esprit, la franchise de son ame, sa douceur, sa générosité, méritent qu'on ait quelque indulgence pour ses foiblesses. Elle reconnut en expirant la fragilité des grandeurs humaines. Malgré l'afirmation du trop crédule Chartier, elle laissa trois filles du roi; Marguerite, qui épousa Olivier de Coëtivi, sénéchal de Guienne; Jeanne, femme d'Antoine du Beuil, comte de Sancerre; & Charlotte, mariée à Jaques de Brézé, comte de Maulevrier, sénéchal de Normandie, qui sous le regne suivant, l'ayant surprise en adultère avec un gentilhomme du Poitou, les immola tous deux à son ressentiment. Jaques Cœur fut un des exécuteurs testamentaires d'Agnès. Ce témoignage de confiance n'empêcha pas toutefois qu'on ne l'acusât de l'avoir empoisonnée, & cete imposture, ainsi que nous le vèrons dans peu, fut le premier signal des revers que la fortune lui préparoit.

Suite des
conquêtes de
basse-Nor-
mandie.
Ibid.

Tandis que le roi réduisoit sous son obéissance les places de la haute-Normandie, le connétable de Richemont & le duc son neveu, continuoient de presser les Anglois à l'autre extrémité. L'Aragonois Surienne, premier infracteur de la treve, l'auteur d'une guerre si funeste aux Anglois, rendit la ville de Fougères, & par une infidélité qui n'admettoit aucune excuse, engagea ses services à la France. Le duc de Bretagne acorda une exemption de tous subsides pendant vingt années aux habitants de cete ville, importante par sa situation, & intéressante pour le commerce par ses manufactures de draps. Une victoire remportée par un détachement de l'armée du connétable, termina le succès de cete campagne en Normandie.

Prise de Bel-
lême par le
duc d'Alen-
çon.
Ibid.

Après la prise d'Alençon, le duc de ce nom, vint avec trois mille hommes investir Bellême. Mathieu God, gouverneur de la place, convint de la rendre, s'il n'étoit secouru avant le vingt Décembre. Deux mille Anglois s'avancerent jusqu'à Thury; mais ils n'osèrent poursuivre leur route, ayant appris que les troupes Françoises, supérieures en nom-



FRANÇOIS II.
Duc de Bretagne.
Mort en 1488.

bre, s'étoient retranchées dans un camp fortifié. Mathieu God remit la ville au duc d'Alençon, & sortit avec armes & bagages, suivant les clauses de la capitulation.

AN. 1449.

Les murmures de la nation obligèrent enfin la reine d'Angleterre & ses ministres d'envoyer des troupes en Normandie. Thomas Kiriel, conduisant trois mille hommes de nouvelles levées, vint débarquer à Cherbourg. Les troupes Françoises, distribuées dans leurs quartiers d'hiver, le laissoient maître de la campagne. Il investit & reprit Valogne après trois semaines de siege. Ensuite de cete expédition il traversa rapidement le Cotentin, dans le dessein de joindre le duc de Sommerfet, qui pour lors étoit à Caen. Les garnisons des places évacuées, & divers détachements de celles qui tenoient encore pour les Anglois, vinrent sur la route grossir sa petite armée. Cependant les comtes de Clermont & de Castres, le sénéchal Brézé, ayant rassemblé quelques troupes, à dessein de l'arrêter dans sa marche, l'atteignirent à Fourmigni, petit village entre Carentan & Baïeux. Kyriel ne refusa pas le combat. Il étoit infiniment supérieur en nombre. Le comte de Clermont se contenta pendant quelque temps d'escarmoucher, pour amuser les ennemis, tandis qu'il envoyoit avertir le connétable, qui pour lors étoit près de Saint-Lo, du péril où il se trouvoit. Richemont partit précipitamment à la tête de trois cents hommes d'armes & de huit cents archers. Il fit une si grande diligence qu'il arriva dans le moment que l'action venoit de s'engager, & que quinze cents archers François avoient été déjà vigoureusement repoussés, avec perte de plusieurs pieces d'artillerie. On commençoit alors à faire usage de canons dans les batailles. Le connétable, sans donner à sa troupe le temps de reprendre haleine, fondit sur les Anglois. Mathieu God, éfrayé de cete attaque imprévue, prit la fuite, entraînant avec lui un corps de mille hommes. Il dit dans la suite, pour s'excuser, *qu'une bonne fuite valoit mieux qu'une mauvaise atente*. Kyriel, se voyant si lâchement abandonné, voulut regagner le village de Fourmigni, dont un ruisseau le séparoit : Richemont le coupe dans sa retraite, & l'enveloppe entre lui & les troupes du comte de Clermont. Le général

Les Anglois
reprennent
Valogne. Ba-
taille de Four-
migni.
Ibid.

AN. 1449.

Anglois réduit à la nécessité de combattre, prend le seul parti qui restoit à son courage. Il raffermes ses troupes, fait face de tous côtés, résolu de vendre cher la victoire à ses ennemis. L'action recommence avec plus de fureur. On combat de part & d'autre avec une valeur égale; mais avec un succès différent. Les Anglois, pressés de toutes parts, sont à la fin enfoncés. On en fait un carnage affreux. On n'avoit pas vu depuis long-temps une bataille si meurtrière entre deux corps si peu considérables. Suivant le rapport des hérauts des deux nations, qui visitèrent le champ de bataille, les ennemis perdirent quatre mille sept cents soixante-quatorze hommes, outre quatorze cents prisonniers, du nombre desquels étoit le général Kyriel. Après l'action il s'éleva une dispute entre les vainqueurs. Il s'agissoit de prononcer auquel des deux généraux, du comte de Clermont ou du connétable, on devoit attribuer l'honneur de la journée. Ceux qui soutenoient le parti de ce dernier, prétendoient que la principale gloire lui appartenoit comme connétable, chef des armées, & lieutenant-général dans tout le royaume, représentant en cette qualité la personne même du monarque. On aléguoit en faveur du comte de Clermont, qu'il étoit lieutenant-général du roi dans cette partie, & qu'en cette occasion *la spécialité devoit l'emporter sur la généralité*. Cette contestation, qui n'avoit que l'honneur pour principe, & qui n'engendroit aucune aigreur entre ces rivaux magnanimes, fut discutée en présence & par ordre du roi. Le comte de Clermont remporta le prix*.

Prise de Vire, de Baieux, d'Avranches, de Valogne, de Saint-Sauveur-le-Vicomte, &c.

Ibid.

La victoire de Fourmigni fut suivie du siège de Vire, qui se rendit en peu de jours : l'armée se sépara. Le comte de Clermont vint investir Baieux, tandis que le connétable alla joindre le duc de Bretagne, & former de concert avec lui

* La victoire de Fourmigni, qui ne laissoit plus d'obstacle à conquérir ce que les Anglois occupoient encore de places en Normandie, inspira une joie universelle. On ordonna des processions dans toutes les villes. Celle qui se fit à Paris, composée de quatorze mille enfants au dessous de l'âge de quatorze ans, offre une singularité. On vit parmi eux *les enfants des mendiants des quatre ordres de Paris*, ce qui sembleroit prouver qu'alors ces religieux, zélés pour la propagation de leur religion, choisissoient leurs prosélites dès l'âge le plus tendre. *Chronique de Chartier, religieux de saint Denis.*

le siege d'Avranches. Le gouverneur de cete ville se défendit pendant trois semaines. Cete résistance l'empêcha d'obtenir une capitulation avantageuse. Les soldats Anglois sortirent de la place sans armes ni bagages, & n'ayant *qu'un bâton en leur poing*. Tombelaine, forteresse estimée imprenable, bâtie sur un roc avancé dans la mer, près du Mont-Saint-Michel, se rendit à l'approche des troupes Françoises. Mathieu God, gouverneur de Baieux, voulut réparer le deshonneur de sa fuite à Fourmigni. Il soutint plusieurs assauts avec beaucoup de valeur, & ne se rendit qu'à l'extrémité. La capitulation fut la même que celle d'Avranches : mais les seigneurs François lui firent rendre, ainsi qu'à ses soldats, une partie de leurs bagages, & leur fournirent des chevaux & des voitures *pour porter les damoiseles & gentils femmes d'eux Anglois* : on leur rendit exactement leurs robes & leurs bijoux : elles étoient au nombre de quatre cents. On reconnoît à cete galanterie le caractere de notre nation. On réduisit avec la même facilité Bricquebec, Valogne & Saint-Sauveur-le-Vicomte.

Les garnisons de ces villes s'étoient retirées à Cherbourg ou à Caen. Toutes les troupes Françoises se réunirent pour investir cete derniere ville, où le duc de Sommerfet s'étoit renfermé avec les plus braves capitaines de sa nation. Il avoit sous ses ordres une garnison de quatre mille hommes. Il ne manquoit ni de vivres ni de munitions. On ne doutoit pas qu'il ne soutînt un long siege. La place fut ataquée presque en même temps par quatre endroits différents. Le connétable vint prendre son poste au fauxbourg du côté de Baieux : le comte de Clermont l'y joignit avec le corps qu'il commandoit. Le comte de Dunois se logea au fauxbourg de Vaucelles du côté de Paris, tandis qu'une autre division, sous les ordres des comtes d'Eu & de Nevers, prenoit possession de l'abaye aux Dames, nommée la Trinité. La ville fut exactement investie, lorsque le roi acompagné du roi de Sicile, des ducs de Calabre & d'Alençon, des comtes du Maine, de Saint-Paul, de Tancarville, des deux princes de Lorraine, du chancelier des Ursins, des seigneurs de Blainville & de Pruilli, se fut emparé de l'abaye d'Ardenes,

AN. 1449.

Siege & prise de Caen.
Ibid.

AN. 1449.

dans le même temps que les seigneurs de Beauvais & de Bourbonnois occupoient l'espace renfermé entre le château de Caen & l'abbaye de Saint-Etienne. On jeta un pont sur la rivière d'Orne pour faciliter les approches. Les boulevards, situés vis-à-vis le camp du comte de Dunois, furent emportés après un assez rude combat. La présence du roi redoubloit le courage & l'ardeur des assiégeants. Les Anglois firent plusieurs sorties, mais presque toujours avec désavantage. On avoit poussé les tranchées jusqu'au pied des fossés. Le connétable avoit fait travailler avec tant de diligence à creuser une mine sous la tour de S. Etienne, que le 16^e jour du siège ce fort s'écroula & combla les fossés. Il n'étoit plus possible de défendre la ville, sans qu'elle courût le risque d'être emportée d'assaut. Il restoit encore aux ennemis la citadelle, l'une des plus fortes places du royaume. Ils pouvoient en s'y retirant braver long-temps toutes les forces des assiégeants. Sommeret aima mieux rendre l'une & l'autre, & demanda la permission de capituler, malgré les représentations de ses plus braves officiers. On nomma de part & d'autre des commissaires pour régler les articles, qui portoient que si la ville n'étoit pas secourue par une armée avant le premier Juillet (on étoit au 24 Juin), le duc & la garnison fortiroient avec armes & bagages, excepté la grosse artillerie, & feroient voile en Angleterre sur des vaisseaux qu'on leur fourniroit, sans qu'il leur fût permis de se rendre à Cherbourg. Ces conditions furent ponctuellement exécutées; & le roi au jour indiqué prit possession de cette capitale de la basse Normandie. Ce fut dans cette ville que les ambassadeurs du duc de Bourgogne se rendirent, pour régler les conditions du mariage de Catherine de France avec le comte de Charolois.

Les Anglois
entièrement
expulsés de la
Normandie
par la prise de
Cherbourg.
Ibid.

Tandis qu'une partie de l'armée assiégeoit & prenoit successivement les villes de Falaise & de Domfront, le connétable investissoit Cherbourg. C'étoit le dernier asile des Anglois. La France perdit à ce siège l'amiral de Coëtivi, qui fut emporté d'un coup de canon. Le seigneur de Beuil lui succéda dans la charge d'amiral de France. Au surplus, le siège de Cherbourg, semblable aux précédents, n'offre qu'une

seule particularité digne d'être remarquée. Les flots de la mer dans le temps de la marée haute, viennent battre le pied des remparts, ce qui empêchoit qu'on ne pût établir des batteries de ce côté. Jean Bureau & son frere Gaspard surmontèrent cet obstacle, & choisirent pour placer leur artillerie le temps que le reflux laissoit la greve à sec. Ils enveloperent exactement les canons, bombardes & jusqu'aux barils de poudre de peaux enduites de suif, de maniere qu'elles étoient absolument impénétrables à l'eau. Les ennemis, attentifs à cete manœuvre, furent extrêmement surpris, lorsque le lendemain à la marée descendante, ils virent l'effet des batteries que la retraite de l'eau venoit à peine de découvrir. Ils demanderent à capituler, & remirent la place au comte de Richemont le douzieme jour du mois d'Août, jour remarquable par l'entiere expulsion des Anglois de toutes les places de la Normandie, après trente-cinq années de possession. Plusieurs d'entre eux y avoient formé des établissemens. On permit à tous ceux qui voudroient conserver leurs possessions de demeurer en France, à condition de prêter serment. Le roi laissa pour la garde de la province six cents lances, & un nombre suffisant de francs-archers, destinés plutôt à contenir les brigands qui pouvoient troubler sa tranquillité, qu'à la défendre contre quelque nouvele invasion de la part des Anglois, dont on n'avoit plus rien à redouter.

François I, duc de Bretagne, mourut vers le milieu de cete année. Il venoit de faire avec le connétable le siege d'Avranches, lorsqu'il rencontra le Cordelier envoyé par son frere, pour le citer au jugement de Dieu. Cete sommation le remplit d'une terreur qu'il ne put surmonter. Il retourna en Bretagne, où il tomba dangereusement malade. L'infortuné Gilles, expirant par ses ordres, ou du-moins par son aveu, se représentoit sans cesse à son imagination éfrayée. Les circonstances de sa fin semblent prouver qu'il ne mourut que parce qu'il croyoit devoir mourir. Il dépérissoit chaque jour sans indices marqués de maladie. On eût dit qu'il prévoyoit le terme de sa vie. Deux jours avant son trépas il voulut se rendre dans l'apartement de la duchesse, qui le prévint. *Ma mie*, lui dit-il en l'embrassant, *je suis très fort ma-*

AN. 1449.

Mort du duc de Bretagne.

Ibid.

D'Argentré. Nouvele hist. de Bret. Preuves justificatives pour servir à l'hist. de Bret.

AN. 1449.

lade. J'ai ordonné à beau frere de votre état & celui de vos filles. Je crois qu'il ne vous manquera pas ; & vous prie que vous vous gouverniez sagement. Adieu. Il rentra dans sa chambre, reçut ses sacrements, récompensa ses officiers, en leur disant : *Mes amis, que l'état où je suis vous serve d'exemple. J'étois votre prince, & maintenant je ne suis plus rien.* Il se fit ensuite deshabiller, se coucha, prit une croix dans une de ses mains & un cierge dans l'autre. A l'instant les ombres de l'agonie l'envelopperent. Il expira le lendemain. Il avoit de la valeur : il étoit libéral, mais crédule, foible & cruel. La mort de son frere Gilles couvre sa mémoire d'un opprobre inéfaçable. Ce duc deux ans auparavant avoit terminé par un traité les contestations qui subsistoient encore entre sa maison & celle des Penthievres. Ces derniers, à la recommandation du connétable & du roi, obtinrent des conditions plus avantageuses qu'ils n'auroient dû s'en flater. On promit de leur donner les seigneuries d'Ingrande & de Chantocé ; & si dans le terme de deux ans ces domaines ne leur étoient pas livrés, de leur céder, ainsi qu'à leurs descendants, la jouissance à perpétuité du comté de Penthievre. En conséquence ils renoncèrent à toutes leurs anciennes prétentions au duché de Bretagne. Le duc en même temps déclara dans une contre-lettre, dont les Penthievres, promirent, parole d'honneur, de ne jamais faire usage, que, nonobstant la renonciation qu'ils venoient de faire, il vouloit qu'en cas que lui, ses freres, son oncle de Richemont & François de Bretagne, ne laissassent point de postérité masculine, les princes de la maison de Penthievre, représentant Charles de Blois & Gui de Bretagne, succédassent au duché, à l'exclusion des filles de la maison de Montfort. En recevant cette contre-lettre, les Penthievres en signerent une autre qui rendoit illusoire l'effet de la première. C'est ainsi qu'en multipliant les actes simulés, on préparoit pour l'avenir la matiere d'une nouvelle contestation.

AN. 1450.
Troubles en
Angleterre.
Fuite & mort
du duc de Suffolk.
Révoltes.

Il est des revers que la sagesse humaine ne peut ni prévoir, ni prévenir : mais ces révolutions inévitables sont beaucoup plus rares qu'on ne se l'imagine. Attribuer tous les événements au caprice aveugle de la fortune, c'est la ressource de l'imprudence & l'écœuil ordinaire de la stupidité. Heureux

QU

Un malheureux, le sort d'une nation a presque toujours dépendu de ceux qui la gouvernoient. On peut mettre au nombre des preuves qui apuient cete vérité, ce qui se passoit alors dans les deux royaumes de France & d'Angleterre. Marguerite d'Anjou, sous le nom de Henri, régnoit avec une hauteur qui multiplioit chaque jour le nombre des mécontents. Les Anglois, jaloux de leur liberté, supportoient impatiemment l'orgueilleuse domination d'une étrangere, & sur-tout d'une Françoisse. Elle crut s'élever au-dessus des murmures en les méprisant : maxime dangereuse qui ne flate que trop la moleste dédaigneuse des grands, & les endort souvent au bord du précipice. Au moment qu'elle s'y atendoit le moins, l'orage éclata. Dans le parlement assemblé à Londres, la chambre des communes présenta contre Suffolck un bill d'acusation, contenant plusieurs chefs dont les principaux le chargeoient d'avoir vendu à la France les intérêts de sa patrie. La reine, malgré sa fierté, fut obligée de le faire arrêter & de l'envoyer prisonnier à la tour de Londres. A peine le parlement se fut-il séparé, que Suffolck revint à la cour plus en faveur que jamais. Le parlement rassemblé à Leicester, recommença ses poursuites avec plus de chaleur. La reine alarmée eut recours à l'expédient de l'exiler pour le soustraire à la rigueur des loix. Il s'embarqua pour la France. Le capitaine d'un vaisseau de guerre Anglois ayant rencontré le bâtiment qui le portoit, le fit visiter : Suffolck découvert, fut conduit à bord & décapité. Ce n'étoit là que le prélude des malheurs qui menaçoient l'Angleterre. On venoit d'étoufer par la mort du chef un commencement de sédition, excitée dans la province de Kent par un foulon, qui pour inspirer la terreur, se faisoit apeler *Barbe bleue* ; lorsqu'un autre aventurier, nommé *Jean Cade*, parut dans la même province à la tête des rebeles. Cete seconde révolte étoit d'autant plus à craindre, que Jean Cade, avoit pris le nom de *Jean de Mortimer*, prince de la maison de la Marche. On prétend que le duc d'Yorck favorisoit en secret ce soulèvement, pour sonder les intentions du peuple. Cade marcha vers la capitale, défit sur sa route un détachement de l'armée du roi. Londres lui ouvrit ses portes. La cour, qui

AN. 1450.
Hist. d'Angl.
Rapin Thoyr.
Rymer. act.
publ. tom. 5.
Annales Brit.
&c.

AN. 1450.

s'étoit retirée à son approche, lui envoya demander à quelle intention il avoit pris les armes. Il répondit qu'il falloit réformer le gouvernement, chasser les conseillers d'Etat, & surtout punir le duc de Sommerfet. Si les révoltés avoient eu à leur tête un homme de génie, ils eussent été plus redoutables. N'étant point contenus par une autorité capable de se faire respecter, ils eussent commis des désordres qui souleverent contre eux les bourgeois de Londres. Il se livra un sanglant combat dans la ville. Les soldats furent repoussés. Ce premier échec abattit leur courage. L'archevêque de Cantorbéri & le chancelier, qui s'étoient réfugiés dans la tour, saisirent ce moment pour leur offrir une amnistie au nom du monarque : ils l'acceptèrent. Le lendemain Cade se trouva seul : il prit la fuite, on l'atteignit dans sa retraite : sa mort mit fin à la révolte : mais les causes qui l'avoient produite subsistoient toujours. Ces divers mouvements se passèrent, tandis que le roi achevoit de réduire la Normandie. Sommerfet, après la perte de cete province, revint en Angleterre, & prit à la cour la place de favori de la reine, que la mort de Suffolck laissoit vacante. L'indignation des Anglois redoubla, lorsqu'ils virent ce seigneur jouir d'une considération & d'un crédit si peu mérités par ses services.

Conduite du
roi, comparée
aux désordres
du gouverne-
ment Anglois.
Monstrelet.
Chron. de Fr.
&c.

Trésor des
Chartres.
Mémoire de
la Chamb. des
comptes.

Tandis que l'indolence du monarque, la fierté de la reine, l'ambition & la cupidité des courtisans, & de la plupart de ceux qui composoient le conseil, détruisoient les ressorts du gouvernement Anglois; Charles, par une conduite entièrement opposée, se rendoit de plus en plus digne de ses succès. Les postes importants ne dépendoient point à sa cour d'une protection arbitraire. L'inutilité, la flatterie, la bassesse, n'usurpoient pas le prix du mérite & des services. Environné de généraux expérimentés, de serviteurs fideles, dont le zèle avoit fait autant de héros, il sçavoit les récompenser en roi : ils avoient eu part à sa gloire, il se plaisoit à verser sur eux ses bienfaits. Il ratifia la donation qu'il avoit faite au comte de Dunois du comté de Longueville. Il donna au connétable la lieutenante générale de la Normandie. Tous les autres chefs obtinrent diverses portions de la nouvelle conquête. En leur confiant le gouvernement des places, on leur aban-

donnoit une partie des revenus pour les indemniser des frais que la guerre les obligeoit de supporter. Le mauvais état des finances ajoutoit un nouveau prix à ces libéralités. On eût dit que ce prince n'acqueroit que pour avoir le plaisir de donner. A ces marques de bonté il ajoutoit des témoignages de confiance, bien plus propres encore à toucher des ames sensibles & généreuses. Ce n'étoit pas assez pour lui que ses entreprises parussent à ses yeux conformes aux regles de la prudence & de la justice, il vouloit qu'approuvées par les suffrages des défenseurs de la patrie, leur zele en facilitât l'exécution. Il ne forma le projet de recouvrer la Normandie, qu'après avoir consulté les princes, les seigneurs, & les chefs de ses armées.

AN. 1450.

Dès l'année précédente, Gaston de Foix, lieutenant-général du roi dans la France méridionale, accompagné des comtes de Comminges, d'Astarac & de Lautrec, avec six cents lances & deux mille arbalétriers, vint investir la ville de Mauléon dans le comté de Soule. Cete place, située sur un roc, passoit pour imprenable. Les Anglois en avoient confié la garde au roi de Navarre (c'étoit alors Jean d'Aragon, successeur de Charles III, dernier souverain de la branche d'Evreux); il rassembla des troupes dans l'intention de faire lever le siege: mais le comte de Foix avoit si bien retranché son camp, qu'on ne pouvoit l'y forcer. Le roi de Navarre eut recours à la voie de la négociation: il se flatoit d'obtenir tout du comte de Foix, qui avoit épousé sa fille. Dans une entrevue qu'il lui demanda, il lui représenta que la ville de Mauléon étoit sous sa sauve-garde, & que même *le connétable de Navarre en étoit capitaine pour le roi d'Angleterre*. Gaston répondit au roi son beau-pere, qu'il lui portoit tout honneur; mais qu'il étoit lieutenant-général du roi de France; qu'il n'abandonneroit point son entreprise *s'il n'étoit combattu & vaincu*, & qu'en toute autre occasion il pouvoit compter sur ses services, *excepté ce qui touchoit le fait & l'honneur de la couronne de France*. Jean se retira: les assiégés capitulerent, & le comte prit possession de la place au nom du roi. Peu de temps après il fit assiéger par Pierre de Lautrec, son frere, la forteresse de *Guischen*, à quatre lieues de Baïone. Les

Avantages
remportés en
Guienne par
le comte de
Foix.
Ibid.

AN. 1450.

Anglois, au nombre de quatre mille, acoururent au secours & furent défaits avec perte de douze cents hommes. Cet avantage avoit été suivi de la réduction de divers châteaux, situés dans les environs de Baïone, & qui assuroient plusieurs passages sur l'Adour.

Le roi forme
le projet de
conquérir la
Guienne.
Ibid.

Le roi assembla dans la ville de Tours les princes, les généraux, les seigneurs & le conseil, pour délibérer s'il étoit à propos d'entreprendre la conquête de la Guienne. Ce projet, dont la simple proposition dans d'autres temps eût été considérée comme une chimère, fut généralement approuvé. On disposa tout pour l'exécuter. Dès la fin même de la campagne plusieurs détachements défilèrent vers cete province: la premiere des places dont on forma le siege fut Bergerac, ville très forte, située sur la Dordogne. Elle fut emportée en peu de jours. Le comte d'Orval, fils du sire d'Albret, accompagné du seigneur de Lespinaffe, de Vignoles & d'un capitaine Ecoissois, à la tête d'environ cinq cents hommes d'armes, ala courir le Bordelois & ravager le Médoc. Le maire de Bordeaux avec un corps de troupes de neuf à dix mille hommes l'ateignit: le comte, malgré la supériorité des ennemis, n'évita pas le combat, & remporta une victoire complete. Les Anglois laisserent dix-huit cents des leurs sur le champ de bataille, & douze cents prisonniers. Lansac, Montferrand, Sainte-Foix & Chalais, furent réduites presque dans le même temps. Ces avantages préliminaires, obtenus avant que les troupes entraissent en quartier d'hiver, sembloient déjà présager les heureuses opérations de la campagne suivante.

Recherches
& punitions
des financiers.
Ibid.

Les progrès rapides de nos armes, la sagesse du monarque, les loix rétablies dans leur vigueur, avoient répandu leurs influences salutaires sur toutes les parties du royaume. La tranquillité des provinces y ramenoit l'abondance. L'Etat sembloit reprendre une nouvele vie. Avec la prospérité les richesses reparurent, suivies de la cupidité leur compagne inséparable. Les gens de guerre contenus par une discipline sévere ne rançonnoient plus la nation. On se croyoit en sûreté contre le brigandage. Pendant le cours des miseres qui avoient si long-temps affligé la France, on avoit oublié cete

espece d'hommes acoutumés à s'engraïsser de la substance de leurs semblables. A peine respirions-nous après de si longues infortunes, que déjà ces sangsues publiques commençoient à se reproduire. Ainsi l'on voit les germes des maladies qui affligent le corps humain se former, croître & se multiplier, à proportion de son embonpoint. Les dispositions d'une campagne dispendieuse étoient faites, les provinces avoient fourni leur part des contributions nécessaires, le roi comptoit avoir des fonds; il ne se trouva rien dans ses coffres. Il fut obligé de recourir aux emprunts. *Jehan de Xaincoins*, Florentin, receveur-général des finances, fut arrêté, appliqué à la question, où il avoua les plus énormes déprédations. Il avoit déguisé, altéré, raturé ses comptes; il avoit fait construire des châteaux & prodigué les trésors du prince *pour faire ses plaisances mondaines*. Il s'étoit servi, pour *regrater* ses bordereaux, de Jaques Chartier, son clerc, qui fut mis en prison ainsi que lui. Ils furent l'un & l'autre condanés à mort; mais le roi leur fit grace de la vie, & se contenta d'une amende de soixante mille écus d'or : satisfaction peu proportionnée à la grandeur de leur crime.

Les plaintes occasionnées par le désordre des finances devoient probablement rejaillir sur celui qui en avoit la principale administration. Jaques Cœur, qui, sous le nom d'argentier, dispoit des revenus du roi & en dirigeoit l'emploi, avoit ignoré ou toléré les malversations qu'on venoit de punir. Sous quelque voile que les dispensateurs des fonds publics envelopent leurs opérations, ils parviennent difficilement à déguiser leurs manœuvres aux yeux d'un ministre éclairé. Toutes les parties qui composent l'économie des finances, enchaînées les unes aux autres par des relations nécessaires, se communiquent & se touchent d'une manière trop sensible pour qu'un abus considérable demeure longtemps enseveli dans les ténèbres. On envioit les richesses de Jaques Cœur, elles étoient prodigieuses; & ce n'étoit que depuis deux ou trois ans qu'il avoit réalisé son opulence par des acquisitions : avant ce temps sa fortune, qui ne consistoit que dans son commerce, ses charges & son crédit, ne pouvoit être appréciée, & ne donnoit matière qu'à des conjectu-

AN. 1450.

Disgrace de
Jaques Cœur,
argentier.

Ibid.

Mém. de Littérature.

Nouvelles Observ. sur l'histoire de France, &c.

AN. 1450.

res indéterminées. L'existence effective de ses trésors cessa d'être un simple objet de soupçons incertains, lorsqu'on le vit tout-à-coup devenir possesseur de plusieurs palais & de plus de quarante terres considérables. La seule seigneurie de Saint-Fargeau contenoit vingt-deux paroisses. Ses biens exposés au grand jour ne devoient pas manquer d'exciter la cupidité. Un luxe étalé avec profusion, un faste souvent indécent, accrurent le nombre de ses ennemis. Annobli depuis dix ans, il se piquoit d'une magnificence qui révoltoit les chefs des plus illustres maisons du royaume, que leurs facultés mettoient dans l'impuissance de paroître avec autant d'éclat. On le vit, lorsque le roi fit son entrée dans Rouen, marcher à côté du grand Dunois, & pousser l'affectation jusqu'à porter des armes & un habit semblable à celui de ce héros. Mais la fortune de Jaques Cœur, le principe injuste ou légitime de ses richesses, la jalousie, la haine de ses ennemis, ne furent pas les seuls, ni peut-être les plus puissants motifs de sa disgrâce. Il entretenoit avec le dauphin des liaisons, qui ne pouvoient manquer de déplaire au roi; & ce fut vraisemblablement le premier des moyens qu'on employa pour le perdre. L'emprisonnement & la condamnation de Jaques Cœur, exigent un détail plus circonstancié que ne paroîtroit le mériter un événement particulier. C'est un point essentiel dans notre histoire, il intéresse la gloire d'un de nos plus grands rois. Il faut regarder Charles VII, comme le plus injuste & le plus ingrat des monarques, si Jaques Cœur étoit innocent. Nous allons rapporter avec l'impartialité la plus scrupuleuse tout ce qui peut éclaircir cete question, douteuse jusqu'à présent, afin de mettre le lecteur en état de résoudre par lui-même ce problème historique.

Idem, ibid.

La premiere action intentée contre Jaques Cœur n'avoit point pour objet la déprédation des finances. On l'accusa d'avoir empoisonné Agnès Sorel, morte l'année précédente. Jeanne de Vendôme, femme de François de Montberon, fut son accusatrice. Ce fut sur la délation de cete dame, que le roi donna ordre de l'arrêter à Taillebourg. Si ses ennemis n'avoient eu d'autre crime à lui imputer, sa détention n'auroit pas été longue; car il se justifia pleinement, & la dame

de Vendôme fut condanée à lui faire amende-honorable. Il ne faut souvent pour perdre un homme en place, que lui porter le premier coup : à l'instant on verra mille bras s'élever contre lui. Une foule d'accusateurs vinrent faire de nouvelles dépositions ; & le roi décerna une commission expresse pour instruire le procès. Antoine de Chabannes étoit à la tête de ces juges. On accusoit Jaques Cœur d'altération des monnoies dans le temps qu'il étoit maître de celles de Bourges & de Paris, d'avoir fait transporter hors du royaume quantité d'argent, d'un titre inférieur à celui du prince, d'avoir contrefait le petit scel du secret du roi, d'avoir vexé les provinces par des concussions sans nombre ; d'avoir fourni des armes aux Mahométans ; d'avoir employé son autorité pour enchaîner comme forçats sur ses galeres de fort honnêtes gens, *sous prétexte qu'ils étoient coquins & rufiens* ; d'avoir renvoyé en Egypte un esclave Chrétien qui avoit eu le bonheur de se réfugier en France sur une de ses galeres ; de s'être servi du nom du roi pour engager des particuliers, & même des provinces, à remettre entre ses mains des sommes considérables, indépendamment des contributions ordinaires, en leur faisant entendre que le roi prenoit un singulier plaisir à ces gratifications surabondantes, *& qu'elles lui servoient à jouer aux dez*. Le premier moyen de défense dont Jaques Cœur fit usage fut le privilège de cléricature. Ce privilège étoit une espèce de préservatif dont on se munissoit toujours par précaution. Mais il avoit été arrêté *en habit de courtisan* ; & cette irrégularité portoit atteinte à la prérogative de clerc. On poussa les informations jusqu'à interroger les barbiers des différents lieux où il s'étoit trouvé. Tous affirmèrent que quand on lui faisoit la barbe & les cheveux, « il n'avoit jamais demandé qu'on lui fit la tonsure ». Cependant on produisit ses lettres de cléricature, & les grands-vicaires de Poitiers le réclamèrent. On refusa de les entendre : ils appelèrent au roi « mieux conseillé ». Leurs protestations n'empêchèrent pas les commissaires de poursuivre l'instruction du procès. Jaques Cœur, réduit à se défendre, demanda des avocats & un conseil, ce qui lui fut refusé. Les juges, sans vouloir l'admettre à la preuve testimoniale, exigèrent qu'il se justifiât

AN. 1450.

par écrit. On lui donna deux mois pour préparer ses réponses. Il se plaignit de la brièveté du terme, alléguant que la plupart des titres qui pouvoient servir à prouver son innocence étoient épars en divers endroits, tant sur ses vaisseaux, qu'entre les mains de ses facteurs. On voit dans la conduite des commissaires plus que de la sévérité : ils vouloient le trouver coupable. Jaques Cœur, d'un autre côté, paroissoit ne chercher qu'à gagner du temps ; car il n'étoit guere probable que des écrits relatifs à l'administration des finances de France, fussent déposés dans des bâtiments envoyés aux échelles du Levant. Cependant il persistoit toujours à recuser les témoins qui déposoit contre lui, & refusoit de répondre aux accusations, ainsi que de reconnoître les commissaires pour juges compétents, attendu sa qualité de clerc. Enfin, il fut présenté à la question, dépouillé & lié. L'appareil des tourments l'obligea de se soumettre & de s'en rapporter au témoignage de ses accusateurs. Ce fut sur cette conviction, arrachée par la crainte de la torture, qu'on rédigea le jugement. Il faut observer que le roi s'étoit fait apporter toute la procédure, qui fut examinée en sa présence. Le chancelier & les commissaires se transporterent au château de Lusignan, où la cour étoit alors, pour prononcer l'arrêt, qui déclaroit Jaques Cœur atteint & dûment convaincu des crimes à lui imputés, pour lesquels il avoit encouru la peine de mort, que le roi lui remettoit, *en considération de certains services, & à la recommandation du pape* : le condanoit de plus à faire amende-honorable au roi en la personne du procureur-général, & à quatre cent mille écus pour indemnité des sommes par lui retenues, outre la confiscation générale de ses biens, & le bannissoit à perpétuité. Quoique son accusatrice eût été convaincue d'imposture au sujet de l'empoisonnement d'Agnès Sorel, il fut dit dans l'arrêt, *qu'à l'égard des poisons, pour ce que le procès n'étoit pas en état, le roi n'en faisoit aucun jugement & pour cause*. Jaques Cœur avoit été conduit à Poitiers, où il fit publiquement amende-honorable.

Quoique Jaques Cœur eût été banni à perpétuité du royaume, le roi lui ordonna de se retirer dans le couvent des cordeliers

cordeliers de Beaucaire , pour y demeurer *en franchise*. C'étoit toujours une espece de prison , sous la sauve-garde du monarque. Deux ans après il s'évada & passa en Italie. Ce fut-là qu'il ramassa les débris de sa fortune. Il s'embarqua sur les galeres que le pape envoyoit contre les Turcs. Il tomba malade dans l'île de Chio , où il mourut. Il fut inhumé dans le chœur de l'église des cordeliers de cete île. Ce qu'on rapporte de son séjour dans l'île de Chypre , & des trésors qu'il y amassa , plus considérables encore que ses premieres richesses , ainsi que de son aliance avec une dame du pays , & du mariage de ses deux filles , est une fable hasardée sur la foi plus que douteuse , d'André Thevet , voyageur du seizieme siecle.

AN. 1450.

On peut aléguer en faveur de l'innocence de Jaques Cœur , qu'il fut jugé par des commissaires ; que ses juges parurent très animés contre lui ; que la plupart obtinrent la meilleure partie de la confiscation de ses biens ; qu'Antoine de Chabannes se fit adjuger à vil prix la seigneurie de Saint-Fargeau , ainsi que les baronies de Touci & de Péreufe ; que les crimes qu'on lui imputoit étant afirmés par des témoins , on lui refusa de se servir pour sa justification de la preuve testimoniale ; & qu'on ne le força de s'avouer coupable qu'en l'éfrayant par l'appareil des tortures , après lui avoir refusé d'appeler à sa défense les lumieres d'un conseil & de quelques avocats. Ces présomptions sont fortes en faveur de son innocence : mais en même temps il est prouvé par le procès , qu'il avoit exigé des provinces plusieurs sommes qui excédoient les contributions prescrites ; que n'étant encore que simple compagnon de la ferme de la monnoie de Bourges , il avoit altéré les especes ; qu'il avoit fait transporter hors de France des lingots qui n'étoient pas au titre du royaume ; qu'il avoit vendu des armes aux Mahométans ; qu'il s'étoit servi de l'autorité que lui donnoit son crédit auprès du roi , pour faire embarquer de force plusieurs personnes , sous prétexte de libertinage ; qu'il avoit fait effectivement enchaîner sur ses galeres l'esclave fugitif pour le rendre à ses maîtres. Ceux qui ont prétendu que le renvoi de cet esclave étoit un acte de justice , connoissent bien peu les droits de

Idem, ibid.

AN. 1450.

l'humanité. De quel prétexte pouroit-on se servir aujourd'hui pour commettre une pareille violence ? Il dit à la vérité dans ses défenses qu'il ignoroit que cet esclave fût chrétien ; mais c'étoit un homme , & il n'avoit certainement aucun droit sur la liberté qu'il s'étoit procurée. Bien plus le facteur qui conduisoit le vaisseau sur lequel ce malheureux s'étoit rendu en France, assura que le patron ne demandoit que cinquante ducats pour la rançon du fugitif. Jaques Cœur, le négociant le plus riche de France, aima mieux sacrifier un homme, qu'une somme si modique.

Charles VII revit lui-même toute la procédure avant le jugement. Aucun des historiens contemporains ne s'est récrié contre l'injustice de la condamnation. Il faut ajouter à ces présomptions que Louis XI, implacable ennemi de la mémoire de son pere, qui se faisoit un plaisir d'improver toutes ses actions, qui haïssoit mortellement Chabannes qu'il vouloit perdre, que Louis XI, dis-je, parvenu au trône, fit revoir le procès : qu'un des avocats consultés par les enfants de Jaques Cœur déclara, qu'attendu que les crimes étoient avérés par la confession & par les dépositions des témoins, *la chose lui paroissoit douteuse & périlleuse à remettre sous les yeux du parlement* ; que la haute opinion que la cour avoit du feu roi ne laissoit point lieu d'espérer qu'on pût réformer le jugement ; *que ledit procès avoit été conduit par gens de grande autorité & en grand nombre, la sentence donnée en grande délibération* ; & que son avis étoit *que les héritiers vinsent par forme de grace, telle qu'il plairoit au roi leur faire pour la restitution des biens de feu leur pere*. L'affaire fut plaidée au parlement, qui ne prononça point, & la contestation ne fut terminée que sous le regne de Charles VIII, par une transaction entre Jean de Chabannes & la veuve de Geoffroi Cœur. Teles sont les circonstances les plus essentielles de ce procès, & les plus puissantes raisons que l'on puisse alléguer pour ou contre l'équité de l'arrêt. C'est au lecteur à prononcer.

L'opulence de Jaques Cœur a passé long-temps en proverbe. Lorsqu'on vouloit désigner un homme qui possédoit une fortune immense, on disoit : *Il est aussi riche que Jaques*

Cœur. Si l'on s'en raporte au jugement de quelques écrivains, ces richesses prodigieuses provenoient de son commerce. Il faisoit, dit-on, lui seul plus d'affaires que tous les négociants de France & d'Italie. Ces auteurs n'ont pas fait réflexion sans doute au commerce que les Vénitiens & les Génois faisoient déjà depuis long-temps dans les écheles du Levant, ainsi qu'à l'étendue des relations qu'embrassoit le célèbre Cosme de Médicis, considéré alors comme le premier négociant de l'Europe. Le commerce le plus considérable de Jaques Cœur, consistoit en lingots d'or ou d'argent, & en armes défensives. Les Mahométans connoissoient depuis long-temps l'usage des armes à feu, & possédoient l'art de fondre des pieces d'artillerie, beaucoup plus grosses que celles des Européens. Toutes nos manufactures se réduisoient à quelques fabriques de draps, de toiles & de papier. Les vaisseaux de Jaques Cœur, chargés de ces marchandises, raportoient en retour des soies & des épiceries. Jaques Cœur, long-temps ouvrier dans les monnoies, dans le peu de temps qui s'écoula depuis l'acroissement de sa fortune jusqu'à son entrée dans l'administration des finances, n'avoit pu certainement établir un commerce aussi étendu qu'on voudroit le persuader. Parvenu au ministère, il eut à ses ordres plusieurs bâtimens, il soutint les frais de plusieurs ambassades dispendieuses, il fut en état de faire les avances pour l'entretien de quatre armées, pendant une campagne entière; il vécut avec l'éclat des plus grands seigneurs, il fit des acquisitions sans nombre, & se trouva, lors de sa détention, riche de près de deux millions, en y comprenant deux cent mille écus qu'il avoit prêtés au roi. On a dit que Raimond Lulle, passant à Montpellier, connut Jaques Cœur, & lui communiqua le secret de faire de l'or. Ceux qui ont rapporté cete fable absurde, n'ont pas observé qu'il y avoit alors près de cent quarante ans que ce philosophe étoit mort. Au-surplus, le revers qu'éprouva Jaques Cœur, est une leçon frapante pour ses pareils, qui par les opérations d'un commerce honête & proportionné à leur intelligence, étant parvenus à se procurer un sort heureux, ont sur leurs vieux jours la téméraire ambition d'aspirer à des dignités dangereuses.

H h ij

AN. 1450.

Mariage du
dauphin avec
Charlotte de
Savoie.

Observation
sur l'histoire de
France.

Histoire de
Louis XI par
M. Duclos.

Recherches du
même auteur.
Spicil.

Il ne se passoit point d'année que le dauphin ne donnât au roi quelque nouveau sujet de mécontentement. Depuis long-temps le monarque auroit dû s'y acoutumer ; mais il est des chagrins avec lesquels le cœur ne se familiarise jamais : l'habitude de les éprouver , loin d'en amortir l'impression , ne sert qu'à la rendre plus douloureuse. Charles triomphoit de ses ennemis : son fils seul lui résistoit. Immédiatement après la conquête de la Normandie , le dauphin avoit demandé le gouvernement de cete province. L'autorité devenoit trop dangereuse entre les mains de ce prince , pour qu'on osât lui confier cete importante conquête. Louis , déjà formé dans l'art de feindre , ne se plaignit point de ce refus. Dans le dessein où il étoit de se rendre de plus en plus indépendant , il s'atachoit à s'appuyer , autant qu'il pouvoit , d'aliences étrangères. Il rechercha & obtint en mariage la princesse Charlotte , fille de Louis , duc de Savoie. Le roi , qui n'approuvoit pas cete union , lui fit dire qu'il ne falloit pas qu'il songeât à contracter aucun engagement jusqu'à la paix ; qu'alors il comptoit lui faire épouser une princesse d'Angleterre. Louis n'étoit pas assez docile pour déferer à ces ordres. Il chargea ses ministres de conclure le traité : le duc en considération de cete aliance , donna deux cent mille écus d'or à sa fille , & le dauphin lui assigna dix mille écus de douaire. On convint que la future dauphine , qui n'étoit pas encore nubile , renonceroit à toutes ses prétentions , aux successions paternelle & maternelle , lorsqu'elle seroit parvenue à l'âge de douze ans. Le roi ayant appris que ce mariage devoit se célébrer incessamment , députa un héraut chargé de signifier son opposition au duc de Savoie. Quelque diligence que fît le messager , il ne put ariver à Chambéri que la veille du jour de la célébration. Le dauphin en ayant été aussi-tôt averti , l'empêcha de parvenir jusqu'au duc. Le héraut fut obligé de signifier sa protestation & de remettre ses lettres de créance au chancelier de Savoie. Lorsqu'il revint le lendemain chercher la réponse , la jeune princesse se rendoit dans la chapele du château de Chambéri , où le dauphin l'attendoit. La cérémonie étant achevée , on remit au héraut une lettre du duc de Savoie , adressée au roi , par laquelle

il lui marquoit qu'il ne s'étoit déterminé à donner sa fille au dauphin, que sur la certitude du consentement de sa majesté, dont l'avoit positivement assuré le légat du pape. Ce prélat étoit mort, ainsi son témoignage ne pouvoit être contesté. Un pareil mariage étoit nul par les constitutions du royaume. Le roi, trop occupé pour-lors, prit le parti de dissimuler un affront, dont il remit la vengeance à des conjonctures plus propices. Il se contenta, pour punir le dauphin, de retrancher ses pensions, & de rendre au comte d'Armagnac les châtelainies du Rouergue, dont ce prince avoit eu la confiscation. Charlote, quoique mariée, continua de demeurer à la cour de Savoie, jusqu'à ce qu'elle eût atteint l'âge convenable.

AN. 1450.

On ouvrit la campagne en Guienne par le siege de Mont-Guyon, forteresse située sur les confins du Périgord. Le commandant se rendit le neuvieme jour. Les seigneurs de Rochechouart, de la Rochefoucault, & Jean Bureau, maître de l'artillerie, furent chargés par le comte de Dunois de régler les articles de la capitulation. Le comte vint ensuite mettre le siege devant Blaie, où le joignirent les seigneurs de Beauveau, Jaques de Chabannes, Joachim Rouault, & le comte de Penthievre, avec les corps qu'ils commandoient. Dans le même temps qu'on disposoit les attaques par terre, Jean Bourfier entra dans la Gironde avec une escadre, & ferma le port de la ville, après avoir mis en fuite cinq gros vaisseaux de guerre Anglois, qu'il poursuivit jusqu'au havre de Bordeaux. On fit des tranchées qui furent poussées jusqu'aux fossés. Diverses parties des remparts s'écroulerent par les mines; tandis que les *canons* & les *bombardes* achevoient de les détruire. L'artillerie, par le génie & l'activité de Jean Bureau, avoit été portée à un degré de perfection qu'on avoit ignoré jusqu'alors. Ce fut une des principales causes auxquelles le roi fut redevable de la rapidité de ses conquêtes. Il n'y avoit plus de forteresse inexpugnable. En peu de temps les breches se trouverent praticables, & le treizieme jour du siege la ville fut emportée par un assaut général. Les Anglois y perdirent deux cents hommes; & Pierre de Montferrand, soudich de la Trau,

AN. 1457;
Conquête de
la Guienne.
Ibid.

AN. 1451.

fut du nombre des prisonniers, ainsi que le seigneur de Leparre. Le reste de la garnison Angloise s'étoit retiré dans le château, qui se rendit à composition le même jour. La réduction de Blaie, fut suivie de celle de Bourg, située à l'extrémité où la Dordogne va confondre ses eaux avec la Garone. Le commandant de cete place n'attendit pas pour se rendre qu'on eût dressé des bateries. De l'autre côté, le comte de Foix, acompagné des seigneurs d'Albret, de Lautrec, de Lavardin, de Noailles, avec un corps de cinq cents hommes d'armes & deux mille arbalétriers, avoit investi la ville de Dax sur l'Adour. Après une assez vigoureuse résistance, les assiégés demanderent à traiter, & convinrent avec le comte de Foix de se soumettre, en cas que les François se rendissent maîtres de Bordeaux. La place en attendant fut remise en sequestre sous l'autorité de quatre seigneurs de Béarn. Après la composition de la ville de Dax, le comte d'Armagnac traversa toute cete partie de la Guienne que renferme l'Adour & la Garone, pour venir assiéger Riom, ville située dans le pays d'entre deux mers; tandis que le comte d'Angoulême s'emparoit de Libourne, & que Castillon se rendoit au comte de Penthievre. Le comte de Dunois étoit pour-lors occupé au siege de Fronsac, petite ville sur la Dordogne, dont le château, extrêmement fortifié, étoit considéré comme la *clef* de la Guienne & *chambre royale*, ainsi qu'on s'exprimoit alors, pour faire entendre que la conservation de la province dépendoit principalement de cete place, qui par conséquent ne pouvoit être tenue que par le souverain. Les Anglois, en effet, depuis le temps qu'ils possédoient la Guienne, n'avoient jamais confié la garde du château de Fronsac qu'à des troupes de leur nation. Les ennemis, ataqués en même temps de tous côtés, sans qu'il leur fût possible de se secourir mutuellement, furent bientôt réduits à la nécessité de se rendre. Le gouverneur de Fronsac promit de remettre le château la veille de la saint Jean-Baptiste, s'il ne se trouvoit, avant ce terme, dégagé de sa parole par une armée assez puissante pour combattre les François. Au jour indiqué, nos troupes se présenterent en bataille, & resterent en armes depuis le soleil levant jus-

qu'à l'entrée de la nuit. C'étoit-là ce que l'on apeloit *tenir journée*. Les ennemis ne parurent point, & la place fut livrée au comte de Dunois, qui en confia la garde à Joachim Rouault.

AN. 1451.

Tandis qu'on soumettoit toutes ces villes & une infinité d'autres moins importantes, dont la réduction resseroit de plus en plus Bordeaux, les trois ordres de la province assemblés dans cete capitale traitoient avec le comte de Dunois, qui les avoit plusieurs fois fait sommer de se rendre. L'impossibilité de résister aux efforts de ce nombre prodigieux de troupes victorieuses qui aloient incessamment se réunir pour les assiéger, ne leur laissoit d'autre parti que celui de céder à la nécessité. La ville, considérable par son étendue, par sa situation, par le nombre de ses habitants, par ses richesses, par son commerce, n'étoit pas défendue par des fortifications capables de soutenir un long siege. On nomma des députés qui se rendirent au camp du comte de Dunois, & l'assurèrent que les habitants étoient prêts à reconnoître le roi de France, demandant seulement qu'il leur fût permis, pour dégager leurs serments, de faire signifier au roi d'Angleterre la pressante conjoncture dans laquelle ils se trouvoient. On leur acorda ce délai, & cependant on rédigea tous les articles de la capitulation, qui portoient : Que faute par le monarque Anglois d'envoyer une armée suffisante pour protéger la ville, *livrer bataille, & débouter les gens du roi de France* ; les gens desdits trois Etats s'engageoient de remettre au roi, ou à ceux qu'il commettrait, la possession de Bordeaux & des autres villes, châteaux & forteresses de Guienne : Qu'immédiatement après la reddition de la ville, les habitants feroient serment d'obéir au roi & de le servir envers & contre tous : « Que de son côté, le roi, ou son » lieutenant-général, monseigneur le comte de Dunois, » duement autorisé, jureroit sur l'Evangile & sur la Croix, » de maintenir les habitants en leurs franchises, privileges, » libertés, statuts, loix, coutumes, établissemens, stiles, » observances du pays, & que ledit seigneur roi leur feroit » bon prince & droiturier seigneur, & les garderoit de torts » de force, de foi-même, & de tous autres, & leur feroit » accomplissement de justice » : Que ceux des habitants qui

Réduction
de Bordeaux.
Ibid.
Treſor des
Chartres.

AN. 1451.

voudroient persister dans l'obéissance du roi d'Angleterre, seroient libres de se retirer & d'emporter leurs biens meubles, & que leurs immeubles demeureroient à leurs plus prochains héritiers, qui prêteroient serment au roi de France : Que les sauf-conduits expédiés pour ceux qui abandonneroient la province, ne seroient taxés qu'à un écu d'or : Que toutes les concessions & donations émanées des rois d'Angleterre, comme ducs de Guienne, seroient confirmées, réservé la terre de Curton, dont le roi avoit disposé : (Jacques de Chabannes avoit effectivement obtenu cete seigneurie, confisquée sur Louis de Beaumont, connétable de Navarre, qui tenoit le parti des Anglois *) : Que les habitants de Bordeaux & de la province ne payeroient dorénavant aucunes tailles, impositions, gabelles, *fouages*, *cartages*, ni autres subsides quelconques, excepté les droits anciens : Qu'on institueroit une cour souveraine pour juger en dernier ressort toutes les causes : Qu'on établiroit une monnoie dans la ville, sous la direction des officiers ordinaires & des commis préposés par les Etats : Que les troupes destinées pour garder la province, seroient payées par le roi, sans exiger aucune contribution extraordinaire : Que tous les officiers institués par le monarque seroient serment de conserver les privileges de la ville, & que le procureur-général que le roi commettrait, ne pouroit citer aucun des habitants sans une information préalable, & à la requête d'une partie. Ces divers articles, dont on vient de rapporter le précis essentiel, forment le premier monument qui nous ait été conservé d'un traité par lequel les trois ordres d'une province ayent changé de domination. On y voit les obligations respectives contractées par le souverain & les nouveaux sujets. Un consentement libre paroît en dicter les clauses, ce qui aquéroit au monarque un titre de propriété, préférable au droit de conquête. Charles auroit pu

* Cete seigneurie de Curton avoit dans le même temps été pareillement confisquée par le roi d'Angleterre sur Louis de Beaumont, *alsier* de Navarre, accusé dans les lettres d'avoir livré la ville de Mauléon. *Rymer. act. publ. tom. 5, part. 11, p. 15.* La dignité d'*alsier* étoit dans le royaume de Navarre, pareille à celle de *porte-oriflamme* en France. Cete expression dérive d'*aquilifer*, *portè-aigle*. *Vide Notit. Vafcon.*

imposer

imposer des conditions plus dures en employant la force des armes; mais il vouloit épargner le sang, il s'atachoit à gagner les cœurs, il se servoit de moyens conformes à la douceur de son caractère. Dans le même temps que les Etats de Guienne reconnoissoient le roi pour leur seigneur immédiat, Gaston capital de Buch, frere du comte de Foix, régloit avec les ministres de France les conditions de sa retraite. Il étoit chevalier de l'ordre de la Jaretiere, il possédoit des biens considérables en Angleterre, il avoit toujours été ataché au parti des Anglois. On lui permit de transmettre la propriété de ses domaines de France à son petit-fils, qui demouroit sous la garde du comte de Foix, & de passer à Londres avec le comte de Candale, son fils; réservée toutefois à ce dernier la liberté de revenir, en renonçant à toute aliance avec les ennemis du royaume, & en rendant hommage au roi. Le *soudich de la Trau* obtint aussi un délai de six mois pour se déterminer, il prit le parti de se soumettre, & les places qu'il avoit données en ôtage lui furent rendues.

AN. 1451.

Le comte de Dunois vint se présenter à la vue de Bordeaux le jour désigné par la capitulation. L'armée demeura rangée en ordre de bataille jusqu'au soleil couchant. Les habitants firent crier aux portes de la ville par un héraut : *Secours de ceux d'Angleterre pour iceux de Bordeaux.* Après cete exclamation répétée à plusieurs reprises, sans que personne parût, l'armée Françoisse rentra dans le camp. Le lendemain le chancelier, acompagné de Joachim Rouault & de Jean Bureau, nouvellement institués, le premier connétable, le second, maire de Bordeaux, se rendirent dans la ville. Ils passerent quelques jours à régler l'exécution des divers articles de la capitulation, & à faire disposer les préparatifs nécessaires pour la prise de possession. On leur remit les clefs des forts. Le comte de Dunois, représentant la personne du roi, fit son entrée avec le même apareil, & reçut tous les honeurs qu'on auroit pu faire au monarque. Il vint descendre à la cathédrale, où l'atendoit l'archevêque, entre les mains duquel il *jura* la conservation des privileges de la province. Ensuite le prélat, les premiers de la no-

Le comte de Dunois prend possession de Bordeaux.
Ibid.

AN. 1451.

bleffe, & les députés des habitants, prêterent serment de fidélité, & promirent d'être à toujours bons, vrais, loyaux & obéissants au roi & à sa couronne. Le chancelier reçut le serment d'Olivier de Coitivi, pour l'office de sénéchal de Guienne. Les troupes qui avoient escorté le comte furent distribuées dans la ville, à la réserve de l'infanterie, composée des francs-archers, qu'on envoya cantonner aux environs pour empêcher le désordre. On fit observer dans la ville la plus exacte discipline. Le châtimement de quelques soldats, qui furent exécutés le même jour pour avoir osé transgresser les ordres, fut très agréable aux Bordelois, qui se rapeloient, dit un auteur contemporain : *que du temps qu'ils étoient sous la domination des Anglois, les plus forts étoient les maîtres.*

Siege de
Baïonne.
Ibid.

De toutes les villes de Guienne, il ne restoit plus aux Anglois que Baïonne. Mezerai dit que cete ville, ainsi que les autres places de la province, avoit capitulé; que le terme de la capitulation étoit le même que celui fixé pour la reddition de Bordeaux; mais que les ennemis comptant être secourus refusèrent de remplir leurs engagements, ce qui leur donna le temps d'embarquer leurs trésors, ainsi qu'une infinité de titres des diverses provinces du royaume, qui furent transportés en Angleterre, & dont la plus grande partie existe encore aujourd'hui dans le dépôt de la tour de Londres. Le comte de Foix investit Baïonne au commencement du mois d'Août. Il avoit sous ses ordres huit cents hommes d'armes & deux mille arbalétriers de ses propres troupes. Les seigneurs de Lautrec, de Béarn, d'Espagne, de Noailles, de Bonac, de Lavardin, & une multitude de noblesse l'accompagnoient. Le comte de Dunois arriva presque dans le même temps avec un corps de troupes, & prit son quartier entre les rivières de l'Adour & de la Nive. Cete dernière, après avoir traversé la ville, va se joindre avec l'Adour & se précipiter dans la mer de Biscaye. Le seigneur d'Albret & le vicomte de Tartas, son fils, se rendirent au siege avec deux cents lances & trois mille arbalétriers, tandis qu'une escadre à l'embouchure de l'Adour achevoit d'enfermer les assiégés. Jean de Beaumont, chevalier de l'ordre de Saint-

Jean de Jérusalem, frere du connétable de Navarre, commandoit la garnison Angloise. Il se défendit courageusement. Après avoir soutenu plusieurs combats dans les fauxbourgs, reconnoissant qu'il ne pouvoit plus les garder, il y mit le feu & se retira dans la ville. Les François arêterent le progrès de l'incendie & s'y logerent. On pressa les atakes; mais comme les assiégeants n'avoient encore que des pieces légères, ils ne pouvoient battre en breche avec succès. On atendoit de jour en jour la grosse artillerie. Cependant les Anglois n'avoient de munition que pour très peu de temps, tous les passages étoient exactement ocupés, ils n'espéroient aucun secours, ils perdoient continuélement des hommes dans les sorties & sur les remparts : d'un autre côté les habitants qui craignoient que la ville ne fût emportée d'assaut, demandoient qu'on capitulât. Sur ces entrefaites on dit qu'il parut en l'air une Croix d'une blancheur éblouissante, surmontée d'une couronne, qui, ajoute-t-on, se changea tout-à-coup en fleurs-de-lis. Ce phénomène fit d'autant plus d'impression, que les François portoient la Croix blanche. On ne douta pas qu'un pareil signe ne manifestât la volonté du Ciel, *qu'ils fussent tous François, & qu'ils portassent la Croix blanche.* Les grosses bombardes du roi ariverent dans le même temps, & déterminerent les assiégés ébranlés par le prodige. La ville se rendit à composition le vingt-cinq du mois d'Août : le gouverneur & la garnison demurerent prisonniers de guerre, & les habitants furent taxés à quarante mille écus de contribution. Les comtes de Foix & de Dunois, lieutenants-généraux, prirent possession de la ville au nom du roi. Le comte de Foix, en reconnoissance de l'heureux succès du siege, fit présent à l'Eglise de la couverture de son coursier, *qui étoit de drap d'or, prisee quatre cents écus, pour faire des chapes.* Le roi, qui pour-lors étoit à Taillebourg, reçut l'hommage que lui vinrent faire les députés des trois ordres au nom de la province. Il est à propos d'observer que la plupart des villes obtinrent des lettres d'union immédiate au domaine de la couronne. Nous avons raporté dans les volumes précédents les avantages qui résultoient de cete prérogative. C'est ainsi que la Guienne qui avoit toujours été gou-

AN. 1451.

vernée par des princes particuliers, même sous la première race de nos rois, fut enfin unie au corps de la monarchie. Avant cette époque, les monarques François n'avoient eu sur cette province qu'un droit de suzeraineté souvent contesté : car il ne faut pas compter le petit nombre d'années que Louis VII en posséda la propriété du chef de la reine Eléonore, son épouse, propriété momentanée qu'il perdit par la dissolution de son mariage. Par la conquête de cette province le roi se trouva plus puissant qu'aucun de ses prédécesseurs depuis Hugues Capet. Il ne resta plus aux Anglois de toutes leurs possessions dans le royaume que la ville de Calais, qu'ils conserverent jusque dans le siècle suivant. Leurs dissensions & leurs guerres civiles ne leur firent jamais perdre de vue la défense de cette place, qui servant de canal & d'entrepôt à leur commerce, formoit un objet trop important pour qu'ils la négligeassent.

Neutralité du
duc de Bour-
gogne.

Cet intérêt de commerce dès-lors assez puissant pour obliger les princes à se plier à ses opérations, fut vraisemblablement une des principales causes qui empêchèrent le duc de Bourgogne d'avoir d'autre part aux conquêtes du roi que celle d'accorder à ses sujets la liberté de servir dans les armées Françaises. Forcé par égard pour les peuples de Flandre de ménager les Anglois, il se trouvoit contraint en quelque sorte d'observer la neutralité, dans l'appréhension qu'une rupture déclarée n'interrompît le cours du commerce entre les Pays-Bas & l'Angleterre. Il n'avoit déjà que trop d'affaires à contenir ses peuples indociles.

Le duc de
Bourgogne
veut établir
une imposi-
tion sur le sel
en Flandre: on
le refuse.
Monstrelet,
&c.

Philippe, duc de Bourgogne, étoit un des plus puissants princes de l'Europe, & le plus magnifique de son temps. Il vivoit avec faste : il aimoit tous les arts, il les protégeoit en souverain. Le nombre de ses maîtresses & de ses enfants naturels étoit prodigieux. On ne respiroit à sa cour que le luxe & la volupté. Pour entretenir l'éclat qui l'environnoit; pour fournir à ses goûts, à ses plaisirs, il auroit falu qu'il possédât des trésors inépuisables. Un des plus grands inconvénients de la splendeur, c'est qu'elle est toujours portée au-delà de ses forces réelles, & qu'elle excède les moyens offerts par la plus grande prospérité. Le duc de Bourgogne voulut établir

la gabelle en Flandre. Il assembla pour cet éfet les Etats de la province, & leur fit proposer de lui acorder une imposition de vingt-quatre gros sur chaque sac de sel, promettant *que jamais plus en son temps ne leur demanderoit autre subside*. Les Flamands rejeterent cete demande avec indignation, protestant que *pour mourir* ils ne souffriroient une imposition dont tout le poids tomboit principalement sur la portion la plus pauvre du peuple, *acoutumé à ne vivre que de chairs & de poissons salés*.

AN. 1451.

Ce refus mortifia le duc : il dissimula toutefois ; mais les Flamands persuadés que les éfets de son ressentiment n'étoient que suspendus, résolurent de les prévenir en se révoltant ouvertement. Les Gantois arêterent les officiers du prince qui se trouverent dans leur ville, & les firent décapiter. Ils prirent ensuite les armes & se choisirent des chefs. Aux premieres nouvelles de cete sédition, le duc, qui pour lors étoit à Bruxelles, chargea Simon de Lallaing, gouverneur d'Oudenarde, de rassembler les troupes de la Picardie & du Hainaut pour châtier les rebeles. Les habitants de Bruges & d'Ypres s'empreserent de prévenir une guerre qui aloit ruiner la province ; ils engagerent les Gantois à joindre leurs députés à ceux qu'ils envoyoient à Bruxelles pour ménager un accommodement. Tandis que ces députés fléchissoient la colere du duc, quelques paysans qui avoient déposé leurs éfets dans Oudenarde, les ayant réclamés inutilement, alerent porter leurs plaintes aux Gantois, qui sur-le-champ reprirent les armes, & vinrent en former le siege, que le comte d'Etampes les contraignit de lever, après leur avoir tué trois mille hommes. Le duc de Bourgogne, les comtes d'Etampes, de Saint-Paul, & le maréchal de Bourgogne, à la tête de quatre corps de troupes, ataquerent les Gantois presque en même temps. Le fertile pays de *Was* fut ravagé. Les Gantois essayèrent de rompre une digue, & furent défaits pour la seconde fois. Une troisieme victoire, plus complete que les deux premieres, remportée par le duc en personne à Rupelmonde, consterna les rebeles & les obligea de recourir à la médiation du roi. Charles envoya des ambassadeurs remontrer au duc : *Qu'il s'étonnoit de ce*

Révolte des
Gantois.
Ibid.

AN. 1451.

qu'il détruisoit ainsi le pays de Flandre , qui étoit tenu de la couronne ; que les Gantois qui étoient felons & orgueilleux se pourroient alier aux Anglois & les mettre en leur ville , ce qui tourneroit au préjudice du royaume ; qu'il exhortoit le duc à faire la paix avec eux , & lui commandoit qu'il fût icelle guerre cesser. Le duc répondit qu'il n'appréhendoit pas que les Anglois s'emparassent de Gand , & que pour *nul homme vivant* il n'accorderoit la paix à ses sujets , que premièrement ils ne se rendissent à sa volonté. Ces mêmes députés vinrent ensuite à Gand : ils exposèrent leur commission : mais la terreur que les défaites précédentes avoient inspirée aux Gantois étoit déjà dissipée ; ils congédièrent les ambassadeurs de France , en leur ordonnant *de vider tout incontinent de la ville , s'ils n'avoient autre chose à dire.* La conduite des révoltés n'offroit qu'une succession perpétuelle d'insolence & de lâcheté. Antoine , bâtard de Bourgogne , en défit un corps de cinq mille , qui furent tous massacrés , à la réserve d'un petit nombre de prisonniers qu'on envoya au supplice. Les Gantois avoient promis au chef de ces troupes que s'il revenoit victorieux , ils le feroient *leur seigneur , voire même comte de Flandre.* Les rebeles abatus par ce nouveau revers eurent encore recours à la médiation des ambassadeurs de France , qui ménagerent une trêve de six semaines , pendant laquelle ils se proposoient de régler les articles de l'acommodement : mais bientôt ils changèrent de sentiments , & la trêve fut violée avant même que les ministres François eussent rédigé le traité. Ils poussèrent la brutalité jusqu'à vouloir massacrer le héraut François qui vint leur apporter le modèle des conditions. Il fut obligé de se sauver en habit déguisé. Les ambassadeurs de France voyant qu'ils ne pouvoient rétablir la tranquillité dans les Pays-Bas , prirent congé du duc , qui leur donna *pour leurs peines six mille ridders d'or.*

Continuation
de la guerre.
Ibid.

Cependant le duc rassembla ses troupes qu'il avoit renvoyées sur la foi de la suspension d'armes. Les hostilités recommencerent ; mais avec une fureur qui ne permettoit plus d'observer les loix de la guerre. On ne se faisoit de part & d'autre aucun quartier. Les prisonniers , quelques sommes qu'ils offrisent pour leur rançon , étoient impitoyablement

massacrés ou envoyés au suplice. Tandis que les troupes Bourguignonnes dévastoient les plus fertiles contrées de la Flandre, les Gantois faisoient des courses continuelles : ils ravagerent le Hainaut & porterent la désolation jusqu'aux frontieres de la Picardie. On ne voyoit de toute part que forteresses abatues, bourgs & villages en feu, ruisselant du sang de leurs habitants égorgés. Le duc rencontra plus d'une fois des troupes de payfans qui bordoient les chemins, & se précipitoient sur son passage en le conjurant à genoux d'avoir pitié de leur misere. Attendri par un spectacle si touchant, il donnoit des ordres, qui n'étant exécutés que dans les lieux où il se trouvoit, ne procuroient qu'un soulagement momentané. Les Gantois avoient tenté le siege d'Alost avec aussi peu de succès que celui d'Oudenarde. Ils ne furent pas plus heureux devant Courtrai.

AN. 1451.

Enfin le duc fut obligé de faire publier le ban & l'arriere-ban dans ses domaines. Il vint assiéger le château de Graves, entre Gand & Oudenarde, dont il s'empara & fit pendre la garnison. Les rebeles de leur côté enjoignirent par une proclamation à tous ceux des leurs qui étoient en état de servir, de prendre les armes, *sous peine de confiscation de corps & de biens*. Ils formerent une armée de vingt-quatre mille hommes déterminés à combattre. Deux aventuriers Anglois, avec environ deux cents hommes de leur nation, conduisoient cete milice féroce. Les Flamands & les Bourguignons se trouverent en présence le 22 Juillet. Des bateries de coulevrines, & autres engins à poudre, couvroient l'avant-garde Flamande. Le duc seignant d'être étonné de cete disposition, fit retirer ses archers. Les Gantois, prenant cete retraite pour une fuite, s'avancerent, & par ce moyen perdirent l'avantage de leur artillerie, qu'ils laisserent derrière eux. Les deux armées étoient près d'en venir aux mains, lorsque les capitaines Anglois se détacherent, & vinrent se rendre au duc de Bourgogne, en lui disant : *Monseigneur, voici les Gantois que nous vous amenons & remettons en votre merci*. Cete perfidie n'empêcha pas les Flamands de combattre avec un acharnement que le désespoir rendoit plus furieux. Mais que pouvoient des soldats sans chefs, sans ordre & sans dis-

Victoire rem-
portée par le
duc de Bour-
gogne.
Ibid.

AN. 1451.

cipline , contre des troupes aguéries & conduites par des capitaines expérimentés ? Pressés de tous côtés par l'armée du duc , divisée en trois corps , après la plus sanglante mêlée , ils s'ébranlerent & prirent la fuite : le reste de l'action ne fut plus qu'un carnage affreux. Il périt dans cete funeste journée plus de vingt mille hommes , tant par le fer des vainqueurs que dans les eaux de l'Escaut , où les fuyards se précipitoient en foule. Si le duc , après sa victoire , avoit marché vers Gand , la consternation étoit si grande , qu'il eût trouvé les portes ouvertes ; mais il craignit d'exposer cete ville à la premiere fureur d'une armée victorieuse. Il formoit un dessein plus noble & plus digne d'un prince généreux. Après avoir rendu grace à l'Etre suprême de l'avantage qu'il venoit de remporter , il envoya un héraut à Gand , chargé de déclarer aux habitants consternés , qu'il auroit encore pitié d'eux , s'ils vouloient se soumettre. Le messager avoit ordre aussi de leur remettre un sauf-conduit pour leurs agents. Cet acte de clémence pénétra les Gantois. Ils nommerent sur-le-champ des députés , s'estimant trop heureux d'accepter toutes les conditions qu'on voudroit leur prescrire. Le duc , plus grand par cet acte de clémence que par sa valeur , en traversant le lieu où le combat s'étoit livré , ne put soutenir le spectacle touchant de ses insensés & malheureux sujets , encore étendus sur le champ de bataille : il pleura son triomphe. Trois jours après , les députés de Gand vinrent se jeter à ses pieds pour recevoir le pardon qui leur étoit accordé. Les conditions de cete grace étoient , qu'ils payeroient deux cents mille *ridders d'or* d'amende , outre la réparation des châteaux , églises & villages qu'ils avoient brûlés ; qu'ils se soumettroient à la loi que Philippe VI leur avoit prescrite après la victoire de Cassel ; qu'ils seroient restreints à la jouissance de leurs anciens privileges , sans pouvoir faire usage de ceux qu'ils s'étoient arrogés depuis ; qu'ils ne pouroient faire publier aucuns édits ou réglemens sans le consentement du prince ; que leurs magistrats ne s'intituleroient plus *seigneurs de Gand* ; qu'ils n'auroient de juridiction que sur les bourgeois demeurants dans la ville ; qu'ils remettroient leurs armes & leurs bannières ; & qu'il leur seroit défendu , sous peine

peine de punition corporele , à la volonté du duc , de porter le *chaperon blanc* , signal ordinaire de leurs révoltes. Ils s'obligeoient de plus , & c'étoit la premiere clause , de faire à leur *seigneur* une satisfaction publique de leur faute. Le duc de Bourgogne , pour cet éfet , vint jusqu'à une lieue de la ville. Il étoit à la tête de toute son armée : il montoit le même cheval qui lui avoit servi le jour de la bataille , dont les blessures reçues à cete action n'étoient pas encore guéries. Les troupes rangées sur deux files , tenant leurs arcs bandés , occupoient l'espace de plus d'une demi-lieue. Ce fut à-travers cete double haie , que s'avancerent les échevins & autres officiers , à la tête de deux mille hommes , nuds pieds , sans chaperons & sans ceintures. Du plus loin qu'ils aperçurent le prince , ils se jeterent à genoux en criant , *Miséricorde à ceux de Gand*. Ils répéterent trois fois ce cri & ces génuflexions , jusqu'à ce qu'ils fussent parvenus aux pieds du duc. Le premier conseiller de la ville le supplia de faire grace à ses sujets rebeles qui reconnoissoient sincèrement leurs fautes , & promettoient en bonne foi *que dès-lors en-avant ils lui seroient vrais , obéissants & loyaux*. Le duc les fit relever , & déclara qu'il leur pardonnoit , ainsi que le comte de Charolois , son fils , présent à cete cérémonie. Les députés retournerent à Gand annoncer à leurs compatriotes la grace qui venoit de leur être acordée ; & le duc prit la route de Lille , où il congédia son armée. Ainsi se termina cete guerre , qui dans l'espace de deux années coûta la vie à plus de cent mille hommes , pour une contribution médiocre , exigée sans nécessité , du-moins aparente , & rejetée avec une insolence plus outrageante que le refus même. Ces événements se passerent tandis que le roi étoit occupé à la conquête de la Guienne.

AN. 1451.

Le pape , dans le dessein d'oposer les armes des puissances d'Occident aux progrès rapides des Turcs , employoit les plus pressantes exhortations auprès des princes chrétiens pour les réunir contre l'ennemi commun. Le cardinal d'Estouteville , légat du saint Siege , vint à Bourges vers la fin de cete année. Il étoit chargé par le saint pere de ménager un accommodement entre la France & l'Angleterre. Le roi répondit qu'il ne s'éloigneroit jamais des voies de concilia-

AN. 1452.

Tentatives
inutiles pour
la paix entre
la France &
l'Angleterre.

Monstrelet,
chr. de Fr.

Rymer. añ.
publ.

Hist. d'An-
gleterre, &c.

AN. 1452.

tion qu'on lui proposeroit; que personne ne desiroit plus que lui d'épargner le sang des hommes; que toutes ses démarches n'avoient eu d'autre objet que d'assurer le bonheur & la tranquillité de ses sujets, & qu'il avoit donné plusieurs fois à ses adversaires mêmes des preuves non suspectes de son amour pour la paix, ainsi que de la droiture de ses intentions; qu'il étoit encore dans les mêmes sentiments, toujours disposé à traiter avec ses ennemis à des conditions raisonnables; qu'il n'atendoit que le moment de se voir débarassé d'une guerre qu'il ne soutenoit qu'à regret, malgré ses succès; qu'alors il n'épargneroit ni ses troupes, ni ses finances, ni sa propre personne pour contribuer à repousser les ennemis de la foi.

Continuation des troubles d'Angleterre.

Idem, ibid.

L'archevêque de Ravenne fut envoyé à Londres dans le même temps. Une révolte plus dangereuse que celle excitée par le faux Mortimer, occupoit alors le ministère Anglois. Le duc d'York, après avoir pendant quelque temps disposé ses préparatifs dans le silence, avoit enfin éclaté. Ayant abandonné, malgré les ordres du roi, son gouvernement d'Irlande, il vint débarquer dans la province de Galles, & se rendit à Londres où l'atendoient ses partisans. Ils avoient à leur tête le duc de Norfolck, Courtnei, comte de Devonshire, Cobham, & les deux Newill, pere & fils, dont le dernier se rendit si célèbre sous le nom de Warwick. Assuré de leurs dispositions, ainsi que de celles de la plus grande partie du peuple, il retourna dans la province de Galles, leva des troupes & marcha vers Londres. Mais la reine attentive à tous ses mouvements l'avoit prévenu, & s'avançoit à la tête de l'armée royale à dessein de le combattre. Il changea de route, & s'aprocha de la capitale, dans l'espérance qu'elle se déclareroit pour lui. Les habitants refusèrent de lui ouvrir leurs portes. Les deux armées se trouverent en présence, & le combat paroissoit inévitable. La reine, non moins politique que courageuse, lui fit demander au nom du roi à quel dessein il avoit pris les armes. Le duc, réduit à la nécessité de répondre pour justifier sa conduite aux yeux de la nation, dit qu'il n'avoit pas eu intention de désobéir au roi, mais seulement d'éloigner de la cour les mauvais ministres, & sur-tout.

Sommerfet, aculé de haute trahison ; qu'il étoit prêt à congédier ses troupes , dès qu'on auroit satisfait à ses justes demandes. On le prit au mot, les ministres furent renvoyés, & Sommerfet mis en prison. Le duc d'York reconnut alors qu'il s'étoit trop avancé ; mais il n'étoit plus temps de reculer sans s'exposer à perdre la faveur du peuple. Il licencia son armée, se rendit à la cour & fut arrêté. Le comte de la Marche, son fils, rassembla les amis de sa maison, leva de nouvelles troupes, auxquelles se joignit une partie de celles qui venoient d'être renvoyées. La reine intimidée rendit la liberté au duc, après l'avoir obligé de renouveler ses serments d'être fidèle au roi jusqu'à la mort, & de ne jamais s'armer contre lui, précaution assez inutile entre gens qui ne cherchoient qu'à se surprendre, & qui ne se faisoient pas scrupule de violer leur foi lorsqu'il s'agissoit de leurs intérêts. Telle étoit la position de la cour d'Angleterre, lorsque l'archevêque de Ravenne vint proposer la médiation du saint Siege pour conclure la paix entre les deux couronnes. Le conseil Britannique déclara qu'on n'écouterait aucune proposition d'acommodement, que les Anglois n'eussent recouvré toutes les conquêtes que les François avoient faites sur eux. Par ce qu'on vient de rapporter, on peut aisément se convaincre que les ennemis étoient bien éloignés de soutenir par les états une réponse si superbe ; mais la reine vouloit flater la nation. L'archevêque reprit la route de Rome, ainsi que le cardinal d'Estouteville. Ce dernier employa son séjour en France d'une manière plus utile. Il convoqua, par ordre exprès du

AN. 1452.

Assemblée
de Bourges.

Hist. écl. t.
xxii. l. 110.

La réforme de l'université fut encore un des principaux objets de l'attention du cardinal d'Estouteville. Elevé dans le

Réforme de
l'université.

AN. 1452.

*Hist de l'univ.
versité, liv. 7.*

sein de cete école célèbre, il reconnoissoit l'importance d'un projet si salutaire. Le roi, en lui associant des commissaires tirés du parlement & du clergé, lui donna plein pouvoir de coriger les anciens réglemens & d'en ajouter de nouveaux. L'université jusqu'alors n'avoit été soumise, en fait de discipline, qu'aux souverains pontifes. Charles VII est le premier de nos monarques qui ait employé la puissance séculière à prescrire au corps académique des regles de mœurs & de conduite. Cete époque est remarquable, en ce qu'elle indique l'acroissement de l'autorité souveraine, qui déjà commençoit à se faire sentir dans toutes les parties de l'administration. Au surplus les réglemens rédigés par le cardinal & les commissaires, furent considérés comme les plus sages institutions qu'on eût publiées. Il ne leur manquoit, pour être un chef-d'œuvre de législation, que les lumieres d'un siecle plus éclairé. Les nouveaux statuts toutefois offrent peu de singularités dignes de la curiosité des lecteurs. Les étudiants, suivant l'ancien usage, n'avoient que la terre pour siege, « pour leur ôter toute occasion d'orgueil », dit l'historien de l'université. Mais d'un autre côté cet usage n'étoit-il pas dangereux pour la modestie des maîtres? On abrogea l'ancien statut qui excluait les hommes mariés de la régence en médecine. Dans les premiers siècles d'ignorance les ecclésiastiques, uniques dépositaires du petit nombre de connoissances qu'on possédoit alors, avoient seuls la faculté d'exercer la médecine. Quelques séculiers plus instruits, obtinrent dans la suite la permission de s'appliquer à cet art : mais ils ne pouvoient être admis au nombre des régens, à moins qu'ils ne fussent clercs & célibataires. L'incompatibilité des fonctions du sacerdoce avec les devoirs assidus de professeur, avoit également interdit aux prêtres la possession des chaires. Depuis près d'un siecle ils ne pouvoient plus y être admis qu'avec des dispenses du pape. La difficulté de les obtenir fit insensiblement qu'ils s'en éloignerent. Quoique cete profession ne leur soit pas interdite par une loi expresse, il y a peu de gens d'église aujourd'hui qui en fassent une étude particulière. En suposant les lumieres & l'expérience égales, la préférence donnée aux célibataires sur les gens mariés étoit

une loi absurde, reste de notre ancienne barbarie. L'art si difficile de guérir les hommes, qui tient à tant de détails intéressants pour l'humanité, sembleroit au contraire exiger une connoissance pratique de tous ces détails. Celui qui joint au titre de docteur les titres plus essentiels de pere & de mari, sent d'une maniere plus précise & plus intime les besoins, les foiblesses, les affections, les infirmités de ses semblables : il est moins hardi, moins entreprenant, plus sensible, plus homme. Il n'envisage pas la mort d'un pere de famille comme la perte d'un être isolé. L'aspect d'une mere éplorée, d'enfants qui vont devenir orphelins, touche d'autant plus son ame, qu'elle est elle-même voisine de ces objets d'attendrissement. On conçoit combien ce sentiment de compassion est capable de redoubler les efforts qu'il tente pour arracher du tombeau l'objet de tant d'alarmes.

AN. 1452.

Les commissaires instituerent en même temps quatre officiers nouveaux, qui sous le nom de censeurs étoient chargés de veiller sur la conduite de tous les membres de l'université soumis à leur animadversion. Enfin l'on régla, autant qu'il fut possible, l'étendue des immunités, & la qualité de ceux qui devoient en jouir : le dernier de ces réglemens étoit celui de tous qui souffroit le plus d'obstacles. On est surpris de voir aujourd'hui jusqu'à quel excès on avoit alors poussé l'abus des privileges de cléricature & de scolarité. On s'empressoit de se faire recevoir clerc, ou d'être agrégé à l'université, parce que ces deux titres étoient une espèce de sauvegarde contre la justice séculière. A force de les prodiguer, on les rendit méprisables; & les magistrats cessèrent de respecter des prérogatives qui autorisoient les plus grands crimes. Ils commençoient déjà, malgré les réclamations des gens d'église ou des facultés, à traiter, suivant la rigueur des loix, ces coupables privilégiés*.

Règlemens
sur l'abus des
privileges.
Ibid.

* Quatre scélérats de la lie du peuple ayant assassiné *Petit-Jean*, boursier de Paris, leur ami, se réfugièrent aux Célestins. On les arracha de cet asile : les religieux se plaignirent de la violation de leurs franchises, & redemanderent les meurtriers : l'évêque de Paris les réclama comme clercs : le parlement décida qu'ils ne jouiroient point de ces deux privileges. Il les renvoya au prévôt, qui les condamna au gibet. La cour confirma la sentence; ils furent exécutés le même jour. *Additions à la chronique de Monstrelet.*

AN. 1452.

Le roi déclara la guerre au duc de Savoie, le cardinal d'Estouteville ménage un accommodement.

Monstrelet, Chr. de Fr. Hist. eccl. Histoire de Louis XI.

Après la réduction de la Normandie & de la Guienne, le roi, qui depuis long-temps dissimuloit les sujets de mécontentement que lui avoit donnés le duc de Savoie, résolut de faire éprouver à ce prince les effets de son ressentiment. Il l'envoya défier par un héraut. Dans le même temps les troupes marcherent vers le Lyonnais. Le duc, trop foible pour entreprendre de repousser un ennemi si redoutable, se hâta de conjurer l'orage. Le cardinal d'Estouteville, qui pour lors avoit repris la route de Rome, revint précipitamment sur ses pas. Il passa quelques jours à Chambéry pour convenir avec le prince des moyens capables de fléchir la colere du roi. Il se rendit ensuite à la cour de France, & sut ménager l'esprit du monarque avec tant de prudence & de dextérité, qu'il le fit consentir à recevoir les excuses & les réparations du duc de Savoie, qui pour cet effet vint à Feurs, petite ville du Forez, située sur la Loire. Le mariage d'Yolande de France fut une des conditions du traité. Le projet de cete alliance avoit été arrêté dès l'année 1436 : le roi donna cent mille écus de dot à la princesse. La facilité avec laquelle cet accommodement fut conclu, fit un honneur infini au cardinal d'Estouteville. Ce prélat étoit un des hommes les plus estimables de son siècle : savant, éclairé, négociateur habile sans finesse, ami de la vertu, observateur zélé de la justice, doué de cete fermeté, de ce courage, de cete force d'esprit, si nécessaires à ceux qui occupent les postes éminents, jaloux jusqu'à l'excès de la gloire de sa nation, qu'il honoroit par son mérite. Le barigel de Rome ayant surpris de nuit un brigand qu'il vouloit faire mourir sur-le-champ, & manquant d'exécuteur, força un prêtre François, qui passoit dans le moment, de faire les fonctions de bourreau. Le cardinal, qui pour lors étoit dans la ville, informé de cete violence, manda l'officier Romain, & le fit pendre aux fenêtres de son palais.

Révolte de la Guienne.

Trésor des chartres.

Mariage des rois & princes, lay. 204, &c.

On a cru que la défection de la Guienne avoit été un des plus puissants motifs qui déterminèrent le roi à se réconcilier avec le duc de Savoie. Toutefois il n'étoit pas vraisemblable qu'il fût instruit de cet événement dans le temps du traité conclu plus d'un mois avant que la conjuration éclatât. Quel-

ques seigneurs de la province, malgré l'hommage & les serments de fidélité qu'ils avoient prêtés au roi de France, leur nouveau souverain, conservoient toujours dans leurs cœurs un secret attachement pour la domination Angloise. Les rois d'Angleterre avoient dans tous les temps extrêmement ménagé la noblesse de Guienne. Plusieurs maisons illustres tenoient des possessions ou des dignités dépendantes de ces anciens maîtres. On ne change pas d'inclination comme de gouvernement, sur-tout lorsque l'intérêt s'y trouve compromis. Montferrand, soudich de la Trau, les seigneurs de Lesparre, de Duras, de Langlade, étoient à la tête des mécontents. Le soudich & Langlade passèrent à Londres, sous le prétexte de quelques affaires. Ils proposèrent au conseil la conquête de la Guienne, comme une entreprise facile. Les conjonctures en effet ne pouvoient être plus favorables. Le roi étoit éloigné, on n'avoit laissé qu'un petit nombre de troupes sous les ordres du comte de Clermont, gouverneur de la province, dans la vue de se concilier l'affection des habitants par cette marque de confiance.

La reine & Sommerfet saisirent ce projet avec d'autant plus d'empressement, qu'il leur offroit un moyen de regagner la faveur du peuple. On donna des ordres pour lever des troupes. Talbot, nouvellement de retour d'Italie, fut chargé de les commander. Ce général étoit alors âgé de quatre-vingts ans; mais il avoit toujours le même courage. Il mit à la voile avec une partie des nouvelles levées, le reste devant le suivre incessamment sous les ordres de son fils. Il vint débarquer aux côtes du Médoc, où Lesparre l'atendoit, & lui livra la place dont il portoit le nom. Toutes les villes & forteresses de cette petite province ouvrirent leurs portes avec le même empressement. Aussi-tôt que les habitants de Bordeaux furent instruits de l'arrivée des Anglois, ils se soulevèrent en leur faveur. Coëtivi, sénéchal de Guienne, qui commandoit dans la ville, se flatoit qu'on lui permettroit du moins de se retirer avec le petit nombre de François qu'il avoit sous ses ordres; mais tandis qu'on parlementoit pour cette évacuation, une des portes fut ouverte aux Anglois, & Talbot entra en triomphe, six jours après son débarque-

AN. 1452.

Monstrelet.

Chartier.

Rymer, Aët.

publ.

Hist. d'Angleterre, &c.

Descente de Talbot en Guienne; Bordeaux ouvre ses portes aux Anglois.
Ibid.

AN. 1452.

ment. Coëtivi demeura prisonnier de guerre, ainsi que la garnison. Le roi étoit au château de Lusignan lorsqu'il reçut la nouvelle d'une invasion si peu prévue. La plupart des troupes étoient dispersées. Il donna sur-le-champ des ordres pour les rassembler. Les maréchaux de Lohéac & de Jalognes, le comte d'Orval, fils du seigneur d'Albret, & Joachim Rouhault, seigneur de Gamaches, conduisirent six cents lances au comte de Clermont, pour l'aider à soutenir les premiers efforts de l'ennemi. Mais avant que ce faible secours fût arrivé, Talbot s'étoit déjà rendu maître de tout le Bordelois, & pénétrant jusque dans le Périgord, avait assiégé Castillon, place très forte sur la Dordogne, dont la garnison, faute de secours, fut obligée de capituler. Rouhault, investi dans Fronsac, après s'être défendu quelque temps, rendit la place, craignant qu'une plus longue résistance n'exposât la garnison à demeurer prisonnière de guerre. Il sortit avec armes & bagages. Cete expédition de Talbot fut moins une conquête qu'une prise de possession. Il recouvra la Guienne en moins de temps encore que le roi n'en avait employé à la subjuguier l'année précédente.

Idem, ibid.

Cependant Charles plus indigné qu'éfrayé des succès rapides de ses ennemis, s'occupoit des moyens de réparer une perte qu'il ne pouvoit attribuer qu'à la confiance, peut-être excessive, qu'il avait eue dans les serments de ses nouveaux sujets. Dès que son armée réunie fut en état d'entrer en campagne, il s'avança vers les frontières du Périgord. Chabanne investit Chalais, qu'il emporta d'affaut le sixieme jour. Une partie de la garnison fut passée au fil de l'épée. Quatre-vingts hommes qui s'étoient retirés dans une tour, forcés de se rendre à discrétion, furent décapités *comme rebeles & traîtres qui avoient faussé leurs serments*. On crut cet exemple de sévérité nécessaire. Sur ces entrefaites le dauphin, qui l'année précédente avait levé des troupes pour résister au roi son pere, lui envoya offrir ses services. Le monarque lui fit répondre qu'on avait entrepris & achevé sans lui la conquête de la Normandie & de la Guienne, & qu'on recouvreroit cete dernière province sans son secours. Le dauphin attribua la hauteur de ce refus au comte de Dunois. Pour s'en venger, il

*Histoire de
Louis XI par
M. Duclos.
Nouvelles ob-
serv. sur l'hist.
de France.*

il confisqua sur lui la seigneurie de Valbonnais.

L'armée royale, commandée par les maréchaux de Lohéac & de Jalognes, journellement accrue par la jonction des troupes de Bretagne, sous les ordres du comte d'Etampes, ainsi que de celles de plusieurs autres princes & seigneurs, vint le 13 Juillet former le siege de Castillon. On comptoit jusqu'à sept cents hommes employés seulement au service de l'artillerie. Le grand-maitre Bureau fortifia le camp des assiégeants par des fossés & des remparts sur lesquels il plaça plusieurs batteries, indépendamment de celles qui foudroyoient la place. Les Bordelois, aux premieres nouvelles du siege de Castillon, presserent Talbot de le faire lever. Son fils, nouvellement arrivé d'Angleterre avec un renfort de cinq mille hommes, & quatre-vingts bâtimens de transport, chargés de vivres & de munitions de guerre, avoit encore enflé le courage des ennemis. Le général Anglois s'y déterminâ, quoiqu'avec répugnance. Il arriva devant la ville à la tête de mille hommes d'armes, tandis que son fils le suivoit avec le reste de l'armée Angloise. La défaite d'un corps de francs-archers, qui défendoient un poste avancé, lui parut d'abord d'un favorable augure : il les poursuivit jusqu'au camp des François, dont les fortifications l'étonnerent d'autant plus, que les assiégés venoient de lui mander que les ennemis prenoient la fuite. Talbot pouvoit être surpris, mais son ame étoit inaccessible à la terreur. Il ataquâ sans balancer le retranchement que défendoit l'élite de la noblesse Francoise. On distinguoit parmi ces braves guerriers, Coëtivi, Chabannes, de Beuil, Beauveau, Penthievre, Beaumont, la Hunaudaye, Montauban, Gamaches. Les canons & bombardes, placés sur le rempart, foudroyoient les Anglois, sans ralentir leur fureur : la terre étoit jonchée de morts. Il se livra pendant près de deux heures le combat le plus meurtrier qu'on eût vu depuis long-temps. A la fin les ennemis rebutés commencerent à fléchir. Deux fois ils furent ramenés à la charge par Talbot, & toujours repoussés. Les François eux-mêmes épuisés d'une action si opiniâtre, ne combattoient plus avec la même ardeur, lorsqu'ils furent ranimés par un corps de cavalerie Bretonne, sous les ordres de Montauban

AN. 1452.
Combat de
Castillon.
Mort des
deux Talbot,
pere & fils.
Ibid.

AN. 1452.

& de la Hunaudaye, qui fondirent tout-à-coup sur l'arrière-garde des ennemis. Pressés de tous côtés, ils firent des prodiges de valeur : mais aucun d'eux dans cete journée ne pouvoit disputer le prix du courage au brave Talbot. Ce généreux vieillard désespérant désormais de vaincre, résolut de vendre cher du-moins sa défaite au vainqueur. Monté sur une haquenée, car la foiblesse de son âge ne lui avoit pas permis de mettre pied à terre; blessé au visage, couvert de son sang, il couroit de rang en rang, exhortant les siens à faire leur devoir, les animant par ses discours & plus encore par son exemple; lorsque la haquenée qui le portoit, fut atteinte d'un coup de coulevrine, & l'entraîna par sa chute. La fatigue de l'action, le sang qu'il perdoit avoient tellement abatu ses forces, qu'il ne put jamais se relever : couvert de nouvelles blessures, foulé aux pieds, il étoit près d'expirer, lorsque son fils, averti du danger où il se trouvoit, acourut pour le dégager. Talbot à cete vue reprit l'usage de ses sens: c'étoit le dernier effort du courage & de la nature. Il pria son fils de se retirer & de conserver ses jours pour une occasion plus utile à sa patrie : « Je meurs en combattant pour elle, » lui dit-il, vivez pour la servir ». Le jeune Talbot, pénétré de la plus vive douleur, ne songea plus qu'à venger dans des flots de sang François l'auteur de ses jours. Assailli de toutes parts, il tomba percé de coups auprès de son illustre pere. Ainsi mourut le héros, l'*Achille de l'Angleterre*, expression dont ses compatriotes se servoient pour le désigner. Ils auroient pu ajouter à ce surnom glorieux des titres plus honorables. Talbot joignoit aux vertus militaires les qualités encore plus respectables d'honête homme & de citoyen. Sujet fidele, dévoué à sa patrie, ami sincere, ennemi généreux, exact observateur de sa parole, jamais il ne viola sa foi dans un siecle où les trahisons étoient si communes. Il porta soixante ans les armes contre la France; & pendant un si long-temps on ne peut trouver, en consultant tous les monuments de ce siecle, aucune action qui le rende coupable de la plus légère injustice. Une piété sincere mettoit le sceau à tant de perfections. Il emporta au tombeau les regrets des deux nations rivales. Quoiqu'il fût comte de Shrews-

buri , nous l'avons toujours désigné dans le cours de cete hiftoire sous le nom de Talbot. Ce nom célèbre , égal aux titres les plus brillants , mérite seul d'être transmis à la postérité ; toute autre qualification le confondroit. Il respiroit encore , lorsqu'un franc-archer , qui ne le connoissoit pas , l'égorgea pour le dépouiller. La mort du général décida la victoire. Les Anglois prirent la fuite , laissant près de trois milie des leurs étendus sur le champ de bataille. Il en périt un plus grand nombre dans la déroute. Le comte de Candale , fils du captal de Buch , les seigneurs de Langlade & de Montferrant se jeterent dans Caftillon. Lesparre fut assez heureux pour s'échaper : on le regardoit comme le principal auteur de la conspiration. Sa fuite le déroba pour cete fois au châ-timent qu'il méritoit. Le lendemain la place assiégée se rendit. La garnison , composée de quinze cents hommes , fut faite prisonniere de guerre. Chabannes , blessé dans le combat , mourut trois jours après , ainsi que Pierre de Beauveau.

AN. 1452.

Cete réduction fut suivie de celle de Saint-Melyon & de Libourne. Tandis que les François chassoient les ennemis des différents postes qu'ils ocupoient dans le Périgord , les comtes de Clermont , de Foix & d'Albret les ataquoiient dans le Médoc. La prise de *Castelnau de Médoc & de Blanquefort* , les deux plus fortes places de cete province , les rendit maîtres de la campagne. Ils poussèrent leurs courses jusqu'aux portes de Bordeaux , dont ils ravagerent les environs. Saint-Macaire , Langon , Villandras subirent le même fort. Les troupes Françoises distribuées par détachements , dans les différentes parties de la Guienne , investissoient cinq ou six places en même temps. Le roi , acompagné des comtes d'Angoulême , du Maine , de Nevers , de Vendôme , d'Etampes , de Castres , vint assiéger Fronzac , qui se rendit en peu de jours. La garnison , pour avoir osé se défendre contre une armée royale , n'obtint d'autre capitulation que de sortir *le bâton blanc au poing* , c'est-à-dire , sans armes ni bagages. Charles ensuite traversa la Dordogne , soumit le pays d'entre deux mers. Cete étendue de terre , bordée par la Garonne & la Dordogne , forme à son extrémité ce qu'on

Suite du recouvrement de la Guienne.

Ibid.

AN. 1452.

apele le *Bec d'Ambez*, où se fait la jonction de ces deux fleuves. Une partie des troupes, sous la conduite du maréchal de Lohéac, alla s'emparer de Lormont, vis-à-vis Bordeaux, tandis que le roi, après s'être rendu maître de Montferrant, formoit le siège de Cadillac. La ville fut emportée d'assaut : la garnison Angloise, réfugiée dans la citadelle, se rendit prisonnière de guerre. Le commandant, nommé *Gaillard*, François & sujet du roi, fut décapité. On supprime la conquête d'un grand nombre de villes & de forteresses, qui se soumirent volontairement ou par crainte. Il ne resta plus aux Anglois que Bordeaux. La rapidité de cete expédition, ainsi que de celle de Talbot, prouve, qu'à la réserve de deux ou trois places, cete partie de la Guienne, qui s'étend depuis la Dordogne jusqu'aux Landes, ouverte de tous côtés & dépourvue de fortifications, devenoit la proie du premier occupant, ce qui ne pouvoit provenir que de l'imprudente sécurité des Anglois, rendus négligents par une possession de trois siècles.

Le roi assiége
Bordeaux.
Belcar.

Toutes les places de la province étant remises sous l'obéissance du roi, les corps de troupes divisés se réunirent devant la ville de Bordeaux, qui se trouva investie de tous côtés par terre, tandis que la flotte François, augmentée de plusieurs bâtimens Bretons, Espagnols, Flamands, Hollandois & Zélandois, fermoit les passages de la Gironde, & empêchoit qu'on ne pût introduire dans la place aucuns secours d'hommes ou de vivres. Le commandant Anglois fit enlever tous les cordages & agrès des vaisseaux qui étoient dans le port, afin de redoubler le courage de sa garnison, en lui ôtant tout espoir de retraite. Les ennemis construisirent un boulevard en face de celui que les François avoient élevé à Lormont; mais la largeur de la Garonne, qui séparoit ces deux postes, rendoit presque inutiles les bateries qu'on y avoit placées. Il n'en étoit pas de même de l'artillerie, qui foudroyoit la ville du côté de la terre. Elle fit un effet si terrible, que les assiégés épouvantés ne tarderent pas à comprendre toute la grandeur du danger auquel les exposeroit une trop longue résistance. Ils avoient apelé l'étranger, ils avoient violé leurs serments, ils ne devoient s'attendre qu'aux

plus sévères châtimens de la part d'un souverain irrité. La garnison Angloise n'étoit composée que de quatre mille hommes, dont une partie obligée de garder la flotte, ne pouvoit servir à la défense des remparts : il falloit nécessairement que la bourgeoisie fit le service, & ces actes d'hostilité exercés par les habitants, contre les troupes du roi, agravoient encore le crime de leur rébellion.

AN. 1452.

La ville sembloit toucher au moment de sa destruction. Quoique Bordeaux n'eût pas encore aquis cete étendue, cete opulence, cete population, qui dans la suite l'ont rendue l'une des plus considérables villes de l'Europe, par l'industrie & le commerce ; cependant la commodité de sa situation, l'avantage d'être la capitale d'une grande province, d'être, pour ainsi dire, considérée comme le centre de la France méridionale, l'entrepôt & le point de communication de cete partie du royaume avec plusieurs nations, en avoient déjà fait une cité riche & puissante. Les bourgeois qui se voyoient à la veille de perdre en un jour leurs établissemens, leurs vies & leurs biens, d'un prix presque égal à la vie pour des citoyens acoutumés aux douceurs de l'aisance, envoyèrent demander & obtinrent un sauf-conduit pour traiter des clauses de leur réduction. Cent députés, tirés du clergé, de la noblesse & du tiers-état, se rendirent au camp, & furent admis à l'audience du roi. Ils offrirent de se remettre sous l'obéissance du monarque, à condition qu'ils conserveroient leurs biens & leurs vies. Charles leur déclara que « s'ils n'avoient pas d'autre proposition à lui faire, ils n'a-
voient qu'à se retirer ; que son intention étoit de se rendre
maître de la ville & d'en avoir tous les habitants avec leurs
biens à sa discrétion, afin que leur punition servît d'exemple
pour les siècles à venir ». Une réponse si sévère n'étoit guere conforme au caractère du roi ; mais il ne pouvoit sans indignation se rapeler sa confiance trahie par les habitants, leur soulèvement arrivé presque immédiatement après un traité solennel, dont les conditions favorables atestoient leur ingratitude. Ceux qui l'environnoient, loin de chercher à l'apaiser, iritoient encore son ressentiment. La plus grande portion des biens des vaincus devenoit par la libéralité du

Les Borde-
lois deman-
dent à capituler.

Ibid.

AN. 1452.

roi le partage de ceux qui avoient contribué à la victoire. L'espoir des confiscations pouvoit engager plusieurs courtisans à donner au prince des conseils de rigueur. On est quelquefois doublement coupable aux yeux de ceux qui comptent que le châtimement doit tourner à leur profit.

Les députés ne pouvoient aléguer aucune excuse plausible en faveur de leurs compatriotes. Pour achever de les confondre, Bureau, maître de l'artillerie, arriva dans le moment, & dit au roi en leur présence, qu'il venoit de faire le tour des remparts & d'examiner les lieux où il pourroit placer ses batteries ; qu'il se flatoit de réduire en peu de jours les habitants de Bordeaux à ne sçavoir où se réfugier, & qu'il enverroient entièrement leur ville sous ses ruines par le moyen de ses *engins volants*. Un effet si destructeur ne pouvoit certainement être produit par le canon : en supposant même qu'on eût élevé des plates-formes, d'où l'artillerie auroit foudroyé l'intérieur de la ville, on n'auroit pas donné à ces pièces le nom d'*engins volants*. On seroit tenté de croire par la manière dont les écrivains contemporains s'expriment, que ces machines, alors nouvellement inventées (car c'est dans cette guerre qu'ils en parlent pour la première fois), on penseroit, dis-je, que c'étoient des bombes, qui, suivant nos auteurs modernes, ne furent connues que vers la fin du seizième siècle. Peut-être la difficulté de les diriger avec précision, rebuta-t-elle les ingénieurs. On discontinua d'en faire usage, jusqu'à ce que le genre humain devenu plus industrieux, eût porté les arts utiles & les connoissances nuisibles à un degré de perfection auquel les races précédentes n'avoient pu atteindre.

Réduction
de Bordeaux.
Ibid.

Cependant les affligés se trouvoient réduits aux dernières extrémités : ils manquoient de vivres, & la garnison Angloise n'avoit pas moins besoin d'une capitulation qui lui permît de se retirer, que les habitants de fléchir la colère du roi. Les conférences furent reprises jusqu'à trois fois. On vouloit que la ville payât une amende de cent mille marcs d'argent : enfin le prince se laissa toucher ; il y fut déterminé d'ailleurs par les maladies épidémiques qui menaçoient de faire périr une partie de ses troupes. On convint que les Anglois forti-

roient de la ville pour se rendre à Calais ou dans leur patrie. Les Bordelois furent taxés à cent mille écus de contribution, obligés de prêter de nouveaux serments, & condanés à la perte de leurs privileges. A ces conditions ils obtinrent leur grace, dont toutefois le roi excepta vingt des principaux instigateurs de la révolte, à la tête desquels étoient les seigneurs de Leparre & de Duras. Quelques places qui tenoient encore pour les ennemis, suivirent l'exemple de la capitale, & se remirent en l'obéissance du roi. Il fut redevable de cete seconde conquête à son activité, ainsi qu'aux sages mesures qu'il avoit prises pour en assurer le succès. La maniere dont il usa de ses avantages, fut une seconde victoire. Satisfait d'avoir vengé l'autorité suprême, il en tempéra les effets par sa clémence. Bordeaux obtint dans la suite le rétablissement de ses privileges. *Le traitement gracieux que fit plus de cent ans y a le roi Charles à la Guienne, dit du Tillet, l'a rendue tant obéissante & dévote à la couronne de France, que depuis elle n'eut aucune intelligence avec les ennemis.* Le roi cependant prit toutes les mesures nécessaires pour prévenir un second soulèvement & contenir les habitants de Bordeaux, en y entretenant une forte garnison, composée de compagnies d'ordonnance & de francs-archers, sous les ordres du comte de Clermont, lieutenant-général de la province. L'année suivante on éleva deux citadelles; l'une sur les bords de la Garonne, & l'autre à l'extrémité opposée de la ville. Bureau, maître de l'artillerie, fut chargé de la construction de ces deux forts, nommés les châteaux *du Ha & Trompete.*

Le long séjour du roi dans les provinces méridionales l'avoit engagé à multiplier le nombre des cours supérieures. L'institution d'un parlement à Toulouse avoit été suivie du projet d'un établissement semblable pour la ville de Bordeaux; c'étoit même un des articles de la premiere capitulation. La révolte de la Guienne en empêcha l'effet, & il ne fut exécuté que sous le regne suivant. Les habitants du Poitou, province demeurée toujours fidele au monarque, sollicitoient la même grace pour la ville de Poitiers. Le parlement de Paris, informé d'un établissement qui aloit retrancher de son ressort une province considérable, & resserrer ses limites

AN. 1452.

Représentations du parlement de Paris au sujet de l'érection d'un parlement à Poitiers.

Reg. du parlement.

AN. 1452.

jusqu'à la Loire, nomma des députés de son corps, auxquels il pria l'évêque de Paris & l'abbé de Saint-Denis de se joindre, « pour aler représenter au roi les inconvénients qui résul-
 » toient de cette érection. La cour enjoignit à tous ses
 » membres de ne point sortir de Paris avant le retour des
 » députés. Il fut arrêté en même temps qu'on écrirait à ce
 » sujet au roi, au comte du Maine, à l'amiral, au sénéchal
 » de Saintonge, au chancelier, ainsi qu'au grand conseil,
 » & que ces lettres seroient expédiées, tant au nom du clergé que des gens du conseil étant à Paris, & des bourgeois de cette capitale ». Suivant toutes les apparences, le monarque se rendit à ces remontrances, quoique déjà ce nouveau tribunal eût été institué. Charles ne rougissait pas de revenir sur ses pas, lorsqu'il s'agissait du bien du royaume.

Prise de Constantinople.

Ibid.

Hist. ecclésiastique.

Treasure des choses.

Spicilege.

L'extinction de l'empire d'Orient par la prise de Constantinople, arrivée au commencement de cette année, forme une époque trop remarquable dans les annales de l'univers, pour la passer sous silence. Nous espérons que les lecteurs ne nous sauront pas mauvais gré d'une digression digne de leur curiosité. D'ailleurs cet événement, dont les suites influerent également sur la littérature & sur le système politique des puissances européennes, est moins étranger à l'intelligence de notre histoire qu'il ne le paraît au premier aspect. On peut aisément se rappeler les endroits de cet ouvrage, où l'on a rapporté les divers incidents qui depuis longtemps sembloient préparer le renversement du trône des Constantin & des Théodores. Constantinople ne conservoit plus que l'orgueil de son ancienne splendeur. Dans cette capitale, jadis si florissante, si respectée, respiroit encore un peuple immense : mais cette multitude sans force, comme sans courage, n'attendoit pour fléchir sous le joug, que la main qui devoit l'enchaîner. Les connoissances frivoles, les arts agréables, préférés par l'indolence & la mollesse, à l'exercice des devoirs essentiels, aux travaux utiles, avoient anéanti la patrie & desséché le germe de la vie de ce malheureux empire. On écrivait, on disputoit. Des questions de philosophie, des querelles théologiques agitoient des citoyens oisifs, qui n'avoient jamais eu un besoin si pressant de songer à leur conservation.

servation. Leurs murailles étoient devenues frontieres ; l'ennemi paroissoit à leurs portes, faisoit construire sur le Bosphore le château des Dardaneles. Constantin Paléologue, qui régnoit alors, voulut envain s'y opposer. Il en fut détourné par ses propres sujets. Leur présomption égaloit leur aveuglement ; ils se vantoient de détruire cete forteresse dès qu'ils s'en trouveroient incommodés. Cinq à six mille hommes ramassés dans la lie du peuple composoient les forces nationales, que Justiniani, Génois, augmenta de quelques troupes d'Europe. C'étoit-là l'unique ressource d'une ville habitée par des hommes incapables de se défendre eux-mêmes, & livrés à la discrétion des étrangers mercenaires, qui daignoient encore les protéger. Tous les Grecs en particulier prétendoient jouir du bénéfice de la patrie, aucun d'eux ne lui auroit fait le sacrifice de ses plaisirs, de son luxe, de ses commodités, de ses opinions. Menacés du plus affreux des malheurs, ils atendoient le coup fatal avec une insensibilité stupide, semblables à ces animaux qui se nourrissent encore aux pieds de l'autel qu'ils vont arroser de leur sang. L'empereur voulut les engager à contribuer du-moins de leurs richesses à la défense de l'Etat, il ne put rien obtenir d'eux. Dans les temps de prospérité les princes avoient levé des tributs, destinés uniquement à grossir leurs trésors, ou à des emplois superflus. Les peuples foulés sans nécessité, avoient malheureusement appris à confondre l'abus de l'autorité avec les besoins réels du gouvernement. Tant que le pouvoir suprême put se faire respecter, il osa tout exiger : on ne le craignoit plus, on lui refusa tout. Paléologue & ses courtisans favorisoient, du-moins en aparence, la réunion des deux Eglises d'Orient & d'Occident. Le saint pere devoit envoyer des galeres & des troupes, les Grecs se flatoient de plus que les exhortations du pontife engageroient les princes Chrétiens à se croiser, c'étoit leur dernière espérance. Le cardinal Isidore, légat du saint Siege, vint à Constantinople. Il célébra dans l'église Sainte-Sophie le service divin, selon la liturgie de Rome. Cete nouveauté mit toute la ville en alarmes. Le peuple courut en foule assiéger la retraite du moine *Gennadius* pour le consulter. Le solitaire aficha sa réponse à la porte

AN. 1453.

de sa célule. Il déclaroit dans cet écrit l'acord dressé à Florence contraire à l'orthodoxie ; il annonçoit en même temps les plus grands malheurs à ceux qui adopteroient *l'impie réconciliation* des Grecs avec les Latins. Alors les dévotes, les religieuses qui étoient sous la direction de *Gennadius*, les abés, les prêtres, les bourgeois, les soldats, car la contagion avoit gagné tous les ordres, crièrent unanimement à l'anathême ; l'église de Sainte-Sophie fut considérée comme un lieu profané, plus de communication avec les Latins : on aimoit mieux, disoit-on, voir arborer dans la ville le turban de Mahomet, que la pourpre Romaine ou le chapeau de cardinal.

Idem, ibid.

Cependant le sultan, après avoir employé deux années aux préparatifs de son entreprise, marchoit vers Constantinople à la tête d'une armée de quatre cent mille hommes. Cete multitude éfroyable étoit composée pour la plus grande partie des nations nouvellement conquises, qu'il traînoit à sa suite. On y comptoit au plus trente mille chevaux & soixante mille fantaffins de troupes disciplinées. Le reste n'étoit qu'un ramas d'esclaves arachés de force des lieux de leur naissance, sans armes, presque nus, qu'on obligeoit d'aler au combat à coups de fouets ou de cimeterre. Dans les batailles on les présentoit à l'ennemi, afin que fatigué de verser ce sang inutile, les troupes réglées pussent profiter de cet épuisement ; dans les sieges ils servoient de fascines pour combler les fossés. Tele étoit la maniere de combattre des Turcs : aussi doit-on remarquer que toutes les fois qu'ils en venoient aux mains avec les Chrétiens, ils avoient toujours du désavantage au commencement de l'action.

Idem, ibid.

Tandis que Mahomet investissoit Constantinople par terre, sa flotte composée de deux cent cinquante voiles, s'étoit avancée jusqu'à la hauteur des Dardaneles. Ce nombre prodigieux de vaisseaux ne put toutefois empêcher que quatre navires partis de l'île de Chio, après avoir combattu pendant une journée entiere contre les forces navales des Otomans, & leur avoir tué douze mille hommes, n'entraissent dans le port de Constantinople, & n'y jetaissent un petit nombre de soldats & quelques vivres. D'énormes chaînes de fer en fer-

moient l'accès aux bâtimens Turcs. On assure que Mahomet pour surmonter cet obstacle, eut recours à un expédient inoui jusqu'alors, & qu'on n'a point depuis été tenté de renouveler. Ce fut de faire transporter par terre quatre-vingts galeres, dans l'espace d'une seule nuit, & de les lancer dès la pointe du jour dans l'intérieur du havre, à la vue des assiégés épouvantés de cet étrange spectacle. La maniere dont se fit ce transport, qui tient du prodige, prouve jusqu'à quel excès le conquérant Turc portoit le despotisme, & sçavoit faire exécuter les ordres les plus difficiles. On tira les vaisseaux à force de machines & de bras sur des planches enduites de graisse, qui couvroient un espace de chemin de la longueur de deux lieues. Le sultan avoit à ses ordres les plus habiles ingénieurs de l'Europe & de l'Asie. Un Hongrois, qui n'avoit pu faire accepter ses services aux Grecs, lui fonda des pieces d'artillerie de deux cents livres de balles. Un auteur moderne observe judicieusement qu'il eût falu près de cent livres de poudre, dont à peine la quinzieme partie auroit pris feu au moment de l'explosion. Ces pieces énormes paroissoient plus redoutables qu'elles ne l'étoient en éfet. Les historiens de ce siecle ont peut-être exagéré lorsqu'ils parlent d'une bombarde de métal qui lançoit des quartiers de rocher du poids de huit mille huit cents livres. Deux mille hommes & soixante-dix paires de bœufs étoient employés à traîner cete machine. Lorsqu'on la mit en œuvre, elle creva & fit périr son inventeur. Nous ne nous arrêterons pas au détail des opérations du siege. Les Turcs, maîtres du port, établirent des bateries du côté de la mer, tandis que l'armée pressoit la ville du côté de la terre; on mit en usage les tranchées, les mines, les contre-mines. Les assiégés qui se défendirent avec vigueur dans les commencemens, réparoient les breches avec une diligence incroyable; ils firent même quelques sorties heureuses. L'espoir d'être secourus par Huniade les soutint pendant quelque temps; Mahomet commençoit à se rebuter: il parut, dit-on, incertain s'il leveroit le siege. Enfin il résolut de tenter un dernier éfort. Avant que d'en venir à l'assaut général, il fit proposer à Constantin de lui laisser la jouissance du Péloponese, à condition qu'il lui

AN. 1453.

remettoit la ville impériale : il vouloit prévenir la destruction de cete ville. L'empereur préféra le parti de s'ensevelir sous les ruines de sa capitale. Les Chrétiens & les Mahométans se préparèrent par le jeûne & la priere à l'action du lendemain qui devoit décider du sort des deux empires. Ce fut le 29 Mai. Mahomet avoit annoncé la veille qu'il abandonnoit à ses troupes le pillage de la ville, leur défendant seulement de mettre le feu aux édifices : les atakes commencerent à la pointe du jour. L'empereur Grec ayant visité tous les quartiers, vint se présenter sur la breche à la tête d'une troupe d'élite. Le sultan environné de dix mille janissaires, faisoit marcher les soldats destinés à essuyer le premier feu. En moins de deux heures les fossés se trouverent comblés des cadavres de ces malheureux. Lorsqu'il jugea que les Chrétiens devoient être épuisés de la fatigue d'un si long carnage, il fit avancer les troupes disciplinées, & ce fut alors seulement qu'on peut dire que commença l'assaut, tant du côté de la terre que de la flote. Constantin & Justiniani combatirent en héros, & forcerent jusqu'à trois fois les Mahométans de reculer. Le sultan voyant que ses soldats se rebutoient, fit donner le signal aux Janissaires. Il avoit contenu leur impétuosité jusqu'à ce moment. Tout plia sous les efforts de cete milice redoutable. Ils gagnerent le haut des premiers remparts où ils arborerent l'étendard du prophete. Les Grecs forcés dans ce retranchement acheverent de perdre courage par la retraite de Justiniani, que deux blessures avoient mis hors de combat. Ils coururent en foule se réfugier dans la seconde enceinte ; mais en se précipitant les uns sur les autres, ils embarrasserent tellement les portes, qu'il ne fut plus possible de les fermer. Les Turcs qui les poursuivoient entrèrent avec eux & se rendirent maîtres de la ville, tandis que le malheureux Constantin, après avoir fait des prodiges de valeur, & s'être vingt fois jeté dans les bataillons ennemis, reçut enfin le trépas qu'il cherchoit. Il fut trouvé dans la foule des morts. Mahomet lui fit rendre les honeurs funèbres dûs à un souverain.

Pillage de
Constantino-
ple.
Ibid.

La ville fut livrée pendant trois jours à tout ce que l'insolence de la victoire, la brutalité, l'avarice, la débauche la

plus éfrénée , peuvent imaginer d'horreurs & d'abominations. Les rues teintes de sang , jonchées de cadavres entassés , ofroient à chaque pas le tableau hideux de la barbarie des hommes. Rien ne fut respecté : on viola les asiles les plus saints , les palais , les temples. Les conditions , l'âge , le sexe , tout fut confondu , tout fut outragé. Tous les écrivains contemporains s'accordent sur les principales circonstances de ce fatal événement , assez déplorable par lui-même , pour n'avoir pas besoin d'être exagéré. Ces fameux désastres retracés dans l'histoire ne produisent sur nous qu'une impression peu proportionnée à leur horreur réelle. La distance des lieux & des temps fait disparaître les traits les plus sensibles de ce spectacle affreux. Tranquiles habitants de nos grandes villes , pour nous en former une idée , représentons-nous nos heureuses demeures abandonnées à la discrétion d'un vainqueur impitoyable : portons notre vue sur cete multitude d'atrocités en tous genres : osons considérer en détail le massacre , la désolation , les violences les plus cruelles , parcourant une ville immense , n'épargnant aucunes familles , variant à l'infini les tourments , la mort , les opprobres , excitant les gémissements , les pleurs , les sanglots , les exclamations funèbres du désespoir , & réunissant dans un cri général les voix expirantes d'un million de malheureux. Tel fut le sort de Constantinople écrasée sous ses ruines , & , pour ainsi dire , étouffée par la foule de ses habitants égorgés. Une flotte de vingt-neuf bâtiments envoyée par les Vénitiens , parut à la hauteur de Négrepont le lendemain de l'assaut. Si elle fût arrivée deux jours plutôt , la ville étoit sauvée. Ce secours tardif sembloit encore ajouter au malheur des Grecs.

AN. 1453.

Le reste des habitants qui n'avoient pas été massacrés , montoit encore à soixante mille hommes , sans comprendre ceux qui avoient été assez heureux pour s'échaper dans le premier tumulte. Ils furent vendus au profit des vainqueurs. Enfin la ville n'ofroit plus qu'une vaste solitude , lorsque Mahomet arêta la fureur de ses soldats , & fit publier que tous ceux qui avoient pris la fuite , ou qui s'étoient cachés , pouvoient reparoître. Plusieurs familles revinrent , & Constantinople se repeupla insensiblement par les soins que prit le

Suite de cet événement.
Ibid.

AN. 1453.

sultan d'adoucir le joug de ses nouveaux sujets. Il vouloit établir dans cete ville le siege de son empire. Le lendemain de la conquête, les Génois livrerent Péra au monarque Ottoman. Ainsi finit l'empire d'Orient, après avoir subsisté onze cent vingt-trois ans depuis le grand Constantin jusqu'à Constantin *Dracoses*. On dit que Mahomet fit décapiter l'amiral de ce malheureux prince, qui vint lui offrir un trésor considérable. Avant que de l'envoyer au suplice, il lui reprocha de n'avoir pas employé ces richesses au service de son légitime souverain. « Apprenez, dit-il aux Grecs en présence de » toute sa cour, à secourir le prince dans les besoins de l'E- » tat : car si le prince & l'Etat périssent, vous perdez non- » seulement vos richesses, mais la liberté & la vie ». Maxime vraie, que le vainqueur avoit pour lors intérêt d'accréditer; mais dont l'effet, vingt-quatre heures auparavant, pouvoit se tourner contre lui-même. Si les Grecs avoient connu l'amour de la patrie & l'attachement qu'ils devoient à leur empereur, en servant l'un & l'autre ils se seroient soustraits à la mort ou à l'esclavage. Ces traits au surplus prouvent que Mahomet second n'étoit pas un guerrier féroce & grossier, uniquement instruit à verser du sang, tel que plusieurs écrivains l'ont représenté. Il joignoit à l'art destructeur des combats les lumières de la politique. Il aimoit, il récompensoit les sciences, les arts utiles & agréables, il les cultivoit lui-même. Les historiens Turcs assurent qu'il connoissoit tous les secrets de la nature; il possédoit la philosophie de son siècle; au reste d'une indifférence extrême pour toutes les religions, sans mœurs, violant sans scrupule les engagements les plus solennels, dès qu'il s'agissoit de son intérêt ou de sa grandeur, sacrifiant tout à son ambition, prodigue de la vie des hommes, un conquérant. La mort d'Irene immolée de sa propre main à la vue des Janissaires qui désapprouvoient son attachement pour cete esclave, paroît d'autant plus suspecte, que les écrivains Orientaux n'en font aucune mention, non plus que de celle de ces quatorze pages qu'il fit, dit-on, éventrer en sa présence, pour découvrir celui d'entre eux qui avoit mangé quelques figues. Le cardinal Isidore lui-même, quoique présent à la prise de Conf-

tantinople, ne mérite pas plus de croyance lorsqu'il assure que Mahomet viola l'impératrice dans l'église de Sainte-Sophie. Le vainqueur voulut connoître & parut respecter la religion des vaincus. Il donna lui-même l'investiture à leur patriarche, il ne les força point de changer de culte. Il laissa aux Grecs leurs mœurs, leurs opinions, leurs usages, leurs loix, leurs disputes éternelles, leurs questions frivoles, leurs querelles théologiques, leurs superstitions. Que falloit-il de plus pour contenter un peuple énervé, qui depuis long-temps avoit perdu jusqu'à l'idée de la liberté, & que l'esclavage ne pouvoit avilir? Ils vécurent méprisés, mais paisibles, sous le despotisme de leurs nouveaux maîtres.

AN. 1453.

Les historiens contemporains évaluent le pillage de Constantinople à quatorze millions de ducats. Toutes les puissances commerçantes de l'Europe y avoient des comptoirs. La plus grande perte seroit tombée sur les Vénitiens, s'ils ne s'étoient hâtés d'y remédier en envoyant des ambassadeurs à Mahomet. Le sultan leur fit rendre leurs prisonniers, ainsi qu'une partie des biens qui leur avoient été pris. Cete république, rivale de Genes pour le commerce, & supérieure par la solidité de son gouvernement, s'appliquoit à faire fleurir les arts & l'industrie. Elle étoit alors renommée par le nombre de ses manufactures. C'est à Venise qu'on avoit perfectionné le secret de fondre les plus belles glaces. On rapporte à ce sujet, que l'empereur Frédéric passant dans cete ville, reçut en présent un magnifique buffet de cristal, qu'il fit briser par son fou, en disant que le même buffet exécuté en or auroit été plus solide. Ce prince étoit plus avare que curieux.

Evaluation
de la perte des
Chrétiens.
Ibid.

C'est à la prise de Constantinople que l'on fixe l'époque de la renaissance des lettres en Europe. Plusieurs sçavants personnages passerent de la Grece en Italie, d'où ils se répandirent dans les autres contrées de l'Occident. Ils apportèrent avec eux une connoissance plus exacte de leur langue, des manuscrits précieux de leurs meilleurs auteurs, & les préceptes de l'éloquence née dans leurs climats, & que les Romains avoient jadis empruntée d'eux en les asservissant. Les nouveaux conquérants ont paru dédaigner de devoir cet

Quelques
Grecs fugitifs
contribuent à
la renaissance
des lettres en
Europe.
Ibid.
Hist. eccléf.
Hist. de l'un-
iversité.

AN. 1453.

avantage aux vaincus. Les Turcs ne se sont point instruits à l'école des orateurs Grecs. Depuis long-temps l'étude de l'idiome d'Homere & de Démosthene étoit négligée dans nos universités. On la vit refleurir immédiatement après la chute de l'empire d'Orient. Grégoire de Tiférne fut le premier qui en 1458 enseigna publiquement à Paris le Grec & la rhétorique. La faculté des arts lui assigna cent écus de gages annuels. Avant ce premier professeur d'éloquence, nos étudiants passaient de la grammaire à la dialectique. L'art oratoire vint embellir cete partie de la philosophie & lui prêter une nouvelle force. Heureux si nous n'abusions pas souvent de cet art, en nous servant contre la raison & la vérité, des armes qui ne devoient être employées qu'à combattre l'erreur. On compte parmi les plus célèbres de ces illustres Grecs qui nous enrichirent des trésors de leurs patrie, Bessarion, honoré de la pourpre Romaine, Argyropile, George de Trébizonde, Philelphe, Hermonyme de Sparte, Andronicus de Theffalonique. Dès le commencement de ce siècle le sçavant Emmanuel Chrysodore avoit ramené le goût de la littérature Greque en Italie. Ses leçons formerent Léonard Aretin & le Pogge de Florence.

Le pape exhorte envain les puissances chrétiennes à s'armer contre les infideles.
Ibid.

Quelques siècles avant la destruction de l'empire Grec par les Otomans, nous avons vu l'hermite Pierre armer l'Occident contre les infideles. Cete guerre de religion avoit coûté la vie à plusieurs millions d'hommes. La prise de Constantinople, le dernier boulevard de l'Europe Chrétienne, ne produisit que des déclamations, une multitude de projets & quelques foibles tentatives. Le saint pere écrivit à tous les princes, il leur fit la description la plus touchante de ce déplorable événement, il s'efforça de leur en faire appréhender les suites, & de les engager par le motif de leur propre intérêt à venger l'honneur du nom Chrétien : mais les opinions différentes, de nouveaux préjugés, & plus que tout cela, les circonstances actuelles, rendoient impraticable le dessein d'une croisade. La plupart des puissances d'Italie étoient en guerre ou disposées à une rupture prochaine par leurs jalousies réciproques. La Bohême, la Hongrie n'étoient pas plus tranquilles. La maison d'Autriche à peine délivrée des combats



B. Picart del 1713

combats qu'elle avoit eu à soutenir contre les Hussites, voyoit les cantons Helvétiques résister seuls à l'effort de ses armes. Les rois d'Espagne & de Navarre étoient occupés chez eux par des factions, à la tête desquelles se trouvoient leurs propres fils. Le dauphin Louis ne caufoit pas moins d'alarmes au roi son pere ; & les troubles dont l'Angleterre étoit agitée, arrêtant chez eux ces fiers insulaires, ne permettoient pas même à ces anciens ennemis de la France de songer à revendiquer leurs prétentions & leurs conquêtes. La discorde & la haine embrasoient l'Europe du Nord au Midi. De pareilles conjonctures excluient toute idée de réunion contre l'ennemi commun. C'est ainsi que l'intérêt général se trouve toujours éclipsé par la multiplicité des intérêts particuliers. Les exhortations du souverain pontife furent sans effet. La plupart des princes s'excusèrent ou promirent ce qu'ils étoient bien éloignés de vouloir exécuter. Ces promesses servirent à quelques-uns d'entre eux de prétexte pour demander des subsides à leurs sujets.

AN. 1453.

De tous les princes de la Chrétienté, celui qui parut le plus déterminé à cete entreprise, fut le duc de Bourgogne. Il reçut le messager du saint pere en présence de toute sa cour, & l'assura qu'il étoit disposé à donner aux Chrétiens tous les secours qui dépendroient de lui. Il fit en effet équiper quatre vaisseaux de guerre qui devoient se joindre à ceux que le pape rassembloit dans l'Archipel. Le duc se rendit ensuite à Lille, où il annonça son expédition d'outre-mer par une fête magnifique dans le goût du siècle. Au jour marqué pour cete cérémonie, on vit sortir de son palais Adolphe de Cleves, qui devoit dans cete occasion représenter le chevalier *au cigne*, & combattre contre *tout venant*. Ce chevalier étoit enchaîné par le cou à un cigne artificiel de la grandeur d'un cheval. Deux sauvages armés de massues conduisoient le cigne. Immédiatement après le cigne marchoit le duc de Bourgogne revêtu des habits les plus éclatants, & suivi de toute sa cour. Cete brillante compagnie se rendit sur le marché de Lille, où la lice étoit préparée. On avoit dressé des échafauds couverts des plus riches tapis pour les dames qui devoient juger de l'adresse & de la valeur des combattants. Le tournois fut suivi

Croisade du
duc de Bour-
gogne.
Monstrelet.

AN. 1453.
* Tome V. de
cete histoire, au
commencement.

d'un festin splendide, dont la description donnée par Monstrelet se trouve à-peu-près semblable à celle rapportée dans les volumes précédents*. Ce fut à ce banquet que le duc de Bourgogne fit vœu sur un faisan rôti, & promit par serment, que si le roi de France vouloit tenir ses pays en paix, il iroit combattre le grand Turc corps contre corps, ou puissance contre puissance : c'est-à-dire, en bataille rangée, à la tête de leurs armées.

Voyage du
duc de Bour-
gogne en Ale-
magne.
Ibid.
Chron. de Fr.
&c.

Quelque temps après, le duc fit le voyage d'Alemagne à dessein de conférer avec l'empereur Frédéric sur les moyens les plus prompts & les plus efficaces d'arracher Constantinople aux Mahométans. Il fut reçu par les princes de l'empire avec tous les honneurs dûs à la splendeur de sa naissance, ainsi qu'au rang qu'il tenoit dans l'Europe. Mais il ne put parvenir à voir l'empereur. Frédéric, au rapport des historiens contemporains, *plus aimoit repos que travail, & paix que guerre.* Il étoit d'ailleurs éfrayé de la dépense qu'exigeoit la réception d'un pareil hôte. Il eut recours à l'expédient de prétexter une maladie : il fit prier le duc de Bourgogne de ne pas aller plus avant, & de remettre leur entrevue à un autre temps. Le prince mortifié fut obligé de retourner sur ses pas.

Le duc de
Bourgogne
demande à ses
sujets une im-
position.
Ibid.

L'inutilité de cete démarche n'empêcha pas le duc de Bourgogne de poursuivre son projet avec un empressement qui paroïssoit sincere. On a prétendu, sur le rapport de quelques écrivains, qu'un des principaux motifs qui l'excitoient à former cete entreprise, étoit le desir de venger les affronts que le duc Jean son pere, vaincu & fait prisonnier par Bajazet à la bataille de Nicopolis, avoit éprouvés de la part des Infideles. En considérant avec attention le caractère & la conduite du duc, il ne paroît guere vraisemblable qu'il ait sérieusement formé le dessein d'aller en personne combattre les Ma-

* On vit à ce banquet les services descendre sur les tables dans des chariots qui sortoient du plafond entr'ouvert. Un clerc monté sur un dromadaire prêcha les convives & les toucha jusqu'aux larmes, tandis que des représentations grotesques les excitoient à la joie, en sorte qu'ils rioient & pleuroient en même temps. On batoit un petit chien devant un lion. Une pucele de sa mamele versoit hypocras en grande largesse. A côté de la pucele étoit un jeune enfant qui de sa broquete rendoit eau rose. Tels étoient les jeux, le goût, les plaisirs de nos ancêtres. Monstrelet.

hométans. Agé de près de 60 ans, il avoit passé ce temps d'ivresse où l'ame se livre sans réflexion à toutes les idées que l'entouffiasme des passions lui présente : les plus extraordinaires sont alors celles dont elle est le plus vivement affectée. Environné d'une foule de courtisans, de plaisirs, de maîtresses, au sein du luxe, des arts, de la magnificence, enfin de tout ce qui pouvoit flater les desirs, les goûts, & jusqu'aux caprices d'une vieilleffe voluptueuse, on se persuadera difficilement que Philippe en faisant vœu de se croiser, eût d'autre dessein que celui de renouveler une ancienne cérémonie, & peut-être de tirer de ses sujets la contribution ordinaire en pareil cas. Il fit assembler les Etats de ses provinces, & leur demanda la levée *de quatre aides pour son voyage d'outre-mer*. Les députés y consentirent, à condition toutefois que le prince seroit tenu de restituer aux Flamands le produit de l'imposition, si l'entreprise n'avoit pas lieu. On n'en parla plus, & la croisade annoncée avec tant d'appareil, fut entièrement oubliée.

AN. 1453.

Catherine de France, mariée au comte de Charolois, étoit morte à Bruxelles l'année précédente sans laisser d'enfants. Le jeune prince avoit de son propre mouvement formé le dessein d'épouser une fille du duc d'York. Il connoissoit les droits que cete maison avoit au trône d'Angleterre, & quoique le duc eût deux fils, les comtes *de la Marche & de Rutland*, l'espérance éloignée de pouvoir un jour succéder à leurs prétentions, flattoit en secret le comte de Charolois, qui déjà commençoit à sentir les mouvements de cete fatale ambition qui produisit les fautes & les malheurs de sa vie. Le duc de Bourgogne informé de ce projet qu'il désapprouvoit, par la seule raison peut-être qu'il avoit été formé à son insçu, se hâta de le prévenir. L'exemple récent du mariage du dauphin avec Charlotte de Savoie, lui faisoit tout appréhender du comte, non moins indocile & plus audacieux. Il avoit jeté les yeux sur Isabele, fille d'une de ses sœurs & du duc de Bourbon. Lorsque les conditions de ce mariage furent arrêtées, & que le saint Siege eut accordé les dispenses nécessaires; le jeune prince reçut ordre de son pere de se rendre à Lille. Ce fut là seulement qu'on l'instruisit de l'u-

Mariage du comte de Charolois avec Isabele de Bourbon.

Ibid.

AN. 1453.

nion projetée. La duchesse de Bourgogne, sa mere, l'attendait; & lui présenta l'épouse qui lui étoit destinée. On avoit pris des mesures si précises, qu'il falut obéir. Une pareille alliance ne devoit pas être fort heureuse; mais les charmes, la douceur, les vertus de la princesse, triompherent de la répugnance que le comte avoit d'abord témoignée: il l'aima sincèrement dans la suite, & les historiens contemporains assurent *que depuis qu'il l'eut fiancée, il ne cognut oncques autre femme.*

Divers ré-
glements de
finances.
*Mém. de la
ch. des comp.*

*Ch. des comp.
Mémor. L. fol.
56.*

*Ibid. fol. 90.
verso.*

*Mémorial L.
de la chambre
des comp. fol.
26.*

Depuis la conquête de la Normandie & de la Guienne, jusqu'à la fin de ce regne, la France cessa d'être en proie aux horreurs de la guerre: car on ne peut donner ce nom à quelques descentes sur les côtes d'Angleterre: expéditions qui méritent tout au plus celui de courses. Le calme dont le royaume jouissoit pour lors, laissoit apercevoir une infinité de désordres que les troubles précédents avoient empêché de sentir. Le roi réprima par de nouveaux réglemens les vices qui s'étoient introduits dans l'administration des finances. La chambre des comptes, les trésoriers de France, les généraux des aides, eurent ordre de veiller plus que jamais sur les malversations des comptables. On rapela les anciennes ordonnances, auxquelles on ajouta les mesures qu'exigeoit l'économie actuelle des revenus publics augmentés avec l'étendue du royaume & l'accroissement des tributs. On prescrivit à tous les receveurs, tant généraux que particuliers, les loix les plus précises pour justifier l'emploi des sommes dont ils étoient responsables. La chambre des comptes fut confirmée dans la juridiction sans ressort, tant civile que criminele, sur tous les gens chargés de la régie des finances. Cependant quoique cete cour fût en possession de juger *au souverain*, l'usage étoit, lorsqu'il s'agissoit de prononcer une peine afflictive, d'appeler des magistrats du parlement. Cete jonction se faisoit à la requête des présidents & maîtres de la chambre des comptes, * composée en grande

* Le roi dans ses lettres-patentes adressées à la chambre des comptes au sujet d'un nommé Macé Aguilhon qui fut appliqué à la question, s'exprime ainsi: *Pour plus mûrement procéder en la matiere avez encore requis à notre cour de parlement deux des conseillers d'icelle pour y besogner avec ceux de ladite cour qui autrefois y avoient été commis.* Registres de la ch. des comptes. *Mémorial L. fol. 16. Ibid. fol. 20 verso.*

partie de clercs qui, par leur état, ne pouvoient condaner à mort.

De toutes les maladies internes qui affligoient le royaume, celle qui caufoit les ravages les plus sensibles, étoit l'amas informe d'une multitude de procédures dont les diverses juridictions se trouvoient infectées. La chicane, ce monstre destructeur, enhardie par nos discordes civiles & par l'indifférence d'un gouvernement étranger, avoit fait les plus énormes progrès. La nation entiere réclamoit vainement le secours de la justice étouffée sous la multiplicité des actes judiciaires. Des contestations sans fin perpétuoient le triomphe de l'iniquité, bravoient les lumieres de la magistrature, & sembloient acuser l'insuffisance de nos loix. Il n'y a peut-être pas de preuve plus convaincante de l'empire de l'avarice, que le résultat des effets qu'elle produit sur les ames les plus grossieres, qu'elle transforme en leur soufflant une intelligence dont elles ne paroissent pas susceptibles. L'homme le plus instruit, le plus profond, le plus éclairé, n'est qu'un aveugle en comparaison d'un praticien occupé à luter sans cesse & presque toujours avec avantage contre l'intention du législateur. Inaccessible à tout autre sentiment qu'à l'amour du gain, les prétentions injustes ou légitimes du demandeur & du défendeur lui paroissent également plausibles: l'intérêt seul tient la balance. Armé pour la défense de l'un ou de l'autre, quelquefois pour tous les deux, il se présente au combat avec un front d'airain; sa funeste subtilité altere tout, change tout, égare le droit le moins douteux, épuise à force de suppositions, de circuits & de subterfuges, l'attention la plus perçante, submerge la question dans l'abîme de ses écritures, étonne par son impudence le juge prêt à prononcer, le fixe sur son tribunal, dévore à ses yeux indignés les revenus en litige, les édifices jusqu'au sol, ruine l'imprudent qui l'emploie ainsi que son adversaire, & se couvre de leurs dépouilles. La contagion étoit parvenue à un excès qu'il n'étoit plus possible de dissimuler. Le trône étoit journellement assiégé de plaintes. On peut se rapeler, que dans le temps de la guerre de la Praguerie, les chefs de cete révolte, à dessein de se concilier la faveur populaire, s'étoient

AN. 1453.

Edit pour l'abréviation des procédures & la réformation de la justice.

Offices de Fr. de Joly, t. 1. add. au liv. 1. p. 31.

Regist. du parlem. 17 Juin

1454.

Conf. des ordon. &c.

AN. 1453.

sur-tout récriés contre la longueur des procédures, & avoient demandé qu'on en réprimât l'abus. La guerre ne laissoit pas alors assez de liberté pour donner toute l'aplication qu'exigeoit un objet si effenciel. Le roi débarassé du soin des armes, assembla cete année les personages les plus expérimentés de son conseil ; & sur leurs avis, ainsi que sur ceux des cours supérieures du royaume, il fit dresser un édit pour l'*abréviation des procédures*. Réduire les hommes à ne se faire que le moindre mal possible, n'est pas une entreprise dont l'exécution soit aussi facile qu'on pouroit le penser.

Rédaction
des coutumes.
Ibid.

Il est de la nature de cet ouvrage, destiné à retracer une idée générale de notre législation, de présenter au - moins un précis des dispositions les plus importantes de cete ordonnance célèbre, qui contient cent vingt-cinq articles. En écartant pour un moment les inconvénients qui résultoient de la mauvaise foi des plaideurs, & des ressources pernicieuses qu'ils trouvoient dans le génie insidieux de leurs défenseurs mercenaires, le plus grand obstacle aux réglemens salutaires que le monarque vouloit établir, provenoit de l'incertitude & de la diversité des coutumes. Ces usages variés presque à l'infini, tenant lieu de droit unique dans de certaines provinces, * ailleurs confondus avec le droit écrit, tantôt d'acord avec la loi, tantôt diamétralement opposés, formoient alors un dédale impénétrable. Après trois siècles qui se sont écoulés depuis ce temps, le plus intrépide jurisconsulte de nos jours sonde encore en hésitant les ténèbres de cet abîme. On avoit déjà compilé quelques-unes de ces coutumes; mais dans plusieurs territoires, on n'en avoit encore qu'une tradition orale. Il fut ordonné que tous *les coutumiers & praticiens* du royaume rédigeroient par écrit *les usages, stiles & coutumes* de chaque province; que ces usages une fois transcrits dans des registres publics & reconnus dans les différentes juridictions de chaque territoire, serviroient de règle unique pour les jugemens, sans qu'on fût obligé d'aléguer d'autres autorités. Avant la rédaction de ces coutumes locales, il falloit à tout moment recourir

* « Li avocats ne soient si hardis de se mêler d'aléguer droit écrit là où coutumes ayent lieu ; mais usent de coutumes ». *Ordon. du parl. an. 1276.*

aux informations , & s'instruire de la loi par le raport des anciens. C'est ce qu'on apeloit *enquêtes par tourbes*. On conçoit aisément les inconvénients sans nombre qu'entraînoit après elle une jurisprudence apuyée sur des fondemens si peu solides. Il fut expressément défendu à tous les avocats, d'employer à l'avenir dans leurs moyens , *ou proposer autres coutumes, usages ou stiles, que ceux acordés & décrétés*. La même ordonnance enjoignoit aux juges *de coriger & punir ceux qui feroient le contraire*. Il seroit à désirer qu'on n'eût jamais un seul instant perdu de vue ce premier essai d'une compilation générale de nos coutumes. Un pareil projet exigeoit à la vérité un travail immense & sans relâche. Il est plus difficile sans doute de coriger des loix defectueuses, que d'en établir de nouvelles : toutefois on doit présumer qu'en réformant par degrés quelques usages vicieux , en rapprochant ceux qui les mêmes quant au fond , ne présentoient qu'une contradiction aparente, en faisant comprendre aux habitants de chaque province l'avantage évident d'avoir une jurisprudence commune avec leurs voisins , on seroit insensiblement parvenu à rédiger un code uniforme pour tout le royaume. Ce chef-d'œuvre de législation est depuis longtemps l'objet des vœux de tous ceux qui connoissent les vrais besoins de la société. Ce seroit un des plus utiles services qu'on pourroit rendre à la nation , & la gloire attachée au bien qui en résulteroit, offre un dédommagement infiniment supérieur aux fatigues de l'entreprise, quelque pénible qu'elle paroisse.

AN. 1453.

Cet article qui tendoit à la concordance de nos usages , méritoit une attention plus particuliere qu'une infinité d'autres renfermés dans la même ordonnance. Ce seroit abuser de la patience des lecteurs que de les fatiguer par l'ennuyeux détail des mesures prises pour obvier à l'obstination ruineuse des plaideurs, ainsi qu'aux manœuvres infideles des ministres subalternes de la chicane. Apels interjetés , abandonnés , repris ensuite dans l'unique vue d'éterniser les délais , productions superflues , incidents sur incidents , source intarissable de procédures , sommations , défauts multipliés , en un mot , cete foule d'actes juridiques employés seulement

Procédures
& formalités.

AN. 1453.

pour la forme , malgré leur inutilité reconnue : tel étoit alors l'usage qu'on faisoit des moyens acordés par la loi pour la défense du citoyen opprimé , sans compter les assignations suposées & les faux exploits admis pour véritables sur l'affirmation d'un sergent ou d'un huissier. L'édit supprima plus de la moitié de ce déluge d'impostures & de prolixités. Mais ce remede n'étoit qu'un palliatif momentané. Les avides insectes , acoutumés à se nourrir de cete rouille , possédoient l'art funeste de la reproduire à mesure qu'on la détruisoit. Forcés dans un poste , ils se construisoient à l'instant de nouveaux retranchements.

Procureurs.
Ibid.

Dans le dessein d'écarter toutes surprises, il fut expressément ordonné aux procureurs , avant que les causes de leurs *maîtres* (c'est le nom qu'on donnoit aux parties) fussent apelées , de communiquer aux parties adverses tous les titres & moyens dont ils prétendoient se servir. Leurs salaires furent taxés , & de plus on leur défendit de retenir les pieces des procès sous prétexte de n'avoir pas été payés de leurs salaires.

Avocats.
Ibid.

Après avoir essayé de réprimer les abus qui provenoient uniquement de la mauvaise foi & de la cupidité , on s'attachoit dans l'édit à prévenir des inconvénients d'un autre genre. Les avocats furent avertis de mettre de la *brièveté* dans leurs discours. On enjoignit aux juges de ne plus souffrir à l'avenir leurs avocats être longs en leurs plaidoyeries , & que où ils les trouveroient faire le contraire , sans dissimulation ils les condanassent à l'amende , & dans le cas de récidive , ils les corigeassent par la suspension & même par l'interdiction. On pouroit regarder cet article de l'édit comme un précepte d'éloquence.

Sénéchaux
& baillis, forme de leurs élections.

On rétablit l'ancien usage de pourvoir aux charges de judicature , teles que les sénéchaussées & les bailliages , par la voie d'élection. Voici la forme qui s'observoit. Les avocats, procureurs du roi , & conseillers du siege , s'assembloient & choisissoient à la pluralité des suffrages, deux ou trois sujets dont les noms étoient envoyés au conseil du roi , à qui la nomination étoit réservée. On ne peut attribuer qu'aux désordres du gouvernement pendant les guerres civiles , & à l'espece

pece d'anarchie dans laquelle le royaume avoit été plongé pendant tant d'années, la vénalité qui s'étoit introduite dans les offices de judicature. Le roi défendit sous peine d'encourir son indignation, à tous les officiers supérieurs, de recevoir de l'argent pour la distribution des offices, & à tous les aspirants de les acquérir par cette voie, condamnant les uns & les autres à payer le quadruple des sommes qu'ils auroient données ou reçues, *afin, dit l'ordonnance, que libéralement & sans exactions aucunes, ils administrent la justice à nos sujets.*

AN. 1453.

Les frais immenses qu'occasionnoient les commissions expédiées par les cours supérieures, pour les enquêtes sur les lieux dans les contestations d'héritages, engagèrent le législateur à décider qu'à l'avenir ces informations se feroient par les officiers *des pays dont les parties seroient*, à moins qu'il ne fût question de baronies, châtellenies & autres seigneuries considérables, ou que les parties ne demandassent elles-mêmes des commissaires.

Commission pour enquêtes. Ibid.

La même ordonnance, en rapelant l'ancienne splendeur du parlement, & en réintégrant ladite cour & la remettant en son ancien ordre, représentation & autorité, à l'honneur du bien du royaume & de la chose publique, recommandoit aux magistrats d'éviter toute communication avec les plaideurs soumis à leurs jugements, de rejeter tous dons corrompables, de punir sévèrement ceux qui oseroient leur en offrir, & de n'accepter gratification ou pension que du souverain. Il leur étoit enjoint en même temps de faire en sorte que les parties ignorassent le nom du conseiller chargé de rapporter leurs causes, & dans le cas où elles le découvriroient, de nommer sur-le-champ un autre rapporteur.

Rapport des procès. Ibid.

Le roi, dans l'appréhension que son autorité n'arêtât le cours de la justice, armoit, pour ainsi dire, les juges contre lui-même. Cet article fait trop honneur à l'équité de nos monarques pour n'être pas transcrit entièrement. *Nos juges n'obéiront à nos lettres, sinon qu'elles soient civiles & raisonnables: voulons que les parties les puissent débattre, & que les juges les entendent; & s'ils trouvent lesdites lettres inciviles & subreptices, que par leurs sentences ils les déclarent telles qu'ils les trouveront*

Règlement pour les lettres du roi. Ibid.

AN. 1453.

en bonne justice; & si lesdits juges reconnoissent que par dol, fraude & malice des parties, lesdites lettres ayent été impétrées dans la vue d'éloigner le jugement de la cause, qu'ils punissent & corrigent les impétrants selon qu'ils vèront au cas appartenir. Il n'y a point de lecteurs qui ne soient flatés de trouver dans ces sages ordonnances, souvent renouvelées depuis, des témoignages incontestables de la pureté d'intention & du soin paternel de nos souverains.

Jurisdiction
du parlement.
Ibid.

Les bornes de cet ouvrage ne nous permettent pas de donner plus d'étendue à l'extrait de cet édit, que nous terminons par l'article qui nous apprend queles étoient les affaires dont la connoissance appartenoit au parlement. *Nous ordonnons que dorénavant ne seront introduites en notre parlement que les causes qui, de leur nature & droit, doivent y être introduites: sçavoir, les causes de notre domaine, nos droits & régales, les causes esquelles notre procureur sera principale partie, les causes des pairs de France, & leurs causes touchant leurs terres tenues en pairies, & aussi en apanage, & les droits d'icelles, celles des prélats, chapitres, comtes, barons, villes, communautés, échevins & autres, qui par privileges & anciennes coutumes ont acoutumé d'être traitées en la cour, & les causes d'appel qui ailleurs ne peuvent être déterminées. Toutes les autres affaires furent renvoyées par la même ordonnance devant les juges ordinaires qui devoient les décider, soit définitivement, soit en première instance.*

Renouvele-
ment d'alian-
ce avec les
Suiſſes.

*Recueil des
traités.
Histoire des
Cantons Suiſ-
ſes.*

En s'appliquant à corriger les vices introduits dans l'administration, le roi ne perdoit pas de vue les soins que la politique lui dictoit pour affermir au-dehors la puissance du royaume par des alliances avantageuses. La valeur que les Suiſſes avoient témoignée, même en succombant sous la supériorité de ses forces, lui faisoit pressentir ce que cete nation généreuse & guerrière seroit un jour. Il conclut avec eux cete année un traité dont les engagements portoient une liberté réciproque pour le commerce, une promesse de la part de la France de ne prêter, directement ni indirectement, aucuns secours d'armes ou de soldats aux ennemis de la ligue Helvétique; & de la part des cantons, de n'accorder jamais le passage sur leurs terres aux troupes

qui voudroient ataquier la France. Ce traité que plusieurs modernes ont regardé comme le premier , n'est toutefois qu'un renouvellement de celui contracté neuf ans auparavant à *Ensisheim* , ancienne capitale de la haute Alsace , ensuite du sanglant combat livré entre l'armée du dauphin & les Suisses retranchés près de Bâle. Au surplus, notre aliance est la plus ancienne que les Suisses, considérés comme corps de nation, ayent contractée avec aucune puissance étrangere. On renouvela dans le même temps les anciens traités avec la Castille.

AN. 1453.

Quoique nous fussions toujours censés être en guerre avec l'Angleterre, le royaume jouissoit toutefois des avantages de la paix. Ce calme heureux, en rétablissant l'ordre public, en favorisant l'agriculture & le commerce, en ranimant les lettres, l'industrie, les arts, régénéroit, pour ainsi dire, toutes les parties de l'Etat. On vit reparôître en elles les mêmes vertus & les mêmes défauts que les calamités passées n'avoient fait que suspendre. Un seul exemple suffira pour nous en convaincre. L'université si long-temps tranquille sous le joug de fer des usurpateurs, en recouvrant sa liberté, reprit son ardeur pour l'étude, ses soins assidus pour le progrès de la littérature, & toute la vivacité de ses anciennes inquiétudes sur le maintien de ses immunités. Il régnoit depuis long-temps, entre les bourgeois de Paris & les écoliers, une inimitié dont on ne peut guere attribuer la cause qu'aux emportemens d'une jeunesse inconsidérée, & qui connoissant l'étendue de ses privileges, se prétendoit indépendante de toute autre correction que de celle de ses maîtres. Cete antipathie produisoit à tout moment des querelles qui obligeoient les magistrats civils d'interposer leur autorité. Le lieutenant criminel avoit fait arrêter au commencement de cete année environ quarante écoliers. L'université s'adressa au prévôt de Paris & obtint leur élargissement, à la charge de les représenter. Le jour suivant le recteur, suivi de huit cents supots, alla rendre grâces au magistrat. En passant dans la rue saint Antoine, le cortège fut ataqué par un commissaire acompagné seulement de huit archers. Il est surprenant qu'un officier public ait osé commettre une pareille vio-

Querelles de
l'université.
Hist. de l'université.
Hist. de la ville de Paris.

AN. 1453.

lence. Quoi qu'il en soit, la querelle s'anima, les archers poursuivirent les écoliers, les bourgeois se mirent de la partie, on cria *aux armes*, les chaînes furent tendues. Dans le tumulte un maître-ès-arts perdit la vie, deux prêtres & environ quinze étudiants furent blessés. Le recteur lui-même aloit être immolé, lorsqu'un bourgeois arêta le bras d'un archer qui le couchoit en joue. L'université dispersée prit la fuite. Dès le lendemain, assemblée des quatre facultés aux Bernardins; les classes furent fermées, les chaires désertes, plus d'études, plus de sermons. L'université ne s'en tint pas à ce premier éclat de son ressentiment, elle rejeta la prière que vinrent lui faire le premier président de la chambre des comptes, le prévôt des marchands & les échevins, de reprendre ses exercices. Elle voulut engager l'évêque de Paris (*Guillaume Charrier*) à jeter un interdit sur toute la ville, comme si la réparation d'une offense particulière avoit exigé qu'on excommuniât tous les habitants. Le prélat refusa sagement de se prêter aux moyens violents que l'université vouloit employer, il devint pour elle un ennemi de plus. Elle demanda justice au parlement, qui exigea pour préliminaire qu'elle reprit ses fonctions. Elle n'y voulut point consentir, & s'adressa au roi qui donna ordre à la cour de terminer cete affaire. Les archers, premiers auteurs de la querelle, furent condanés à faire amende honorable. On crut que cete réparation apaiseroit les facultés mécontentes; elles décernerent une seconde députation au roi; elles arêterent dans une de leurs assemblées, qu'on interjeteroit apel au pape des sentences de l'évêque de Paris, & qu'on tenteroit tous les moyens possibles de soustraire l'université à la juridiction de l'ordinaire. Un arêt du parlement maintint les droits du prélat contre les prétentions du corps académique. Cet arêt, loin d'éteindre l'incendie, le raluma. Il fut décidé dans une nouvele assemblée de tous les membres convoqués aux Mathurins, qu'on n'obéiroit plus désormais aux injonctions, soit du parlement, soit d'aucune autre cour séculiere. Des démarches si hardies nous paroïtroient incroyables, si elles n'étoient attestées par les monuments du siècle. Enfin le parlement préféra au parti de la rigueur



GUILLAUME CHARTIER .

Evêque de Paris.

Elu le 6. Decembre 1447. Mort le 1.^{er} May 1471.

Inhumé dans le Chœur de l'Eglise de Paris ?

les voies plus modérées de conciliation que sa sagesse lui fuggéroit. Il ordonna par arêt qu'on érigerait un monument avec une inscription, contenant le récit de l'insulte faite, & l'éloge de l'université, qui reprit ses exercices & rendit aux prédicateurs la liberté de monter en chaire. Pendant le cours de cete scandaleuse querele, le roi recouvra la Guienne. On décerna des processions & des prieres publiques en actions de grace. L'université inflexible, malgré les pressantes sollicitations du clergé, des magistrats & de la ville, n'avoit jamais voulu permettre qu'un seul prédicateur prononçât un discours sur cet heureux événement.

AN. 1453.

Il semble qu'il y ait des corps, qui par leur constitution, leurs prérogatives, la nature de leurs devoirs & leur position dans l'ordre social, soient destinés à combattre sans cesse. Telle étoit l'université. Si quelquefois l'intérêt personnel l'engageoit à manifester une chaleur peut-être indiscrete, on doit en même temps rendre justice au zele, aussi constant qu'efficace, dont elle donnoit des preuves dans toutes les occasions où il s'agissoit du bien public. Les religieux mendiants avoient obtenu du saint Siege une bulle qui leur donnoit le pouvoir de confesser au préjudice des curés. Il falloit certainement que le tribunal de la pénitence eût un puissant attrait pour ces ardents cénobites. L'université informée de cete contravention aux droits de la hiérarchie, apela de la bulle comme *subreptice*, & retrancha les mendiants de son corps. Une partie du clergé de France se joignit à l'université. Les religieux après avoir disputé pendant quelque temps furent obligés de se soumettre, & de venir faire satisfaction. Ils étoient conduits par le connétable de Richemont qui avoit bien voulu se charger de les faire rentrer en grace. *Messieurs*, dit le prince, en s'adressant au recteur, ainsi qu'aux facultés, *je vous ramene ces bons religieux qui n'étoient pas bien avisés, & pourtant je vous les ramene mieux avisés.* Ils signèrent l'acte de leur soumission, & l'affaire paroissoit terminée, lorsque les Dominicains, qui avoient renoncé, ainsi que les autres mendiants, au bénéfice de la bulle, songerent à la faire revivre en aléguant qu'ils n'avoient pas été autorisés à se soumettre par leur général. Ils furent derechef retranchés

Querele des religieux mendiants pour la confession.

Ibid.

AN. 1454.
à 1455.

Suplice du
seigneur de
l'Esparre.

Chron. de Fr.
Continuat. de
Monstrelet. (a)

du corps de l'université, & n'obtinrent leur rétablissement qu'en adhérant précisément & sans réserve à l'acommodement ménagé par le connétable.

Les Anglois, malgré l'impuissance où les réduisoient leurs divisions, firent encore une tentative au commencement de cete année, pour le recouvrement de la Guienne; mais après les mesures prises pour s'assurer de cete province, la réussite d'un pareil projet n'étoit pas vraisemblable. Parmi les seigneurs qui avoient contribué à la dernière défection, l'Esparre s'étoit montré un des plus ardents. Quoiqu'il eût été banni, le roi lui avoit acordé la restitution de ses biens. Cet acte de clémence, loin de le toucher, ne servit qu'à lui fournir des moyens plus faciles d'employer contre son bienfaiteur les graces qu'il en avoit reçues. Divers voyages qu'il fit à Londres, donnerent lieu de soupçonner sa fidélité. Il vint à Bordeaux où il fut arrêté, conduit à Poitiers, appliqué à la question & décapité *. Après sa mort on l'écartela, & ses membres furent atachés à différents gibets. En avouant son crime il découvrit ses complices; mais on ne poussa pas plus loin les recherches; on ne vouloit que donner un exemple de sévérité capable d'intimider les grands, & de les contenir dans leur devoir.

MS. B. R.
n. 6222.

On peut dire à l'honneur de Charles VII, que ces actes de rigueur contrastoient avec la douceur de son caractère: il récompensoit plus volontiers qu'il ne punissoit, *il détestoit les délateurs, & pardonnoit volontiers*, dit un écrivain contemporain de ce monarque. Il prodigua les graces & les bienfaits à cete généreuse noblesse qui avoit contribué à ses victoires. Il se plaisoit à combler de richesse & de marques de distinction ces courageux restaurateurs de la monarchie. Ce fut environ vers ce temps qu'il éleva le comte de Dunnois au faite des grandeurs, en lui acordant les honeurs de prince. Un historien moderne a prétendu que ce héros fut

(a) Monstrelet étoit mort le 20 Juillet 1453, ainsi qu'on a pris soin de l'observer au volume sixieme de cete histoire. La chronique imprimée sous son nom, qui s'étend jusqu'en 1467, est l'ouvrage d'un continuateur.

* Voici comme s'expriment Chartier & le continuateur de Monstrelet. *Il fut questionné, & après la chose par lui confessée, fut condant à mort, & fut baillé au bourreau, lequel lui ôta le moule de son chaperon.*

légitimé, déclaré prince du sang royal, habile à succéder à la couronne au défaut des autres princes de la famille régnante. Le sçavant éditeur de Daniel a judicieusement observé qu'il n'existe aucun monument d'une grace si extraordinaire. Nous ne rapèlerons pas ici les constitutions du royaume, suivant lesquelles le monarque *n'est pas libre de disposer de la couronne*, rapportées dans les volumes précédents. C'est une maxime reçue. Ces mêmes constitutions toutefois n'interdisent pas à nos souverains la liberté d'affimiler à ce qu'il y a de plus grand pour la décoration extérieure & momentanée, ceux qu'ils veulent illustrer, & vraisemblablement telle étoit l'intention du roi à l'égard du comte de Dunois. Non-seulement il prenoit dans les actes publics la qualité de *très haut & très puissant prince*, qui lui étoit commune avec quelques autres chefs de grandes maisons; mais il ajoutoit encore le titre de très illustre (*illustrissimus*) affecté particulièrement aux seuls princes du sang.

On ne fixe point ordinairement au regne de Charles VII l'époque de l'acroissement du pouvoir suprême. C'est cependant ce monarque, à peine affermi sur le trône, qui le premier après l'expulsion des usurpateurs, aprit à ses successeurs à faire respecter les loix & le gouvernement par les grands vassaux de la couronne, jadis si fiers & si jaloux de leur indépendance. Jean V, comte d'Armagnac, fils de Jean IV, mort en 1451, & petit-fils de Bernard d'Armagnac, connétable de France, massacré à Paris en 1418, avoit conçu l'amour le plus violent pour Isabele sa sœur. C'étoit cette même princesse qui dans d'autres temps avoit été destinée au roi d'Angleterre. Il la séduisit. Plusieurs enfants nés de ce commerce incestueux rendirent le scandale public. Il méprisa les exhortations du pape à ce sujet, ainsi que les remontrances du roi. Le saint pere l'excommunia. Il ne fut absous qu'en promettant de renoncer à son criminel attachement. Enfin sa passion s'irritant par les obstacles, il résolut de légitimer une alliance si contraire à nos mœurs. Il envoya pour cet effet l'évêque de Leytoure à Rome, pour solliciter une dispense qui fut refusée. Enfin aveuglé par sa passion & voulant apaiser les remords de sa sœur, il suposa une fausse

AN. 1454.
à 1455.
*Hist. mod. de
Charles VII.*

*Edit de Juil-
let 1717.
Rap. t. VII.
de cete histoire.*

Procès fait au
comte d'Ar-
magnac.
*Chron. de Fr.
Cont. de Mon-
strelet.
Notit. Vascon.
Extrait du
24e regist. MS.
de Clairam-
baut
Rym. aff.
pub. 5, part. 1.*

AN. 1454.
à 1455.

bule du souverain pontife , & l'épousa publiquement. Cete union monstrueuse excita l'indignation de toute la France ; mais peut-être le comte auroit-il joui de l'impunité , si d'ailleurs il ne s'étoit attiré la colere du roi par sa conduite. *Philippe de Lévi*, archevêque d'Auch , avoit obtenu du pape , que *Philippe de Lévi*, son neveu , seroit , sur sa résignation entre les mains de sa sainteté, désigné pour son successeur. Le roi y consentit , & le nouveau prélat prit possession. Le comte d'Armagnac se rendit à Auch , mit garnison dans l'archevêché , assembla le chapitre , & le força d'élire *Jean de Lescun*, son frere naturel. Ce conflit produisit entre les deux compétiteurs un déluge d'hostilités juridiques. Le parlement de Toulouse envoya des huissiers , des commissaires de la cour. Les Armagnacs en firent emprisonner quelques-uns , auxquels ils ne donnoient à manger qu'après les avoir obligés de crier trois fois *vive Armagnac !* Philippe de Lévi, trop foible contre le comte , eut recours au roi qui pour lors étoit occupé au recouvrement de la Guienne. Le monarque se contenta de faire sçavoir ses intentions ; & Lescun cependant jouissoit de l'archevêché. Charles l'année suivante résolut de châtier la défobéissance du comte d'Armagnac. Il donna ordre pour cet éfet aux comtes de Clermont & de Dammartin , & à Bureau, maire de Bordeaux, de saisir le comte d'Armagnac. L'inceste de Jean , & l'emportement de ses démarches n'étoient pas les seuls crimes qu'on avoit à lui reprocher. Il étoit aculé de favoriser en secret les Anglois ; d'avoir témoigné une joie indiscrete de leur descente en Guienne ; d'avoir tenu des propos indécents contre le roi & le gouvernement ; de n'avoir point envoyé de troupes contre les ennemis du royaume ; de s'être montré trop sensible à la mort de Talbot, jusqu'à défendre qu'on fit des feux de joie pour la victoire de Castillon. Le comte informé des ordres de la cour de France, fortifia ses places & parut vouloir se défendre ; mais à l'aproche des troupes du roi, la plupart des villes ouvrirent leurs portes , excepté Leytoure qui se rendit le troisieme jour. Il ne resta plus au comte d'Armagnac d'autre ressource que de chercher un asile hors du royaume. Il se retira dans l'Aragon où il possédoit encore quelques châteaux.

Ces

Ces événements se passerent pendant les années 1454 & 1455. Deux ans après le roi chargea le parlement de Paris d'instruire le procès. Le comte absent répondit par procureur. Il prétendoit être jugé par la cour des pairs, en qualité de prince du sang par *Elisabeth de Navarre*, sa mere, & comme issu du côté paternel depuis plus de mille ans, d'hoir en hoir, des rois d'Espagne & des anciens ducs d'Aquitaine. Sa requête à cet égard n'ayant point été admise, il fit aléguer qu'il étoit clerc tonsuré portant habit congru, ajoutant qu'un chevalier combatant pour l'Etat ne pouvoit être privé du privilege de cléricature. Il étoit assez singulier qu'un incestueux bigame, car il avoit encore une autre épouse que sa sœur, déclînât la juridiction séculière, & demandât son renvoi pardevant le juge ecclésiastique. Cete prétention n'eut pas un plus heureux succès que la premiere. Sommé de comparoître en personne, il eut l'audace de se présenter au parlement, ayant pris à la vérité la précaution d'obtenir des lettres du roi. La cour jugea les lettres *subreptices*, & le fit arrêter. On lui donna pour prison une chambre du palais : quelques jours ensuite il obtint son élargissement sous la condition de ne pas s'éloigner de Paris de plus de dix lieues. Cependant on poursuivoit l'instruction du procès avec une vivacité qui en faisoit appréhender les suites. Le comte éfrayé prit la fuite & se retira en Franche-Comté, d'où il fit signifier un acte de protestation au parlement, qui, par un arrêt définitif, le condamna au bannissement, & confisqua ses biens. Ses domaines comprennoient l'Armagnac, le Rouergue & le *Valdorat*. Le comte ne revint qu'au commencement du regne suivant. Louis XI, qui se plaisoit à contredire en tout la conduite de son pere, lui acorda des lettres de rémission.

Une conspiration d'un genre singulier formée contre la personne du roi, excita cete année l'attention la plus sérieuse de la part du gouvernement. Il s'agissoit de magie & d'enchantements. Ces absurdités furent long-temps en crédit parmi nous. *Othon Castellan*, Florentin, successeur de Jacques Cœur dans la charge d'argentièr du roi, fut accusé d'avoir tracé certains caractères & images par art diabolique, par le moyen desquels il se flatoit d'enchanter le roi, de maniere

AN. 1454.
à 1455.

Sorciers. Ch.
ardente à A-
ras.
Chron. de Fr.
Cont. de Monf-
trelet.

AN. 1454.
à 1455.

qu'il le gouverneroit absolument. Guillaume Gouffier, chambélan du roi, étoit entré dans ce complot, non moins criminel qu'insensé. Ils furent tous deux arrêtés à Lyon où la cour étoit pour-lors. On se contenta de les bannir & de les condamner à l'amende. Dans le même temps un prêtre, docteur en théologie, prédicateur renommé, prieur de Saint-Germain-en-Laie, fut pareillement atteint & convaincu de sortilege. Il s'étoit donné au diable pour obtenir les bonnes grâces d'une dame chevaleresse. Il n'est point dit que Satan lui eût tenu parole à cet égard ; mais il convint devant l'inquisiteur de la foi, que tous les forciers du royaume se rassembloient à certains jours dans un lieu indiqué où l'ange des ténèbres se montrait sous la figure d'un mouton. Lorsqu'on lui demanda comment ils se trouvoient au rendez-vous, il répondit qu'il ne falloit pour s'y transporter que *chevaucher un balai* qui servoit de monture à tous les initiés. On ne sçait qui doit le plus surprendre, ou de l'imbécilité des accusés, ou de la sottise des juges, qui livroient au boureau des extravagants qu'ils auroient dû plutôt remettre entre les mains des médecins. Ce docteur, attendu sa qualité de prêtre, ne fut point brûlé. On l'échafauda, on le mitra, on le prêcha publiquement, ensuite il fut *enséré & mené en la fosse* pour y finir ses jours au pain & à l'eau. On se dispenserait de rapporter ces grossières abominations, si elles n'avoient été que l'effet de la démence de quelques particuliers, mais la superstition à cet égard étoit presque générale. Les grands, les gens de lettres, le peuple, étoient presque également persuadés. Le duc de Bourgogne établit une chambre ardente dans la ville d'Aras, pour instruire le procès de ces prétendus forciers. Plusieurs furent envoyés au supplice ; mais bientôt le nombre des coupables devint si prodigieux, par la révélation des complices, parmi lesquels se trouvoient les personnes les plus considérables, qu'on fut obligé d'arrêter le cours des procédures.

Mort du pape
Nicolas V.
Monstrelet,
Chron.
Hist. écl. liv.
110.

L'Europe Chrétienne perdit cete année dans la personne de Nicolas V, un des plus respectables pontifes qui eussent occupé la chaire de saint Pierre. Le continuateur de Monstrelet assure qu'il mourut empoisonné, & que ce crime fut

constaté par le raport des medecins qui l'ouvrirent. Suivant l'histoire ecclésiastique, le chagrin de la prise de Constantinople se joignant aux douleurs de la goutte dont il étoit tourmenté depuis long-temps, précipita la fin de ses jours. Il consacra les huit années de son pontificat aux embélissemens de Rome qu'il enrichit de superbes édifices; il n'oublia rien pour pacifier les troubles dont l'Italie étoit agitée. Sa piété, ses lumieres égaloient son désintéressement; jamais il ne vendit charges ni bénéfice. Il employoit en œuvres charitables tout ce qu'il pouvoit épargner de ses revenus. Amateur des sciences qu'il cultiva toute sa vie, la littérature lui est redevable des services les plus essentiels. Les arts fugitifs de la Grece trouverent en lui un bienfaiteur, un pere. Il enrichit la bibliotheque du vatican des plus précieux manuscrits Hébreux, Grecs & Latins. Il n'épargnoit ni soin ni dépenses pour cete collection, jusqu'à payer cinq mille ducats un manuscrit Hébreu de l'évangile de saint Mathieu. Il emporta au tombeau les regrets sinceres de tous les fidèles, également édifiés de ses vertus religieuses & politiques. Les cardinaux assemblés pour lui donner un successeur, hésiterent pendant quelques jours. Le célèbre *Bessarion* fut sur le point d'être élu. Les peres du conclave n'en furent détournés que par les remontrances du cardinal d'Avignon, qui leur représenta qu'il étoit humiliant pour le sacré college de donner pour chef à l'Eglise Romaine un néophite Grec. Les suffrages se réunirent en faveur d'*Alphonse Borgia*, Espagnol, âgé de soixante-dix-huit ans, qui prit le nom de Calixte III. On ne sçait trop sur quel fondement *Borgia* s'étoit flaté de parvenir à cete éminente dignité; mais il en paroissoit si fortement persuadé, qu'il assuroit positivement qu'il seroit pape. Avant même son exaltation, il fit vœu de déclarer la guerre aux Turcs, & dans l'acte qui contient cete promesse, il prit le nom de *Calixte III*, pape *, quoiqu'il ne fût encore que cardinal.

Jean II, roi de Castille, alié de la France, après un regne

* *Ego papa Calistus tertius promitto & voveo sanctissimæ Trinitati, &c.* Moi Caliste III, pape, je promets & voue à la très sainte Trinité, &c. *Spicil. Miscellan. epist. T. III. Hist. eccl.*

AN. 1454.
à 1455.
Spicil. t. IV.

Spicil. t. III.

Mort du roi d'Espagne.
Troubles de la Navarre.
Hist. d'Esp. notit. Vascon.

AN. 1454.
à 1455.

aussi long qu'agité, mourut aussi cete année. Il n'étoit âgé que de cinquante ans. Les troubles occasionnés par sa foiblesse pour *D. Alvar de Lune*, la mort de ce favori qu'il fit exécuter, ses remords, les révoltes de l'infant *D. Henri*, abrégèrent ses jours. Ce fils rebelle, connu dans l'histoire sous le nom d'*impuissant*, lui succéda. Il avoit épousé *Blanche*, fille du roi de Navarre. Ce n'étoit pas assez que la plupart des princes de l'Europe fussent divisés entre eux par l'intérêt de leurs Etats ou de leur ambition, ce même esprit de discorde agitoit leurs cours, pénétoit dans l'intérieur de leurs familles, & produisoit les plus fortes haines entre les personnes qui en auroient dû être le moins susceptibles. La Navarre étoit déchirée par la guerre que se faisoient *Jean d'Aragon* & le prince de Viane, son fils. Les seigneurs de *Beaumont* & de *Grammont*, chefs des deux plus puissantes maisons de ce royaume, armés en faveur du monarque & de l'héritier présomptif, versaient des torrents de sang pour soutenir une querelle qui révoltoit la nature.

Continuation
de la méfintel-
ligence entre
le roi & le
dauphin.

Ibid.
Observat. sur
l'Histoire de
France.

Histoire de
Louis XI. par
M. Duclos.

Hist. mod. de
Charles VII.

Charles étoit de tous ces princes le seul peut-être qui ne méritoit pas d'essuyer une semblable disgrâce. Jamais pere ne fut plus digne d'être l'objet du respect & de la tendresse d'un fils. Conquérant du patrimoine de ses ancêtres, juste, bienfaisant, adoré de ses peuples, l'inflexibilité du caractère du dauphin remplissoit ses jours d'amertume. Indépendamment des sujets de mécontentement personnels, le roi recevoit de tous côtés des plaintes de la conduite altière de son fils. Depuis sa retraite de la cour, le monarque avoit inutilement tenté de le faire rentrer dans son devoir, & de l'engager à revenir. Les invitations les plus pressantes, les prières, les menaces, ne purent jamais vaincre son obstination. Il répondit toujours qu'il étoit prêt à se soumettre au roi son pere, pourvu qu'il ne lui ordonnât pas de se rendre près de sa personne. Il fit même dès-lors entrevoir que si l'on persiftoit à le contraindre, il prendroit le parti de sortir du royaume. Enfin Charles, qui craignoit de se voir obligé d'employer des moyens de rigueur, consentit qu'il continuât de demeurer en Dauphiné; mais à condition qu'il laisseroit jouir *Jean du Chatel* de l'archevêché de Vienne, dont il vou-

loit disposer sous prétexte d'une bulle du pape, qui lui en acorderoit la réserve; qu'il restitueroit des terres usurpées sur l'église de Lyon, & qu'il chasseroit de sa cour tous les mécontents de la France, ou coupables, qui s'y étoient réfugiés. Ces divers articles furent le sujet de plusieurs négociations dont le détail n'offre rien d'intéressant. Il suffira de dire qu'ils ne furent jamais réglés définitivement.

AN. 1454.
à 1455.

Louis un peu plus tranquille du côté de la cour, tourna vers d'autres objets cette inquiétude qui lui étoit naturelle. Il déclara la guerre au duc de Savoie, son beau-pere, pour l'hommage du marquisat de Saluces. Cette rupture fut suivie de la prise de plusieurs places, & le dauphin se disposoit à pousser ses conquêtes, lorsque le duc de Bourgogne & les Suisses du canton de Berne, l'obligerent d'accepter leur médiation. Le défaut de fonds suffisants à l'entretien de ses troupes, le réduisit à la nécessité de fouler le peuple par ses vexations. Il avoit établi une taxe de deux livres par feu dans toute l'étendue de ses domaines. Le clergé, la noblesse, le tiers-états, se souleverent également contre cette imposition, & réclamèrent les privilèges dont la province avoit joui sous ses anciens souverains, & que les rois de France s'étoient engagés de maintenir, suivant l'acte par lequel *Humbert*, dernier dauphin de Viennois, leur avoit transporté la propriété de ses Etats. Louis, déjà fait à ne reconnoître d'autres loix que sa volonté, rejeta les remontrances qui lui furent présentées. Les trois ordres s'adresserent au roi, qui promit de leur rendre justice. Les troupes entrèrent en Auvergne où Charles se rendit en personne. Louis alarmé, n'eut d'autre parti à prendre que d'essayer de conjurer l'orage qui le menaçoit. Il se trouvoit absolument sans ressource. Les Anglois, anciens ennemis de la France, étoient trop occupés de leurs guerres civiles pour profiter de nos divisions. Le duc de Bourgogne ne lui offroit d'autre assistance que d'interposer sa médiation. Le duc de Savoie avoit des sujets trop récents de se plaindre de lui pour embrasser sa querelle; il atendoit encore moins de secours des Dauphinois qu'il avoit maltraités. Dans une conjoncture si difficile, il eut recours à la soumission; il fit assurer son pere qu'il étoit prêt à

Le dauphin
déclare la
guerre au duc
de Savoie.
Ibid.

AN. 1454.
à 1455.
*Nouv. Observ.
sur l'histoire de
France.*
AN. 1455.

retourner à la cour, mais il insistoit toujours sur le renvoi des personnes dont il avoit, disoit-il, sujet de se défier. Le roi lui fit répondre, qu'il ne prétendoit pas le contraindre de se rendre auprès de lui, ni de demeurer en Dauphiné, mais qu'il ne sacrifieroit jamais à ses craintes imaginaires tant de grands capitaines & de sujets fideles, à qui la monarchie étoit redevable de son rétablissement.

Ces diverses négociations suspendirent pendant quelque temps l'éclat que le roi méditoit; mais reconnoissant par leur inutilité qu'il ne devoit plus désormais se flater de surmonter l'invincible opiniâtreté de son fils, il déclara qu'il remettoit en sa main le Dauphiné, dont il confia le gouvernement au seigneur de Châtillon. Le dauphin revint à la charge, employa de nouveau les prières & les ofres de se soumettre, mais toujours conditionnellement. Le roi, pour dernière réponse, lui fit dire, qu'il avoit volontairement * abandonné la cour, qu'il étoit maître d'y revenir, & qu'il auroit toujours la liberté de se retirer quand il voudroit. *Mes ennemis se fient bien en ma parole*, dit-il aux envoyés du dauphin, & *maintenant mon fils ne s'y fie pas, en quoi il me semble qu'il me fait petit honneur*. Quelques preuves que le dauphin eût données de la dureté de son cœur, le roi auroit voulu se persuader que la désobéissance de ce prince provenoit des conseils pernicioeux de ses confidents. Il menaça de faire procéder, suivant la rigueur des loix, contre ceux qui obsédoient son fils.

AN. 1456.
Le légat tenta inutilement de réconcilier le pere & le fils.
Ibid.

Cependant cete malheureuse division s'aggravoit de plus en plus. Le cardinal d'Avignon, envoyé par le pape Calixte pour ménager la réconciliation du roi & du dauphin, employa des efforts inutiles. Les prétentions de part & d'autre étoient diamétralement opposées. Le monarque vouloit que son fils revînt volontairement à la cour, & qu'il éloignât

* Nos historiens modernes ne sont pas d'accord sur la manière dont le dauphin quitta la cour en 1446. Ils ont paru douter si le roi lui ordonna de se retirer, ou s'il prit ce parti de lui-même. Chartier dans sa chronique résout cete difficulté. *Lorsque le dauphin se partit d'avec le roi son pere, il ne demanda congé que pour quatre mois, & il demeura, à sa grande déplaisance, bien près de dix ans. C'étoit en 1456 que Chartier écrivoit cet article de ses annales. Chron. de Fr. t. III. Contin. de Monstrelet, an 1455.*

plusieurs de ses officiers, qui s'étoient rendus suspects d'entretenir la méfintelligence dans la famille royale. Le dauphin s'obstinoit à demeurer en Dauphiné, ne vouloit pas renvoyer ses officiers, & demandoit que son pere se défit des ministres qui lui déplaisoient. Le cardinal légat, que Charles avoit prié d'assister à toutes les audiences, ne put que plaindre le monarque. On voit par la lenteur des démarches de ce prince, combien les moyens violents coutoient à son cœur paternel.

AN. 1456.

Sur ces entrefaites, Antoine de Chabannes, comte de Dammartin, manda au roi que le dauphin rassembloit des troupes aux environs de Valence, qu'il avoit ordonné à tous ses sujets qui auroient atteint l'âge de dix-huit ans, de prendre les armes, avec injonction à tous les habitants des campagnes de retirer leurs effets dans les places fortes. Il avoit sept compagnies d'ordonnance de cent lances chacune. Lescun, bâtard d'Armagnac, devoit commander son armée. Malgré cet appareil formidable en apparence, Louis ne comptoit que foiblement sur ses ressources. Rebele contre son pere, osoit-il compter sur la fidélité des hommes? Il n'ignoroit pas le mécontentement général des peuples. Il se flata toutefois, pendant quelque temps, qu'on craindroit de le pousser à bout : mais lorsqu'il aprit que le comte de Dammartin avoit reçu ordre de marcher avec l'armée vers le Dauphiné, de s'emparer de la province, de se saisir même de sa personne, il ne songea plus qu'à se dérober à la colere du roi. La proximité l'invitoit à chercher un asyle dans les Etats du duc de Savoie ; mais, quoique son gendre, il ne l'avoit pas assez ménagé pour se flater qu'il voulût, en embrassant sa querelle, se brouiller avec la cour de France. Le duc de Bourgogne étoit le seul de tous les princes qui fût assez puissant pour oser le protéger, & sur la générosité duquel il pût compter. Tandis qu'il hésitoit, incertain du parti qu'il prendroit, déjà Chabannes étoit entré dans le Dauphiné. Ce seigneur, indépendamment du service du souverain, avoit des motifs personnels de s'aquiter avec zele de sa commission. Dès qu'il parut, les places ouvrirent leurs portes, les peuples se soumirent, la plupart des capitaines mirent bas les armes.

Le dauphin leve des troupes. Le roi ordonne au comte de Dammartin de saisir le Dauphiné.

Ibid.

AN. 1456.
Embaras du
dauphin. Sa
retraite en
Bourgogne,
Ibid.
Spicil.

Le dauphin, abandonné de tout le monde, reconnut qu'il ne devoit l'impunité de sa désobéissance qu'à l'indulgence du roi. Il lui restoit encore une ressource honorable, c'étoit de se soumettre avec confiance dans la tendresse de son souverain & de son pere ; mais on lui faisoit entendre qu'on avoit dessein de le priver de la liberté, & de faire reconnoître le prince Charles, son frere, pour héritier présomptif. Il le crut, sans réfléchir qu'une pareille disposition étoit absolument contraire aux constitutions du royaume. Cependant le péril pressoit, il touchoit au moment de se voir envelopé. Dammartin s'avançoit avec son armée, & déjà s'étoit assuré de presque tous les passages. Le dauphin avoit écrit au duc de Bourgogne pour lui demander un asyle. Avant que de lui répondre, le duc crut devoir en informer le roi. Louis impatient, prit enfin sa dernière résolution. Il feignit un pèlerinage à saint Claude, & fixa le jour de son départ au retour d'une chasse dont il ordonna les apprêts. Tandis que Dammartin environnoit de troupes le canton où le prince devoit chasser il partit précipitamment suivi de six ou sept de ses plus affidés serviteurs ; & quoique poursuivi par Dammartin, qui vouloit réparer la honte d'avoir pris le change, il se rendit heureusement à *Vers* chez le prince d'Orange. Lorsqu'il se vit en sûreté, il manda son arrivée au seigneur de Beaumont, maréchal de Bourgogne, qui vint le prendre avec une escorte & le conduisit à Bruxelles.

Le duc de
Bourgogne é-
crit au roi.
Ibid.

Miscellan.
Epist. Diplo-
mat. &c.

Le duc de Bourgogne étoit alors en Hollande à la tête d'une armée, occupé à faire reconnoître *David*, son fils naturel, évêque d'Utrecht. Ce fut de cete ville qu'il écrivit au roi le détail de la fuite du dauphin, tel qu'on vient de le rapporter. *Je ne m'en donnois point de garde*, dit-il dans sa lettre, *j'en ai été bien émerveillé, & vous en avertis comme raison est. Vous sçavez, mon très redouté seigneur, que pour honeur de vous, de lui & de votre noble maison, raison veut que je lui fasse tout l'honneur, révérence & plaisir que je pourai bonnement.* Il finissoit en assurant qu'il n'avoit d'autre desir que de contribuer à faire rentrer le prince en grace auprès du roi.

Réception
du dauphin à
Bruxelles.

Le duc avoit envoyé des ordres à Bruxelles pour qu'on fit au prince une réception digne d'un fils aîné du premier monarque

monarque de l'Europe. La cour de Philippe, la plus galante & la plus magnifique des princes de son siècle, étoit en même temps celle où le cérémonial s'observoit avec le plus de dignité, ainsi que nous l'avons remarqué dans les précédents volumes : on y pratiquoit avec la plus scrupuleuse exactitude tous les rites de l'étiquette. M. de Sainte-Palaye, à qui notre littérature est redevable d'une infinité de recherches non moins curieuses qu'instructives, entre divers monuments, en a recueilli un qui retrace d'une manière aussi naïve qu'exakte, les honneurs que le dauphin reçut en arrivant à Bruxelles. Lorsqu'il fut entré dans la ville, la duchesse de Bourgogne, la comtesse de Charolois, suivies de toutes leurs dames, des seigneurs, gentilshommes, & des principaux officiers de leurs maisons, se rendirent dans la cour du palais, & attendirent le prince près des barrières. Aussi-tôt qu'il les aperçut, il descendit de cheval & baisa la duchesse & la comtesse qui s'étoient agenouillées toutes à terre. Il embrassa ensuite les autres dames. En allant au château, il voulut mettre la duchesse au-dessus de lui ; elle s'en défendit en lui disant : *Monsieur, il semble que vous avez desir qu'on se moque de moi, car vous me voulez faire ce qu'il ne m'appartient pas. Non, madame*, reprit le prince, *je dois bien vous faire honneur, car je suis le plus pauvre du royaume de France, je ne sçais où querir refuge, sinon devers mon bel oncle le duc Philippe & vous.* Le dauphin termina la contestation en donnant la main à la duchesse, qui le conduisit à l'appartement qu'on lui avoit préparé. En prenant congé de lui, les princesses & leur suite réitérèrent les génuflexions. Le même écrivain d'où ces particularités sont tirées, ajoute que toutes les fois que la duchesse & madame de Charolois mangeoient avec le dauphin, on ne les servoit point à couvert, & que lorsqu'elles l'accompagnoient en public, elles portoient elles-mêmes les queues de leurs robes. Ces égards respectueux paroissoient excessifs au dauphin, le prince de son temps le moins sensible à la pompe extérieure. Lorsque le duc de Bourgogne revint de Hollande, il descendit pour le recevoir & s'avança jusqu'au milieu de la cour du palais de Bruxelles. Le duc se mit à genoux aussi-tôt qu'il l'aperçut. Le prince voulut cou-

AN. 1456.
Mém. de M.
de Sainte-Pa-
laye.

AN. 1456.

rir au-devant de lui pour l'empêcher de se prosterner une seconde fois. La duchesse le retint par le bras, & l'obligea, quelques efforts qu'il fit, d'essuyer les trois génuflexions. Enfin, l'impatient Louis se trouvant près du duc le prit *bras à bras* ; ils monterent les degrés sans quitter cete attitude. Les honneurs rendus à l'héritier présomptif de notre monarchie par le duc de Bourgogne, qui s'estimoit l'égal des souverains, nous aprenent quelle haute idée on avoit de la majesté de cet empire. Le duc ne s'en tint pas à ces égards respectueux, il assigna au dauphin une pension de six mille livres par mois pour l'entretien de sa maison. Ce prince fugitif choisit pour son séjour ordinaire Geneppe, petite ville de Brabant à quelques lieues de Bruxelles.

Inquiétude
du dauphin.
Ibid.

Cependant Louis n'étoit pas sans inquiétude sur la démarche qu'il venoit de faire. Tel étoit le caractère de ce prince de s'engager presque toujours au gré de ses caprices, & de ne réfléchir qu'après coup sur les moyens de sortir de l'embaras où l'avoit jeté son imprudence. Cete précipitation l'obligea souvent d'employer les armes de la ruse. Il passa pour fin & dissimulé, parce qu'il eut à tout moment besoin de tromper. A force de commettre des fautes, palliées plutôt que réparées par ses artifices, il acquit l'habitude d'une politique infidieuse qui n'étoit d'usage que pour lui seul, & qui seroit danrereuse pour quiconque voudroit l'imiter. En quittant le Dauphiné il avoit adressé une lettre circulaire au clergé de France pour demander des prières. Il faisoit ordinairement des vœux, dit un judicieux moderne, lorsqu'il se croyoit sans ressource du côté des hommes. Il écrivit dans le même temps au roi pour lui mander qu'il se rendoit auprès du duc de Bourgogne, dans l'intention de l'accompagner contre les Mahométans, & d'exercer la charge de gonfalonier ou généralissime des troupes de l'Eglise, que le pape lui avoit conférée l'année précédente.

Histoire de
Louis XI par
M. Duclos, l. 1.

Le duc de
Bourgogne
envoie des
ambassadeurs
au roi.
Ibid.

Le duc de Bourgogne, à la prière du dauphin, envoya des ambassadeurs au roi, qui leur donna audience à S. Symphorien. Après avoir assuré le monarque de la droiture des intentions de leur maître, qui n'avoit acordé au prince une retraite dans ses Etats, que dans la vue de l'empêcher de

chercher un asyle en Angleterre, ils le supplient de rendre ses bonnes graces à son fils, qui osoit de réparer tous les sujets de mécontentement qu'il avoit pu lui donner, jusqu'à demander pardon à genoux devant telle personne qu'il plairoit à sa majesté de commettre pour le recevoir en son nom. Ils présenterent ensuite un mémoire, par lequel le dauphin supplioit son pere de suspendre la saisie du Dauphiné, de lui permettre de faire la guerre aux Turcs, & de lui fournir des troupes & les fonds nécessaires pour cete entreprise. Les ministres Bourguignons ajouterent, que si le roi consentoit à ce voyage, le duc se proposoit d'accompagner le prince & de servir sous lui.

AN. 1456.

Charles répondit aux députés, que le duc & les autres princes du royaume ne devoient recevoir son fils, *qu'autant qu'il se maintiendrait envers lui comme bon & obéissant fils devoit faire par raison, & que l'honneur qui lui étoit dû dépendoit du roi.* Qu'il ignoroit absolument le sujet des terreurs que le dauphin affectoit; qu'il étoit toujours disposé à le recevoir *en bon pere*, pourvu qu'il ne vint point accompagné de ministres suspects; qu'en voulant l'obliger de fléchir sous l'autorité paternelle, il ne faisoit que se conformer aux avis des princes, des seigneurs les plus sages du royaume, & du duc de Bourgogne lui-même, qui le premier lui avoit conseillé *de réduire le dauphin & de lui donner des serviteurs prudents qui eussent regard à son honneur ainsi qu'ils le devoient faire par raison.* Qu'à l'égard du voyage de Turquie, il étoit surpris qu'il eût formé une résolution de cete importance sans son consentement, dans un temps sur-tout où l'on avoit encore à craindre une nouvelle invasion de la part des Anglois à peine chassés du royaume, & qui méditoient sans cesse le recouvrement de leurs anciennes conquêtes; qu'il n'y avoit point de prince chrétien qui fût plus disposé que lui à combattre les ennemis de la foi, aussi-tôt qu'une paix solide, ou même *une longue treve*, auroit assuré la tranquillité de ses Etats: mais qu'indépendamment de ces raisons, la première démarche de son fils devoit être de rentrer dans son devoir; enfin, que ce n'étoit qu'à regret, sur les remontrances générales de la province, & pour arrêter le cours des désordres oca-

Réponse du
roi.
Ibid.

AN. 1456.

fionnés par les conseillers pernicieux qui obsédoient le prince, qu'il s'étoit vu forcé *de mettre en sa main le Dauphiné*. En effet, les Etats de cete province assemblés par ordre du roi, se plaignirent unanimement de l'administration du dauphin. Il avoit surchargé les habitants d'impositions, dépouillé les seigneurs de leurs possessions, & aliéné le domaine sans le consentement du souverain.

Quelqu'assurance que le roi fît paroître, la retraite de son fils lui causoit des alarmes qu'il s'éforçoit envain de dissimuler. Le duc de Bourgogne n'étoit déjà que trop redoutable par lui-même, sans avoir entre ses mains le présomptif héritier de la couronne : il étoit à craindre qu'il ne cherchât à tirer avantage d'un dépôt si dangereux. On se hâta de fortifier les garnisons des places frontieres de la Bourgogne & des Pays-Bas. Le duc de son côté leva des troupes ; on s'observoit avec une défiance réciproque. Comme la crainte étoit égale, ces mouvements se terminerent à se tenir de part & d'autre sur la défensive.

Conspiration
formée par le
duc d'Alen-
çon.

Ibid.

Regist. du par-
lement.

Trésor des
chartres.

MS. de Brien-
ne.

Ch. des comp.

Du Tillet,

Interrog. ms. du

procès d'Alen-
çon.

Charles avoit inutilement consumé ses jours à se procurer un repos qui le fuyoit sans cesse. L'étrange destinée de ce prince sembloit le réserver à des contradictions, des combats, des chagrins éternels. Les soucis dévorants, les plus sombres inquiétudes, les soupçons, les terreurs, se succédoient dans son ame déchirée, & lui laissoient à peine le temps de respirer. Le bonheur n'est-il donc le plus souvent que le partage de ces ames communes peu capables de le sentir, encore moins de s'en rendre dignes ? La triste situation de ce respectable monarque, au sein de la gloire la mieux méritée, nous arache cete douloureuse réflexion. Tandis qu'il s'occupoit de mesures propres à faire rentrer le dauphin dans son devoir, ou du-moins à rendre impuissants les effets que pouvoit produire la défobéissance de ce fils rebelle, il touchoit au moment de voir éclater une conjuration capable de le renverser du trône qu'il avoit rétabli par trente ans de fatigues, de périls & de combats, & de replonger le royaume dans l'état déplorable où il l'avoit trouvé au commencement de son regne. Le duc d'Alençon (car ce fut toujours de la part de sa famille que le monarque éprouva les plus sensibles

coups) tramoit depuis trois ans le coupable projet de livrer sa patrie aux Anglois. Ce n'étoit plus ce prince généreux, qui, prisonnier à la bataille de Verneuil, avoit préféré ses fers à la honte de manquer de fidélité à son souverain*. L'intérêt, l'ambition, la jalousie, aveuglant son ame, avoient fait un traître d'un héros. Il flétrit la gloire de ses premières années par une vieillesse criminelle. Quelques écrivains ont essayé de justifier ce prince, sans avoir sur son innocence que des conjectures imaginaires. Il ne fut jugé que sur son propre aveu. Ce n'est que d'après lui-même que nous alons rapporter toutes les circonstances de son crime. Depuis la guerre de la Praguerie, dont il avoit été un des principaux auteurs, il paroissoit rarement à la cour, où ses liaisons avec le dauphin l'avoient rendu suspect. Quoiqu'il se fût attiré sa disgrâce, il en acusoit hautement le comte du Maine. La faveur dont le roi honoroit ce prince, étoit pour lui un sujet continuel de jalousie & de haine. Il avoit voulu revendiquer la ville & le château de Fougères, vendus à vil prix au duc de Bretagne. Il se plaignoit que le conseil de France eût refusé de le seconder pour rentrer dans un bien qu'il n'avoit aliéné que pour acquiter le prix de sa liberté perdue en combattant pour l'Etat. On ne peut pas dire qu'à cet égard les plaintes du duc fussent destituées de fondement; mais le roi ne pouvoit se mêler de cete affaire sans offenser le duc de Bretagne qu'il avoit intérêt de ménager. D'ailleurs plusieurs gratifications reçues en différentes fois par le duc d'Alençon, étoient un dédommagement suffisant de ce marché défavantageux. Un semblable prétexte pouvoit-il acquérir le droit de conjurer la perte du royaume?

Quelques mesures qu'eût prises le duc d'Alençon pour dérober la connoissance de ses démarches, elles ne purent être si secrètes qu'on n'en découvrit le mystère. Il fut trahi par des agents infideles. Perfide lui-même envers sa patrie & son souverain, il ne devoit pas compter sur la foi de ceux qui le servoient. Son aumônier *Thomas Gillet*, prêtre, natif de Domfront, dont il s'étoit servi dans les commencements, éfrayé des suites de cete affaire, le fit dénoncer par un de ses parents que le duc envoyoit à Londres. Ses lettres por-

AN. 1456.

* Tom. VII
de cete histoire.

Découverte
de la conspira-
tion.
Ibid.

AN. 1456.

tées au roi, qui pour-lors étoit en Bourbonnois*, développèrent une partie de ses intrigues. A qui me fierai-je désormais, puisque les princes même de mon sang me trahissent, s'écrioit Charles, aussi surpris qu'affligé de cete découverte ? L'indignation succédant à la douleur, il chargea le comte de Longueville, Brézé, grand sénéchal de Normandie, Boursier, général des finances, Cousinot, bailli de Rouen, & Odet d'Aidie, bailli de Constantin, de s'assurer du coupable qui pour-lors étoit à Paris. Dunois ayant communiqué ses ordres au prévôt de Paris, lui commanda de faire environner l'hôtel d'Alençon (aujourd'hui l'hôtel de la Force), tandis qu'il s'y rendroit lui-même sous prétexte de visiter le duc. Lorsqu'il jugea que le prévôt avoit eu le temps nécessaire pour disposer ses gens : *Monseigneur*, dit-il au prince, que jusque-là il n'avoit entretenu que de choses indifférentes, *pardonnez-le moi, le roi m'a envoyé devers vous, & m'a baillé charge de vous faire son prisonnier, je ne sçai proprement les causes pour quoi.* Lui mettant ensuite la main sur l'épaule, il ajouta, & pour à lui obéir, *je vous fais prisonnier du roi.* Le duc d'Alençon terrassé par ce coup de foudre, loin de songer à se défendre, n'eut pas même la force de repliquer, lorsque le comte de Longueville lui signifia qu'il falloit partir sur-le-champ. On lui permit seulement d'écrire à la duchesse son épouse**. Mouci, bailli de Vermandois, à la tête de quarante lances & d'une compagnie d'archers, l'atendoit hors de la porte de S. Antoine, & le conduisit le même jour à Melun. Le comte de Richemont vint l'y trouver, & dans l'entretien qu'il eut avec lui, ne put tirer aucun éclaircissement sur les attentats qui avoient occasionné sa disgrâce. Le duc refusa de répondre aux interrogations du connétable, &

Math. de Couci, p. 702.

* Le nouvel éditeur de Daniel observe dans une de ses notes, d'après M. Dupuy, « qu'une ancienne chronique dit à la vérité que le roi étoit alors en Bourbonnois, mais que cependant l'ordre d'arrêter le duc d'Alençon est daté du » Château-Gaillard qui n'est point en Bourbonnois ». Les lettres-patentes du 24 Mai 1456, portant ordre de se saisir de la personne du duc d'Alençon, sont datées du Chastellier près Esbreville en Bourbonnois. Ainsi l'erreur reprochée au P. Daniel retombe sur le critique. *V. chron. de Fr. cond. du duc d'Alençon.*

** Voici la lettre insérée dans les interrogatoires : *Mamie, je me recommande à vous, je suis sain & en bon point, ne vous souciez & croyez Jean le comte de ce qu'il vous dira.*

déclara, *qu'il diroit son fait au roi seul & non à autre.* De Melun il fut transféré à Chantelle en Bourbonnois.

AN. 1456.

On travailla cependant à l'instruction préliminaire du procès, qui ne fut jugé définitivement que deux ans après la détention du duc. Le roi avoit commis un maître des requêtes, deux conseillers de la cour, & le lieutenant civil, pour l'interroger dans la prison. Il refusa de répondre juridiquement, prétendant qu'en qualité de prince du sang & de pair de France, il ne devoit reconnoître d'autres juges que la cour des pairs.

Premiers interrogatoires.
Ibid.

Depuis le procès du roi de Navarre, il n'y avoit point eu d'action en crime de lèse-majesté intentée contre un pair. Le nombre des années qui s'étoient écoulées, les secousses violentes dont le royaume avoit été agité, l'espece d'anéantissement dans lequel tous les ordres de l'État furent comme ensevelis pendant cete longue anarchie, avoient fait perdre de vue la plupart des anciennes constitutions. Charles ignoroit, ainsi que ses ministres & son conseil, les formalités qu'il falloit observer pour procéder criminellement contre un pair. Il chargea *Jean Tudert*, maître des requêtes de l'hôtel, d'écrire au parlement, & de lui proposer diverses questions relatives à ce sujet. Ce fut sur la réponse de la cour qu'on se régla, soit pour la convocation, soit pour l'ordre des séances.

Le roi consulte le parlement.
Ibid.

Lorsqu'on eut recueilli les éclaircissements & rassemblé les preuves nécessaires, le roi par ses lettres-patentes ordonna, *que le lit de justice seroit & se tiendrait à Montargis le premier jour du mois de Juin suivant, jusqu'à la perfection du procès.* Dans le même temps, les pairs & les princes du sang *tenant en pairie*, furent ajournés suivant l'ancien usage.

Le roi mande le parlement à Montargis.
Convocation des pairs.
Ibid.

Il s'en falut peu que l'ajournement des pairs ne fit dégénérer en rupture déclarée la froideur, ou pour mieux dire, la méfintelligence secrète qui régnoit depuis quelque temps entre les cours de France & de Bourgogne. Le duc étoit mécontent de ce que le roi soutenoit avec trop de chaleur les intérêts du comte de Saint-Paul, qui, suivant le continuateur de Monstrelet, aspirait à la dignité de connétable de France. Ce seigneur dès-lors, par sa conduite équivoque

Fierté du duc de Bourgogne.
Ibid.

AN. 1456.

entre deux puissants princes, cherchoit sa sûreté dans leurs divisions. Un nouvel incident avoit manifesté d'une manière à ne pas s'y méprendre, queles étoient les dispositions actuelles du duc de Bourgogne, lorsqu'il répondit à l'envoyé du roi qui vint lui déclarer que le monarque prenoit en sa garde les terres du damoiseau de Rodemac, situées dans le duché de Luxembourg, *que le roi n'y avoit que voir : je voudrois bien*, dit-il, *sçavoir si le roi veut tenir la paix d'Aras, laquelle de ma part je ne briserai pas ; mais dites-lui que je lui prie qu'il me fasse sçavoir sa volonté, & me recommander à lui.*

Le duc de Bourgogne
sommé de se
trouver au lit
de justice leve
des troupes.

Le roi arme
de son côté.
Ibid.

La fierté de cete réponse n'empêcha pas le roi, au commencement de l'année suivante, de faire ajourner le duc pour se trouver le 15 Juin à Montargis avec les autres pairs de France. Le duc de Bourgogne, dans l'audience publique qu'il donna aux ambassadeurs, leur parla en ces termes : *Quoique monseigneur le roi, par le traité d'Aras, ne me doive rien commander, & que de ma personne sois exempt de lui, néanmoins j'y serai personnellement au plaisir de Dieu.* Après avoir congédié les envoyés, il fit partir son roi d'armes avec ordre de déclarer ses intentions au roi. Les auteurs contemporains ne s'expliquent pas sur le mystère de cete commission; mais il fit dans le même temps publier un ordre à tous les sujets de ses domaines de prendre les armes & de se tenir prêts pour l'accompagner à Montargis, où il avoit dessein de se rendre avec les forces les plus nombreuses qu'il pourroit rassembler. Le roi de son côté fit convoquer l'arrière-ban.

Le roi dis-
pense le duc
d'assister au lit
de justice.
Ibid.

La France étoit à la veille de retomber dans ce goufre de maux où elle avoit si long-temps gémi: Déjà les troupes acouroient de toutes parts. La première étincelle aloit produire un embrasement général. Charles n'en put sans frémir envisager les suites funestes. Il crut qu'il y avoit plus de grandeur à céder qu'à faire couler le sang de ses sujets. Il dissimula l'indignation que lui causoit l'audace du duc de Bourgogne, & lui fit dire qu'ayant appris qu'il se disposoit à se rendre à Montargis avec un cortège trop nombreux, il le dispensoit de s'y trouver; qu'il le prioit seulement d'envoyer trois ou quatre personnes de son conseil pour assister au jugement du duc d'Alençon. On fit en même temps courir le
bruit

bruit que l'armée assemblée par ordre du roi étoit destinée contre les Anglois qui menaçoient de faire une descente en France. Le duc de Bourgogne, satisfait de la modération du roi, congédia ses troupes, & nomma les seigneurs de Croi, de Lallaing & Jean l'Orfevre, président de Luxembourg, pour se rendre à Montargis.

AN. 1456.

Cependant on continuoît l'instruction du procès, lorsque le roi, qui s'étoit arrêté à Baugenci dans l'appréhension d'une maladie épidémique qui ravageoit les environs de Montargis, changea le lieu de l'assemblée qu'il indiqua dans la ville de Vendôme. Il vouloit d'ailleurs être à portée de défendre les côtes de la basse Normandie, du Poitou, & de la Saintonge, menacées effectivement par les Anglois.

Le roi transfère le lit de justice à Vendôme.

Ibid.

Le duc d'Alençon avoit long-temps persisté à nier les crimes qu'on lui imputoit; mais à la fin, pressé par ses remords & par la foule des preuves dont il étoit acablé, il prit le parti de fléchir, d'autant plus volontiers, qu'on lui avoit fait entendre qu'il n'y avoit qu'un aveu sincère qui pût le sauver. *Il confessa de sa franche & libérale volonté*, que dans le temps de la descente de Talbot en Guienne, & de la prise de Bordeaux, il avoit écouté les propositions que lui fit faire, par un nommé Jacques Haye, Richard d'Oudeville, chevalier Anglois, du mariage de la princesse sa fille avec le comte de la Marche, fils aîné du duc d'Yorck. Le projet de cete aliance fut suivi d'une promesse de la part du duc, de se déclarer ouvertement contre le roi, aussi-tôt que l'avantage des circonstances le permettoit. On convint, pour signal de reconnaissance entre les agents qu'il seroit indispensable d'employer dans cete intrigue, de se prendre le pouce de la main. Quelque temps après, un héraut Anglois vint le trouver à la Fleche. Il le chargea d'engager le duc d'Yorck à presser son débarquement sur les côtes de Normandie, en le conjurant d'être *d'acord de par Dieu ou de par le diable*. (Il entendoit parler des divisions dont l'Angleterre étoit alors agitée.) Il représentoit au duc qu'il étoit temps ou jamais d'attaquer la France; qu'il s'étonnoit comment les Anglois étoient assez lâches pour différer leur invasion, vu les offres qu'il leur faisoit; que le roi étoit éloigné, les troupes occu-

Confession du duc d'Alençon.

Intèrog. du procès d'Alençon.

AN. 1456.

pées en Guienne, dans l'Armagnac & vers les frontières du Dauphiné; que les peuples mécontents n'atendoient que le moment d'une révolution. Que si les Anglois paroissent avec des forces suffisantes, il leur remettroit ses places & son artillerie; qu'il en avoit assez pour armer dix mille hommes; qu'il falloit amener le roi d'Angleterre; que la Normandie étoit dépourvue de troupes, & que cete province seroit presque entièrement conquise avant qu'on fût en état de s'y opposer. Il conseilloit ensuite, qu'immédiatement après la descente, on fît publier une défense sous peine de mort, à tous les gens de guerre, de piller les habitants; qu'on révoquât les dons faits par les rois Henri IV & Henri V; qu'on accordât une amnistie générale en faveur de ceux qui avoient depuis suivi le parti du roi de France, & qu'on supprimât tous subsides, tailles, aides & autres impositions, sauf à les rétablir trois ou quatre ans après la conquête. Il ajoutoit, que tandis qu'on ataqueroit la France du côté de la Normandie avec une armée de trente mille hommes au moins, il falloit que le duc de Bukingham débarquât à Calais avec un autre corps de troupes, afin que le roi, pressé du nord au midi, se trouvât comme envelopé au cœur de son royaume: que les Anglois ne devoient point appréhender le duc de Bourgogne; *que ce prince n'étoit point un homme de guerre, & n'étoit qu'un innocent qui ne demandoit que paix & amour*: qu'ils pouvoient compter que le dauphin lui-même se déclareroit pour eux *& les aideroit de ses places & de son artillerie*. Le duc d'Alençon, en avançant cete dernière promesse, ne consultoit que sa fureur. Quels que fussent les projets du dauphin, il n'est pas vraisemblable qu'il eût aidé les Anglois à conquérir la meilleure partie du royaume: aussi dans l'instruction du procès, fut-il pleinement justifié à cet égard*.

* On n'a rapporté que les articles les plus importants de la confession du duc d'Alençon. Ce prince croyoit à l'astrologie judiciaire, c'étoit la superstition de son siècle. Il consulta plusieurs magiciens sur ses projets: abusé par les sorciers François, il eut recours aux étrangers. Il s'étoit persuadé qu'une femme l'avoit *enforcé*, ce qui l'empêchoit d'avoir la compagnie de la duchesse son épouse. Il envoya son chirurgien en Lombardie pour consulter un hermite qui avoit la réputation de détruire les enchantements avec des paroles mystérieuses. Il lui fit en même temps demander un secret pour être en la grace du roi. L'hermite répondit, que le duc se

Pour le prix de ses perfidies, le duc d'Alençon demandoit, au choix du roi d'Angleterre, l'un des trois duchés de Bedford, de Glocestre ou de Clarence, les seigneuries appartenantes au comte du Maine, qui feroient partie de la conquête projetée, vingt-quatre mille écus de pension annuelle, cinquante mille écus d'entrée, dont moitié lui seroit payée d'avance. On avoit dévoilé la plupart de ces circonstances, par les agents & domestiques du duc constitués prisonniers à la bastille, où des commissaires nommés par le roi les interrogerent. Les ordres étoient déjà donnés en Angleterre pour lever des troupes: le parlement avoit accordé les fonds nécessaires pour leur entretien, lorsque le duc d'York & ses partisans furent obligés de se retirer*. Leur éloignement changea la face des affaires; ceux qui gouvernoient le roi ne vouloient point de guerre avec la France. Le monarque Anglois, loin d'y paroître disposé, ne pouvoit s'empêcher de plaindre le roi de France son oncle. Il le témoigna même d'une manière sensible, lorsqu'interrogeant un messager du duc d'Alençon, il lui demanda, *quelle personne étoit son oncle, Charles de France*. Le messager ne put s'empêcher de rendre justice au roi & d'en faire le portrait le plus avantageux. *Je m'étonne*, dit Henri, *comment les princes de France ont si grande volonté de lui faire du déplaisir: au fort*, (au surplus) ajouta ce prince en soupirant, *autant m'en font ceux de mon pays*. Sur ce propos du monarque Anglois, il n'est pas hors de vraisemblance que le roi ait été informé de ce qui se tramoit, par des avis émanés de la cour de Londres. Quoi qu'il en soit, toutes ces particularités relatives à la conspiration,

AN. 1456.

Idem, ibid.

Interrog. du procès d'Alençon.

mit en la grace de Dieu, & qu'il auroit celle de tout le monde. A l'égard de la duchesse il donna une formule de conjuration, assurant que s'il la prononçoit exactement, il en auroit la compagnie quand il le voudroit & pourroit. Entre plusieurs particularités semblables insérées dans les interrogatoires des complices du duc, on ne peut s'empêcher de voir avec surprise que la reine elle-même, princesse respectable par ses vertus & sa piété, avoit la foiblesse d'ajouter foi à ces impostures grossières. Un de ces fripons lui avoit composé un talisman qu'elle portoit sur elle dans l'espérance qu'elle parviendroit à rapeler & fixer le cœur de son époux. *Interrog. ms. du procès d'Alençon.*

* On ne trouve dans les actes de Rymer aucun monument relatif à cette conspiration, ce qui fait présumer que le duc d'Alençon ne traita qu'avec le duc d'York, le comte de Warwick & leurs partisans, & que le roi d'Angleterre n'en eut jamais qu'une connoissance imparfaite.

AN. 1456.

furent confirmées par une foule de témoins, par les écrits & par l'aveu du duc d'Alençon lui-même.

Tous ceux qui devoient assister au jugement s'étoient rendus à Vendôme. Le roi avoit depuis peu érigé deux nouvelles pairies ; la première en faveur de Charles d'Artois, comte d'Eu ; la seconde, en faveur de Gaston, comte de Foix. C'est par inadvertance que quelques auteurs ont écrit que ces pairies ne furent créées que pour le moment, & qu'elles devoient s'éteindre immédiatement après la tenue du lit de justice. Les lettres d'érection marquent précisément que c'étoit pour en jouir à perpétuité *par les impétrants & leurs hoirs*. On observera que le comte de Foix est le premier

*Tréf. des ch.
MS. de Brienne, vol. 56.
MS. de la
bibl. de Colbert.*

pair d'institution royale, qui n'ait pas été prince du sang. Des différentes descriptions de l'assemblée convoquée à Vendôme, celle de du Tillet paroît la plus exacte. Le roi paroïsoit sur son siege royal, ayant à ses pieds le comte de Du-nois, comme grand chambélan, Charles, duc de Berri, second fils du roi : les ducs d'Orléans & de Bourbon, les comtes d'Angoulême, du Maine, d'Eu, de Foix, de Vendôme, de Laval, occupoient le haut banc à la droite du monarque : *deffous d'iceux bancs du même côté, les trois présidents*, le grand maître de France, l'amiral, le grand prieur, le marquis de Saluces, quatre maîtres des requêtes, le bailli de Senlis, deux conseillers du roi, & trente-quatre *seigneurs en parlement*. A main gauche aux pieds du trône, étoit le chancelier, & sur le haut banc du même côté, les six pairs ecclésiastiques, quatre autres évêques, & l'abé de Saint-Denis. Sur les autres bancs, les seigneurs de la Tour d'Auvergne, de Torci, de Vauvert, de Prie, de Précigni, les baillis de Touraine & de Rouen, les trésoriers, le prévôt des maréchaux, le prévôt de l'hôtel, & trente-quatre conseillers de la cour de parlement ; sur un banc séparé, les deux avocats & le procureur général ; *sur trois petits bancs étoient placés cinq gréffiers*. Le duc d'Alençon parut au milieu de la sale assis *sur une basse escabele*. Ce fut dans cete humiliante situation qu'il subit les intèrogatoires. Avant que de prononcer le jugement, on tint plusieurs séances. Jean Lorfèvre, président de Luxembourg, l'un des procureurs du duc de

Bourgogne, parla au nom de ce prince, & supplia le roi de faire grace au coupable. Les bornes de cet ouvrage ne permettent pas de rapporter le discours que cet orateur prononça. C'est un monument d'éloquence qui prouve, que l'art de toucher & de persuader appartient à tous les siècles. Après avoir intéressé le monarque par les motifs les plus puissants, tirés de la qualité du coupable, de sa naissance, des services de ses ancêtres, de ceux que lui-même avoit rendus à l'Etat; (il avoit été fait prisonnier à la bataille de Verneuil, son pere & son aïeul avoient perdu la vie à celles d'Azincourt & de Créci) il rapela cete tendre affection dont le roi l'avoit honoré dans sa jeunesse. En convenant qu'il s'étoit rendu coupable du plus grand des attentats, il en rejeta la faute principale sur les mauvais conseils des ministres qui l'avoient obsédé. Il remontra qu'on avoit profité de quelques instants de dépit pour l'irriter; que la simple volonté ne méritoit pas d'être punie avec la même rigueur que le crime; qu'il étoit probable qu'au moment de l'exécution, le duc auroit été retenu par le repentir. Il fit ensuite l'éloge de la clémence du roi, éloge d'autant plus capable de toucher, qu'il étoit vrai. Il atesta la bonté du cœur de Charles. Il lui représenta que l'Europe entiere avoit les yeux fixés sur lui, & qu'il aloit justifier ou démentir l'admiration que ses vertus & sa clémence avoient inspirée. *Sire, dit-il en finissant, princes, étrangers, sujets, amis & ennemis, connoissent par expérience votre charité, humanité, votre miséricorde & puissante bonté; pour Dieu, sire, n'en veillez seclure & débouter votre très-humble parent; mais faites qu'avec les autres il puisse dire: Toujours à jamais je louerai les miséricordes de mon roi, mon prince & mon seigneur**. Dans la séance suivante, le duc d'Orléans *Psaume 88. porta la parole, tant en son nom, que pour les autres princes du sang. L'archevêque de Reims, Juvénal des Ursins, parla au nom des pairs ecclésiastiques. Le roi, sans découvrir queles étoient ses véritables intentions, répondit par l'organe de l'évêque de Coutances, qu'il se conduiroit suivant les avis des princes & de son conseil, & qu'il feroit tant que tout le monde seroit content. On employoit cependant pour fléchir la colere du roi, les plus puissantes sollicitations. La

AN. 1456.
Hist. de Bret.
l. XVII.

duchesse d'Alençon s'étoit rendue en Bretagne & avoit engagé le connétable de Richemont à joindre ses prières à celles de toute la cour. Il vint exprès à Vendôme implorer la grace d'un prince qu'il avoit toujours tendrement aimé.

Comme la nature des crimes exigeoit peine capitale, & que les conclusions tendoient à la mort, le roi décida que les prêtres & clercs, qui étoient du nombre des juges, s'absenteroient lorsqu'on opineroit, à la réserve des pairs ecclésiastiques, qui assisterent aux opinions sans dire leurs avis.

Enfin, le dix Octobre, le duc d'Alençon parut pour la dernière fois. Lorsqu'il eut subi l'interrogatoire, le chancelier, Guillaume Juvénal des Ursins, prononça l'arrêt qui le déclaroit criminel de lèse-majesté, & comme tel, privé d'honneur & dignité de pair de France, condamné à recevoir mort & être exécuté par justice, & ses biens confisqués; l'exécution toutefois, différée jusqu'au bon plaisir du roi, & ses biens, excepté le duché d'Alençon, restitués à sa femme & à ses enfants, en considération des services de leurs ancêtres. Le duc d'Alençon, suivant un auteur moderne, étoit *sur la sélette* lorsque le chancelier prononça sa condamnation. La plupart des écrivains contemporains rapportent, au contraire, qu'on le fit retirer après l'interrogatoire, & que son arrêt lui fut notifié par un des présidents & quelques conseillers qui se transporterent pour cet effet dans la prison. De Vendôme le duc fut transféré, trois jours après le jugement, sous la garde de Guillaume de Ricarville*, maître d'hôtel du roi, dans la citadelle de Loches, où il demeura renfermé jusqu'à la fin du règne de Charles VII.

La qualité du coupable & la nature du crime exigeoient

* On donna les ordres les plus précis à Ricarville pour la garde du prisonnier. Une chambre & un *retrait* (cabinet) composoient tout son logement. Deux gentilshommes lui tenoient compagnie alternativement sans pouvoir le laisser seul un instant. *Un gros varlet servoit le duc en sa chambre*, un homme honnête le servoit à table. La dépense étoit fixée à soixante livres par mois, sur laquelle on payoit un chapelain qui chantoit la messe devant le duc. Il ne pouvoit écrire ni recevoir de lettres, on lui permettoit d'avoir des livres & de jouer aux échecs avec ses gardes. Il étoit défendu de lui laisser aucun argent, dans l'appréhension qu'il ne s'en servit pour corrompre ses surveillants. Enfin, *pour sa vêtue, chaussure & menues nécessités, ainsi que pour le salaire de ses deux serviteurs*, le gouverneur recevoit 300 liv. par an. *Extrait d'une instruction donnée à Vendôme le 13 Octobre 1458.*

nécessairement un détail circonstancié. Indépendamment des mœurs, des usages, de la forme des jugements, le procès fait au duc d'Alençon occasionne une remarque essentielle à l'histoire de notre monarchie. Dans le cours de cet ouvrage, nous avons vu plusieurs procès criminels intentés contre des princes, & même contre des rois, mais toujours par contumace. C'est ici pour la première fois qu'un prince du sang est jugé personnellement, suivant les loix & dans tout l'appareil de la justice. Le monarque préside, & ce n'est qu'après avoir exercé son pouvoir dans toute son étendue, qu'il écoute sa clémence. Cette vigueur dans le gouvernement, méconnue alors depuis plusieurs siècles, annonçoit les progrès de l'autorité souveraine.

La conjuration & l'emprisonnement du duc d'Alençon ne produisirent aucun mouvement dont les suites parussent à craindre. Les princes, quoiqu'intéressés à balancer une puissance qui les menaçoit également, bornèrent leurs soins à supplier en faveur du coupable. Ses domaines furent réunis à celui de la couronne avec la même facilité que la confiscation d'un simple particulier. Cette affaire & l'inquiétude que pouvoit causer la retraite du dauphin, n'empêchèrent pas le roi d'ordonner au commencement de cette année les préparatifs d'une descente sur les côtes d'Angleterre. Brézé, sénéchal de Normandie, fut chargé de cette expédition avec un corps de quatre mille hommes. L'embarquement se fit à Honfleur: le mauvais temps obligea le sénéchal de relâcher à Nantes, d'où il reprit sa route, & arriva le 28 Août à la vue de Sandwich dans la province de Kent. Quatre gros vaisseaux de guerre qui se trouverent dans le port, voulurent s'opposer au débarquement: ceux qui montoient ces navires, menacés par un héraut d'être exterminés sans quartier, convinrent de demeurer neutres: la flotte Française entra dans le havre, tandis que dix-huit cents hommes, qui étoient descendus à deux lieues de distance, s'avancèrent en bon ordre. On emporta d'assaut un boulevard élevé du côté de la terre, la seule fortification en état de défense. Les Français s'étant rendus maîtres de cet ouvrage, entrèrent dans la ville, malgré les efforts des Anglois, qui combattirent

AN. 1456.

AN. 1457.
Descente en
Angleterre.
Chr. de Fr.
Continuat. de
Monstrelet.
Hist. d'An-
gleterre, &c.

AN. 1457.

de rue en rue, & ne céderent qu'à la supériorité du nombre, après avoir perdu quatre cents hommes. Brézé auroit voulu s'arrêter du-moins pendant quelque temps ; mais les nouvelles qu'il reçut que les ennemis se rassembloient des places voisines pour venir fondre sur lui, ne lui permettoient pas de passer la nuit dans un poste trop dangereux. Il avoit beaucoup de blessés ; d'ailleurs la plupart de ses soldats étoient ivres. Il se rembarqua le soir même avec quantité de prisonniers & un butin considérable. La flotte demeura pendant trois jours à l'ancre, à la distance d'une portée de canon des Anglois qui bordoient le rivage, & regagna le port de Honfleur. Cete entreprise avoit été formée, à ce qu'on prétend, de concert avec la reine d'Angleterre, qui vouloit par cete diversion favoriser les Ecoissois, dont elle ménageoit l'apui contre les prétentions de la maison d'York. Cete princesse paya cher l'avantage momentané qu'elle recueillit de cete fausse politique. On a célébré les grandes qualités de Marguerite d'Anjou. Il lui en manquoit une, dont le défaut rendit toutes les autres funestes aux peuples, à elle-même, à sa famille : c'étoit la connoissance de ses devoirs. Destinée à régner loin de sa patrie, au-lieu de se former des intérêts séparés de celui de la nation, & qui la forçoient de recourir à de semblables moyens, elle eût dû prendre, en épousant Henri, des sentimens conformes à son nouvel état, & porter un cœur Anglois sur le trône de la Grande-Bretagne. Les côtes d'Angleterre furent encore insultées par quelques armateurs Bretons. Ces foibles représailles ne vengeoient pas la France des exploits d'Edouard III & de Henri V.

Mort de Pierre II, duc de Bretagne.

Ibid.

Hist. mod. de Bret.

D'Argentré.

Le roi mécontent de ce que le duc de Bretagne recevoit les sermens de fidélité des prélats de sa province, avoit renvoyé l'amiral de France à Rennes, pour en porter ses plaintes au duc. Il doit paroître assez étonnant que de semblables droits ne fussent pas encore éclaircis. On eut recours aux informations. Les titres du duché furent examinés. Il résulta de toutes ces enquêtes qu'avant *Pierre Mauclerc* la Bretagne n'avoit jamais été membre d'aucun Etat ; que les ducs étoient les premiers fondateurs de toutes les églises de la province, & qu'ils avoient la régle de tous les bénéfices. Les ministres
de

Le France prétendoient au contraire que la Bretagne, comme relevant anciennement du duché de Normandie, étoit un ariere-fief de la couronne, & qu'un ariere-vassal ne pouvoit s'aroger un droit, qui, suivant la constitution du royaume apartenoit au souverain. Le duc vint trouver le roi à Bourges, où il ne fut rien décidé. Le connétable de Richemont s'entremît de cete discussion. La dignité dont il étoit revêtu, & son attachement au roi, ne lui faisoient pas oublier ce qu'il se devoit à lui-même & à la grandeur de sa maison. La question demeura indécise, & le duc continua de jouir des prérogatives qu'on lui contestoit. Quelque temps après le duc tomba malade à Nantes. Comme les médecins ne pouvoient définir son infirmité, on crut qu'il avoit été *envouté* (enforcé). On acusa l'évêque de Rennes de ce maléfice. On proposa de recourir à des magiciens pour détruire l'enchantement; la duchesse n'y voulut jamais consentir, & le duc lui-même protesta *qu'il aimoit mieux mourir de par Dieu que de vivre de par le diable*. Il termina ses jours le 22 Septembre de cete année: près d'expirer, il assura les seigneurs qui l'environnoient, *qu'il laissoit la duchesse pure comme il l'avoit reçue*. Elle eut beaucoup à souffrir de son humeur austere & chagrine dans les commencements de son mariage. Il la batoit, & chassa une fois tous ses domestiques, jusqu'à sa nourrice: il portoit un cilice, & s'étoit fait recevoir chanoine de Tours. Peut-être crut-il que cet état exigeoit de lui la continence rigoureuse qu'il observoit avec la duchesse, qui se fit religieuse après sa mort. Il pria par son testament le comte de Richemont de marier avantageusement une fille naturelle du duc François son frere, & par une inconséquence inexcusable, il ne fit aucune mention d'une bâtarde née de lui, qu'il laissa sans établissement. Au surplus ces défauts qui tenoient de la trempe de son ame foible, mélancolique & superstitieuse, n'empêcherent pas la Bretagne d'être heureuse sous son gouvernement. Il combla d'honneurs la noblesse, il fut charitable envers les pauvres, & il emporta au tombeau les regrets du peuple qu'il avoit foulagé par l'abolition de plusieurs impositions onéreuses.

AN. 1457.

Tit. de S. Martin de Tours.
Hist. de Bret.

Artur, comte de Richemont, nouveau duc de Bretagne, Le connéta.
Tome VIII. S s

AN. 1457.
 blé de Riche-
 mont nouveau
 duc de Breta-
 gne.
Ibid.

vint trouver le roi à Tours à dessein de lui rendre hommage. On crut qu'étant connétable de France, il ne feroit aucune difficulté de se reconnoître *vassal-lige* de la couronne; mais il ne voulut point y consentir, & protesta qu'il ne pouvoit acorder cet article sans avoir consulté les États de la province. La cérémonie de l'hommage fut remise à un autre temps, & le duc retourna dans ses États. Un de ses premiers soins fut de faire punir sévèrement les scélérats qui avoient contribué à la mort de Gilles de Bretagne. Le plus coupable de tous, Artus de Montauban, se déroba par la fuite au supplice qu'il méritoit. Il prit l'habit de Célestin. Louis XI lui donna dans la suite l'archevêché de Rouen: il mourut paisiblement à Rome. La noblesse de Bretagne pria le nouveau duc de se démettre de la dignité de connétable, ce qu'il refusa en disant « qu'il vouloit honorer dans sa vieillesse » une charge qui l'avoit honoré lui-même dans sa jeunesse ». Dans les cérémonies il faisoit porter devant lui deux épées, la première la pointe en haut, comme duc de Bretagne, la seconde en écharpe comme connétable. On ajoute aux motifs de reconnoissance qui engageoient Artur à conserver cete dignité, une cause qui n'est pas hors de vraisemblance. Il connoissoit toute l'étendue de l'autorité que cete charge lui donnoit sur le militaire. Il avoit, dit-on, formé le projet de conquérir l'Angleterre. Ce royaume se trouvoit alors à-peu-près dans les mêmes circonstances, qui dans l'onzième siècle avoient favorisé l'invasion des Normands. Artur étoit bien digne de marcher sur les traces de Guillaume le conquérant avec la même réputation, le même courage, les mêmes ressources. Pour peu qu'on réfléchisse sur les divisions qui déchiroient la Grande-Bretagne, & sur le caractère de ce prince, on se convaincra facilement que cete entreprise n'étoit pas une chimere. On assure qu'il en étoit si rempli lui-même, qu'il avoit distribué par des lettres scélées de son sceau, les grandes possessions & les premières charges du royaume dont il méditoit la conquête.

Ambassade
 pour le maria-
 ge de Ladislas,
 roi de Hon-

Charles étoit dangereusement malade au Montils, près de Tours, lorsque les ambassadeurs de Ladislas V, roi de Bohême & de Hongrie, ariverent en France. Ils venoient au nom

du roi leur maître , demander en mariage la princesse Madeleine. Cete aliance n'étoit pas l'unique objet de leur commission. Ils étoient chargés d'intéresser le roi de France à seconder les prétentions de Ladislas sur le duché de Luxembourg , cédé au duc de Bourgogne par Elisabeth de Luxembourg , successivement veuve d'Antoine de Bourgogne , duc de Brabant , & de Jean de Baviere , surnommé sans pitié , évêque de Liege. Le roi déclara qu'il reconnoissoit les droits de Ladislas , qui paroissent effectivement fondés sur la justice ; Elisabeth n'ayant pu transporter la propriété d'une principauté dont elle n'avoit joui qu'à titre d'engagement. Cete réclamation fournissoit un moyen d'humilier le duc de Bourgogne. Le roi de Hongrie offroit d'unir toutes ses forces à celles de la France. Indépendamment des duchés de Luxembourg & de Limbourg , le projet étoit formé d'enlever au duc la Frise , la Zélande , la Hollande , le Hainaut , dont il ne s'étoit emparé qu'à la faveur d'une cession forcée qu'il avoit arrachée à Jacqueline de Baviere : on devoit de plus l'obliger de remettre les places de Picardie qui lui avoient été engagées par le traité d'Aras.

Les ambassadeurs Hongrois s'arrêtèrent à Tours jusqu'au rétablissement de la santé du roi , qui leur donna audience dans cete ville. Un prélat , chef de l'ambassade , porta la parole : *Quand paix & amour sera entre vous deux , dit-il , qui seront ceux au monde qui pourront vous nuire ? Tes prédécesseurs & nos souverains seigneurs les rois de Hongrie & de Bohême , ont de tout temps été aliés ensemble , & présentement sommes à toi venus pour cete même cause. Tu es la colonne de la chrétienté , & mon souverain seigneur est l'écu. Tu es la chrétienne maison , & mon souverain seigneur est la muraille.* Lorsque l'orateur eut exposé le motif de l'ambassade , le roi répondit qu'il agréoit la demande , & nomma des gens du conseil pour régler les conditions de l'aliance proposée. Les envoyés furent ensuite admis à l'audience de la reine & de la jeune princesse. Entre plusieurs raretés qu'ils lui présenterent , on admira surtout *un chariot branlant moult riche.* C'étoit vraisemblablement une voiture à *souppentes* : on ne connoissoit encore en France que les chars portés sur des *essieux*. Les princes &

AN. 1457.
grie, avec une
princesse de
France.
Ibid.

AN. 1457.

les seigneurs s'empressèrent à l'envi d'accueillir ces étrangers avec cete politesse qui caractérise notre nation. Tandis qu'on dispoisoit les préparatifs nécessaires pour le départ de la princesse, on reçut la nouvele de la mort du roi de Hongrie, empoisonné à Prague par les chefs de la faction des Hussites. Quelques écrivains ajoutent, qu'une dame Hongroise, à laquelle il s'étoit engagé par une promesse de mariage, se vengea de son infidélité en conjurant sa perte avec *Pogebriac*, qui se fit élire roi de Bohême après la mort de *Ladislas*. Ce jeune prince, quoiqu'à peine âgé de dix-huit ans, avoit déjà fait concevoir de lui les plus hautes espérances. Il choisit le roi de France pour son exécuteur testamentaire, & déclara par un codicile la princesse *Madeleine* héritière de ses prétentions sur le duché de Luxembourg. Elle épousa trois ans après *Gaston de Foix*, prince de Viane, & fut mere de *Catherine de Foix*, héritière de *Foix* & de *Navarre*, qui porta cette succession dans la maison d'*Albret* par son mariage avec *Jean II*, sire d'*Albret*, trisaïeul maternel de *Henri IV*.

Les ambassadeurs Hongrois partirent de Tours & reprirent la route de leur patrie. Ils furent reçus à Paris* par le comte d'*Eu*. Les députés des cours souveraines, accompagnés de huit évêques, alerent au-devant d'eux hors de la porte Saint Jaques. Le recteur de l'université les complimenta en latin.

Division entre le duc de Bourgogne & le comte de Charolois son fils.

Ibid.

La mort de *Ladislas* dissipa les inquiétudes que l'aliance trop intime de ce monarque avec la France donnoit au duc de Bourgogne. La cour de *Philippe* n'étoit pas plus tranquile que celle du roi. Le comte de Charolois son fils, non moins indocile que le dauphin, ne lui épargnoit aucuns de

* Les Parisiens remarquerent avec surprise, que les chariots qui portoient les bagages de ces étrangers étoient exposés jour & nuit au milieu des rues. Leurs esclaves attachés à ces voitures par de grosses chaines fermées avec des cadenas, les gardoient pendant la nuit. Cete dureté peint le caractère d'une nation encore barbare. On étoit au plus fort de l'hiver, dont la rigueur fut extrême cete année. Les seigneurs & les dames de distinction qui n'osoient aler à cheval, se faisoient traîner dans des tonneaux. On procura aux envoyés tous les divertissements analogues au goût du siècle. Représentations, festins à machines, harangues, visites d'églises, de sépultures, de reliques, de processions. Pendant tout le temps qu'ils séjournerent en France, ils furent défrayés aux dépens du roi.

Chron. de S. Denis.

ces chagrins domestiques par lesquels les plus puissants princes sont aussi malheureux que les derniers de leurs sujets. Le comte ne pouvoit souffrir la maison de Croï, peut-être par la seule raison que son pere la favorisoit. Cete aversion étoit une source continuelle de tracasseries. L'aigreur de part & d'autre fut portée au point qu'un jour, à l'occasion d'une dispute de service entre le seigneur de Quievrain, fils du seigneur de Chimai, & le seigneur d'Aymeries, dans laquelle le duc appuyoit avec chaleur les prétentions du premier, le comte de Charolois lui dit, qu'il ne souffriroit point que Quievrain obtînt la préférence, & *que ceux de Croï ne le gouverneroient ainsi qu'ils l'avoient gouverné.* Le duc transporté de la plus violente colere auroit maltraité son fils, s'il ne s'étoit retiré. Il lui commanda de ne plus paroître devant lui, & de sortir de ses Etats. Lorsque la vivacité de ce premier mouvement fut ralentie, il envisagea les conséquences de la scene qui venoit de se passer. La connoissance qu'il avoit du caractère de son fils, lui fit appréhender que ce prince inconsidéré ne prît un parti violent. Il pouvoit se retirer en France, où il ne doutoit pas qu'on ne lui accordât un asile en représailles de celui qu'il donnoit à l'héritier de la couronne. Tourmenté de ces idées affligeantes, il sortit seul de Bruxelles & suivit la premiere route que le hazard lui présenta. Après avoir erré toute la journée, il s'égara dans les bois, où les ténèbres le surprirent & le contraignirent de se réfugier dans la cabane d'un paysan. Le lendemain il se fit conduire à Genepe. Il y trouva ses officiers qui avoient passé toute la nuit à le chercher. La cour de Bourgogne fut entièrement divisée par cete méfintelligence. Le comte de Charolois s'étoit retiré à Dendermonde, & ne paroissoit pas disposé à fléchir. Le dauphin Louis, craignant avec raison qu'on ne l'accusât d'être l'auteur de ces troubles, se hâta de prévenir les soupçons qu'on pouvoit former contre lui. Pour cet effet, il employa de si vives instances, qu'il parvint à réconcilier le pere avec le fils, qui sacrifia au ressentiment du duc deux de ses conseillers à qui l'on imputoit sa désobéissance.

Peu de temps après, le dauphin étant à la chasse avec le comte de Charolois, s'égara. Le duc de Bourgogne voyant

Le dauphin
s'égarer à la
chasse.
Ibidi.

AN. 1457.

revenir son fils seul, le renvoya sur-le-champ, avec défense de paroître devant lui, s'il ne ramenoit le prince. Il le fit suivre par plusieurs de ses gens qui portoient des flambeaux. Ce ne fut qu'à la pointe du jour qu'ils rencontrèrent le dauphin guidé par un paysan.

Quelque satisfaction que Louis affectât depuis sa retraite, l'oïfiveté dans laquelle il se trouvoit comme enseveli, pesoit à son ame inquiète. Le duc de Bourgogne avoit pour lui tous les ménagements, tous les égards dûs à la splendeur de sa naissance : mais quel séjour pour le fils aîné du premier monarque de l'univers, que la cour du vassal d'une couronne qui lui étoit destinée ! La protection, les bienfaits du duc, étoient autant de chaînes qu'il se formoit pour l'avenir. En vain il cherchoit à se déguiser sa situation par des amusements frivoles : ils ne remplaçoient pas ce qu'il avoit perdu. Il sollicitoit son rapel, mais toujours aux mêmes conditions, & le roi exigeoit qu'il s'en remît entièrement à sa bonté paternelle. Voyant l'inutilité de ses démarches, & que son pere n'étoit pas moins inflexible que lui, il restreignit ses demandes à prier qu'au-moins on lui abandonnât les revenus du Dauphiné, ce qui lui fut refusé. Réduit à ne subsister que de la pension que lui faisoit le duc de Bourgogne, il se trouva souvent dans la nécessité de recourir aux emprunts, & d'essuyer des refus humiliants. François II, duc de Bretagne, fut un des princes auxquels il s'adressa sans succès, ce qui produisit entre eux une inimitié irréconciliable.

Hommage du
duc de Bre-
tagne.

Ibid.

D'Argentré.

Lobineau.

*Pieces pour
servir de preu-
ves à l'hist. de
Bret.*

*Mém. de la
ch. des comp.*

Quoique le duc de Bretagne, en conservant la dignité de connétable, se fit honneur de donner ce témoignage public de son attachement pour la France, il s'étoit retiré mécontent de ce que dans sa dernière entrevue avec le roi, on avoit en quelque sorte voulu le contraindre de rendre hommage-lige de son duché, contre la forme dont ses prédécesseurs s'étoient servis. On prétend même qu'il prit dès-lors la résolution de ne plus paroître à la cour. Le péril du duc d'Alençon lui fit oublier son ressentiment particulier. Il se rendit à Vendôme, & n'eut pas de peine à fléchir le monarque, qui n'auroit pu se refuser aux sollicitations d'un pareil intercesseur, quand d'ailleurs il n'auroit pas été par lui-

même disposé à faire grace au coupable. Pendant le séjour que le duc fit à Vendôme, on le pressa de nouveau de s'acquitter des devoirs de vassal envers son souverain. Il y consentit, mais avec les protestations qui pouvoient garantir les prérogatives de son Duché. Cete cérémonie se fit dans la chambre de parement. Monseigneur de Bretagne, dit le comte de Dunois, vous devenez homme du roi mon souverain seigneur ci présent, & lui faites hommage-lige à cause de votre duché de Bretagne, & lui promettez foi & loyauté, & le servir envers tous qui peuvent vivre & mourir. Le comte d'Eu & le bailli de Touraine ajouterent, faites-lui ôter la ceinture. Il ne le fera point, car il ne le doit faire, s'écria le chancelier de Bretagne. Le duc sans quitter sa ceinture dit, tel hommage que mes prédécesseurs vous ont fait je vous fais, & ne l'entends & ne le fais lige. Vos prédécesseurs ont fait hommage-lige, reprit le chancelier, Juvenal des Ursins. Vous le dites, repliqua le duc, & je dis que non, aussi je ne le fais point lige. Le roi abrégea la contestation en disant, tel que l'ont fait vos prédécesseurs vous le faites. Le duc ayant répété l'assurance de l'hommage dans la même forme, mit ses mains entre celles du roi, & le baïsa sans ôter sa ceinture ni son épée, sans s'incliner, sans prêter serment, formalités usitées pour l'hommage-lige. Je n'entens & ne voudrois préjudicier en rien à vos droits, lui dit obligeamment le monarque, aussi crois-je que vous ne voudriez préjudicier aux miens. Artur rendit ensuite hommage-lige en la forme ordinaire pour le comté de Montfort & la seigneurie de Néaufle-le-Châtel. Ensuite le chancelier de France dit: Monsieur, & de la pairie de France ne faites-vous point hommage? Non, répondit le prince, je ne suis point délibéré à présent de rien en faire. C'est son fait, interrompit le roi, il sçait bien ce qu'il a à faire, on s'en doit raporter à lui. Cete contestation entre le chancelier & le duc se termina par la réponse précise de ce dernier conçue en ces termes: Je ne suis point conseillé de le faire, & n'en ai point parlé à mes Etats. On a dû observer dans les précédents volumes, que le duc de Bourgogne avoit rendu un hommage particulier de la pairie, indépendamment de celui rendu pour ses domaines relevant de la couronne; mais de ces exemples trop rares pour établir un principe

AN. 1457.

constant, on ne peut pas conclure que la pairie ne fût pas alors considérée comme inhérente au fief, ainsi qu'elle l'est aujourd'hui. Peut-être même le chancelier en demandant au duc l'hommage de la pairie qu'il n'auroit pu se dispenser de rendre lige, vouloit-il par cete démarche l'engager à s'avouer indirectement vassal-lige pour la Bretagne, puisque ce n'étoit qu'en qualité de souverain de cete province qu'on le connoissoit pair de France.

Mort du con-
nétable de Ri-
chemont.
Ibid.

Peu de temps après son départ de Vendôme, le duc de Bretagne fut ataqué d'une maladie de langueur qui fit présumer qu'il avoit été empoisonné par quelques ennemis secrets. L'historien moderne de Bretagne assure que les chagrins occasionnés par les procédés violents de Guillaume de Malestroit, évêque de Nantes, abrégèrent ses jours autant que le poison. L'ingratitude de ce prélat lui parut insupportable. Ce n'avoit été qu'à sa recommandation que Jean de Malestroit son oncle, s'étoit démis en sa faveur de l'évêché de Nantes. *Je ferois plus pour vous que pour homme qui vive*, disoit au prince l'oncle en parlant de son neveu, *mais par le corps de Notre-Dame vous vous en repentirez, car c'est le plus mauvais ribaud, traître que vous vîtes onques, & si vous le connoissiez comme moi, vous n'en parleriez jamais*. L'histoire est remplie des querelles de ce prélat avec ses souverains. Il avoit eu la témérité d'appeler à Rome d'une ordonnance de Charles VII. Voici comme s'exprime l'auteur de l'histoire ecclésiastique. Le parlement, à la requête du procureur-général, rendit un arrêt qui faisoit le temporel de l'évêque de Nantes à cause de son appel, parce qu'il avoit en cela violé les privilèges de l'Eglise Gallicane, & les loix fondamentales du royaume, qui défendent d'interjeter de semblables appels, parce que le roi ne tient son temporel que de Dieu seul, & ne reconnoît point en cete matière d'autre supérieur sur la terre. Le même arrêt déclara, que quoiqu'il soit vrai que le saint Siege puisse juridiquement excommunier le roi, il n'a pas cependant le pouvoir de le priver de ses Etats, ni de les donner au premier qui s'en saisira, ni de dispenser ses sujets du serment de fidélité : que les droits du prince ne doivent être plaidés qu'en sa cour ; & que loin que

Hist. eccléf. p.
110.

que les évêques pussent apeler de ses ordonnances & de ses édits , pour les faire casser & annuler par les papes , ils ne peuvent pas même sortir du royaume sans sa permission , ni les papes citer devant eux aucun de ses sujets. Teles furent les remontrances du procureur-général. L'évêque se démit de son évêché de Nantes en faveur d'un de ses neveux , & le pape lui donna le titre d'archevêque de Thessalonique : mais ce ne fut qu'en l'année 1472 , sous Pie II.

Artur II , duc de Bretagne , mourut à Nantes le 26 Décembre , & fut inhumé dans l'église des chartreux de la même ville. Ce prince est considéré comme un des plus grands hommes de son siècle. Héros à la tête des armées , la France le met au nombre de ses restaurateurs ; génie supérieur dans les négociations , le traité d'Aras qui sauva l'Etat , fut son ouvrage. A ces qualités éminentes il joignoit les plus sublimes vertus , fidele à sa parole , d'une probité incorruptible , les flatteurs , les lâches , les traîtres furent les seuls qui eurent à se plaindre de sa sévérité. Irréconciliable ennemi des méchants , s'il s'atachoit à les poursuivre sans relâche , autant se faisoit-il un devoir de protéger le foible contre l'opression du puissant injuste ; aiable , charitable , n'estimant les richesses qu'autant qu'il pouvoit les employer au bonheur de l'humanité. Jamais l'intérêt ni l'ambition ne dégradèrent les services qu'il rendit à sa patrie. Il refusa les bienfaits du roi. Toute sa conduite prouva qu'il est des ames privilégiées qui goûtent un plaisir pur à faire le bien pour le bien même. Peut-être usa-t-il de trop de rigueur contre les favoris qui obsédoient Charles dans les premières années de son regne : c'est le seul reproche qu'on puisse lui faire avec quelque fondement ; mais pour le justifier à cet égard , qu'on se représente l'état déplorable où se trouvoient alors la France & son roi : il falloit sauver la monarchie ; & la fatalité des circonstances ne laissoit pas libre le choix des moyens. Artur n'employa son pouvoir que pour le salut public , & non pour se venger. Il mérita pendant le cours de sa vie la confiance , l'estime , le respect , l'admiration de ses contemporains. Une piété sincere mit le sceau à tant de perfections. Les intrigues de la cour , les soins du gouvernement , le tumulte des ar-

AN. 1458.

mes, ne lui firent jamais négliger les devoirs les plus austères de la religion. Cete religion qui dirigea les actions les plus importantes de sa vie, fut à sa mort sa consolation & sa récompense. François II, comte d'Etampes & de Vertus, fils de Richard de Bretagne & de Marguerite d'Orléans, lui succéda.

Hommage du
nouveau duc
de Bretagne.
Ibid.

Il vint à Montbazou rendre hommage au roi, avec les réserves & les protestations ordinaires. Ce fut pour la dernière fois que l'on contesta sur la *ligence* de la Bretagne. Le même duc François fit encore hommage en 1462, à Louis XI; mais pour éviter toute difficulté, on convint que cete question ne seroit plus agitée, & que le duc, sans ôter son épée, sans se mettre à genoux, ayant ses mains entre celles du roi, seroit admis au baiser, en disant simplement, *je vous fais hommage de mon duché de Bretagne tel que mes prédécesseurs vous l'ont fait.*

Idem, ibid.

Avant que François II eût hérité du duché de Bretagne, on disoit de lui, *qu'il étoit pauvre prince & diséteux, du reste, beau, vertueux, & de grande aparence.* Il avoit long-temps vécu à la cour du duc de Bourgogne, quoique Philippe lui eût ôté le comté d'Etampes, dont le roi de son côté disputoit la propriété. Ce même duc François étoit aussi par une donation de Marguerite d'Orléans sa mere, héritier des droits de cete princesse sur le duché de Luxembourg, sur lequel le roi de France & le duc de Bourgogne avoient également des prétentions. Le lecteur a pu remarquer précédemment les titres sur lesquels ces princes se fondoient. L'éclaircissement de ces divers intérêts formeroit une discussion aussi ennuyeuse que superflue. Ces procès éternels soutenus de part & d'autre par des raisons plausibles, peuvent seulement servir à nous faire observer que, si l'on en excepte la succession directe, l'ordre de partage & de transmission de propriété de la plus grande partie des Etats de l'Europe, n'étoit point encore assujéti à des regles constantes établies sur des principes assurés & invariables. Le nouveau duc de Bretagne, pendant son séjour à la cour de Bourgogne, avoit eu le temps de connoître plus particulièrement le comte de Charolois & le dauphin. Cete liaison entre trois princes à-peu-près du mê-

me âge destinés à régner, leur aprit à régler le degré d'estime & de confiance qu'ils se devoient respectivement, & devint dans la suite le mobile de leur conduite. Le regne suivant nous offrira plus d'une fois l'occasion d'en remarquer les effets.

AN. 1458.

La comtesse de Charolois acoucha le 13 Février de cete année d'une fille que le dauphin tint sur les fonts avec la duchesse de Bourgogne, & qu'il nomma Marie, *en l'honneur de la reine de France sa mere.* La dauphine, Charlotte de Savoie, étant parvenue en âge nubile, fut conduite au mois de Juillet à Namur, où l'atendoit le prince son époux, & fut, dit Monstrelet, *leur mariage consommé & parfait, lequel avoit été commencé cinq ans devant sans coucher ensemble.* Le duc de Bourgogne informé de son arrivée lui fit assigner trente-six mille livres de pension annuele, & la fit prier en même temps de l'excuser de ce qu'il n'avoit pu se trouver à Namur pour la recevoir. Il étoit alors en Picardie occupé à donner ses ordres pour la sûreté des places de cete province qui lui avoient été cédées par le traité d'Aras. Il commanda aux gouverneurs de Saint - Quentin, de Corbie, d'Amiens & d'Abeville, *de ne permettre l'entrée de leurs places aux gens du roi, mais de recevoir le monarque comme son souverain seigneur, s'il se présentoit lui même en personne.* Le duc crut ces précautions nécessaires contre les troupes Françoises qui bordoient les frontieres du Vermandois, de la Picardie & de l'Artois. Cete défiance entre le roi & le duc de Bourgogne continua jusqu'à la fin du regne de Charles. On s'observoit, on se craignoit également, & cete crainte réciproque empêcha les deux princes, quoique mécontents l'un de l'autre, de rompre ouvertement. Le duc de Bourgogne vouloit éviter de commettre aux événements incertains d'une guerre ruineuse, la grandeur & la puissance de sa maison acruë de plusieurs possessions, sinon usurpées, du-moins acquises sur des titres équivoques & dont on pouvoit lui contester la propriété. Le roi de son côté n'appréhendoit pas moins d'exposer à de nouveaux dangers cete monarchie dont il étoit le restaurateur. Uniquement attentif à conserver son ouvrage, il consacroit ses soins au bonheur, à la tranquillité de ses su-

AN. 1458.

jets dont il mérita l'amour par cete sage & rare politique, qui lui faisoit toujours sacrifier ses ressentiments personnels à l'intérêt de la nation. Le respect dû à la vérité nous impose l'obligation de revenir souvent sur l'éloge d'un monarque trop peu connu, & qu'on a mal jugé, faute de le suivre dans les détails des événements de son regne.

*Spicil. Miscel.
epist. diplom.
Ec. t. III, p.
803.*

Charles adoré de son peuple, s'étoit concilié l'estime & la confiance générale. La réputation de ses lumieres & de sa probité embrassoit l'Europe entière. Christierne I, roi de Danemark, l'avoit choisi l'année précédente pour arbitre de ses différends avec le roi d'Ecosse. Il lui écrivit cete année pour se plaindre de la violence commise par des armateurs Ecossois, qui avoient enlevé dans un port d'une des Orcades, appartenant alors aux rois de Danemark & de Norvege, le vice-roi d'Islande, qui portoit à Copenhague les tributs de ce royaume. Le monarque Danois prioit en même temps le roi de France, qu'il qualifioit de *très chrétien*, de lui envoyer une copie authentique de la pragmatique-sanction, pour la faire observer dans ses Etats. On avoit conclu avec ce prince un traité par lequel il s'engageoit à fournir quarante vaisseaux & un corps de six mille hommes destinés contre les Anglois. Le projet de leur enlever Calais & Guines, les deux seules places qui leur restoient des anciennes conquêtes, avoit été agité dans le conseil; mais cete entreprise n'eut pas lieu, quoique les circonstances actuelles parussent en garantir le succès.

*Troubles
d'Angleterre.
Ibid.
Hist. d'An-
gleterre.
Rymer, Act.
publ. t. 5.*

Les troubles qui déchiroient l'Angleterre menaçoient ce malheureux royaume des plus grands revers. Il étoit surprenant que ses ennemis demeurassent oisifs dans de pareilles conjonctures. La France sur-tout n'avoit jamais eu une occasion si propice de se venger. Depuis que le duc d'York avoit été forcé pour obtenir sa liberté, de prêter un nouveau serment, il ne s'occupoit que des moyens de réparer l'imprudence qu'il avoit eue de se livrer à la discrétion de ses ennemis. La reine qui venoit de mettre au monde un fils qu'on nomma Edouard, n'en étoit pas devenue plus chere à la nation. On publioit hautement que cet enfant n'étoit pas du roi. Ces bruits injurieux ataquoient également la réputation

& le crédit de la reine. Le foible Henri, qui ne régnoit que sous la tutele de cete princesse, étoit sujet à une maladie qui le réduisoit dans un état d'imbécilité assez semblable à celle de son aieul maternel. La reine crut regagner l'affection du peuple en feignant de se confier au duc d'York qu'elle apela au conseil. A peine y fut-il admis qu'il s'en rendit le maître. Il fit arrêter le duc de Somerset dans la chambre même de la reine. Il se fit ensuite expédier une commission pour tenir au nom du roi le parlement qui le déclara protecteur du royaume, jusqu'à ce que le prince Edouard, encore au berceau, fût en état de gouverner par lui-même. Par cet acte, le parlement sembloit regarder Henri comme incapable de former de régner: le duc n'avoit plus qu'un pas à faire pour monter sur le trône: il n'osa le franchir. Marguerite attentive à toutes ses démarches, se servit habilement d'une lueur de convalescence du roi pour ôter au duc la dignité de protecteur. On le priva en même temps du gouvernement de Calais qu'il avoit enlevé au duc de Somerset qui fut mis en liberté. Le duc d'York obligé de céder au temps, s'étoit retiré dans la province de Galles. Il rassembla des troupes, secondé par Warwick, & s'avança dans le comté d'Herford, où il rencontra l'armée royale près de la petite ville de Saint-Alban. Il se livra une bataille sanglante. Le duc d'York remporta une victoire complete: Somerset fut tué dans l'action; Henri VI blessé à la gorge demeura au pouvoir du vainqueur qui entra dans Londres triomphant, convoqua le parlement, & se fit pour la seconde fois nommer protecteur. Warwick eut le gouvernement de Calais; & pour s'en assurer la possession, il eut soin de pourvoir la place d'une garnison dont il pouvoit disposer. Le duc d'York commit encore la faute de ne pas profiter de ses avantages. Soit que la prospérité l'aveuglât, soit qu'il voulût préparer le peuple à la révolution qu'il méditoit certainement, car toute sa conduite manifestoit son dessein, il resta dans l'inaction, tandis que la reine & tous les partisans de la maison de Lancastre dispoient en secret les membres du parlement à le dépouiller pour la seconde fois du protectorat, sous prétexte du rétablissement de la santé du roi. Le duc chercha sa su-

AN. 1458.

reté dans la province de Galles, & le comte de Warwich courut se fortifier dans Calais. Enfin les deux partis las de répandre du sang, consentirent à un acomodement. Les princes & les seigneurs mécontents revinrent à la cour ; mais cete feinte réconciliation fut de peu de durée. La guerre recommença. Warwick informé que la reine avoit donné des ordres pour l'arrêter, repasse à Calais : Salisburi revient en Angleterre avec une partie de la garnison, ramasse sur sa route de nouvelles troupes, défait l'armée royale à *Borehéat*, & va se joindre au duc d'York. Tel étoit l'état déplorable où se trouvoient alors les Anglois, victimes de la querelle des maisons de Lencastre & d'York, si célèbres sous les noms de rose blanche & de rose rouge, ainsi que nous l'avions été de la fureur des Bourguignons & des Armagnacs. Rien n'eût été si facile pendant ces troubles, que de reprendre Calais, sur-tout après que le comte de Warwich avoit dégarni cete place. Le roi vraisemblablement n'auroit pas négligé une conjoncture si favorable, s'il n'avoit été retenu par le duc de Bourgogne qui venoit de renouveler les anciennes treves avec l'Angleterre pendant le protectorat du duc d'York. Ce traité mettoit en quelque sorte Calais hors d'insulte de la part du roi de France, qui n'en pouvoit former le siege sans le consentement du duc de Bourgogne, maître de l'Artois & de la partie la plus considérable de la Picardie, qu'il falloit nécessairement traverser. La froideur, ou pour mieux dire, la défiance qui régnoit entre Charles & Philippe, formoit un obstacle invincible, & la France ne recouvra de long-temps l'occasion de se ressaisir d'une place que les Anglois regardoient comme une des clefs du royaume, & dont la possession faisoit la destinée des principales branches de leur commerce. Edouard III en avoit prévu l'importance, lorsqu'il en chassa* tous les habitants sans exception, pour la repeupler d'Anglois naturels.

Rymer. *act.*
publ. t. 5. part.
2.

* On trouve dans quelques notes historiques imprimées à la suite d'un ouvrage moderne, une accusation d'erreur intentée par l'auteur contre les historiens au sujet de la réduction de Calais. Voici comme il s'exprime : *Je crois avoir saisi une vérité échappée aux historiens. Ils n'ont pas réfléchi sur ce qu'ils écrivoient quand ils ont dit que ce fut Edouard qui chassa de Calais tous les habitants. Il est bien peu vraisemblable qu'un prince qui se disoit roi de France, ait commencé par se priver de*

Le roi reçut cete année la proposition que lui firent les Génois de le reconnoître pour leur souverain. La protection de la France étoit la ressource ordinaire de cete république, lorsqu'elle se trouvoit agitée par les divisions intestines, ou pressée par quelque puissance étrangere. Alfonse, roi d'Aragon, de Sicile, & paisible possesseur du royaume de Naples, par la retraite de René d'Anjou, menaçoit la liberté de l'Italie. Il venoit de déclarer la guerre aux Génois qui, ne se sentant pas assez forts pour lui résister, s'adresserent au roi

AN. 1458.

Gènes a recours à la protection du roi. Affaires d'Italie.

Hist. d'Italie.

Hist. de Na-

ples.

Trésor des ch.

Mémorial de

la chambre des

comptes.

Hist. ecl. L.

CXI.

ses sujets en les renvoyant de la premiere ville qu'il soumettoit, ce n'étoit guere le moyen de gagner les cœurs. Mais les propres mots de la capitulation raportés par Froissard & par les autres historiens, démontrent que ce furent les habitants qui demanderent à abandonner leur ville pour se rendre auprès de leur véritable maître. Qu'on se rapelle que le gouverneur demanda à Mauni en termes exprès, que le gentil roi votre seigneur nous laisse aler tout ainsi que nous sommes, & veuille prendre la ville & le châtel & tout l'avoir qu'il y a dedans, il en trouvera assez. A quoi Mauni répond: Ce n'est mie son entente que vous puissiez vous en aler ainsi. Ce seroit imiter l'auteur que de lui répondre: Le gouverneur en demandant la permission de se retirer, tout ainsi que nous sommes, n'entendoit parler que de la garnison. En suposant pour vraie une interprétation équivoque, on n'auroit pas le droit de dire, vous n'avez pas réfléchi sur ce que vous écriviez, il faut pour avancer une pareille assertion, des preuves plus évidentes. Les voici. Il n'est fait aucune mention, ni dans Froissard, ni dans le continuateur de Nangis, les deux historiens contemporains les plus autentiques, de cete prétendue résolution des habitants de Calais. « Les habitants de Calais, dit le continuateur de Nangis, désespérant d'être secourus, & manquant de vivres, furent obligés de se rendre au » roi d'Angleterre, sauf leurs vies & les biens qu'ils purent emporter sur eux, » & ainsi le roi d'Angleterre prit la ville de Calais & chassa tous les habitants ». (omnesque habitantes ejecit) Froissard que l'auteur cite dans ses notes, dont il transcrit même presque entièrement le chapitre de la réduction de Calais qui ne confirme en aucune maniere sa supposition, l'anéantit dès le commencement du chapitre suivant. Il est à présumer que l'auteur n'a pas continué sa lecture jusqu'à ce chapitre. A Dieu ne plaîse qu'on ose l'accuser d'une réticence infidele. Edouard en remettant les clefs de Calais au seigneur de Mauni, aux comtes de Warwick & de Stafford, leur parla en ces termes: Seigneurs, prenez les clefs de la ville & du châtel de Calais, si en alez prendre la faisine, & fiancer prison à tous les chevaliers qui léans sont, & tous souldoyers qui sont venus simplement pour gagner leur argent, faites vuider & tout le demeurant, hommes, femmes & enfans, car je veux la ville repeupler de purs Anglois. De Vienne & les chevaliers furent effectivement retenus prisonniers de guerre, & c'étoit ce qu'il vouloit éviter lorsqu'il disoit à Mauni, qu'on nous laisse aler tout ainsi que nous sommes. Le même Froissard, quelques lignes plus bas, décrit ainsi la douleur des habitants de Calais: C'étoit grande pitié de ces bourgeois & bourgeoises & de leurs enfans, quand il leur convint laisser leurs hôtels, leurs héritages, meubles & avoir. Il est inutile de désigner l'ouvrage qui contient l'erreur qu'on releve ici. Cete note n'est faite que pour ceux des lecteurs qui l'ayant lu, révoqueroient en doute la fidélité des historiens: ceux qui n'en ont point connoissance prendroient un médiocre intérêt à cete réfutation.

AN. 1458.

de France. *Pierre* ou *Perrin* de Camp-Frégose, étoit alors doge de Gênes. Les députés de la république vinrent prêter serment de fidélité. Ils étoient munis des pouvoirs, tant du doge, que de la seigneurie. Jean de Calabre, fils aîné de René, roi titulaire de Sicile, fut nommé gouverneur de Gênes pour le roi, & son *procureur*. En cete qualité il ratifia le traité fait avec Frégose, & par le même acte il acorda aux Génois une entiere abolition du crime de lèse-majesté dont ils s'étoient rendus coupables par leurs rébellions passées. On remit au duc de Calabre la citadele & toutes les places importantes de l'Etat de Gênes.

Alfonse d'Aragon assiege Gênes.
Mort de ce prince.
Ibid.

Cete démarche de la république, loin d'arêter Alfonso, ne fit que l'animer à poursuivre l'exécution du projet de s'en rendre maître. La ville assiégée par terre, tandis qu'une flotte Napolitaine fermoit son port, fut bientôt réduite aux dernieres extrémités, & elle auroit infailliblement succombé, lorsqu'une fièvre maligne emporta le roi d'Aragon. Ce prince âgé de soixante-six ans, brave, généreux, libéral, protecteur des lettres, ambitieux, incontinent & dévot, mourut à Naples le 27 Juin 1458, sans laisser de postérité légitime. Dom Juan son frere hérita par sa mort des royaumes d'Aragon & de Sicile.

Ferdinand, bâtard d'Alfonse, lui succede au royaume de Naples.
Ibid.

Ferdinand, fils naturel d'Alfonse, avoit été désigné roi de Naples du vivant de son pere. Ce prince en mourant lui avoit recommandé de se concilier l'affection des Napolitains en éloignant les Aragonois & les Catalans, de supprimer toutes les impositions, de conserver la paix avec les puissances de l'Italie, & sur-tout de se procurer la faveur de l'Eglise & du saint Siege. Alfonso, souverain de trois Etats, s'étoit mis au-dessus de ces ménagements. La fortune de son fils réduite au seul royaume de Naples, exigeoit une conduite plus modérée. A peine Ferdinand commençoit-il à régner, que le pape Calixte se déclara ouvertement contre lui. Non-seulement il lui refusa l'investiture, mais il lui défendit, sous peine d'excommunication, de prendre le titre de roi. On prétend que le pontife avoit dessein de placer son neveu Borgia, duc de Spolète, sur le trône de Naples. Ferdinand, sans s'effrayer des foudres du saint pere, leva une armée, dans le dessein

dessein de marcher à Rome & d'appeler au concile. D'un autre côté, dom Juan, nouveau roi d'Aragon, & le prince de Viane, héritier de Navarre, aspiraient à la couronne de Naples. Mais de tous ces princes aucun ne fondeoit ses prétentions sur des titres plus légitimes que Jean duc de Calabre, fils aîné de René d'Anjou, roi de Sicile. Une partie de la nation l'appeloit au trône. Il dispoſoit des forces de Genes, il leva des troupes; & pour les payer, ainſi que pour l'entretien de vingt-quatre galeres, il ſe ſervit d'une partie des décimes levées en France pour la guerre contre les Turcs, qui lui fut remiſe par le cardinal d'Avignon.

AN. 1458.

*Miscellan.
epiſt. & diplom.
t. III.*

Sur ces entrefaites Calixte III mourut le ſix Août 1458, âgé de quatre-vingts ans, après avoir occupé la chaire de S. Pierre trois années trois mois & vingt-ſept jours. Pendant un regne ſi court, il ne cessa d'exciter les princes chrétiens à s'armer contre les infidèles, il fit conſtruire pluſieurs galeres dont il confia le commandement au patriarche d'Aquilée. Les Romains lui ſont redevables des premiers havres qui furent établis dans leur ville. Il retira des princes voiſins pluſieurs places appartenantes à l'Egliſe. Trop d'ardeur pour l'élévation de ſa famille eſt le ſeul reproche qu'on puiſſe faire à la mémoire de ce pontife. Il fut oncle d'Alexandre VI, qui fouilla le ſaint Siege par ſa barbarie & ſon impudicité.

Mort du pape Calixte III.
Pie II lui ſuccède.
Ibid.

Dix jours après les funérailles de Calixte, les cardinaux au nombre de vingt-un entrèrent dans le conclave, & le 27 Août leurs ſuffrages ſe réunirent en faveur d'Ænéas Silvius Piccolomini, cardinal de Sienne, qui prit le nom de Pie II. Il naquit à Corſigni, petite ville qu'il érigea en évêché, & dont il changea le nom en celui de *Pienza*. Suſſeſſivement attaché dans ſa jeuneſſe à pluſieurs cardinaux, il parvint par ſon mérite aux charges de référendaire, d'abrégiateur, de chancelier & d'agent général du concile de Bâle. Il fut enſuite ſecrétaire de Félix, de l'empereur Frédéric, évêque de Trieſte, de Sienne, enfin décoré de la pourpre Romaine ſous le pontificat de Calixte III. Pendant le temps qu'il exerça ces différents emplois, il fut chargé des plus importantes négociations: ſon éloquence mâle & perſuaſive lui donnoit toujours la ſupériorité ſur ceux avec leſquels il avoit à traiter. S'il ſub-

AN. 1458.

juguoit par la parole ceux qui l'écoutoient, il ne les charmoit pas moins par les agréments de son esprit. Il reçut à Francfort la couronne poétique. Il s'en falut peu que l'attachement trop assidu qu'il avoit donné à cet art, ne fût un obstacle à son exaltation. « Un poète comme lui, disoit le cardinal de » Rouen, est-il propre à gouverner l'Eglise ? Il voudra la ré- » gir suivant les loix des Gentils ». Lorsqu'Ænéas Silvius n'étoit encore que chancelier du concile de Bâle, il avoit soutenu les libertés de l'Eglise contre les prétentions des papes. Il changea de sentiments après son exaltation, & prouva qu'il est peu d'hommes atachés sincèrement à leurs maximes, lorsqu'elles se trouvent en contradiction avec leurs intérêts personnels.

Assemblée de
Mantoue.
Ibid.

Le premier soin du nouveau pontife fut de poursuivre l'exécution du projet d'une croisade contre les Turcs : il indiqua pour cet éfet une assemblée générale dans la ville de Mantoue, à laquelle tous les princes Chrétiens furent invités. Nous vèrons par le résultat de cete assemblée les obstacles insurmontables qui rendoient impossible la réunion des puissances Européennes, quelques éforts que le saint pere employât pour les liguier contre leur ennemi commun. De Stockolm aux rives du Rhin, la Suede, le Danemarck, la Hongrie, la Bohème, la plupart des princes d'Alemagne, étoient en armes. Les rois d'Espagne & de Portugal combattoient les Maures de Grenade ou d'Afrique. La Navarre & l'Aragon n'étoient pas moins agités par la division de dom Juan & du prince de Viane son fils. Les divers Etats d'Italie ne formoient entre eux quelques aliances particulieres que pour se nuire réciproquement. L'Ecosse & l'Angleterre ne suspendoient que par de courtes treves, l'inimitié nationale qui les divisoit. Ce dernier royaume déchiré par ses discordes civiles, touchoit au moment d'une révolution. On vit toutefois ariver à Mantoue les députés de presque tous les souverains de l'Europe : mais ils ne semblerent s'y rendre que pour manifester leur impuissance. Sans nous arêter au détail inutile de ce qui se passa dans une assemblée qui ne produisit aucun éfet, il est suffisant pour l'intelligence de notre histoire de rapporter les particularités relatives aux afai-

res de France. Elles se réduisent à l'investiture du royaume de Naples acordée par le saint pere à Ferdinand, au préjudice des droits incontestables de la maison d'Anjou, & aux plaintes du pape contre la Pragmatique-sanction dressée en conséquence des articles arêtés au concile de Bâle, que le pontife auroit dû respecter comme son propre ouvrage, puisqu'il avoit été considéré comme l'ame de cete assemblée, & pénétré des maximes établies dans la constitution qu'il condanoit.

AN. 1458.

Quelques égards que Pie II affectât de conserver pour la France, il craignoit les Francois, qu'il étoit dangereux, disoit-il, de laisser devenir trop puissants en Italie. Il est assez naturel de haïr ceux qu'on redoute. Aussi pendant le cours de son pontificat se montra-t-il fidele à cete inimitié qu'il s'efforçoit vainement de dissimuler. Il eut la mortification d'entendre dans l'assemblée de Mantoue les ambassadeurs Vénitiens s'exprimer ainsi en parlant du roi de France : *Tu es homme né en pauvreté, & ne sçais que c'est de teles besongnes que de vouloir faire bataille au Turc en la maniere que tu le prens, mais est besoin d'atendre la délibération du grand roi.*

Idem, ibid.

L'archevêque de Rouen, l'évêque de Paris, Thomas de Courcelles, célèbre théologien, & Cousinot, bailli de Rouen, ambassadeurs de France, ariverent à Mantoue vers le milieu de Novembre. Ils étoient acompagnés des évêques de Marseille & de Saint-Malo, envoyés de René d'Anjou, roi de Sicile, & du duc de Bretagne & des députés de Gènes. Dans l'audience que le pape leur donna, l'évêque de Paris porta la parole. Il s'étendit sur l'attachement que nos rois avoient témoigné dans tous les temps pour l'Eglise, ce qui leur avoit mérité le furnom glorieux de *très Chrétien*. Il parla ensuite des justes prétentions de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples, & finit par rendre obédience à sa sainteté au nom du roi. Le pape, après avoir répondu modestement à l'éloge que l'orateur François avoit fait de sa personne, employa les expressions les plus énergiques & les plus fastueuses pour relever l'autorité du saint Siege. « Il n'a » point été, dit-il, établi par les rois, les empereurs, les » peres, ni les décrets des conciles, mais par Jésus-Christ :

Idem, ibid.

AN. 1458.

Pasquier.

» quiconque est rebelle à ses ordres, résiste au pouvoir de
 » Dieu même. Nous croyons fermement, répéta-t-il plu-
 » sieurs fois, que tous les princes catholiques doivent être
 » sujets de l'Eglise Romaine & du Siege apostolique ». Ma-
 xime qui étoit à deux visages, dit le narrateur de ce qui se
 passa dans les premières séances. Le saint pere parla ensuite
 des Génois & de René d'Anjou, mais en termes généraux,
 en le nommant toutefois *notre cher fils René, illustre roi de*
Sicile, ce qui mécontenta les ambassadeurs de Ferdinand. Le
 reste du discours contient l'éloge du royaume & des monar-
 ques François, & des remerciements de l'obédience rendue
 au nom du roi.

Idem, *ibid.*

Comme les ministres de France n'étoient pas satisfaits de
 la préférence que le pape avoit donnée à Ferdinand, bâtard
 d'Alfonse, sur les princes de la maison d'Anjou-Sicile, ils ne
 le ménagerent pas dans la réponse qu'ils firent à la demande
 d'une décime destinée pour subvenir aux frais de la croisade.
 Ils dirent qu'on venoit d'en lever une dont le produit devoit
 encore être entier, & que s'il ne se trouvoit plus, il n'en
 avoit résulté aucun fruit : qu'il falloit justifier de l'emploi de
 cete premiere décime avant que d'en demander une secon-
 de, & qu'on devoit songer que ces sortes de subsides ne s'a-
 cordoient en France que pour le maintien de la foi; que
 vainement le saint pere objectoit qu'on avoit levé trois dé-
 cimes en Italie, que la levée d'une décime d'une seule pro-
 vince de France produisoit plus que la moitié de l'Italie. Sur
 ce que le pontife avoit aculé indirectement le roi d'indifé-
 rence, en comparant la difficulté que ses ministres faisoient
 d'offrir une contribution fixe, avec les promesses du duc de
 Bourgogne qui s'étoit engagé à fournir six mille hommes
 pour l'entreprise, ils répondirent que le roi leur maître croyoit
 qu'il étoit indigne de sa grandeur de se démentir; qu'il avoit
 fidèlement rempli ses engagements passés; qu'il tiendrait
 avec la même exactitude ceux auxquels il s'obligerait dans
 la suite, & qu'il n'avanceroit jamais de paroles incertaines :
 que le duc de Bourgogne en promettant des subsides levés
 dans ses domaines, n'avoit pu le faire que conditionnèle-
 ment, puisqu'il ne dépendoit que du roi de s'y opposer, au-

cun prince n'ayant droit d'imposer des taxes extraordinaires sans le consentement du souverain. Les ambassadeurs terminèrent leur réponse en assurant sa sainteté que sa majesté très chrétienne étoit disposée à seconder l'entreprise de tout son pouvoir, aussi-tôt que la France n'auroit plus rien à redouter de la part de ses ennemis.

AN. 1458.

L'objet le plus important pour la France étoit d'obliger le pape à s'expliquer sur les prétentions de René. Pie d'accord avec Ferdinand, étoit bien éloigné de rendre justice à la maison d'Anjou. Ainsi l'on vit de part & d'autre les esprits s'aliéner de plus en plus. Leurs discours mutuels respiroient l'aigreur. Dans une apologie personnelle que le pape prononça, on le vit s'attacher à mortifier les François, sous prétexte de louer les grandes actions de leurs ancêtres. Il célébra nos exploits contre les Danois & les Normands. Cete ironie n'en étoit pas moins insultante pour être mêlée dans un déluge de compliments. Il opposa ensuite aux bienfaits que les pontifes Romains avoient reçus de nos souverains, le don de l'empire Romain conféré par Léon à Charlemagne; mais il oublia de rapporter que ce même Léon avoit prié le prince François de confirmer son exaltation au trône pontifical. Enfin l'on peut dire que les envoyés de Charles & le pontife n'employèrent dans leurs harangues que des récriminations respectives revêtues de tous les ménagements que la bien-séance leur imposoit. Le saint pere réduit à justifier sa conduite à l'égard de René d'Anjou, alléguait qu'il avoit été contraint de donner l'investiture du royaume de Naples à Ferdinand, dans l'appréhension des armes de ce prince, qui menaçoit de porter la guerre dans les terres de l'Eglise. A cete justification, la meilleure qu'il pût employer, il ajouta que dans l'acte qui déferoit la couronne au prince Aragonois, on avoit inséré la clause, *sauf le droit d'autrui*: que cete réserve garantissoit les droits de René, qui auroit eu la préférence sur son concurrent, s'il avoit été aussi près de Rome que Ferdinand, à la tête d'une armée. Cete raison tirée de la loi du plus fort étoit sans réplique.

Idem, ibid.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur ces plaintes réciproques, occasionnées par une querele qui ne devoit se

Idem, ibid.

AN. 1458.

décider que les armes à la main. C'étoit à la France à fournir des forces suffisantes pour obtenir une investiture qui ne s'accordoit qu'à celui dont la puissance pouvoit obliger le saint Siège de le recevoir pour feudataire. Si le roi avoit à se plaindre du peu de considération que le saint pere avoit eu pour les prétentions de la maison d'Anjou, Pie de son côté nous reprochoit l'établissement de la Pragmatique, comme attentatoire à l'autorité de l'Eglise. Dans les premières séances de l'assemblée de Mantoue, il s'étoit contenté de l'ataquer d'une manière indirecte; mais las de se contraindre, dans le dernier discours qu'il adressa aux ministres de France, il fit éclater toute la véhémence de son ressentiment. « Il n'est » pas croyable, leur dit-il, que votre roi ait introduit de lui-même cete constitution dans ses Etats, il a certainement » été trompé. Nous ne parlons point de la collation des bénéfices, nous nous atachons uniquement à ce qui cause la » perdition des ames. Comment peut-on souffrir que des » séculiers soient les juges des clercs? Que les brebis connoissent les causes de leurs pasteurs? Est-ce ainsi que nous » sommes réputés en même temps de race royale & sacerdotale? Nous ne détaillerons pas combien l'autorité sacerdotale est diminuée en France. Les évêques le connoissent, eux qui n'osent plus employer le glaive spirituel » qu'au gré de la puissance séculière. Le chef de l'Eglise » Romaine dont la paroisse (*parochia*) embrasse le monde entier, dont le ressort n'est point limité par l'Océan, n'a » de juridiction en France qu'autant qu'il plaît aux tribunaux supérieurs de ce royaume. Ainsi le pontife de Rome, » juge des juges, est sujet au jugement de magistrats temporels ». Le saint pere termina sa déclamation en assurant les ambassadeurs que ces excès monstrueux annonçoient la venue de l'antechrist. En parlant ainsi, Pie avoit oublié que cete Pragmatique-sanction n'avoit été dressée que sur les décrets du concile de Basle dont il avoit été un des plus zélés défenseurs. « Mais, dit l'historien de l'Eglise, Ænéas Silvius élevé sur la chaire de saint Pierre, changea de sentiment en changeant de nom & d'état ». Uniquement attaché à soutenir les prétentions de la cour de Rome, il condamna l'année suivante les apels du saint Siège au concile,

abus détestable selon ses maximes, & inoui dans l'antiquité. « Nous réprouvons, dit-il dans son decret, ces abus comme » erronés, ordonnant qu'à l'avenir personne n'ose interjeter » de semblables apels de nos jugements. Que si quelqu'un » fait le contraire, de quelque état, ordre & dignité qu'il » soit, même impériale, royale & pontificale, il encourra » de fait l'excommunication dont il ne pourra être absous que » par le souverain pontife ».

AN. 1458.

Cete bule, & la maniere dont le pape s'étoit exprimé en parlant de la Pragmatique-sanction, furent regardées en France, comme injurieuses aux libertés de notre Eglise. Le roi chargea son procureur-général d'en interjeter apel. Voici la forme dans laquelle cet acte célèbre fut rédigé. « Puisque » notre saint pere le pape à qui la toute-puissance a été don- » née pour l'édification de l'Eglise & non pas pour sa des- » truction, veut inquiéter & acabler le roi notre seigneur, » les ecclésiastiques de son royaume, & même les séculiers » ses sujets; Je proteste, moi Jean Dauvet, procureur-géné- » ral du roi, & établi spécialement en son nom par les no- » taires qui ont souscrit, de la nullité de tels jugements & » censures, selon les décrets des saints canons, qui déclarent en plusieurs cas, nules ces sortes de sentences & de » censures émanées des pasteurs & des juges, en soumettant » néanmoins toutes choses au jugement du concile universel » auquel notre roi très Chrétien prétend avoir recours, & » auquel j'apele en son nom ».

Hist. eccléf.

L'assemblée de Mantoue se termina par un discours dans lequel le pape résuma les délibérations prises dans les diverses séances. L'empereur, généralissime des troupes, devoit attaquer les Mahométans à la tête d'une armée de quatre-vingt-huit mille hommes. Les décimes levées dans tous les Etats chrétiens étoient destinées à l'entretien d'une flotte non moins formidable que l'armée de terre. Les Arméniens & le prince de Caramanie étoient prêts à fondre sur les Turcs; on comptoit que les villes de Grece qui n'étoient pas encore subjuguées, contribueroient de toutes leurs forces pour repousser un ennemi qui se préparoit à les enchaîner. Ajoutez, dit le pontife, à de si beles espérances, que le roi d'Albanie,

Idem, ibid.

AN. 1458.

avec une armée choisie, acourra se joindre aux Chrétiens. Ce prince étoit le fameux *Georges Castriot*, la terreur des Turcs. Remis dès l'enfance avec ses freres au pouvoir d'Amurat par *Jean Castriot*, son pere, souverain d'une petite partie de la Macédoine; le sultan frappé de son heureuse physionomie, & des grandes qualités qu'il annonçoit dès l'âge le plus tendre, le fit élever avec soin. Il suivit à l'armée le monarque Othoman, son bienfaiteur en même temps, & l'opresseur de sa maison. Il se signala par des prodiges de valeur qui lui méritèrent le surnom glorieux de *Scanderbeg* (seigneur Alexandre) que les Turcs lui donnerent. Son courage & son génie se développant avec les années, il forma le projet de recouvrer le patrimoine de ses ancêtres. Il arêta un officier chargé des ordres de l'empereur pour le gouverneur de Croie, capitale de l'Albanie, (autrefois l'Epire) se rendit maître de la place à la faveur de ces ordres, abjura le Mahométisme qu'on lui avoit fait embrasser par contrainte, & se fit reconnoître roi d'Albanie. Toute sa vie ne fut depuis qu'un enchaînement de combats & de victoires. On prétend qu'il tua plus de deux mille Turcs de sa propre main, & par un bonheur singulier, il ne reçut jamais une blessure. Il extermina toutes les armées qu'Amurat envoya contre lui. Ce prince l'assiégea plusieurs fois dans Croie & fut obligé de se retirer honteusement. Il mourut devant cete place de chagrin, dit-on, de ne pouvoir s'en rendre maître. Son fils, le terrible Mahomet, ne fut pas plus heureux, & vit aussi la fortune de ses armées échouer devant les murs de Croie. Scanderbeg toujours vainqueur, mourut à l'âge de soixante-trois ans, couvert de gloire, & laissant ses États à sa postérité, qui ne put les conserver contre la puissance & les efforts réitérés des monarques Othomans. Si quelqu'un étoit capable de venger la prise de Constantinople & l'honneur du nom chrétien, c'étoit sans contredit ce héros, & le brave *Huniade*, qui venoit récemment d'obliger Mahomet de lever le siege de Belgrade, & de remporter une victoire complete sur cet empereur qui fut dangereusement blessé dans le combat. L'exemple de ces deux grands hommes étoit une leçon vivante pour les autres princes, qui auroit

auroit dû leur faire sentir que les armes des Infideles, si terribles en aparence, cédoient à l'intelligence, au génie, à la conduite, à l'intrépidité. L'assemblée de Mantoue se sépara après avoir concerté les plus fastueux projets. La plupart des puissances intéressées prodiguerent les plus magnifiques promesses. La petite république de Raguse fut la seule qui se fit un point d'honneur de remplir ses engagements; elle s'étoit obligée d'équiper deux bâtimens : elle tint fidèlement parole.

Cependant Ferdinand, malgré la protection du saint Siège, étoit encore mal affermi sur le trône de Naples. Le caractère de ce prince avare, vindicatif, injuste & cruel, avoit indisposé contre lui la plus grande partie de la noblesse, on le haïssoit, les efforts même qu'il tentoit pour se déguiser ne le rendoient que plus odieux à ceux qui, le connoissant, redoutoient en lui un méchant prince, qui joignoit à tous ses vices une dissimulation profonde. Le nombre des mécontents s'augmentoient tous les jours, les princes de Tarente & de Rossano étoient à leur tête, quoique parents du roi. Ils s'adressèrent à don Juan, roi d'Aragon, qu'ils inviterent à réclamer ses prétentions comme frere d'Alfonse, qui n'avoit pu disposer de la couronne de Naples en faveur d'un bâtard, dont la naissance, toute illégitime qu'elle étoit, n'avoit d'autre fondement qu'une supposition : car on assuroit que Ferdinand n'avoit pas même l'honneur d'être fils naturel du feu roi. Dans toute autre circonstance, le roi d'Aragon eût vraisemblablement accepté les propositions des Napolitains : mais ce prince occupé pour-lors par les guerres intestines qui déchiroient l'Aragon & la Navarre, n'étoit pas en état de songer à s'emparer du royaume de Naples. Le prince de Tarente voyant ses espérances déçues de ce côté, s'adresse au duc de Calabre, qui, pour lors, étoit à Genes. On ne peut être plus flaté que le fut Jean d'Anjou de se voir apelé au trône de Naples par les partisans même de la maison d'Aragon. Il se hâta de disposer ses préparatifs & vint débarquer avec vingt-deux galères Gênoises & quatre gros vaisseaux près de *Sessa*, entre les embouchures des rivières du *Gariglian* & du *Vulturne*. Le prince de Tarente, grand connétable

AN. 1458.

Affaires du
royaume de
Naples.
Ibid.
Histoire de
Naples.
Hist. de la
maison d'An-
jou.
Hist. généra-
log.
Hist. eccléf.
Pasquier, &c.

AN. 1458.

de Naples, avoit pris de si justes mesures en confiant la garde des villes à ses créatures, que la plupart de ces commandants ouvrirent leurs portes au prince Angevin. En peu de temps il se trouva maître de la terre de Labour, de la Capitanate, de la Basilicate, & de la Calabre jusqu'à Cosence. Dès qu'il se présentoit, les seigneurs, la noblesse, le peuple, se déclaroient pour lui. Il défit entièrement Ferdinand à Sarno, dans la principauté citérieure. Il est hors de doute que si le duc de Calabre eût marché droit à Naples, il se fût emparé de cete capitale.

AN. 1459.
à 1460.

La consternation étoit si grande, que la reine Isabele, épouse de Ferdinand, fut obligée de se sauver déguisée en cordelier, accompagnée seulement de son confesseur; & elle alla se jeter aux pieds du prince de Tarente, son oncle, qu'elle supplia de lui conserver une couronne qu'elle tenoit de lui. Le prince touché de l'extrémité où sa niece se trouvoit réduite, releva ses espérances, en l'assurant d'un changement prochain dans sa fortune. Il ne s'expliqua pas plus clairement; mais à juger de ses intentions par sa conduite, on ne peut s'empêcher de croire qu'il n'eût dès-lors conçu le dessein de changer de parti. Loin d'encourager le duc de Calabre à faire le siège de Naples, il lui conseilla de se rendre maître des places voisines avant que de former une entreprise dont il lui exagéra les difficultés. Le prince Angevin, qui ne se défioit en aucune maniere de la sincérité du Napolitain, crut ce perfide conseil, qui lui fit manquer l'occasion de s'emparer de la capitale, dont la réduction eût entraîné celle de la plupart des villes qui tenoient encore pour Ferdinand. C'étoit le moment décisif qu'il perdit sans retour.

Perte de Gènes.
Ibid.

Le duc de Calabre entièrement occupé de la conquête du royaume de Naples, ne pouvoit donner les soins nécessaires à la conservation de Gènes. Depuis le peu de temps que le roi lui en avoit confié le gouvernement, il avoit dû reconnoître par lui-même combien il étoit difficile de fixer l'inconstance de cete inquiète république. En arrivant il s'étoit brouillé avec Pierre Frégose, le même qui avoit conclu le traité avec la France. Frégose pour se venger se réconcilia avec les Fiesques, eut recours à l'assistance du roi de Naples & du

duc. de Milan, leva des troupes, vint se présenter devant Genes. Obligé de se retirer, ce mauvais succès ne le rebuta pas. Il faisit, pour faire une seconde tentative, l'absence de la flotte que le duc avoit envoyée contre Ferdinand, & surprit Genes par escalade. Le duc de Calabre qui pour lors étoit dans la ville, eut encore le bonheur de repousser les ennemis. Pierre Frégôse périt dans l'action, mais sa mort ne détruisit pas le parti des rebeles, qui n'atendoient pour reprendre les armes qu'une occasion favorable. Ce fut dans ces circonstances que le duc abandonna la ville après l'avoir épuisée de troupes & d'argent, se contentant d'y laisser *Thomas Vallée*, gentilhomme François, pour commander en son absence avec une garnison médiocre. A peine le prince fut-il éloigné, que le peuple se souleva, courut aux armes & força les François de se retirer dans la citadele où ils furent incontinent assiégés. Les factions différentes qui partageoient la ville se réunirent. On changea la forme du gouvernement, on créa des magistrats populaires qui furent admis dans le conseil suprême. Cete nouveauté réconcilia le peuple avec la noblesse. *Prosper Adorne* fut élu doge. D'un autre côté, le duc de Milan envoya des troupes aux révoltés. *Sforce* ne voyoit qu'avec inquiétude les François en Italie, il appréhendoit qu'ils ne songeassent à faire valoir les justes prétentions de la maison d'Orléans sur le Milanois. Les alarmes du duc n'étoient pas destituées de fondement. Il venoit d'apprendre que le duc d'Orléans, le comte d'Angoulême, son frere, & le nouveau duc de Bretagne, s'étoient unis ensemble, de l'aveu du roi de France. Ces trois princes confédérés devoient entrer en Lombardie avec une armée de huit mille chevaux & de quatre mille archers. Ils avoient envoyé des ambassadeurs à la république de Venise, & à quelques princes d'Italie, pour les engager à favoriser leur entreprise. Il y eut à ce sujet diverses négociations, dans lesquelles la politique ultramontaine amusa la crédulité des princes & fit avorter le projet. Les Italiens craignoient *Sforce*, mais ils redoutoient encore davantage la puissance & le voisinage des François.

Cependant la garnison assiégée dans le château de Genes

AN. 1459.
à 1460.

AN. 1459.
à 1460.

désespérant d'être secourue par le duc de Calabre, avoit fait informer le roi de sa situation. On leva précipitamment un corps de six mille hommes qui vinrent débarquer à Savone, dans le même temps que dix galères parties des côtes de Provence parurent à la vue de Genes. Ces diverses troupes se réunirent sous les ordres de René d'Anjou, roi de Sicile. Les Génois commandés par Paul Frégose, leur archevêque, s'étoient postés sur des éminences dont il falloit s'emparer avant que de pouvoir donner du secours aux assiégés. Les François attaquèrent ces hauteurs avec leur intrépidité ordinaire; mais les ennemis avoient sur eux l'avantage du terrain & de leurs retranchements. On étoit au plus fort de l'action, lorsque l'archevêque, qui commandoit en personne, fit publier qu'un nouveau corps de troupes envoyé par le duc de Milan, s'avançoit. Cete fausse nouvelle ranima les Génois & acheva de décourager les François, qui déjà commençoient à se rebuter. Ils se retirèrent en désordre & prirent la fuite du côté du rivage. René d'Anjou, tranquille spectateur de cete sanglante mêlée, s'étoit tenu sur ses galères pendant le combat. La déroute de son armée le transporta d'une fureur indigne d'un prince. Il voulut punir les troupes de n'avoir pas remporté une victoire qu'il n'avoit pas eu le courage de disputer à leur tête. Les vaisseaux par ses ordres s'éloignèrent de la côte, abandonnant les malheureux François à la discrétion du vainqueur. Tous furent pris ou massacrés. Cete action aussi lâche que barbare, couvre la mémoire de René d'un opprobre inéfacable. Quelques jours après cete déroute, Thomas Vallée, qui s'étoit défendu jusqu'à l'extrémité, rendit par capitulation la citadelle de Genes.

Chagrin du
roi. La dauphine accouche
d'un fils.

Monstrelet,
Chr. de Fr.
Spicilege, &c.

Le roi ne fut pas aussi touché de cete perte qu'il l'auroit été dans d'autres temps. Les chagrins continuels dont il étoit obsédé sembloient épuiser toute la sensibilité de son ame. Pénétré de l'ingratitude & de la désobéissance du dauphin, d'autant plus indigné contre le duc de Bourgogne, que la crainte d'exposer encore son royaume aux horreurs de la guerre, l'obligeoit de contraindre son ressentiment, il se résolut avec amertume sous la loi impérieuse de la nécessité.

plusieurs arêts du parlement , le duc ne voulut pas faire raison au roi de cete désobéissance , aléguant pour motif de ce refus , que la cour retenoit toutes les causes de la Flandre. Guillaume Bouchet , conseiller au parlement , envoyé de France à la cour de Bourgogne , répondit au prince , qu'il étoit plus avantageux à ses sujets d'être jugés par le premier tribunal du royaume , que par des juges inférieurs qui n'avoient , ni les mêmes lumières , ni la même intégrité. Le bailli de Cassel eut ordre de se retirer des terres qui relevoient de la couronne. Le duc ne parut point offensé de la réponse hardie du magistrat.

AN. 1459.
à 1460.

Ce qui se passoit alors prouvoit manifestement l'ignorance, l'avarice & la méchanceté qui régnoient dans plusieurs juridictions de ses domaines. Nous avons vu plus haut l'origine de cete chambre ardente établie dans Aras contre de prétendus forciers & hérétiques. On avoit repris le cours de ces procédures monstrueuses suspendues quelque temps. Les prisons étoient remplies de ces malheureux , acufés en même temps d'idolâtrie , d'athéisme , d'hérésie & de magie. On leur faisoit subir les plus crueles tortures pour arracher les noms des complices qu'on leur suposoit. La violence des douleurs les forçoit de nommer indistinctement les personnes que le hasard ofroit à leur mémoire , prêtres , séculiers , prélats , gouverneurs de bailliages & de villes. Lorsqu'ils héfitoient , les juges , qui se trouvoient présents à ces crueles exécutions , leur dictoient les noms de ceux qu'ils vouloient qu'ils désignassent , & ces acufations tomboient toujours sur des gens riches. On brûloit impitoyablement les acufés que leur indigence mettoit hors d'état de se racheter , les autres étoient mis à rançon par les juges. Tous les gens de bien indignés se souleverent contre cete barbare juridiction. On étoit surpris que le duc de Bourgogne laissât subsister un abus si contraire à la raison & à l'humanité. Il falut recourir à l'autorité royale , & le parlement proscrivit sans réserve cete atroce & scandaleuse inquisition *.

Supression
de la chambre
ardente d'A-
ras.

Ibid.
Cont. de Mon-
strelet.

* J'ai vu grand vauderie
En Aras pulluler ,
Gens pleins de réderie

AN. 1459.
à 1460.
Le roi de-
mande la res-
titution du du-
ché de Lu-
xembourg.
Ibid.

Ladislas, dernier roi de Hongrie, avoit en mourant institué Madeleine de France, héritière de ses prétentions sur le duché de Luxembourg; le roi avoit de plus acheté les droits du duc de Saxe. Charles députa l'évêque de Coutances & Esternai, général des finances, au duc de Bourgogne, pour lui demander la restitution de cete principauté. Le duc possesseur en vertu de la donation qui lui en avoit été faite par Elisabeth, soutint qu'il ne devoit point être troublé dans sa jouissance, jusqu'à ce que la contestation eût été décidée par des arbitres au jugement desquels il ofroit de s'en remettre. D'un autre côté, Guillaume de Saxe, à qui le roi s'étoit adressé pour garantir la cession de ses droits, avoit assuré qu'ils étoient incontestables, & que les titres sur lesquels ces droits se trouvoient fondés, ofroient une preuve trop évidente pour être mise en arbitrage. Le roi envoya l'année suivante le seigneur de Lenoncourt au duc de Saxe, qui ratifia de nouveau la garantie du transport. Cependant la question demeura indécise, & le duc de Bourgogne conserva le duché de Luxembourg. Les ambassadeurs que le roi avoit envoyés à Bruxelles pour cete affaire, étoient chargés en même temps d'engager le dauphin à rentrer dans son devoir; mais rien n'étoit capable de fléchir son opiniâtreté. Jeoffredi, évêque d'Aras, porta aux ministres de France la réponse du prince qui ne contenoit que des plaintes accompagnées de protestations vagues de respect, & des assurances verbales d'une soumission incessamment démentie par les effets.

Traité du
dauphin avec
le duc de Mi-
lan.
Ibid.

L'indocile Louis venoit récemment de conclure un traité de ligue ofensive & défensive avec Sforce, duc de Milan, dans le même temps que ce prince s'étoit déclaré contre la France en fournissant des troupes aux révoltés de Genes. Par ce traité le dauphin s'étoit engagé à faire marcher au secours du duc quatre mille chevaux & deux mille archers.

Par jugement brûler,
Et depuis cete affaire
Parlement décréta
Qu'à tort sans raison faire
A mort on les traicta.

Extr. des poésies de Jean Molinet, auteur du quinzieme siecle.

Il est probable qu'il n'avoit d'autre dessein que d'inquiéter & de chagriner le roi son pere, en faisant une promesse qu'il étoit absolument hors d'état de remplir. Toute la conduite de ce prince se ressentait de l'humeur chagrine qui le dominoit. Dans l'impuissance où il se trouvoit de troubler l'Etat, il sembloit chercher à s'en dédommager en faisant appréhender tout le mal qu'il ne pouvoit pas faire.

Le duc de Bourgogne rapeloit sans cesse la paix d'Aras à toutes les plaintes qu'il recevoit de la part du roi; il ne faisoit pas toutefois difficulté de l'enfreindre lui-même lorsqu'il jugeoit l'infraction utile à ses intérêts. Par un des articles de cete paix il ne devoit conclure aucun traité avec les Anglois que de concert avec la France. Cependant le recueil des actes publics en contient plusieurs arêtés sans la participation du roi. Charles au-contraindre fidele à ses engagements, avoit refusé de traiter avec Henri. Envain la reine d'Angleterre, appuyée du crédit de la maison d'Anjou, avoit employé les plus pressantes sollicitations : il fut inébranlable, & répondit toujours qu'on ne pouvoit songer à terminer les différends entre les deux couronnes, que le monarque Anglois n'eût réuni les deux partis qui divisoient ses sujets.

Quoiqu'il ne se commît aucun acte d'hostilité entre la France & l'Angleterre, les deux nations se regardoient toujours comme ennemies, puisque nul traité n'assuroit entre elles une paix solide. On ne peut douter que la cour de France n'entretint une intelligence secreete avec la reine Marguerite d'Anjou, & cete liaison fournissoit aux mécontents un prétexte toujours subsistant de décrier l'administration de cete princesse. On lui reprochoit qu'après avoir sacrifié à sa famille l'intérêt du royaume, & l'honneur du nom Anglois, en livrant aux François, non-seulement les conquêtes d'Edouard III & de Henri V, mais encore l'Aquitaine, ancien patrimoine des rois de la grande-Bretagne, elle formoit par ses intrigues un obstacle à la paix, devenue nécessaire par tant de pertes, afin de maintenir son autorité à la faveur de cet état d'incertitude plus nuisible qu'une guerre déclarée.

La hauteur, ou pour mieux dire, le mépris avec lequel
Tome VIII. Y y.

AN. 1459
à 1460.

Treuve entre le duc de Bourgogne & l'Angleterre.

Ibid.
Rym. aff. pub.
tom. 5.

Situation respective de la France & de l'Angleterre.

Ibid.
Rap. de Thoyras.

Nouv. hist. d'Ang.
Ann. Bret.
&c.

Ambassade d'Angleterre

AN. 1459
à 1460.

à la cour de
France.
Ibid.

la dernière ambassade avoit été accueillie en France, sem-
bloit autoriser les murmures du peuple & justifier les plaintes
qu'il formoit contre le gouvernement de la reine & de ses
ministres. Cete députation si mal reçue, dont on ne trouve
aucun vestige dans les actes publics, étoit vraisemblablement
un jeu de la politique du duc d'Yorck. Il vouloit découvrir
& déconcerter autant qu'il pouroit, les projets de la reine.
Dans cete vue il avoit envoyé des ambassadeurs chargés de
négocier la paix entre les deux couronnes, ou s'il se ren-
controit de trop grandes difficultés, de conclure du-moins
une longue treve. Comme il dispoit de Calais par le moyen
du comte de Warwick, qui en étoit gouverneur, il étoit
d'une extrême importance pour son parti, de n'avoir point
à redouter que les François l'inquiétassent dans ce poste, la
principale clef du commerce de l'Angleterre, qui lui serviroit
de place d'armes & de retraite en cas de disgrâce. Ses agents
avoient ordre en même temps de proposer le mariage d'un
de ses fils avec une princesse de France. Les ministres An-
glois ne trouverent pas la cour de France dans des disposi-
tions favorables au traité qui faisoit l'objet de leur commis-
sion. Loin d'agréer leurs offres, le roi refusa même de les voir
& de les entendre. Ils furent obligés de partir sans avoir pu
obtenir une audience qu'ils sollicitèrent long-temps. Ils
se rembarquerent, emportant avec eux les présents qu'ils
avoient destinés pour se concilier les bonnes grâces des mi-
nistres & de ceux qui étoient en faveur auprès du roi. Ils ne
trouverent personne, dit le continuateur de Monstrelet, *qui*
voulût prendre de leurs haquenées qu'ils avoient amenées en grand
nombre pour complaire aux seigneurs & aux dames de la cour
du roi. Ceci se passa peu de temps après la victoire rempor-
tée à *Boreheat* par le comte de Salisbury sur les troupes de
Henri, c'est-à-dire, dans le moment que le parti d'Yorck
sembloit reprendre la supériorité.

Révolution
en Angleterre.

L'Angleterre étoit alors le théâtre des plus rapides & des
plus sanglantes révolutions. Le duc d'Yorck ayant levé des
troupes dans la province de Galles, qui furent encore accrues
par la jonction des comtes de Warwick & de Salisbury, étoit
venu camper à *Ludlow* près de *Glocester*, où il se trouva en

présence de l'armée royale. Une proclamation publiée dans le camp des rebelles, par laquelle le roi offroit une amnistie générale, en dispersa la plus grande partie; le reste hors d'état de livrer bataille prit la fuite. Le duc d'Yorck accompagné du comte de Rutland, son second fils, eut à peine le temps de s'embarquer pour l'Irlande, tandis que les comtes de la Marche, de Warwick & de Salisbury, fuyoient vers Calais. Les uns & les autres furent déclarés coupables de haute trahison par le parlement d'Angleterre, toujours sévère pour les vaincus. Le duc de Somerset fut nommé gouverneur de Calais au lieu du comte de Warwick; mais, dit l'historien d'Angleterre, il étoit plus facile de donner au duc ce gouvernement en parchemin, que de l'en mettre en possession. Il vint se présenter devant la place, d'où il fut repoussé par l'artillerie, & obligé de se retirer à Guisnes. Les garnisons de ces deux villes commencèrent à se faire la guerre avec une fureur égale à celle qui, de l'autre côté de la Manche, excitoit les deux factions qu'elles reconnoissoient. Ainsi les François à leur tour virent leurs ennemis acharnés à s'entredétruire pour les querelles insensées de leurs princes; mais moins habiles que ne l'avoient été ces rivaux éternels de notre monarchie, ils ne sçurent pas profiter de leurs divisions pour achever de les chasser de ce petit coin de la France qu'ils occupoient encore, & les obliger d'aler renfermer leurs discordes dans le sein de leur île.

Le poste que Warwick occupoit étoit trop important pour que la reine & le duc de Somerset n'employassent pas tous les efforts possibles afin de s'en rendre maîtres. Dans cette vue, ils avoient fait équiper une flotte qui n'attendoit que le moment pour mettre à la voile. Les officiers se laisserent surprendre; on gagna les matelots & les soldats, les vaisseaux furent conduits à Calais, & le comte de Warwick s'en servit pour aler en Irlande concerter avec le duc d'Yorck de nouvelles mesures afin de réparer la disgrâce qu'ils avoient éprouvée à Ludlow. Tandis qu'ils conféroient ensemble, l'imprudence de la reine & de son conseil les servoit mieux que n'auroient pu faire les délibérations les plus réfléchies. On décerna des commissions pour faire des recherches dans

AN. 1419
à 1460.

Rym. att.
pub. t. 5.

Idem, ibid.

AN. 1459
à 1460.

les provinces, de tous ceux qui avoient porté les armes pendant les derniers troubles. Cete rigueur hors de saison augmenta le nombre des mécontents. Warwick qui étoit retourné à Calais profita de ces dispositions, il vint débarquer avec quinze cents hommes au port de *Sandwich*, où le lord *Cobham* le joignit avec quatre mille hommes. Son armée incessamment acruë se trouva forte de quarante mille hommes lorsqu'il entra dans Londres. Cependant les troupes du parti du roi rassemblées à *Caventry*, dans le comté de Warwick, marchaient sous les ordres de Marguerite, dans le dessein de chasser les rebeles de la capitale. Le jeune comte de la Marche, accompagné de Warwick & du lord *Cobham*, en sortit à la tête de vingt-cinq mille hommes. Les deux armées se rencontrèrent dans le comté de *Northampton*, près de la ville de ce nom. On brûloit de part & d'autre d'une égale ardeur d'en venir aux mains. La victoire balancée pendant cinq heures d'un combat opiniâtre, fut décidée par la désertion d'un corps de troupes commandé par le lord *Grai*, qui passa du côté des mécontents. L'armée royale fut taillée en pieces. La reine qui pendant l'action avoit rempli les fonctions de général, eut à peine le temps de prendre la fuite avec le prince de Galles & le duc de Sommerfet, abandonnant son camp à la discrétion des vainqueurs. Ils y trouverent le malheureux Henri, triste objet & victime insensible de ces cruels vicissitudes. Ils prodiguerent toutes les marques de respect extérieur à ce phantôme de souverain, & reprirent avec lui le chemin de Londres. Le duc d'Yorck, de retour d'Irlande, se flata que désormais nul obstacle ne pouroit lui fermer l'accès du trône. Il parut au parlement assemblé pour donner une forme nouvelle au gouvernement. Il se tenoit debout sous le dais dressé au-dessus du monarque, ayant une main posée sur un des bras du siege : dans cete attitude il sembloit attendre qu'on le priât d'en prendre possession. Le silence profond qui régnoit dans l'assemblée ne lui paroissoit pas d'un favorable augure, lorsque pour achever de le déconcerter, l'archevêque de Cantorbéri lui demanda s'il ne vouloit pas aler saluer le roi. Je ne connois personne à qui je doive ce titre, reprit-il en rougissant. Thoyras

raporte qu'il sortit immédiatement après cete réponse. L'historien moderne d'Angleterre dit au-contre, que le duc réclama dès ce jour même ses prétentions à la couronne, comme descendant de Lyonnell, second fils d'Edouard III. Nous ne nous étendrons pas sur cete discussion généalogique, étrangere à cet ouvrage; d'ailleurs le soin qu'on a pris de rapporter dans leur temps les différentes révolutions survenues en Angleterre, peut donner au lecteur une connoissance suffisante pour juger des droits des deux maisons de Lencastre & d'Yorck. La seule particularité digne de remarque, c'est la maniere dont cete question fut agitée dans le parlement. Tous les seigneurs du parti de la maison de Lencastre avoient été tués dans la dernière bataille, ou fuyoient vers les extrémités du royaume: Henri étoit prisonnier, sans défense, sans ressource, absolument incapable d'inspirer par lui-même d'autres sentimens que ceux de la pitié. Le duc d'Yorck, porté par les suffrages d'une partie de la nation, à la tête d'une puissante armée que la victoire de *Northampton* rendoit plus formidable, demandoit à titre de succession, une couronne dont peut-être il ne tenoit qu'à lui de s'emparer à titre de conquête. Il avoit pour lui la force: ses droits d'ailleurs étoient légitimes: il plaidoit sa cause lui-même; cependant il trouva des contradicteurs: on lui objecta la possession, qui depuis l'abdication de Richard II, n'avoit point été contestée aux prédécesseurs du monarque régnant, possession de plus confirmée par le parlement, & que les ancêtres du duc avoient eux-mêmes reconnue. Cete affaire fut discutée dans plusieurs séances, avec autant d'exactitude & d'impartialité que s'il ne s'étoit agi que d'une contestation ordinaire. Jamais le parlement d'Angleterre ne se montra plus grand que dans cete circonstance. Les loix furent écoutées; elles étoient favorables au duc d'Yorck, on respecta toutefois le malheur de Henri. Les juges décidèrent, qu'il conserveroit la couronne jusqu'à sa mort, & que le duc, désigné dès-lors & reconnu pour son successeur, recevrait en cete qualité les sermens de tous les ordres de l'Estat. Les uns admirèrent, les autres blâmerent la modération du duc d'Yorck, de n'avoir osé saisir le sceptre que la fortune lui

AN. 1459
à 1460.

AN. 1459
à 1460.

présentoit. Ce ne fut toutefois, ni par défaut d'ambition, ni par timidité, qu'il se conduisit ainsi. Henri par son incapacité reconnue, s'étoit rendu l'objet du mépris de la nation, mais ce mépris n'alloit pas jusqu'à la haine. D'ailleurs, les premières maisons d'Angleterre avoient reçu en divers temps des bienfaits des trois rois de la branche de Lencastre. L'acte qui auroit condamné sans réserve ces princes comme usurpateurs, annuloit en quelque sorte les graces qu'ils avoient accordées pendant leurs regnes. Cete raison devoit faire hésiter plusieurs seigneurs du parti d'Yorck. Ce prince jugea qu'il étoit à propos qu'une progression plus lente disposât insensiblement la nation à concourir d'elle-même au changement qu'il préparoit.

Cependant la reine, après avoir passé quelque temps en Ecosse, où elle recueillit les restes de son parti, étoit entrée dans le nord de l'Angleterre. Sur les premières nouvelles qu'on en reçut à Londres, le duc d'Yorck marcha vers elle à la tête de cinq mille hommes, se flatant que ce nombre étoit suffisant pour dissiper ses ennemis. Mais il ne tarda pas à se voir détrompé. Marguerite avoit eu l'art d'intéresser la noblesse des provinces septentrionales, & le duc arrivé à *Wakefield*, aprit avec étonnement, que l'armée royale montoit à vingt mille hommes. Tout ce qu'il put faire dans une conjoncture si pressante, fut de se renfermer dans le château de *Sandal*. La reine vint se présenter en bataille & le défier. La honte d'être bravé par elle, l'empêcha de réfléchir sur l'inégalité des forces. Il sortit de la place, livra le combat, fut enveloppé, vaincu, & tué dans l'action. Le jeune comte de Rutland, son second fils, fait prisonnier, fut poignardé de sang froid par le lord *Clifford*. Le comte de Salisbury qui avoit pareillement eu le malheur de tomber au pouvoir du vainqueur, porta sa tête sur un échafaud. Le corps du duc d'Yorck ayant été trouvé dans la foule des morts, la reine en fit couper la tête qui fut couronnée d'un diadème de carton peint, & arborée sur l'une des portes de la ville d'Yorck. Le comte de la Marche qui acouroit au secours de son pere avec une armée levée dans la principauté de Galles, n'ariya que pour venger sa défaite & sa mort. Il tailla en pieces un



EDOUARD IV.
Roy d'Angleterre.
Né en 1442. le 9. Avril 1483.

corps de troupes commandé par *Gaspard Tudor*, comte de Pembrock, fils de Catherine de France, veuve de Henri V. *Owen Tudor*, pere du comte, fait prisonnier dans ce combat, fut décapité. D'un autre côté, la reine remporta une victoire complete sur le comte de Warwick à Saint-Alban, & délivra le malheureux Henri, triste jouet de la fureur des deux partis, toujours captif dans quelques mains que la fortune le fit tomber. Malgré ce succès, Marguerite se vit bientôt obligée de s'éloigner de Londres à l'approche du comte de la Marche qui s'avançoit vers elle avec son armée, augmentée des débris de celle du comte de Warwick. Ce prince, dans le feu de sa jeunesse, actif, impétueux, prodigue de sang, orné d'ailleurs de toutes les qualités brillantes qui font les héros, & de ces graces extérieures si propres à séduire la multitude, plus ambitieux, plus hardi que son pere, osa franchir l'intervale qui le séparoit du trône. Le peuple & l'armée assemblés dans la plaine de Saint Jean, le proclamerent roi sous le nom d'Edouard IV, tandis que la reine, traînant à sa suite son imbécile époux, se refugioit dans les provinces septentrionales. Elle y forma une nouvelle armée, dont la défaite, avec perte de trente-six mille hommes, sembla mettre le sceau à sa disgrâce. Le continuateur de Monstrelet, auteur contemporain, rapporte que cete dernière bataille, plus meurtrière qu'aucune de celles qui l'avoient précédée, dura trois jours, avec un acharnement dont l'histoire fournit peu d'exemples. Edouard avoit fait publier dans son armée, que tous ceux qui se sentoient intimidés eussent à se retirer : il promit en même temps une récompense en argent aux soldats qui auroient le courage de vaincre ou de mourir avec lui. Le comte de Warwick, au commencement de l'action, ayant appris que son oncle avoit été tué à l'avant-garde, s'écria : *Je prie à Dieu qu'il ait les ames de ceux qui sont morts à cete bataille. Beau sire Dieu, ores n'ai-je recours au monde sinon à toi qui es mon créateur & mon Dieu, si te requiers vengeance.* A ces mots il mit pied à terre, égorgea son cheval, & tira son épée, dont il baïsa la croix en faisant serment de combattre jusqu'au dernier soupir. Tous les historiens de ce siècle assurent que les eaux de la riviere

AN. 1459
à 1460.

Conduite du
roi. Bonheur
des peuples
sous les der-
nières années
de son regne.

d'Are furent teintes de sang, & que les corps morts servi-
rent de pont aux troupes victorieuses. Marguerite d'Anjou,
déformais sans ressource, fut contrainte d'abandonner l'An-
gleterre & de chercher un asile en Ecosse.

Ces événements se passèrent pendant les deux dernières
années du regne de Charles VII, qui lui-même avoit trop
d'occupation dans ses propres Etats pour prendre part aux
querelles des puissances voisines. Cete fin du gouvernement
glorieux d'un de nos plus augustes monarques, ne fournit
pas au pinceau de l'histoire, ces traits frappants qui remplis-
sent la plus grande partie du tableau de sa vie; mais au dé-
faut de ces images éblouissantes, la sagesse de son adminis-
tration nous présente un spectacle non moins intéressant,
bien plus touchant & plus cher à l'humanité, c'est la félicité
des peuples réunis enfin sous l'autorité bienfaisante de leur
souverain légitime. Ainsi après un long orage, l'œil fatigué
du jeu rapide & terrible des éléments en fureur, s'entre-
choquants entre les montagnes & les rochers, s'arête & se
repose délicieusement à l'aspect moins varié d'une plaine
uniforme & tranquile. Ce repos tant souhaité dont la France
jouissoit, étoit l'ouvrage heureux de la modération, de la
justice, de la bienveillance paternelle de son roi. C'est dans
l'exercice de ces vertus paisibles qu'il se monroit véritable-
ment digne du respect, de la vénération, de l'amour de tous
les hommes & de tous les âges. L'expérience de l'une & de
l'autre fortune l'avoit formé dans l'art de régner. Instruit à
l'école de l'adversité, il avoit appris à sentir les malheurs de
ses semblables. Tous ces tristes détails qu'on s'efforce de dé-
guiser aux princes, que l'aveugle prospérité ne peut aperce-
voir, dont le poids toutefois acable la portion la plus confi-
dérable du genre humain, se présentoient sans cesse à son
imagination; il les connoissoit, il en avoit été témoin, il les
avoit partagés. De pareilles leçons se gravent en caracteres
inéfaçables dans le cœur d'un bon roi, & tous les souverains
ont intérêt d'être bons. Il n'ignoroit pas que la Providence
ne l'avoit placé sur le trône que pour le salut de la nation.
Destiné par elle à rendre les François heureux, il s'atachoit
uniquement à remplir les devoirs que lui prescrivait cete
sublime

sublime vocation. Le succès de ses soins en étoit la récompense. Les cultivateurs protégés ne redoutoient plus les ravages de cete multitude de brigands armés pour la destruction du royaume. Le commerce, l'industrie, les arts, quoiqu'encore dans leur enfance, répandoient dans les provinces leurs influences salutaires. Les loix si long-temps négligées ou violées, avoient recouvré leur empire. De sages réglemens assuroient l'autorité des magistrats, les prérogatives de l'Eglise, la liberté des citoyens. La France avoit repris une face nouvelle, & les peuples bénissoient à l'envi l'auteur de ce changement. Cete description n'est point un tableau flatteur produit par l'imagination. Tous les écrivains du quinzieme siecle n'ont à ce sujet qu'un même langage, tous rendent un hommage unanime à la mémoire de ce vertueux prince. Ce n'étoit donc point par foiblesse, ainsi que plusieurs historiens modernes le lui ont reproché, que Charles évitoit avec tant de soin l'ocasion de reprendre les armes. Ses finances en bon ordre étoient administrées avec économie, ses places fortifiées, ses troupes bien entretenues. Il avoit des soldats disciplinés & aguérés, sous des généraux expérimentés. Personne n'a jamais osé soupçonner son courage. Il étoit adoré de ses sujets. Jamais monarque n'avoit été plus en état de faire la guerre. Trente années de combats employées au rétablissement de la monarchie lui faisoient chérir la paix, parce qu'il étoit intérieurement convaincu que de cete paix dépendoit le bonheur commun. Ces sentiments, si dignes du pere de la patrie, furent l'unique mobile de sa conduite vis-à-vis de ses anciens ennemis, & lui imposèrent les ménagements que, depuis la retraite du dauphin, il continua de conserver avec le duc de Bourgogne, qui lui-même en conservoit si peu pour la majesté souveraine. Un seul exemple en peut fournir la preuve.

Dans une fête publique que le duc fit célébrer à l'ocasion d'une promotion des nouveaux chevaliers de la toison d'or, on reçut le représentant du duc d'Alençon, quoique ce prince eût été condamné comme coupable de haute trahison. Cete juste proscription n'empêcha pas qu'il ne fût déclaré dans cete assemblée, *seigneur d'honneur & sans reproche*. On

AN. 1459
à 1460.

Le duc de
Bourgogne es-
saye de justi-
fier le duc
d'Alençon.
*Continuat. de
Monstrelet.*

AN. 1459
à 1460.

prononça son éloge , dans lequel on n'oublia pas de se récrier contre l'injustice prétendue de l'arrêt qui l'avoit flétri. Il n'étoit pas possible d'ataquer le roi d'une manière plus indécente & plus injurieuse. Le duc de Bourgogne auroit dû se rapeler , que dans le temps du procès , au jugement duquel il avoit été invité comme premier pair de France , il avoit lui-même reconnu la notoriété des crimes dont le duc d'Alençon s'étoit rendu coupable , & qu'il avoit borné ses démarches à demander la grace de l'aculé ; que même les ambassadeurs qu'il avoit envoyés à Vendôme en firent l'aveu public lorsqu'ils implorèrent la clémence du roi.

Le duc de
Bourgogne
envoie des
ambassadeurs
au roi.
Ibid.

Le duc de Bourgogne toutefois , en cherchant à causer de l'inquiétude & des mortifications au roi , n'étoit pas lui-même sans alarmes. Il avoit des espions à la cour de France qui l'instruisoient de tout ce qui s'y passoit. Il ne pouvoit ignorer que le monarque étoit incessamment sollicité par plusieurs personnes de son conseil de porter la guerre dans les Pays-Bas. Les aliances contractées avec le Danemark , l'empereur , l'électeur de Saxe , & sur-tout , avec les Suisses & les Liégeois , lui faisoient appréhender une ligue formée pour le dépouiller de ses Etats. La modération de Charles ne pouvoit le rassurer. Il résolut de s'instruire d'une manière plus positive des véritables intentions du roi à son égard. Cet éclaircissement importoit à sa tranquillité. L'acroissement prodigieux de ses domaines avoit dû remplir son ambition. Les provinces qu'il possédoit pouvoient composer un puissant royaume. L'abondance régnoit dans ses Etats , depuis long-temps respectés par la guerre. Il vivoit avec la splendeur , la magnificence , le luxe d'un grand souverain : le faste qui l'environnoit éfaçoit celui de toutes les autres cours de l'Europe. Quoique dans un âge avancé , il conservoit un goût inépuisable pour les plaisirs. Les amusements agréables & diversifiés d'une vie voluptueuse , formoient autant de liens qui lui rendoient la paix nécessaire. Dans la vue de sonder les dispositions du ministère de France & de prévenir une rupture qu'il vouloit éviter à quelque prix que ce fût , il députa les seigneurs de Croi & de Lannoi. Ces Ambassadeurs étoient chargés de présenter au roi les assu-

rances respectueuses de son attachement , & de lui exposer en même temps plusieurs sujets de plaintes sur de prétendues inexécutions des anciens traités, voile spécieux sous lequel les ministres du duc de Bourgogne s'éforçoient de déguiser les soupçons dont il étoit agité.

AN. 1459
à 1460.

Charles qui se sentoît au-dessus des reproches, voulut leur donner une audience publique, afin que personne ne pût révoquer en doute la sincérité de ses intentions & la droiture qui régnoit dans toutes ses démarches. Après s'être plaints de ce que le procureur-général avoit accusé le duc de plusieurs désobéissances, dont toutefois ils n'aléguèrent aucune justification valable, ils rapelerent le traité d'Aras & le sacrifice que leur maître avoit fait en cete occasion du ressentiment de l'assassinat de son pere. La réduction de Paris, de la Normandie, de la Guienne, à les entendre, étoit dûe principalement à son assistance. Ils avancerent qu'après les aliances contractées par le roi avec les puissances ennemies de leur maître, on étoit instruit que la France négocioit actuellement une treve avec l'Angleterre, afin de pouvoir sans risque envahir les Pays-Bas, que c'étoit l'accomplissement d'un projet conçu depuis long-temps, & qui formoit un des articles secrets du mariage de Marguerite d'Anjou avec le roi d'Angleterre, par lequel ce prince s'étoit engagé à restituer toutes les places qu'il tenoit en France, pourvu qu'on lui facilitât la conquête de la Holande & de la Zélande. Il ne faut que parcourir le recueil des actes d'Angleterre pour être convaincu de l'injustice de ces reproches : on y voit depuis la paix d'Aras plus de vingt traités conclus en divers temps entre les Anglois & le duc de Bourgogne, qui venoit encore récemment, de renouveler la treve avec eux, tandis que le roi avoit poussé le scrupule jusqu'à refuser d'entrer en négociation. Les ministres Bourguignons ajouterent que les sujets du duc avoient journellement à se plaindre de la partialité des jugements de leurs causes lorsqu'elles étoient portées au parlement de Paris; qu'on ne leur rendoit une prompte justice que lorsqu'il s'agissoit de les condamner; qu'on tenoit en France les propos les plus insultants, sans que le gouvernement s'empresât de réprimer une licence si peu

Exposition
des motifs de
l'ambassade.
Ibid.

AN. 1459
à 1460.

conforme au respect dû à la qualité de souverain, de prince du sang & de premier pair du royaume, dont le duc de Bourgogne étoit revêtu : qu'il ne croyoit pas avoir ofensé le roi en donnant un asile à l'héritier présomptif de la couronne : qu'il avoit eu soin de donner avis à sa Majesté de l'arrivée du dauphin dans ses Etats, & qu'on n'avoit point alors exigé qu'il refusât de recevoir un prince que la Providence destinoit à devenir un jour son souverain.

Réponse du
roi.
Ibid.

Et

Le roi répondit aux représentations des ambassadeurs avec autant de modération que de dignité. En rapelant la paix d'Aras, il leur fit sentir qu'elle avoit été au-moins aussi avantageuse au duc de Bourgogne qu'à lui-même : que les conditions de ce traité atestoient, que le sacrifice du ressentiment de la mort de son pere n'avoit pas été gratuit : que si le maréchal de l'Isle-Adam avoit contribué à la réduction de Paris, l'honneur toutefois en étoit principalement dû aux comtes de Richemont & de Dunois : que les sujets du duc qui depuis cete époque avoient servi dans les armées du roi, tenoient également des fiefs de la couronne : que le duc de Bourgogne s'étoit contenté d'observer une exacte neutralité dans le temps du recouvrement de la Normandie & de la Guienne : que les alliances contractées par le roi avec les puissances voisines, n'étoient en aucune maniere préjudiciables au duc, & ne portoient aucune atteinte à la paix d'Aras, toujours religieusement observée par le roi, qui dans la crainte qu'on ne l'accusât de vouloir la rompre, avoit offert de mettre en arbitrage ses justes prétentions sur le duché de Luxembourg : que le projet de faciliter aux Anglois la conquête de la Hollande, étoit une supposition absurde, à laquelle le duc lui-même n'ajoutoit aucune foi, & dont il paroïssoit inutile de se justifier ; qu'il n'en étoit pas de même de la treve qu'il venoit de conclure avec l'Angleterre sans la participation de la France : qu'à l'égard des plaintes portées par le procureur-général, les actes juridiques constatoient manifestement les désobéissances aux arêts de la cour : que si le roi n'avoit pas prescrit au duc de Bourgogne la conduite qu'il devoit tenir lorsque le dauphin s'étoit retiré à Bruxelles, il croyoit la lui avoir suffisamment indiquée en lui

marquant qu'il ne pouvoit recevoir ce prince d'une maniere trop honorable, tant qu'il ne s'écarteroit pas lui-même de l'obéissance & du respect qu'un fils devoit à son pere. Les ducs d'Orléans & de Bretagne, le comte du Maine & les autres princes du sang, qui pour lors se trouverent à la cour, assisterent au conseil le jour que les ambassadeurs du duc de Bourgogne reçurent cete réponse. Comme ils demandoient une explication plus détaillée, le roi leur fit dire avant leur départ, qu'il députerait incessamment quelqu'un de son conseil pour instruire plus particulièrement le duc de ses intentions.

AN. 1459
à 1460.

La vacance de l'évêché de Tournai, ville alors dépendante de la France, produisit encore un nouveau sujet de mécontentement entre les deux cours. Le roi vouloit y faire nommer le cardinal de Coutances, & le pape en avoit pourvu l'évêque de Toul, créature de la maison de Bourgogne. Le saint pere écrivit au monarque à ce sujet. Il ne manqua pas d'employer dans sa lettre les motifs de sa conduite tirés de l'autorité du siege apostolique, & de l'obligation où il se trouvoit d'en maintenir les prérogatives. Après avoir été quelque temps contestée, l'affaire tourna en négociation. Les deux compétiteurs furent exclus; mais la nomination demeura au saint pere, qui conféra l'évêché de Tournai à *Guillaume Phelafius*, bénédictin, chancelier de l'ordre de la toison. Le roi dans cete occasion se contenta de montrer qu'il cédoit volontairement & par égard pour le pere commun des fideles, sans que cete complaisance pût à l'avenir acquérir un nouveau droit contraire aux libertés de l'Eglise Gallicane.

Contestation
au sujet de
l'évêché de
Tournai.
Ibid.
Hist. eccl.

Pie II, toujours animé du desir de réunir les princes chrétiens contre les Mahométans, adressa dans le même temps une bule au roi, par laquelle il l'exhortoit à terminer par un traité définitif les longs démêlés de la France & de l'Angleterre. Il proposoit aux deux puissances de choisir pour tenir le congrès, Avignon, Metz, Liège, ou Cologne, ofrant d'y envoyer un légat agréable aux deux partis, qui travailleroit de concert avec leurs agents pour l'accomplissement d'un projet si salutaire. L'horrible confusion qui régnoit alors

Le pape offre
sa médiation
au roi.
Ibid.
Spicil. Misc.
epist. diplomat.
&c.

AN. 1459
à 1460.

Ibid. sub an.
1459.

Ambassadeurs
d'Orient à la
cour de Fran-
ce.
Ibid.

en Angleterre, formoit un obstacle que les dispositions pacifiques de Charles VII & le zele du pontife Romain, ne pouvoient surmonter. On croit devoir observer, à propos de cete guerre sacrée contre les Turcs, à laquelle les papes ne cessoient d'animer les souverains de l'Europe, que *Guillaume de Torrete*, pour l'accomplissement d'un vœu qu'il avoit fait, obtint la permission du saint pere d'entrer dans une confrairie militaire nouvellement instituée sous le nom de *société de Jésus*.

On vit ariver en France, sur la fin de ce regne, les ambassadeurs de plusieurs princes Asiatiques. Le pape les avoit fait conduire au roi dans le dessein de l'exciter à prendre les armes contre les Infideles. Frere Louis, cordelier Bolonois, qui prenoit le titre de patriarche d'Antioche, étoit à leur tête & leur servoit d'interprete. A son avènement au pontificat, Pie II avoit envoyé ce religieux vers les princes chrétiens de l'Arménie & de la Mésopotamie. Cet agent du saint Siege, non-seulement s'étoit acquité de sa commission, mais son zele l'avoit engagé à poursuivre ses courses au-delà des bornes qu'on lui avoit prescrites. Après avoir traversé l'Europe entiere, passé le Danube, le Boristhene, le Tanaïs, il avoit successivement parcouru la Circassie, la Géorgie, la Perse; & revenant ensuite sur ses pas, il étoit entré en Afrique par la Syrie, & avoit enfin pénétré jusque dans les Etats du *Prêtre Jean*, de ce prince dont le royaume étoit depuis quelque temps l'objet des recherches de nos navigateurs Européens. Frere Louis s'étoit introduit auprès des souverains de ces diverses contrées, & les avoit déterminés à faire la guerre aux Turcs. Il étoit revenu accompagné des ambassadeurs de toutes les cours qu'il avoit visitées. Il n'avoit employé que deux ans à ce voyage de plus de 4000 lieues, & la briéveté de ce terme rend la relation qu'il en donna suspecte d'imposture. Quoi qu'il en soit, comme cete relation se trouve consignée dans les histoires, tant anciennes que modernes, on ne peut se dispenser de la rapporter. Voici l'énumération des princes Orientaux dont les ambassadeurs ofroient le secours aux princes de l'Europe pour venger sur les Infideles l'honneur du nom Chrétien. David Comnene, empe-

reur de Trébisonde, les rois de Mingrelie, de Géorgie, des deux Arménies, de Perse, d'Ethiopie, & le kam des Tartares. Ces étrangers furent reçus à Venise, à Rome, avec des honneurs extraordinaires. Le saint pere leur donna audience en plein consistoire. Lorsqu'ils eurent assuré sa sainteté du desir sincere de leurs maîtres pour la propagation de la foi, & fourni le dénombrement des troupes qu'ils étoient en état de faire marcher vers l'Hellespont, ils ajouterent qu'ils ne mettoient à leurs offres d'autre prix que d'obtenir le patriarcat de toutes les églises catholiques de l'Orient en faveur du moine qui leur servoit de conducteur & d'interprete. Le pape prodigua les plus grands éloges à leur zele, le cordelier fut nommé patriarche à condition qu'il n'en prendroit le titre qu'à son retour. On le chargea de se rendre avec les envoyés à la cour de France, attendu, disoit-on, que de tous les peuples Occidentaux la nation Françoisé étoit celle qui avoit combattu avec le plus de gloire contre les ennemis de la religion. On ne s'attacha pas scrupuleusement en France à démêler la vérité d'avec ce qu'il y avoit de fabuleux dans cete légation. Les ambassadeurs furent accueillis avec cet empressement qu'inspire la curiosité. Ils complimenterent le roi, qu'ils apelerent très chrétien; ils dirent, que le seul étendard du roi de France épouvanteroit plus les Turcs qu'une armée de cent mille hommes. *Le roi*, ajoute le continuateur de Monstrelet, *les fit festoyer & tenir bien aises*. On s'acoutuma insensiblement à les voir. La curiosité des courtisans & du peuple étant satisfaite, ils se rendirent à Bruxelles, où ils amuserent la cour de Bourgogne du même spectacle. Le duc répondit aux propositions qu'ils lui firent d'entreprendre le voyage d'outremer, que s'il pouvoit engager le roi de France à lui donner une sûreté suffisante pour maintenir la paix dans ses Etats, *il les aideroit* de tout son pouvoir. Ce fut à quoi se termina le succès de cete ambassade annoncée à toute l'Europe avec un appareil aussi fastueux qu'imposant. Le pontife Romain en avoit conçu de plus flatteuses espérances; mais les temps étoient changés. De semblables refforts n'étoient plus capables de produire des millions de soldats.

AN. 1459
à 1460.

AN. 1459
à 1460.

Suite des a-
faires de Na-
ples.

Ibid.

*Hist. de Na-
ples.*

*Hist. d'Esp.
&c.*

Pie II fut plus heureux dans l'exécution du projet qu'il avoit formé de placer & d'afermir Ferdinand d'Aragon sur le trône de Naples. Jean d'Anjou, duc de Calabre, ébloui par ses premiers succès, & séduit par les avis pernicieux du prince de Tarente, perdoit un temps précieux, à se rendre maître de quelques places peu importantes, ce qui l'obligeoit de partager ses forces qu'il auroit dû réunir pour soumettre la capitale. Cete conduite imprudente permit à Ferdinand de respirer. Le duc de Milan son alié lui envoya des troupes. Le duc avoit un intérêt commun avec l'Aragonois pour expulser les François de l'Italie. Si ce dernier avoit à redouter la maison d'Anjou, la possession du Milanois n'étoit pas plus assurée contre les droits incontestables de la branche d'Orléans. Ce n'étoit point à ses adversaires, encore moins à la bisarerie du sort, que Ferdinand devoit imputer ses disgrâces. Il n'avoit pas de plus grand ennemi que lui-même : on le haïssoit, & il n'avoit que trop pris soin de justifier cetle haine. Sforce jugea sagement, que le service le plus essenciel qu'on pût lui rendre étoit d'effacer ces impressions sinistres, & de le réconcilier avec la noblesse. *Sanseverin*, comte de *Cajazza*, fut chargé de travailler à cete réunion par le duc de Milan, qui lui donna pouvoir de traiter en son nom avec les mécontents, & de le rendre garant de la conduite du roi de Naples, précaution que la perfidie de ce monarque rendoit nécessaire. Les excuses du passé, les promesses pour l'avenir, les distributions d'honneurs, de dignités, l'espoir des récompenses, les dons, furent employés avec art & produisirent leur effet ordinaire. On gagna les chefs des plus puissantes maisons. Le pape n'épargna pas les bulles de dispense des serments de fidélité prêtés au duc de Calabre, qui tandis que l'orage se formoit contre lui, se tenoit campé près de *Lucera dans la Capitanate*, en attendant le prince de Tarente. Une défection presque générale le tira de cete sécurité. Il aprit que Ferdinand, secondé par le comte de *Marfico*, créé prince de Salerne pour prix de son changement, étoit entré dans la Calabre qu'il avoit soumise jusqu'à *Cosence*. D'un autre côté, Antoine Piccolomini, neveu du pape, à la tête des troupes de l'Eglise, soumettoit la

terre



HENRI IV.
Roy de Castille.
Mort a Segovie en Decembre 1474.

terre de Labour , & l'armée auxiliaire de Milan réduisoit les places de l'Abruzze. Tous les jours le prince Angevin recevoit les nouvelles de quelque désastre. Pour surcroit d'infortune , le roi d'Albanie , le redoutable Scanderbeg , appelé par le pape au secours de Ferdinand , descendit en Italie avec un corps de troupes agüeries. Il se rendit maître de la Pouille dont le gouvernement lui avoit été confié. La terreur de son nom porta le coup mortel au parti Angevin. Le prince de Tarente qui sembloit n'attendre que ce moment pour couronner ses perfidies , conclut son traité particulier avec Ferdinand qui , dit-on , le fit étrangler peu de temps après cete réconciliation. Cependant le duc de Calabre , poussé de province en province , vaincu à *Troja* , réduit enfin à la seule île d'*Ischia* où il fut investi par une flotte Aragonoise que don Juan envoyoit au secours de son neveu Ferdinand , se trouva forcé , au commencement du regne de Louis XI , de la rendre par capitulation à son heureux rival , & de repasser en France. Si l'on excepte les conquêtes de Charlemagne , des succès rapides , des retraites honteuses , tele fut depuis *Brennus* jusqu'à François I , la destinée de toutes nos expéditions en Italie.

AN. 1459
à 1469.

Les troubles qui depuis si long-temps agitoient la Navarre , ne sembloient suspendus par intervalle que pour se renouveler avec plus de fureur. Don Juan , roi d'Aragon , époux en premieres noces de Blanche , petite fille de Charles le Mauvais , roi de Navarre , avoit eu de ce premier mariage un fils connu dans l'histoire sous le nom de prince de Viane. Héritier par sa mere du sceptre de Navarre , il voyoit avec dépit que son pere s'obstinoit à le retenir. La conduite altiere de *Jeanne Henriques* , fille du connétable de Castille , que don Juan avoit épousée après la mort de Blanche , lui rendoit encore cete injustice plus insupportable. Il prit les armes , fut vaincu plusieurs fois , & contraint de se soumettre. Le roi d'Aragon , dans la vue de porter la guerre en Castille , ménageoit l'aliance du roi de Portugal. Le prince de Viane crut que cete conjoncture étoit favorable au dessein qu'il avoit d'obliger enfin son pere à lui restituer la couronne de Navarre. Il accepta la proposition que lui fit Henri IV , roi

Troubles de
Navarre. D.
Juan fait em-
poisonner le
prince de Viane son fils.

Histoire de Nav.

Hist. de la maison d'Aragon. notit. Vasc.

Hist. de Nap. Hist. ecl.

AN. 1459
à 1460.

de Castille, d'épouser sa sœur Isabelle. Cete union d'intérêt avec le monarque Castillan, le mit en état de lever une armée. Il eut encore le malheur d'être défait & de tomber au pouvoir d'un pere & d'une marâtre impitoyables. Les peuples indignés se souleverent en sa faveur. Don Juan craignant les suites de cete révolte dans laquelle les Catalans, ses propres sujets, étoient entrés, feignit de céder aux vœux de la nation. Il rendit la liberté à son fils, mais après l'avoir fait empoisonner par son médecin. Il commit ce crime à la sollicitation de la reine son épouse, & pour se délivrer une bonne fois, dit le continuateur de l'histoire ecclésiastique, de l'ennui que lui causoit la conduite turbulente de ce fils. Quels motifs pour diminuer l'horreur d'un paricide !

Démêlés entre les cours de France & d'Aragon au sujet de la dot d'Yoland d'Aragon.

Trésor des Chartres.

Ce même don Juan, depuis son avènement au trône d'Aragon, refusoit de faire justice à la reine Marie d'Anjou, épouse de Charles VII, de la dot de sa mere, Yoland d'Aragon. Le roi avoit en divers temps envoyé des ambassadeurs chargés de sommer le roi d'Aragon de remplir les engagements contractés par Jean I, son pere. La dot d'Yoland montoit à cent soixante mille florins d'or de soixante au marc, outre plusieurs terres situées en Catalogne. Il y eut dans l'espace de vingt ans jusqu'à huit députations consécutives à ce sujet, sans que les envoyés de France pussent obtenir audience du prince, qui les renvoya toujours à la reine son épouse. La seule réponse à leur demande fut, que la dette étoit trop ancienne, & que probablement elle avoit été acquittée; qu'au surplus, on chercheroit les quittances qui justifieroient le paiement. Enfin, excédé des éternels délais de la cour d'Aragon, le roi par ses lettres-patentes déclara, que si don Juan persistoit dans son refus, il seroit obligé de pourvoir lui-même à la reine par voie de *représailles*. Cete déclaration donnée par sa majesté, séant au parlement de Paris, prescrivait un délai de neuf mois. Elle fut signifiée à la reine d'Aragon, qui répondit qu'un pareil acte n'étoit fondé en justice, puisqu'elle osoit de faire droit; qu'au surplus, elle n'étoit en cete matiere que juge délégué, qu'il falloit avoir recours au roi d'Aragon qui l'avoit commise pour juger cete affaire, & qu'il n'y avoit que son déni formel qui pût autoriser

le roi de France à faire usage du droit de repréfailles. Ce fut à la faveur de ces subterfuges que le monarque Aragonois amusa le roi, qui ne put jamais, pendant le cours de son règne, terminer une contestation si simple.

AN. 1459
à 1460.

Après la fin tragique du prince de Navarre, le roi de Castille fit proposer au roi le mariage de la princesse Isabelle sa sœur, avec Charles, duc de Berri, second fils de France, à condition qu'on donneroit au jeune prince la Guienne en apanage. Charles, sans rejeter la proposition, répondit aux ambassadeurs Castillans, qu'il ne pouvoit démembrer du domaine de la couronne une province aussi considérable que la Guienne, sans le consentement du dauphin, qui auroit un sujet légitime de se plaindre de n'avoir pas été consulté pour une cession de cete importance, qu'il pourroit même l'annuler dans la suite. Qu'il espéroit que son fils aîné reviendrait un jour, & qu'alors il ne négligeroit rien pour concilier les intérêts du royaume avec les ofres du roi de Castille.

Le roi de Castille propose sa fille en mariage pour le duc de Berri.
Ibid.

Cete démarche de la cour d'Espagne alarma le dauphin : il craignit que le roi son pere ne fit quelque disposition qui lui fût préjudiciable. Depuis près de dix ans qu'il s'étoit volontairement éloigné de la cour, il ne pouvoit plus être instruit de ce qui s'y passoit que par l'organe de gens qui n'étoient pas toujours intéressés à lui rapporter la vérité. D'ailleurs les résolutions prises dans le conseil secret, étoient devenues pour lui un mystere impénétrable. L'impuissance de les découvrir lui faisoit imaginer des fantômes que son caractère soupçonneux réalisoit. Il est certain qu'il crut qu'on songeoit à l'exclure du trône pour y placer son frere, puisqu'à son avènement il fit des perquisitions pour le découvrir. Les éclaircissements qu'il reçut durent le satisfaire. Charles connoissoit trop les loix invariables qui fixent l'ordre de succession de la monarchie, pour oser entreprendre de les violer. Quoi qu'il en soit, Louis envoya un de ses oficiers pour solliciter sa réconciliation, & c'est la seule fois qu'il parut souhaiter sincèrement de rentrer en grace : mais la facilité qu'il éprouva fit bientôt évanouir ce desir momentané. Il n'y avoit que l'inflexible opiniâtreté du dauphin qui fût ca-

Le dauphin députe un de ses oficiers au roi.
Ibid.
Nouv. Observ. sur l'histoire de France.
Histoire de Louis XI. par M. Duclos.

AN. 1459
à 1460.

pable de résister aux témoignages de bonté qu'il reçut de son pere en cete occasion. La réponse du monarque respire la tendresse paternelle & la douleur. Il assura l'envoyé de son fils, que ce qui l'affligoit le plus sensiblement, étoit le refus constant qu'il faisoit de se rendre à la cour après tant d'invitations, qu'il étoit inutile qu'il s'obstinât à demander son agrément pour demeurer hors du royaume, que jamais il n'obtiendrait un pareil aveu ; que destiné par sa naissance à lui succéder un jour, il avoit les secrets les plus importants à lui communiquer, & dont il pouvoit seul être dépositaire. Pour l'engager à céder à de si vives instances, le roi, après quelques représentations modérées sur sa conduite passée, lui offroit, en cas qu'il voulût revenir, toutes les sûretés qu'il exigeroit. Louis, aussi capricieux qu'indocile, avoit déjà changé de sentiment lorsque l'officier qu'il avoit député, lui raporta la réponse de son pere. Il renvoya peu de temps après le même agent, mais sans le charger d'aucune instruction relative à ce sujet. Il prioit seulement qu'on lui envoyât quelques femmes pour servir la dauphine, qui mit au monde au commencement de l'année 1461, une princesse que nous verrons dans la suite épouse de Pierre de Bourbon, seigneur de Beaujeu, & nommée par son pere régente du royaume, emploi où, malgré sa jeunesse (elle n'avoit alors que vingt-trois ans), elle sut se maintenir contre les efforts réunis des plus puissants rivaux.

AN. 1461.
Situation du
dauphin à la
cour de Bour-
gogne.
Ibid.

Vainement le dauphin aléguoit pour justifier son absence, les ombrages que lui causoit le pouvoir des ministres honorés de la faveur du roi. Ces terreurs simulées n'étoient qu'un prétexte. L'amour de l'indépendance, la soif de régner, l'éloignoient d'un pere qui joignoit à ce titre celui de souverain. Ce n'est que dans cete disposition qu'il faut chercher le véritable motif de l'obstination insurmontable qui lui faisoit dévorer dans une terre étrangère les besoins, les dégoûts & l'ennui. Il cherchoit à se déguiser le désagrément de sa situation par des plaisirs frivoles qui l'occupoient sans remplir son ame. Ce fut le dessein de l'amuser pendant sa retraite à Genepe, qui produisit les cent nouvelles nouvelles, recueil de contes bien inférieurs à ceux de Bocace. La li-

cence qui regne dans ces deux ouvrages est à-peu-près égale : mais on ne trouve pas dans l'auteur François cete fécondité d'imagination , ce génie facile , cete naïveté , ces tours heureux qui caractérisent le Toscan, quoiqu'antérieur de plus d'un siècle.

AN. 1461.

Dans les dispositions où le roi se trouvoit à l'égard du duc de Bourgogne , les moindres incidents suffisoient pour exciter la défiance. Le bâtard de Bourgogne étoit venu secrètement à Paris en habit déguisé. On crut que ce voyage mystérieux couvroit quelque dessein. On n'ignoroit pas que la capitale renfermoit encore dans ses murs un assez grand nombre de partisans des anciennes factions qui avoient si long-temps troublé le royaume. Le roi envoya sur les lieux le maréchal de Lohéac & Jean Bureau. Les Parisiens, aussi surpris qu'affligés des soupçons que sa majesté avoit conçus de leur fidélité, lui députèrent le chancelier de l'église de Paris, un docteur en théologie , & quelques - uns des principaux bourgeois. Ils n'eurent pas de peine à justifier l'innocence de leurs concitoyens. Le monarque convaincu de leur zele & de leur attachement , ne congédia les députés qu'après les avoir assurés que ces inquiétudes étoient entièrement dissipées.

Voyage secret du bâtard de Bourgogne à Paris.

Ibid.

Histoire de la ville de Paris.

Si Charles n'avoit écouté que son ressentiment, il lui eût été facile de se venger du duc de Bourgogne , en lui faisant éprouver un chagrin pareil à celui que la retraite du dauphin lui caufoit depuis tant d'années. La cour du duc n'étoit ni plus tranquille, ni plus exemte de dissensions domestiques, que celle du monarque. Le comte de Charolois, mécontent de son pere , & plus irrité que jamais contre la maison de Croï , qui possédoit toute la faveur , avoit formé le dessein de se retirer en France. Il chargea le comte de Saint - Paul d'en faire la proposition au roi. Il demandoit en même temps qu'on lui donnât le commandement des troupes que la France devoit envoyer en Angleterre au secours de Marguerite d'Anjou. On lui répondit qu'il n'y avoit encore rien de décidé sur cet armement ; qu'au surplus, s'il se déterminoit à venir, il pouvoit être assuré qu'on le recevrait avec tous les égards dûs à son rang & à sa naissance. Il y eut à ce sujet divers messages. La suite des négociations servit à découvrir queles

Leroi refuse de recevoir le comte de Charolois.

Ibid.

AN. 1461.

étoient les véritables intentions du prince. Il ne vouloit quitter la cour de son pere qu'après avoir donné un libre essor à la fureur qui le transportoit. Un éclat proportionné à la haine qui l'animoit contre les seigneurs de Croï, devoit être le signal de son départ. Charles craignit avec raison qu'on ne l'acusât d'être complice d'un projet si violent. La vengeance n'eut plus de charmes pour lui, dès qu'il falloit l'acheter au prix de son honneur. Il rompit la négociation & fit au comte de Charolois cete généreuse réponse: *Pour deux royaumes comme le mien je ne consentirois un vilain fait.*

Maladie &
mort de Char-
les VII.

Enfin nous aprochons du terme fatal que Dieu avoit prescrit aux travaux d'un de nos plus dignes souverains. Le roi depuis quelque temps devenu valétudinaire, sentoit journellement ses forces s'épuiser, quoique dans un âge où la vigueur se conserve encore. On pouroit dire de ce prince, qu'il avoit plus vécu qu'un homme ordinaire. Cete succession rapide d'événements qui forma la chaîne de son regne ne lui avoit pas permis de jouir d'un instant de repos. A peine fut-il en état de connoître & de sentir, qu'il s'étoit vu le jouet des plus étranges révolutions. Obligé de luter sans cesse contre l'adversité, également en bute aux persécutions de ses ennemis & de sa famille, presque toujours contredit, souvent réduit aux extrémités les plus cruelles & les plus désespérées, * n'aplanissant un obstacle que pour en rencontrer de nouveaux, n'obtenant des succès qu'à la pointe de son épée; teles furent les pénibles occupations qui remplirent sa destinée. De longues disgraces, des combats multipliés, des victoires sanglantes, les soins pénibles du gouvernement, poids immense pour un monarque jaloux de ses devoirs; tant de fatigues & de dangers, en le couvrant d'une gloire immortelle, avoient usé les ressorts de sa vie. Un goût immodéré pour des plaisirs dont il auroit dû s'interdire l'abus, achevoit encore de le précipiter vers la fin de sa carriere. Ce défaut que la vérité de l'histoire ne permet pas de dissimuler, est le seul peut-être qu'on puisse reprocher à ce grand prince. Il s'y livroit sans ménagement, sur-tout dans les dernieres

* Son trésorier, au commencement du siege d'Orléans, n'avoit pour tout fonds que quatre écus, *Procès justif. de Jeanne d'Arc. Ms. bibl. r.*

années de son regne. Il s'imaginoit, en aliant à l'embaras des affaires, l'ivresse momentanée des passions, pouvoir se soustraire aux chagrins dévorants qui l'assiégeoient sans relâche : mais cete courte illusion ne les rendoit que plus cuisants. Il avoit surmonté l'infortune, rafermi le trône de ses ancêtres, rétabli la monarchie, rendu les peuples heureux. Il ne voyoit dans ses sujets qu'une multitude d'enfants pénétrés de la plus sincere reconnoissance. Il n'y a point ici d'exagération, la France l'idolâtroit. Dans le temps qu'il auroit dû n'éprouver que la satisfaction atachée au titre de bienfaiteur & de pere de la patrie, l'invincible dureté de l'ainé de ses fils lui perçoit le cœur. Il ne pouvoit se la dissimuler, encore moins s'acoutumer à la souffrir. Il est des douleurs avec lesquelles un être sensible ne se familiarise jamais. Le plaisir d'aimer & d'être aimé, ce sentiment délicieux & sublime qui seul peut adoucir les amertumes de la vie, est le premier & le plus pressant de nos besoins. Il n'est pas moins nécessaire aux rois qu'au reste des hommes, & malheureusement l'éclat qui les environne les rend moins accessibles que leurs inférieurs aux douceurs de la véritable amitié.

Charles auroit voulu trouver son ami dans le dauphin : une trop constante expérience l'avoit forcé de renoncer à cet espoir flateur. Sa santé considérablement afoiblie, ne lui promettoit pas de longs jours. Il fut affligé vers le commencement de Juillet d'une fluxion dont on ne crut pas d'abord les suites dangereuses ; mais dans la situation de corps & d'esprit où il se trouvoit, les moindres accidents étoient à craindre. On lui aracha une dent qu'on s'imaginoit être la cause de son mal. La fièvre le prit, & les médecins commencerent à mal augurer de sa maladie : l'état du monarque répandit une consternation générale parmi les ministres & les courtisans. Ils perdoient tout en lui : haïs du dauphin, la plupart d'entre eux n'envifageoient qu'un avenir sinistre. Cependant le péril pressoit, le roi consumé par la violence de son mal dépérissoit à vue d'œil. On assembla le conseil. Le résultat des délibérations fut, qu'on écriroit sans disérer au dauphin pour l'instruire de la maladie de son pere, & lui demander ses ordres. Cete lettre signée des comtes du Maine

AN. 1461.

& de Foix, du chancelier des Urfins, des seigneurs de Dunois, de Laval, d'Albret, de Chabannes, d'Estouteville, du Chastel, & de cinq des principaux ministres, est du 17 Juillet, date qu'il ne faut pas perdre de vue, parce qu'elle peut nous procurer quelques éclaircissements sur les dernières particularités de la vie de Charles VII. Le même jour, avant que le conseil se séparât, le comte du Maine ouvrit un avis que tous les assistants embrassèrent unanimement. Ce fut, en supposant que le roi revînt en santé, d'employer leurs efforts pour le réconcilier avec son fils. Tous s'y engagèrent par serment, dussent-ils être exposés par cete réconciliation à perdre leurs emplois, & la faveur dont le monarque les honoroit. Cete promesse fut encore renouvelée le lendemain 18. C'est le comte de Foix lui-même, qui dans une lettre écrite à Louis XI, à son avènement au trône, nous instruit de ces particularités. *Monsieur du Maine, dit-il, jura que de sa part il en étoit & promettoit à Dieu de ainsi le faire, si fis-je moi de la mienne, monsieur de Dunois de la sienne, & tous les autres pareillement : auquel tems encore espérons la guérison du roi votre pere.*

Idem, Ibid.

Quoique Charles laissât encore entrevoir quelque foible lueur de retour à la vie, la cour se trouvoit dans une agitation inconcevable. Ceux qui depuis si long-temps étoient acoutumés à jouir de la faveur du monarque régnant, appréhendoient tout de son successeur : chacun arangeoit déjà ses projets conformément à ses craintes ou à ses espérances. On connoissoit le caractère du dauphin, on redoutoit sa vengeance armée du pouvoir suprême. Tous s'efforçoient de conjurer l'orage. Les uns dispoisoient les préparatifs de leur fuite, tandis que les autres songeoient à se ménager de loin la faveur du nouveau gouvernement. Les plus foibles formoient des associations que la terreur qui les produisoit devoit dissiper elle-même. Au milieu de ce tumulte il se répandit un bruit, vrai ou supposé, qu'on avoit conçu l'horrible projet d'atenter à la vie du roi. On a depuis ajouté que le dauphin fut accusé de cet abominable dessein. Une imputation de cete nature auroit besoin d'être garantie par quelque monument qu'on ne pût révoquer en doute, & le silence
des

des historiens contemporains fust pour la faire rejeter. Ce n'est que dans des temps postérieurs au regne de Louis XI, qu'on a chargé sa mémoire de ce nouveau forfait. Jamais prince ne fut plus haï. Plusieurs souverains, aussi méchants, ont laissé un souvenir moins odieux. Il ne faut peut-être pas chercher la cause de cete aversion dans le mal qu'il a fait, mais dans la maniere dont il l'a fait. Il étoit capricieux, cruel, souvent injuste, vices qu'il acompagnoit de tous les défauts des petites ames, la finesse, la superstition, l'hypocrisie, assemblage monstrueux qui n'excitoit pas moins le mépris que la haine. Son impénétrable dissimulation achevoit de le faire détester, d'autant plus haïssable qu'on suposoit à son esprit toutes les lumieres nécessaires pour l'éclairer sur la perversité de son cœur. Il est peut-être le seul de nos rois à qui la postérité n'a rien pardonné. N'ajoutons point aux reproches fondés dont on l'acable, un parricide qui n'est point prouvé.

Tous ceux qui pour lors se trouvoient auprès du roi, frémissent du péril dont ses jours étoient menacés. Un officier, que l'histoire ne nomme pas, crut qu'il étoit de son devoir de l'en informer. Cete affreuse confidence fut un coup de foudre pour l'infortuné monarque. N'avoir fait que du bien aux hommes, & se trouver réduit à partager le sort des plus cruels tyrans, trembler à chaque instant qu'une main sacrilege ne termine des jours empoisonnés par les douleurs & les alarmes continuelles : tele étoit la déplorable situation d'un prince digne d'une autre destinée. Ce dernier coup épuisa sa constance. Il succomba sous l'excès de tant de maux. N'envisageant plus désormais qu'un avenir sinistre, il dédaigna de vivre. Vainement toute la cour en pleurs essaya de le faire renoncer à cete résolution funeste, il paroissoit insensible aux soins empressés de ses plus fideles serviteurs. Soit dégoût invincible, soit aversion pour la vie, il refusoit tout ce qu'on lui presentoit. Ce n'étoit vraisemblablement pas pour se soustraire au péril du poison, qu'il persistoit à rejeter toute espece d'aliment, puisqu'il est certain qu'il s'exposoit par ce refus obstiné à une mort assurée. Il faudroit suposer qu'il eût absolument perdu le jugement, & la maniere dont il finit annonce le contraire. Enfin, les medecins, se-

AN. 1461.

condés par les ministres de la Religion, le fléchirent; il céda, & prit quelques aliments que son estomac trop foible ne put soutenir. Il sentit lui-même qu'il se mouroit. N'espérant plus rien des secours humains, il se jeta dans les bras de l'Auteur de son être. Après avoir dicté ses dernières volontés, & s'être acquité de tous les devoirs d'un chrétien, il mourut à Meun-sur-Yevre le 22 Juillet à une heure après midi, âgé de cinquante-huit ans & cinq mois, dans la trente-huitième année de son regne.

Discussion sur
les circon-
stances de la mort
de Charles
VII.

Il est des opinions si généralement adoptées, qu'on s'expose à passer pour téméraire en osant les combattre; mais l'amour de la vérité doit élever un écrivain au-dessus de cette frivole considération. Le premier devoir d'un historien est d'attaquer sans crainte le préjugé, fut-il consacré par une possession de plusieurs siècles. Charles VII, averti par un officier dont la foi ne lui étoit pas suspecte, que le dauphin vouloit le faire empoisonner, passa sept jours entiers sans boire ni manger, & mourut de cette longue abstinence, les intestins, dit-on, s'étant retrécis, & ne pouvant plus faire leurs fonctions lorsqu'on l'eut déterminé à prendre quelque nourriture. Telle est la tradition la plus commune de la mort de ce roi que jusqu'à présent, personne, excepté l'auteur des observations sur notre histoire, & l'historien moderne de Louis XI, n'a paru révoquer en doute. Le continuateur de Monstrelet & le chroniqueur de Saint-Denis, copistes exacts l'un de l'autre, sont toutefois les seuls contemporains qui rapportent cette résolution aussi étrange qu'insensée. Voici comme ils s'expriment. Après avoir dit qu'il courut un bruit qu'on vouloit empoisonner le roi, ils ajoutent que Charles *en ayant été averti par un capitaine qui bien l'aimoit, se déconforta tellement qu'il en laissa le boire & le manger bien l'espace de sept jours ou environ qu'il ne se osoit fier à homme de ses gens, ni prendre aucune réfection, jusqu'à ce que les physiciens lui dirent que s'il ne mangeoit il étoit mort; pourquoi à donc se peina de manger, mais il ne pouvoit, car ses conduits étoient ja tout retraits.* L'auteur contemporain de l'histoire de Louis XI, connue sous le titre de *Chronique scandaleuse*, ne laisse pas échapper un mot relatif à cette résolution désespérée.

Contin. de
Monstrelet.
Chroniq. de
Saint-Denis.

attribuée à Charles VII. *Advint*, dit-il, *que Charles fut malade au château de Meun-sur-Yèvre d'une maladie qui lui fut incurable, de laquelle maladie il ala de vie à trépas.* Il n'en est pas plus question dans la lettre écrite au dauphin pendant la maladie de son pere. Est-il à présumer qu'on eût supprimé une circonstance si effenciele ? Le même silence regne dans l'écrit détaillé adressé au même prince par le comte de Foix. Les comtes du Maine, de Foix & de Longueville, les seigneurs de Laval, d'Albret, de Chabannes, d'Estouteville, du Chatel, le chancelier, les ministres qui avoient souscrit la premiere de ces deux lettres, témoins oculaires & non suspects de l'état du monarque, méritent assurément plus de croyance que des chroniqueurs, qui bien souvent n'étoient que l'éco des rumeurs populaires, sur-tout pour ce qui se passoit dans l'intérieur de la maison du roi. Il faudroit supposer que les princes, les seigneurs & les ministres qui se trouverent à Meun, dans le temps de la mort du roi, se fussent concertés pour tromper son successeur. Le comte de Foix affuroit au contraire qu'on se flatoit encore que la santé du roi se rétablirait. Il ne survécut que trois jours : comment dans un espace aussi court les intestins avoient-ils pu s'affaïsser & se resserrer au point que les aliments n'eussent pu trouver de passage ? Nous abandonnons aux lecteurs la résolution de ce problème historique.

AN. 1461.

Charles en mourant laissa les François inconsolables de sa perte : ils le regreterent long-temps. On ne pouvoit sans attendrissement réfléchir sur l'étrange destinée de ce prince : fils infortuné, pere encore plus malheureux ; on eût dit que la Providence ne l'avoit élevé sur le trône que pour rétablir la gloire & assurer le repos de la nation, sans qu'il lui fût permis de goûter cete tranquillité dont jouissoient ses moindres sujets. Obligé par la splendeur de son rang de dévorer les déplaisirs particuliers qui l'assiégerent presque sans interruption dans l'intérieur de sa famille, il fut vraiment à plaindre, parce qu'il eut un fils. Si la nature lui avoit refusé ce fatal présent, quel monarque eût été plus heureux & plus digne de l'être ? Nous ne comptons point au nombre de ses grandes qualités son intrépide valeur ; il y a peu de nos rois

Eloge de
Charles VII.
Ibid.

AN. 1461.

dont on puisse soupçonner le courage ; mais ce qui se rend contre plus rarement dans les guerriers , l'habitude de verser du sang ne le rendit point cruel : aussi généreux que brave , il conserva un cœur humain au milieu du tumulte des armes. Il sut vaincre son orgueil ; & ce que depuis longtemps on ignoroit en France , il aprit à ses soldats à ne combattre que les ennemis , & à respecter leurs compatriotes. C'est à lui que nous sommes redevables de cette discipline exacte qui regne dans nos troupes. Si l'on se rappelle dans quelles circonstances il introduisit une réforme que personne jusqu'alors n'avoit osé même imaginer , on conviendra qu'un semblable projet ne pouvoit être que l'ouvrage d'un grand homme. A ne considérer Charles que comme guerrier , on ne trouvera dans cette foule de héros & de conquérants qui ont rempli l'univers du bruit de leurs noms , qu'un très petit nombre de princes qu'on puisse mettre en parallèle avec lui. Ses armes ne furent employées que pour venger sa patrie & recouvrer le patrimoine de ses ancêtres. Mais ses exploits héroïques ne forment que la plus foible partie de son éloge. S'il fait admirer & chérir sa mémoire , c'est principalement par la sagesse & la douceur de son administration. Il rendit à nos loix leur ancienne vigueur , il en ajouta de nouvelles. Il n'y a qu'à consulter les édits salutaires publiés pour la réforme de l'ordre observé dans la distribution de la justice ; une multitude de sages réglemens pour restituer les divers degrés des tribunaux , harmonie interrompue & presque oubliée pendant un demi-siècle d'anarchie ; l'autorité des loix confiée à des magistrats d'une prudence & d'une intégrité reconnue. Toutes ces ordonnances conservées dans les recueils de nos anciennes constitutions , attestent encore de nos jours l'équité du monarque & les lumières de ceux qu'il admettoit dans son conseil. Fidèle à la religion , mais sans faiblesse , en même temps qu'il respectoit les droits sacrés de l'autel , il savoit s'élever au-dessus des terreurs d'une superstition servile & préjudiciable à ces mêmes droits dont il étoit le plus zélé protecteur. Ce fut par ses soins & sa fermeté que la pragmatique-sanction garantit du-moins pendant quelque temps les libertés de notre Eglise. Vainement le saint Siege entre-

prit d'y donner atteinte pendant le cours de son regne. La destruction de ce règlement, apelé par nos anciens jurifconsultes *le Palladium* de l'Eglise Gallicane, étoit réservée à des souverains moins pieux. Il est assez singulier que cete institution si sage, consacrée par deux de nos plus religieux monarques, saint Louis & Charles VII, également pénétrés d'un respect sincere pour le successeur du prince des apôtres, ait été abrogée par l'hypocrite Louis XI & le voluptueux François I.

AN. 1461.

Charles avoit toutes les perfections nécessaires sur le trône ; on auroit seulement désiré que ceux qui l'environnoient eussent eu moins d'empire sur lui : mais ces reproches ne peuvent guere tomber que sur les premieres années de son regne. Trompé par les courtisans avides, il les croyoit ses amis & non ses favoris. L'expérience le desabusa, & l'on peut dire qu'il fut alors véritablement roi. Il lui resta de cete facilité de caractere, une asabilité, une douceur, une humanité, qui prêtoient encore un nouveau lustre à ses autres vertus. Il pardonnoit facilement, & cete clémence n'étoit point en lui un témoignage d'insensibilité. Il sçavoit oublier les injures & jamais les services. Il ne considéroit point ses sujets comme une multitude d'esclaves destinés à prodiguer leurs biens & leurs vies pour cimenter l'édifice de sa grandeur : il avoit pour eux l'affection la plus tendre ; un pere de famille n'eut jamais plus d'amour pour ses enfants. Nous avons observé plus haut la nécessité de l'établissement des tailles, substitué à des charges plus dures pour la nation, indépendamment de l'avantage que cete nouvele régie procura pour la sureté des villes & des campagnes. Dans l'appréhension de les augmenter, il rétablit l'imposition du quatrieme sur le vin vendu en détail. Ce droit se percevoit avant lui, & n'avoit été supprimé dans quelques provinces, que pendant un petit nombre d'années, lorsque les Bourguignons & les Anglois chercherent à séduire les peuples par l'abolition des impôts.

Idem, Ibid.

On ne peut mieux répondre à ceux qui l'ont aculé d'avoir souvent négligé les soins du gouvernement pour se livrer aux plaisirs, qu'en leur oposant le témoignage d'un auteur

Réfutation
de quelques
reproches faits
à la mémoire
du roi.

AN. 1461.

Ibid.

MSS. de la
bibl. du roi, n^o.
6222.

contemporain qui nous a transmis un détail circonstancié de ses occupations journalières. Cet écrivain est d'autant moins suspect qu'il composa son ouvrage sous le regne de Louis XI, à qui l'on ne faisoit pas sa cour en célébrant la mémoire de son pere. *Il avoit, dit-il, départi son temps pour entendre aux affaires de son royaume tellement qu'il n'y avoit point de confusion.* Il employoit le lundi, le mardi & le jeudi à travailler avec le chancelier & le conseil pour expédier les matieres qui concernent la distribution de la justice. Le conseil de guerre se tenoit le mercredi. Le connétable, lorsqu'il étoit à la cour, les maréchaux de France & les officiers généraux y assistoient : les chefs de guerre se trouvoient pareillement aux conseils des finances qui se tenoient le même jour mercredi, le vendredi & le samedi. Cete distribution des jours de la semaine tous également remplis, ne suppose pas certainement une vie frivole & désœuvrée. Quelquefois, ajoute le même écrivain, le roi prenoit une partie du jeudi *pour sa plaisance.* Son intention étoit que la justice s'administrât aux moindres frais possibles ; & pour en faciliter les moyens, non-seulement les offices étoient donnés gratuitement, mais il étoit même défendu d'exiger pour en expédier les provisions plus *d'un écu ou un chapeau de bievre.* Les autres lettres de chancellerie se délivroient gratuitement. Les rapporteurs des procès en cas d'appel ne pouvoient recevoir d'autres présents que quelques chapons. Lorsqu'un homme poursuivoit une affaire au conseil, & que ses prétentions avoient été jugées légitimes, on lui faisoit rembourser aux dépens du roi les frais de voyage, de séjour, & autres dépenses *qu'il pouvoit avoir faites* à la poursuite de son expédition. On voit par ces détails qu'une juste économie n'exclut pas la libéralité. L'Etat n'étoit point surchargé de gratifications inutiles, arachées par l'importunité : aucun officier recevant des gages ne pouvoit avoir de pensions. L'attention continuele qu'il donnoit à modérer les dépenses superflues le mettoit en état de satisfaire sa passion dominante, qui ne tendoit qu'au soulagement du peuple. Lorsqu'il voyageoit, il conduisoit à sa suite différents ouvriers qui travailloient aux vêtements qu'il faisoit distribuer aux pauvres. Il vivoit avec splendeur, quoique sa dépense an-

nuele n'excédât pas la somme de cent mille livres. Sa maison étoit si sagement réglée qu'il avoit épargné, lorsqu'il mourut, deux cent cinquante mille livres qu'il destinoit à rembourser une partie des quatre cent mille écus pour lesquels les villes situées sur la Somme avoient été engagées au duc de Bourgogne par le traité d'Aras. D'une exactitude scrupuleuse à remplir ses engagements, *sa parole étoit parole de roi, & tenue pour loi.* Enfin, c'est toujours le même auteur que nous ne faisons qu'abrégé, il se conduisit avec tant de modération & de justice, que pendant le temps qu'il employa au recouvrement du royaume, les laboureurs ne furent point obligés de désertir leurs maisons ni leurs champs, respectés par les gens d'armes, en sorte qu'au sein même de la guerre ils jouissoient de tous les avantages de la paix.

AN. 1461.

Charles VII (car tout ce qui concerne un prince si recommandable devient intéressant) étoit d'une taille médiocre, d'une complexion sanguine; sa physionomie ouverte & agréable étoit l'expression fidèle de l'honnêteté de son ame. Il portoit l'habit long qui servoit à le faire paroître plus grand, & à dérober la vue de ses jambes peu proportionnées au reste du corps. Son serment ordinaire étoit *Saint Jean, Saint Jean.* Il se récréoit dans ses heures de loisir au jeu des échecs ou à l'exercice de l'arbalète. Il aimoit sur-tout les dames, & s'attachoit à leur plaire en leur prodiguant ces marques de respect & de déférence si touchantes pour un sexe délicat & sensible. S'il faut payer le tribut à l'humanité par quelque foiblesse, ce penchant, quand il n'est point excessif, mérite peut-être plus d'indulgence que de sévérité. Tel est le tableau qu'un pinceau contemporain nous a laissé d'un prince qui emporta au tombeau les cœurs de ses sujets & l'estime des nations étrangères.

Portrait de
Charles VII.
Ibid.

A peine Charles eut-il rendu les derniers soupirs, que le comte du Maine fit partir consécutivement trois couriers pour porter au dauphin la nouvelle de la mort de son père, & recevoir en même temps ses ordres. Cependant les ministres & les seigneurs qui se trouvoient à Meun, paroissoient abîmés dans la consternation. Il falloit songer aux obseques du monarque : soit appréhension de déplaire à son successeur,

Funérailles
du roi.
*Contin. de
Monstrelet.
Chroniq. de
Saint-Denis.*

AN. 1461.

soit oublié qu'on ne peut excuser, personne n'avoit encore pris sur lui d'en ordonner les apprêts. Tannegui du Chatel osa seul se charger de ce soin dangereux. Il étoit neveu de ce Tannegui qui dans le temps de la surprise de Paris par les Bourguignons sauva le dauphin dans ses bras. Cete famille sembloit réservée à servir ce prince au-delà même du trépas. Heureux les rois qui méritent d'avoir de semblables serviteurs ou plutôt de pareils amis! La noblesse des sentiments rapproche toutes les conditions & fait disparaître les noms de sujet & de souverain. Non-seulement il disposa la pompe funebre, mais il avança les frais nécessaires qui ne lui furent rendus que dix ans après. Le corps du monarque défunt, renfermé dans un cercueil de bois de cedre revêtu de plomb, fut transféré sur un chariot de deuil de Meun à Notre-Dame-des-Champs, & porté le lendemain six Août dans l'église cathédrale de Paris où le service fut célébré. Lorsqu'on eut rempli ce pieux devoir, le convoi prit la route de Saint-Denis. Les magistrats du parlement en robes & manteaux d'écarlate tenoient le poêle de drap d'or. Le duc d'Orléans, les comtes d'Angoulême & d'Eu, princes du sang, & le comte de Dunois à cheval, suivoient immédiatement le cercueil. La représentation du roi revêtue des ornements de la souveraineté, étoit portée à découvert sur un chariot surmonté d'un ciel ou dais de drap d'or soutenu par huit lances. L'université, les cours souveraines, les juridictions inférieures, les communautés religieuses, venoient ensuite; elles étoient suivies d'une foule inombrable dont les larmes & les sanglots formoient l'objet le plus attendrissant de cete triste pompe éclairée par deux cents hommes tenant chacun une torche ardente du poids de quatre livres. La marche étoit précédée par toutes les *clochettes de Paris* que portoient des hommes habillés de deuil. Il ne se passa rien d'extraordinaire à cete cérémonie, sinon qu'entre la foire du Lendit & la Chapelle, il survint une contestation entre les religieux de Saint-Denis & les hanquards ou porteurs de sel. Ces derniers prétendoient que c'étoit aux religieux à porter le cercueil jusqu'à leur Eglise, ou à leur payer la somme de dix livres. Sur leur refus, ils abandonnerent le corps que quelques bourgeois

bourgeois de Saint-Denis se mettoient en devoir de transporter eux-mêmes, lorsque le comte de Dunois, pour faire cesser cete dispute indécente, promit aux hanouards de les satisfaire. Après qu'on eut célébré l'office pour le repos de l'ame du roi, *Thomas de Courcelles*, docteur en théologie, prononça l'oraison funebre, interrompue à tout moment par les larmes & les soupirs des auditeurs. Charles fut inhumé entre son pere & son aieul. Lorsqu'il falut le descendre dans le lieu destiné à sa sépulture, la possession du poële de drap d'or qui couvroit le cercœuil produisit un nouveau sujet de querele entre les religieux & les écuyers. Le comte de Dunois fut encore obligé de s'entremettre avec le chancelier de l'acommodement. L'objet contesté demeura aux religieux, le grand écuyer ayant dit que *s'il y avoit quelque droit il en faisoit présent à l'église*. Après que le cercœuil eut été placé, les écuyers & sergents d'armes jeterent leurs verges sur la tombe. Les hérauts crièrent, *Dieu au l'ame de Charles septième, roi très victorieux*; & dans le même instant, *vive Louis, roi de France!* On tint cour pléniere dans la sale de l'abaye. Après le dîner, le comte de Dunois dit à haute voix: *Nous avons perdu notre maître, que chacun songe à se pourvoir!* exclamation funeste qui ne servoit qu'à renouveler les regrets du passé & les terreurs de l'avenir.

Les troubles qui pendant près de quatre-vingts ans agiterent la France, avoient porté les plus rudes coups à la monarchie. L'autorité souveraine presque anéantie par les discordes civiles, paroissoit ne devoir jamais se rétablir. On voit avec surprise ces violentes secousses produire un éfet contraire. Il en est de la puissance suprême comme de ces arbres vigoureux, dont la cime batue par l'orage ne touche la terre que pour se relever avec plus de force. De la confusion de toutes les parties du royaume, il résulta un nouvel ordre, un système tout différent de l'ancien gouvernement, & ce changement fut avantageux aux monarques. Obligés de luter seuls contre tous, ils aprirent à connoître leurs ressources. Ce secret ignoré de leurs prédécesseurs, l'art d'affoiblir ses ennemis en les divisant, forma la base de la politique moderne. Ils firent sentir au peuple ses vrais intérêts si

AN. 1461.

long-temps sacrifiés à l'intérêt des grands. La nation déchirée, presque aux abois, cherchoit un apui; elle le trouvoit dans un souverain toujours armé, par conséquent toujours en état de la protéger : elle s'acoutuma d'elle-même à regarder le roi comme le centre essentiel de l'Etat, & le point unique de réunion où devoient tendre tous les individus de la société. L'expérience du passé devoit nécessairement accréditer une opinion qui favorisoit la tranquillité publique. Déjà la plupart des grands vassaux, si redoutables, si funestes à leurs inférieurs qu'ils rendoient victimes de leurs passions, commençoient à perdre sur les sujets de leurs propres domaines, cet empire tyrannique exercé sans mesure dans les siècles précédents. Les appels à la cour du roi avoient, il est vrai, dans les siècles antérieurs, donné la première atteinte à ce monstrueux despotisme ; mais cet usage introduit pour le maintien de la justice souvent violée dans les juridictions féodales, n'évoquoit que les causes majeures, n'intéressoit par conséquent qu'un certain nombre de particuliers, sans frapper le général de la nation. Il falloit des motifs plus efficaces pour afoiblir la puissance des fiefs. Leurs possesseurs fournirent eux-mêmes ces motifs. Leur ambition, leurs jalousies réciproques, leurs éternelles dissensions, leurs révoltes continues, leurs crimes commencerent à les exposer à la haine, au mépris même de leurs propres sujets. Cet enchaînement de malheurs accumulés depuis si long-temps, tant de guerres ruineuses, des villes embrasées, des campagnes désertes, inondées de sang, & dévastées jusqu'au sol, déposoit contre eux, faisoient encore mieux sentir l'abus de leur domination. Les peuples écrasés sous le joug de fer d'une multitude de tyrans, oublioient insensiblement qu'ils étoient leurs maîtres pour se souvenir qu'ils étoient des hommes. On ne leur obéissoit plus que par contrainte, leur puissance n'étoit plus fondée que sur le fragile apui d'un ancien préjugé contre lequel la liberté nationale réclamoit sans cesse. Les princes & les grands possesseurs étoient-ils attaqués, leurs vassaux, leurs hommes, ne leur fournissoient que les services dont ils ne pouvoient absolument se dispenser. Ils avoient dédaigné de se faire aimer ; ils n'étoient plus assez puissants pour en-

ger une obéissance sans limites. Les ducs de Bourgogne & de Bretagne, le comte de Foix, étoient presque les seuls qui conservassent encore dans leurs terres un pouvoir absolu que le monarque leur contestoit, sans toutefois entreprendre de les en dépouiller à force ouverte. Les autres n'exerçoient plus qu'une autorité qui s'échappoit insensiblement de leurs mains. Ils étoient hors d'état de soutenir la guerre, ils ne pouvoient prendre les armes sans être traités de rebelles, sans être jugés, sans être punis comme criminels de *lese-majesté*. Les domaines du comte d'Armagnac & du duc d'Alençon, furent saisis judiciairement : avant le regne de Charles VII il en auroit falu faire la conquête. Le duc d'Alençon prisonnier, donna l'étrange spectacle d'un prince du sang dans l'attitude humiliante d'un criminel recevant un arêt de mort. Tel étoit déjà le progrès de l'autorité royale, dont la modération de Charles VII empêcha de sentir toute l'étendue qui ne se développa que sous son successeur. La suite de l'histoire nous instruira mieux par les faits qu'une plus longue discussion sur ce changement dans l'ordre intérieur du royaume. Il doit nous suffire d'en avoir indiqué l'époque.

Charles VII est le premier de nos rois qui a imposé de nouveaux tributs sans le concours des Etats généraux. Cete nouveauté n'excita pas le plus léger murmure, parce que la nation étoit persuadée de la nécessité d'une imposition destinée à maintenir la tranquillité de l'Etat. Il n'y a qu'une longue jouissance d'un bonheur paisible qui puisse faire oublier aux particuliers, que pour jouir sûrement il faut que chacun d'eux contribue selon ses facultés au rempart qui garantit la propriété. Tous doivent porter une partie de cete charge : il est honteux de chercher à s'en affranchir, & ces exemptions si recherchées devroient faire rougir ceux qui les obtiennent. Rien de plus juste qu'un subside modéré dans lequel réside la force nationale, il ne peut y avoir de vice que dans l'excès ou l'inégalité de la répartition. Sans entrer dans le détail du premier de ces deux abus, dont la connoissance est réservée à ceux que la Providence a choisis pour gouverner, qu'il nous soit permis de retracer la maniere dont les tailles étoient assises, & l'ordre qui régnoit dans la percep-

AN. 1461.

tion de ce droit. Quoique cete discussion n'intéresse principalement que les cultivateurs, portion active du genre humain, plus acoutumée à travailler qu'à méditer, elle n'est pas un objet moins digne de l'attention d'un lecteur sensible, & qui s'est formé l'habitude de réfléchir. La taille, ainsi qu'il a déjà plusieurs fois été observé dans le cours de cet ouvrage, n'étoit pas une contribution nouvele. Si l'opinion commune en fixe l'établissement au regne de Charles VII, c'est qu'avant lui nos rois ne l'avoient exigée que pour un temps, & seulement lorsque les besoins de l'État paroïssent en démontrer la nécessité. Dans ces occasions pressantes on demandoit le consentement des provinces. Nous avons pu remarquer après la bataille de Poitiers, combien Charles V, encore dauphin, essuya de contradictions à ce sujet. Charles VII, de sa propre autorité, en ordonna l'imposition perpétuelle, & personne ne s'y oposa, parce que tout le monde étoit convaincu que ce secours indispensable maintenoit la sureté publique, & que le prince n'en abuseroit pas; car en fait de gouvernement, la réputation fait presque tout. On connoissoit la droiture des intentions du monarque; & la prudence de son administration lui avoit mérité l'entiere confiance de ses sujets. Le revenu de la taille n'excéda jamais, pendant le cours de son regne, les sommes nécessaires au paiement des quinze compagnies d'ordonnance & des francs-archers. Le total arrêté dans le conseil des finances sur le nombre des gens de guerre, justifié par les rôles de revues & de montres, étoit ensuite distribué par les généraux aux élus, pour en faire l'affiète chacun dans leur département. Afin d'observer une juste proportion, ces oficiers étoient obligés de faire la visite des villes & villages renfermés dans leurs districts, de dresser des informations exactes de la nature des biens & du nombre des habitants. Ils rédigeoient ensuite leur état de répartition, qu'ils envoyoit dans les subdivisions du territoire dont ils avoient la charge. Chaque paroisse s'assembloit & choisissoit elle-même ses collecteurs. On suivoit à cet égard la même forme qui s'observe encore aujourd'hui. Lorsque le nombre des habitants se trouvoit diminué, ou qu'ils avoient essuyé quelques pertes, les rece-

veurs en présentoient aux élus un état certifié, sur lequel on ordonnoit une modération proportionnée. Cete imposition ainsi réglée ne fut jamais augmentée pendant la vie de Charles VII. Sous François I elle étoit encore si modique, qu'une exemption de taille ne s'évaluoit que sur le pied de vingt sous par tête pour le plus fort contribuable. Le roi renonça dans le même temps aux profits ruineux que ses prédécesseurs retiroient de ces variations continuelles du prix des especes, secours momentanés, toujours funestes pour un Etat, qu'ils ne soulagent que pour le replonger dans une situation pire que l'indigence à laquelle on croyoit remédier.

Si le roi de son propre mouvement & du seul avis de son conseil, après toutefois s'être fait informer des facultés des provinces, avoit ordonné l'imposition générale de la taille, il n'en fut pas de même des aides. Le rétablissement de ce subside déjà connu sous les regnes précédents, ne se fit que de concert avec les députés des provinces contribuables. Ce sont les termes mêmes de l'édit de création de la cour des aides de Montpellier qui nous l'apprennent. *Comme par le consentement des gens des trois Etats de notre pays de Languedoc & autres, est-il dit dans cete ordonnance, nous pour le soutien de la guerre & défense de notre couronne, avons imposé & remis sur les aides qui autrefois ont eu cours en notre royaume, &c.* La perception de ce droit consistant dans la levée de de douze deniers pour livre des effets de consommation vendus ou échangés, & du huitieme des vins débités en détail, étoit affermée dans quelques cantons, administrée en régie dans d'autres, sans être comme aujourd'hui assujétie à des regles uniformes. Les premiers *généraux, conseillers & juges souverains* de la nouvelle cour des aides instituée pour la Guienne, furent l'archevêque de Toulouse, les évêques de Laon & de Béziers, un maître des requêtes de l'hôtel, & deux licenciés en droit. Ils décidoient sans apel, non-seulement les affaires contentieuses qui concernoient les aides, mais encore celles relatives aux autres subventions, telles que la taille, les gabelles & autres matieres de finances, à l'exception du domaine dont le jugement étoit attribué au tribunal des trésoriers de France.

AN. 1461.

Institution de la cour des aides de Montpellier.

Recueil des anc. ordon.

Conf. des ordon. & édits royaux.

AN. 1461.

La dernière partie du règne de Charles VII, c'est-à-dire le temps écoulé depuis le recouvrement de la Normandie & la conquête de la Guienne, ne nous offre rien en matière de finances qu'on puisse ajouter aux observations déjà faites. L'ordre fut maintenu dans cette partie si essentielle du gouvernement, par l'attention & la vigilance du monarque. Il assistoit régulièrement aux conseils, & l'on peut dire qu'il en étoit l'ame. L'appréhension de surcharger ses sujets le rendoit économe des revenus de l'Etat. Il vouloit que la justice la plus exacte présidât, tant à la perception qu'à la distribution. On ne vit point sous son règne, comme sous celui de Charles VI, cette multitude d'édits & de réglemens, qui ne servoient qu'à faire sentir la faiblesse & l'incapacité du législateur.

Artillerie,
bombardes &
canons.

Le trésorier général des guerres résidoit toujours en cour. C'étoit lui qui nommoit les receveurs particuliers chargés de recueillir les sommes destinées au paiement des troupes. Ces receveurs provinciaux étoient renouvelés tous les ans. Indépendamment de la solde des gens de guerre, il y avoit un fonds de quatre-vingt mille livres affecté à l'entretien de l'artillerie. Cet art si funeste au genre humain devenoit de jour en jour plus nécessaire. Quoiqu'on fût encore éloigné des temps où il devoit presque uniquement décider du sort des nations, on s'attachoit à le perfectionner; mais on ignoroit alors les règles qui pouvoient l'assujétir aux loix invariables d'un calcul déterminé. On avoit fondu des pièces de canon d'un calibre énorme, qui formidables en apparence, avoient toujours manqué par les effets. Sans parler de cette bombe monstrueuse employée par Mahomet II au siège de Constantinople, & qui, dit-on, foudroya ceux qui la faisoient agir, le roi d'Ecosse en 1459 fut tué d'un éclat d'une bombe nouvelle dont il vouloit voir l'essai. Sous le règne de Louis XI, on fonda dans la ville de Tours *une bombe* de cinq cents livres de bale, dont on fit l'épreuve près de Paris du côté de la bastille saint Antoine. Le boulet porta jusqu'au pont de Charenton. Comme on la chargeoit pour un second coup, une partie de la poudre qui n'avoit pas pris feu la première fois, s'enflamma dans le moment qu'on

plaçoit le boulet. L'explosion fut si violente, que la piece éclata & tua plus de vingt personnes, entre autres le fondeur de la bombarde. L'auteur des chroniques de France, où ce fait est rapporté, ajoute qu'on recueillit les membres de cet ouvrier pour les inhumer, & que les crieurs de Paris eurent ordre de crier dans tous les carefours : *Bonnes gens, priez pour Jean Maugué, qui nouvellement est alé de vie à trépas entre le ciel & la terre au service du roi notre sire.*

AN. 1461.

Chron. de Fr.
t. III, fol. 240
recto.

Quoique l'opinion commune fixe ordinairement l'époque de l'invention des mortiers & des bombes à la fin du seizième siècle, plusieurs passages de nos anciens écrivains font présumer qu'on en avoit connu l'usage dès le quinzième siècle. Nous avons déjà pu remarquer dans la relation du siège de Bordeaux en 1452, que les *engins volants*, par le moyen desquels Bureau, maître de l'artillerie, comptoit réduire la ville en cendres, produisoit les mêmes effets que les bombes dont on se sert aujourd'hui. De nouvelles preuves & plus convaincantes inférées dans les mémoires de littérature, forment de cete conjecture une certitude revêtue de toute l'évidence de la démonstration. Une seule de ces preuves dispense d'en fournir d'autres. Robert Valthurius, dans un traité de l'art militaire, dédié à Sigismond Pandolphe Malatesta, prince de Rimini, mort en 1457, fait honneur à ce prince de l'invention du mortier & de la bombe; il en décrit l'effet d'une manière si précise*, qu'il n'est pas possible de s'y méprendre. Il en est vraisemblablement de cete invention ainsi que d'une infinité d'autres qui découvertes d'abord, abandonnées ensuite, soit par négligence, soit par la difficulté d'en surmonter les inconvénients, ont été renouvelées dans des temps postérieurs, par des artistes plus ingénieux, qui les ayant perfectionnées, se sont attribué l'avantage de les avoir imaginées. Quoi qu'il en soit, l'usage de cete terrible machine, commune chez les Chinois ** plu-

Bombes &
mortiers.

Mém. de lit.
xxvii, pag.
206.

* *Inventum est quoque machinæ hujusce tuum, Sigismunde Pandulphe, quæ pilæ æneæ tormentarii pulveris plenæ cum fungi aridi fomite urentis emittuntur.* Rob. Valthurius de re militari, p. 266, rapporté dans le 27 vol. des mém. de l'académie.

** Les Chinois, si l'on s'en rapporte aux relations que nous avons de ce peuple singulier, se servoient d'instruments qui lançoient des globes de fer remplis de poudre, dont l'explosion s'étendoit à plus de deux mille pieds. *Hist. de la Dynastie des Mongoux, par le P. Gaubil, Mém. de littérat. t. xxvii.*

AN. 1461.

siècles avant que les Européens eussent découvert le secret de la poudre à canon, ne fut apporté en France que sous le règne de Louis XIII, en 1634.

Milice.

L'Europe entière étoit depuis long-temps dans un état de guerre continuelle : l'art militaire toutefois n'avoit pas fait des progrès bien sensibles. Les armes étoient toujours les mêmes. On avoit reconnu la nécessité d'une infanterie, & l'établissement des francs-archers fut une suite de cette découverte ; mais cette milice dispersée dans toutes les provinces, ne pouvoit jamais être disciplinée. Chaque soldat isolé dans son village, négligeoit l'exercice, ignoroit la dépendance, vivoit dans une liberté oisive jusqu'au moment qu'il falloit entrer en campagne. Lorsqu'on les rassembloit pour en former des compagnies, ils n'apportoient à la troupe que des habitudes vicieuses, l'esprit de désordre, de paresse & de brigandage. C'étoient toujours de nouvelles recrues à dresser avant que de pouvoir les faire agir. Aussi dans le temps de la capitulation de Bordeaux, les habitants demandèrent qu'on éloignât les francs-archers de leur ville. Cette infanterie combattoit avec l'arc & l'épée : on ignoroit encore l'usage de la pique dont les Suisses, nos voisins, se servoient depuis plus de deux cents ans.

Sieges.

L'obligation de disputer le terrain pied-à-pied avoit excité plus d'ardeur & donné plus d'intelligence pour perfectionner la manière de défendre & d'attaquer les places. Les soins employés pour ce genre de guerre étoient moins le fruit du génie que les efforts produits par la nécessité. On donnoit plus de hauteur aux fortifications, on doubloit ou triploit les remparts. Les assiégeants se mettoient à couvert dans des tranchées qu'ils pouissoient jusqu'aux bords des fossés. Nos anciens guerriers dédaignoient ces précautions salutaires, & se piquoient de combattre en face de l'ennemi. Les assauts qu'ils se livroient dans les mines, étoient plutôt des défis que des actions décisives & avantageuses à leur parti. On s'y donnoit rendez-vous, & la victoire s'y disputoit à la clarté des flambeaux. Nous avons pu remarquer dans le cours de cet ouvrage plusieurs exemples de ces sortes de combats. Tout ce que l'on peut observer en général sur les sièges, c'est

c'est que l'artillerie les rendoit beaucoup plus meurtriers, quoique moins longs. A mesure que nous avancerons nous verrons les places résister moins de temps. Ce n'est point à l'art qu'il faut attribuer cete rapidité, c'est à la multiplication des moyens. De part & d'autre on augmentoit les forces, on n'épargnoit pas la poudre, on sacrifioit des hommes, la conquête s'achevoit promptement, les assiégeants & les assiégés perdoient en proportion de leurs efforts. C'est ainsi que les hommes, en cherchant à se nuire, n'ont recœuilli de leur méchanceté que le cruel avantage de devenir encore plus méchants.

AN. 1461.

Chez un peuple naturellement brave, il ne faut que des circonstances pour réveiller & mettre en action ce sentiment de courage qui fait la base du caractère national. Jamais la France n'avoit été réduite dans un état plus désespéré qu'elle le fut sous le regne de Charles VII, & jamais la vertu guerrière des François ne brilla de plus d'éclat. C'est le siècle des héros. Aux la Hire, aux Xaintrailles, ce seroit peu d'ajouter Dunois, Richemont, Loheac, Laval, Montmorenci, Beauveau, Chabannes, Gaucourt, Barbazan, Castres, de Bueil, Tancarville, Brésé, Coétivi, Culan, Saint-Paul, d'Estouteville, Mouy. Pour consacrer à la postérité la mémoire de ces hommes généreux dont la valeur intrépide délivra la patrie du joug des étrangers, il faudroit rapeler ici les noms de toute notre noblesse; tous eurent part à l'honneur; ils prodiguerent leur sang; ils combattirent pour leurs compatriotes, pour leur souverain; ils furent le salut de l'Etat. Puissent leurs illustres exemples échauffer d'âge en âge leurs générations, garantir dans les siècles à venir la durée, le bonheur, la gloire de cet empire!

Nous avons déjà pris soin de faire remarquer les premiers symptômes de la décadence de notre ancienne chevalerie: les abus qui s'étoient introduits dans la distribution de cete dignité militaire, en avoient sous les regnes précédents annoncé la chute. On a cru, sans preuve évidente, que les guerriers dédaignerent un titre d'honneur qui leur devenoit commun avec les gens de loi. Il y avoit *des chevaliers de lettres* sous Philippe-Auguste, dans un temps où la chevalerie

Décadence
de la chevalerie.

Mém. de M.
de Sainte-Pa-
laye.

AN. 1461.

étoit encore en vigueur. Ce titre, qui n'étoit conféré qu'à des magistrats supérieurs, ne pouvoit occasionner aucune confusion, puisque *les chevaliers d'armes* étoient précisément distingués *des chevaliers es loix*. Aussi tant qu'on n'admit à ce grade que quelques chefs des cours supérieures, la noblesse militaire n'en témoigna pas moins d'empressement à se faire armer. Mais lorsque cete distinction fut accordée sans choix à des gens sans naissance, sans autre mérite que la protection, à des enfants, à des marchands, à des échevins, à des villes entières, on ne parle pas des jongleurs & des histrions; car il n'est pas vraisemblable qu'en sortant de représenter leurs farces, on eût sérieusement dessein d'en faire des chevaliers; alors, dis-je, la véritable chevalerie perdit presque tout son lustre. Malgré cete espece de prostitution, elle subsistoit encore sous Charles VII, quoique dépouillée de cete considération dont elle avoit joui pendant tant de siècles. L'établissement d'un corps de gendarmerie, où l'on ne recevoit que la noblesse, forma une classe militaire, qui d'abord émule des chevaliers, ne tarda pas à les éclipser, ayant sur eux l'avantage de la perpétuité, la faveur des monarques, & une discipline régulière. A ces causes, qui contribuerent à l'anéantissement de la chevalerie, il faut joindre les institutions d'ordres particuliers. La qualité de chevalier, longtemps considérée comme le grade suprême dans les armées, ne fut plus qu'une cérémonie de décoration, qui ne procuroit aucun avantage décidé, aucune prérogative réelle. Ce grade ambitionné comme le plus grand prix de la vertu & de la valeur, ne servoit plus que de premier degré pour atteindre aux honeurs, auxquels même on parvenoit sans en être revêtu. On cessa de le desirer, & il tomba insensiblement en oubli, malgré les efforts qu'on tenta inutilement pour le faire revivre. Nous aurons occasion de remarquer encore dans le cours de cet ouvrage, quelques vestiges de cet usage de nos ancêtres, dont le dernier subsiste encore dans la cérémonie pratiquée par nos rois, de recevoir chevaliers les ambassadeurs de Venise. « Elle est pour eux, dit M. de Sainte-Palaye dans ses mémoires aussi curieux qu'instructifs, un gage de l'amitié perpétuelle de leur république avec » la couronne de France ».

Quoiqu'alors la plupart des princes eussent des ordres particuliers, Charles VII ne fut point tenté d'imiter leur exemple, soit qu'il en fût détourné par ses occupations, soit qu'il voulût éviter les jalousies qu'un pareil établissement n'auroit pas manqué d'occasionner. Il avoit en effet trop de gens à récompenser pour s'exposer à faire des mécontents. Ces marques de distinction ne peuvent flatter l'amour-propre, qu'autant que celui qui les distribue craint de les avilir en les multipliant, & se rend difficile sur le choix. Ce fut en 1448, quelque temps après sa dernière expédition dans le royaume de Naples, & non en 1464, ainsi que plusieurs écrivains l'ont avancé, que René d'Anjou, roi de Sicile, institua l'ordre du Croissant sous l'invocation de saint Maurice, patron de la ville d'Angers. René par modestie ne voulut point s'aroger le titre de grand maître, il prit seulement celui d'*entreteneur*. La qualité de chef fut attribuée à saint Maurice, chevalier & martyr : l'ordre étoit composé de cinquante chevaliers tous égaux entre eux, ils devoient faire preuve de *quatre lignes*. Nul ne pouvoit y être admis, qu'il ne fût duc, prince, marquis, comte, ou pour le moins *issu d'ancienne chevalerie*. Ils nommoient, à la pluralité des suffrages, un sénateur annuel. Bertrand de Beauveau, qui avoit épousé Blanche d'Anjou, eut le premier l'honneur d'en exercer les fonctions. L'habit de cérémonie étoit une soutane ou tunique blanche, un mantelet de la même couleur, & un manteau de velours cramoisi. Ils portoient sur le bras droit un croissant, sur lequel on lisoit cete devise relevée en broderie, *los en croissant*. De ce croissant pendoient, en forme de petites colonnes, plusieurs aiguillettes d'or émaillées de rouge. Le nombre de ces aiguillettes désignoit celui des occasions périlleuses où le chevalier avoit signalé sa valeur. Cet ordre s'éteignit avec son fondateur, qui mourut sans postérité.

Les calamités de la France n'avoient fait que suspendre l'ardeur pour les sciences, & le goût de la littérature : à peine le calme fut-il rétabli qu'on le vit renaître. Lorsque Charles VII mourut, on comptoit dans la seule ville de Paris vingt-cinq mille étudiants, que le recteur de l'université offrit de conduire à la pompe funebre de ce monarque. Une multitude

AN. 1461.
Justification
de l'ordre du
croissant par
René d'An-
jou.

Littérature.
Cérémonial de
Fr. t. 1. p. 27.

AN. 1461.

de si prodigieuse annonçoit une passion démesurée de s'instruire, mais peu proportionnée aux fruits qu'on en avoit jusqu'alors recueillis. On cherche vainement des progrès sensibles, soit dans l'éloquence, soit dans la poésie : nos orateurs étoient même fort inférieurs à ceux qui les avoient précédés. Clémengis, Dailly, Gerson ne peuvent sans injustice, être comparés à Chartier, qui fut cependant considéré comme le premier homme de lettres de son temps. Froissard pour l'histoire est autant supérieur à Monstrelet, que ce dernier l'emporte sur son continuateur, qui n'est que plagiaire de l'auteur de la chronique de Saint-Denis, ouvrage assez exact pour l'ordre des événements, mais dans lequel on n'entrevoit pas la moindre étincelle de génie. Ce qui console du-moins de la lecture fatigante de ces anciens annalistes de notre nation, c'est la liberté qui regne dans leurs écrits. On ne voit point chez eux la vérité captive baisser un front mal assuré, porter en tremblant des regards timides sur des objets qu'elle n'ose dévoiler, rougir & se taire.

Poésie.

Le petit nombre des ouvrages en vers, que le temps a respectés, ne doit pas nous faire regretter ceux qui ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Les pièces de théâtre étoient toujours à-peu-près les mêmes que nous les avons vues dans leur origine. Ces drames informes faisoient également les délices des grands & du peuple. Les jeux pantomimes étoient devenus plus communs, parce qu'il est infiniment plus facile de réussir dans ce genre, où l'on n'employoit d'autre art que de disposer des scènes muettes & détachées, que de composer un poëme suivi. Si nos succès en poésie étoient si médiocres, il faut peut être moins attribuer la lenteur de notre marche à la négligence de la nation qu'au génie de la langue. La France alors étoit inondée de versificateurs. Dans cete foule de rimeurs, à peine en distingue-t-on deux ou trois qui soient dignes d'être remarqués. Charles, duc d'Orléans, fils de celui qui avoit été assassiné par le duc de Bourgogne, mérite sans contredit la préférence sur les poètes de son siècle. Il ne faut pour s'en convaincre que parcourir ses ouvrages, conservés dans la bibliothèque du roi, & dont on trouve l'analyse dans les mémoires de l'académie des belles-let-

tres. Soit pour les graces du stile, la facilité des expressions, les tours heureux, soit pour la justesse des images, la délicatesse des pensées, l'élévation des sentiments; il est infiniment supérieur à *François Villon*, qui le premier, suivant Despréaux, *débrouilla l'art confus de nos vieux romanciers*. Il n'est pas surprenant que Villon, dont le genre étoit la satire, ait obtenu le suffrage du Juvénal François. Il devoit être plus affecté des ouvrages piquants d'un auteur caustique & méditant, que des compositions simples & touchantes d'un prince, qui durant le cours d'une longue captivité, s'amusoit à peindre la situation intéressante d'une ame honête & vertueuse. Les poésies du duc d'Orléans, remplies d'aménité, respirent la douceur, la sensibilité, la tendresse; celles de Villon se ressentent presque toujours de la bassesse de son ame & de la corruption de ses mœurs. Il n'est pas cependant sans génie; mais quels méprisables talents que ceux qui portent l'empreinte du vice! Personne n'ignore ce fameux quatrain * qu'il composa immédiatement après avoir entendu prononcer la sentence qui le condanoit au dernier supplice pour ses friponneries. Il obtint sa grace de Louis XI en 1461. Les bornes de cet ouvrage ne permettent pas d'étendre une discussion qu'on ne pourroit terminer qu'en rapportant des piéces de comparaisons. Il ne faut pas oublier parmi la foule des rimeurs de cet âge, Martial d'Auvergne, qui forma & exécuta le dessein de mettre en vers les chroniques de son temps divisées en psaumes, en versets, en leçons, en antiennes, sous le titre de *vigiles de Charles VII*. Projet singulier & bizarre, bien digne de la barbarie du siècle. On est étonné de voir quelquefois, malgré le peu de goût de cet auteur, des descriptions riantes & animées des effets de la nature: elles conservent encore toute la fraîcheur du coloris, ce qui prouve que les beautés de sentiment sont de tous les temps. Ces germes de talent, qui se font remarquer lorsqu'il suspend le récit des faits, pour se livrer au feu de son imagi-

* Je suis François dont ce me poise,
Né de Paris emprès Pontoise:
Or d'une corde d'une toise
Sçaura mon col que mon cul poise,
Poésies de Villon.

AN. 1461.

nation, semblent annoncer qu'il ignoroit lui-même le génie dont la nature lui avoit fait présent. Il pouvoit être original agréable, il s'est donné la torture pour n'être qu'un plagiaire aussi dégoûtant qu'ennuyeux: ce même Martial a composé un autre ouvrage intitulé *les arêts d'amour*. René d'Anjou, roi de Sicile, pouroit encore être cité au nombre des versificateurs de son temps. Ce prince fatigué des soins du gouvernement, & rebuté sans doute des traverses qu'il avoit éprouvées pour le recouvrement de ses Etats de Naples, consacra aux arts les dernières années de sa vie. Il fut peintre & poète, & réussit dans ces deux genres assez bien pour un monarque. Les villes d'Avignon, d'Aix, de Marseille, de Lyon conservent encore quelques uns de ses tableaux. Il aimoit sur-tout la poésie pastorale, parce qu'elle s'accordoit avec le goût qu'il avoit pour la vie champêtre. Il se plaisoit à s'habiller en berger *, ainsi que la reine Jeanne de Laval, son épouse. Ces pasteurs couronnés conduisoient leurs troupeaux, couchoient sous des tentes dressées dans la plaine, & rapeloit l'innocence des premiers âges du monde.

Si des arts agréables, tels que l'éloquence & la poésie, on veut remonter à des connoissances plus sublimes, nous ne découvrirons rien qui doive faire préférer ce siècle aux précédents. Nous ne parlons point de la théologie, qui la même dans tous les temps, appuyée sur la tradition, l'écriture sainte, les peres de l'Eglise, les décisions des conciles, n'est susceptible d'aucun accroissement de lumière, & ne peut qu'être altérée par les vaines subtilités que produit l'esprit de dispute. A l'égard de la philosophie, la confusion générale dans laquelle la France fut plongée si long-temps, en avoit en quelque sorte suspendu les progrès dans nos écoles. Ce ne fut que vers les dernières années du règne de Charles VII,

* J'ai un roi de Sicile
Vu devenir berger,
Et sa femme gentille
De ce propre métier
Portant la pannetière,
La houlette & chapeau,
Logeant sur la bruyere
Après de leur troupeau.
Poésies de Jean Molinet,

qu'on vit renaître l'émulation & le goût des études, & dans le même temps les querelles scolastiques se reproduire. Les *Réalistes* revinrent aux prises avec les *Nominaux*. * Cete dernière secte, fondée par *Jean*, surnommé le *Sophiste*, fortifiée par *Roscelin*, illustrée par le célèbre *Abailard*, languissante ensuite & presque éteinte jusqu'au quatorzième siècle qu'elle reparut sur la scène avec le cordelier *Ockam*, pour être enveloppée dans la proscription des ouvrages de ce restaurateur, sembloit entièrement oubliée, lorsqu'elle se releva vers le milieu du quatorzième siècle, & partagea de nouveau l'université. Nous vèrons sous le regne suivant ces puériles contestations occuper sérieusement l'attention de l'autorité souveraine. Les autres parties de la philosophie n'étoient pas cultivées avec plus de succès. Nule découverte en physique. L'alchimie ** avoit une multitude de sectateurs, imposteurs ou dupes. Une vaine curiosité soutenoit toujours le crédit de l'astrologie judiciaire. Les princes entretenoient des astrologues & des fous; emplois qui certainement n'étoient pas

* Suivant les *nominaux*, les hommes ne pouvoient parvenir à une connoissance certaine des choses. Toute la science se bornoit aux noms. Les sectateurs de l'opinion contraire étoient appelés *réalistes*, parce qu'ils se déclaroient *partisans des choses*.

** C'est à la soif de l'or, ainsi qu'au desir d'une longue vie, que l'alchimie, qui promet l'un & l'autre, est redevable de l'empressement avec lequel on a toujours cherché à s'initier à ses mystères. Si dans un siècle aussi éclairé que le nôtre on n'est point détrompé de ses magnifiques promesses, si l'on compte encore de nos jours dans la seule ville de Paris plusieurs milliers de *souffleurs* qui se ruinent & détruisent leur santé pour se rendre immortels & riches, devons-nous être surpris que dans des temps où la philosophie étoit encore dans son enfance, des hommes peu instruits ayent été séduits par des fous ou des fripons? Le nombre de ces prétendus *adeptes* étoit alors considérable. Ils se montroient à découvert, & ne travailloient pas dans les ténèbres comme nos artistes modernes. Plusieurs d'entre eux abusèrent long-temps de la crédulité de Henri IV par des teintures métalliques, jusqu'à ce que ce monarque fit publier contre eux un édit sévère. Ils sont dans cete ordonnance qualifiés de multiplicateurs. D'autres revinrent à la charge sous Henri V & Henri VI. Ils obtinrent des lettres qui leur permettoient de travailler sous la protection du souverain. On trouve dans le recueil de Rymer une multitude d'actes qui contiennent de semblables permissions. Nous nous contenterons d'extraire d'un seul de ces actes l'énumération des différentes parties qui entroient dans la composition de ce qu'ils apeloient *la pierre philosophale*, *le grand œuvre*, *la médecine universelle*. Ce merveilleux secret consistoit, selon eux, dans un juste mélange de vin, de pierres précieuses, d'huiles de différentes especes de végétaux, d'animaux, de métaux & de minéraux. C'est aux maîtres de l'art à juger si leurs anciens confreres s'exprimoient dans la langue des sages. *Rym. ast. pub. T. IV & V.*

AN. 1461. incompatibles. Ce fut peut-être par cete raison que Charles VII n'eut point de ces derniers. Quelques écrivains de son temps raportent qu'il n'y avoit point de fou en titre d'office couché sur l'état de sa maison, comme une singularité de l'histoire de ce monarque.

Invention de l'imprimerie.

Mém. de lit.

Hist. de l'université.

Hist. de Paris.

Hist. ecclési.

Traité de l'imprimerie, par

M. Fournier.

Tel étoit l'état de la littérature, lorsque l'invention de l'imprimerie vint étendre les limites des connoissances humaines, en multipliant à l'infini les moyens de s'instruire. Les peuples les plus éclairés & les plus polis de notre hémisphère avoient ignoré jusqu'alors ce secret. On ne sçait si l'on doit l'appeler utile ou pernicieux. Il seroit nécessaire avant que d'oser prononcer, d'en comparer les avantages & les inconvénients; le résultat du calcul décideroit la question. Qu'il nous fût de faire à ce sujet quelques observations indispensables, en ce qu'elles sont relatives à la nature de cet ouvrage, dans lequel on s'est proposé de suivre, autant qu'il seroit possible, la marche de l'esprit humain. Un art qui alloit ouvrir à tous les hommes une carriere inconnue à la plupart d'entre eux, qui alloit leur apprendre à faire de leur raison un usage dont ils se croyoient incapables, qui les acoutumoit à méditer, à tirer des inductions, à chercher la vérité, souvent à la confondre avec l'erreur, ne peut être un objet indifférent pour l'histoire. Quel vaste champ la découverte d'un pareil secret n'ouvroit-elle pas à la curiosité, à ce desir insatiable de connoître, qui anime tous les êtres pensants! En mettant indistinctement entre les mains de tout le monde, ce qui n'étoit auparavant possédé que par quelques particuliers consacrés à l'étude, le nombre des écrivains n'eut plus de bornes. Ce débordement de lumieres, s'il est permis d'employer cete expression, devoit infailliblement produire les révolutions les plus étonnantes dans les esprits, & par une conséquence nécessaire, influencer sur toutes les parties du système politique des nations Européennes. On ne craint pas de l'avancer, l'invention de l'imprimerie changea la face de notre univers. Tout ce que peut faire l'homme d'Etat le plus éclairé, c'est de profiter des circonstances actuelles, en se pliant aux mœurs, aux opinions reçues, au génie dominant de son siècle. Sa plus grande habileté consiste à dispo-

ser

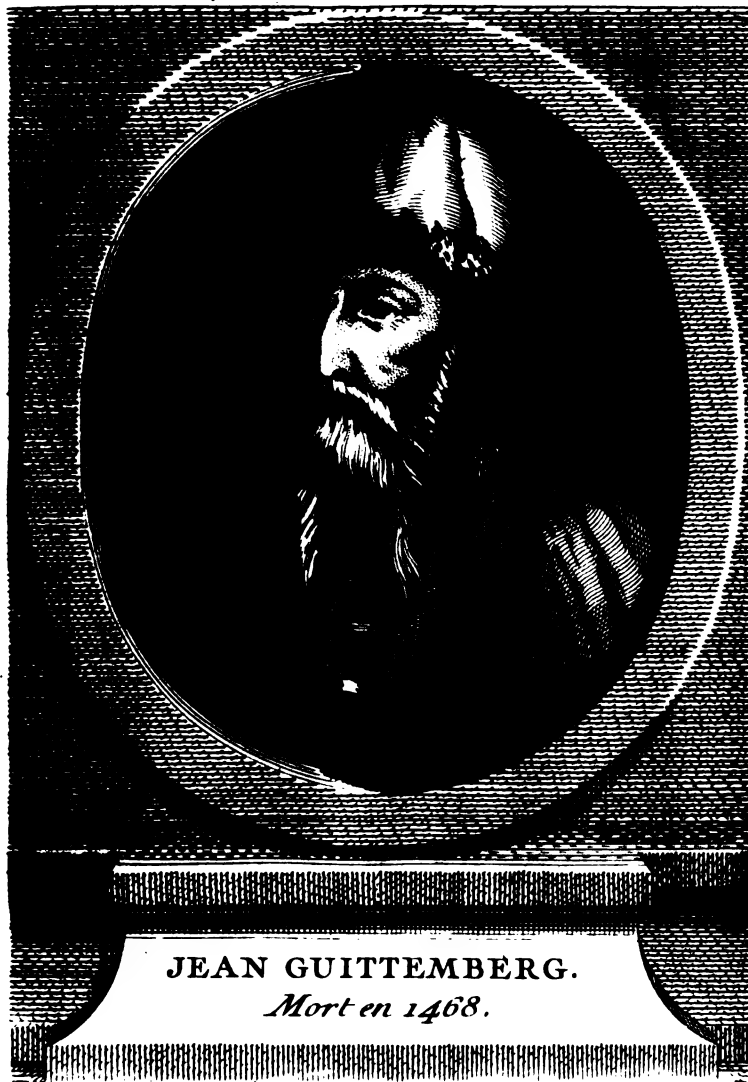
fer du moment. Il se trompera presque toujours toutes les fois qu'il voudra porter trop loin ses vues dans l'avenir. Ce n'est donc point dans les vastes projets de la politique, dont l'exécution s'étend rarement au-delà de l'existence de celui qui les a conçus, qu'il faut chercher le principe toujours agissant de cete constante vicissitude qui rend d'âge en âge les races humaines si dissemblables entre elles. C'est l'opinion seule qui préside en souveraine à cete prodigieuse variété. Elle est elle-même dirigée par un petit nombre d'hommes peu considérables par leur puissance, mais qui réfléchissent, qui écrivent, & que souvent la vanité, quelquefois l'amour de l'ordre, engagent à publier leurs méditations. Ils instruisent ou égarent leurs contemporains. On produit des idées qui ne s'étoient pas encore montrées, ou, ce qui revient au même pour la plupart des hommes, on croit apercevoir des principes plus surs & plus solides que ceux sur lesquels le raisonnement s'étoit jusqu'alors appuyé : on substitue aux anciens préjugés d'autres préjugés qui surprennent par leur hardiesse : des raisonnements nouveaux, des maximes d'autant plus séduisantes, qu'elles portent l'empreinte moderne, sortent du cabinet d'un écrivain, gagnent de proche en proche par le canal de l'impression. L'ouvrage rendu public réforme la maniere de penser. Bientôt les mœurs s'y conformeront, les loix après avoir résisté quelque temps, seront à la fin forcées de s'y soumettre, & le gouvernement fondé sur les loix cédera au torrent sans l'avoir prévu. C'est l'histoire de toutes les sociétés. Les gens de lettres ont sur les esprits un empire qu'il n'est plus possible de leur enlever. Un seul homme animé par le feu du génie subjugué ses contemporains. Ses ouvrages répandus sur la surface de la terre font de ses lecteurs autant de prosélites. Les grands, les riches, les pauvres, les maîtres, les esclaves, tous les lisent, tous croient penser avec l'auteur, tous adoptent ses sentimens; ce ne sont plus les mêmes êtres. Législateur d'autant plus puissant, qu'il n'emploie pour faire recevoir ses préceptes, d'autres armes que la persuasion. Plus on réfléchira sérieusement sur ce sujet, plus on se convaincra que ce n'est pas sans raison que le soin de veiller sur les

AN. 1461.

productions littéraires est considéré de nos jours comme une des parties les plus essentielles de l'administration.

Idem, ibid.

Cette excessive autorité dont jouissoient à la Chine les mandarins lettrés, n'est que l'effet naturel de la supériorité du génie. L'art de multiplier les livres par le secours des planches gravées, étoit commun dans cette partie de l'Asie, seize siècles avant la naissance de J. C. Depuis long-temps les Européens touchoient, pour ainsi dire, à ce secret sans qu'on se fût imaginé d'en faire usage. On gravoit des lettres en relief sous le règne d'Agélas. Un passage de saint Jérôme nous apprend qu'on gravoit de son temps des lettres mobiles de bois ou d'ivoire, qui servoient aux enfants de jeu & d'instruction. De l'invention de ces caractères en relief à la connoissance de l'imprimerie il n'y avoit qu'un pas à faire. Ce n'est pas qu'on en doive moins d'estime à celui qui le premier forma le projet d'en composer un livre. Il en est de même de la plupart des découvertes qui, simples & faciles au premier aspect, atendoient cependant pour se manifester, qu'un trait de lumière inattendu frapât la vue d'un artiste ingénieux. *Jean Guttemberg*, gentilhomme de Maïence, est regardé comme l'inventeur de cet art en Europe, suivant l'opinion la plus commune & la plus vraisemblable, quoique dans quelques écrits on ait prétendu lui disputer cet honneur. Nous n'entrons pas dans une discussion qui nous entraîneroit trop loin. Les lecteurs qui désireront avoir une connoissance plus profonde de l'origine de l'imprimerie, pourront consulter les mémoires de l'académie, & le traité historique de cet art publié par M. Fournier, ouvrage aussi curieux que savant, & qui ne laisse rien à désirer sur cette matière. Guttemberg long-temps domicilié à Strasbourg, y forma diverses entreprises, entre autres celles de *mettre en œuvre plusieurs arts & secrets merveilleux*, ainsi qu'il est exprimé sur les registres de cette ville. C'est ce qui a donné lieu de présumer qu'il y fit les premiers essais de son art. On célèbre encore tous les cent ans à Strasbourg une fête appelée *le Jubilé typographique*, qui rappelle l'époque de cette invention, & l'on choisit toujours la quarantième année de chaque siècle. Quelques années après, ayant épuisé ses fonds, ainsi que ceux



JEAN GUITTEMBERG.

Mort en 1468.



L. Boudan f.

de quelques associés, dans une entreprise dont les commencements étoient plus dispendieux que lucratifs, Guttemberg se transporta dans la ville de Maïence sa patrie, où il forma une société avec *Jean Fauste*. Le premier ouvrage considérable qui sortit de leur presse, est une bible sans date, & qu'on présume être de l'an 1450. La beauté des caractères, quoique de bois, est une si parfaite imitation de l'écriture à la main, que les exemplaires furent débités au prix des plus rares manuscrits. Fauste en vendit plusieurs à Paris. Il fut poursuivi comme surveneur, parce qu'il en avoit distribué un grand nombre à divers prix. Quelques auteurs trop crédules ont inféré de-là qu'on procéda contre lui comme magicien. Guttemberg & Fauste faisoient prêter serment à leurs ouvriers de garder un secret inviolable. Mais ce mystère confié aux coopérateurs nécessaires ne pouvoit être ignoré long-temps. Bientôt l'Alemagne, la Hollande, la Suisse eurent des imprimeries, & c'est précisément ces divers ateliers établis presque en même temps qui ont causé tant d'incertitude & de confusion sur l'origine véritable. Chaque ville a prétendu s'attribuer la priorité de l'invention sur ses rivales.

Les premiers livres furent imprimés à la manière de la Chine, c'est-à-dire avec des planches de bois ou de cuivre, sur lesquelles on gravoit des caractères fixes. Cete première invention fut suivie d'une seconde beaucoup plus ingénieuse, ce fut de sculpter d'abord des lettres de bois ou de métal, séparées les unes des autres. Ce n'étoit encore que la moitié du chemin qui restoit à faire pour parvenir à une opération facile. La sculpture de ces lettres de bois ou de fer exigeoit un travail aussi long que pénible. Enfin, Schoiffer, nouvel associé & gendre de Fauste, trouva le secret de fondre les caractères, & bientôt cet art si mystérieux dans ses commencements, fut connu de toute l'Europe. Avant que la découverte de la typographie naissante fût divulguée, les premiers imprimeurs déguisoient avec soin les sources d'un trésor qu'ils vouloient posséder seuls le plus long-temps qu'il seroit possible : aussi ne trouve-t-on sur leurs ouvrages, ni le nom de l'artiste, ni l'année de l'édition. Fauste & son gendre

AN. 1461.

Schoiffer furent les premiers qui s'affranchirent de cete contrainte, en mettant leurs noms au frontispice d'un pseautier *in-fol.* imprimé en 1457. C'est de toutes les éditions connues, le livre le plus ancien qui porte une date certaine. L'imprimerie fut apelée en France par *Guillaume Fichet & Jean de la Pierre*, docteurs en théologie de la faculté de Paris. Ces deux sçavants personnages engagerent *Ulric Gering, Martin Krantz & Michel Friburger*, imprimeurs de Maïence, à venir exercer leur art dans notre capitale. On leur fournit un logement commode dans le colege de Sorbonne où ils formerent leur premier établissement jusqu'en 1483, que Gering prit à loyer une maison dans la rue du même nom, où il demeura jusqu'à sa mort. Ce fondateur de la typographie François aquit des biens considérables, dont il laissa la moitié au colege de Sorbonne, en reconnoissance des bienfaits qu'il en avoit reçus. Cete succession, qui montoit à huit mille cinq cents livres, servit à fonder deux chaires de théologie, l'une pour l'ancien, l'autre pour le nouveau testament. Elles sont aujourd'hui réunies, & ne forment qu'une seule chaire, la plus ancienne de cete maison. Malgré l'établissement d'une imprimerie à Paris, plusieurs années s'écoulerent avant que les livres fussent communs en France. Louis XI voulant faire transcrire un exemplaire des œuvres de *Rhazès*, médecin arabe, chargea le président de Driesche d'emprunter le manuscrit que possédoit la faculté de médecine. Elle consentit de le prêter, mais à condition qu'on donneroit une caution de cent écus d'or, & de plus douze marcs de vaisselle d'argent en nantissement. Ce prix qui paroitra sans doute excessif, surprendra moins si l'on fait réflexion qu'un livre alors se donnoit par testament, souvent même étoit substitué comme un immeuble, & que dans l'estimation de la bibliotheque du duc de Berri, frere de Charles V, on voit un seul livre d'heures sans fermoir d'or, sans pierreries, monter à la somme de huit cent soixante-quinze livres, qui revient environ à celle de six mille deux cent cinquante livres de notre monnoie.

Ecrivains avant la découverte de l'imprimerie

La découverte de l'imprimerie fit tomber l'écriture. Cet art qui faisoit subsister plus de dix mille écrivains dans les

seules villes de Paris & d'Orléans fut insensiblement négligé, de manière que les manuscrits de la fin du seizième siècle sont à peine lisibles, tandis que ceux des siècles précédents sont tracés avec une précision & une délicatesse qui égalent la beauté de nos éditions les plus recherchées. Ces écrivains qui faisoient partie & jouissoient des immunités de l'université, étoient en même temps enlumineurs & peintres. On admire encore dans les miniatures qui ornent nos vieux manuscrits, la légèreté du pinceau, la fraîcheur & la richesse des couleurs variées avec des couches d'un or bruni, qui pendant une longue suite de siècles, ne paroît pas avoir reçu la moindre altération. Le secret d'appliquer l'or d'une manière si durable, est enseveli avec ces anciens artistes. Envain nous avons essayé de le renouveler, les ouvrages modernes n'ont ni le même éclat ni la même solidité.

AN. 1461.

Historien fidèle, & non servile adulateur de notre nation, nous ne pouvons nous dispenser de remarquer, à l'occasion de l'imprimerie, que nous sommes redevables aux étrangers de cet art, ainsi que d'une infinité d'autres découvertes modernes, ce qui sembleroit indiquer que nous sommes formés pour perfectionner plutôt que pour inventer. Les écoles de peintures étoient déjà célèbres à Rome, à Florence, à Venise, en Lombardie. Les Michel-Ange, les Raphaël, les Corréges étoient près de paroître, que nous étions réduits à ne produire que des tableaux informes, ou quelques miniatures délicates à la vérité & d'un beau coloris; mais sans feu d'imagination, sans génie. Les Flamands, nos voisins, quoique nés sous un climat plus froid, non-seulement nous surpassoient, mais égaloient même les artistes d'Italie. Ce fut à Bruges vers le milieu de ce quinzième siècle, que *Jean Vaneyck* trouva le secret de substituer au vernis que les peintres avoient jusqu'alors employé pour donner de l'éclat à leurs ouvrages, le mélange de l'huile de lin avec les couleurs; découverte heureuse qui rendit la peinture susceptible du degré de perfection où elle est parvenue depuis. *Antoine de Messine*, fameux peintre Italien, ayant vu un tableau de cette nouvelle manière, peint pour *Alfonse*, roi de Naples, alla demeurer à Bruges, dans la seule vue de connoître *Vaneyck* & d'appren-

AN. 1461.

dre son secret, qu'il porta ensuite en Italie. Philippe le Bon, duc de Bourgogne, amateur & protecteur de tous les arts, exerça le talent du peintre de Bruges, & fit exécuter les tableaux de sa composition par les manufactures de tapisserie établies dans les Pays-Bas, les plus anciennes & les seules qu'il y eût alors en Europe.

Architecture. Nous n'avons nulle observation à faire sur l'architecture, toujours au même degré parmi nous. Les monuments en ce genre qui nous restent des regnes de Charles VI & de Charles VII, n'annoncent pas plus de goût que ceux des siècles précédents : ils difèrent seulement en ce qu'ils ont moins de solidité ; & que les ornements superflus, dont les édifices étoient alors surchargés, sont moins recherchés & moins finis.

Spectacles. On n'avoit rien ajouté à nos premiers essais dans l'art dramatique, borné à la représentation de quelques mystères & d'insipides moralités. Ces productions même, quoique d'un genre facile, n'étant qu'un enchaînement de scènes sans ordre, étoient assez rares. On y suppléoit par ces spectacles pantomimes dont nous avons déjà parlé. Lorsque le duc de Bourgogne, en 1458, fit son entrée dans la ville de Gand, toutes les rues par lesquelles il passa étoient décorées de ces représentations muettes avec une telle profusion, que le prince, à chaque pas arrêté dans sa marche, ne se rendit que fort tard à son hôtel. Les Flamands nous surpassoient dans l'exécution de ces fêtes, qui n'exigeoient nul effort de génie ; la dépense & non le goût decidoit de la beauté du spectacle. La Flandre, indépendamment de la fertilité de son sol, avoit le double avantage de ses manufactures & du commerce étranger par la commodité de ses ports, ainsi que de ceux de la Hollande & de la Zélande, qui étoient pour les Pays-Bas une source intarissable de richesses. Le jour de cette même entrée du duc de Bourgogne, un simple bourgeois de Gand fit couvrir le toit de sa maison de lames d'argent, & dessous de lames d'or.

Cont. de Monstrelet.

Asiles & autres usages superstitieux.

En attachant une idée de sainteté aux lieux habités par des personnages vertueux, il est étonnant qu'on en ait fait en même temps l'asile des scélérats. Il seroit difficile d'imagi-

ner un exemple plus frappant des contradictions humaines. Ces enceintes sacrées ne pouvoient qu'être profanées par la présence des criminels. Ce n'est point au christianisme qu'il faut attribuer l'origine de cete opinion. La plupart des nations ont eu des asiles. Nous n'avons fait qu'adopter un usage établi de toute ancienneté, & lorsque les hommes plus éclairés en ont reconnu les inconvénients, cet abus tenoit à tant d'autres, qu'on ne pouvoit le réformer qu'avec le secours du temps. On trouvoit encore dans le royaume une infinité de lieux privilégiés, indépendamment des églises. Que le préjugé populaire eût, dans des siècles d'ignorance, consacré une maison, un terrain, comme ayant appartenu à quelque saint, cete opinion suffisoit pour le faire regarder comme une demeure inviolable (on apeloit en Bretagne ces lieux de franchise, *des Minihis*). Des villes entières jouissoient de ce droit. Quelque forfait qu'un homme eût commis, il ne pouvoit être arrêté dès qu'il étoit entré dans Saint-Malo, attendu que c'étoit une cité honorée par le séjour de plusieurs saints. On peut juger par ce seul trait de l'étrange multiplication de ces especes de fauve-gardes sacrées. Nous avons eu souvent occasion de parler des immunités non moins abusives de la cléricature. On les restreignoit autant qu'il étoit possible; mais quoiqu'incessamment ataquées, elles devoient encore subsister long-temps. Les bornes de cet ouvrage ne permettent pas de multiplier les exemples. Au mois de Mai, 1441, *frere Guillaume Brunin*, augustin, prieur de *Chancelles*, ayant deserté deux fois son cloître pour suivre les armées, accusé d'avoir contrefait des bulles & des lettres du roi pour s'en servir dans un procès, fut renfermé dans la prison de l'évêque de Paris. Ce faussaire, réclamé par le juge séculier, obtint un arrêt qui décida qu'il ne seroit point pris *ni mis hors du fait de l'immunité de l'Eglise*. Si de nos jours nous trouvons étrange qu'on ait pu penser qu'un certain état, des lieux particuliers devoient soustraire les coupables à la justice des hommes, que dirons-nous de cete autre opinion qui avoit établi qu'un mourant obtenoit plus facilement grace de la justice divine s'il mouroit couvert d'un froc? Cete dévotion commençoit à passer de mode. On vit toutefois encore au

AN. 1461.
Antiq. de P.
ris.

commencement du quinzieme siecle François Gilles , d'au-
phin d'Auvergne, général des franciscains , acorder aux ma-
gistrats du parlement de Paris la permission de porter l'habit
de cordelier à l'article de la mort.

Habillemens.

Comme Charles VII n'étoit pas d'une taille avantageuse, & qu'il avoit les jambes fort courtes, il portoit ordinairement, à-moins qu'il ne fût en campagne ou à l'armée, des vêtements propres à cacher ce défaut. L'exemple du souverain avoit fait revivre l'usage des habits longs, à-peu-près pareils à ceux dont on se servoit avant Philippe de Valois. Sous les premieres années du regne de Louis XI, la forme des habillemens des deux sexes fut entièrement changée. Les femmes qui portoient des robes d'une longueur démesurée, retrancherent leurs énormes queues, ainsi que leurs manches qui rasoient la terre. A ces superfluités ridicules elles substituerent de larges bordures qui ne l'étoient pas moins. Leurs têtes se perdoient sous de vastes bonnets remparés de bourelets monstrueux de trois quartiers de haut. Il avoit été nécessaire d'élargir les portes lorsqu'elles se coëfoient avec ces especes de matelats de têtes de deux aunes de large, surchargés d'oreilles rembourées, il falut les rehausser pour les coëfures modernes. C'est avec raison qu'un des plus célèbres écrivains de notre siecle, l'illustre Montesquieu, a dit que les architectes ont été souvent obligés d'asservir les regles de leur art dans les dimensions des entrées de nos apartemens, pour les proportionner avec les parures des femmes. N'est-ce pas une injustice, à propos des arts, d'avoir avancé que notre nation n'avoit pas le génie créateur ? Peut-on nous contester l'avantage d'être le premier peuple de l'Europe pour l'invention des modes ? Nous les varions à l'infini, & quand il nous arive de nous répéter, c'est toujours avec les graces de la nouveauté. La révolution dans les habits des hommes ne fut pas moins surprenante. Les robes furent remplacées par de petits pourpoints qui n'excédoient pas le haut des reins. Ces especes de camisoles étroites étoient attachées par des aiguilletes à des hauts-de-chauffe extrêmement serrés. Ce n'étoit encore rien, on décoroit l'entre-deux de ces nouvelles *gregues*, d'un ornement qui représentoit au naturel

naturel les objets sur lesquels la pudeur & l'honêteté nous imposent silence. Ces étuis indécents apelés *braguettes*, étoient enjolivés de toufes de franges & de rubans. Nous en reconnoissons encore la forme dans nos tapisseries antiques. N'omettons pas que les hommes, pour paroître larges de poitrine, s'apliquoient de chaque côté un surcroît d'épaules. On apeloit ces membres artificiels des *mahoitres*. Joignez à cet équipage burlesque des cheveux longs & toufus sur le front, ombrageants les sourcils, des manches déchiquetées, des souliers armés de pointes de demi-aune, car les poulaines étoient revenues à la mode : tel étoit l'ajustement d'un homme du bel air au quinzieme siecle. Les auteurs contemporains qui nous ont transmis ces détails ajoutent, que tout le monde se piquoit à l'envi de suivre cete mode extravagante, que les gens même que leur profession obligeoit de se montrer en public d'une maniere plus décente, ne rougissoient point d'une affectation qui cessoit de paroître ridicule parce qu'elle étoit générale; enforte qu'un grave personnage qu'on avoit vu le matin ou la veille vêtu d'une robe longue, couroit l'après-midi dans la ville *habillé comme un singe*. Ce sont les expressions de la chronique du siecle. Les mêmes écrivains se plaignent que les simples bourgeois se paroient de chaînes d'or à l'imitation des chevaliers; qu'on ne pouvoit plus distinguer les conditions, & que les valets, ainsi que leurs maîtres, étoient également couverts de satin, de damas & de velours. Ces particularités ne confirment pas l'opinion de ceux qui soutiennent que le luxe est l'indice le plus certain de l'opulence d'un Etat. On cherche vainement dans l'histoire de ce siecle, queles pouvoient être les sources où la France auroit puisé des richesses superflues. Nule émulation dans les arts, nul progrès dans l'industrie, nul établissement de nouvelles manufactures, un commerce borné, une marine languissante, au point que pour les expéditions de mer, nous étions obligés de recourir aux étrangers, Espagnols, Génois, Flamands ou Holandois. Telle étoit alors la situation de la France réduite à ses richesses territoriales : cependant nous étalions au-dehors tous les symptômes de l'opulence. Etions-nous riches en éfet, ou

AN. 1461.

faisons-nous de vains efforts pour le paroître ? L'or & l'argent que l'on dissipoit avec tant de profusion étoient alors fort rares. On en peut juger par la valeur des denrées qui se vendoient années communes, dix fois au-dessous du prix où elles furent portées en moins d'un siècle. Il n'y avoit de cher que les soldats, dont la paye excédoit celle de la milice de nos jours. Les tailles ne montoient qu'à dix-sept cents mille livres : sous le regne suivant elles augmentèrent jusqu'à près de cinq millions. Dans le contrat de mariage de *Marguerite de Rohan*, fille du vicomte de ce nom, avec Jean, comte d'Angoulême, aïeul de François I, il fut dit qu'on payeroit au prince la somme de neuf mille écus, restant de celle de vingt mille à laquelle montoit ce qui pouvoit appartenir à ladite *Marguerite* de ses droits successifs ; & de plus, par ce même acte, le vicomte en considération de cete alliance, cédoit à son gendre la jouissance de quelques terres, se réservant toutefois la faculté de les retirer moyennant quarante mille écus. Ces deux sommes réunies composoient en tout un capital de soixante mille écus, c'est-à-dire, soixante-quinze mille livres, l'écu valant pour lors vingt-cinq sous tournois. Telle fut la dot d'une princesse dont le petit-fils devoit un jour monter sur le trône.

Commerce
maritime.

Nos modernes calculateurs prétendent que l'abondance des especes numéraires facilite la circulation, & procure de nouveaux moyens de subsistance en augmentant les ressorts du commerce, de l'industrie & des arts. Cete matiere a été si souvent & si vainement agitée, que nous n'entreprendrons point d'examiner si l'accroissement des pieces de monnoie favorise des échanges qui paroissent pouvoir être faits tout aussi avantageusement avec une moindre quantité. Bientôt nous n'aurons rien à desirer à cet égard. Nous aprochons des temps où nous vèrons, non des richesses réeles, mais les signes qui les représentent, se multiplier dans notre continent au point qu'on sera forcé à tout moment de changer de proportion, & que le Croesus de la veille ne le sera plus le jour suivant. Déjà la soif de l'or avoit franchi des barieres fermées depuis plusieurs siècles. Nous cherchions à-travers mille écueils ce métal auquel notre avidité met un si haut prix.

Les premiers succès de ces recherches n'avoient servi que d'aiguillon pour nous exciter à des recherches nouvelles, & nos navigateurs encouragés par l'espoir, touchoient presque à cete partie du globe où la nature sembloit avoir recélé loin de notre vue les trésors les plus inutiles peut-être, mais les plus enviés.

AN. 1461.

Quoique la découverte d'un nouvel univers soit plutôt du ressort de l'histoire générale que de celle d'un peuple particulier, cet événement toutefois est trop important pour qu'on puisse se dispenser de marquer du-moins l'époque des premieres tentatives d'un projet si hardi. Nous verrons dans la suite la destinée des nations Européennes dépendre de la révolution qu'il produisit, tant dans le moral que dans le physique.

Découvertes
des Portugais.
*Recueil des
voyages.*
Hist. d'Esp.
Hist. mod.
Mém. de lit.
Hist. univer.

Tout notre commerce maritime renfermé dans la Méditerranée étoit depuis long-temps entre les mains des Vénitiens & des Génois. Ils étoient, pour ainsi dire, les seuls facteurs de l'Europe & de l'Asie. C'étoit par eux que nous recevions les marchandises précieuses de l'Orient, transportées des bords du Gange & de l'Indus par les mers d'Arabie & de la Meque à Suez, d'où elles arivoient par terre au Caire, & descendoient par le Nil jusqu'au port d'Alexandrie. Cete ville servoit d'entrepôt & de centre de communication aux trois parties du monde connu, lorsque les Portugais entreprirent de la priver de cet avantage en cherchant une route aux Indes par l'Océan Occidental ou *Atlantique*. Don Henri, frere de Jean I, roi de Portugal, étoit l'auteur & l'ame de cete entreprise long-temps considérée par les puissances voisines comme un dessein chimérique, jusqu'à ce que la réussite en eût démontré la réalité. Ce fut en quatorze cent quinze qu'il fit pour la premiere fois équiper quelques vaisseaux qui, côtoyant l'Afrique, s'avancerent jusqu'au cap de *Boiador*, en face des *Canaries*. Ces îles apelées *Fortunées* par les anciens, avoient été déjà plusieurs fois reconnues, négligées ou abandonnées. Dès le quatorzieme siecle, Louis d'Espagne, surnommé de *la Cerda*, connétable de France, en avoit obtenu l'investiture de Clément VI, & portoit en conséquence de cet octroi, le titre

Idem, ibid.

AN. 1461.

de prince des îles fortunées. Mais cete possession, ainsi que la conquête de deux de ces îles par Béthencour, armateur François, n'avoient pas fait naître l'idée de pousser les recherches plus loin. L'exécution d'un projet qui devoit éfrayer par sa hardiesse, étoit réservée au prince de Portugal. Il joignoit à l'étude profonde & réfléchie des mathématiques, de l'histoire & de la géographie, une passion dominante pour les découvertes nouvelles, elles étoient l'objet toujours présent de ses méditations. Les connoissances qu'il avoit puisées, soit dans les descriptions du globe, soit dans les annales du monde, l'afermissoient dans ses principes, l'empêchoient de se rebuter par les obstacles, le rendoient attentif à profiter des succès. La constance de ses démarches pendant quarante-huit années, fut le résultat de ses lumières, & non l'effet du hasard : l'expérience le justifia. Il ne cessa d'exciter l'émulation des navigateurs jusqu'à la fin de sa vie terminée en 1463, deux ans après la mort de Charles VII. Les flotes Portugaises avoient déjà fait la découverte du Cap Vert, ainsi que des îles auxquelles ils imposèrent le même nom, & suivant toujours les rives Africaines, elles étoient abordées aux côtes de la Guinée, où elles avoient posé les premiers fondements d'un commerce avantageux. Ce fut-là le terme des voyages entrepris par les ordres & sous les auspices du prince dom Henri. C'étoit à-peu-près le tiers du chemin qu'il falloit parcourir pour franchir le cap de Bonne-Espérance, situé à l'extrémité de l'Afrique, que baigne l'Océan méridional, & entrer ensuite dans la mer des Indes. Nous verrons à la fin du siècle cete expédition, heureusement exécutée par *Vasquès de Gama*, fournir au *Camoëns* le sujet d'un poëme dont les chants sublimes immortaliserent également le Virgile Portugais & son héros.

Idem, ibid.

Dès le temps de Dom Henri, on touchoit presque sans le sçavoir au nouveau continent. *Brava*, la dernière des îles du Cap-Vert, n'est séparée que par un trajet d'environ quatre cent cinquante lieues de l'Amérique méridionale, que les Portugais auroient dès-lors infailliblement découverte, s'ils avoient dirigé leur course vers la mer du nord, qui embrasse les côtes du Brésil. Plusieurs indications sembloient

devoir naturellement y conduire. Lorsqu'Alfonse V permit en 1461 à dom Henri de peupler les îles *Açores*, on trouva dans celle de *Curvo* une statue représentant un cavalier qui, de la main gauche, tenoit la bride de son cheval, & de la droite montrait l'occident, précisément du côté de l'Amérique. On voyoit sur le roc une inscription en caractères inconnus, dont il seroit à souhaiter qu'on eût pris soin d'apporter l'empreinte en Europe; mais ces premiers navigateurs cherchoient des trésors & non de nouvelles lumières. On seroit tenté de croire que ce monument étoit Phénicien ou Carthaginois. Le lecteur est prié de ne considérer les observations suivantes que comme de simples conjectures. Il est presque démontré que ces deux peuples, les plus anciens navigateurs que nous connoissons, ont à diverses reprises envoyé des vaisseaux, qui, dans leurs courses, ont reconnu toutes les côtes de l'Afrique jusqu'au cap de Bonne-Espérance. On peut voir les particularités du plus célèbre de ces voyages dans la relation d'Hannon, amiral de Carthage, que le temps a respectée. On a présumé, non sans fondement, que les Carthaginois avoient trouvé l'Amérique plusieurs siècles avant l'ère chrétienne; qu'ils y avoient établi divers entrepôts ou comptoirs, dont ils tiroient des profits immenses, & que la République ayant reconnu que les continues exportations d'hommes, que ce commerce exigeoit, dépeuploient l'Etat, prit le parti de renoncer aux trésors du nouveau monde, pour conserver ses propres habitants. Nous voyons au dix-huitième siècle dans l'Espagne, jadis si peuplée, de nos jours inculte & presque déserte, une preuve frappante de la sagesse des vues du sénat de Carthage. La navigation de ces mers inconnues, interdite aux sujets de la république, dans le dessein d'empêcher la dépopulation, & cachée aux nations étrangères, autant par intérêt que par politique, se perdit & fut, pour ainsi dire, ensevelie sous les ruines de cette rivale de Rome. En remontant, on pourroit encore trouver des vestiges plus anciens de voyages de longs cours entrepris par des navigateurs des premiers âges, d'où l'on pourroit inférer que les aventuriers modernes n'ont fait que marcher sur les traces des générations antérieures. C'est ainsi que

AN. 1461.

AN. 1461.

AN. 1461. tout se renouele sur notre globe. La propriété de l'aiman , suivant les annales de la Chine est connue dans ce royaume depuis une infinité de siècles. Nous en ignorions absolument l'usage dans notre hémisphère avant le treizieme siècle. Peut-être supléoit-on à ce défaut par des secours que nous ne connoissons plus. Parmi les nations commerçantes qui ont navigé sur l'Océan atlantique , & parcouru les côtes de l'Afrique , il ne faut pas oublier les Marseillois. La route des Indes par le cap de Bonne-Espérance leur étoit connue aussi-bien qu'aux Carthaginois , près de trois siècles avant Jésus-Christ. Il ne paroît pas toutefois qu'ils se soient attachés à tirer avantage de cete découverte. La situation de leur ville sur les bords de la Méditerranée leur présentoit pour le commerce de l'Inde, par le canal de la mer Rouge, une voie incomparablement plus facile , plus prompte , plus assurée , moins dispendieuse. En effet , quel besoin avoient-ils pour transporter en Europe les marchandises des deux presque îles de l'Inde , & même de l'empire de la Chine , de passer deux fois l'équateur dans un voyage de huit mille lieues , lorsque la Méditerranée & le golfe arabique , ouvroient aux Européens une communication directe & prochaine pour commercer avec les contrées de l'Asie les plus reculées. La distance d'environ vingt lieues qui sépare *Suez* du Caire , où l'on trouve le Nil pour descendre au port d'Alexandrie , forme le seul obstacle que l'on surmonte avec le secours des chameaux. C'est toutefois l'unique difficulté qui nous oblige aujourd'hui de faire cete immense circuit à-travers une foule de dangers. Si les Phéniciens , Carthage & Marseille , c'est-à-dire , les nations les plus industrieuses de l'antiquité , ont tenu une conduite diamétralement opposée à la nôtre , pourquoi ce qui fut vrai dans un temps a-t-il cessé de l'être ? Abandonnons la résolution de ce problème de commerce à ceux qui font profession d'en paroître plus instruits. Contentons-nous de consulter l'expérience. Dans les siècles reculés , Tyr , Carthage , Marseille ; dans des temps postérieurs , cete même ville de Marseille , Genes , Venise , possédoient des richesses prodigieuses. Cete opulence née du seul commerce est à présent le partage de Londres & d'Amsterdam. Quels

fruits l'Europe a-t-elle recœuillis de ce changement de fortune ? De nouveaux intérêts , des guerres cruelles , des injustices réciproques , une dépopulation constante qui se rend de jour en jour plus sensible. Il est certain , (qu'on daigne nous passer cete derniere observation sur le sujet le plus intéressant peut-être pour l'humanité) il est certain , dis-je , qu'un vaisseau frété pour les Indes par la grande route , exige au-moins un armement de deux cents hommes , tandis qu'un bâtiment portant la même charge , fait le voyage d'Alexandrie avec dix-huit ou vingt hommes d'équipage.

Que l'on évalue les sommes que peuvent produire les courses d'un navire qui aura parcouru successivement l'Afrique , l'Amérique & les Indes , & qu'on estime de combien le gain de son voyage , déduction faite de la longueur du chemin & du temps , l'emporte sur le profit d'un bâtiment de la même charge qui , partant du port de Marseille , ou de tel autre de la Méditerranée , aura transporté ses marchandises jusqu'au port d'Alexandrie , d'où voiturées par terre à Suez , elles auront été reçues dans un vaisseau préparé pour faire la route des Indes en passant le détroit de *Babel-Mandel*. Ce calcul fait , il ne s'agit plus que de mettre en balance l'excédent du gain , s'il s'en trouve , avec le profit réel que l'Etat auroit tiré du travail de cent quatre-vingts hommes , employés à défricher , à fertiliser nos terres , à faire valoir des manufactures utiles. Nous aurons de plus conservé cent quatre-vingts sujets dont la plus grande partie n'auroit pas manqué d'être détruite , par les débauches , les maladies , le climat , la mer , enfin par tous les inconvénients de l'exportation. Comptons-nous donc les hommes pour si peu de chose ? Et depuis quand ont-ils cessé d'être la véritable , la seule richesse d'un empire ? Mais on a besoin de cultivateurs pour les plantations de l'Amérique. Il faut que nous alions acheter les habitants de l'Afrique pour les transplanter dans nos colonies. On en fait trafic ainsi que des bestiaux. L'espèce humaine est devenue marchandise pour une partie de l'univers. D'ailleurs l'or du nouveau monde est la production qui se commerce le plus avantageusement aux Indes. Que repliquer ? Rien. Puissent seulement les conséquences

AN. 1461.

de semblables raisonnements ne pas réduire un jour les nations les plus avides de l'Europe, à n'avoir plus besoin de ce commerce qui fixe aujourd'hui toute leur attention.

Cete digression anticipée sur les effets que devoient un jour produire les nouvelles découvertes, nous a peut-être entraînés trop loin de notre sujet: rapprochons-nous des temps dont nous retraçons l'histoire. La politique du quinzieme siecle n'étoit pas celle du dix-huitieme. On ne jugeoit pas encore de la constitution essentielle d'un Etat par le nombre de ses possessions éloignées, & des bâtiments qu'il entretenoit aux extrémités de l'Océan, mais par sa situation relative aux puissances dont il étoit environné, & plus encore par le degré de vigueur & d'activité qu'il pouvoit recevoir de la forme de son gouvernement. C'est sous ce dernier point de vue que nous prions le lecteur de considérer un moment la France avant que de passer aux événements du regne suivant.

Tableau du
domaine de la
couronne à la
mort de Char-
les VII.

C'est une vérité généralement reconnue que la puissance d'un empire réside moins dans l'étendue de ses limites, que dans l'union plus ou moins intime des parties qui le composent. On ne parviendra jamais à juger de ses forces, qu'après avoir examiné leur degré d'inhérence. Plus elles sont enchaînées les unes aux autres par un rapport immédiat, plus le ressort qui leur donne le mouvement est en état d'agir avec efficacité. Depuis Hugues Capet, nos rois bornés à la possession d'un domaine médiocre, environnés de vassaux presque aussi puissants qu'eux, étoient plutôt chefs de la nation que monarques. La constitution féodale les arêtoit à chaque pas. Cete forme de gouvernement, si vantée par quelques écrivains, n'avoit que les vices de l'Aristocratie, sans avoir cete conformité de vues, qui fait que les grands d'une nation sont tous également attentifs à maintenir, tant au-dedans qu'au-dehors, un pouvoir qui leur est commun. Ces grands, il est vrai, sont autant de souverains; mais leur autorité n'est qu'une, parce qu'ils forment un corps qui représente l'Etat. Coopérateurs, émules, surveillants les uns des autres, leurs fonctions, leurs intérêts s'opposent sans cesse à leur division. On pouroit dire que la Monarchie &
l'Aristocratie

L'Aristocratie ne difèrent que de nom , & qu'elles font capables des mêmes efforts , proportionnés aux limites , au nombre des fujets qu'embrasse leur domination. On est bien éloigné de trouver les mêmes reffources dans un pays gouverné fuivant le fyftême féodal. Le fouverain n'y conſerve qu'une ombre d'autorité , de vains hommages , des obligations de ſervice remplies à la rigueur par les plus fideles vaffaux , éludées par les autres. Notre hiftoire jufqu'à préfent nous a fourni une multitude d'exemples qu'il eft inutile de rapeler. Il ne faut donc juger de la puiffance éfective de nos rois , que par l'étendue des provinces dont ils eurent la poſſeſſion directe , & non par le faſtueux dénombrement de celles qui ne leur étoient ſoumiſes qu'à titre de ſuzeraineté. Nous alons voir les progrès ſucceſſifs de la grandeur de notre monarchie , par la réunion des parties qui en avoient été détachées. Ces réunions furent d'abord très lentes ; car les premiers pas font toujours les plus difficiles. Ce fut ſous le regne de Charles VII , que l'acroiſſement du domaine de la couronne ſe fit remarquer d'une maniere plus prompte & plus ſenſible. Ce prince à ſon avènement au trône , errant dans les Etats qu'avoient ocupés ſes ancêtres , reſſéré au-delà des rives de la Loire , réduit à l'Orléanois , la Touraine , le Béri & une partie du Poitou , laiffa en mourant à ſon ſucceſſeur la jouiſſance libre & paiffible , non-ſeulement du patrimoine de ſes aïeux , mais acrut encore cet héritage de toute la partie de la France , qui s'étend depuis les confins du Poitou , jufqu'à la mer de Biſcaie. Il n'y avoit déjà plus en France que deux maifons qui fuſſent en état de balancer l'autorité des monarques , les ducs de Bourgogne & de Bretagne : encore eût-il été néceſſaire que les domaines du duc de Bourgogne , le plus puiffant de ces deux princes , euſſent été limitrophes , & non pas coupés , comme ils l'étoient par la Champagne & la Picardie. A l'égard des autres poſſeſſeurs de grands fiefs , leurs terres ſe trouvoient enclavées & reſſérées entre des provinces de la dépendance immédiate du roi , ce qui les tenoit dans un état d'affujétiffement dont ils ne pouvoient tenter de ſecouer le joug , qu'ils ne fuſſent auffi-tôt réprimés. Pour faciliter aux lecteurs les moyens de ſe former ce tableau

AN. 1461.

mouvant de notre empire dans les différents âges, aucune description ne pouvoit être d'un aussi grand secours que l'Atlas historique de la France ancienne & moderne, entrepris & exécuté par messieurs *Rizzi-Zannoni & Desnos* *. Cet ouvrage, non moins utile qu'ingénieux, présente dans une collection de cartes géographiques, toutes les révolutions survenues depuis la fondation de la monarchie, jusqu'à notre auguste souverain. On y voit sous chaque regne, indépendamment de l'indication des plus mémorables événements, les diminutions & les accroissements du domaine de la couronne; en sorte que sans être obligé d'essuyer le travail d'une récapitulation fatigante, on peut en tout temps saisir d'un coup d'œil la situation du royaume, ses forces réelles, les ressources qu'il peut trouver en lui-même, & ses intérêts vis-à-vis des puissances voisines. Cete production nouvelle répand un jour sur notre chronologie qui ne laisse rien à désirer.

JUSTIFICATION de l'âge de Jeanne d'Arc, & de la certitude de son supplice.

QUiconque entreprend d'écrire l'histoire, se rend en quelque sorte garant de la vérité des faits qu'il annonce, sur-tout lorsqu'il s'est exprimé d'une manière affirmative. En rapportant les diverses particularités, qui concernent les exploits & la fin malheureuse de Jeanne d'Arc, nous avons cru pouvoir assurer qu'elle étoit âgée de dix-neuf ans lorsqu'on la jugea. L'extrême jeunesse ajoute encore à l'intérêt qu'inspirent le courage & le supplice de cete héroïne singulière. Le prodige seroit moindre, sans doute, si pour lors elle eût atteint sa vingt-huitième année, ainsi que plusieurs historiens l'ont marqué. L'appréhension d'encourir les reproches d'infidélité ou d'inexactitude, & non le vain desir de relever les erreurs d'autrui, nous impose l'indispensable nécessité de ne rien oublier pour nous justifier à cet égard. Voici les preuves : elles sont tirées des deux procès de la

* On trouve cet Atlas chez MM. Desaint & Saillant.

pucele. Le premier est le procès criminel, écrit, colationné, paraphé, & signé par *Guillaume Colles Boisguillaume*, prêtre du diocèse de Rouen, l'un des deux gréfiers qui assisterent au jugement. Le second est le procès de la réhabilitation, instruit & définitivement terminé en 1456. Dans le cours de l'instruction criminelle on ne fit point d'enquête sur l'âge de Jeanne. Les juges se contenterent de l'interroger & de faire écrire sa réponse, que nous allons traduire. *Après avoir prêté serment, interrogée sur son nom, a répondu que dans son pays on l'appeloit Jeannete, & Jeanne lorsqu'elle fut arrivée en France. Interrogée sur le lieu de sa naissance : répond qu'elle étoit de dom Remi. Sur les noms de ses père & mère : répond qu'ils s'appellent Jacques d'Arc & Isabele. Quel prêtre l'avoit baptisée : répond Jean Minet. Item interrogée quel âge elle avoit, a répondu qu'elle a dix-neuf ans, à-peu-près, ainsi qu'il lui semble* *. Il ne paroît guère possible de prouver avec plus de précision l'âge de la Pucele, à-moins qu'on ne raporte son extrait baptismal, & l'on n'avoit point alors de registres publics. Toutes les questions d'état se décidoient par enquêtes. Les dépositions des témoins rapportées au procès de justification servent encore à confirmer la vérité de la réponse de Jeanne. Le neuvième des articles proposés par le promoteur porte, « qu'on examinera les témoins, pour s'assurer » par leurs réponses que ladite Jeanne étoit une fille âgée » d'environ dix-neuf ans ». Vingt déposants, tous témoins oculaires, l'attestent unanimement. Il n'est pas possible de révoquer en doute une assertion fortifiée d'un aussi grand nombre d'autorités, qui d'ailleurs ne sont contredites par aucun des actes des deux procès.

On a fait revivre de nos jours cette ancienne fable, qui dérobe Jeanne au bûcher & la marie avec un gentilhomme de la maison des Armoises. Cette imposture renouvelée s'est accréditée par les soins qu'on a pris de l'insérer dans les papiers publics. On y avoit répondu d'avance dans cet ouvrage. Nous croyons toutefois devoir ajouter à ce

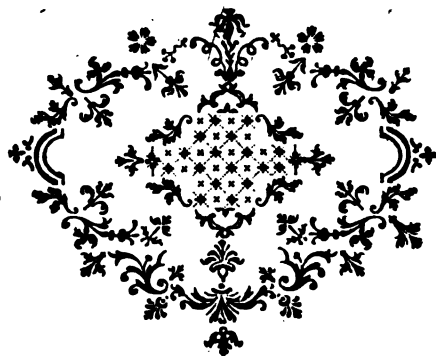
* Item. *Interrogata cujus ætatis ipsa erat, respondit, quod, prout sibi videtur, est quasi decem novem annorum.* Procès criminel manuscrit de Jeanne d'Arc. Bib. r. n^o. 1965.

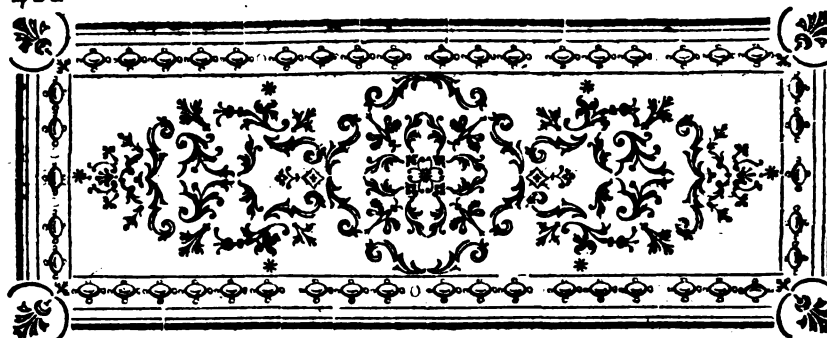
AN. 1461.

que nous avons dit, les observations suivantes, elles sont toujours extraites des procès manuscrits : ils sont les monuments les moins suspects qu'on puisse citer. Jeanne fut tirée de sa prison & conduite au lieu destiné pour son supplice le mercredi 30 Mai 1431, entre dix & onze heures du matin, à la vue d'une foule innombrable, dont les avides regards étoient constamment fixés sur elle. Elle fut prêchée, en présence de tout le peuple, abandonnée par le tribunal ecclésiastique à la justice séculière, livrée à l'exécuteur qui la fit monter sur un échafaud assez élevé pour que tout le monde pût la voir. Il mit le feu au bûcher par-dessous. Elle ne cessa d'être exposée à la vue des spectateurs que lorsque les flammes & la fumée l'envelopèrent. On eut encore la barbare précaution d'écarter le brasier pour la montrer expirante. Qu'on s' imagine quelque tour d'adresse qui puisse dans une place publique, à la clarté des plus grands jours de l'année, fasciner les yeux & les oreilles de plus de dix mille spectateurs. On trouve dans la révision du procès, les attestations d'une multitude de témoins, dont la plupart avoient assisté à sa condamnation & à sa mort. Tous l'ont vue monter sur le bûcher, tous ont entendu ses gémissements, les cris perçants que la douleur lui arachoit ; tous l'ont vue même après qu'elle eut rendu les derniers soupirs. Une seule de ces dépositions, qui toutes sont conformes les unes aux autres, suffira pour convaincre les plus incrédules. C'est celle de *Martin l'Advenu*, l'un des deux ministres qui l'assistèrent jusqu'à sa mort. « Dit qu'après la prononciation du jugement elle descendit » de l'échafaud où elle avoit été prêchée & fut conduite par » l'exécuteur au bûcher dressé sur un second échafaud, qui » fut allumé par-dessous, & que lorsqu'elle sentit la flamme, » elle l'avertit de s'éloigner, & d'élever la croix, afin qu'elle » pût la voir ». Si plus de trente dépositions aussi précises n'emportent pas une entière conviction, on peut révoquer en doute les faits les mieux attestés. Qu'une fausse Jeanne d'Arc ait dans la suite surpris, à la faveur de quelque ressemblance, les magistrats d'Orléans, qu'elle en ait obtenu une gratification qui se trouve inscrite sur les registres de cette ville, qu'elle se soit mariée sous ce nom ; cela peut être :

mais l'imposture de cete prétendue Pucele est suffisamment dissipée par l'évidence des preuves qu'on vient de rapporter. Il seroit facile d'en fournir un plus grand nombre , si l'on n'appréhendoit de fatiguer le lecteur en perdant plus de temps à réfuter sérieusement une fable mal tissue , & qui se détruit d'elle-même.

AN. 1461.





HISTOIRE

DE

FRANCE.



LOUIS XI.

AN. 1461.

LE présent le plus cher qu'une nation puisse recevoir de la bonté céleste, c'est un roi digne de l'auguste emploi auquel la Providence l'a appelé. Nous allons retracer l'histoire des François sous le gouvernement d'un souverain dont on a porté des jugemens si divers, que ce seroit une témérité d'oser le définir au premier aspect. Recueillir avec l'attention la plus scrupuleuse & la plus impartiale tous les traits qui peuvent concourir à le représenter, non tel que la haine ou la flatterie l'ont peint, mais tel qu'il fut en effet, exposer fidèlement les actions de sa vie publique & particulière, décrire sans passion, sans préjugé, ce qu'il fit pour son intérêt, pour sa gloire, pour la splendeur de l'empire, & surtout, pour le bonheur des peuples : voilà notre devoir, dont nous nous efforcerons de ne point franchir les limites, laissant



LOUIS XI.
LIV.^e Roy de France,

Mort au Plessis les-Tours, le 30 août 1483. après
22 ans de règne.

aux lecteurs le soin de marquer la place que ce prince doit occuper dans les fastes de notre monarchie.

Louis étoit à Genep lorsqu'il aprit que son pere avoit vécu. Il en fut informé le vingt-trois Juillet, le lendemain de la mort du roi, & non le jour même, ainsi que plusieurs écrivains l'ont avancé sans le prouver, ce qu'ils auroient dû faire, attendu la distance de Meun en Berri, à l'extrémité du Brabant. On n'assurera pas non plus, d'après les mêmes auteurs, qu'il fut si peu touché de cete nouvele, qu'il ne daigna pas même déguiser la joie qu'il ressentoit de se voir le maître. On ne peut douter qu'il ne fût dévoré de la soif de régner; mais aussi dissimulé qu'ambitieux, il s'étoit depuis long-temps formé dans l'habitude de se contraindre. Quand il n'auroit point été affligé de la mort de son pere, il devoit lui en coûter si peu pour le paroître, qu'il n'est pas vraisemblable que ce prince, l'homme de son siecle qui sçavoit le mieux feindre, n'ait pas en cete occasion affecté du-moins une sensibilité qu'il devoit à la nature. D'ailleurs aucuns des historiens contemporains ne font mention de cete joie si peu décente qu'on lui a reprochée dans des temps postérieurs.

De Genep le roi vint à Maubeuge sur la Sambre. Ce fut dans cete ville qu'il fit les premiers actes de souveraineté, en mandant aux gouverneurs de quelques provinces d'exiger des habitants le serment de fidélité, & de lui envoyer deux députés des principales villes. Il se rendit ensuite à Avesnes où il avoit mandé au duc de Bourgogne de le venir trouver. Il n'étoit pas encore dissuadé des bruits qu'on avoit semés, que le feu roi avoit, avant sa mort, fait des dispositions contraires à ses intérêts. Il comptoit pour ennemis la plupart de ceux qui se trouvoient à la tête du gouvernement. Héritier du pouvoir suprême, il sembloit appréhender qu'on ne lui disputât un droit incontestable. C'est du-moins ce qu'on doit présumer de sa conduite & de celle du duc de Bourgogne. Ce dernier devoit acompagner le monarque à Reims. Il manda pour cet effet toute la noblesse de ses domaines. Le rendez-vous général fut indiqué aux environs de Saint-Quentin. Il s'y trouva cent mille hommes sous les armes. Un nombre si prodigieux avoit plus l'air d'une armée

AN. 1461.

Le roi reçoit la nouvele de la mort de son pere.

Contiquet. de Monstrelet.

Chr. de Saint-Denis.

Chr. de Fr.

Préf. de Com.

Pieces justif.

Histoire mod.

de Louis XI par

M. Duclos.

Hist. de la

ville de Paris.

Registres du

parlement.

Il se rend successivement à Maubeuge & à Avesnes.

AN. 1461.

qui marche à la conquête d'un Etat, que du cortège d'un monarque qui aloit recevoir l'onction sacrée, & prendre la possession paisible du trône de ses peres. Mais si Louis avoit appréhendé de rencontrer quelques obstacles, il ne tarda pas à se voir détrompé par l'empressement de ses sujets, princes, seigneurs, ministres, magistrats, qui se rendoient en foule auprès de sa personne. Il ne fut délivré de cete crainte que pour en éprouver une autre, car le sort de ce prince fut d'être toute sa vie le jouet de ses soupçons, de ses inquiétudes & de ses terreurs. Le duc de Bourgogne à la tête d'une armée de cent mille hommes, lui parut un ami redoutable. Son apui, son hôte, son bienfaiteur dans l'adversité, devenoit son vassal. Ce changement de fortune ne permettoit plus la même confiance. Les intérêts du roi n'étoient plus les mêmes que ceux d'un dauphin fugitif & disgracié. Louis sentoit l'embaras de sa position d'autant plus vivement, qu'il ne pouvoit le témoigner sans se noircir d'une ingratitude manifeste, dans un temps où il n'étoit pas encore assuré de manquer impunément à la reconnoissance. Il fit adroitement insinuer au duc qu'un apareil si formidable n'étoit pas nécessaire pour une cérémonie aussi tranquille que celle de son inauguration; qu'il étoit même à craindre que les habitants des provinces ruinées par la marche d'une si grande multitude de gens de guerre, ne conçussent un augure peu favorable au commencement de son regne. Enfin il le fit prier d'en renvoyer la plus grande partie, & de ne réserver que les plus distingués d'entre eux. Le duc de Bourgogne qui agissoit de bonne foi, ne fit aucune difficulté de se conformer aux intentions du roi. Il licencia ses troupes & prit la route de Reims accompagné seulement de quatre mille combattants, l'élite de sa noblesse.

Idem, ibid.

Le roi reçut à Avesnes les députés des villes & des cours souveraines. Le parlement de Paris avoit nommé trois présidents, quelques conseillers, & le procureur-général. Lorsque l'archevêque de Reims, Jean Juvénal des Ursins, fut admis à l'audience, le monarque lui recommanda plusieurs fois d'être court, ce qui sembloit annoncer déjà la diminution du crédit de cete maison honorée de la plus haute considération

fidération sous le regne précédent. On célébra dans l'église d'Avesnes un service solennel pour le repos de l'ame du feu roi. Louis acompagné du duc de Bourgogne, des comtes de Charolois & d'Etampes, de Jaques de Bourbon & d'Adolphe de Cleves, assista vêtu de deuil à cete cérémonie, & le service fait, dit le continuateur de Monstrelet, *incontinent se vêtit de pourpre, qui est à la coutume de France, parce que si-tôt comme le roi est mort, son fils plus prochain se vest de pourpre & se nomme roi, car le royaume n'est jamais sans roi.* Ce ne fut donc point pour manifester une joie indécente qu'il prit un habit de pourpre, ainsi qu'on l'a cru trop légèrement, mais pour se conformer à l'usage pratiqué par ses prédécesseurs. La cour prit ensuite le chemin de Reims.

AN. 1461.

Le duc de Bourgogne dut être satisfait des honeurs qui lui furent rendus; on peut même dire qu'ils furent poussés jusqu'à l'affectation. Le nouveau monarque n'étoit point avare de ces démonstrations extérieures; il s'en monroit peu jaloux pour lui-même, & les prodiguoit volontiers aux autres. Par ses ordres exprès les députés vinrent au-devant du duc jusqu'à l'abaye de Saint-Thierri. L'archevêque le reçut aux portes de la ville: on lui présenta les clefs. L'orateur qui le complimenta dit, qu'on lui étoit redevable de la conservation du souverain. On n'aloit prendre l'ordre que de lui pendant tout le temps que la cour séjourna dans Reims. On eût dit que Louis en cete occasion vouloit épuiser toute sa reconnoissance.

Sacre de Louis XI.

Ibid.

La cérémonie du sacre se fit à l'ordinaire. Les six pairs ecclésiastiques y assisterent, excepté l'évêque de Noyon, qui fut remplacé par celui de Paris. Le duc de Bourgogne restoit seul des six anciens pairs laïques. Les cinq autres furent représentés par le duc de Bourbon, les comtes d'Angoulême, de Nevers, d'Eu, & de Vendôme. Jean, bâtard d'Armagnac, à qui le roi donna cete année même le comté de Comminge, fit les fonctions de l'office de connétable, vacant depuis la mort d'Artur de Richemont, duc de Bretagne: Joachim Rohaut, celle de grand écuyer, au lieu de Poton de Xaintrailles, qui pour lors étoit en Guyenne, & que son âge avoit empêché de se rendre auprès du nou-

Idem, Ibid.

AN. 1461.

veau monarque. Antoine de Croï venoit d'être nommé grand-maître de la maison du roi au lieu de Jaques de Chabannes qui, redoutant la colere du roi, avoit déjà pris le parti de chercher son salut dans la fuite. La fuite de l'histoire nous fournira nécessairement l'ocasion de rapporter les aventures de ce seigneur, exemple singulier de l'inconstance de la fortune.

Idem, ibid.

Louis, avant que de recevoir l'onction royale, tira son épée qu'il présenta au duc de Bourgogne, en le priant de lui conférer l'ordre de chevalerie, nouveauté qui surprit tous les assistants, attendu, disent les auteurs contemporains, *que tous les fils des rois de France sont faits chevaliers sur les fonds à leur batême.* Le duc, après s'être défendu quelque temps, céda enfin aux instances du souverain en lui donnant l'acolade, ainsi qu'aux seigneurs de Beaujeu & de Bourbon, freres du duc de ce nom, aux deux fils du seigneur de Croï, & au trésorier, maître Jean Bureau. Quel que fût le mérite personnel de ce dernier, il n'étoit pas certainement d'une naissance à partager les honneurs militaires avec son souverain. On crut sans doute que les services importants qu'il avoit rendus à l'Etat supléoient à ce défaut. Peut-être l'eût-on loué, si plus modeste, il se fût contenté d'être admis à la chevalerie, avec la foule de ceux qui furent reçus le même jour, car on en fit tant, que le duc de Bourgogne en fut *tenné*, disent les chroniques, & commit aux seigneurs de sa suite le soin de continuer les réceptions. Nous avons remarqué en rapportant les causes de la décadence de notre ancienne chevalerie, les inconvénients qui résultoient de ces promotions multipliées.

Idem, ibid.

Les douze pairs de France, suivant la coutume observée jusqu'alors, eurent l'honneur d'être admis à la table du monarque. Lorsqu'on eut desservi, le duc de Bourgogne se mit à genoux devant le roi, & le conjura, par les motifs les plus pressants de la religion & de l'humanité, de pardonner à tous ceux qui, sous le regne précédent, avoient eu le malheur de lui déplaire, & de conserver dans leurs emplois les officiers qui avoient servi le roi son pere, avec fidélité. Cete généreuse supplication étoit en même temps un conseil salu-

taire dont Louis auroit dû profiter ; mais trop occupé du desir de satisfaire ses anciens ressentiments, ses projets de vengeance ne s'accordoient pas avec ce qu'on exigeoit de lui. Il n'avoit pas une ame faite pour oublier les injures. Il affecta toutefois de paroître touché de la priere du duc , & promit de pardonner le passé , n'exceptant de cete amnistie générale que sept personnes qu'il ne nomma pas. A la faveur de cete restriction il se ménageoit le choix de ses victimes.

AN. 1461.

Le roi acabloit le duc de Bourgogne d'égards & de déférences. Ce prince de son côté y répondoit avec une franchise qui ne laissoit aucun lieu de douter que l'union la plus sincere & la plus intime ne régnât entre les deux cours ; mais cete liaison aparente couvroit déjà des sentiments & des intérêts oposés. Le monarque par des témoignages excessifs de condescendance , aquitoit les detes du dauphin , & le duc qui depuis si long-temps vivoit avec lui , le connoissoit trop pour s'y laisser tromper. *Cet homme*, disoit-il en parlant du roi , *ne régnera pas long-temps en paix sans avoir un merveilleusement grand trouble*. Ce sont les propres expressions du duc de Bourgogne rapportées par un envoyé que le comte de Dammartin lui avoit dépêché à Reims , pour ménager sa réconciliation.

Idem, ibid.

• Par le vingt-cinquieme article de la paix d'Aras , il étoit formellement exprimé que le duc de Bourgogne ne seroit point tenu pendant sa vie de rendre hommage à Charles VII, ni à ses successeurs rois de France , & que si dans ledit traité , ou autre acte quelconque , le roi avoit été apelé son souverain , ce titre ne pouroit porter atteinte à cete entiere exemption du devoir du vassal. En observant à la lettre une convention si précise , le roi n'étoit point en droit d'exiger que le duc lui rendît hommage , à-moins qu'on n'aléguât l'invalidité d'une renonciation que Charles avoit pu faire pour lui-même , & non pour ses successeurs. Le duc se fit honneur de prévenir volontairement tout sujet de contestation à cet égard. Non content de rendre hommage de ses domaines relevants de la couronne , il voulut encore que ce serment de fidélité comprît généralement toutes ses possessions. Ce fut le 17 Août , deux jours après la cérémonie du sacre ,

Hommage
du duc de
Bourgogne.
Ibid.
Trésor des ch.

AN. 1461.

qu'il reconnut le roi pour son souverain en présence du comte de Charolois, des ducs de Bourbon & de Cleves, de l'archevêque de Lyon, des évêques de Liège, de Langres & de Tournai, des comtes d'Etampes & de Dunois, des seigneurs de Croi, de Montauban & du bâtard d'Armagnac. Voici les termes dans lesquels cete reconnoissance fut exprimée : *Mon très redouté seigneur, je vous fais hommage présentement de la duché de Bourgogne, des comtés de Flandre & d'Artois, & de tous les pays que je tiens de la noble couronne de France, & vous tiens à seigneur & vous en promets obéissance & service, & non pas seulement de celles que je tiens de vous, mais de tous mes autres pays que je ne tiens point de vous, & d'autant de seigneurs & de nobles hommes, de gens de guerre & d'autres qui y sont que j'en pourai traire (tirer), je vous promets faire service avec mon propre corps, tant que je vivrai, avec aussi quant que (tout ce que) je pourai finer (fournir) d'or & d'argent.* On peut encore voir dans les lettres de réception, l'hommage de la pairie distingué de celui de la terre pour le duché de Bourgogne & le comté de Flandre.

Entrée du roi
à Paris.

Continuat. de
Monstrelet.

Chr. de Fr.

Hist. de la
ville de Paris.

Regist. du par-
lement.

Histoire de
Louis XI.

Preuves just.
de la nouv. édi-
tion de Ph. de
Comm.

De Reims le roi vint à Saint-Denis, où il fit célébrer un service solennel pour le repos de l'ame de son pere. L'évêque de Terni, nonce du pape, y leva, dit-on, au nom de sa sainteté, l'excommunication encourue par Charles VII, pour l'établissement de la pragmatique-sanction ; formalité d'absoudre un mort, aussi ridicule en elle-même qu'injurieuse à la mémoire du monarque. Le fils étoit trop peu jaloux du respect dû à l'auteur de ses jours, pour se montrer sensible à cet affront, qui d'ailleurs s'acordoit avec le dessein qu'il avoit formé de condaner par sa conduite tout ce qui s'étoit fait sous le règne précédent. Il s'arêta quelque temps à Saint-Denis, tandis qu'on dispoisoit les préparatifs de son entrée dans la capitale. Cete cérémonie fut plus pompeuse qu'aucune de celles qui l'avoient précédée. Le cortège du monarque montoit à douze mille chevaux. Dans cete multitude de princes & de noblesse dont le souverain étoit environné, personne ne parut avec autant d'éclat que le duc de Bourgogne. Ses habits couverts de pierres précieuses, ainsi que le harnois de son cheval, furent estimés un million d'é-

cus, somme exorbitante pour ce siècle. C'étoit lui qui faisoit les honneurs de la ville. Il y étoit arrivé la veille. Il vint au-devant du roi qui l'atendoit dans la campagne, & prit avec lui le chemin de la porte Saint-Denis. Le duc avoit pour sa garde cent archers commandés par deux chevaliers. Les archers de la garde du roi étoient au nombre de cent vingt. *Chacun de ces archers avoit à côté de lui son valet-de-pied.* Louis parut monté sur un cheval blanc. *Il étoit vêtu d'une robe de soie blanche sans manches & asublé, disent les chroniques, d'un petit chaperon loqueté, (c'est-à-dire, découpé à pointes) ce qui devoit produire un effet assez ridicule.* Ce prince extraordinaire en tout, se piquoit d'affecter une grande simplicité dans ses habillements, qu'il ne relevoit pas par ses grâces extérieures, si nous en jugeons d'après les portraits que nous avons de lui. Il étoit suivi de deux hommes d'armes à pied, portant chacun une hache en sa main. Quatre bourgeois de Paris soutenoient au-dessus de sa tête un ciel ou dais de drap d'or. Il fut reçu aux portes de la ville par les députés des compagnies souveraines. Le duc d'Orléans, retenu par son grand âge & ses infirmités, ne sortit point. Quand le monarque fut arrivé à la porte Saint-Denis, deux anges descendirent & lui posèrent une couronne sur la tête. Il fit en entrant plusieurs chevaliers. Un héraut nommé *Loyal Cœur*, revêtu des armes de la ville, vint lui présenter cinq dames montées sur des chevaux de prix. Chacune de ces dames figuroit une des lettres qui entrent dans la composition du nom de *Paris*. Elles réciterent des vers analogues à leurs personnages. Des acteurs représentant le clergé, la noblesse, & le tiers état, paroissoient dans un vaisseau élevé contre la porte. Du mât de ce vaisseau terminé en fleurs-de-lis, sortoit un roi revêtu des attributs de sa dignité. Toutes les rues étoient décorées de représentations pantomimes de mystères.

A la fontaine du Ponceau « on voyoit trois belles filles faisant personnages de syrenes toutes nues (indécence qui ne donne pas une idée avantageuse des mœurs de ce siècle), & chantoient de petits moiets ou chansons & bergerettes, & près d'elles jouoient plusieurs bas instruments qui rendoient de

AN. 1461.

» *grandes mélodies* ». On avoit représenté l'assaut de la forteresse de Dièpe, l'une des premières occasions où Louis n'étoit encore que dauphin, avoit signalé son courage. Le pont-au-change étoit entièrement couvert de riches tapisseries, & lorsque le roi passa, les oiseleurs donnerent l'essor à deux cents douzaines d'oiseaux, suivant *qu'ils sont tenus de ce faire*, dit le moine de Saint-Denis, *parce qu'ils ont sur le dit pont lieu & place les jours de fêtes, pour vendre leurs oiseaux*. Lorsque la marche approcha du quartier des haies, un boucher s'écria en voyant le duc de Bourgogne : *Franç & noble duc de Bourgogne, vous soyez le bien venu en cete ville de Paris, long-temps a que vous n'y futes, combien que vous y ayez été moult désiré !* C'étoit un reste de nos anciennes factions, & qui annonçoit que le parti Bourguignon subsistoit encore dans Paris. Lorsque le roi eut fait sa prière à la cathédrale, & prêté le serment acoutumé de garder les franchises ecclésiastiques, ainsi que nous l'avons observé en rapportant les cérémonies usitées sous les regnes précédents, il vint tenir *cour pléniere* au palais, & le lendemain il alla loger à l'hôtel des Tournelles.

Louis étoit âgé de trente-huit ans lorsqu'il monta sur le trône. Il devoit avoir toute l'expérience & la maturité nécessaires pour gouverner. Le royaume étoit florissant & tranquille, nul ennemi redoutable au-dehors. L'autorité suprême plus puissante & plus respectée qu'elle ne l'avoit été sous aucun de ses prédécesseurs depuis l'élévation de la troisième race, affermissoit le sceptre dans ses mains. Instruit par les égarements de ses premières années, il avoit de plus sous les yeux l'exemple récent de la sagesse & des vertus de son père. Jamais roi n'avoit pris le timon de l'Etat avec de pareils avantages & dans des circonstances plus propices. Il ne tenoit qu'à lui de se rendre heureux en faisant le bonheur d'une nation, qui par son amour pour ses souverains, méritoit de leur part l'affection la plus tendre. Assuré de l'attachement des peuples, il pouvoit sans effort subjuguier l'estime des puissances voisines, régner en grand homme, & laisser une mémoire chérie de la postérité.

Changement
d'officiers.
Ibid.

Si l'on excepte quelques particuliers, qui par un entier

dévouement à Charles VII, s'étoient attiré la haine déclarée de son fils, la plupart des grands officiers, les ministres, les membres du conseil, les chefs de la magistrature, ceux en un mot qui par leurs emplois se trouvoient à la tête de l'administration, croyoient n'avoir rien à redouter du changement de souverain. C'étoit toujours le même enchaînement d'affaires, & les mêmes intérêts. Le roi toutefois ne s'étoit pas encore expliqué. Ce ne fut qu'après la cérémonie de l'entrée qu'il fit connoître ses intentions. Il déposa le chancelier des Urins pour conférer cette dignité à Paris de Morvilliers. Jean de Rohan, baron de Montauban, obtint la charge d'amiral au lieu de Jean de Bueil, comte de Sancerre. Ce même seigneur de Montauban remplaça Guillaume de Harcourt dans celle de chambélan. Le maréchal de Lohéac fut destitué, & son office donné au comte de Comminges, bâtard d'Armagnac. Le prévôt de Paris, plusieurs magistrats du parlement, de la chambre des comptes, de la cour des aides, des requêtes, les généraux des monnoies, perdirent également leurs emplois. On eût dit que Louis avoit résolu de ne laisser en place aucune des créatures du feu roi, & que dans l'appréhension qu'il n'en échappât à ses recherches, il s'efforçoit de les enveloper dans une proscription générale.

Pour se former une juste idée du commencement de ce regne, il ne faut que prendre le contre-pied du regne précédent. *Cousinot*, bailli de Rouen, recommandable par ses services & son mérite personnel, fut arrêté. Chabannes, pour éviter une disgrâce peut-être encore plus funeste, se tenoit caché, tandis que le petit nombre d'amis qui lui restoient dans son malheur, atendoient l'instant propice de solliciter en sa faveur. Ce bouleversement presque universel dans les fortunes & les dignités, remplissoit les esprits d'espoir & d'alarmes.

L'arbitre de ces divers mouvements n'étoit pas le moins agité. C'est quelquefois un bonheur pour un homme en place qui a servi utilement sa patrie & son souverain, d'être rendu à lui-même. Le moins heureux & le moins libre de tous les hommes est un roi, qui mettant le caprice & l'hu-

AN. 1461.

meur à la place de la raison & de l'équité, se laisse enchaîner par la passion qui le domine. Qui oseroit entreprendre de briser ses liens? Il peut tout.

Abolition du
duc d'Alen-
çon & du
comte d'Ar-
magnac.

Dans le même temps que le monarque ataquoit sans distinction tous ceux qui avoient eu part aux affaires sous l'administration précédente, il se faisoit un plaisir de rétablir les disgraciés. A son avènement à la couronne, il ordonna qu'on élargît le duc d'Alençon, & peu de temps après il fit expédier des lettres qui le rétablissoient dans tous ses biens, honneurs & dignités. Jean d'Armagnac, condamné par arrêt du parlement, obtint également des lettres d'abolition, & la restitution de ses domaines confisqués. Tels furent les premiers essais que le nouveau monarque fit de la puissance suprême, & dont il ne tarda pas à se repentir. Le duc de Bourgogne, témoin de cete conduite, avoit discontinué de lui donner des conseils dont il n'étoit pas en état de profiter. Il est assez singulier de voir Louis au commencement de son regne changer tout à sa fantaisie, ne ménager la haine de personne, & dans le même temps ne rien négliger pour rétablir l'union & la tranquillité chez ses voisins. Il employa de si pressantes sollicitations auprès du duc de Bourgogne, qu'il fit la paix du comte de Saint-Paul, & réconcilia ce dernier avec les seigneurs de Croï, sans paroître s'inquiéter si cete réunion n'excitoit pas le ressentiment secret du comte de Charolois. Il n'y avoit pas un mois qu'il gouvernoit, & ses démarches avoient déjà jeté les racines d'un mécontentement presque général.

Enfin il partit de Paris pour aler visiter la reine sa mere à Amboise. Avant son départ il voulut aler prendre congé du duc de Bourgogne qui logeoit à l'hôtel d'Artois. Le duc informé de son arrivée courut au-devant de lui jusqu'au milieu de la rue. Il se mit à genoux devant le monarque qui descendit aussi-tôt de cheval pour le relever, & tous deux se rendirent à l'hôtel. Là furent renouvelées de part & d'autre les protestations de service, de fidélité, de reconnoissance. Louis répéta en présence des princes & des seigneurs, qu'il étoit redevable au duc de la couronne & de la vie. Le roi prit la route de la Loire; le duc de Bourgogne celle de la Flandre,

dre, & le comte de Charolois celle de la Bourgogne, tous trois également satisfaits les uns des autres, du - moins en apparence.

Parmi les fujets de plaintes avancés contre la régie de l'ancien ministère, on n'avoit pas manqué d'insister fortement sur la dissipation des finances & l'excès des impositions; car ces reproches séduisent presque toujours le peuple, assez dupe pour croire que les mécontents du gouvernement s'occupent du soin de le soulager. On ne s'atendoit pas que le nouveau souverain dût augmenter les subfides, au-lieu de les modérer. A peine fut-il informé de la mort de son pere, qu'il ordonna une taxe générale dans toutes les provinces du royaume. Cete taxe jugée nécessaire, attendu l'état où il se trouvoit depuis sa retraite, fut acquitée sans murmurer. Lorsqu'il vint à Reims, il fit aux habitants les plus magnifiques promesses, entre autres il s'engagea solennellement de ne point établir de nouvelles impositions; serment dont il perdit la mémoire en sortant de la ville. Les Rémois surpris de voir, contre leur atente, le renouvellement public du bail des gabelles & exactions acruës & surchargées, prirent les armes, enfoncerent les bureaux, déchirerent les registres, massacrerent les adjudicataires, & brûlerent leurs contrats. Cete fâcheuse nouvele fut portée au roi, qui chargea le seigneur de Mouhi, d'autres disent le maréchal de Rohault, de réprimer cete sédition. On fit entrer dans la ville des gens de guerre déguisés en laboureurs & en marchands. On se faisit de quatre-vingts des plus coupables, dont six furent punis de mort, ainsi que le chef de la révolte. Les autres obtinrent leur grace à la recommandation du duc de Bourgogne. Il y eut encore à ce sujet quelques émeutes dans d'autres villes, teles qu'Angers, Alençon & Aurillac dans l'Auvergne; mais réprimées dès leur naissance, tout rentra dans le devoir.

Ce seroit une négligence impardonnable de ne pas rapporter la perte que la France fit d'un des plus fameux guèriers qui ayent illustré notre nation. Pothon de Xaintrailles, successivement grand écuyer, maréchal de France & sénéchal du Bordelois, comblé de gloire & de jours, mourut à Bordeaux

AN. 1461.

Séditions
dans quelques
villes.

Idem, Ibid.

Mort de Pothon de Xaintrailles.

Continuat. de Monstrelet.

AN. 1461.

vers le milieu du mois de Septembre. Emule d'honneur, ami, compagnon de Lahire, ces deux héros prodiguerent leur sang pour le salut de la patrie. La mémoire de leurs noms respectés & chéris dans tous les siècles, doit durer autant que cet empire. Nos derniers descendants ne pourront les entendre prononcer sans se sentir pénétrés de cete tendre vénération qu'inspire dans un défenseur de l'Etat le vrai courage éclairé par la générosité.

Le roi va à
Tours. Graces
accordées au
comte de Charo-
lois.
Ibid.

Le roi ne s'arêta que pendant quelques jours près de la reine sa mere, & se rendit ensuite d'Amboise à Tours, où le comte de Charolois vint le trouver à son retour de Bourgogne & d'un pèlerinage que, suivant la dévotion du siècle, il avoit fait à Saint-Claude. Ce prince fut reçu à la cour de France avec des distinctions extraordinaires. Le monarque, non content de le défrayer, ainsi que toute sa suite, & de lui procurer tous les divertissements imaginables, ne lui refusa aucune des graces qu'il parut desirer. Ce fut pendant ce voyage qu'il lui accorda une abolition générale de tous les attentats commis par les sujets du duc de Bourgogne contre les arrêts du parlement. Les lettres même qui furent expédiées en conséquence, ne prescrivoient aucune réparation. On peut se rapeler les plaintes portées à diverses reprises par le procureur-général sous le regne précédent, contre les fréquentes désobéissances des officiers du duc. Le comte de Charolois séjourna près d'un mois à Tours. Il fut en partant établi lieutenant-général de la province de Normandie, & gratifié d'une pension annuelle de trente-six mille livres. Avant que de retourner à Bruxelles, il alla prendre possession de son nouveau gouvernement, où les habitants lui prodiguerent, par ordre exprès du roi, tous les honneurs qu'on auroit pu décerner au souverain. On ne conçoit pas trop quele étoit la politique de Louis de confier à l'unique héritier de la puissante maison de Bourgogne, l'important gouvernement du duché de Normandie. C'étoit se donner volontairement des entraves qu'il ne pouvoit pas être sûr de briser facilement. Si l'on suppose qu'il avoit dessein de gagner l'attachement de ce prince à force de bienfaits, il le connoissoit mal; & cete confiance aveugle fait tort à son jugement

Peut-être se croyoit-il assez de supériorité pour ne douter de rien. Il avoit certainement plus d'esprit que le comte de Charolois; mais quelque'avantage qu'il eût à cet égard, la suite des événements nous prouvera que, s'il prit dans presque toutes les occasions l'ascendant sur *Charles le Téméraire*, il n'en fut pas moins redevable à des circonstances étrangères & souvent fortuites, qu'à l'étendue de ses lumières. Dans le même temps qu'il combloit le comte de Charolois de témoignages de confiance & d'amitié, il confirmoit secrètement, au mépris des serments les plus solennels, l'aliance que Charles VII avoit contractée avec les Liégeois, ennemis déclarés de cete même maison de Bourgogne à laquelle il paroïssoit tout sacrifier. Il fut plus d'une fois la dupe de cete politique peu honorable.

Ce fut encore à la priere du comte que Sommerfet obtint sa liberté. Ce seigneur, après la dernière bataille de Saint-Albans, où la fortune de Henri succomba sous les armes victorieuses d'Edouard, s'étoit réfugié en France où il comtoit trouver un asile assuré. Charles VII qui favorisoit le parti de la maison de Lencastre, étant mort sur ces entre-faites, le comte de Sommerfet avoit été arrêté à Tours par ordre du nouveau monarque. Le comte de Charolois, ennemi de la maison d'York, peut-être par la seule raison que le duc son pere s'étoit déclaré pour elle, engagea le roi à permettre que Sommerfet se retirât à Bruges, jusqu'à ce qu'il se présentât une occasion favorable de repasser en Angleterre.

Louis revêtu de la puissance suprême, libre par conséquent de manifester son humeur sans contradiction, retranchoit, ajoutoit, changeoit à son gré, faisoit des essais en tout genre, sans paroître porter ses vues dans l'avenir. Avec de pareilles dispositions, il ne falloit pour le tromper que le desir d'y réussir, & l'adresse de profiter du moment. Pie II, attentif à ce qui se passoit en France, & que l'inutilité des tentatives qu'il avoit employées auprès de Charles VII pour l'abolition de la pragmatique n'avoit pas rebuté, ne doutoit pas qu'il ne fût facile d'obtenir du nouveau roi la destruction de ce rempart des libertés de notre Eglise. Il se souve-

Abolition de la Pragmatique.

*Du Tillet.
Pasquier.
Trésor des Chartres.*

Conf. des ordonnances.

*Loix eccléf.
Hist. eccléf.
Histoire de l'université.
Histoire de Louis XI.*

AN. 1461.
Preuves de
Comm.
Spicil. &c.

noit que ce prince, n'étant encore que dauphin, l'avoit fait assurer qu'aussi-tôt qu'il se veroit possesseur du trône, il donneroit à cet égard toute la satisfaction que la cour de Rome pourroit desirer. Le temps étoit venu d'effectuer cete promesse. Le pontife chargea l'évêque d'Aras, qu'il venoit de nommer légat à latere en France, de rapeler au monarque le souvenir de sa parole. Personne n'étoit plus capable de s'acquiter de cete commission que ce prélat. Il se nommoit *Jean Joffrédy*, né dans un bourg de la Franche-Comté, sujet & créature de la maison de Bourgogne, qui de l'état de simple religieux de l'abaye de Luxeuil, ordre de Cluni, l'avoit élevé à l'épiscopat, intrigant, ambitieux, subordonnant à son intérêt toute autre considération, & sur-tout insatiable de bénéfices & de dignités. La pourpre Romaine offerte pour récompense de ses services, étoit un motif trop puissant pour ne pas garantir l'ardeur & la sincérité de son zele. Il ne falloit pas d'ailleurs s'épuiser en moyens pour le succès de cete négociation. Le roi, par l'abolition de la pragmatique, détruisoit l'ouvrage de son pere. L'évêque d'Aras, en lui représentant les premiers engagements que n'étant encore que dauphin, il avoit contractés avec la cour de Rome, lui fit entendre que cete démarche affermiroit son autorité; qu'il disposeroit toujours des bénéfices par sa recommandation auprès du pape, que la reconnoissance engageroit à ne lui rien refuser: que les princes & les seigneurs n'ayant plus d'influence dans les élections, perdroient le moyen de se faire des partisans dans le clergé; qu'il y auroit toujours un légat en France à qui sa majesté pourroit s'adresser pour toutes les graces qu'elle desireroit obtenir du saint Siege. A ces promesses Joffrédi ajouta, que le saint pere étoit dans la résolution de donner au duc de Calabre l'investiture du royaume de Naples. Pie ne s'étoit pas expliqué positivement sur cet article; mais son agent auroit encore promis davantage, s'il avoit été nécessaire pour réussir. Il n'y avoit que la gloire de placer sur le trône un prince de la maison de France, projet dans lequel le feu roi avoit échoué, qui pût toucher Louis, assez peu sensible d'ailleurs aux intérêts du duc de Calabre. Tandis qu'on faisoit jouer ces divers ressorts pour détermi-

ner le monarque, il reçut un bref, par lequel le pape lui mandoit qu'il aprenoit avec la plus grande satisfaction le dessein qu'il avoit formé de détruire la pragmatique-sanc-tion dans ses États. Il lui donnoit en même temps des éloges qui pour tout autre prince, eussent été des reproches. « Vous » vous montrez un grand roi, disoit-il, qui ne se laisse point » gouverner, mais qui gouverne par lui-même : vous ne » voulez point mettre en délibération si l'on doit faire ce que » vous sçavez devoir être fait. C'est-là véritablement être » roi & bon roi ». L'adroit pontife qui craignoit le mauvais éfet des représentations, sçavoit aussi que la passion dominante du roi étoit de ne prendre conseil que de lui-même. Cete confiance excessive en ses propres lumieres fut la source de presque toutes les fautes qu'il commit pendant le cours de son regne.

Si la présomption ne l'eût pas aveuglé, le roi auroit facilement reconnu le piege qu'on lui tendoit; mais se croyant le plus grand politique de son siècle, persuadé qu'il n'étoit pas possible de le tromper, obsédé par un prélat ambitieux & intéressé, enivré des louanges que le pape lui produi-guoit, abusé par des promesses vagues, entraîné par son hu-meur & par le plaisir d'abroger une constitution à laquelle il n'avoit pas présidé, il fit tout ce qu'on voulut, en s'imaginant n'agir que de son propre mouvement. Quand le souverain pontife auroit dicté lui-même les lettres de révocation, il n'auroit pu employer des expressions plus favorables à l'au-torité illimitée du saint Siege, & plus contraires en même temps à la majesté de nos rois, aux prérogatives, à la digni-té des églises de France, à la sagesse de nos loix, à l'honneur de notre magistrature. Il est à présumer que les secrétaires qui rédigerent cet acte, avoient été gagnés. Le roi, après avoir assuré le saint pere de son obédience filiale, lui déclare qu'il n'a rien plus à cœur que de s'acquiter de la promesse qu'il lui avoit faite avant son avènement à la couronne, d'a-bolir *cete constitution apelée Pragmatique*, quoiqu'arêtée avec mûre délibération dans une assemblée générale des prélats du royaume; attendu que cete constitution établie dans un temps de révolte, étoit injurieuse au saint Siege. *Notre con-*

AN. 1461.

seiller (l'évêque d'Aras), dit le roi, nous a fait connoître de votre part que cete Pragmatique en portant atteinte à votre autorité, élevoit en quelque sorte un temple à la licence des prélats de notre royaume : c'est, ainsi que dit l'écriture en parlant de Sennachérib armé contre le Très Haut, comme si la verge s'élevoit contre celui qui la leve, ou le bâton qui se glorifieroit, quoiqu'il ne soit par lui-même qu'un bois inefficace & sans vertu. Quoique la plupart des hommes instruits s'efforcent de nous détourner de notre dessein, nous avons, suivant que vous nous l'avez mandé, abrogé jusqu'à la racine, & rejeté de toutes les terres de notre obéissance, cete Pragmatique. * Servez-vous donc désormais dans notre royaume de votre puissance, ainsi que vous le voudrez ; & si quelqu'un réclamoit contre vous, nous promettons en parole de roi d'exécuter vos mandemens nonobstant toute apellation, & nous réprimerons, conformément à vos ordres, ceux qui oseront vous désobéir. C'est ainsi que le roi s'efforçoit, par les plus fortes démonstrations d'une obéissance sans réserve, de répondre aux caresses ambiguës du saint pere, qui dans un bref adressé à l'évêque d'Aras, chargeoit ce prélat d'assurer son très cher fils, le roi de France, qu'il commençoit à vouloir l'aimer merveilleusement.

Spicil. Miscel.
epist. diplom.

L'évêque d'Aras, porteur de cete lettre & de l'original de la Pragmatique, partit pour Rome. On n'avoit rien négligé pour relever la pompe de l'ambassade qui acompagnoit Joffrédi. Le seigneur de Chaumont étoit le chef de la légation composée des évêques de Coutances, d'Angers, de Saintes & du bailli de Lyon. Les députés furent reçus avec des honneurs extraordinaires. Presque tous les cardinaux sortirent au-devant d'eux. L'évêque d'Aras qui sur la route avoit appris son élévation à la pourpre Romaine, reçut le chapeau des

* Les termes de ces lettres sont si peu conformes à la grandeur de nos monarques, que nous croyons devoir placer ici les expressions mêmes du texte, dans la crainte qu'on ne nous accuse de les avoir dénaturées par une traduction exagérée. *Dum per Pragmaticam ipsam summa in ecclesia tua sedis autoritas minuitur, praelatis in regno nostro quoddam licentia templum per illam praestruitur... Utere igitur deinceps in regno nostro potestate tua ut voles... Quod si forte obniventur aliqui aut reclamabunt, nos in verbo regio pollicemur tua beatitudini exequi tua mandata, omni appellationis aut oppositionis obstaculo prorsus excluso, eosque qui tibi contumaces fuerint pro tuo jussu comprimemus & refranabimus.* Preuves de Commines, p. 357. MS. de la bib. r.

main du pape le jour même qu'il fut admis à la première audience. Dans sa harangue il s'attacha principalement à faire valoir le sacrifice que le roi son maître faisoit, ajoutant qu'il espéroit qu'en reconnaissance sa sainteté accorderoit au duc de Calabre l'investiture du royaume de Naples. Le pontife s'épuisa en compliments, en éloges, & ne parla point des droits de la maison d'Anjou. Les jours suivants les ambassadeurs revinrent à la charge, & pressèrent de nouveau le pape de s'expliquer, sans pouvoir obtenir une réponse positive. Il se contenta de leur dire, qu'à son avènement au pontificat, Ferdinand se trouvant en possession de la couronne, il n'avoit pu se dispenser de lui en donner l'investiture : qu'il étoit au surplus disposé à rendre justice aux deux compétiteurs, s'ils vouloient le faire arbitre de leurs prétentions.

AN. 1461.

Dès que la nouvele de l'abolition de la Pragmatique fut publiée dans Rome, le peuple s'abandonna aux transports de la joie la plus immodérée. La ville fut illuminée, les travaux cessèrent. Les Romains dans l'excès de leur ivresse, traînerent dans les rues l'acte original de la constitution qu'on venoit d'abroger : il n'y eut si vil artisan qui ne prétendît partager les honneurs de cet insolent triomphe. Le pape témoin de cet outrage fait à l'honneur de notre nation par une populace méprisable, s'il ne l'ordonna pas, le toléra du-moins. Cependant il envoya une épée bénite au roi : ce fut tout le fruit que ce prince recueillit d'une démarche si contraire à ses intérêts.

Insolente joie de la populace de Rome à l'occasion de l'abolition de la Pragmatique. *Ibid.*

Louis reconnut sa faute, mais dans le temps qu'il ne pouvoit plus la réparer qu'en se rétractant. Honteux d'avoir été joué, lui qui se croyoit le plus fin des hommes, le poids de son ressentiment tomba sur l'évêque d'Aras qui fut disgracié. Ce prélat artificieux trouva le moyen de faire sa paix, en persuadant au monarque qu'il avoit été trompé le premier. Il fut renvoyé à Rome accompagné de Bournazel, sénéchal de Toulouse. Le pape donna audience en plein consistoire aux ambassadeurs de France. « Le roi mon maître, dit Bournazel, a prié votre sainteté de rapeler les troupes ecclésiastiques envoyées au secours de Ferdinand; vous sçavez que ce n'est qu'à cete condition qu'il a aboli la Pragmatique.

Le roi trompé envoie une seconde ambassade à Rome.

Rapporté par M. Duclos. dans l'hist. de Louis XI.

AN. 1461.

Ibid.

» Il a voulu que dans son royaume on vous rendît une pleine
 » & entière obéissance. Il vous demande encore de vouloir
 » bien être ami de la France, sinon j'ai ordre de comman-
 » der à tous les cardinaux François de se retirer ». Tout le
 sacré college étoit d'avis que le saint pere donnât au roi de
 France la satisfaction que son ministre exigeoit ; mais Pie II
 informé par l'évêque d'Aras qu'il y avoit un ordre secret de
 ne point éfectuer ces menaces, répondit : « Nous avons de
 » très grandes obligations au roi de France ; mais elles ne
 » lui donnent pas le droit d'attendre de nous des démarches
 » contraires à la justice & à notre honneur. Nous avons en-
 » voyé à Ferdinand du secours en vertu des traités contrac-
 » tés avec lui. Que le roi de France oblige le duc d'Anjou
 » de mettre bas les armes, & de poursuivre ses prétentions
 » par les voies juridiques. Si Ferdinand refuse de s'y sou-
 » mettre, alors nous nous déclarerons contre lui ; nous ne
 » ne pouvons promettre rien de plus. Au reste, si les Fran-
 » çois qui sont dans cete cour veulent se retirer, les portes
 » leur sont ouvertes ». Par cete réponse altière, l'impé-
 rieux pontife sembloit vouloir se venger de la contrainte à
 laquelle il s'étoit vu réduit en affectant pour le roi des témoi-
 gnages d'attachement & de bienveillance qu'il ne sentoît pas.
 Il croyoit n'avoir plus besoin de lui, il cessoit de le ménager.
 On laisse au lecteur le soin de caractériser une pareille con-
 duite. A force d'employer les manœuvres de cete politique
 insidieuse, doit-on s'étonner qu'on soit parvenu à braver
 des pièges trop souvent tendus par l'ingratitude & la mau-
 vaise foi ?

Mécontente-
 ment de l'évê-
 que d'Aras,
 instigateur de
 la révocation
 de la Pragma-
 tique.

Ibid.

L'évêque d'Aras, après avoir trahi l'Eglise, son prince &
 sa patrie, ne mettoit point de bornes aux espérances que
 son infidélité lui avoit fait concevoir. Les sieges de Besan-
 çon & d'Albi vinrent à vaquer dans le même temps. Atten-
 dant tout de la reconnoissance du pape, il le pria de réunir
 sur sa tête ces deux prélatures, dont le saint pere se con-
 tenta de lui laisser le choix. Joffrédi, outré de ce refus, fut
 toutefois obligé de dissimuler son mécontentement. Il se dé-
 termina pour l'évêché d'Albi, dont le revenu étoit plus con-
 sidérable que celui de l'archevêché de Besançon. Ayant appris
 que

que l'abé de Cluni étoit à l'extrémité, il se hâta d'en prévenir le roi, comptant que cete abaye, la plus riche du royaume, le dédommageroit de la perte qu'il venoit de faire: mais on n'étoit pas assez satisfait de sa conduite pour le combler de biens si peu mérités. Il manqua encore cete occasion de satisfaire son insatiable avidité.

AN. 1461.

Si le cardinal d'Albi se crut mal récompensé de sa perfidie, lui qui auroit dû s'estimer heureux de n'être pas puni; le pape lui-même n'eut pas long-temps lieu de s'applaudir de sa victoire. Le roi indigné d'avoir été trompé avec si peu de bienveillance, ne songea désormais qu'à s'affranchir d'une promesse inconfidérée. Il n'avoit pour cet effet qu'à laisser agir le zele des tribunaux supérieurs de son royaume. L'exécution de l'acte qui abolissoit la pragmatique, fut traversée par des oppositions continueles. Envain Pie II déploya tous les ressorts de son génie pour lever ces obstacles sans cesse renaissants; l'inutilité de ses démarches ne servit qu'à le convaincre qu'on ne trompe qu'une fois. Il mourut sans avoir pu consommer le grand ouvrage de l'extinction de la pragmatique, qui continua d'être observée en France presque dans tous ses points, jusqu'au regne de François premier. On fut principalement redevable de la conservation de ces réglemens salutaires à la sagesse & à la fermeté du parlement, qui sous le pontificat de Paul II, successeur de Pie II, dressa ces remontrances célèbres que le temps a respectées; monument précieux des lumieres & de l'intégrité de nos anciens magistrats. Nous aurons soin d'en rapporter le précis dans le temps qu'elles furent présentées *.

La Pragmatique toujours observée en France malgré l'abolition.

Ibid.

Louis reçut à Tours les ambassadeurs du duc de Bretagne, qui venoient régler la forme de l'hommage que ce prince se proposoit de venir incessamment rendre en personne. C'étoit du-moins le prétexte apparent de leur mission; mais le monarque soupçonneux ne tarda pas à découvrir que les députés, à la tête desquels étoit le comte de Laval, avoient eu

Ambassadeurs du duc de Bretagne à Tours.

D'Argentré.

Hist. de Bret.

Nouv. hist. de Bret. l. XVIII.

Preuves de

l'hist. de Bret.

Trés. des ch.

* C'est une erreur d'avoir placé ces remontrances sous cete année 1461. Il est bien vrai que cete date est celle du titre de Dutillet, dans le recueil duquel elles sont imprimées. Mais pour se convaincre qu'elles sont postérieures, il suffit de les lire, on verra qu'il y est parlé de Pie II comme n'étant plus, & ce pape mourut en 1463. Vid. Dutillet, lib. de l'Egli. gallicane.

AN. 1461.

plusieurs conférences secrètes avec le comte de Charolois. Dans une de ces entrevues, Jean de Rouville, vice-chancelier de Bretagne, remit au comte de la part du duc, un traité d'alliance. Si le roi, averti par les espions qu'il entretenoit, ne pénétra pas le véritable motif de ces entrevues mystérieuses, du-moins jugea-t-il qu'il se tramoit entre ces deux princes quelque intrigue préjudiciable à ses intérêts. Il se hâta d'interrompre le cours d'une correspondance qu'il redoutoit, en congédiant le comte de Charolois, ne voulant pas qu'il vît le duc à sa cour, & qu'il resserât les nœuds d'une union qui ne lui paroïssoit déjà que trop intime.

Hommage du
duc de Bre-
tagne.
Ibid.

Le comte de Charolois étoit parti lorsque le duc de Bretagne se rendit à Tours. Tout étoit préparé pour la cérémonie de l'hommage. Avant que le duc fût introduit dans la chambre où le roi l'atendoit, le comte de Dunois & Jean de Montauban, amiral de France, vinrent le trouver. Ils lui déclarèrent, que pour éviter les contestations tant de fois réitérées de part & d'autre sur la nature de l'hommage, il ne feroit point du tout question de *la ligence*. Le duc ayant agréé cet arrangement, fut admis dans l'appartement du monarque. *Monsieur de Bretagne*, dit le comte de Dunois, en lui adressant la parole, *vous devenez homme du roi ci présent, & lui faites hommage de votre duché de Bretagne, ainsi que vous & vos prédécesseurs avez acoutumé de faire, & lui promettez loyauté & lui servir envers tous qui peuvent vivre & mourir.* Dans ce moment un huissier du roi dit qu'il falloit que le duc ôtât sa ceinture. Tannegui du Chatel, qui depuis la mort de Charles VII avoit quitté le service de France pour s'attacher à celui du duc de Bretagne, soutint qu'il ne devoit pas *se déceindre*; alors le duc se tenant debout, & sans quitter sa ceinture ni son épée, dit: *Monsieur, je vous fais tel hommage que moi & mes prédécesseurs avons acoutumé de vous faire.* Le roi répondit: *Ainsi je vous reçois & non autrement.* Il rendit ensuite l'hommage-lige à l'ordinaire pour les comtés de Montfort & d'Etampes. Il ne fut point fait mention de la pairie, afin d'éviter les difficultés que cete question avoit occasionnées précédemment, ainsi qu'on a dû le remarquer. Il est à propos d'observer, que si dans cete circonstance on

vit le seigneur de Montauban né sujet du duc de Bretagne , ataché au roi , Tannegui du Chatel , officier du feu roi , & de tout temps engagé , ainsi que son oncle , au service de France , parut au nombre des courtisans du duc , en qualité de gouverneur de Nantes , de grand maître de Bretagne & de chambélan , dont il venoit récemment d'être pourvu. Cete observation peut servir de réponse aux reproches assez mal fondés qu'on a faits à Louis XI , de ne rien épargner pour engager à son service les créatures des princes , dont la puissance lui faisoit ombrage. Cete politique est de tous les temps.

AN. 1461.

Le roi mit tout en usage pour gagner la confiance du duc de Bretagne. Il lui prodigua les caresses , les fêtes , les divertissemens. Pour se l'atacher entièrement il le nomma son lieutenant-général dans les provinces du Maine , de l'Anjou , de la Touraine & de la Normandie , sans faire attention qu'il venoit de donner le gouvernement de cete derniere province au comte de Charolois. S'il se conduisit ainsi , dans la vue de jeter entre ces deux princes des semences de jalousie , il ne recœuillit pas de cet artifice l'avantage qu'il s'étoit promis. Il avoit envie de faire un voyage en Bretagne , aléguant pour motif le vœu d'un pèlerinage à Saint-Sauveur de Rédon. Le duc l'en auroit volontiers dispensé ; mais il insista si fortement , que dans l'appréhension de se brouiller par un refus formel , il se trouva forcé d'y consentir , résolu toutefois d'être attentif sur toutes ses démarches.

L'accomplissement d'une pratique de dévotion n'étoit pas le seul objet de l'empressement du monarque. Il vouloit connoître par lui-même les forces de la province ; il comptoit de plus que sa présence pouroit favoriser l'enlèvement de Françoise d'Amboise , veuve de Pierre II , dernier duc de Bretagne , dans le dessein de la faire épouser au duc de Savoie. Le projet de cet enlèvement avoit été concerté avec Louis d'Amboise , qui vouloit par-là se venger des anciens outrages que la Trémoille lui avoit faits dans le temps de sa faveur. Le lecteur peut se rapeler que lorsque Françoise d'Amboise fut , par l'entremise du connétable de Richemont , acordée au prince de Bretagne , le seigneur de la Trémoille ,

Voyage du
roi en Breta-
gne. Afaire de
Thouars.
Hist. de Bret.
Preuv. just.
de Commynes.
Preuves de
l'hist. de Bret.
&c.
Vol. VII de
cete histoire.

AN. 1461.

qui desiroit marier Louis son fils avec cete riche héritiere, piqué de n'avoir pu réussir, avoit fait arêter Louis d'Amboise, qui fut condané comme criminel de lese-majesté, & détenu long-temps prisonnier. Seize ans après cet événement, Louis de la Trémoille épousa Marguerite d'Amboise, sœur puinée de François. Ce mariage n'avoit servi qu'à redoubler le ressentiment du pere. Il ne pouvoit voir sans chagrin les biens de sa maison passer dans celle de la Trémoille, la douariere de Bretagne ne laissant point de postérité. On avoit déjà tenté plusieurs fois de l'engager à se remarier; mais cete princesse, entièrement dévouée aux exercices de la piété la plus austere, paroissoit avoir absolument renoncé au monde. Elle avoit d'ailleurs fait une épreuve trop pénible du mariage pour s'ennuyer de la viduité. Le seigneur d'Amboise crut surmonter cet obstacle en faisant intervenir la médiation du roi, & pour cet éfet, il le suivit en Bretagne. On employa d'abord les sollicitations les plus pressantes, sans pouvoir fléchir la duchesse. Comme elle craignoit qu'on ne mît en usage des moyens violents, elle s'interdit à elle-même la liberté de changer de sentiment en faisant vœu de chasteté aux pieds des autels en présence de toute sa maison, & de Marie de Rieux sa mere. Le roi, après avoir fait ses dévotions, lui manda de le venir trouver pour lui rendre hommage des terres qu'elle tenoit de la couronne. Elle fut obligée d'obéir, & vint jusqu'à Nantes, où elle fut arêtée prisonniere. Le monarque, acompagné de Louis d'Amboise & de l'amiral Montauban, lui rendit visite. Le duc de Bretagne voulut être présent à cete entrevue. On renouvela les prieres, les sollicitations, on en vint jusqu'aux menaces avec aussi peu de succès. Enfin le pere voyant l'inutilité de ses efforts, disposa tout pour l'enlever: mais le duc qui ne vouloit pas souffrir une semblable violence dans ses États, dont les intérêts d'ailleurs ne s'acordoient pas avec ce projet, donna des ordres si précis pour en empêcher l'exécution qu'il le fit avorter. Louis d'Amboise revint en France avec le roi qu'il résolut d'instituer son héritier. Un obstacle s'oposoit à cete donation. Sous le regne précédent le seigneur d'Amboise avoit été interdit par arêt du parlement, à la requête des

duc & duchesse de Bretagne, à cause du dérangement de ses affaires, & sur-tout pour le dérèglement de ses mœurs porté jusqu'à la plus honteuse dépravation *. Cete difficulté ne pouvoit tenir contre l'autorité souveraine. L'affaire remise en délibération fut évoquée au conseil, qui annula l'interdiction. Après la mort du vicomte le roi se mit en possession de sa succession en vertu du testament. Le seigneur de la Trémouille réclama ses justes prétentions, & gagna sa cause, malgré la puissance de la partie qu'il avoit à combattre. C'est en vertu de ce jugement que cete illustre maison conserve encore aujourd'hui les domaines de celles de Thouars & d'Amboise, à la réserve de la ville de ce nom, qui avoit été faisie & mise en la main du roi dans le temps de la premiere disgrâce de Louis d'Amboise.

Le roi & le duc de Bretagne se séparèrent mécontents l'un de l'autre. Louis fut assez injuste pour trouver mauvais que

* L'arrêt d'interdiction de Louis d'Amboise, vicomte de Thouars, retrace des détails non moins curieux qu'intéressants pour l'histoire des usages, & plus encore pour celle des mœurs du quinzieme siecle. C'est un monument non suspect qui nous apprend jusqu'à quel degré d'avilissement les grands peuvent descendre, lorsqu'aveuglés par des passions deshonorantes, ils cessent de se respecter eux-mêmes. Le vicomte, mari d'une dame aussi vertueuse qu'aimable, la dédaignoit pour se rendre l'esclave de deux femmes sans pudeur, dont il avoit plusieurs enfants, qu'il entretenoit publiquement chez lui sous les yeux de sa digne épouse, qu'il avoit la bassesse & l'inhumanité de maltraiter. Il la tenoit comme prisonniere dans le château de Thouars, tandis qu'il absorboit son patrimoine pour satisfaire l'insatiable avidité de ces infâmes objets de son attachement. Elles l'avoient rendu *hébété*, dit l'arrêt. « Elles le faisoient rire & pleurer quand bon leur sembloit, & » le gouvernoient de tout à leur apétit. Elles étoient nues lorsqu'il les prit, il leur » avoit donné quarante paires de robes de soie & d'écarlate, garnies des plus riches fourures. Lesdites folles femmes avoient des tissus fêrés d'or émaillé, des » chaînes d'or, des anneaux garnis de diamants & de rubis, des chapeaux enrichis de grosses perles & des plus beles pierreries. Enfin, soit pour les amusements, soit pour la magnificence des équipages, elles tenoient état de princesses, ne sortant que dans des chariots arelés de quatre ou cinq chevaux. La » duchesse de Bretagne avoit fait présent d'un cheval de prix au vicomte son » pere, lesdites femmes folles s'en servoient pour leur voiture, & l'apeloient » François d'Amboise, en dérision de cete princesse. Leur domestique étoit » composé de femmes, de valets-de-chambre, de damoiseles, de matrones, de » medecins & de confesseur. Ces dépenses excessives l'avoient ruiné au point que » toutes ses terres se trouvoient engagées pour plus de douze années lorsqu'il fut » interdit ». Un si honteux débordement révoltera toujours les ames bien nées, tant qu'il subsistera quelque sentiment d'honêteté. On ne pouroit que déplorer le sort d'une nation assez corompue pour voir avec indifférence un mal qui, ayant infecté tous les ordres de la société, cesseroit par cete raison de se faire sentir.

AN. 1461.

le duc se fût opposé à l'enlèvement de la douairière de Bretagne, & ce prince de son côté se vit avec plaisir délivré d'un hôte dont la présence l'inquiétoit. Il avoit destiné trois cents marcs d'argent pour faire des présents aux officiers du monarque, que ce commencement de méfintelligence lui fit juger à propos de supprimer. Ce fut environ vers ce temps que *Pierre Landois* jeta les premiers fondemens de la haute fortune à laquelle il parvint dans la suite. Nous aurons souvent occasion de parler de cet homme qui, de l'origine la plus abjecte, fut premier ministre d'Etat du duc de Bretagne, après l'avoir été de ses plaisirs secrets.

Apanage du
duc de Berri.
Ibid.

Avant le voyage de Bretagne le roi avoit donné le Berri en apanage à Charles de France son frere, avec la clause ordinaire de reversion à la couronne au défaut de postérité masculine. Par les lettres de transport il fut dit expressément que c'étoit en attendant qu'on pût lui assigner un domaine plus considérable. Cete promesse fournit dans la suite au jeune prince un prétexte de ne plus mettre de bornes à ses prétentions. Une pension de douze mille livres (somme qui reviendrait à celle de soixante-douze mille de nos livres, le prix du marc d'argent étant fixé à huit livres dix sous au commencement du regne de Louis XI,) ne fut pas considérée comme un supplément suffisant. On murmura de la modicité de l'état que le roi assuroit à son frere. Ce monarque avoit déjà sçu faire un si grand nombre de mécontents, qu'aucune de ses démarches, même les moins repréhensibles, n'étoit favorablement interprétée; leçon importante pour les princes qui doivent, encore plus que les autres hommes, éviter sur toutes choses d'armer contre eux la prévention publique.

Suite de la
disgrace du
comte de
Dammartin.
Sa condamnation, &c.
Ibid.

Dans cete foule de proscrits que poursuivoit la haine du nouveau souverain, aucun n'essuya une persécution plus vive & moins méritée qu'Antoine de Chabannes. Une fidélité inviolable pour son prince étoit son plus grand crime. Nous l'avons vu fugitif immédiatement après la mort du feu roi. Du fond de sa retraite il ne cessoit de faire solliciter, non les graces, mais la justice du monarque. Quelque danger qu'il y eût à s'intéresser en sa faveur, il trouva des protecteurs



CHARLÈS DE FRANCE.
Duc de Guyenne,
Mort le 24. May 1472.

Paris chez Odeurins M. d'Estampes rue Danjou Dauphine la deuxième Rochoere.



qui se feroient volontiers employés pour lui, si dans ces premiers moments ils n'avoient pas appréhendé d'augmenter la colere du roi, loin de l'apaiser. Abandonné par cet essain méprisable de flateurs qui l'avoient encensé, lorsqu'il étoit tout-puissant auprès du roi, il eut du-moins la satisfaction de conserver dans sa disgrâce quelques amis véritables. *Joachim Roault*, maréchal de France & gouverneur de Lyon, ne craignit point de donner publiquement des larmes à son infortune. Il le fit assurer d'un attachement à toute épreuve, & lui conseilla en même temps de ne pas quitter son asile jusqu'à ce que la premiere fureur de l'orage fût ralentie. Le duc de Bourgogne dit tout haut « que *Chabannes* étoit un des » plus honnêtes gentilshommes du royaume, ajoutant qu'il auroit » bien voulu qu'il se fût retiré à son service, & qu'il l'auroit » comblé de plus de biens que ne lui en avoit jamais fait *Charles VII* ». Le duc de Bourbon parla de lui dans les termes les plus obligeants. Enfin, tout ce qu'il y avoit de princes & de seigneurs vertueux avoient pour le comte de Dammartin les mêmes sentiments. Il n'est point de revers que des ressources si consolantes ne rendent supportables. Ces exemples de générosité sont si rares & font tant d'honneur à notre espece, qu'en les supprimant on se rendroit coupable d'une négligence que rien ne pourroit excuser.

AN. 1461.

Enfin *Chabannes*, après s'être tenu caché pendant quelque temps, impatient de voir décider son sort, rassuré d'ailleurs par le témoignage de sa conscience, vint se présenter à la cour. Le comte de Comminge lui servit d'introducteur jusque dans la chambre du roi. Il se jeta aux genoux du monarque, en le conjurant de le faire juger dans toute la rigueur des loix, *sans consulter sa miséricorde*. L'inflexible Louis lui commanda de sortir sur-le-champ & de quitter le royaume. Forcé d'obéir il se retira en Allemagne, tandis qu'en son absence on procédoit extraordinairement contre lui à la requête du procureur-général. Ses domaines furent saisis judiciairement. *Charles de Melun*, gouverneur de Paris, grand-maître de France, fut chargé de la régie. On lui avoit promis la confiscation des biens du comte en cas qu'il fût condamné. Il s'aquita de cete commission avec une avidité,

Idem, ibid.

AN. 1461.

une barbarie indigne d'un homme de sa naissance. Il se transporta lui-même sur les lieux, disposa des revenus, s'empara des terres, des châteaux, des maisons qu'il démeubla entièrement. Il chassa la comtesse de Dammartin, qui fut contrainte de chercher un asile chez un de ses fermiers. Le comte sommé à diverses reprises de comparoître, & ne voulant pas donner à ses ennemis la satisfaction de le voir condamné par contumace, vint de lui-même se constituer prisonnier à la conciergerie du palais, d'où Charles de Melun le fit transférer à la tour du louvre. Il fut traité avec tant d'inhumanité dans sa prison, que le défaut d'habits l'obligea de présenter une requête au parlement pour obtenir sur tous ses biens une provision de deux cents livres. On le crut perdu sans retour.

Idem, Ibid.

Pour juger de l'extrémité du danger auquel il se trouvoit exposé, il ne faut que se rapeler le motif qui avoit donné naissance à cete haine furieuse dont le roi paroissoit transporté. On peut se souvenir qu'en 1446 il avoit aculé ce prince, qui n'étoit encore que dauphin, d'avoir conspiré contre son pere; qu'il avoit eu même la hardiesse de le lui soutenir en face. Entre une infinité d'autres attentats qu'on lui imputoit, c'étoit principalement sur l'imposture ou la vérité de cete accusation qui intéressoit l'honneur du monarque, que les juges devoient prononcer. Il fut déclaré par arrêt criminel de lèse-majesté; « *mais le roi voulant préférer miséricorde à justice, lui remit la peine corporelle* ». On se contenta donc de le condamner à un bannissement perpétuel. On lui assigna l'île de Rhodes pour demeure, à la charge, avant que d'obtenir son élargissement, de donner caution qu'il ne sortiroit pas du lieu de son exil. Le roi changea encore d'avis & le fit renfermer dans le château de la bastille. Il est facile de s'apercevoir que Louis craignoit de se couvrir de honte par le supplice de Chabannes, & qu'il ne cherchoit qu'à sauver sa gloire. La dépouille du comte fut partagée entre les favoris. L'avidé Melun en obtint la plus grande partie. Il n'en jouit pas long-temps. Nous le verrons dans peu perdre, mais d'une manière plus funeste, ces mêmes biens qui furent restitués à leur légitime possesseur.

Le

Le regne dont nous retraçons l'histoire, ne ressemble point à ceux qui l'ont précédé. Si l'on en excepte la guerre du bien public, qui ne fut qu'une éfervescence de peu de durée, on vit rarement de ces grands mouvements qui partent d'une impulsion générale; & c'est en cela qu'on peut dire que le gouvernement de Louis XI fut en quelque sorte heureux. Les soupçons d'un prince ombrageux, une police sévère, la crainte des délateurs, des chaînes, des cachots, des suplices, continrent le peuple au point que le caractère national disparut & fut remplacé par la contrainte uniforme d'une terreur commune. Ce n'est pas sans raison qu'un des plus sublimes écrivains de notre nation a dit que sous le règne de Louis XI, *le peuple fut tranquille comme les forçats le sont dans une galere*. On est donc obligé, pour rassembler les traits qui peuvent servir à peindre les François de ce siècle, de les chercher dans une multitude de circonstances particulières que le mystère de l'administration laisse à peine entrevoir, & sur lesquelles il seroit téméraire d'oser former des conjectures. On est presque à tout moment obligé de se renfermer dans la simple exposition des faits, principalement lorsqu'il s'agit de crimes dont les coupables auteurs ont sçu s'envelopper dans les ténèbres. Tel est, par exemple, l'événement singulier, qui se passa cete année à la cour de Bourgogne.

AN. 1461.

*Essai sur l'hist.
univ. t. II.*

Quelque temps après son retour dans les Pays-Bas, le comte de Charolois fut sur le point d'être empoisonné par un des principaux domestiques de sa maison. Ce scélérat, nommé *Jean Constain*, étoit sommelier du corps du duc de Bourgogne. L'histoire ne dit pas quel motif l'avoit porté à former ce détestable projet. Il avoit engagé par l'apas d'une somme considérable, un pauvre gentilhomme de la suite du duc, nommé *Jean d'Ivy*, à faire le voyage d'Italie, & à lui rapporter un poison avec lequel il se flatoit de faire mourir le comte. Les Italiens avoient alors la réputation d'être les plus habiles empoisonneurs de l'Europe. Constain n'avoit point dissimulé à son agent l'usage qu'il prétendoit en faire. D'Ivy de retour, après s'être acquité de sa commission, s'atendoit à recevoir exactement, pour prix d'un si dangereux service,

Conspiration
contre le comte
de Charolois.

*Contin. de
Monstrelet.
Preuv. de l'hist.
de Louis XI.*

AN. 1461.

Marguerite
d'Anjou re-
passe en An-
gleterre. A-
venture de
cete reine. A-
fares d'An-
gleterre.*Ibid.*

Malgré les démonstrations d'amitié dont le roi la combloit, la reine d'Angleterre avoit trop d'esprit pour se flater d'obtenir de lui des secours proportionnés à sa situation ; mais elle étoit malheureuse, obligée par conséquent de subir les désagréments atachés à l'infortune. Elle eut la mortification de voir à la cour de France un ambassadeur d'Edouard, qui fut plusieurs fois admis à l'audience secrete du monarque. Enfin, après lui avoir fait essuyer de longs délais, Louis consentit à lui prêter une somme de vingt mille livres, & Pierre de Brézé, grand sénéchal de Normandie, fut chargé de la conduire en Angleterre avec un corps de deux mille hommes, foible assistance pour une pareille entreprise ; encore salut-il qu'elle signât, en vertu du pouvoir de son mari, une treve de cent ans, & qu'elle s'engageât à restituer Calais. On prétend que le roi, qui vouloit perdre Brézé, l'avoit à dessein chargé de cete commission, persuadé qu'il n'en reviendrait jamais. Des sentiments plus vifs que ceux d'une compassion ordinaire intéressoient le sénéchal au sort d'une reine qui réunissoit en sa personne l'esprit, les graces, l'héroïsme, à qui même d'illustres revers prêtoient encore de nouveaux charmes. Par les soins qu'il se donna elle reçut dans la capitale de la Normandie les honeurs dûs à un souverain dans la prospérité. La ville lui fit des présents considérables. Elle atendit quelques jours à Rouen pour prendre congé du roi, qui aloit faire un pèlerinage au Mont-Saint-Michel. Par une suite du malheur qui sembloit ataché à cete princesse, un orage violent sépara du reste de la flote le vaisseau qui la portoit. Ce ne fut qu'à travers mille dangers qu'elle aborda au port de Berwich, où Brézé la joignit après avoir perdu la plus grande partie de ses gens. Marguerite comptoit sur une armée Ecoissoise & sur le duc de Sommerfet ; mais Edouard avoit pris des mesures si précises, que le secours d'Ecosse manqua. Pour comble d'infortune, Sommerfet désespérant du rétablissement de Henri sur le trône d'Angleterre, avoit imploré la grace du nouveau monarque, & fait son acommodement particulier. Pendant ces divers mouvements le malheureux Henri atendoit dans Edimbourg la décision de sa destinée. Aux premieres nouveles du dé-

barquement de la reine son épouse, il se rendit auprès d'elle. Dans une conjoncture si pressante & si difficile, cete princesse courageuse conserva sa présence d'esprit & son intrépidité. Elle s'avance dans le Northumberland. Le petit nombre de troupes qui l'accompagnaient, augmente à chaque instant par la jonction de tous les mécontents du nouveau gouvernement, & d'une multitude de volontaires que l'admiration de son audace engage à marcher sous ses drapeaux. Bientôt une armée formidable, animée par l'apais des récompenses & du pillage à combattre pour sa querelle, lui fait concevoir les plus flatteuses espérances. Somerset, malgré ses derniers serments vole à ses ordres. Edouard commence à douter de l'événement. Tandis qu'il rassemble son armée, il charge Montagu de s'opposer avec un corps de troupes aux premiers progrès de cete révolution naissante. Ce seigneur part, défait sur sa route un détachement de l'armée de Henri. Encouragé par ce premier succès il marche vers l'armée de Marguerite qui étoit retranchée à Hexham. Il force les lignes, remporte une victoire complete; Somerset, Roos, Talbot & plusieurs autres seigneurs faits prisonniers, sont décapités. La reine fuit en Ecosse avec son époux & le prince de Galles son fils. L'heureux Edouard traite avec les Ecossois. Henri ne se croyant plus en sûreté dans Edimbourg, rentre dans le nord de l'Angleterre; il est découvert malgré son déguisement, chargé de liens, conduit à Londres, & renfermé dans la tour, après avoir essuyé de la part de ses vainqueurs les plus indignes traitements *. On ne l'estimoit pas assez pour le faire mourir. La reine ayant perdu son époux, cherche avec son fils un asile dans les bois, elle y vit errante pendant quelques jours. Des brigands la rencontrent. La richesse de ses habits excite leur avidité, ils la dépouillent. Ils aloient l'immoler ainsi que le jeune prince : une querelle survenue à l'occasion du partage suspend leur fureur. Tandis qu'ils sont près d'en venir aux mains, Mar-

* Le comte de Warwick ayant rencontré dans les rues de Londres ce malheureux prince attaché par les jambes sous le ventre du cheval qui le portoit, eut la barbare lâcheté de l'acabler d'injures, & d'exciter la populace à redoubler ses outrages. Warwick est mis au nombre des héros Anglois. *Histoire d'Anglet. par Smolett. trad. de M. Targe, t. VIII, l. VI.*

AN. 1461.

guerite prend son fils dans ses bras, & s'enfonce dans la forêt. Après avoir marché quelque temps, elle rencontre un autre brigand qui l'aborde l'épée à la main. *Mon ami*, lui dit-elle, en lui tendant le jeune prince, *sauve mon fils, le fils de ton roi*. Dieu sans doute imprime un caractère de majesté sur le front de ceux que sa providence élève au-dessus des mortels ordinaires. L'aventurier frappé des paroles de la reine, ébloui des traits de feu qui partoient de ses yeux, devient à l'instant un autre homme, son cœur féroce s'amolit : *Ne craignez rien, Madame, comptez sur ma fidélité, je vous sers au péril de ma vie*. A ces mots il prend le jeune prince dans ses bras & conduit la reine dans un village situé sur le bord de la mer. Il lui remet son fils. Elle s'embarque avec ce cher gage de sa tendresse sur un petit bâtiment qui la conduisit sûrement au port de l'Ecluse dans les Etats du duc de Bourgogne.

Après la déroute d'Hexham, Brézé se jeta dans quelques places dont il s'étoit rendu maître, résolu de s'y défendre jusqu'à l'extrémité. Il comptoit que les Ecois viendroient le dégager, mais une nouvelle trêve conclue entre la régence de ce royaume & l'Angleterre, lui fit perdre cette dernière espérance. Bientôt forcé de retraite en retraite par Warwick, il se trouva renfermé dans Alnewick. Il fit des prodiges de valeur ainsi que la garnison, qui n'étoit composée que des foibles débris des troupes Françaises qu'il avoit amenées. Son courage le sauva. Le général Anglois lui permit de se retirer. Il rendit la place par capitulation & repassa en France avec ce qui lui restoit de soldats.

Le duc de Bourgogne étoit généreux. Il respecta l'infortunée de Marguerite. Quoiqu'alié d'Edouard, il ne crut pas manquer à ses engagements en paroissant touché des disgrâces de cette princesse. Il la combla d'égards, d'honneurs & de présents. Averti que des détachements de la garnison de Calais cherchoient à l'enlever, il lui donna des archers de sa garde pour l'escorter : enfin il n'oublia aucune des attentions qui pouvoient adoucir le sentiment de ses malheurs. Le comte de Charolois n'eut pas des procédés moins nobles. Avant que de quitter les Pays-Bas, on la contraignit d'ac-

cepter deux mille écus d'or. Elle prit la route du Barois pour se rendre auprès du duc de Calabre son frere. On dit que cete reine, qui jusqu'alors avoit été prévenue contre le duc de Bourgogne, témoigna tout haut le regret dont elle étoit pénétrée, de ne s'être pas d'abord adressée à ce prince, à lieu d'avoir mendié à la cour de France des secours inutiles par leur médiocrité, acordés encore de mauvaise grace.

Louis uniquement appliqué à ses vues particulieres, voyoit avec indifférence tout ce qui ne paroissoit pas avoir un rapport direct avec l'intérêt présent. En suivant sa politique, il auroit dû secourir plus efficacement la reine d'Angleterre, afin de prolonger les troubles de ce royaume, & d'empêcher par ce moyen Edouard de s'affermir sur le trône. Les affaires dont il étoit pour lors entièrement occupé, l'empêcherent probablement de s'apercevoir de cete faute.

Don Juan, roi d'Aragon, s'étoit vainement flaté que la mort de son fils mettroit fin aux troubles qui déchiroient ses Etats. Le malheureux don Carlos, avant que de rendre les derniers soupirs avoit institué Blanche, sa sœur, héritière du royaume de Navarre. Sur le bruit qui s'étoit répandu que le prince avoit été empoisonné, les Catalans reprirent les armes, s'unirent entre eux par les plus forts serments; & pour ne laisser aucune espérance de retour, ils dressèrent un acte de délibération qui déclaroit don Juan ennemi de leur république, & déchu de tous les droits de souveraineté. Cete déclaration fut publiée à son de trompe dans Barcelone, & envoyée aux autres villes & communautés, avec invitation d'y adhérer. Louis, attentif à ce qui se passoit dans cete province, fit assurer les révoltés de sa protection. Il avoit aussi sur la Navarre des prétentions qu'il seroit assez difficile d'expliquer. Le comte de Foix réclamoit pareillement les droits de la princesse Léonore, son épouse, héritière de la couronne de Navarre au défaut de Blanche, sa sœur aînée. Il entra dans ce royaume avec un corps de troupes pour s'en assurer. Le comte d'Armagnac marcha contre lui. Le roi d'Aragon informé que le monarque François attisoit le feu de la rébellion, s'appuya de son côté de l'alliance de l'Angleterre; mais Edouard avoit alors des intérêts trop pressants à soute-

AN. 1461.
*Continuat. de
Monstrelet.*

AN. 1462
à 1463.
Troubles de
Navarre. Ré-
volte des Ca-
talans.
*Tréf. des ch.
Preuves de
Commines.
Hist. mod. de
Louis XI.
Hist. d'Esp.
Hist. de Lan-
guedoc.
Notit. Vas-
con, &c.
Tréf. des ch.*

AN. 1462
à 1463.

nir dans ses propres Etats pour diviser ses forces. Enfin don Juan prit le parti de s'accommoder avec Henri IV, roi de Castille. La paix aloit se conclure entre ces deux princes, les articles étoient signés, lorsque les Catalans arêterent la négociation, en ofrant au Castillan de se soustraire à la domination des rois d'Aragon pour devenir sujets de la monarchie d'Espagne. Henri accepta leurs propositions. Il fut en conséquence proclamé souverain dans Barcelone, & confirma en cete qualité les privileges de la province. Il envoya en même temps des troupes sous la conduite de Jean de Beaumont, pour en prendre possession. Le roi d'Aragon ne se rebuta pas, il employa de nouvelles tentatives auprès du roi de Castille, qui changea encore de parti. Il paroît que ces deux monarques ne cherchoient qu'à se tromper l'un l'autre; car dans le même temps don Juan sollicitoit l'apui du roi de France contre les Castillans.

Le roi d'Aragon engage au roi de France le Roussillon & la Cerdagne.
Ibid.

Louis connoissoit trop ses avantages pour se laisser amuser par des promesses. Il ofroit de l'argent & des troupes, & demandoit des sûretés. L'Aragonois y consentit. Dès ce moment le roi abandonna les Catalans, quoiqu'ils lui offrisent de se soumettre à la France. Ils eurent de nouveau recours à la protection du roi de Castille. Cependant par l'entremise du comte de Foix, les rois de France & d'Aragon eurent une conférence entre Mauléon & Sauveterre dans le comté de Soule, petite province limitrophe du Béarn & de la basse Navarre. Dans cete entrevue les conditions du traité furent arêtees. Louis s'obligea de prêter trois cent cinquante mille écus, & de fournir sept cents lances au roi d'Aragon, qui lui céda en engagement les comtés de Roussillon & de Cerdagne, sous la condition que les revenus de ces deux comtés ne seroient point déduits sur les sommes avancées par le roi de France, qui prit encore des mesures plus précises pour s'en assurer la possession, en les incorporant au domaine de la couronne, comme faisant partie des prétentions de Marie d'Anjou sa mere, issue d'Yoland d'Aragon.

Les troupes Françoises délivrent la rei-

Tandis que les deux rois étoient occupés de cete négociation, la reine d'Aragon se trouvoit investie dans Girone par l'armée

l'armée des rebeles. La ville fut emportée d'affaut, & cete princesse eut à peine le temps de se refugier avec le prince Ferdinand son fils dans la forteresse de Ginorela. Les assiégeants la presserent si vivement, qu'elle fut en peu de jours réduite aux dernières extrémités. Elle avoit tout à craindre, si sa mauvaise fortune la livroit entre les mains des Catalans qui brûloient du desir de venger sur elle la mort du prince de Viane, dont la voix publique l'acusoit. Le roi d'Aragon avoit déjà tenté inutilement de la dégager du péril qui la menaçoit. La plupart des villes lui avoient refusé le passage. Enfin il désespéroit de prévenir les plus grands malheurs, lorsque le comte de Foix & le seigneur d'Albret, à la tête de six mille hommes de cavalerie & d'un corps d'infanterie, après avoir traversé rapidement le Roussillon & forcé les gorges des Pyrénées, s'avancerent vers Girone. A leur approche les rebeles se retirerent, & la reine heureusement délivrée du plus grand danger qu'elle eût couru de sa vie, n'eut que des graces à rendre à ses libérateurs.

AN. 1462
à 1463.
ne d'Aragon
assiégée dans
Girone.
Ibid.

Dans cete confusion d'intérêts, de guerres, de négociations, de traités, dictés par le besoin, violés sans pudeur, on chercheroit inutilement un seul trait de générosité. Louis XI prêtoit son argent à intérêt, & vendoit ses soldats au roi d'Aragon, qui de son côté, en cédant au monarque François les comtés de Roussillon & de Cerdagne, fomentoit secrètement la révolte des habitants de ces deux provinces contre lesquels on fut obligé d'envoyer des troupes sous la conduite de Jaques d'Armagnac, duc Nemours, pour les contraindre à se soumettre. Le comte de Foix, médiateur entre les rois de France & d'Aragon, n'agissoit que pour son intérêt particulier. Après la mort de dom Carlos la succession du royaume de Navarre appartenoit à dona Blanche, l'aînée de ses deux sœurs, dont le comte de Foix avoit épousé la seconde. Un des premiers articles du traité conclu avec le roi d'Aragon portoit que Blanche seroit remise entre les mains du comte. Elle étoit pour lors en Navarre. Les charmes, les vertus, la piété de cete princesse, la rendoient digne d'une plus heureuse destinée. Unie dès sa plus tendre jeunesse avec Henri IV, roi de Castille, qui par son inconti-

D. Blanché
de Navarre re-
mise au comte
Foix. Triste
destinée de cete
princesse.
Ibid.

AN. 1462
à 1463.

nence acquit le triste surnom d'*impuissant*, elle avoit supporté toute l'amertume & tous les dégoûts attachés à des nœuds si mal assortis. Ces liens honteux furent rompus par un jugement qui déclara l'impuissance respective de part & d'autre. Depuis ce temps elle avoit passé ses plus belles années dans la retraite, veuve sans avoir eu d'époux. Pour comble d'infortune un pere barbare la sacrifioit à ses vues ambitieuses. Il essaya d'abord de la tromper en lui disant qu'il la conduisoit en France pour l'unir au duc de Berri, frere du roi; mais elle étoit instruite du traité. Elle répondit au roi d'Aragon qu'elle ne consentiroit jamais à ce voyage; elle essaya, mais en vain de le fléchir par ses larmes. Dom Juan étoit acoutumé à mépriser la voix de la nature. Voyant qu'il ne pouvoit surmonter la répugnance de sa fille, il la fit arrêter & prit avec elle la route des Pyrénées. Lorsqu'elle fut arrivée à Roncevaux, elle fit une protestation contre la violence qu'on employoit contre elle, ajoutant qu'elle déclaroit nules toutes les renonciations qu'on pourroit dans la suite lui arracher pour assurer cete succession à la comtesse de Foix sa sœur, ou au prince Ferdinand son frere du second lit. Trois jours après cete protestation, elle transporta par un second acte tous ses droits au roi de Castille, Henri IV, en considération de l'amitié qu'il avoit témoignée au prince de Viane. Elle écrivit dans le même temps à ce monarque la lettre la plus tendre, dans laquelle elle lui rapeloit leurs premiers engagements & les malheurs qui l'avoient poursuivie sans relâche depuis leur séparation. Enfin le capital de Buch vint la recevoir des mains de son impitoyable pere; on la conduisit dans le château d'Orthès en Béarn, où elle fut enfermée. Elle y mourut deux ans après, empoisonnée, dit-on, par sa propre sœur, la comtesse de Foix. Il est humiliant, en écrivant l'histoire, de n'avoir souvent à rapporter que des attentats publics ou des crimes particuliers.

Continuation
de la guerre.
Le roi de France
arbitre des
rois de Castille
& d'Aragon.

Ibid.

La levée du siege de Girone, loin de terminer les troubles de Catalogne paroissoit au contraire n'avoir servi qu'à les augmenter. Les révoltés secondés par les Castillans, reprirent plusieurs des places qu'on leur avoit enlevées. Dom Juan entra en Catalogne à la tête d'une armée, invés-

rit Barcelone, dont il fut obligé de lever le siege, tandis que ses Etats d'Aragon se trouvoient ataqués par le roi de Castille. Il courut pour les défendre; Henri retourna en Catalogne, & pour la seconde fois fut proclamé souverain dans Barcelone. Les troupes Françoises qui étoient au service du roi d'Aragon, refuserent de combattre contre les Espagnols, aléguant pour motif de ce refus les anciens traités entre cete nation & la France. Cete guerre continua pendant presque tout le cours de cete année avec des succès divers, jusqu'à ce que le roi d'Aragon, désespérant de domter les rébeles tant qu'ils seroient soutenus par le roi de Castille, gagna l'archevêque de Toledé & le marquis de Villena, les deux ministres favoris de ce prince. Ils lui conseillerent d'écouter les propositions d'acommodement. Henri IV offrit de s'en rapporter au jugement du roi de France, & dom Juan se soumit à la même décision. Ces deux monarques se flatoient chacun de son côté, d'un jugement favorable. Louis choisi pour arbitre donna un arêt dont les parties intéressées furent également mécontentes. Il décida que le roi de Castille renonceroit à toutes ses prétentions sur la Navarre; qu'il abandonneroit les Catalans qui rentreroient sous la domination du roi d'Aragon, & que dom Juan remettroit au pouvoir de Henri la ville d'Estelle, place très forte, située à l'extrémité de la Navarre, & considérée comme la principale clef de ce royaume du côté de la vieille Castille. Les plénipotentiaires des deux rois se rendirent à Baïonne, où ils ratifierent au nom de leurs maîtres les conditions du traité, qui furent rédigées conformément au jugement. Les Catalans se voyant abandonnés sans retour par les rois de France & de Castille, & voulant à quelque prix que ce fût secouer le joug de la domination Aragonoise, apelerent à la souveraineté de leur pays l'infant dom Pedre de Portugal, & la guerre désola cete malheureuse province avec plus de fureur qu'avant l'acomodement. A peine dom Juan eut-il signé les conventions arêtées à Baïonne, qu'il s'ocupa des moyens d'en éluder l'exécution. Il fit pour cet éfet intervenir les Etats de Navarre, qui représenterent au roi de France qu'on n'avoit pu démembrer du royaume la ville d'Estelle, ainsi que le

AN. 1462
à 1463,

AN. 1462
à 1463.

territoire qui en dépendoit, sans violer les constitutions fondamentales. Le roi de France, à qui les députés Navarrois s'adressèrent, répondit qu'il avoit prononcé sa sentence arbitrale « sur l'avis des plus habiles jurisconsultes, & qu'il n'y » apporteroit aucun changement ». Le comte & la comtesse de Foix, présomptifs héritiers du royaume de Navarre, firent aussi sur le même sujet des remontrances auxquelles le roi ne put se dispenser d'avoir égard. Il leur remit en indemnité les comtés de Roussillon & de Cerdagne qu'il venoit d'unir au domaine de la couronne, & jusqu'à ce qu'il pût leur en assurer la possession, il leur abandonna en engagement la ville & la sénéchaussée de Carcassonne. Estelle refusa ouvertement de reconnoître le roi de Castille qui vint en former le siege, & fut obligé de se retirer, éfrayé par des écrits anonymes qui l'avertissoient qu'on vouloit atenter à ses jours.

Entrevue des
rois de France
& de Castille.
Ibid.

Cependant Louis & Henri se dispoient pour la conférence qu'ils étoient convenus d'avoir ensemble sur les frontières de leurs Etats. Le roi de France vint de Baïonne à Saint-Jean de Luz, tandis que celui de Castille se rendoit à Fontarabie. Ils se trouverent en présence l'un de l'autre, ayant entre eux la riviere de Bidassoa, qui forme en cet endroit la séparation des deux royaumes. Cete entrevue ofrit un contraste aussi frappant que singulier. Henri IV, depuis ses premieres années plongé dans la mollesse, étoit en même temps le prince le plus fastueux : on ne respiroit à sa cour que les plaisirs & le luxe. Les plus riches étofes, les pierres précieuses couvroient le souverain & sa suite. Ils avoient prodigué l'or jusqu'à l'employer pour les voiles des bâtimens qui devoient les porter sur le fleuve. Cete troupe brillante s'avança vers la rive opposée, où le monarque François l'atendoit dans le plus simple apareil. Louis qui se piquoit de dédaigner la pompe extérieure, sembloit avoir affecté dans cete occasion d'outrer sa négligence ordinaire. *Il ne tenoit compte de soi vêtir ne parer richement, & se mettoit si mal que pis ne pouvoit.* Couvert d'un habit de gros drap qui le feroit extraordinairement, il mettoit par dessus un pourpoint de futaine. Sa tête étoit à peine ombragée d'un petit cha-

peau presque sans bords en forme de calote, orné d'une médaille de plomb où l'on voyoit l'empreinte de la représentation de Notre-Dame. C'est ainsi que les écrivains contemporains nous le représentent. Les seigneurs, à l'imitation de leur souverain, n'étoient pas vêtus plus magnifiquement. Les historiens Espagnols observent, que dans le court entretien que les deux princes eurent ensemble, le Castillan avoit la main appuyée sur la barque qui l'avoit amenée, afin, disent-ils, de montrer que le cours de la rivière de Bidassoa lui appartenoit, indice assez équivoque, & qui prouve encore moins, ainsi qu'ils le prétendent, que leurs rois dispuoient alors la préséance à nos monarques. Depuis long-temps cete contestation étoit réglée à notre avantage. Après quelques moments de conversation particuliere les courtisans s'aprocherent. On fit la lecture du traité qui renouveloit les anciennes aliances entre les couronnes. Louis & Henri se séparèrent assez peu satisfaits l'un de l'autre. Leurs caractères avoient trop peu de ressemblance pour que cete entrevue produisît une amitié à laquelle d'ailleurs leurs intérêts ne s'oposoient pas moins que leurs inclinations.

Si le roi dans cete conférence porta le mépris des habillements jusqu'à l'excès d'une épargne indécente, il se montra prodigue par les présents qu'il distribua aux courtisans du roi de Castille. Il s'attacha sur-tout à gagner les ministres de ce prince qu'il combla de ses libéralités. L'art de faire des traîtres fut toujours un des principaux ressorts de sa politique. Il n'épargnoit rien pour acquérir des créatures dans les cours étrangères. On rapporte communément à l'entrevue de Bidassoa l'origine de l'aversion réciproque des François & des Espagnols, opinion assez peu vraisemblable. On ne se fit de part ni d'autre aucun outrage qui pût produire de pareils sentimens. On se persuadera difficilement que des courtisans de deux princes, les uns couverts de riches habits, les autres vêtus simplement, ayent pu prendre de cete différence occasion de se haïr, & porter dans leur patrie le germe d'une inimitié nationale qui se soit transmise de génération en génération pendant le cours de trois siècles. L'auteur moderne de l'histoire de Louis XI observe judicieusement à ce sujet,

AN. 1462
à 1463.

AN. 1462
à 1463.

que ce n'est point dans une cause si frivole qu'il faut chercher la source de cete haine, mais dans la rivalité qui se fit sentir aussi-tôt que les deux puissances se touchèrent par leurs limites. Ce qui n'ariva que dans des temps postérieurs, lorsque la Castille, l'Aragon, & la plus grande partie du royaume de Navarre furent réunis sous la même domination.

Institution du
parlement de
Bordeaux.
*Ordon. l. I. tit.
xvi.*

Il étoit indispensable de rapporter sans interruption ces divers événements, afin que les lecteurs pussent les saisir d'un coup d'œil, lorsque la suite de l'histoire obligera d'en rappeler le souvenir. Quoique cete guerre & cet enchainement de négociations occupassent le roi, elles ne fixoient pas cependant toute son attention. Ce fut durant le cours des voyages entrepris à ce sujet qu'il institua le parlement de Bordeaux pour la sénéchaussée de Gascogne, d'Aquitaine, des Landes, le Bazadois, le Périgord & le Limosin. Les lettres d'érection portent : *Tant qu'il plaira à notre volonté. Jean Tudert*, maître des requêtes, fut nommé premier président de cete cour supérieure.

Commerce
Etablissement
des foires de
Lyon.
*Ordon. l. v.
tit. xiii.*

Charles VII, attentif à favoriser le commerce, avoit accordé à la ville de Lyon le privilege de deux foires avec exemption absolue de tous droits, tant domaniaux que de nouvelles impositions sur toutes les marchandises, de quelque nature qu'elles fussent. Vers le milieu de son regne il en octroya une troisième. Il est exprimé dans les lettres de concession que ces foires ou marchés étoient établis à l'instar des foires de Champagne, dont il a déjà été fait mention dans les précédents volumes. A ces trois premières foires le roi en ajouta cete année une quatrième. Le bailli de Mâcon en fut institué conservateur perpétuel. Dans ces marchés les négociants de toutes nations étoient admis, & jouissoient avec les régnicoles d'une entière égalité, soit dans les ventes & les achats, soit dans les échanges. Pour la facilité du commerce les especes de toutes les monnoies étrangères étoient reçues suivant leur juste valeur. Nul obstacle ni pour l'entrée, ni pour la sortie de l'argent ou des marchandises. Ces franchises particulieres & momentanées donnoient une légère idée de la liberté du commerce, que toutes les nations

de l'univers méconnoissoient depuis long-temps. L'abondance générale qui résulteroit d'une liberté plus étendue, procureroit des ressources plus sûres & plus avantageuses que celles qu'on tire du produit de tant de droits multipliés, & des entraves qui presque à chaque pas retrécissent ou interceptent la circulation. Tous les peuples conviennent de cete vérité, aucun ne veut donner l'exemple.

AN. 1462.
à 1463.

Par le septieme article de l'établissement des foires de Lyon, le roi avoit ordonné en termes exprès, qu'il feroit libre à tout particulier de faire passer ses fonds en pays étranger par la voie des lettres de change, *pourvu toutefois que ledit argent ne fût point porté à Rome directement ou indirectement.* Cete défense étoit une suite du ressentiment du monarque joué par la cour Romaine avec si peu de ménagement & de bienfaisance, dans l'affaire de la Pragmatique. Le pape essaya, mais inutilement, de le faire revenir. L'empressement du pontife étoit une nouvele preuve de l'imprudence qu'on avoit eue d'ajouter foi à des promesses équivoques, & n'en faisoit que mieux sentir la honte attachée aux démarches précipitées.

A peine la Pragmatique-sanction avoit-elle été abrogée, qu'on vit renaître en France les exactions ordinaires émancipées de la chambre apostolique. Les distributions des bénéfices furent de nouveau exposées à l'enchere. Les ecclésiastiques couroient à Rome acheter des graces expectatives, & ce commerce scandaleux s'exerçoit avec la plus indécente publicité. L'or & l'argent du royaume passerent les Alpes. Il en sortit une si prodigieuse quantité, qu'il n'étoit plus possible d'en trouver chez les banquiers. Sur les plaintes générales de la plus saine partie du clergé de France, le parlement adressa des remontrances au roi, qui rendit une ordonnance par laquelle il enjoignoit au procureur-général d'appeler au futur concile des entreprises du saint Siege. Ce premier acte mortifia d'autant plus le pontife qu'il ne s'étoit pas imaginé que le roi dût se rétracter si promptement. On publia des défenses de porter de l'argent à Rome, & c'étoit punir l'avidité de cete cour par l'endroit sensible.

Ordre au procureur-général d'appeler au concile contre les vexations de la cour de Rome.
Ibid.

Pie fut plus heureux auprès du duc de Bourgogne, qui

Le pape dispense le duc

AN. 1462
à 1463.
de Bourgogne
du vœu de la
croisade.

*Continuat. de
Monstrelet.
Hist. eccl.*

à sa recommandation fournit des troupes à l'électeur de Maïence, *Adolphe de Nassau*, pour l'aider à déposséder *Deither*, ancien électeur excommunié & déposé solennellement pour avoir refusé de comparoître à Rome, & de payer l'annate de son archevêché. En reconnoissance de ce service, le pape dispensa le duc d'accomplir le vœu qu'il avoit fait de marcher en personne contre les Mahométans, moyennant la promesse d'entretenir un corps de troupes de six mille hommes. Quelque temps après, Antoine, bâtard de Bourgogne, prit la croix pour le voyage d'outre-mer, accompagné de deux mille combattants. Il s'embarqua au port de l'Ecluse en présence du duc son pere, qui lui donna cent mille écus d'or pour les frais de son entreprise.

Le roi cède au
duc de Bour-
gogne ses pré-
tentions sur le
duché de Lu-
xembourg.

Tréf. des ch.

Quelques sujets de mécontentement que le roi dans la suite ait pu donner au duc de Bourgogne, on est toutefois obligé de convenir pour sa justification, que durant le cours des deux premières années de son regne il se conduisit d'une manière à ne pas mériter les reproches d'ingratitude. Il avoit des prétentions sur le duché de Luxembourg qui pouvoient lui fournir, pour revendiquer cete principauté, des titres au-moins aussi plausibles que ceux en vertu desquels le duc s'en étoit mis en possession. Dans le dessein de s'acquitter envers ce prince des services passés & de s'attirer sa confiance, il lui transporta non-seulement tous ses droits, mais il lui fit encore une entière remise de la somme de cinquante mille écus payée par le feu roi au duc de Saxe & à ses cohéritiers pour prix de leur renonciation. Dans le même temps que le monarque paroïssoit porter à l'excès la bienveillance & les égards pour le duc de Bourgogne, il tenoit avec le fils une conduite entièrement opposée. Toujours inquiet de l'étroite alliance du duc de Bretagne avec le comte de Charolois, il s'atachoit sourdement à la traverser, ou du-moins à leur susciter des embarras qui rendissent inutiles les desseins dangereux qu'il leur suposoit. Il combla de ses bienfaits le seigneur de Croÿ. Non content de lui avoir donné la charge de grand maître, il lui céda la ville & le territoire de Guines, & pour donner plus d'autenticité à cete grace, il ordonna qu'elle fût publiée à son de trompe dans Paris, persuadé qu'il ne pouvoit rien faire qui mortifiât davantage le comte. Il acor-
da

da une retraite dans sa cour au comte d'Etampes, aculé d'avoir trempé dans cete conspiration ridicule des images de cire que nous avons raportée ci-dessus. Enfin il suffisoit d'être mal avec le comte de Charolois pour être assuré d'un accueil favorable auprès du roi. On vit dès-lors le commencement de cete haine personnelle entre Louis & Charles, que le temps, la raison, leurs intérêts ne purent jamais ralentir, suspendue quelquefois par des traités toujours captieux, arachés à l'impuissance de se nuire pour le moment, & violés de part & d'autre sans scrupule comme sans pudeur aussi-tôt que l'occasion se présentoit de le faire avec avantage.

AN. 1462
à 1463.

Fin du huitieme Volume.

Erreur à réformer dans le septieme Volume de cet ouvrage.

En parlant des combats en champ clos, tome VII de cete histoire, on a dit que le dernier de ceux que nos rois honorerent de leur présence, fut le duel de *Jarnac & de la Chataigneraye*. C'est une faute dont l'amour de l'exactitude nous engage à faire l'aveu. Le dernier combat de cete espece est de l'année 1576, entre Honoré d'Albert, seigneur de Luynes, chevalier de l'ordre du roi, colonel des Bandes Françoises, commandant général de l'artillerie en Languedoc & Provence, chambélan du duc d'Alençon, & un exemt de la compagnie des gardes Ecoissoises, nommé *Pannier*. Les deux champions se batirent au bois de Vincennes, en présence de Henri III. Luynes tua son adversaire. Ce Honoré d'Albert étoit pere du connétable de Luynes. *Mém. de Castelnau, tom. III. Mercure hist. du tems, &c.*

De l'Imprimerie de LE BRETON, premier Imprimeur ordinaire
du ROI.

